



HAL
open science

Les processus de développement territorial dans la région de Kayes au Mali : approche territoriale du développement durable

Mahamadou Siby

► **To cite this version:**

Mahamadou Siby. Les processus de développement territorial dans la région de Kayes au Mali : approche territoriale du développement durable. Sociologie. Université de Lorraine, 2020. Français. NNT : 2020LORR0090 . tel-02987053

HAL Id: tel-02987053

<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-02987053v1>

Submitted on 3 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

Spécialité Sociologie

Préparée au sein du Laboratoire 2L2S

École Doctorale : SLTC (Sociétés, Langages, Temps, Connaissances)

Présentée par Mahamadou SIBY

Pour obtenir le grade de docteur en Sociologie

Thèse dirigée par **Emmanuel JOVELIN**

Professeur des Universités, Université de Lorraine

Les processus de développement territorial dans la région de Kayes au Mali : approche territoriale du développement durable

Thèse soutenue publiquement le 09 Janvier 2020,

Devant le Jury composé de :

M. Emmanuel JOVELIN, Professeur des universités en sociologie, Université de Lorraine. *[Directeur]*

Mme Josiane STOESSEL RITZ, Professeure des universités en Sociologie, Université de la Haute Alsace *[Présidente]*

Mme Ewa BOGALSKA-MARTIN, Professeure des universités en Sociologie, Université Grenoble Alpes. *[Rapporteur]*

M. Abdoul-Hameth BA, Maître de conférences (HDR) en Géographie, Université d'Evry Val d'Essonne. *[Rapporteur]*

M. Bernard BALZANI, Maître de conférences en Sociologie, Université de Lorraine. *[Examinateur]*

Mme Céline BRYON-PORTET, Professeure des universités en Sociologie, Université de Montpellier. *[Examinatrice]*

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pu aboutir sans les soutiens de quelques personnes que je ne peux malheureusement pas toutes citer. C'est une erreur de terminer ce travail sans remercier les personnes de bonne volonté qui m'ont formé, aidé, soutenu et accueilli afin de pouvoir bien mener cette recherche. J'espère que celles dont les noms ne figurent pas ici me pardonnent. Ce travail est en grande partie le fruit de leurs enseignements.

En premier lieu, je tiens à remercier les membres du jury pour l'attention et le temps qu'ils m'ont accordé. Mes remerciements s'adressent également à tous ceux qui m'ont aidé et particulièrement, aux villageois (au Mali) et la diaspora malienne (en France) et d'autres citoyens de toute origine. J'adresse mes plus vifs remerciements à mon directeur de thèse (Emmanuel JOVELIN) car, ce travail lui doit beaucoup après avoir accepté de le diriger. Je le remercie pour la patience, la confiance, l'autonomie et le temps précieux qu'il m'a toujours accordé afin de surmonter les difficultés (financières, académiques et sociales) dont j'ai été confronté.

En second lieu, je désire exprimer ma profonde gratitude aux différentes structures (*services de l'Etat, collectivités territoriales, ONG, associations, entreprises, personnes privées...*) qui ont accepté de fournir des informations nécessaires sur un terrain d'études complexe. Tout au long de ce travail, j'ai eu des échanges et des discussions fructueuses et passionnées avec eux. Je remercie vivement la ville de Bobigny avec le soutien de son programme : « *J'ai reçu ma vie avec ma ville* » qui m'a considérablement aidé à réaliser ce travail. J'ai une reconnaissance toute particulière à l'ancien Maire de la commune rurale de Tambakara (Kayes au Mali) puis, ancien président du PADDY (Feu Ibrahim Doucouré) qui a considérablement contribué à l'aboutissement de mon projet. De même, je remercie le Maire de Nioro du Sahel (Kalilou Diakité) et celui de Diéma (Sadio. Tounkara) pour leur contribution nécessaire.

Je souhaite exprimer ma reconnaissance à Michèle Leclerc-Olive pour m'avoir aidé à mettre en place, les premiers éléments de ce projet de recherche et de m'orienter sur les pistes nécessaires. Avec ses soutiens, j'ai pu découvrir le formidable terrain de recherche auprès des structures adéquates (*collectivités territoriales, ONG, associations...*).

Je tiens à remercier les responsables académiques de l'Ecole doctorale SLTC (*Sociétés, Langages, Temps, Connaissances*) de l'Université de Lorraine et ceux de l'EHESS de Paris pour m'avoir permis de réaliser cette thèse dans les meilleures conditions possibles.

Enfin, je souhaite dire un très grand merci à ma famille, mes parents, mes frères et mes amis qui m'ont soutenu.

REMERCIEMENTS.....	2
SOMMAIRE.....	4
INTRODUCTION GENERALE.....	7
PERSPECTIVES PROBLEMATIQUES.....	14

PREMIERE PARTIE

PERSPECTIVES SOCIOHISTORIQUES ET INSTITUTIONNELLES DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL AU MALI.....	40
--	----

<u>CHAPITRE 1</u> : PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET TRAITS GENERAUX SUR LE MALI.....	42
--	----

<i>Section 1</i> : Présentation de quelques données générales sur le Mali en matière de développement territorial.....	43
--	----

<i>Section 2</i> : Processus de développement territorial de la région de Kayes.....	51
--	----

<u>CHAPITRE 2</u> : L'EUPHORIE DE DEVELOPPER LES TERRITOIRES A L'EPREUVE DES REFORMES DE LA DECENTRALISATION AU MALI.....	61
---	----

<i>Section 1</i> : Le développement territorial dans les processus de décentralisation et coopération décentralisée.....	62
--	----

<i>Section 2</i> : Les origines de la décentralisation au Mali.....	78
---	----

<u>CHAPITRE 3</u> : LA COOPERATION DECENTRALISEE A L'EPREUVE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KAYES.....	114
--	-----

<i>Section 1</i> : Les programmes de coopérations décentralisées et leurs fondements : des instruments non appropriés par tous.....	116
---	-----

<i>Section 2</i> : L'émergence des acteurs multi-niveaux dans la coopération au développement.....	133
--	-----

<i>Section 3</i> : Les interprétations et définitions multiformes de la coopération décentralisée.....	140
--	-----

<i>Section 4</i> : La coopération décentralisée : une vision française du développement durable.....	149
--	-----

Section 5 : La région de Kayes au cœur de la coopération décentralisée : la perspective d'un modèle de développement durable.....172

CHAPITRE 4 : LES PERSPECTIVES DE MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET SES PARADOXES.....185

Section 1 : Les origines idéologiques du développement : un tournant historique....188

Section 2 : Enjeux migratoires et perspectives de développement en Afrique.....198

DEUXIEME PARTIE

DE LA THEORIE AUX PRATIQUES DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....217

CHAPITRE 1 LES ORIGINES IDEOLOGIQUES DU DEVELOPPEMENT DURABLE.219

Section 1 : Les principes fondateurs du concept de développement durable.....220

Section 2 : Le cadre politico-institutionnel du développement durable233

Section 3 : Historique du concept de développement durable dans le contexte africain.....245

Section 4 : Les approches théoriques à l'œuvre du développement durable.....250

CHAPITRE 2 : LE DEVELOPPEMENT DURABLE FACE A LA REALITE EMPIRIQUE.....272

Section 1 : Les domaines d'appropriation du concept de développement durable selon les acteurs.....274

Section 2 : Pratiques endogènes et exogènes du développement durable au Mali.....284

Section 3 : L'opérationnalisation du Programme d'Appui au Développement Durable dans le cercle de Yélimané : PADDY.....293

Section 4 : Emergence des pratiques de développement local par les associations : les cas de l'ADD et de l'ORDIK dans le cercle de Kayes.....320

TROISIEME PARTIE

RECONSTRUCTION TERRITORIALE PARTICIPATIVE OU PROCESSUS
D'UNIFORMISATION DES MODELES DE DEVELOPPEMENT ?.....337

CHAPITRE 1 : CLASSIFICATION DES ACTEURS DANS LES PROCESSUS DE PARTICIPATION AU DEVELOPPEMENT.....344

Section 1 : Les acteurs institutionnels dans les processus de développement.....345

Section 2 : Les acteurs non-institutionnels ou acteurs à but non lucratif dans les processus de développement.....348

CHAPITRE 2 : RECONSTRUCTION TERRITORIALE PAR LA CULTURE PARTICIPATIVE ET L'INFORMATION CITOYENNE.....353

Section 1 : Les formes de participation citoyenne dans les processus de développement.....355

Section 2 : Configuration culturelle des processus de développement et réalités culturelles des dispositifs de développement durable.....399

CHAPITRE 3 : SPECIFICITES TERRITORIALES, UN PARADOXE A L'UNIFORMISATION DES MODELES DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....438

Section 1 : Les représentations des acteurs sur les dispositifs de développement durable : un paradoxe aux spécificités territoriales.....438

Section 2 : Réalités des territoires et manque de performativité du développement durable dans la région de Kayes..... 463

Section 3 : Etude de cas des balades urbaines du « *Petit Mali à Paris* » : une spécificité de développement socioculturel et participatif d'« *ici et là-bas* ».....485

CONCLUSION GENERALE.....508

BIBLIOGRAPHIE.....521

LISTE DES ABREVIATIONS.....538

TABLE DES MATIERES.....541

ANEXES.....558

RESUME.....647

INTRODUCTION GENERALE

*« Dans un monde interdépendant, il n'y aura pas de paix pour les pays riches s'ils s'accommodent d'une Afrique à hauts risques. Et il n'y aura pas de développement en Afrique sans démocratie. Et pas de démocratie durable sans lutte contre les traditions régressives, les intégrismes, l'oppression des femmes, l'explosion démographique, la destruction de l'environnement. La santé économique et politique de l'Afrique n'est pas seulement un problème moral. C'est une urgence vitale qui nécessite des réformes de la part de l'Afrique et, de la part de l'ensemble des pays riches, une aide soutenue et appropriée ».*¹

Les processus de développement territorial en Afrique ont toujours attiré l'attention des acteurs multiples (*chercheurs, politiques, praticiens, entreprises, citoyens...*) et devenus aujourd'hui, un objet connu des sciences sociales. Ce domaine complexe est marqué par les cas des mutations sociopolitiques, institutionnelles, économiques, environnementales et culturelles au Mali. A l'ère (*fin du XXème et début du XXIème siècle*) où les politiques (*décentralisations, coopérations décentralisées*) de développement territorial sont de plus en plus remises en question et critiquées par les sciences sociales, cette thèse constitue une contribution à la recherche pour expliciter l'approche territoriale de développement durable devenue un nouvel ordre des politiques publiques (*décentralisation² coopération décentralisée entre collectivités territoriales françaises et celles du Mali et grâce à l'émergence accrue de la société civile³*). Selon Jean-Pierre Olivier de Sardan⁴, « *le développement n'est qu'une des formes du changement social* » qui permet à une population désignée comme pauvre selon des critères bien définis de passer d'une situation de précarité A à une situation B jugée meilleure. Ce point de vue montre que le domaine du

1 Dumont René, (1991), *Démocratie pour l'Afrique*, Seuil, Paris.

2 Nous définissons la décentralisation comme un transfert de compétences de l'État à des institutions distinctes de lui, ici, les collectivités territoriales qui disposent de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Selon A. de Laubadère, « le terme de décentralisation évoque l'idée d'une collectivité locale qui, englobée dans une autre collectivité plus vaste, s'administre elle-même, gère elle-même ses propres affaires » *Manuel de droit administratif*, Paris, LGDJ, 17e édition, 2002, p.180. La déconcentration consiste, quant à elle, en une délégation des compétences à des agents ou à des organismes locaux appartenant à l'administration de l'État (services extérieurs), qui ne disposent d'aucune autonomie et agissent donc toujours pour le compte de l'État. Selon le même auteur, « la déconcentration est une technique d'organisation au sein d'une personne publique », *Manuel de droit administratif*, Paris, LGDJ, 17e édition, 2002, p.185.

3.Jürgen Habermas (1997) : «*Droit et démocratie : entre faits et normes* », Gallimard, Paris, p.394. Selon lui, (...) ce qu'on appelle aujourd'hui société civile n'inclut plus (...) l'économie régulée par les marchés du travail, les marchés des capitaux et des biens et constituée par le droit privé. Au contraire, son cœur institutionnel est désormais formé par ces groupements et ces associations non étatiques et non économiques à base bénévole qui rattachent les structures communicationnelles de l'espace public à la composante « société » du monde vécu (...). Le cœur de la société civile est donc constitué par un tissu associatif qui institutionnalise dans le cadre d'espaces publics organisés les discussions qui se proposent de résoudre les problèmes surgis concernant les sujets d'intérêts général.

4.Jean-Pierre Olivier de Sardan. (1995), *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Karthala, Paris.

5.IDH : « I.D.H : *Indice de Développement Humain* »

développement est en quelque sorte, un ensemble des processus sociétaux, environnementaux, économiques et culturels focalisés sur un territoire déterminé.

De ce fait, aborder, analyser et traiter un domaine de recherche aussi complexe comme l'approche territoriale de développement durable, nécessite d'explicitier cet objet d'étude. Ainsi, le fait d'aborder l'objet de développement tout court, renvoie sur l'abondance de productions littéraires des auteurs en science sociale et dans des contextes variés. Dans notre contexte de recherche, il s'agit des processus qualifiés de développement durable qui demeurent complexes face à l'abondance des perceptions, des représentations sociales construites, des disciplines et des pratiques diversifiées. Le caractère polysémique de ce domaine, les difficultés, les manières de l'approprier et de le conceptualiser par tous les acteurs, intéressent notre domaine de recherche. C'est dans ce sens que nous traitons ce travail à partir des représentations sociales, des perceptions et des réalités territoriales vécues. Pour nous, les processus de développement territorial (*décentralisation, coopération décentralisée...*) se focalisent sur les formes sociales collectives (*normes sociales construites*) qui structurent les positions des acteurs, les relations sociales et les enjeux de développement. Dans ce sens, il est intéressant d'appréhender les enjeux construits (*dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales*), les relations sociales construites, les logiques et d'identifier les acteurs impliqués dans les processus. C'est cette démarche globale qui offre à notre analyse, une dimension éclairante et compréhensive de l'objet étudié.

En effet, il est important pour un sociologue que nous sommes, de porter un regard critique sur les théories, les modèles et les pratiques de développement durable variées. Dans ce sens, Sylvie Brunel montre que : « *tout est question d'affichage, le développement durable devenant surtout un slogan publicitaire permettant de séduire le consommateur, le client ou le partenaire institutionnel susceptible de passer un marché et de fournir des débouchés. Ou de l'inciter à des nouveaux comportements* »⁶. Toutefois, nous avons dans la région de Kayes au Mali, des dispositifs (*programmes, plans et projets*) de développement qualifiés « *durables* ». Mais, force est de constater que ces derniers sont des modèles, des logiques d'action exogènes (*dispositifs venus d'ailleurs*) engendrant des situations incertaines, voir des échecs constatés de part et d'autre. C'est ainsi que l'objectif premier de ce travail est d'essayer d'appréhender d'avantage, les interactions, les représentations sociales des acteurs au regard de ces dispositifs et la réalité vécue de ces territoires (*touchés par la pauvreté, les aléas*

⁶ Sylvie Brunel, (2008), *A qui profite le développement durable*, p.20, Larousse.

climatiques, l'immigration...) où plane le flou, les incertitudes, les tentatives d'essai de projets de développement menés, quelques échecs constatés sur certains dispositifs (*projets, programmes...*).

Considéré aujourd'hui par un grand nombre d'acteurs comme ligne directrice ou code de changement social, le développement durable est devenu un nouveau paradigme pluridisciplinaire (*action globale et locale*). Il est à l'usage quotidien des acteurs et est conçu comme instrument régulateur des sociétés à caractère performatif permettant d'atteindre les objectifs de développement⁷ (*économique, sociétal, environnemental, culturel etc.*) initiés par l'ONU. En effet, le développement est un mouvement découlant de la combinaison de plusieurs facteurs complexes (*économie, société, environnement, culture...*) avec l'évolution des formes multiples des sociétés qui connaissent l'incertitude, la variabilité et l'imprédictibilité des contraintes sociales, environnementales et économiques. C'est pourquoi il est toujours difficile de mesurer le développement, d'en proposer une ligne directrice face à toutes les formes sociétales, les contraintes environnementales et économiques visées par l'action du développement durable. Malgré tout, ce dernier demeure aujourd'hui, à la fois popularisé et contradictoire par plusieurs acteurs à tous les niveaux territoriaux (*l'atteinte des objectifs de développement au niveau local, national et international*). Selon Serge Latouche, à défaut de faire émerger des actions concrètes qui éradiquent la pauvreté, les inégalités sociales et économiques, le capitalisme dominant « *imbrique le mot développement durable pour les convoitises* »⁸. Quant à Sylvie Brunel, elle rappelle que : *le développement durable est ainsi devenu un argument marketing formidable pour vendre de nouveaux produits verts. Non seulement le business écologique est rentable, mais il permet de légitimer l'avance technologique occidentale puisqu'il incite à se détourner des marchandises issues des pays du Sud, produites dans des conditions sociales et environnementales forcément moins vertueuses*⁹. Devant cette remise en question du modèle de développement dominant de l'Occident, comment ce nouvel ordre (*développement durable*) des politiques publiques est appréhendé par tous (*qu'il s'agit bien des populations locales, les acteurs publics et privés*

⁷ Le 25 septembre 2015, 193 pays ont adopté à l'ONU le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui définit 17 objectifs de développement durable (ODD) qu'il faut atteindre d'ici 2030 pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous.

⁸ Latouche. S, (2004), *Survivre au développement : de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et Une Nuits.

⁹ Sylvie Brunel, (2008), op. cit. p.22, Larousse.

intervenant dans la région de Kayes au Mali) ? Critiqué,¹⁰ placé au centre des réflexions et au cœur de l'actualité, le développement durable (*comme stratégie d'acteurs et modèle culturel émanant de l'Occident dominateur*), demeure-t-il de nos jours, le référentiel (*cadre valable pour tous*) à suivre pour la reconstruction territoriale et l'innovation sociale ? Bien que ces questions n'étant pas notre questionnement principal, elles seront traitées au fur et à mesure dans les différentes parties de ce travail.

Dans un contexte historique des réformes institutionnelles au Mali, c'est suite à la conférence de Rio en 1992 au Brésil, que le développement durable est devenu un défi mondial, national et local. Il est initié et adopté par les Etats signataires dont le Mali est membre et est fortement attaché à son application en vue de mieux développer ses territoires. La réforme de décentralisation enclenchée en 1993, constitue un ensemble des projets et programmes initiés par l'Etat malien avec des acteurs de la société civile (*Kayes*) et l'appui de ses partenaires internationaux dans un objectif affirmé de développement durable. L'objectif de ces réformes institutionnelles maliennes est de favoriser le développement et instaurer la bonne gouvernance par l'implication des citoyens dans la prise de décisions au niveau de tous les échelons territoriaux. Il s'agit non seulement de répondre aux objectifs de développement dictés par l'ONU, mais également de soutenir les besoins fondamentaux des populations exposées à la pauvreté et rendre viables les territoires par la démocratie participative. C'est ainsi que dans le contexte des réformes institutionnelles au Mali (*processus de démocratisation, de décentralisation et de coopération décentralisée depuis le début des années 1990...*), le développement durable comme enjeu des politiques publiques est devenu un cadre référentiel. Il n'est pas seulement abordé dans son angle environnemental et économique, mais aussi, il est largement traité dans son angle social qui renvoie à celle de la démocratie participative (*appui institutionnel des communautés locales...*). Dans ce volet social, Sylvie Brunel montre que « *le pouvoir politique ne décide plus discrétionnairement dans l'opacité : un des grands mérites du développement durable est d'avoir introduit la démocratie participative, de favoriser la consultation et l'information des opinions publiques* »¹¹.

¹⁰ Latouches. S, (1989), *L'occidentalisation du monde : Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Editions La Découverte, Paris, p.86.

¹¹ Sylvie Brunel, (2008), op. cit. p.76-77, Larousse.

A partir de ce domaine social du développement durable, notre questionnement principal recherche à comprendre, d'une part, (*à partir des projets et programmes de développement menés dans la région de Kayes*), comment les acteurs représentent et s'approprient les dispositifs de développement durable? D'autre part, le travail essaye de comprendre qui participe et qui décide de la reconstruction sociale des territoires (*à partir d'analyse sociologique de la démocratie participative*) ? Certes, le développement durable est une action à portée générale. C'est également une politique publique transversale qui s'intéresse aux nouveaux comportements sociaux via les modes de vie durables (*l'innovation sociale, changement social, reconstruction sociale, croissance verte, préservation environnementale...*) appuyés par la gouvernance territoriale et le souci du bien-être des populations locales.

L'objectif principal de ce travail s'attèle à comprendre les représentations sociales construites au regard des dispositifs de développement durable mobilisés dans la région de Kayes. On essaie également (*sur des cas d'études menés dans la région de Kayes*) de dresser les pistes soulevées par la dynamique de reconstruction territoriale et l'innovation sociale (*constructions des infrastructures de base effectuées par les populations locales...*). A côté de cet objectif principal, s'insèrent des objectifs secondaires qui s'intéressent d'une part, aux nouveautés introduites en termes d'innovation institutionnelle, économique, sociale et environnementale (*lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement, création d'emploi...*). Et d'autre part, notre attention particulière porte sur la performativité des logiques sociales avec l'intégration de la bonne gouvernance (*devant le constat d'échecs des dispositifs*) visant la reconstruction territoriale, l'innovation et la participation politique considérée comme cadre légitime de l'action publique. Ce sont des constantes à considérer et à vérifier par nos matériaux d'analyse sociologique afin de mesurer les interactions sociales.

Du point de vue étymologique et de définition, le développement durable constitue une dynamique (*sociale, économique, environnementale et culturelle*)¹² élaborée au niveau planétaire et employée à tous les échelons territoriaux (*local, national et international*). Cette notion de développement durable est elle-même sujette à des débats. Sa définition « *celui qui satisfait les besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations*

12 Lévy Pierre Guillaume (2001), *Association de développement, chefferies villageoises et décentralisation : le cas exemplaire de la commune de Maréna Diombougou (région de Kayes, Mali)*, in *La décentralisation en Afrique de l'Ouest : entre politique et développement*, sous la dir. Totte Marc, Karthala, Paris, Paris, p.78.

futures »¹³ a donné lieu à plusieurs interprétations et réflexions différentes. Les discussions considèrent le développement durable en le plaçant comme palliatif du développement existant depuis un certain temps soit un développement de type qualitatif, soit encore en posant la « *pérennité ou non de la croissance économique impulsée par le capitalisme* » (Harribey, 1998) lui préférant le concept de « *croissance soutenue* », ou « *croissance durable* », ou « *développement soutenable* » (*idem p.101*), et le concept de soutenabilité plutôt que durabilité (*idem, p.103*). Dans le cas de certains pays en voie de développement comme le Mali, c'est plutôt la notion de croissance soutenue qui est fortement inspirée par les besoins des territoires (Djire. Mamadou 2008).

En dépit des tendances des définitions multiples, nous nous sommes conformés à la définition principale (*énoncée dans le paragraphe précédent*) du développement durable qui définit le quantitatif, le qualitatif, le multidimensionnel, le durable ou le long terme et l'équité intergénérationnelle qui offre des solutions aux défis qui menacent les sociétés. Les matériaux recueillis de notre terrain d'enquête (*définitions, traductions, représentations, appropriations, constructions...*), sont des facteurs essentiels soulignés tout au long de ce travail. Comme il a été exposé plus haut, ce travail est entrepris dans le contexte d'un pays en voie de développement avec quelques cas des projets locaux et programmes de développement durable menés par les acteurs multiples dans la région de Kayes au Mali (*une région où la majorité des migrants vivant dans la région parisienne sont originaires*).

Notre travail ne prétend pas être par conséquent un aboutissement; il constitue seulement un point de départ et une contribution à la recherche dans le domaine des sciences sociales. Ce travail ne vise pas seulement la dimension tripartite du développement durable (*environnement, économie, société*) autrement dit, il n'est pas exclusivement entendu du côté de l'environnement, de la croissance soutenue de l'économie du marché et de l'équité sociale. Il se distingue par son caractère transversal avec des cas concrets et est principalement mené, à l'échelle locale notamment dans les cercles de : *Kayes, Diéma, Nioro et Yélimané* avec un échantillon des acteurs (*collectivités territoriales, des organismes, d'associations et d'acteurs variés*).

13 Rapport Brundtland [CMED, 1987, p.51]

En termes des limites, le contexte général de ce travail de recherche connaît quelques points de difficultés. D'abord, le sujet de développement est très vaste et touche plusieurs domaines avec des notions complexes. Il est difficile d'en faire l'objet d'un seul cas d'étude dans le cadre de cette thèse. Ensuite, le terrain choisi était principalement basé sur quelques organismes faisant usage du développement durable dans la région. C'est également un concept qu'il est difficile d'appréhender (*son cadre normatif*) au sein de la communauté scientifique de sciences sociales vu la méfiance des discours politiques et des pratiques diversifiées. Sa compréhension et son cadre normatif ne font pas encore l'unanimité auprès de tous les acteurs. Le présent travail de recherche entamé était à nos propres frais. Il s'est réalisé à temps partiel, et ne faisait pas partie d'une équipe et d'un programme de recherche. Ce travail a nécessité une mise à jour des données collectées au début de cette thèse, en répétant les enquêtes à deux reprises. A partir d'une grille d'entretien comme méthodologie des recherches, nous avons opté la démarche qualitative pour faire ressortir les discours des acteurs et rendre compte de notre objet d'étude. L'enquête de terrain s'est déroulée en plusieurs phases avec le renforcement de l'observation et le recueil de ressources écrites portant sur des variables. Toutefois, la recherche dans le domaine des sciences sociales (*science politique, la sociologie du développement, l'anthropologie du développement...*), montre que les interactions entre les acteurs et les instruments de gouvernance sont à prendre en compte comme objets de recherche (Michel Callon). A cet effet, l'approche territoriale du développement durable à partir de l'angle de la démocratie participative nous semble être en mesure d'appréhender comment les acteurs participent à la prise de décisions et à la réalisation des dispositifs. Il s'agit d'appréhender la manière dont se construisent et se mobilisent (*objectivement et subjectivement*) les initiatives collectives, les interactions sociales et les facteurs institutionnels induits (*qui décident, qui comprennent quoi et qui participent aux prises de décisions ?*) dans les territoires en cours de reconstruction et d'innovation.

1. PERSPECTIVE PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT AU MALI

De manière générale, les problèmes sociaux liés à la question de développement territorial sont largement exprimés dans les dispositifs empiriques formulés par les discours récurrents des acteurs intervenant dans les territoires locaux. Pour les cas de la région de Kayes, les populations locales soulèvent très souvent quelques problèmes récurrents (*projets, programmes...*) comme spécifiques à leurs territoires. A cet effet, nous avons respectivement trois problèmes séquentiels situant le contexte global de cet objet d'étude.

1. Problématiques spécifiques :

On retient les phrases suivantes : *«faute d'emploi, les jeunes veulent tous partir à l'immigration!!! Chez nous, la terre ne donne plus face aux conditions climatiques difficiles!!! Il n'y a rien chez nous, même pas de bonnes routes, de dispensaires et non plus de travail...»*¹⁴. Il y a autant des personnes qui réclament le développement de manière objective (*souhait pour la réalisation des infrastructures sur un territoire donné...*) que subjective (*l'ambition, le rêve d'être dans une situation d'accessibilité aux ressources matérielles et immatérielles sur un territoire donné pour le bien-être...*) pour satisfaire leurs besoins. Dès lors, les acteurs représentent et interprètent l'objet de développement comme solution à leurs problèmes. L'approche de développement est très souvent évoquée dans divers secteurs (*agriculture, environnement...*) locaux. C'est une notion ambiguë qui est exprimée de différentes manières par les disciplines (*sociologie, économie, écologie...*), les praticiens des projets et programmes de développement etc.

Le sens attribué à la notion de développement, peut dépendre d'un acteur à un autre, d'un territoire à l'autre, d'une société à l'autre. Être développé ou ne pas l'être, constitue un ensemble des représentations sociales construites et un processus dans les pays en voie de développement tel que le Mali. Le développement (*tel que définis dans ses formes multiples*) est par définition, un mouvement des facteurs englobant la dimension économique, sociale, territoriale et environnementale destiné sur un territoire donné. Au plan théorique, ce mouvement a longtemps été étudié par les sociologues, les économistes, les géographes, les anthropologues et demeure à nos jours, un domaine complètement flou. Par ailleurs, l'incertitude de ce mouvement est avérée dans les dispositifs empiriques. C'est plus pertinemment, le constat d'échecs avérés sur des projets et programmes à travers les différents

¹⁴ Interview du 10 décembre 2012 avec le Maire de Tambakara (Commune rurale dans la région de Kayes, Mali).

témoignages recueillis. Cette perspective problématique met en lumière, trois objectifs séquentiels.

2. Les trois types de problèmes

Nous avons souligné trois types de problèmes ci-dessous :

- la domination de l'expression populaire du développement comme discours ;
- le choix d'approche de développement durable, un ensemble des représentations difficiles à construire pour tous ;
- entre espace et territoire : pour quelles représentations de développement durable?

2.1 : La domination de l'expression populaire du développement dans les discours

Plus précisément, le problème du développement est identifié dans les expressions populaires construites comme métaphore. Ce problème est évoqué à partir de la préoccupation exprimée par les bailleurs de fonds intervenant dans les territoires concernés. Les arguments réclamant l'expression populaire du développement sont d'une part, les bailleurs : « *tous les efforts qu'on a fait pour eux, ils ne sont pas parvenus à se développer !!!* » et d'autre part, les bénéficiaires (*les populations locales*) expriment: « *ici, pas de développement..., nos projets sont en faillite et ne tiennent pas longtemps, rien n'a été fait, ils ont bouffé l'argent !!!* »¹⁵. Ces discours sont autant d'expressions populaires qui évoquent le manque d'un objectif affiché ou le retard d'un mouvement des facteurs induits par les acteurs. Par exemple, les projets villageois montés par les migrants sont toujours considérés comme des expressions populaires de développement auxquelles les populations inspirent fortement le réalisme d'un développement concret et durable. Ces discours d'expression populaire dominante de développement, sont la conséquence directe des échecs successifs observés dans les projets et programmes implantés dans la région de Kayes.

A partir d'une analyse sociologique du développement, notre approche vise à mieux repérer le sens, et les représentations données. Dans cette perspective, nous montrons avant tout que le développement durable est profondément ancré dans les formes de constructions sociales à travers les représentations individuelles et collectives des acteurs. L'idée de développement classique est fondamentalement liée à un processus de construction sociale

¹⁵ Interview du 10 décembre 2012 avec le Maire de Tambakara (Commune rurale dans la région de Kayes, Mali).

fondé sur un territoire donné grâce à l'observation des comportements, des normes et des valeurs induits par les acteurs sociaux. Selon J.P Peemans (2002) : « *les initiatives populaires de développement sont bien des réalités dont la construction du lien social, du territoire...demeurent toujours des réalités composites, fragiles, contradictoires et problématiques* »¹⁶. Ces réalités multiformes sont des mouvements développementalistes qui peuvent être qualifiées des facteurs culturels relevant de la Civilisation occidentale¹⁷ (*modernité, progrès, capitalisme dominant...*) qui prétendent éradiquer les souffrances des populations via le changement social (*avec l'idée de faire du développement, un cheval de batailles*). De manière classique, le mot développement renvoie aux rapports sociaux entre les acteurs et leurs territoires selon qu'ils soient dans une situation d'insuffisance des ressources, de manque des biens, de richesse ou en quête d'une vie meilleure. Les économistes pionniers du développement (*Rostow et ses disciples...*) considèrent que le développement est toujours l'accumulation des biens de consommation. Certes, cette théorie néoclassique distingue les sociétés dites « *développées* » et les sociétés dites « *sous-développées* ». Selon cette théorie, la sortie des sociétés sous-développées dans la pauvreté, dépend des conditions préalables telles que les infrastructures, les techniques nouvelles à travers les cinq étapes¹⁸ de la croissance afin que l'objectif de développement soit atteint. Mais, des historiens comme Basil Davidson (1971) et Rodney Walter (1972)¹⁹ contestent cette approche néoclassique du développement qui accorde une importance à la croissance. Cette vision considère qu'il y a des sociétés qui n'ont pas connu des transformations économiques et sociales à l'instar des sociétés occidentales caractérisées par la révolution industrielle, le profit, la forte consommation des biens et services. C'est une approche qui valorise l'économie du marché par l'accumulation des biens de consommation qui considère les pays africains comme des sociétés qui n'ont pas connu cette situation standardiste du développement par la production et la consommation des

16 Peemans J.P., (2002), *Le développement des peuples à la modernisation du monde : les théories du développement face aux histoires du développement réel dans la seconde moitié du XXème siècle*, L'Harmattan, Bruxelles, p.478.

17 Latouche. S. [1989], *L'occidentalisation du monde : Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Editions La Découverte, Paris, p.27 et 46.

18 Selon la théorie de Rostow, les cinq étapes de la croissance sont: *la société traditionnelle qui a une production limitée, les conditions préalables faisant évoluer les mentalités et les surplus, le décollage ou phase de l'investissement, la phase de la maturité du développement socioéconomique et culturel ou les progrès techniques enfin, la phase de la consommation des biens et services par la population de masse avec la prééminence de l'Etat dans tous les domaines.*

19 Rodney. W (1972), *Comment l'Europe sous-developpa l'Afrique : Analyse historique et politique du sous-développement* et Davidson. B (1971) *Les Africains*, In Dembele Demba Moussa [Contribution à la déconstruction des théories conventionnelles sur le développement de l'Afrique], l'Harmattan, 2015.

biens. Rodney. W démontre que le développement n'est pas une notion absolue mais un processus de constructions sociales et des relations nouées entre acteurs. C'est-à-dire, quand on parle de développement ou de sous-développement, c'est avant tout des idées, des représentations sociales fixées sur des référentiels dictés par les pays occidentaux. Les idées font la comparaison entre territoires développés et territoires non développés à partir des standards ou des références prenant les sociétés développées comme le bon modèle ou l'idéal à suivre. Le mode opératoire de ces initiatives (*manières de faire le développement*) de développement concerne l'importation la domination, l'imposition de la culture de développement²⁰ qui va des pays du centre vers les pays périphériques (B. Badie 1994). Dans cette perspective, les populations locales subissent périodiquement l'impact d'échecs dans leurs propres projets et programmes de développement territorial. Ce processus nourrit une expression populaire du modèle dominant de développement des pays développés imposé aux pays en voie de développement. Ce processus conduit l'incompréhension des dispositifs de développement et demeurent inappropriés par les sociétés périphériques (*les moins développées*). Ce procédé semblable est la source des problèmes d'échecs des dispositifs de développement recensés dans la région de Kayes.

De cette manière, tout est culturel. L'expression populaire du développement se manifeste abstraitement comme instrument dominateur renvoyant sur un ensemble des représentations propulsé par chaque être humain inspiré de la théorie néoclassique (*biens matériels, accumulation des biens...*) nourris par la domination de l'économie du développement standard. La notion est conçue dans ce sens comme le corpus multidimensionnel (*avec une multitude des significations...*) s'attachant à l'idée de reconstruction territoriale, l'innovation sociale via la lutte contre la pauvreté²¹. Le mot développement apparaît dans ce sens comme solution ou moyen de changement social qui répare les inégalités entre territoires et sociétés. C'est-à-dire, chaque être humain a ses propres aspirations et cultures du développement sur son espace donné. Les acteurs intervenant *principalement dans la région de Kayes depuis le début des années 1990 à nos jours*, intègrent et placent ce modèle de développement durable comme instrument le mieux approprié à faire du renouveau dans les territoires (*un modèle de développement qui répare ce que les politiques précédentes de développement n'ont pas réussi*). En effet, les populations locales de cette région sont en majorité, ceux qui n'ont pas

²⁰ Latouche. S. (1989), op. cit. p.27.

²¹ Perroux. F. (1962), *L'économie des jeunes nations*, Paris, PUF

fréquentées l'école républicaine (*qu'il s'agisse de ceux qui ne savent ni lire et écrire le français comme langue officielle du pays...*). Les dispositifs de développement sont difficiles à appréhender pour ceux se voient dans cette situation de déficit scolaire. Comment ces bénéficiaires (*très fragiles*) représentent les dispositifs de développement durable et comment ils participent à leur mise en œuvre (*dans les programmes et projets*) ? Ainsi, tous les acteurs ont-ils les mêmes manières d'appréhender la culture du développement durable ?

Ce volet montre l'existence d'une sociologie de représentations sur le développement durable (*à travers les programmes et les projets*), domaine peu exploré dans certains cas spécifiques. Grâce à un processus de théorisation, d'interrogation, d'observation ainsi qu'à une série d'enquêtes auprès des structures, le travail cherche à montrer que les individus (*les programmes et projets de développement territorial implantés dans la région de Kayes au Mali*) entretiennent des rapports sociaux sur le développement sous toutes ses formes. Ces facteurs seuls ne suffisent plus à expliquer le développement, mais des normes, des valeurs irréductibles et des pratiques qui donnent une expression populaire aux différentes formes de développement liées aux territoires en difficulté. Les représentations qui fondent le développement durable sont notamment sont visibles et étudiées à l'aide d'une grille d'entretien où sont exprimées les idées, les cultures, les interactions entre acteurs et pratiques. La domination des expressions populaires permet de comprendre comment les uns et les autres pensent, s'approprient les projets et programmes d'un territoire donné. A partir des cas empiriques (*celui de la région de Kayes comme territoire particulier*), ce travail montre que les interrelations d'un phénomène sociologique (*le développement durable*) produisent un sentiment d'appartenir à une norme (*engagement collectif des acteurs pour le développement par le moyen des regroupements collectifs...*) et des valeurs produites (*lutter contre la pauvreté, inspiration au bien-être...*). Ce phénomène renforce l'idée selon laquelle, le développement durable est devenu un instrument dominateur d'action publique et popularisé visant la reconstruction territoriale et l'innovation sociale (*lutter contre la pauvreté*).

2.2 Le choix d'approche territoriale du développement durable, un ensemble des représentations difficiles à construire pour tous

La sociologie des représentations sur le développement durable est un paradigme qui cherche les facteurs qui déterminent les comportements (*action-valeur*) des acteurs vis-à-vis de leurs situations socioéconomiques, culturelles et environnementales. Les dispositifs sont considérés avant tout, comme des instruments, des référentiels ou des moyens contribuant au transfert des modèles de développement conditionnés par les pays occidentaux (Darbon Dominique 2009). L'approche de développement durable est liée aux territoires et est introduit dans beaucoup des dispositifs de développement en place. Il est devenu quelque chose d'absolu qui touche à tout. Les représentations marquent les valeurs qu'un individu ou un groupe d'individus entretient avec son environnement (*les visions collectives du groupe ou individuelles sur la situation socioéconomique du territoire*). Or, les programmes et les projets comme moyens, sont des instruments construits territorialement et demeurent méconnus pour beaucoup de ces bénéficiaires (*les populations locales de Kayes*). Dans cette région, l'illettrisme constitue un problème qui touche considérablement les populations locales et handicape les dispositifs mis en place. C'est-à-dire, la plupart des bénéficiaires ne savent ni lire ni écrire et ont du mal à analyser les enjeux réels de développement durable. La mise en œuvre des dispositifs demeure un mécanisme problématique grâce à la méconnaissance des dispositifs destinés aux bénéficiaires. Ce problème montre que les processus de développement est loin d'être durable. Il existe un décalage, d'un côté ceux qui proposent les dispositifs (*les bailleurs...*) de développement et d'autre côté, ceux qui reçoivent les leçons (*les populations locales...*). Plus précisément, quelques catégories des bénéficiaires ignorent le sens d'un développement durable sous ses formes stratégiques imposées. Ce problème a créé aujourd'hui, une situation d'incompréhension, de confusion, des conflits, d'ignorance, d'incertitude et d'échecs sur quelques cas empiriques expérimentaux dans les localités concernées. En effet, les acteurs intervenant soi-disant les techniciens n'ont pas le même niveau culturel que les populations sur place. Si la mise en œuvre des dispositifs demeure facile pour certains en termes d'analyse et de compréhension des enjeux de développement (*comme les techniciens*) par contre, des difficultés existent pour d'autres à savoir ceux ayant bénéficié des dispositifs exogènes inappropriés et incompréhensibles (*les analphabètes*).

Dans ce sens, Michèle Leclerc-Olive²² évoque à travers une étude sur la Région de Kayes que « *la coopération internationale, lorsqu'elle est centrée principalement sur le développement local ou territorial, tend à faire prévaloir des manières de faire qui n'accordent qu'une attention superficielle à la délibération et à la concertation, au profit d'une approche technique des problèmes à traiter* ». C'est-à-dire, quelques techniques ou manières utilisées par les techniciens n'associent pas les citoyens et les faire participer pleinement aux affaires locales. Les populations locales s'impliquent moins aux processus décisionnels et appréhendent moins les dispositifs. Ainsi, chaque individu interprète et incorpore ses relations sociales aux dispositifs de développement selon son entendement social et culturel. Chaque programme ou projet est délimité sur un territoire donné entouré par des valeurs et des normes. Les bénéficiaires des dispositifs de développement interprètent selon leur situation socioculturelle liées aux valeurs et normes. A cet effet, les représentations sont construites sur des situations socioéconomiques, environnementales et spécifiques à un espace donné et en fonction des valeurs culturelles construites par chaque acteur et le groupe. Les représentations sociales, l'un des concepts-clés de la psychologie sociale mais aussi de la sociologie de la connaissance, désigne une forme de connaissance, de pensée du sens commun, partagée par les membres d'un même groupe social. Comment nous nous percevons, comment percevons-nous les autres, comment appréhendons nous notre environnement, autant d'objet de pensée qui gouvernent notre vie en société et qui structurent nos relations. Ainsi, le concept de représentation a été réintroduit dans le champ des recherches en sciences sociales et humaines par Serge Moscovici en 1961 qui pense qu'il permet d'« *étudier les comportements et les rapports sociaux sans les déformer ni les simplifier* ». Partir des représentations sociales pour saisir le sens des relations sociales et les comportements des acteurs offre une richesse à l'analyse et à l'interprétation de l'action.

Dans ce sens, Moscovici (1961) définit les représentations comme : « *Des ensembles dynamiques, des théories ou des ensembles collectives destinées à l'interprétation et au façonnement du réel. Elles déterminent des champs de communications possibles, des valeurs, des idées présentes dans les visions partagées par les groupes et règlent par la suite des conduites désirables ou admises* ». Pourtant, Serge Moscovici fait remonter à Georg Simmel et Max Weber la genèse de l'idée de représentation sociale dans le champ de la sociologie. Mais c'est à Emile Durkheim qu'il est attribué la paternité du concept de « représentation »

22. Leclerc-Olive, M., (2005), *Coopération au développement : concepts et enjeux*, in Gh. Gobin (dir.), *Dictionnaire de la mondialisation*, A. Colin, Paris.

qu'il introduit en 1898 en annonçant la différence entre représentation collective et représentation individuelle caractéristiques des différences entre société et individu : « *la société est une réalité sui generis ; elle a ses caractères propres qu'on ne retrouve pas, ou qu'on ne retrouve pas sous la même forme, dans le reste de l'univers. Les représentations qui l'expriment ont donc un tout autre contenu que les représentations purement individuelles et l'on peut être assuré par avance que les premières ajoutent quelque chose aux secondes* ». Cette définition aborde les représentations sociales sous un angle dynamique en montrant l'influence de la société dans sa formation. Elles sont à relier avec leur contexte d'émergence, aux modes de transmissions et à leur fonction de moteur symbolique présidant au fonctionnement de la société par l'interaction entre la pensée et l'action. En outre, la définition proposée par Gustave-Nicolas Fischer complète celle de Denise Jodelet. Pour lui, « *la représentation sociale est un processus, un statut cognitif, permettant d'appréhender les aspects de la vie ordinaire par un recadrage de nos propres conduites à l'intérieur des interactions sociales* ». Cette définition plus descriptive que la première montre le caractère processuel des représentations sociales permettant d'agir en continu sur les pratiques et les logiques des acteurs. Elles se génèrent dans l'interaction sociale et influencent constamment les conduites des acteurs en face-à-face.

Les représentations se trouvent ainsi à la limite entre perception et imagination des objets visibles et invisibles. Elles sont, de ce fait, une forme d'analyse intéressante des situations sociales sur le territoire donné ou l'espace d'un groupe social donné qui peut être dans une situation des richesses, de pauvreté, d'exclusion spatiale ou en quête de vie meilleure. Cette relation entre le territoire, l'individu, les groupes constitue une multitude des facteurs que seules les représentations permettent de déterminer la nature du développement durable. Cette façon d'expliquer les comportements des individus et leurs relations au territoire s'adapte aux perceptions des acteurs intervenants dans un but de reconstruction territoriale et d'innovation sociale via la lutte contre pauvreté dans leurs territoires (*construire des infrastructures villageoises pour lutter contre la pauvreté comme le cas dans la région de Kayes*). La question centrale est de savoir comment se forment les concepts, les idées conçues par tous au sein d'un monde social se référant au développement durable ?

Dans ce sens, nous avons deux cas de figure dans la formation des idées : les représentations fabriquées par les individus eux-mêmes et l'influence ou celles du groupe. Le cas du groupe constitue une représentation collective et est, l'entité qui produit un savoir-social, des valeurs et normes collectives. Le développement durable est fabriqué par la représentation collective

comme entité qui produit un savoir social collectif. Au sens de Weber, c'est un outil de compréhension du social, des perceptions et des valeurs qui permettent aux individus de porter un jugement des valeurs sur leurs territoires donnés. Dans notre contexte, la représentation du développement durable, prend place dans les territoires locaux et comme une mesure idéale qui produit socialement le bien-être pour tous. Deux cas de figure sont soulignés.

Dans un premier cas de figure, un territoire se trouve en situation de pauvreté lorsqu'il y a absence des ressources ou des moyens matériels par rapport à la norme définie par une moyenne sociale nationale ou internationale. Il peut s'agir également des attributs que la société globale qualifie un groupe social : *manque des revenus suffisants, manque d'infrastructures socioéconomiques, manque de services sociaux de base pour les populations d'un territoire, conditions de vie difficiles etc.* Les représentations du groupe social s'expriment alors dans cette situation de manque des ressources ou moyens dans un territoire et par opposition à un groupe social dominant (*modèle de sociétés développées*) qui possède des moyens. Les représentations de la société globale alimentent et s'alimentent à partir des pratiques sociales de développement (*l'aide au développement, coopérations au développement etc.*). La différence entre territoires pauvres et territoires développés, est la prise en compte de plusieurs facteurs sociaux, économiques, culturels et environnementaux. C'est à ce niveau que les acteurs produisent des idées, des relations et donnent du sens à l'organisation de leur territoire donné.

Dans un second cas, le développement dans ses multiples dimensions apparaît à partir d'une configuration territoriale, des individus qui le composent et leur statut (*selon qu'ils soient pauvres ou riches*). Les représentations de ces individus, les normes, les perceptions sur les dispositifs peuvent être perçus comme des représentations collectives partagées par les individus appartenant à un même territoire. Le fait que le territoire soit pauvre, peut déclencher la mise en place des normes sociales (*création d'associations des migrants ressortissants de la région de Kayes, ONG, groupements...*) et instruments (*programmes ou projets*) comme l'ossature des représentations collectives d'un groupe d'individus vivant sur un territoire donné. Ce groupe d'individus peut-être dans une situation de déficit d'informations qui peut créer des représentations collectives voulant appartenir à d'autres normes sociales ou d'autres territoires en situation d'absence de pauvreté (*les territoires riches ou développés*). C'est le cas des groupes sociaux qui créent des conditions propices, des richesses sur un territoire ou le modèle des sociétés développées. Le groupe d'individus

en situation de pauvreté, crée des représentations collectives face à celle-ci dans un territoire donné. Cependant, les représentations collectives de ces groupes sociaux en situation de pauvreté sont exprimées de plusieurs manières. Tous les acteurs inspirent le modèle de développement durable importé des pays développés.

2.3 Entre espace et territoire : pour quelles représentations du développement durable?

La production des idées liées au développement durable est complètement liée à la reconstruction de l'espace et du territoire. En quoi, l'appropriation d'un territoire ou d'un espace par un groupe social est source des représentations du développement durable ?

Ce qui renforce l'approche territoriale du développement durable, est son caractère interprétatif par chaque individu ou organisme appartenant à une structure dont les représentations sont différentes. Si les valeurs et normes propres à un individu ou groupe social sont difficiles à saisir, chaque acteur se met dans une situation de recherche d'informations et des pratiques propres à son territoire. C'est-à-dire, comment chaque individu ou organisme se positionne dans son environnement social (*territoire*) utile à l'essor de son territoire. Ainsi, Peter Berger et Thomas Luckmann montrent que l'individu est un élément de la société qui participe aux processus dialectique comprenant trois facteurs : *l'extériorisation, l'objectivation et l'intériorisation*²³. Selon eux, l'extériorisation permet à l'individu d'intérioriser la réalité objective. Autrement dit, le processus d'intériorisation permet à l'individu de comprendre l'autre et de donner un sens au monde en tant que réalité sociale. La représentation du développement dans un espace ou territoire ne peut être que subjective. Cette subjectivité sur le développement durable peut-être collective comme individuelle sur un espace donné. Le territoire et la représentation du développement durable sont intrinsèquement liés comme facteurs inséparables.

C'est sur ces supports que les projets et les programmes sont construits par les représentations liées à un territoire donné approprié par l'individu ou le groupe social. Le territoire est considéré comme un espace auquel les géographes ont attribué un sens plus précis. Selon Brunet (1992) qui définit l'espace comme « *étendue terrestre utilisée et aménagée par les sociétés humaines en vue de leur reproduction au sens large ; non seulement pour se nourrir et pour s'abriter, mais dans toute la complexité des actes sociaux* ». L'espace est ainsi un lieu de l'activité des sociétés humaines et, ne peut être séparé

²³ Peter Berger et Thomas Luckmann, (1996), *La construction sociale de la réalité*, Masson/Armand Collin, Paris.

indépendamment des sociétés qui le construisent. Chaque espace ou territoire dispose sa propre histoire, sa mémoire, ses différents acteurs. Il n'existe que sous forme des conditions et avec l'idée que les individus se l'approprient. En d'autres termes, l'espace comme lieu de production des représentations sociales est quelque chose de perçu et de vécu des sociétés représentant une construction façonnée par les géographes²⁴.

A la différence de l'espace, le territoire peut relever du découpage administratif ou l'étendue qui correspond à une division administrative. A cet effet, le territoire est une entité formée par les limites plus précises que l'espace. La fonction politique s'exerce sur le territoire et non sur l'espace, à la fois dans une démarche d'unité et d'identité (Retaillé, 1997). Aussi, le territoire peut être vu comme un espace qui a été approprié ; « l'espace est un enjeu du pouvoir tandis que le territoire est un produit du pouvoir »²⁵. Le territoire et l'espace sont des lieux où sont exprimées les représentations construites inspirant le développement durable. Ce sont des supports sur lesquels les programmes et les projets de développement sont constitués de manière subjective. Le sens propre dégagé par chaque acteur (*les analphabètes, les technocrates...*) est difficile à saisir. Ce travail de recherche s'intéresse donc à la perception, aux représentations construites du développement durable sur les territoires. Les pratiques dans les projets et programmes de coopération décentralisée sont des facteurs exprimés par les normes et valeurs sociales. C'est ainsi que nous nous interrogeons sur quelques cas empiriques expérimentaux en situation d'incertaine, de fragilité et d'échecs (*il s'agit bien des acteurs concernés par l'objet de notre étude*) de développement territorial.

En conclusion de cette perspective problématique soulignée ci-dessus, (*à partir de ces trois facteurs séquentiels du développement en général*), on voit apparaître la réalité du mal développement touchant certains territoires, bénéficiaires directs (populations locales). Ce problème soulève un questionnement sur les mécanismes, les logiques d'actions, les stratégies et les modèles de développement déployés par les acteurs intervenant.

24 André. Y, (1998) ; *Enseigner les représentations spatiales*, Anthropos, Volume 42, numéro 117.

25 Raffestin. C,(1980), *Pour une géographie du pouvoir*, P.U.F.

2 QUESTIONNEMENT CENTRAL ET HYPOTHESES

2.1 Questionnement central

Le questionnement de notre travail porte sur des actions de développement à partir des cas empiriques expérimentaux rattachant à des modèles théoriques dominant de développement durable visant à façonner les pratiques et uniformiser la pensée des objets de développement. Souhaitant rompre avec ce modèle dominant qui se veut absolu, nous nous inscrivons dans une démarche de déconstruction. On cherche à inscrire le développement durable dans des contextes spécifiques face à la réalité de certains peuples et territoires donnés. A cet effet, on se focalise sur les représentations construites portant sur le développement durable, les traductions, les modes d'appropriation et les pratiques territoriales de développement durable. C'est la raison principale qui engage notre questionnement central. Avant de détailler celui-ci, on dégage une petite anecdote qui trace les principales raisons et l'origine de notre engagement sur ce questionnement principal en deux temps.

Dans un premier temps, j'ai été stagiaire en charge des questions des pratiques territoriales de développement durable entre, octobre 2007 et mars 2008 au sein de l'association 4D (*Dossiers, Débats, Développement Durable*). Ma mission portait sur : « *Etat des lieux sur les pratiques territoriales de développement durable dans le réseau francophone du développement* ». Pendant et après ce stage, j'ai pu observer quelques faits. C'était le début de mon questionnement. Pourquoi ce réseau des pratiques territoriales de développement durable dans l'espace francophone ? Comment ce réseau met en œuvre ces pratiques de développement durable ? Ce stage de six mois terminé, j'ai construit mon projet de recherche. De façon générale, je souhaitais interroger l'émergence des pratiques territoriales de développement durable et de coopération décentralisée dans *l'espace francophone*. Les observations réalisées durant ce stage, m'ont permis d'explorer davantage le contexte, de comprendre les raisons de l'existence de ce réseau et des mouvements actuels (*promotion de la culture du développement durable dans les territoires*) centrés sur la problématique de développement durable dans le monde, et plus particulièrement dans l'espace francophone. C'était de pouvoir capitaliser et mettre en place les pratiques, les conceptions et politiques émises dans l'espace francophone. A travers mes résultats, j'ai pu lancer mon projet de recherche doctorale pour analyser d'autres sphères relevant de ces pratiques similaires. C'était le début de la justification de mon projet de recherche. Dans ce contexte, il est avéré qu'il ne passe pas une semaine sans que les politiques publiques locales

ne parlent pas d'une question de développement soutenable (*durable*). C'est le cas par exemple des mouvements politiques actuels sur : *le forum mondial de développement durable, forums africains de développement durable, semaines de développement durable, assises de développement durable, la conversion du marché à consommer bio, la protection de l'environnement, la lutte contre la pollution* etc. Ces mouvements sont exportés et identifiés dans le cadre des réformes institutionnelles de la décentralisation et programmes de coopération décentralisée au Mali. C'était mon premier engagement à construire un questionnement relatif sur ces cas spécifiques expérimentés dans la région de Kayes.

Si on prend acte de ces mouvements des réformes institutionnelles, le développement durable est devenu un enjeu sociologique et politique. Les acteurs se l'approprient et donnent l'impression de résoudre des problèmes transversaux de notre société. Il s'agit notamment, des questions de lutte contre la pauvreté, le réchauffement climatique, la lutte contre la désertification au sahel, l'érosion des sols, la mise en œuvre des OMDD (*objectifs du millénaire pour le développement Durable*) etc. Comment ces dimensions politiques sont traduites par ce mouvement des réformes de décentralisation et programmes de coopération décentralisée ? Pourquoi il y a autant d'acteurs qui font référence et souhaitent conduire leurs politiques publiques sous l'étiquette du développement durable ? C'est l'ensemble de ce questionnement qui justifie ce travail de recherche dans un premier temps.

Dans un second temps, la construction de notre questionnement s'est intéressée à un appel d'offre de bourse lancé en 2007 à Paris par le Ministère français des Affaires Étrangères (MAE). L'idée de cet appel, est de constituer un réseau d'acteurs francophones agissant *pour le développement durable des territoires*. Quatre structures françaises ont répondu à cet appel d'offre. Il s'agit du CRIDD (*Centre des Ressources et d'Innovation pour le Développement Durable*) ; ENDA (*Europe, Environnement, Développement, Action dans les tiers monde*) ; Association 4D (*Dossiers, Débats, Développement Durable*) et le cabinet du conseil ALLIADEV. Ce réseau vise à constituer une communauté d'acteurs pour favoriser le développement durable des territoires. Dans la même foulée, une série de rencontres précédentes entre acteurs francophones du Nord et du Sud (*Lille 2003, Marrakech 2005, Genève 2006*), a constitué une incitation en faveur des politiques de développement soutenable. L'idée de cette démarche est d'impliquer davantage les acteurs francophones notamment, les territoires locaux dans les actions du bien-être social, le développement d'une économie locale et une bonne gestion des ressources naturelles. Ces mouvements politiques

comme enjeu sociopolitique, souhaitent un espace d'échanges d'informations, d'expériences et de savoir-faire sur les pratiques territoriales de développement durable.

A partir du questionnement central, la problématique de notre travail de recherche doctorale s'intéresse à comprendre quelques questions ci-dessous soulignées afin de mieux décrypter le contexte du travail :

- Comment l'ensemble des acteurs concernés représentent, traduisent et s'approprient des dispositifs (*programmes, projets...*) de développement durable ?
- Quelles sont les traductions et les pratiques locales menées par les populations locales ?
- Comment les politiques de développement durable sont transmises aux populations locales ?
- A la base, qui décide et qui participe à la mise en œuvre des dispositifs de développement durable ?
- Quel est l'impact des pratiques de développement durable sur la question de lutte contre la pauvreté et face aux échecs successifs de certains dispositifs mis en place par les migrants dans leurs villages respectifs dans la région de Kayes au Mali ?

Les questions posées ci-dessus précisent notre questionnement suivant : Comment les acteurs intervenant dans la région de Kayes, représentent, traduisent, participent et s'approprient les dispositifs de « développement durable²⁶ » qui visent la reconstruction territoriale et l'innovation sociale ? Cette question constitue le paramètre par lequel nous tenterons tout au long de ce travail, de répondre aux différentes questions posées face à la problématique. Il s'agit également de mesurer plus précisément, le degré d'appréhension des acteurs transversaux sur les dispositifs de développement durable afin de saisir le sens, les traductions et les pratiques existantes. Dans ce sens, nous allons saisir les discours, les représentations, les pratiques politiques locales et les dispositifs mis en place par ces acteurs transversaux.

²⁶ Rist. G (1999), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presse de Sciences-Po, Paris.

Le « Développement durable » est considéré comme une croyance à portée universelle et solution performative au développement.

2.2 Hypothèses

Dans le développement de ce travail et à l'issue de nos matériaux d'enquête utilisés, nous avons pu souligner quelques hypothèses constructives pour vérifier notre problématique. En ce qui concerne les hypothèses principales :

1. L'approche territoriale de développement durable tant véhiculée dans les cas empiriques (*projets, programmes de coopération décentralisée...*) que dans les discours prônés par les acteurs transversaux à l'échelle locale, demeure incompréhensible et inappropriée pour certaines catégories d'acteurs (*populations locales*).

2. En effet, le déficit de participation des populations locales aux initiatives et l'incompréhension des modèles de développement exogènes variés (durable) sont la conséquence directe des échecs successifs des dispositifs destinés à développer les territoires de la région de Kayes au Mali. Ces hypothèses montrent que certaines catégories d'acteurs rencontrés, identifiés et interviewés, ne sont pas en mesure de donner un sens explicite et s'approprier de leurs propres projets et programmes de développement durable. Au-delà de l'hypothèse principale, quelques hypothèses secondaires sont successivement soulignées ci-après afin de mieux appréhender le contexte :

- A défaut de faire participer pleinement et spécifiquement les populations locales aux initiatives, les dispositifs mis en place sont périodiquement confrontés à un problème de légitimité sur le terrain.

- La conduite d'une approche de développement durable à caractère exogène constitue une technicité du modèle de développement *occidentalo-centré* qui méprise certaines spécificités des populations locales de la région (*à majorité analphabète*).

- Les discours sur le développement sont des représentations superficielles qui ne répondent pas spécifiquement aux attentes des populations locales (*pour la reconstruction territoriale et l'innovation sociale*).

Après avoir souligné l'hypothèse principale et les hypothèses secondaires, nous avons mené nos enquêtes auprès d'une diversité d'acteurs grâce à une méthodologie de recherche simplifiée ayant nourri nos réflexions. A travers les matériaux d'enquête utilisés, nous avons vérifié s'il y a rapports entre ces différents comportements sociaux des acteurs et l'échec des cas empiriques expérimentaux (*programmes, projets...*) dans la localité concernée.

3. METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Nous avons mené sur le terrain des recherches (*au Mali et en France*), deux phases d'entretiens et d'observations participantes. Une première phase s'est déroulée avec l'objectif de s'imprégner du terrain et de ses réalités et d'identifier les acteurs potentiels de notre objet d'étude. Durant cette phase, nous avons effectué des entretiens informatifs et collecter des données auprès des acteurs en France et au Mali. A la suite, une deuxième phase de vérification a été menée (*avec des rencontres, la participation aux réunions, les balades organisées, des entretiens et l'observation directe...*) visant à partager et faire valider les hypothèses de résultats de terrain.

Au plan quantitatif, nous avons réalisé un nombre de trente entretiens parmi lesquels, nous avons essentiellement élaboré et retenu en tout, vingt entretiens répondant aux critères d'analyse qualitative attendue. Les entretiens ont fait l'objet d'une transcription avec un enregistrement-audio compris entre 30 mn, 1 heure et voir 2 heures d'entretien. L'objet de notre étude étant complexe, voir méconnu pour beaucoup d'acteurs de terrain (*le développement durable est très récent et relève du domaine technique...*), les recherches se sont limitées à un nombre restreint d'entretiens (*20 entretiens répartis entre la première phase et la deuxième phase de l'enquête*). Mais nous avons souhaité au départ, réaliser une centaine d'entretiens sur le terrain. Au dépouillement de ces données, nous avons été confronté à quelques difficultés ayant conduit à nous limiter à ce nombre réduit tels que : la nouveauté du phénomène très récent, mal maîtrisé et méconnu pour bon nombre des populations touchées par l'illettrisme etc. Pour combler cet insuffisance d'entretiens réalisés, nous avons choisi d'autres matériaux supplémentaires (*les observations directes et semi-directives effectuées dans les réunions d'associations de migrants, les opérations de suivi des projets de développement durable montés par les migrants et les bailleurs vivant en France*) pour approfondir la recherche²⁷. Ils sont de deux catégories de recherches.

D'une part, nous avons pu observer quatre-vingt-sept (87) réunions d'associations de migrants originaires de la région de Kayes vivant dans la région parisienne. Nous avons consacré à peu près, un temps de participation de cent-soixante-quatorze heures (*174 heures*). Ces données sont visibles dans les annexes (*voir annexe 3 en pages 549*). Ces réunions (*au*

²⁷ Il s'agit des associations des migrants intervenant dans le domaine du développement territorial telles que : l'ACDS, l'AJOMDF.DL, l'ACCMDL, l'Association des femmes de Maréna, la FACK, la CADERKAF etc. Ces associations des migrants interviennent dans la région de Kayes pour le développement de leurs territoires respectifs.

moins une ou deux réunions par mois)²⁸ d'association des migrants sont consacrées sur les thématiques de développement local sans compter les conférences, les colloques et journées d'études organisées par les collectivités territoriales concernées auxquelles, nous avons pu participer.

D'autre part, nos réflexions ont été approfondies grâce à l'observation participante aux balades urbaines organisées par deux associations (AJOMDF.DL et l'agence de tourisme BASTINA) sur le thème du « *Petit Mali à Paris* ». Ces deux structures travaillent sur la thématique de développement solidaire impliquant les migrants originaires de la région de Kayes et quelques touristes s'intéressant aux concepts suivants : « *tourisme solidaire si loin, si proche* » et « *l'ici et là-bas* ». Les balades sont organisées à Paris plus précisément, dans le quartier Château-rouge impliquant les migrants et les touristes à échanger sur les trajectoires socioculturelles des migrants et vulgariser les principes de l'éducation au développement (*développement local, tourisme durable « ici et là-bas etc. »*). Avec ce dernier, nous avons pu participer au total quarante-cinq (45) balades auxquelles, trois-cent quatre-vingt-dix (390) personnes de tout public confondu ont pu participer entre 2011 et 2019 (*voir le tableau des ballades en annexe 4 en pages 550*).

Après ces matériaux ci-dessus mentionnés, la méthodologie utilisée par notre recherche est organisée autour de quelques étapes nécessaires. Il s'agit de décrire comment les méthodes ont été utilisées pour la collecte d'informations et l'utilisation des matériaux. A cet effet, plusieurs paramètres sont soulignés ci-dessous.

3.1. Les acteurs ciblés par l'enquête

Cette recherche s'intéresse à toutes les sources d'informations utiles afin de vérifier la problématique posée à l'aide des enquêtes menées sur le terrain et les hypothèses. Elle s'est concentrée dans la partie nord de la région, en particulier, dans les cercles (*équivalent d'un Département en France*) où il y a une forte concentration des projets et programmes de coopération décentralisée tenus par plusieurs acteurs. A cet effet, les enquêtes ont ciblé les collectivités territoriales, les ONG, les associations villageoises, les programmes et quelques personnes particulières engagées sur les questions de développement territorial dans les

²⁸ Ces observations sont faites principalement dans les réunions mensuelles des associations des migrants travaillant sur le développement territorial de la région de Kayes. Ce sont des associations comme ACDS, ACCMDF, AJOMDF dans lesquelles nous sommes membres actifs. Nous avons pu observer des actions dans ces associations agissant exclusivement sur les projets locaux de développement territorial et durable.

cercles de Diéma, Kayes, Nioro et Yélimané. Nous avons également mené quelques entretiens du côté de la France auprès des collectivités territoriales telles que la région Ile de France, la Mairie de Montreuil, le Conseil Général de l'Essonne et l'ONG Cités-Unies-France. Les structures ciblées en France, sont directement liées par notre terrain au Mali (*la région de Kayes*).

3.2. Perspectives de collecte des données

C'est une approche de recherche empirique qui fait appel à plusieurs variétés de collecte des données telles que, les entretiens, la méthode d'observation, l'entrevues, les archives ou la documentation etc. Elle a nécessité une connaissance approfondie de l'objet étudié et grâce à laquelle on aboutit aux résultats. Dans notre cas, les méthodes retenues sont les suivantes. Les recherches menées de part et d'autre, au Mali et en France, ont porté sur des cas empiriques expérimentaux qui ont été déjà soulignés dans nos chapitres précédents. Nous avons tenté de définir et analyser quelques facteurs de développement durable. Face à la complexité du sujet, nos enquêtes ont ciblé des paramètres tels que *l'émergence, les représentations, les traductions formulées, les modes d'appropriation participative et les pratiques expérimentales*.

Pour ce faire, deux grandes séries d'enquête ont été effectuées, avec d'un côté des enquêtes de type quantitatif et de l'autre côté, des enquêtes de type qualitatif. Elles ont été menées de manière discontinue au Mali (*entre 2010 et 2017*). Comme précédemment annoncé, des visites et entretiens exploratoires ont eu lieu sur le terrain (*de 2009 à 2013 en France et au Mali*) afin de collecter des informations nécessaires. Ces premières visites, ont permis de faciliter l'accès au terrain. L'usage de nos enquêtes sur le terrain était mené par le moyen d'une grille d'entretien élaborée. En contact direct avec les enquêtés, nous avons exposé l'objet de notre étude, la présentation, puis demander de faire part de leurs connaissances (traduction) sur la notion de développement durable. En effet, au travers de ces visites et entretiens préliminaires, nous avons cherché à savoir si l'usage de cette approche avait des liens directs avec les problèmes évoqués précédemment sur les dispositifs de développement durable (*décentralisation coopération décentralisée, dynamique associative...*).

Également, nous avons vérifié s'il y avait une prise en compte des « profanes »²⁹ (*les populations locales qui ignorent et ne maîtrisent pas les modèles de développement*

29 Callon. M., Lascoumes. P. et de Barthe. Y. (2001), *Agir dans un monde incertain* : essai sur la démocratie technique, Seuil, Paris.

imposés...) dans la mise en œuvre des dispositifs. Nous nous sommes intéressé de savoir si les modèles avaient un impact direct sur l'appui institutionnel au Mali (*décentralisation...*). Dans un premier temps, on présente l'enquête quantitative (*les conditions de nos recherches préliminaires*). Dans un second temps, nous présentons l'enquête qualitative est soulignée à travers l'analyse des données et interprétation des résultats (*les données sont développées dans la troisième partie de ce travail*).

3.3. L'enquête quantitative et collecte d'informations

Elle a lieu au niveau de la recherche bibliographique sur le terrain au Mali notamment, dans les villages et villes concernés par le travail. Cette phase s'est déroulée en trois phases. La recherche documentaire, la visite de terrain et l'échantillon des enquêtés.

3.3.1 Recherches bibliographiques et entretiens exploratoires

Tout projet de recherche implique nécessairement la vérification et l'existence des ressources documentaires. Au début du projet, nous avons collecté des documents et mené quelques entretiens préliminaires à plusieurs niveaux. D'une part, les informations ont été collectées afin de mieux canaliser l'entretien exploratoire avec les acteurs concernés par la problématique. Au début, nos entretiens étaient peu formels. Aucune méthodologie formelle n'a été élaborée au départ. Seulement, nous avons pu nous entretenir sur la question de développement en générale tout en s'intéressant particulièrement, aux causes de la faillite de certains projets et comment les acteurs s'approprient de l'objet de développement durable. Puis, on s'était intéressé de savoir pourquoi certains projets et programmes ne sont pas durables dans les territoires concernés. Les acteurs ayant fait l'objet de nos enquêtes, sont directement ou indirectement concernés par les projets et programmes de développement implantés dans la région de Kayes. Ces entretiens exploratoires étaient si importants visant à mesurer le travail. D'autre part, nous avons eu recours au support documentaire afin de s'imprégner dans la complexité et la transversalité du domaine de développement durable. Cette étape était importante à effectuer pour vérifier l'existence des documents liés à notre terrain.

D'une manière générale, les ressources documentaires sur le sujet de développement durable sont abondantes. Par la suite, nous nous sommes rendu compte que ces ressources documentaires sont facilement accessibles du côté de la France, alors qu'au Mali, l'accès aux

documents sur le sujet est difficile. Au Mali, il y a un déficit important des documents adéquats. C'est-à-dire, très peu de documents sont consacrés en la matière sur la région de Kayes au Mali. Au début, on a été particulièrement confronté à cette difficulté sur le terrain. Mais, vu le degré d'engagement de notre projet de recherche et face à notre motivation pour mener le projet de thèse à termes, nous avons finalement choisis de continuer nos recherches documentaires du côté de la France. Par contre, il existe un important dispositif des ressources documentaires élaborées sur les collectivités territoriales travaillant sur la coopération décentralisée (*il s'agit de celles qui tissent des liens de coopérations entre les collectivités territoriales du Mali et celles de la France*). Nous avons pu nous procurer de quelques rapports et documents de travail élaborés par certains organismes intervenant dans la région de Kayes. C'était le début de l'exploration documentaire avancée pour mieux réorienter le projet. Cette limite des ressources documentaires avait engendré des difficultés pour la collecte d'informations nécessaires.

3.3.2 Visite de terrain et pré-enquête.

Une visite préliminaire était effectuée sur le terrain pour baliser quelques paramètres en premier lieu. D'abord, ce terrain visité est un milieu déjà connu tant sur le plan socioculturel que géographique (*la maîtrise de la langue locale, la connaissance du milieu associatif des migrants...*). Successivement, d'autres visites étaient nécessairement effectuées par nos propres soins pour mieux repérer les sites potentiels.

Ces visites préliminaires étaient destinées à recueillir et collecter des informations nécessaires. L'objectif était de recueillir un maximum d'informations sur le sujet peu connu et peu exploré sur un territoire un peu particulier. Avant de commencer nos premières visites, nous avons d'abord observé les structures associatives (*stages, réunions...*) abordant les questions de développement durable. Les visites préliminaires s'inscrivaient dans le cadre de repérage des cas empiriques expérimentaux de développement durable menés dans la région de Kayes.. C'est la raison pour laquelle, nous avons effectué ces visites.

3.3.3. Les acteurs enquêtés et l'échantillon.

Une variété d'acteurs (*Etat, collectivités territoriales, ONG, associations...*) était concernée par cette enquête. En France, nous avons ciblé toute catégorie confondue des acteurs concernés par notre terrain des recherches. Par la suite, nous avons découvert qu'une fine distinction existe entre les différents acteurs enquêtés. D'une part, nous avons des personnes ressources qui sont les représentants des organismes (*Services de l'Etat, collectivités territoriales, associations, ONG...*) et considérées comme acteurs potentiels. Il s'agit de ceux qui sont mieux placés à nous donner des informations riches sur les enjeux de développement durable. C'est le cas de certains élus, des professionnels, des salariés qui ont la maîtrise des dispositifs (*les projets et programmes*). D'autre part, nous avons rencontré des personnes qui ne disposent d'aucune culture générale sur les enjeux de développement durable. C'est le cas notamment, des représentants associatifs, des populations locales au village et les ressortissants de la région vivant en France. Dans certains villages, nous avons pu rencontrer certaines personnes qui ne savent ni lire ni écrire constituant une véritable limite pour la collecte d'informations. Ce sont des acteurs qui ont plus des difficultés à s'exprimer et donner leurs arguments sur les enjeux de développement durable. La même limite pour la collecte d'information est constatée auprès de certains ressortissants originaires de Kayes vivant en France (*ceux ayant initié des projets et programmes de développement durable*). Ces différentes catégories des populations représentent plusieurs caractéristiques distinctes et complexes. D'abord, il y a une catégorie des personnes (*les notables du village, les responsables politiques, les techniciens et les chargés de mission des programmes dans les organismes...*) qui s'approprient mieux aux projets et programmes. Par contre, une deuxième catégorie des personnes a du mal à s'approprier aux enjeux et éprouve des difficultés à dégager un argument, des informations sur le développement durable. Ce sont des personnes qui n'ont jamais été à l'école et qui ne disposent d'aucune culture sur les enjeux relatifs au développement durable (*ce sont surtout, les bénéficiaires des projets ou programmes ; ils ne savent ni lire et écrire puis, analyser des enjeux...*). Ce sont parfois, des personnes qui n'ont jamais eu une formation scolaire relative aux enjeux de développement. Par contre, ces gens disposent des cultures endogènes et arguments solides relatives aux valeurs de développement durable. Par exemple, c'est le fait d'éviter de couper des arbres, le feu de brousse ou l'interdiction de pêcher la nuit pour le bien-être des animaux aquatiques. Face à cette catégorie d'acteurs, nous avons eu quelques difficultés liées à la transcription de certains résultats. Pour mieux appréhender, nous avons traduit nos questions dans les langues locales

(*soninké, bambara*) puis les transcrire en français afin de mieux décrypter certains paramètres. Ce travail avait occasionné quelques difficultés. La complexité de notre terrain était liée à présence des acteurs divers (*techniques, moins-techniques avec peu de marge sur les enjeux de développement durable*). Ainsi, notre échantillon était porté sur :

- Les citoyens ordinaires (*les citoyens ordinaires rencontrés qui sont originaires de la région*) ;
- Les ONG (*celles ayant traité les questions de développement durable*) ;
- Les Associations (*ce sont celles tenues par les ressortissants de la région de Kayes vivant en France*) ;
- Les collectivités territoriales (*ce sont les collectivités ayant bénéficié des projets ou programmes dans leurs territoires*) ;
- Les services de l'Etat (*il s'agit des services de l'Etat œuvrant dans le domaine de développement soutenable*).

3.3.4. Echantillonnage :

Un échantillon était si nécessaire dans ce contexte complexe. Notre terrain concerne une partie de la bande sahélienne de la région de Kayes qui connaît des difficultés liées au déplacement incessant des populations vers l'immigration, la pauvreté occasionnée par le déficit climatique et le manque des ressources viables. Nous avons précédemment cité quelques cercles pour la constitution de notre échantillon. A cet effet, quelques sites étaient retenus en fonction de leurs enjeux du côté du Mali. Ils sont les suivants: DRA (*Direction Régionale de l'Agriculture de Kayes*), DREF (*Direction Régionale des Eaux et Forêts de Kayes*), L'ARK (*l'Assemblée Régionale de Kayes*), la commune de Diéma, ADTD (*l'Agence de Développement Territorial de Diéma*), le PADDY (*Programme de Développement Durable de Yelimané*) etc. Nous avons choisi ces sites à cause de leur pertinence en matière de développement dans la région. Ces différents sites étaient classés en fonction de l'importance des enquêtes et du plan de travail effectué sur le terrain. Les catégories des acteurs interrogés sont entre autres :

- Les migrants (*essentiellement ceux qui habitent dans la région parisienne en France*) avec 3 entretiens réalisés ;

- Les collectivités territoriales (*celles en coopération décentralisée entre la région de Kayes et d'autres collectivités territoriales françaises*) ;
- Les intervenants extérieurs (*cela concerne les techniciens intervenant dans la zone sur l'objet de développement...*) ;
- Les services de l'Etat (*3 services déconcentrés de l'Etat au Mali*) ;
- Les associations (*3 responsables issue de l'immigration dans la région parisienne*) ;
- Les agents de développement, les ONG, des responsables de projets (*2 ONG, 1 agence de développement territorial au Mali*) ;
- Les cadres, les enseignants, les responsables et les chefs de services etc.

Les collectivités territoriales constituent la catégorie privilégiée par notre étude. L'échantillon retenu sur la population est de 3 personnes représentées par les villes suivantes : 3 à Kayes, 4 Diéma, 3 à Nioro. Ce qui fait au total 20 personnes enquêtées.

3.4. Les enquêtes qualitatives et analyse des données

Cette analyse représente les efforts de nos recherches qui visent à découvrir les liens à travers les faits observés. La recherche qualitative représente une situation problématique, floue, incertaine et nécessite le besoin de comprendre l'inconnu (Deslauriers, 1991, p.80). Les enquêtes qualitatives étaient réalisées sous forme d'enquêtes semi-directives. Elles ont été principalement effectuées vers la fin de nos travaux. Parallèlement, ma fréquentation auprès de certains acteurs a permis de compléter l'ensemble des enquêtes grâce à une observation permanente des projets et programmes. Nous avons pu totaliser 40 heures d'enregistrement avec une moyenne entre 30 mn et 1 heure par entretien. Les personnes interrogées ont été principalement les responsables politiques (*élus, salariés, notables...*) ou représentants des projets et programmes de développement durable. Ces enquêtes ont été menées comme complémentaires dans le volet quantitatif, permettant à la fois d'analyser divers aspects. Les questionnaires simples ne permettent pas d'élaborer des éléments d'explication à des phénomènes observés sur le plan statistique. Les enquêtes quantitatives ont permis d'illustrer l'enquête qualitative et d'orienter celle-ci en fonction des résultats.

Nos enquêtes étaient essentiellement effectuées en français et en langue locale puis, retranscrites sur papier. D'une manière générale, elles étaient essentiellement portées sur :

- les notions de développement en général puis, durable ;
- les traitements thématiques et les traductions de développement ;

- l'émergence des pratiques de développement durable ;
- les modes d'appropriation des dispositifs de développement durable ;
- l'impact des notions de développement durable dans l'appui institutionnel de décentralisation et des coopérations décentralisées ;
- les processus de participation citoyenne engendrée par les projets et programmes de développement durable ;

Les enquêtes qualitatives sont développées dans la troisième partie. Elles ont pour objectif d'analyser de manière globale l'ensemble des relations, des rapports et l'impact de l'usage de ce développement durable dans les processus de reconstruction territoriale et l'innovation sociale comme enquête qualitative dans les situations incertaines (pauvreté). Elles apportent plus particulièrement des informations sur les modalités d'appréhension, des traductions et d'appropriation de la notion de développement durable. C'est grâce à ces enquêtes qualitatives que les modalités d'accès aux espaces (*qui participent et qui décident aux processus de prise de décisions...*) et aux dispositifs de développement durable qui sont mesurables pour le cas malien de la région de Kayes.

4. ANNONCE DU PLAN DE TRAVAIL

Nous avons organisé notre travail autour de trois parties traitant respectivement des points portant sur une tentative de répondre au questionnement principal posé. Chaque partie est soulignée abordant un argument spécifique lié au sujet.

Dans la première partie intitulée : « Perspectives sociohistoriques et institutionnelles du développement territorial au Mali », nous avons décrit des points d'ancrage liés au développement du Mali. Dans un premier chapitre de cette partie, nous avons souligné les processus de développement territorial et quelques éléments généraux décrivant les points historiques et géographiques du Mali. Il s'agit par-là, de mieux appréhender l'objet de ce travail de recherche et le rendre plus visible dans les différents aspects. Le second chapitre de cette première partie concerne l'euphorie de développer les territoires à l'épreuve des réformes de la décentralisation au Mali. Un troisième chapitre définit la coopération décentralisée à l'épreuve de la perspective de développement durable et les liens existants entre ces différentes notions dans la région de Kayes.

La deuxième partie est consacrée sur : « De la théorie aux pratiques de développement durable ». Cette partie traite deux chapitres distincts liés aux principes (*origines idéologiques*) ou cadre théorique du développement durable et les cas empiriques. Les origines idéologiques du développement durable sont vagues mais, elles concernent pour notre cas d'études des éléments précis (*voir dans les sections suivantes*). Il s'agit plus précisément, des aspects juridiques et politiques qui ont constitué l'émergence de la notion que nous traitons dans ce premier chapitre. D'autre part, le second chapitre traite la réalité empirique du développement durable. Les différents concepts développés par les acteurs transversaux, les groupes sociaux (*communautés locales*) et les organisations institutionnelles (*ONU, Etats, Collectivités territoriales...*), ont largement constitué les principes directeurs devenus des standards ou cadre normatif. Les concepts de développement durable varient selon les acteurs qui les mettent en application à l'usage de leurs projets de territoire. Ces deux chapitres traitent l'intégralité des principes, le cadre normatif, les idées, les représentations, les concepts et leur mise en application dans les projets et autres dispositifs prévus pour le développement des territoires concernés.

Enfin, la troisième partie est intitulée : « reconstruction territoriale participative ou processus d'uniformisation des modèles de développement durable ? ». Cette partie rassemble les résultats de la recherche après traitement des données recueillies sur le terrain. En partant

d'une approche territoriale du développement durable comme moyen et logique de l'action publique, nous avons questionné la place du citoyen dans les différents processus de développement. En partant d'une conception de la démocratie participative, on s'est interrogé sur ce modèle de développement durable dans la reconstruction territoriale et d'innovation sociale. C'est le moyen par lequel le citoyen maîtrise son propre développement comme changement social. Ainsi, dans cette dernière partie du travail, les témoignages de nos interviewés et les réalités décrites de terrain sont mis en valeur sur les différentes problématiques soulevées précédemment. Dans cette perspective, nous mettons l'accent sur trois chapitres distincts. Dans un premier chapitre, on souligne la classification des acteurs dans les processus de développement. Ensuite, dans le second chapitre, on souligne la reconstruction territoriale par la culture participative et l'information citoyenne. Enfin, un troisième chapitre est consacré sur les spécificités territoriales, un paradoxe à l'uniformisation des modèles de développement durable imposés.

PREMIERE PARTIE :
PERSPECTIVES SOCIOHISTORIQUES ET
INSTITUTIONNELLES DU DEVELOPPEMENT
TERRITORIAL AU MALI

Introduction à la première partie

De manière générale, notre travail nécessite de présenter le Mali dans son contexte de développement et plus particulièrement, dans ses perspectives de constructions sociétales et territoriales (*décentralisation*), inspirant la dynamique de développement durable. Ici, on fait la présentation de notre terrain de recherche avec quelques données d'ordre général. Cette présentation nous aide non seulement à la compréhension du questionnement principal (*développement*), mais aussi, elle souligne les mouvements des facteurs sociétaux qui aspirent l'innovation et le changement des territoires (*décentralisation, coopérations...*) par les réformes institutionnelles.

A l'instar de tous les pays en voie de développement, le Mali constitue aujourd'hui, une dynamique où les structures locales se construisent par les réformes de la décentralisation et les coopérations décentralisées. Depuis son accession à l'indépendance (1960) à nos jours, le Mali a marqué quelques étapes sociohistoriques importantes pour se restructurer sur tous les plans pour le changement, l'innovation sociale (*la lutte contre la pauvreté par la réalisation des infrastructures de base...*) et faire émerger les entités institutionnelles locales.

Dans cette perspective de changement et de reconstruction des structures locales, le pays a entrepris des engagements internationaux (*les accords de Lomé*), nationaux et locaux (*loi de décentralisation de 1993*) pour redorer son image dans le concert des nations qui envisagent se développer au long terme. Cette démarche est basée sur les directives de l'ONU visant à atteindre aux grands Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable (*OMDD*).

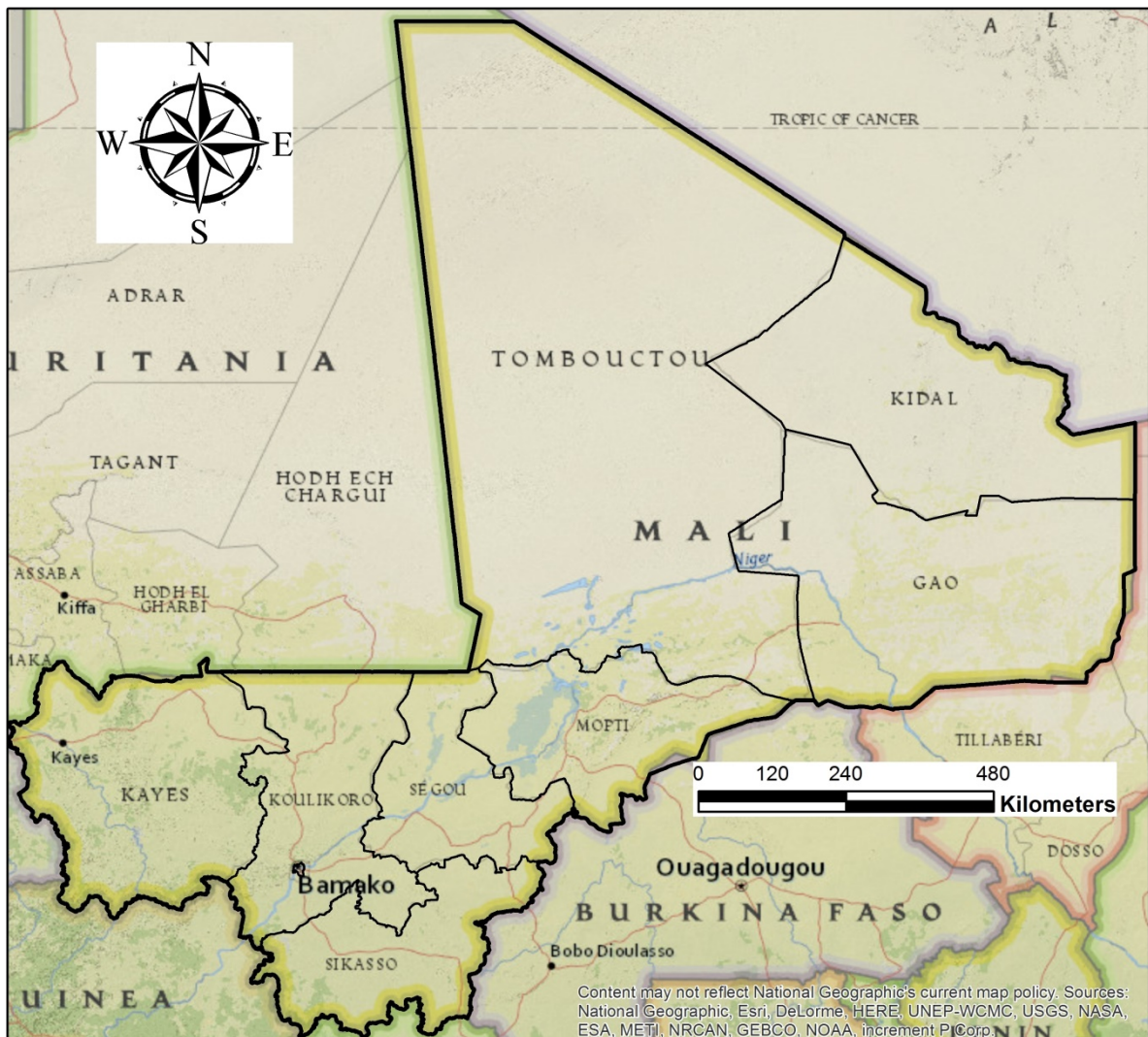
Le recours à cette dynamique de développement des territoires constitue une approche d'innovation de la société dans son ensemble pour faire émerger la société civile et les multiples entités locales. Ce processus de développement à travers l'innovation sociale au Mali est qualifié de la transformation de l'ensemble des structures de base visant certains secteurs clés de développement territorial (*agriculture, élevage, pêche...*). Ces secteurs sont fondamentalement liés à certaines spécificités du pays en matière de ses besoins prioritaires. Cela démontre que le pays a des difficultés dans d'autres domaines clés (*changement du tissu industriel, économique, social, innovation, changement...*). Ce type de développement ne se fonde pas sur le secteur industriel à l'instar des pays développés fondés sur la manufacture et la consommation des biens et services.

La perspective sociohistorique et institutionnelle du Mali, permet de le comprendre et mesurer son niveau de développement territorial à travers des enjeux institutionnels, sociaux économiques et culturels. Dans cette première partie, on traite quelques traits généraux sur le Mali dans le premier chapitre puis, on présentera des données sur la région de Kayes dans le second chapitre.

CHAPITRE. I

PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET TRAITS GENERAUX SUR LE MALI

Vue cartographique sur le Mali dans son ensemble



Section 1

Présentation de quelques données générales sur le Mali en matière de développement territorial

Comment retrouve-t-on le Mali, dans ses parcours sociaux historiques en matière de développement ? Tout d'abord, on ne se contente pas seulement de présenter les données géographiques mais, de montrer le positionnement du pays dans ses processus généraux et sociohistoriques en matière de développement territorial. Le Mali est un pays d'Afrique de l'Ouest. Il dispose d'une immense étendue du territoire couvrant une superficie d'un 1.240.000km² (*soit 2,5 fois la France*). Il est le plus vaste pays d'Afrique de l'Ouest après le Niger et occupe le 9^{ème} rang des pays d'Afrique. Il se situe également à l'intérieur de l'Afrique Occidentale entre le tropique du Cancer et l'équateur.

Le Mali partage ses frontières avec sept pays dont 7420 km. Il s'agit de l'Algérie au Nord, du Burkina et du Niger à l'Est, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée Conakry au Sud, du Sénégal et de la Mauritanie au Nord-Ouest. En matière de positionnement géographique, le Mali est enclavé et demeure un pays continental sans débouché maritime et transite l'essentiel de son marché international depuis les ports de Dakar, d'Abidjan, de Conakry et de Nouakchott. Ce positionnement géographique rend le pays pauvre et accroît fortement ses besoins en matière de développement territorial. Historiquement, vers la fin des années cinquante (1950), le pays s'appelait le Soudan Français ayant été subdivisé en dix-sept (17) ensembles administrés chacun par un officier français. Huit de ces ensembles comportaient des subdivisions, dirigées par des chefs autochtones chargés de régler les affaires courantes de justice et d'état civil et de rendre compte à l'officier français. Les villes de Bamako, Kayes, Mopti, Segou et Sikasso disposaient d'autorités municipales (Gonin 2013). A l'indépendance (1960), une loi de décentralisation crée six régions : Kayes, Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti et Gao

Sur sa position géographique, les reliefs du Mali sont impressionnants. Au sud-ouest, on a le plateau Manding (400 à 800 m) qui se termine à l'Ouest par la falaise de Tambaoura avec un relief accidenté et les étendues de plaines de la Falémé et du Diourou se prolongeant au Nord-Ouest par le Kaarta. A l'Est, on a les falaises de Bandiagara, le plateau Dogon s'élève chaotiquement depuis les basses terres du Macina jusqu'à Hombori où se dressent des buttes gigantesques (*atteignant 1155m*) qui dominent la plaine du Gourma de plusieurs centaines de mètres. Au Nord et au Nord-Ouest de la boucle du Niger, de grands ergs couvrent bas plateaux et plaines. A l'extrême Nord du pays, la succession des plateaux et des plaines

s'efface momentanément au profil d'un manteau de sable dans l'Adrar des Iforas (*massif cristallin du Hoggar*) ou les dunes se succèdent. Plaines et plateaux occupent le reste du pays: bassin du Macina, plaine du Gourma et de l'Azawad.

Le Mali est également traversé par trois zones climatiques. A l'extrême Nord, nous avons la zone saharienne souvent appelée la zone de l'Azawad avec des précipitations annuelles inférieures à 127 mm. Cette zone est caractérisée par l'activité de nomadisme. Ensuite, vers le centre du pays notamment, une bonne partie du Nord-Ouest et du Sud, il y a la zone sahélienne avec une sécheresse. La pluviométrie de cette zone est de 300 à 500 mm entre le mois de juin et le mois de septembre. La végétation de cette zone est la steppe et constitue une partie de la savane vers le Sud. Une bonne partie du centre est constituée par la vallée du Niger et est mise en valeur par certains travaux d'aménagements agricoles (*barrages de Manantali, Markala, Selingué...*). On y cultive du riz, du coton, de l'arachide, du sorgho, du mil et des cultures maraîchères.

Dans sa partie méridionale, il y a le climat soudanien ou soudano guinéen couvrant la partie sud du pays. Cette partie connaît des fortes précipitations allant à 1400mm/an avec des températures moyennes de 24 à 32°.

I - Quelques données socio ethnologiques de la population du Mali

Dans ce contexte, on évoque les données de l'Institut National de la Statistique du Mali. Cette population malienne connaît une très forte croissance. Depuis l'indépendance, le Mali comptait 6,2 millions d'habitants en 1976, et 9,6 millions en 1998. Lors du dernier recensement de 2009, cette population était de 14,2 millions d'habitants³⁰ avec 50,5% des femmes. La densité de cette population est relativement faible³¹. La majorité de cette population vit au Sud qui couvre 8% du territoire national. C'est dans les régions de Ségou et Sikasso que la densité s'élève de 37 à 36 habitants au kilomètre carré tandis que dans la région de Mopti, la densité est de 26 et 24 habitants au Km². C'est dans l'agglomération de Bamako que la densité d'habitants s'élève à 6780 habitants au km². La croissance démographique est de 3,6% dont le taux de fécondité est de 6,6% enfants par femme. La population malienne est très jeune. Trois maliens sur cinq 3/5 ont moins de 25 ans.

30 Institut National de la Statistique du Mali. http://www.instat-mali.org/contenu/rgph/raurb09_rgph.pdf

31 Herstrich.V et Keita. S (2003) : *Question de population au Mali*, Figuier, Bamako, p.13.

Le Mali demeure un pays fortement rural avec une espérance de vie de 45/48 ans. Cette population est composée de douze ethnies³². Au nord, nous avons essentiellement : les Arabes, les Maures, les Sonhaï, les Peulhs, les Tamashek, les Touaregs. Au Sud, une bonne partie est composée des : Bambara, Bozos, Bwa, Dogons, Malinkés, Minianka, Soninkés, Sénoufo, Peulhs, Kassonkés. Les principaux groupes linguistiques sont le Bambara (40%), le Peulh (11%), le Malinké (10%), le Dogon (7%), le Soninké (6%), le Sonhaï (6%). Devant ces groupes linguistiques, le Français constitue la langue officielle instaurée depuis la colonisation française tandis que le Bambara est utilisé par 80% de la population malienne. Cette population malienne est majoritairement islamique comme principale religion (90%), suivie de l'animisme (8%) et du christianisme (2%).

II - Quelques parcours sociohistoriques des anciens empires du Mali

En quoi reconnaît-on quelques contextes socio-historiques du Mali ? Le Mali est un pays riche en patrimoine historique. Les premiers grands empires noirs d'Afrique furent passés dans ce vaste étendu territorial. Ce patrimoine historique est attesté par la tradition orale, les écrits arabes et les fouilles archéologiques. Trois grands empires furent connus au Mali : l'empire du Ghana ou Ouagadou (*apogée au XI^{ème} siècle*), l'empire du Manding (*actuel Mali apogée au XIV^{ème} siècle*) et l'empire Songhoï (*apogée au XV^{ème} siècle*). Ces empires ont pu développer l'islam comme principale religion depuis ce temps et s'est imposé grâce au développement du commerce entre le Sahara et les pays du Sud du Sahara. Quelques empereurs ou souverains furent influents dans le développement de l'islam au Mali (*comme Kankou Moussa en 1324, Askia Mohamed en 1496 ont réalisé des pèlerinages à la Macque*) et le commerce transsaharien entre les pays arabes et les pays du sud du Sahara. Tombouctou et Djenné furent des centres religieux et commerciaux avec des universités islamiques. L'animisme occupe une place importante dans l'histoire du Mali et fut développé avec certains empires. A côté de ces trois premiers grands empires (*Ghana, Manding, Songhoï*), d'autres empires menèrent le combat culturel pour développer l'animisme comme figure religieuse ancestrale en Afrique. Il s'agit des royaumes Massassi du Kaarta (*XVI^{ème} siècle*), le bamanan de Segou (*XVII^{ème} siècles*) qui ont tous contribué à la vie historique de l'actuel Mali³³. Cet animisme fut combattu par le royaume Peulh du Macina dirigé par Sekou Amadou

³² Institut National de la Statistique Bureau Central du Recensement Bamako Mali.

³³ Ibidem p.14

(au début du XIX^{ème} siècle) et l'empire toucouleur dirigé par El Hadj Sekou Oumar Tall (1797-1864) qui ont tous inscrit l'islam au centre de leurs combats politiques et culturels.

III - Le Mali et sa situation politico institutionnelle instable

De la période coloniale à l'ère de la démocratie du multipartisme, le Mali a connu quelques situations sociopolitiques très influentes dans son histoire. D'abord, le Mali est une ancienne colonie française. Cette colonisation a commencé vers septembre 1855 et au fil du temps, s'imposa avec des nombreux mouvements de résistances organisés de 1891 à 1903 par les royaumes du Galam (*Mahamadou Lamine Dramé*), du KénéDougou (*actuel Sikasso*) de Babemba Traoré et son frère Tiéba Traoré. Dans ces mouvements de résistance, d'autres conquérants furent marqués. C'est les cas de Samory Touré du manding, Da Mozon Diarra du royaume bambara de Ségou et la résistance septentrionale dirigée par les Touaregs Fihroun en 1905.

Cette colonisation fut accompagnée par la réalisation des structures administratives et politiques et quelques infrastructures de grande envergure. Le projet colonial fut favorisé par la construction en 1904, le chemin de fer Dakar-Niger, la construction du barrage de Markala (1938-1947) et la réalisation de l'Hôpital Point G de Bamako en 1913. Le projet colonial finira à s'imposer et créer un Etat moderne (*à la différence des anciens empires précoloniaux*) dont le nom fut porté sur le « Soudan Français » anciennement appelé le « Haut-Sénégal Niger ». Ce jeune Etat moderne fut créé des mouvements d'unification avec le Sénégal en janvier 1958 pour créer le future Etat fédéral du Mali regroupant les deux pays. Avec des divergences politiques et nationalistes entre sénégalais et soudanais, le projet fédéral s'arrêta et l'Etat du Mali fut proclamé le 22 septembre 1960 comme date retenue pour son indépendance. Modibo Keita fut le premier Président de la jeune République du Mali puis, renversé par un Coup d'Etat militaire organisé par le lieutenant Moussa Traoré au 19 novembre 1968. Depuis cette date, le Mali était conduit par le régime militaire de Moussa Traoré (1968-1991) avec la gouvernance du système de parti unitaire sans opposition politique. Dictateur et élu deux fois sans opposition avec son seul parti unique « *Union Démocratique du Peuple Malien* » (UDPM) fondé en 1979, le Président sera renversé par un soulèvement populaire du 26 mars 1991 ouvrant la voie au multipartisme politique et la démocratie. Dès le lendemain de ce Coup d'Etat, une structure transitoire était mise en place. Il s'agit du « Comité de Transition pour le Salut du Peuple » (CTSP) dirigé par le Lieutenant-Colonel Amadou Toumani Touré pendant quatorze (14) mois. Dans la marche pour la

démocratie, la structure transitoire a organisé des élections libres et démocratiques après l'adoption d'une nouvelle constitution le 25 février 1992. Alpha Oumar Konaré était élu aux élections présidentielles grâce au soutien de son parti : l' « Alliance pour la Démocratie au Mali » (ADEMA) et investi le 08 juin 1992. Le même Président en exercice était réélu en juin 1997 pour un deuxième mandat et quitte à ses fonctions présidentielles en 2002 conformément aux dispositions de la Constitution malienne limitant la fonction présidentielle à 10 ans. Amadou Toumani Touré qui avait conduit la transition, va se présenter aux élections présidentielles de 2002 et finira à être élu pour un premier mandat (2002-2007). Un deuxième mandat (2007-2012) finira à être inachevé et sanctionné par un Coup d'Etat militaire du 22 mars 2012 dirigé par le Capitaine Amadou Aya Sanogo se réclamant du « Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat » (CNRDRE). Devant la pression de la communauté internationale et la crise multidimensionnelle inédite frappant le pays (*terrorisme, trafics des drogues, crise libyenne...*), le CNRDRE a restauré l'ordre constitutionnel et cédé le pouvoir au Président de l'Assemblée Nationale (Pr Dioncounda Traoré) conformément aux dispositions de la constitution malienne. Sous cette phase transitoire (*avril 2012, septembre 2013*), des élections présidentielles étaient organisées en juillet 2013 auxquelles Ibrahim Aboubacar Keita était élu pour 5 ans et est réélu en 2018 pour 5 ans.

IV - Le Mali et sa situation économique fragilisée

Qu'en est-il de la situation économique du Mali en matière de développement ? Le Mali est un pays pauvre. Il est placé dans les rangs des PPTE (*Pays Pauvres Très Endettés*). Entre 1985 et 1993, le Mali avait une croissance annuelle de 1%. Sa dette extérieure est supérieure à son PIB ce qui le place parmi les pays les plus pauvres au monde. Cette situation économique était liée au PSA (*Programme d'Ajustement Structurel*) instauré dans les années 80-90 par les institutions de Breton Wood conditionnant la démocratie à l'accès aux crédits³⁴. Les travaux de certains auteurs portant sur « *Questions de population au Mali* » montrent que l'économie malienne est historiquement caractérisée par une économie de type socialiste (1960-1968) à une économie de type indépendante planifiée (1978-1987) puis, vers une économie libérale³⁵. Dans cette perspective, le Mali était engagé depuis 1982-1983 dans des programmes d'ajustements structurels renforcés (PASR) destiné à restaurer les bases d'une économie

³⁴ « Afrique/Asie », n°175, Avril 2004, Article de Francis Laloupo *Eclairage sur le Mali*.

³⁵ Herstrich.V et Keita. S (2003) : *Question de population au Mali*, Figuier, Bamako, p.15.

durable. Toujours, Seydou Keita dans ses travaux sur « *Question de populations au Mali* » montrent qu'une nette progression de l'économie malienne est à constater depuis une dizaine d'année avec des progrès notables liée à la bonne gestion des dépenses publiques et la dévaluation du FCFA en 1994³⁶. Les analyses de l'auteur montrent que cette progression de l'économie malienne est due à la politique de développement économique et sociale relayée par la mise en œuvre d'un processus de décentralisation des programmes. Parmi ces programmes de développement économique et social, il y a entre autres : le programme de développement sanitaire et social (PRODESS, 1998-2002) ; dans le domaine de l'éducation, il y a le programme décennal de l'éducation (PRODEC 1998-2007) ; dans le domaine de développement rural, il y a le programme national d'infrastructure rural (PNIR) ; enfin, le programme d'appui aux services agricoles et aux organisations paysannes (PASAOP). Ces différents programmes fonctionnent à partir d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) adopté en 2002. C'est ainsi qu'à la même année, ATT lance un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) à hauteur de 2,7 milliards de FCFA (*soit 4 millions d'euros*) pour moderniser l'administration et les services de l'Etat, améliorer l'accès aux services de base et développer les infrastructures. Le CSLP est repris entre 2007-2011 dans le cadre de son deuxième mandat et prévoit un plan stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCRCP) au Mali.

Si l'on se réfère aux données du PNUD, le PIB par habitant au Mali est de l'ordre de 810\$ en 2001 qui est 2,3 fois plus faible que la moyenne mondiale. Les mêmes données du PNUD montrent que plus de trois quart (3/4) de la population malienne vivent avec un (1) dollar us par jour et près de deux tiers 2/3 se situent en deçà du seuil de la pauvreté³⁷. Une source de la DNSI montre que l'alimentation occupe 60% du budget des ménages. Inscrit dans le rang des Pays les moins avancés (PMA), avec un IDH de 0,34 en 2012 (Gonin 2013). Entre 2000 et 2009, l'indice des prix à la consommation, de la production agricole et de la production alimentaire sont passés de 105 à 130, de 87 à 159, et 94 à 18438. Quant à l'indice de la production industrielle, établi sur un indice 100 en 2005, il est passé de 106 en 2007 à 127 en 2009 (NUCEA, 2011). En 2010, les recettes de l'Etat au niveau des finances publiques

³⁶ Op-cit., p.15.

³⁷ PNUD 2003, *Rapport mondial sur le développement*, Economica, Paris, p.32.

³⁸ Amazat. Boukari-Yabara, (2014) : *Mali : histoire, société, politique, économie, religion et culture...L'ouvrage clé pour comprendre l'actualité du Mali*, De Boeck, Louvain-la-Neuve, p.82

représentaient 23% du PIB. Les dépenses représentaient 27% du PIB. Quant à la dette extérieure, elle représentait 132% du PIB en 2000.

Cette économie malienne est fortement dépendante de trois secteurs clés (*agriculture, l'élevage et la pêche*). L'agriculture, l'élevage et la pêche représentent 36% du PIB. Ces trois secteurs de production dépendent des conditions climatiques et occupent 70% de la population. Les cultures vivrières (*mil, riz, sorgho, maïs...*) sont dominées par les cultures de rentes comme le coton qui place le Mali au premier rang en Afrique-subsaharienne et au second rang en Afrique après l'Égypte. En 1998, le Mali devient le premier producteur de coton de l'Afrique subsaharienne avec une récolte record de 522 000 tonnes. La filière coton fait vivre un tiers de la population et représente 10% du PIB. Les potentialités agricoles restent importantes dans le delta central du Niger. L'Office du Niger dispose près d'un million d'hectares de terres agricoles aménageables dont 50 000 hectares sont mises en valeur. Les cultures de rentes (*coton, gomme, arachide, canne à sucre, karité, fruits, légumes...*) se développent dans le sud du pays. L'économie rurale est donc prometteuse mais demeure sous exploitée.

La filière élevage représente 10% du PIB. Le Mali exporte des bovins et d'ovins vers les pays côtiers d'Afrique. Elle constitue la deuxième richesse du pays après l'agriculture avec 8 millions de bovins, 13 millions de caprins, 8 millions d'ovins. Mais la politique agro-alimentaire du Mali a encore de la marge face l'autosuffisance alimentaire. Quant à la pêche, elle est principalement pratiquée sur le fleuve Niger et le fleuve Sénégal. Elle est évaluée à 150 000 tonnes de poisson par an et principalement entre Tombouctou et Mopti avec des poissons frais et fumés (NUCEA, 2011-2013).

Le Mali dispose d'importantes richesses minières et énergétiques. Le pays est classé au troisième rang des producteurs d'or (*plus de 21 tonnes d'or en 1998*) d'Afrique après l'Afrique du Sud et le Ghana. Aujourd'hui, une soixantaine de tonnes est estimée par an et avec des réserves estimées à des centaines de tonnes. Les gisements aurifères sont principalement situés au Sud et à l'Ouest du pays (Morila, Sadiola, Syama, Tabakoto, Loulo, Yatéla et Kéniéba). La filière est dominée par les multinationales comme AgloGold et IAMGOLD qui ont mis en place un système fiscal opaque et un droit de travail minimal profitant aux sociétés en place. L'extraction entraîne un empoisonnement et l'appauvrissement des nappes phréatiques et un abandon du secteur agricole dans des nombreux villages. Quant à l'énergie, le Mali a effectué des grands travaux d'aménagement

sur ses deux fleuves (*Niger, Sénégal*) pour ses besoins énergétiques. Le potentiel énergétique du Mali est principalement exploité par les aménagements des zones du Félou et Manantali (*sur le fleuve Sénégal région de Kayes*), de Markala (*région de Ségou*), de Sélingué (région de Sikasso) et de Sotuba (*District de Bamako*).

En ce qui concerne le secteur industriel au Mali, il est très peu développé et représente 5,3% du PIB en 2017³⁹. Tout le pays ne compte que 343 unités industrielles enregistrées et emploient 17 593 emplois en 2006⁴⁰. Ces industries fonctionnent essentiellement sur l'exploitation et la transformation des matières premières et fournissent le marché national et international en diverses denrées alimentaires.

Après une brève présentation de quelques données d'ordre général (*les aspects essentiels sur le Mali*), nous présentons dans les paragraphes suivants la région de Kayes où nos recherches sont essentiellement menées.

39 BAD (2017) : *Banque Africaine de Développement* : Rapport 2017

40 Camara Youssouf, *Répertoire des industries au Mali en 2006*, L'Indépendant du 26/02/2007.




Section 2

Processus de développement territorial de la région de Kayes

Il est nécessaire de présenter la région de Kayes où cette recherche était essentiellement menée. Les processus de développement territorial présentent les aspects historiques, géographiques et politico-institutionnels marquant quelques traits généraux sur la région. Pour étudier les dispositifs institutionnels (*décentralisation, programmes de coopération...*) et l'ensemble des acteurs intervenant sur la problématique de développement territorial, il est nécessaire de comprendre certains aspects sociohistoriques, géographiques et institutionnels qui ont marqué la vie de cette région dans le temps et dans l'espace.

I - Vue cartographique et présentation des contextes sociohistoriques de la région de Kayes.



-  Limites régionales
-  Limites des cercles
-  Limites communales

Quels sont les aspects sociohistoriques dans le processus de développement territorial de Kayes ? En dehors des archives nationales traitant des sujets généraux sur la région, l'histoire de cette région y est peu évoquée. On la voit traitée dans les dépêches, dans les rapports et dans certains travaux menés par des chercheurs travaillant sur la région. Ces derniers permettent, pour ceux intéressés de la région de se faire une idée sur les aspects historiques. La région de Kayes est située à cheval sur le bassin du fleuve Sénégal et présente un ensemble de caractéristiques intéressantes pour notre objet d'étude. Ainsi, cette bande sahélienne située entre le climat guinéen et le Sahara a une histoire très riche sur certains faits marquants. Zone de contacts privilégiée, cette partie du Mali a vu naître et disparaître les royaumes les plus célèbres d'Afrique noire occidentale : *l'empire du Ghana, l'empire du Mali, le royaume soninké (du Diafounou, Kagnaga, Guidimakan, Gadiaga, Diombougou, Kaarta, Soroma...), le royaume du Khasso, le royaume Tékrou, le FuutaTooro* etc (E.Pollet, G.Winter, 1971). C'est par là que furent constitués des empires locaux reflétant sur les différentes ethnies de la région (*Soninkés, Khassonkés, Peulhs, Bambara et Malinkés*)⁴¹. La région de Kayes a ensuite constitué un axe de pénétration privilégié des colonisateurs européens en 1855. Avec l'arrivée de Faidherbe Gouverneur du Sénégal, le fleuve Sénégal (*traversant la région*) offrait l'axe de pénétration vers le centre du Haut-Sénégal (*actuel Mali*). C'est pourquoi, le gouverneur construisit en 1855, le poste de Médine, futur point de départ vers l'intérieur. Confronté par plusieurs empires du territoire (*Empire Galam du canton de Gadiaga, l'empire Khasso de Logo-Sabouciré...*), le gouverneur résista aux attaques du puissant empire Toucouleur d'El Hadj Omar Tall en 1857 à Médine. Progressivement, le gouverneur poursuivit l'extension de sa conquête vers l'intérieur du pays en créant des résistants locaux et traça le programme de la marche du Soudan Français en 1863⁴². Pendant les premières années de colonisation notamment vers le milieu du XIX^{ème} siècle, les français s'installèrent à Médine en construisant les premiers projets coloniaux dans les environs de l'actuelle ville de Kayes (*Fort de Médine, barrage de Félou, aménagement de périmètres irrigués au profit de certaines cultures de rente telles que : soja, canne à sucre...*). C'est ainsi que, certains quartiers ont pris le nom des champs de soja (*baakafooro*) à Kayes-N'dy. Ces premiers projets sont passés à l'échec face à certaines résistances locales. Suite au déclin des royaumes de la région (*Galam, Khasso...*) par l'invasion coloniale en imposant l'administration coloniale, l'autorité coloniale

41 Bathily Abdoulaye (1989): *Les Portes de l'Or, le Royaume de Galam (Sénégal) de l'ère musulmane au temps des négriers (VIII^e- XVIII^e Siècle)*, L'Harmattan, Paris.

42 Dir. : Gonin.P ; Kotlok .N ; Pérouse de Montclos.M-A (2013): *La tragédie malienne*, Vendémiaire, p.34.

s'étendit progressivement sur d'autres localités de la région en subdivisant les territoires conquis en Cercles confiés à des commandants militaires puis civils. C'est ainsi que jusqu'aux indépendances de 1960 donnant lieu aux frontières nationales, que la région de Kayes se trouve limitée entre trois Etats (*la Guinée Conakry, la Mauritanie et le Sénégal*).

Ensuite, trois traits essentiels caractérisent l'histoire de cette région. Tout d'abord, l'extrême mobilité des populations qui vivent sur son territoire. Cette région est affectée par cette mobilité selon les époques et les causes (*crises climatiques et économiques des années 1970*). La sécheresse semble être une des causes des migrations des populations vers l'intérieur et l'extérieur du pays. Les résistances à la conquête coloniale vidèrent la région de ses populations. La région a également servi un carrefour pour le commerce entre le Sud et la Méditerranéen avec la mobilité des biens et du numéraire.

Le royaume du Galam (Gajaaga) désigné comme pays de l'or, par les sources européennes a connu l'influence commerciale et religieuse du monde arabo-musulman et celle des empires du Ghana et du Mali. La région fut un carrefour traversé par les commerçants de l'or, du sel et des esclaves entre les pays côtiers et le monde arabe. Un troisième élément qui caractérise l'histoire de la région est la présence coloniale qui fut d'abord commercial puis politique. Kayes fut un comptoir pour les intérêts commerciaux français aboutissant à la construction du fort de Médine comme marché et comme l'un des marchés des esclaves le plus important du XIX^{ème} siècle en Afrique occidentale. La ville fut le centre administratif et politique tour à tour chef-lieu du Haut-Sénégal, du Haut-Sénégal-Niger puis du Soudan-Français en 1890 pour la conquête coloniale. Depuis la fin de l'époque coloniale et la disparition de ses principales activités commerciales (*exportation d'arachide, le transport fluvial*), la région connaît une crise profonde notamment, les migrations des populations. Ces mouvements des populations sont des caractéristiques importantes de l'histoire de la région et de sa position stratégique pour les besoins nécessaires en termes de développement territorial.

II - Quelques données socio ethnologiques d'une région enclavée

La région de Kayes est la première région administrative du Mali. Son nom vient de la langue Soninké (*une des ethnies de la région*), du mot « karré » qui signifie mare (*bas-fond humide qui est inondé en saison de pluie*). L'institut national de la statistique du Mali donne quelques chiffres sur la région. C'est une vaste région qui couvre une superficie de 120760 km² représentant 9,7% de la superficie du territoire national.

Siège du gouvernement de Kayes, chef-lieu de la région



Cette étendue du territoire régional abrite une population estimée à 1 374 316 habitants d'après le recensement de la population, avec un taux d'accroissement annuel entre 1987 et 1998 de 2,3 %. Elle est estimée en 2005 à 1 612 580 habitants. Elle est en constante augmentation car, selon le dernier recensement de 2009, la population régionale compte 1.996 812 habitants répartis sur 308794 ménages ce qui la place au 5^{ème} rang national⁴³. Le temps de doublement de sa population est de 30,5 ans. Cette population se caractérise par sa forte jeunesse : les moins de 14 ans représentent 46,9 % de la population, 59,3 % ont moins de 20 ans et 34,57 % sont entre 20 et 59 ans. Les personnes âgées (*60 ans et plus*) représentent 6,12 % de la population de la région. Les femmes en âges de procréer (*15-49 ans*) représentent

43 ONG, Essonne-Sahel, *Evolution de la population de la région de Kayes entre 1976 et 2009*.

39,92 % des femmes et 19,76 % de la population totale. Cette population se répartit entre les différents cercles. Nous avons quatre groupes ethnolinguistiques (Soninké, Khassonké, Peulh et Malinké) qui peuplent la région et y cohabitent paisiblement. Au Nord dans les Cercles de Nioro, Yélimané et Diéma, la population est à prédominance Sarakolé (Soninké) qui cohabite avec les Peulhs, Bambaras et quelques Maures. Au Centre dans les Cercles de Kayes et Bafoulabé prédominent les Khassonkés, qui vivent avec les Bambara, Peulh, Maures et Sarakolés (*Soninkés*) se trouvant tous vers la frontière Mauritanienne et les Malinkés à l'Est du Cercle de Bafoulabé. Au Sud : dans les Cercles de Kita et Kéniéba, l'ethnie dominante est le Malinké ou Mandingue. Enfin, cette population fait de la région, une zone d'émigration par excellence et ses ressortissants vivants dans différents continents du monde contribuent à son développement territorial.

Au niveau de son positionnement géographique, on distingue trois zones géographiques dans la région. Au Nord à la frontière avec la Mauritanie, on distingue une série des plateaux s'allongeant de Nioro vers Nara dans la région de Koulikoro et se termine par des massifs importants à Yélimané. Vers le Centre de la région se forment des massifs entourés par la savane et le fleuve Sénégal. Enfin vers le Sud, se forment les falaises de Tambaoura dans le cercle de Kita et des massifs guinéens (*Fouta Djallon*) se prolongeant vers l'Ouest à la frontière avec le Sénégal. Sur l'aspect climatique, la région se situe entre le 12^{ème} et le 17^{ème} degré de l'attitude. Elle est caractérisée par une zone Sahélienne au Nord avec un déficit pluviométrique. Au Sud, nous avons le climat Guinéen caractérisé par une quantité importante pluviométrique. Entre les deux zones, on distingue le climat soudanien marqué par la steppe ou la savane herbeuse. Nous présentons ci-dessous, deux types de ponts qui symbolisent la région de Kayes. Ce sont des ponts qui traversent le fleuve Sénégal reliant le Nord et le Sud de la région. Ces deux ponts historiques sont symboles de l'histoire du Mali en général et celle de la région en particulier. Il s'agit du Soudan-Français colonial au Mali indépendant en 1960.

1°) Pont tordu : symbole de la colonisation du Soudan-Français dans la région



2°) Premier pont de Kayes construit en 1997 par l'Etat malien traversant le fleuve Sénégal



Sur le plan administratif, la loi n° 96-059/ AN-RM du 4 Novembre 1996 portant création de Communes, subdivise la région en sept cercles composés de 117 Communes Rurales et 12 Communes Urbaines. Les autres grandes villes de la région sont : Bafoulabé, Diéma, Mahina, Nioro, Toukoto, Kita, Kéniéba, Yélimané. La capitale régionale (Kayes) est une grande ville de l'Ouest du Mali à 495 km de Bamako, sur les rives du Fleuve Sénégal. La région de Kayes se définit comme une des premières zones islamisées de l'Afrique noire occidentale (*99% de la population de cette bande sahélienne est musulmane et avec une minorité chrétienne et animiste*). Enclavée et marginalisée par sa position et son histoire, cette région l'est aussi par sa situation géographique qui n'est pas prise en compte par les politiques publiques d'aménagement du territoire. Isolée du reste du pays, la région est difficile d'accès en raison de son enclavement caractérisé par le manque d'infrastructures en matière de transports adéquats. L'absence d'investissement de la part de l'Etat dans ce domaine d'infrastructure a fait que la région est une des localités les plus délaissées du pays.

Jusqu'à une période récente (2004-2005), l'approvisionnement de la région se faisait par l'unique voie de chemin de fer (*de Bamako à Dakar*) qui dessert la ville de Kayes. Cette ligne de chemin de fer a été construite au début du XXème siècle. Peu développé en dehors de la ville et même dans la ville de Kayes, le réseau routier est impraticable une bonne partie de l'année en particulier, la saison des pluies. Cette situation est prévue d'être changée depuis quelques années par le programme de développement des infrastructures de transports financé par l'Union européenne.

III - La potentialité économique de la région peu profitable aux populations régionales

Quelles sont les potentialités économiques de la région de Kayes ? Les potentialités de la région de Kayes révèlent l'opportunité géostratégique que constitue sa position géographique pour son développement économique. En effet, la région de Kayes assure la connexion du Mali avec trois pays de la sous-région et constitue un carrefour commercial très branché. La région dispose plusieurs ressources naturelles : (*eaux de surface, ressources minières, apports de migrants, agriculture, élevage...*).

En matière de ressources en eaux de surface, le fleuve Sénégal est alimenté par le Bafing, le Bakoye et le Baoulé qui se rejoignent à Bafoulabé et renforcé par le Kolimbiné et le Falémé dans le cercle de Kayes. Outre, les lacs Magui, le Doro, les chutes de Félou et de

Guina sont des potentialités économiques qui alimentent la région en hydro-énergie très importante.

Pour les ressources minières qui sont constituées de gisement de fer, de calcaire, de l'or..., elles sont des potentialités qui animent tous les convoitises économiques de la sous-région. En effet, les gisements de fer de *Djidian, Diamou et Balé* sont des réelles opportunités économiques de la région. A ces ressources géostratégiques, s'ajoutent celles offertes par l'exploitation de l'or, notamment au niveau de gisement de *Sadiola, Yatela, Loulo, Tabacoto, Dioulafoundou, Farabantourou et Médinandi*.

Néanmoins, l'exploitation de ces ressources joue considérablement sur la dégradation de l'environnement et d'énormes conséquences sociales. Les populations locales sont peu valorisées par les multinationales sur place qui bénéficie un potentiel fiscal au détriment des populations locales sur place et l'Etat malien. Les potentialités économiques ne permettent pas aux populations locales de profiter de ces ressources naturelles. A cela, s'ajoute d'autres conséquences environnementales qui sont détériorent les milieux flore et faune de la région. Beaucoup de multinationales opérant dans (la région (Rand Gold, SEMOS...), polluent l'environnement bouleversent et remodèlent les enjeux socioéconomiques de certaines localités (*le cercle de Kéniéba*). C'est-à-dire, on a les populations de certaines localités qui se destinent de plus en plus aux activités d'orpaillage au détriment des activités traditionnelles agricoles. Ce virage vers l'activité d'orpaillage dans les conditions difficiles, ne permet pas aux populations régionales de profiter de ce secteur minier.

Par ailleurs, l'apport de la migration constitue une des ressources économiques importantes de la région. Selon le Profil National 2009 de la Migration au Mali⁴⁴, 56,7% des ménages de la région reçoivent des transferts de leurs migrants et constitue le taux le plus important au Mali⁴⁵. Les migrants font apparaître leur volonté réelle de développement économique à travers des projets villageois et inter-villageois. Cette situation montre que la région de Kayes est dépendante des ressources humaines et financières de l'émigration. De 5 à 10% de la population des villages de la région (*soit de 30 à 50% des actifs masculins*) émigrent vers l'Europe, l'Asie, l'Amérique du Nord, ou dans d'autres pays du continent africain. Les maliens qui vivent en France, 90% sont originaires dans les cercles de Kayes, de

44. Rapport OIM 2009 : *Organisation Internationale de la Migration*, Genève.

45. PSDR de la région de Kayes (2011-2022).

Diéma, de Nioro et de Yélimané. Les transferts financiers effectués par les émigrés sont considérables tant au niveau individuel (*les mandats, faxes, enveloppes... envoyés à la famille*) qu'au niveau collectif (*les cotisations aux caisses pour financer des projets d'intérêt communautaire*). Différentes études réalisées au cours de ces dernières années ont mesuré l'ampleur. Pour la Banque mondiale, les chiffres de transfert font état de 120 milliards de franc CFA par an (*sources Le Monde du 05 mars 2019*). Les chiffres de ces transferts de fonds des migrants de la région sont en constante augmentation régulière. Aujourd'hui, les fonds rapatriés par les migrants s'élèvent à quelques 120 milliards de FCFA soit 180 millions d'euros⁴⁶. Ces chiffres de fonds de migrants sont supérieurs aux fonds de l'aide publique au développement (*100 millions d'euros par an*) accordée chaque année par la France au Mali. Les fonds transférés par les migrants représentent 4,4% du PNB du Mali. Ils sont majoritairement transférés dans les villages pour l'entretien des familles sur place et l'investissement des projets communautaires.

Dans le domaine de l'élevage, c'est aussi une zone rurale où le pastoralisme et l'agriculture demeurent les activités dominantes (*près de 80% de la population de cette zone est rurale*). L'activité principale demeure l'élevage chez les Peulhs et l'agriculture pour les autres ethnies. Depuis toujours, l'agriculture est la principale activité économique des ménages. Elle est pratiquée sur les sols argilo-sablonneux et gravillonnaire. Les principales cultures sont : (*le sorgho, le maïs, le mil, l'arachide et le haricot...*). Il y a également d'autres cultures de décréu telles que : *maïs, calebasse, haricot...* Toutefois, en dehors des activités agro-pastorales, chaque ethnie exerce une ou plusieurs activités secondaires. C'est ainsi que les Kassonkés sont réputés pour la confection des instruments de vanneries à usage ménager. Les Malinkés sont des excellents tresseurs de nattes et pratiquent aussi l'orpillage qui constitue une importante source des revenus des ménages dans le Cercle de Kéniéba. Les artisans Maures du Nord, confectionnent des ustensiles de cuisines tels que : pilons, mortiers etc... Les Sarakolés (*Soninkés*) sont connus pour le tissage des pagnes et le commerce. Après une présentation générale sur le Mali et, plus particulièrement sur la région de Kayes très pertinente pour l'objet de notre étude, nous soulignons par la suite, les processus des réformes institutionnelles. Il s'agit de mettre en lumière, une description sur les réformes de la décentralisation malienne et les initiatives de la coopération décentralisée en faveur du développement territorial de la région de Kayes.

46 Rapport C. Milhaud, (2006) : *L'intégration économique des migrants et la valorisation de leur épargne*, publié par la Documentation française.

Conclusion du chapitre 1

Le premier chapitre a implicitement évoqué des aspects introductifs et présentatifs (*des aspects généraux sur le Mali et la Région de Kayes*) sur les différents processus sociohistoriques et institutionnels de l'approche du développement au Mali. En général, on a présenté les questions de développement territorial tout en mettant l'accent sur la région de Kayes. Nous avons également souligné les grands axes et les politiques publiques qui ont enclenché les processus de changements structurels (*institutionnels, politiques, économiques, sociaux...*) visant à réformer le pays dans la directive du développement territorial et durable.

Nous avons cherché à mettre l'accent sur l'émergence des différents concepts liés à notre questionnement principal (*les problématiques de développement au Mali*). Cette première étape de présentation n'est pas complètement une ébauche d'études d'une discipline spécifique. Elle a mis l'accent sur les aspects historiques, géographiques, sociologiques, économiques, juridiques...en vue de mieux appréhender le contexte d'études, les difficultés auxquelles on est confronté sur le terrain d'études. Cette perspective était nécessaire afin de mieux appréhender la problématique. Plusieurs facteurs (*des données statistiques...*) ont été successivement présentés dans le but de mieux appréhender le Mali et sa perspective de développement territorial. Ainsi, présenter certains facteurs et dispositifs généraux sur le Mali en matière de développement, implique implicitement de faire des définitions sur certaines notions. Ces définitions portant sur des dispositifs de développement ont largement occupé ce premier chapitre. Ce sont des définitions portant sur les processus institutionnels de décentralisation, de la coopération décentralisée et la notion de développement durable.

Notre premier chapitre nous aide à contextualiser le sujet dans son ensemble. De prime à bord, le contexte du travail semble être généraliste et se dirige dans tous les sens. Cette première partie est basée sur les dispositifs créés par les politiques publiques qui sont considérés comme le carrefour du changement social au Mali. Bien que le contexte du travail est général, nous avons orienté la problématique et le questionnement principal sur les différentes notions de développement, les pratiques, les processus de mise en place des projets et programmes de développement au Mali. Nous avons tenté de définir chaque terme avec des aspects théoriques et les liens qui existent entre les dispositifs de développement territorial et la situation vécue par les acteurs ou populations locales dans ces processus de changement par le développement. On avait cherché à souligner les modes opératoires des

processus de développement territorial dans les nouveaux dispositifs de développement durable.

CHAPITRE 2

L'EUPHORIE DE DEVELOPPER LES TERRITOIRES A L'EPREUVE DES REFORMES DE LA DECENTRALISATION AU MALI

Introduction du deuxième chapitre

Le mot euphorie renvoie à la plénitude des sentiments des acteurs, des représentations, des motivations énormes envisageant de développer les territoires locaux dans tous les sens. Ce deuxième chapitre traite la *décentralisation et la coopération décentralisée* comme l'approche de développement visée par l'usage des réformes institutionnelles. Autrement dit, la partie s'intéresse aux modèles de développement fabriqués à partir du *centre* des décisions jusqu'à la *périphérie* (B. Badie 1992). Les instruments de développement sont devenus l'œuvre des réformes institutionnelles et considérés comme outils nécessaires pour la société civile et les collectivités territoriales. C'est un mode opératoire qui émerge de plus en plus. Les acteurs s'intéressent et s'impliquent davantage pour renforcer les capacités institutionnelles et développer les territoires locaux. A cette occasion, plusieurs concepts sont à l'œuvre du développement durable, de la décentralisation et de la coopération décentralisée. Comment ces facteurs sont construits, représentés, appropriés par certains et demeurent méconnus pour d'autres ? L'euphorie de développer les territoires traite l'ensemble des concepts de développement qui représentent plusieurs dimensions. On met l'accent sur deux sections dans ce chapitre. Il s'agit du développement territorial dans le processus de décentralisation et coopération décentralisée dans la première section et les origines de la décentralisation au Mali dans la deuxième section.

Section 1

Le développement territorial dans les processus de décentralisation et coopération décentralisée.

La question de développement n'est pas récente au Mali, mais de nos jours, elle apparaît comme un passage obligatoire pour les acteurs territoriaux. Cette approche sociologique vise le mieux-être comme facteur ancré dans les problématiques socioculturelles, économiques et environnementales. La sociologie du développement met l'accent sur les facteurs multidimensionnels. Cela concerne les liens sociaux établis, les relations sociales, les constructions sociales et institutionnelles qui caractérisent les champs des processus de développement territorial. Dans le cadre de la décentralisation malienne, cette question de développement a vu le jour dans les conditions historiques objectives liés à l'intégration de l'économie mondiale et des réformes institutionnelles visant des conditions et des objectifs pour les acteurs multiples (*Etat, collectivités territoriales, ONG, Société Civile etc*). Ce modèle malien d'administration et de gestion du développement par la décentralisation et la coopération a toujours été confronté par deux axes opposés. Le premier axe est celui de la centralisation du pouvoir affirmée par l'unité de l'Etat, la centralisation des ressources financières et la volonté de maîtriser le développement par les investissements nationaux. Le deuxième axe est celui du processus de démocratisation, de la bonne gouvernance contre toute forme de centralisation du pouvoir permettant aux entités locales de gérer et d'administrer les affaires locales par les populations locales.

En effet, cette question du développement dans un contexte de décentralisation et de coopération était soulevée en même temps que la transition du système économique planifié, la réforme libérale du pouvoir central de l'Etat. C'est l'ouverture politique et d'association, la liberté d'entreprise, l'accès aux services de base, la liberté d'expression pour les acteurs dominés par l'ancien système (régime autoritaire). Ce sont autant des facteurs qui favorisent le changement, les mouvements socioculturels, économiques de base sur le territoire national. Les revendications portées tant par les collectivités territoriales réclament plus de liberté, de pouvoirs et des compétences financières. Nous présentons ce cadre institutionnel de la décentralisation et de coopération décentralisée comme leviers de développement territorial. C'est pour mieux appréhender les relations entre le développement territorial et les dispositifs de décentralisation. Est-il possible de développer un territoire donné sans les réformes de la décentralisation et la coopération décentralisée ?

Avec un ensemble de récits, des textes juridiques, d'articles universitaires et des rapports, nous définissons le contexte de la décentralisation au Mali et la coopération décentralisée dans le cadre d'émergence de la société civile et des mouvements sociaux liés à l'approche de développement territorial. Afin d'explorer la relation entre décentralisation, développement et coopération, nous allons définir quelques concepts clés du développement.

Dans ce sens, la « *centralisation* » peut se définir comme un système d'organisation territoriale et administrative où l'autorité vient d'en haut et où le pouvoir de décision est entre les seules mains du Gouvernement Central ou de ses représentants. Dans ce genre de système, la tutelle « Pouvoir central » concentre entre ses membres l'ensemble des compétences pour gérer le pays sur tous les plans (*économique, social, environnemental...*). C'est le fait de répondre aux problèmes auxquels la population est confrontée sur l'ensemble du territoire. Dans ce système central, tous les services publics sont gérés par le personnel nommé par l'Etat et soumis au pouvoir central.

Par ailleurs, la « *déconcentration* » est une technique administrative dans laquelle le gouvernement central confie certains pouvoirs de décision à des agents qu'il nomme et place à la tête des entités administratives ou de ses services installés en provinces. C'est une technique d'organisation administrative où une même personne publique, ici l'Etat, consistant à distribuer les agents et à répartir les compétences entre une administration centrale et des services déconcentrés. Grâce à cette déconcentration les entités mises en place constituent des subdivisions administratives qui gèrent les compétences exclusives de l'Etat mais elles sont dépourvues de la personnalité juridique. Ce mode de gestion est considéré comme un mécanisme de gestion de la centralisation adaptée à la décentralisation à laquelle, les autorités déconcentrées ont des interlocuteurs pour la gestion des affaires locales. Ce système montre que la déconcentration est toujours accompagnée de la décentralisation considérée comme solution à des multiples problèmes.

La « *décentralisation* » est définie par la banque mondiale, comme le transfert d'autorité et de responsabilité en matière des fonctions publiques depuis l'administration centrale vers les autorités intermédiaires, locales ou vers des organismes gouvernementaux quasi autonomes et ou vers le secteur privé. Cette décentralisation a débuté à la fin des années 60 au milieu des années 70 en Afrique. Au début des années 90, une deuxième vague ou génération de décentralisation a été observée de manière globale dans un nombre croissant de pays en développement. Dans cette période, le concept évolue montrant la complexité des

réformes institutionnelles qui ont privilégié la modernisation de l'Etat, la gouvernance locale, la démocratie locale et le développement territorial comme facteurs clés d'un processus de développement durable.

L'approche du « *développement* » dans son contexte économique, social, culturel et environnemental, porte sur un espace réduit, souvent confondu à un territoire en tant qu'entité géographique sociale, économique et culturel. Le développement dans ce sens est un mouvement multidimensionnel destiné à un territoire et une population possédant des spécificités ou particularités. Le développement a une déclinaison locale dans son expression économique de mise en œuvre des moyens matériels et humains qui se réalise sur un espace ou un territoire donné. Le développement dans un territoire est choisi sur la base des critères répondant aux objectifs poursuivis. Cela peut s'agir d'une entreprise qui s'implante sur un territoire donné ou de l'Etat qui décide de réaliser des infrastructures socioéconomiques et culturelles.

L'approche du « *développement local* » est apparue dans le processus de mondialisation économique accentuée par les mouvements institutionnels et structurels de la fin des années 80 et début des années 90 auxquels le local a émergé et pris l'ampleur dans les pays en voie de développement. Ce système s'avère être une direction insuffisamment exploré de la théorie du développement et de la pratique du développement durant toute la période des trente glorieuses. La question du développement local découle de la théorie économique libérale qui postule que le développement doit se propager du fait que la logique marchande développe des secteurs productifs. Considéré dans son contenu économique, le développement local et territorial apparaît et est intimement liés à la logique de l'économie locale et globale.

De nos jours, on remarque une dynamique poussée de la mondialisation qui tend vers l'unification de la planète d'une part, et d'autre part, un accent est de plus en plus mis sur les citoyens valorisant le terroir, les racines et l'autonomisation dans les secteurs économiques. Dans ces cas de figure, le local et le global sont devenus des références auxquelles l'universalisme, les communautés locales et les spécificités territoriales sont de plus en plus soulignés comme facteurs qui contribuent au développement local. Le territoire n'est pas un espace physique, simple réceptacle d'activité. C'est un milieu construit et vécu par une population. Il est « *un site qui est façonné par l'homme et qui, à son tour, façonne également ce dernier* ». Par conséquent, la question de la décentralisation se pose lorsqu'on admet que le

développement local n'est pas que la simple affaire de l'entreprise ou de l'entrepreneur, mais aussi celle d'une population, d'individus formant un groupe, une communauté, composant une entité territoriale. C'est dans cette perspective des références et du territoire que les agents porteurs du développement local deviennent nombreux (*les institutions, les élus, les ONG, les associations...*) pour conduire le développement local. Ces agents dans leur unité, en même temps dans leur diversité, définissent les objectifs de développement local. Ils définissent également les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs qui sont tracés. Ainsi, l'approche de développement local apparaît n'être possible que dans le cadre de la décentralisation où le niveau local dispose du pouvoir de décision et des prérogatives indispensables à cet effet.

La question de décentralisation ne se pose pas de la même manière partout. Il y a des pays à fortes traditions d'organisation décentralisée de la vie économique, sociale et politique vis-à-vis de l'Etat central ou fédéral (*les USA, l'Allemagne...*). D'autres Etats sont marqués par l'omniprésence de l'Etat central (*services déconcentrés*). Il s'agit de la plupart des pays décolonisés comme le Mali. L'expérience du Mali en matière de décentralisation a toujours promis d'œuvrer dans le sens de l'épanouissement des populations locales et des territoires.

I - L'approche de développement local au Mali : processus sociohistoriques et institutionnels

Au Mali, l'approche de développement local est apparue comme un modèle de gouvernance à mettre en place pour enrayer les inégalités territoriales héritées par les formes du système jacobin mises en place par l'administration coloniale. Cette approche est marquée par les différents régimes politiques sous la première, deuxième et troisième république pendant les années 60, 70, 80, 90 et début des années 2000 à nos jours. Ces régimes ont progressivement mis en place des programmes et systèmes de développement local destinés aux régions pauvres et enclavées du pays. Pendant le régime socialiste de Modibo Keita (1960/68), le développement local était centré sur une politique socialiste centralisée et rigide. Les paysans subissaient des contraintes et des difficultés d'épanouissement de production imposées par l'Etat. Le régime avait le monopole complet sur le développement local dont les populations locales étaient au service du développement local auquel l'Etat central tiré le grand profit au détriment des paysans maliens. En ce qui concerne le régime militaire de Moussa Traoré (1968-1991), le développement local était planifié avec le DRI

(Développement Rural Intégré) comme plan quinquennal (1974-1978) destiné à favoriser la production agricole, le développement local. C'était le début de la souplesse des mesures liées au développement local. Ce processus politique du développement local du régime militaire inspirait la démocratie à laquelle le libéralisme, l'ouverture au marché, l'émergence des structures de développement local sont devenues incontournables. Ce régime militaire était centré sur la centralisation du pouvoir dont le développement local était planifié unilatéralement par l'Etat central. Les populations locales n'étaient pas effectivement associées aux politiques de développement et contribuaient arbitrairement à des actions qui ne répondaient pas aux besoins réels. Ce régime militaire avait comme caractéristique, la centralisation du pouvoir et les mesures contraignantes qui planifiaient le développement local.

Enfin, la troisième république marquée par l'avènement de la démocratie au Mali, a mis en place le pluralisme politique. C'est le régime politique qui a diversifié les entités locales, les structures politiques et les programmes destinés au développement local au Mali. Dans cette perspective, les collectivités territoriales sont nées et vont s'occuper de l'approche de développement local aux moyens des programmes et avec des ressources limitées. C'est le régime qui va créer les collectivités territoriales et d'autres structures locales qui vont porter l'approche de développement local. Par ailleurs, en comparant avec les pays développés, le développement local au Mali a émergé dans les conditions de crise du système économique mondial des années 70, et repose, souvent sur l'exploitation et la mise en valeur des richesses des territoires. Cette perspective de développement local était longtemps restée l'œuvre étatique qui ne permettait pas aux secteurs privés de s'épanouir. L'approche de développement local avant la troisième république était sans partage, planifié et conçu par l'Etat sans associer la société civile. La vision de planification qui a prévalu par l'Etat central jusqu'à la fin des années 90, l'approche de développement local au Mali était inscrite dans une démarche de déconcentration des pouvoirs de l'Etat central vers les collectivités territoriales. Pendant toute cette période, l'objectif de décentralisation était clairement affiché à travers la volonté d'y associer les échelons inférieurs en mettant en place les structures nécessaires. Ces derniers ont fonctionné de manière particulière avec la mainmise de l'Etat central.

II - L'approche institutionnelle de la décentralisation : les processus sociohistoriques au Mali.

Mieux administrer, gérer et gouverner le Pays « *autrement* » a été pendant longtemps un des souhaits implicites de la lutte pour la démocratie ouvertement déclenchée à la fin des années 1980. Avec l'avènement d'une Troisième République en 1992, la *décentralisation* et la *déconcentration*⁴⁷ étaient présentées comme modèle politique de la démocratie locale et de l'instrument idéal pour la résolution de nombreux problèmes spécifiques. C'est une perspective liée aux différents processus d'étatisation pour les pays ayant opté pour ce modèle de gouvernance locale⁴⁸. Ces processus ont toujours subi un bouleversement sociopolitique et économique lié à des contradictions sociales et politiques. Même si aujourd'hui dans certaines sociétés où on peut remarquer des modèles politiques d'étatisation ou de types modernes (*Etat de droit à travers la décentralisation*), c'est d'abord, à l'issue des guerres, des crises, des contradictions sociales, des désordres politiques et risques que ces processus aient été construits⁴⁹. C'est le cas pour le Mali qui a largement hérité son approche institutionnelle de la décentralisation.

Ce modèle politique (*Etat de droit à travers les processus de décentralisation*) devait conduire à une redistribution des pouvoirs, à donner plus de responsabilités aux citoyens, à leur permettre de mieux choisir leurs élus pour la gestion de leurs affaires locales. Comment cette notion de décentralisation a-t-elle été traduite ? Au Mali, la notion de décentralisation était traduite, dans la langue nationale bambara, par l'expression *mara ka segi so*.

47.Nous définissons la décentralisation comme un transfert de compétences de l'État à des institutions distinctes de lui, ici, les collectivités territoriales qui disposent de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Selon A. de Laubadère, *le terme de décentralisation évoque l'idée d'une collectivité locale qui, englobée dans une autre collectivité plus vaste, s'administre elle-même, gère elle-même ses propres affaires*, Manuel de droit administratif, Paris, LGDJ, 17e édition, 2002, p.180. La déconcentration consiste, quant à elle, en une délégation des compétences à des agents ou à des organismes locaux appartenant à l'administration de l'État (services extérieurs), qui ne disposent d'aucune autonomie et agissent donc toujours pour le compte de l'État. Selon le même auteur, « la déconcentration est une technique d'organisation au sein d'une personne publique », *Manuel de droit administratif*, Paris, LGDJ, 17e édition, 2002, p.185.

48.Pierre-Noël Denieuil, Houda Laroussi (2005), *Le développement social local et la question des territoires*, L'Harmattan, p.218. Ils considèrent que cette notion a été introduite au Moyen Age par Guillaume le Conquérant comme équivalent de « gouvernement » (l'art et la manière de gouverner) puis en Angleterre au XIVème siècle avec la même signification. Il est repris à la fin des années 1980 par la Banque Mondiale, le FMI et le PNUD, sous forme de « bonne gouvernance », que Marie Claude Smouts définit comme : *un outil idéologique pour une politique de l'Etat minimum*, qui aurait pour mission « non plus de servir l'ensemble de la société, mais de fournir des biens et des services à des intérêts sectoriels et à des clients consommateurs, au risque d'aggraver les inégalités entre les citoyens et entre les régions du pays.

49.Bazin. Jean, (2008), *Genèse de l'Etat et formation d'un champ politique : le royaume de Ségou*, in *Des clous dans la Joconde*, Anarchis, pp165-185.

Cette notion, bien que polysémique elle aussi, signifie *un retour du pouvoir à la maison*, ou plutôt *un retour de l'autorité à la base*. Cette approche institutionnelle de la décentralisation vise le développement territorial qui a comme objectif de redistribution des pouvoirs à une multitude d'acteurs. C'est une manière de limiter l'Etat qui s'apparente à la séparation des pouvoirs (*les pouvoirs locaux font contrepoids au pouvoir central*) et la démocratie (*les citoyens participent à l'exercice des pouvoirs locaux*)⁵⁰.

Ainsi, dans ce contexte d'évolution institutionnelle et dans le but de renforcer son identité, son unité, son assise politique et son épanouissement social et économique, le nouveau régime a élaboré un projet de constitution d'une Troisième République qui, en ses articles 97, 98 et 102 ⁵¹ :

- prend en charge les revendications spécifiques des mouvements indépendantistes des régions du Nord et les autres pour l'intérêt de l'ensemble du Mali ;
- reconnaît les collectivités territoriales ;
- crée un Haut Conseil des Collectivités Locales.

La nouvelle constitution fut adoptée par référendum du 12 janvier 1992. En gardant l'esprit de la décentralisation et la volonté de résoudre les problèmes préoccupants, l'État a adopté en janvier 1993 une loi portant sur « *la libre administration des collectivités territoriales* ». Cette loi institue trois échelons de collectivités territoriales décentralisées :

- les régions, au nombre de 8, et le district de Bamako ;
- les cercles, au nombre de 46 (*équivalents à des départements français*) ;
- les communes urbaines et rurales, au nombre de 703.

A chacun de leurs niveaux respectifs, ces collectivités sont responsables de la conception et de la mise en œuvre de leur propre développement. Leurs responsabilités relèvent des mêmes règles que celles de l'État. Elles peuvent aussi entreprendre entre elles des actions de coopération et d'association. Cette opportunité institutionnelle offerte à ces multiples acteurs est, la conséquence directe de l'émergence des actions et modes de coopérations et de

50. Acquaviva, Jean-Claude, (2012-2013), *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 15e édition, Gualino, Paris, p.55.

51. La Constitution de la troisième République du Mali adoptée le 12 juin 1992.

développement. Les assemblées communales sont directement élues par les populations locales et ne sont plus représentées par l'Etat central. L'échelon local qu'est la commune est réorienté sur sa mission d'animation du développement local. Dans la plus part des cas, ses capacités et liberté d'action se trouvent limitées par le manque des ressources non transférées par l'Etat central aux collectivités locales. A cet effet, le fait le plus marquant dans la réforme de décentralisation au Mali, demeure la représentativité politique locale grâce à la loi de décentralisation de 1993. Le pluralisme politique est désormais visible dans les assemblées communales avec l'apparition des partis politiques divergents, personnalités politiques indépendants et des projets économiques et sociaux parfois divergents. C'est avec cette nouvelle donne politique que la question de décentralisation a acquis toute son opportunité et sa pertinence.

L'approche de développement local et l'approche de décentralisation sont des corollaires et ne sont plus un projet porté uniquement par l'Etat mais, ce sont désormais des options d'action des politiques publiques et un instrument de revendication politique de la société civile. Dans cette perspective, la pratique de la décentralisation impose un autre préalable. C'est la démocratie locale qui permet à la société civile d'accéder aux pouvoirs d'actions, à une citoyenneté effective aux processus de décision à tous les échelons territoriaux. Autrement dit, grâce à la décentralisation, les citoyens doivent désormais être associés aux choix des programmes locaux de développement. Le simple transfert de pouvoir de l'Etat central vers les collectivités territoriales ne signifie pas la prise en charge des préoccupations de développement. Le pouvoir central et l'action des collectivités territoriales doivent être contrôlée par l'implication significative des citoyens afin d'éviter les risques d'usurpation politique des représentants. Le développement locale est une affaire de tous particulièrement, les citoyens des territoires locaux où ils vivent et travaillent.

Toutefois, les processus sociohistoriques de la décentralisation au Mali et les programmes de développement territorial, ont engendré des changements structuraux au niveau des nouveaux territoires. Avec l'approche institutionnelle de la décentralisation, les collectivités territoriales sont des situations inédites et des mouvements des facteurs multidimensionnels. Ce changement au niveau des territoires est lié à l'émergence des nouveaux élus locaux (*la gestion administrative et la question de transfert des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales sont devenues une problématique*).

Avec ce changement, on remarque souvent quelques bouleversements socioéconomiques engendrant des conflits et de progrès dans certains domaines. Mais, la gestion des ressources des collectivités locales (*la problématique du foncier*) pose toujours des problèmes entre l'Etat, les élus et les citoyens. L'approche institutionnelle de la décentralisation a émergé des facteurs. Certains acteurs ont confondus les facteurs suivants : *l'exercice du pouvoir, service à la population, s'accaparer aux ressources, gérer le pouvoir local pour ses propres intérêts et s'enrichir au détriment des populations locales*. Ces nouveaux acteurs de la décentralisation (*auxquels les pouvoirs locaux des collectivités locales sont confiés*), ont souvent géré des sujets conflictuels. Ces conflits sont souvent liés à la question du foncier au Mali et la corruption locale qui font des batailles juridiques de tous genres. Les risques sont de plus en plus nombreux dans les collectivités territoriales au Mali : *corruption, clientélisme, dérive technocratique, manipulation électorale etc.*

L'approche institutionnelle de la décentralisation au Mali est directement liée à l'émergence de la société civile. Ce processus institutionnel vise la démocratie locale qui confère plus d'autonomie et des pouvoirs aux acteurs locaux. C'est l'un des fondements de cette approche institutionnelle de la décentralisation et du développement local. Ces différents processus institutionnels sont parfois accompagnés par des programmes de développement local et les processus de formations professionnelles et d'apprentissages des acteurs (*transfert des compétences et des ressources humaines*). Aujourd'hui, ces différents processus de transferts est problématique pour toutes les collectivités territoriales maliennes. En ce qui concerne l'Etat malien, il tarde encore à refonder ses relations efficaces avec les collectivités territoriales notamment sur la question de transfert réel des ressources essentielles. D'ailleurs, certaines prérogatives telles que la question de la gestion autonome et entière des ressources fiscales, n'est pas toujours acquise pour enclencher une réelle décentralisation. Ces collectivités territoriales du Mali restent encore sous la dépendance du pouvoir central dans le domaine de la gestion des ressources propres pour la réalisation de leurs projets d'infrastructures nécessaires. L'approche institutionnelle de la décentralisation n'est pas synonyme de l'approche de développement local car, l'Etat n'accorde pas toujours les moyens nécessaires et d'action aux collectivités territoriales. Il est évident que sans ressources nécessaires pour les collectivités territoriales, c'est sans programmes de développement local. C'est dans cette situation d'incertitudes pour les nouvelles collectivités territoriales maliennes que certaines entités territoriales essayent désormais d'autres alternatives. C'est le cas pour certaines de changer et d'orienter leurs politiques de

développement économiques, sociales, environnementales et culturelles avec des collectivités territoriales étrangères. Cette approche de la décentralisation institutionnelle a ouvert le projet de coopération décentralisée qui est définie dans le paragraphe suivant. C'est désormais un véritable repère de la mondialisation dans le champ local.

III - La coopération décentralisée : une approche sociologique du développement

Définitions et émergence :

Selon Jean-Pierre Olivier de Sardan, « *la coopération décentralisée est considérée comme une des formes du changement social ou du développement, elle est également l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions et d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffes des ressources et/ ou des techniques et/ ou savoirs*⁵² ». Cette définition montre que la pratique des coopérations locales relève de l'ensemble des services, des techniques et des ressources mobilisés par les acteurs des territoires donnés. Les acteurs, les techniques et les ressources font la règle du jeu de la coopération décentralisée avec la volonté et la stratégie de coopérer dans la logique gagnant-gagnant. La pratique de ces formes de développement n'est identifiée et définie que lorsque celle-ci est menée sur un territoire donné avec ses propres spécificités. Nous trouverons ces pratiques généralisées dans la plus part des pays du Sud tels que le cas du Mali qui ayant marqué ses relations avec certains partenaires du Nord et du Sud.

Au Mali, cette pratique de coopération décentralisée est définie dans son guide national comme « *la manifestation de la volonté d'une collectivité territoriale malienne d'établir des relations de coopération avec une autre collectivité sur le territoire malien ou avec une collectivité d'un autre État étranger. Ces relations peuvent aller de simples échanges culturels à l'établissement d'une convention de partenariat dans le domaine social, économique et culturel*⁵³ ». Cette vision malienne de la coopération décentralisée est régie par un cadre législatif exigeant un contrôle. Elle n'attribue pas une certaine autonomie d'exercice du pouvoir à la société civile pour ces pratiques de coopération à l'instar du principe de la libre administration régissant la décentralisation.

52.Olivier De Sardan (1995), *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, p.7.

53.*Guide de la coopération décentralisée au mali*, Coopération française, PAGL (programme africain de la gouvernance locale), 2004, p.12.

Ainsi, la loi citée ci-dessus portant création de la libre administration au Mali (loi n° 93-008 du 11 février 1993), prévoit dans son article 21 que : « *des collectivités territoriales peuvent entreprendre des actions de coopérations entre elles. Cette coopération peut se traduire par la création de syndicat regroupant deux ou plusieurs collectivités territoriales sous le contrôle de l'Etat*⁵⁴ ». L'article 27 de la même loi précise que : « *les collectivités peuvent entreprendre des actions de coopération avec leurs homologues de pays étrangers, sous le contrôle de l'Etat* ». C'est sous cette troisième République que les collectivités territoriales maliennes et certaines collectivités territoriales françaises ont tissé des liens de coopération décentralisées dans le cadre du développement local. Ce cas est généralisé dans d'autres pays francophones de la sous-région tels que, le Burkina-Faso, le Niger, le Sénégal etc. Elles s'inscrivent dans un processus de mondialisation qui ouvre d'immenses perspectives et des conséquences concrètes. Nous voyons apparaître aujourd'hui, des situations inédites dans les collectivités territoriales par l'aggravation des inégalités dans les collectivités territoriales des pays du Nord et du Sud. Dans ce contexte de coopération entre collectivités territoriales, les acteurs multiples se fixent des objectifs pour réduire les inégalités qui s'évissent sur leurs territoires respectifs et développer. Chacun de ces acteurs (*collectivités locales*) appartenant à un pays respectif, porte sa propre vision et définit la coopération décentralisée à sa manière.

Par ailleurs, la vision française de la coopération décentralisée fournie par la loi d'orientation sur la coopération décentralisée du 6 février 1992, stipule que « *les collectivités locales et leurs groupements peuvent conclure des conventions avec des collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans les limites de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux de la France*⁵⁵ ». Cette loi crée également, la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD). Elle est par la suite précisée et complétée en 1994 par une circulaire ministérielle qui précise la forme juridique et le contenu des conventions qui doivent être signées entre les collectivités françaises et étrangères. Ce dispositif légal est complété en 2005 par la loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, dite loi « Santini-Oudin ». Cette définition ne reflète que sur la vision française qui exerce également un contrôle strict du pouvoir central de l'Etat sur les pratiques de coopération décentralisée des collectivités territoriales.

54. La Constitution de la troisième République du Mali adoptée le 12 juin 1992.

55. Loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République Française, article 131, Titre VI).

D'autres pays de la sous-région (*en Afrique de l'Ouest*) partageant les mêmes contextes que le Mali, définissent la coopération décentralisée selon leur propre vision des choses. En prenant le cas du Sénégal, la coopération décentralisée est définie comme la « *source de mobilisation de ressources pour la promotion de leurs territoires et populations mais également un moyen de renforcement des capacités des acteurs locaux dans la consolidation du processus de décentralisation et de renforcement de la démocratie locale*⁵⁶ ». Cette définition apporte la même logique que celles données ci-dessus.

IV. L'approche territoriale du développement durable dans la perspective de décentralisation et de coopération décentralisée.

Le processus de décentralisation et de coopération décentralisée au Mali sont des facteurs qui ont mis en perspective la construction du concept de développement durable. Il s'agit plus particulièrement d'une approche de développement (*durable*) mise à l'échelle des territoires pour répondre à des besoins spécifiques. Plusieurs définitions et visions (*approches*) existent autour du mot « *développement* ». Le mot développement lui-même est défini comme : « *processus de captation des ressources, de fabrication d'économie et surtout de cooptation de classes dominantes rentières, implique une sociologie politique des rapports de classe et de pouvoir, une sociologie des classes dominantes aussi bien dans le cadre national que dans le contexte international* »⁵⁷. Cette définition relève d'une approche socio-centrée du développement. Le contexte du développement est fondamentalement lié à l'ordre mondial et à la modernité universaliste (OMDD : *Objectifs du Millénaires pour le Développement Durable*) comme principe directeur du développement. C'est-à-dire, les objectifs des institutions internationales et nationales sont strictement liés à un ensemble d'objectifs de réduction des inégalités, d'écart de développement entre le Nord et le Sud ou entre des territoires spécifiques. Ce concept est inscrit dans un ordre mondial, national et local pour réduire la pauvreté à l'échelle des territoires inégalitaires.

56.Sne Mamadou (2004), *Analyse des pratiques de coopération décentralisée franco-sénégalaise : cadre partenarial, domaines d'intervention, acquis et contrainte*, mémoire de stage DESS, Ingénierie de projet de coopération, Université des sciences et Technologie de Lille, 2003-2004, p.57.

57.Copans Jean, (2010), *Domaines et approches : sociologie du développement*, Armand Colin, Paris.

Cette question de réduction des inégalités ou de lutte contre la pauvreté est vague. Elle est largement évoquée par les sciences sociales. Les inégalités sont vues dans un contexte des rapports de force et de domination. Le développement durable est considéré comme instrument d'action publique (*P. Lascoumes et P. Le Gales 2004*) utilisé par les acteurs dans des rapports variés (*environnement, économique, social, pouvoir, culturel...*) pour des objectifs définis. Parfois, il est pris comme instrument le mieux placé à conduire les projets et programmes comme le cas du PADDY (*programme d'Appui au Développement Durable de Yelimané*). Il mobilise divers acteurs et ressources pour des objectifs précis soit, pour lutter contre la pauvreté soit, pour améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie des populations locales dans le cercle de Yelimané. Il ressort qu'étudier l'approche de développement durable comme action publique ou instrument, peut constituer un enjeu théorique (*Michèle Leclerc-Olive, 2005*). Cette possibilité permet de comprendre certains comportements sociaux des acteurs dans le cadre d'études des politiques de coopération au développement.

Dans le contexte de la décentralisation et des programmes de coopération au Mali, cette notion (*approche de développement durable*) constitue un sujet assez général, passionnant et controversé, mais peu étudié pour les cas des actions engagées dans la région de Kayes. L'approche du développement durable est définie sur le plan théorique par des théoriciens des sciences sociales (*de la sociologie du développement, de l'économie du développement, du droit international, de la socio-anthropologie du changement social, des relations internationales, la science de la nature...*), des études, des rapports, des colloques, des conférences internationales... Chaque acteur et discipline définit le développement durable selon le sens qu'il lui entend attribuer. Ce travail s'incline à définir le développement durable dans une approche de sociologie de l'action collective, de la socio-anthropologie du changement social, de la science juridique, de l'environnement etc. Dans cette optique pluridisciplinaire, on met l'accent sur d'autres disciplines issues des sciences sociales qui ont tous apporté un éclairage sur la notion de développement durable. Dans ce sens, l'approche de développement durable relève d'une définition de fond.

Ainsi, c'est dans la volonté générale de mieux pouvoir faire face aux risques globaux, d'anticipation, de planification et de gestion intégrée des problématiques multidimensionnelles que les concepts *d'éco-développement*⁵⁸ puis de *développement durable* ont émergé au cours des années 1970. Progressivement, cette approche émerge dans l'action publique nationale et internationale. La première organisation internationale qui a explicitement fait référence au développement durable, est l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) dans son rapport sur la *Stratégie Mondiale de la Conservation* publié en 1980⁵⁹. Ce rapport se fixait comme objectif de contribuer à l'avènement du développement durable, fondé sur la conservation des ressources vivantes et une forte implication des communautés locales dans la gestion de ces ressources naturelles. Dans ce processus d'émergence, le volet environnemental comme préoccupation première à faire face, a largement dominé la scène médiatique au détriment des préoccupations sociales.

La notion de développement durable constitue désormais, la rhétorique des acteurs engagés sur les questions de politiques publiques de développement en général puis, sur les questions de l'environnement en particulier. L'origine de cette approche de développement durable est (« *sustainable development* », traduit par « *développement durable* » apparue en 1974, à la conférence de Cocoyoc (Mexique). L'approche avait déjà eu lieu quinze ans plus tôt et qui définissait l'objectif du développement de la manière suivante : « *The goal is not to catch up but to ensure the quality of life for all with a productive base compatible with the needs of future generations* »⁶⁰. Le concept de développement durable a eu un fort succès à partir du début des années 1990 lors de la conférence de Rio (au Brésil) en 1992⁶¹. Ce succès est en partie lié à la définition du Rapport Brundtland qui permet une grande diversité d'interprétations, en particulier de l'adjectif « *durable* » ou « *soutenable* ». Il y a parfois, la difficulté de traduire l'expression « *sustainable development* », parce qu'il manque un équivalent en français. Cela rajoute aux confusions de distinctions entre développement « *durable* », « *soutenable* », « *viable* » pour éclairer le contexte⁶². De ce qu'on retient officiellement de ce concept, le « *Rapport Brundtland* » l'a rendu célèbre. Publié en 1987 par

58. Ignacy Sachs, (1980), *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Les éditions ouvrières, p.140.

59. UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), (1980), *Stratégie mondiale de la conservation*.

60. J. Weber et E. Lateltin, (5-6 Février 2004), *Sciences sociales et biodiversité*, Prospective, Sociétés et Environnement, INSU, p.3.

61. *Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*, Rio de Janeiro, Brésil, 3-14 juin 1992.

62. Vivien Franck-Dominique, (2005), *Le développement soutenable*, Paris, La Découvertes, Collection Repères.

la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre Avenir à Tous* (ou Rapport Brundtland), définit la politique nécessaire pour parvenir à un *développement soutenable*⁶³. Sans faire une répétition, nous avons précédemment souligné le rapport de Brundtland qui considère le concept comme suit : *Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs*⁶⁴. C'est à partir de cette définition globale, un peu standardiste, que les acteurs ont commencé à avoir des discours tranchés sur cette question, y compris à l'échelle internationale, nationale et locale. Dans ce sens, on précise qu'il n'y ait pas véritablement des liens entre les opinions, les discours et les actions concrètes sur les pratiques locales (*participation des populations locales aux projets...*) et les réalités territoriales (*pauvreté, inégalités territoriales...*). C'est-à-dire, les discours de développement durable sont différents des réalités du terrain dans certaines collectivités territoriales.

Pour mieux définir et comprendre l'approche du développement durable, on se sert de la contribution scientifique de deux auteurs. Ils nous aident à éclaircir le contexte, mieux définir et mettre le concept en relation avec d'autres facteurs. Pour ces auteurs, on a d'une part, Serge Latouche (2006) qui donne une définition critique et socio-centrée sur le concept. Selon lui : *le développement durable est un bricolage conceptuel visant à changer les mots à défaut de changer les choses*⁶⁵. Cette définition inscrit le concept dans un domaine complexe et critique sur les politiques trompeuses liées au concept même de développement. D'autre part, on a Jacques Weber (1995) qui place le concept de développement durable dans un contexte bio-centré. Selon lui : *le concept de sustainability ou durabilité trouve son origine dans les modèles biologiques représentant l'évolution d'une ressource à l'équilibre, exploitée par les hommes, l'exploitation étant elle-même considérée linéairement croissante*⁶⁶. Ces définitions de fond peuvent-elles suffire à comprendre la dimension territoriale du développement durable ? L'approche territoriale de développement durable s'inscrit dans un contexte spécifique (*économique, bio-centré, anthropo-centré,*

63. Rapport Brundtland, 1987, *Notre avenir à tous*.

64. CMED, 1987, p.51).

65. Latouche, S. [2006], *Imposture du développement*, Encyclopédie du Développement Durable ; Association 4D.

66. Weber, J. [1995], *Gestion des ressources renouvelables : fondements théoriques d'un programme de recherche*, Juin, pp. 5.

ethnocentrique...). Elle est caractérisée par des facteurs divers et s'inscrit dans un contexte transversal. Afin de mieux décrypter ce domaine, certaines spécificités locales (*les savoir-faire et actions endogènes des acteurs locaux*) en rapport avec les politiques de développement durable, nécessitent une analyse sociologique et juridique. Ce sont des catégories sociales à analyser dans le contexte de notre étude. Dans cette perspective, et pour mieux appréhender les interprétations particulières données par les acteurs, l'approche territoriale du développement durable est abordée de manière particulière sur les pratiques locales de développement (*décentralisation, programmes de coopération...*). Cela implique la dimension géographique du territoire. Le territoire apparaît ici comme support des constructions sociales dans lesquelles les diverses formes d'actions collectives, les divergences et les contradictions, jouent un rôle prédominant (François. Mancebo, 2005). Les agissements de ces diverses formes dans les territoires concernés constituent un questionnement permanent, qui doit nécessairement nous aider à comprendre certains comportements sociaux et d'actions publiques locales.

Néanmoins, la démarche de cette recherche montre certaines lacunes face à la complexité des définitions sur les différentes approches (*décentralisation, coopération décentralisée, développement local et durable*) que traverse notre travail. La première lacune porte sur l'ambiguïté et la transversalité que génère les différents concepts comme difficulté. La deuxième lacune, étroitement liée à la première, tient au fait qu'à notre connaissance, il n'existe pas assez d'études critiques sur la problématique de développement durable de notre terrain. C'est-à-dire, il existe peu d'études critiques portée par les intervenants, les porteurs des projets et programmes, les dispositifs de développement implantés dans la région de Kayes où nos recherches sont concentrées. C'est pourquoi, la perspective problématique s'inscrit plus spécifiquement dans la compréhension, dans l'analyse des représentations, de l'appropriation par les acteurs. La problématique s'intéresse également aux enjeux de participation politique induits par le développement durable et les impacts institutionnels de la décentralisation dans la région de Kayes (*Mali*). Cette perspective problématique anime notre questionnement à travers les questions suivantes. Comment les acteurs (*précisément ceux qui interviennent dans la région de Kayes*) représentent et s'approprient des pratiques de développement durable ? Comment ces pratiques de développement durable peuvent-elles être un moyen performant pour la bonne gouvernance territoriale ? Autrement dit, cette possibilité est-elle un moyen performant de lutter contre la pauvreté dans la région, ou tout simplement, une action d'imposer des modèles d'occidentalisation ? D'une certaine manière, c'est l'objet

général de ce travail de recherche doctoral qui s'attache à répondre à cet ensemble des questions.

Section 2 :

Les origines de la décentralisation au Mali

I - L'évolution historico-institutionnelle de la décentralisation malienne

Dans ce chapitre, nous mettons l'accent sur l'usage de la culture du développement à travers les processus de décentralisation au Mali. Quelques points consisteront à définir et transcrire le contexte sociohistorique et institutionnel de la décentralisation. Il s'agit dans un premier temps de souligner la mise en œuvre de la décentralisation comme un double héritage (*périodes pré coloniale et post coloniale*). Dans ce sens, on souligne les enjeux sociohistoriques de décentralisation malienne à travers les époques révolues dans le temps. Autrement dit, nous évoquons les modes de gestion du pouvoir local à travers les différentes trajectoires de certaines périodes qui ont précédé la colonisation et les périodes qui ont marqué pendant et après la colonisation. Nous traiterons également dans un deuxième point, la mise en place des structures décentralisées (*les communes*) comme des étapes de concrétisation de la décentralisation malienne. Ce sont des moyens (*les communes*) avec lesquels plusieurs dispositifs de développement interviennent. Dans ce processus d'institutionnalisation, on remarque la construction de la culture du développement à travers les projets et programmes mis en place dans la région.

1. Une décentralisation à double héritage

La décentralisation au Mali constitue l'œuvre du pouvoir des anciens empires. Elle a été un instrument des sociétés pour la gouvernance locale. Elle occupait le centre d'intérêts des anciens empires puissants du continent africain. C'est le cas par exemple, *La Charte de Kouroukan Fouga en 1235 dans le Manding*⁶⁷ ou la charte du Manding qui signifiait une sorte de partage du pouvoir entre entités différentes. La décentralisation comme partage du pouvoir entre entités de plusieurs niveaux constitue une histoire de longue date dans toutes les

⁶⁷ *La Charte de Kouroukan Fouga* : C'est la charte du Manding, charte du Mandé, charte de Kouroukan Fouga, ou encore, en langue malinké, Manden Kalikan, est la transcription d'un contenu oral, lequel remonterait au règne du premier souverain Soundiata Keïta qui vécut de 1190 à 1255, Source Wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Charte_du_Manden.

sociétés. C'est ainsi que le Maire de Diéma (Sadio Tounkara 2010) disait ceci dans son interview: *la décentralisation est une manière de gérer les affaires qu'on retrouve même dans nos propres maisons ou les gens de la même famille...et qui a toujours existait dans tous les temps*⁶⁸. Dans le passé, plusieurs empires se sont succédés avant les périodes coloniales⁶⁹ et fonctionnaient sous forme des États (*royaumes et empires*). Il s'agit des puissants empires du *Ghana, du Manding, du Songhaï, du royaume Bambara de Ségou, le royaume peulhs du Macina etc.*, qui ont mis au point, au fil des siècles, des systèmes politiques très élaborés⁷⁰. Ils ont expérimenté quelques tentatives de mise en place des systèmes de gouvernance très élaborés en matière de libre administration des communautés et de développement de leurs propres territoires. Dans ce contexte sociohistorique de la décentralisation malienne, on souligne une chronologie de ces empires dans les paragraphes suivants et on tente de démontrer comment la décentralisation a hérité les deux systèmes (*ancien et moderne*) de gouvernance territoriale au Mali.

2. Les perspectives avant l'indépendance de 1960 : héritage et parcours des anciens empires précoloniaux

Comment les pouvoirs locaux étaient gérés avant les périodes précoloniales ? La manière de gérer les affaires locales est un héritage dans toutes les sociétés humaines. Au Mali, il existe plusieurs façons de gérer les pouvoirs (ancien système et nouveau système). A cet effet, plusieurs formes de gestion du territoire et de l'administration locale existaient sous le règne des empires précoloniaux. Le pouvoir central n'était pas le seul ressort de gestion des affaires publiques. Il y avait les pouvoirs locaux gérés à plusieurs niveaux (*famille, territoire...*). L'action publique n'était pas uniquement tenue par les princes mais, par une multitude d'acteurs (*du prince aux administrateurs locaux*) impliqués dans la gestion des affaires publiques. La colonisation française (*comme mode de domination, mouvement d'implantation du système de gouvernance de l'Etat moderne sur les sociétés indigènes et rapport des forces entre sociétés...*), s'est greffée sur l'ossature des anciennes organisations

68 Interview de Sadio Tounkara, (12/2010), Maire de la commune de Diéma

69-Bazin. J (2008), *Des clous dans la Joconde*, Anarchis, p.165-181.

70-Histoire du Mali, Institut pédagogique national, Bamako, 1994.

territoriales traduit en langue locale : province ou région (*jamana*), canton (*marabolo* ou *kafo*), village (*dugu*), du moins dans ce qu'on peut qualifier d'anciens empires. L'administration coloniale française s'est orientée vers la promotion de certains leaders politiques traditionnels auxquels elle octroyait le droit d'administrer leurs circonscriptions en tant qu'auxiliaires désignés. Ces leaders locaux (*dont la plupart est composée des chefferies traditionnelles*) ont toujours existé et jouaient l'influence de la gestion administrative locale aux côtés des instances du village (*conseils de village*). Ainsi, les populations locales sont intégrées dans un vaste système coercitif (*participation à des travaux forcés, conscription, brimades*) dont l'exécution reposait principalement sur la chefferie cantonale. C'est cette organisation coercitive de l'administration coloniale qui s'est implantée dans la mémoire collective et a fondamentalement bouleversé les systèmes des empires précoloniaux en place. Les méthodes de gestion du pouvoir des empires précoloniaux, ont été estompées dans les esprits. Les souvenirs de la colonisation et des anciens régimes restent gravés dans la mémoire collective. Le maire de Tambakara disait que : « *je vous donne l'exemple, maintenant au lieu de dire Sous-préfet mais, les gens de chez nous continuent toujours à dire le Commandant ou Baba-commandant qui fait allusion à la peur ou à l'ancien régime centralisé* » Le souvenir des systèmes d'administration coloniale continue à alimenter et dominer les représentations des acteurs du pouvoir. Avant le déclin de certains empires, les entités locales faisaient preuve de gestion de leurs propres affaires publiques (*royaume bambara de Ségou, royaume du Kéné Dougou, royaume peuls du Macina...*) sans faire recours à d'autres modèles exogènes.

Face à ces différents bouleversements des pouvoirs locaux, la décentralisation actuelle au Mali hérite de deux systèmes de gestion locale : *le système des empires précoloniaux et le système de l'Etat moderne imposé par la colonisation européenne*. Mais la décentralisation proprement dite, n'a pas véritablement existé au sens propre du terme (*comme le modèle de décentralisation de l'Etat moderne mise en place fin des années 90*) durant la période précoloniale. Pendant la colonisation, les entités territoriales ont été successivement soumises au fil de l'histoire à des formes de domination variées par le pouvoir central colonial. Ces entités territoriales ne pouvaient donc pas jouir d'une relative autonomie de gestion. Elles étaient complètement dépendantes en matière de gestion administrative du pouvoir central colonial. Une domination était visible à partir de cette manière de gestion du pouvoir sans partage. Le modèle colonial notamment les Etats post coloniaux, a été appliqué pendant plus de trois décennies. En outre, la libre administration de la décentralisation est caractérisée par la gestion autonome, le système électoral d'élire librement les gouvernants locaux n'était pas

pratiquée par les régimes précédents (*1^{ère} et 2^{ème} Républiques*) caractérisés par le régime sans partage du pouvoir. C'est dans ce sens que la décentralisation actuelle est différente des formes antérieures, puisqu'elle instaure le pouvoir de contrôle et de sanction sur les administrateurs grâce au système électif de l'Etat moderne et démocratique. L'administration coloniale française a continué dans ces différents processus de mise en œuvre de la décentralisation en s'orientant vers la création des communes indigènes regroupant des citoyens de première et de seconde zones. C'est-à-dire, les citoyens (*autochtones*) qui collaboraient avec les colonisateurs et ceux qui étaient marginalisés (*les classes inférieures*). Ce modèle de gestion territoriale est profondément marqué par la discrimination territoriale en émergeant des groupes sociaux divisés. Cela a permis à certains groupes de s'approprier d'avantage à la gestion des affaires publiques et d'autres acteurs (*les citoyens de seconde zone*) sont écartés et s'imprègnent difficilement dans la gestion des affaires publiques. La création de ce système inégalitaire par les pouvoirs de l'ère coloniale a un impact direct sur la décentralisation actuelle et les processus de développement territorial au Mali.

Dans cette perspective de domination sous l'ère coloniale, on met l'accent sur l'ouvrage d'Edward Saïd, *L'Orientalisme : L'Orient créé par l'Occident* » publié à New York en 1978 qui a apporté une critique sur cette domination du post-colonialisme⁷¹. Il démontre d'une part, la domination coloniale et la production des connaissances qui accompagnent ce paradoxe historique. D'autre part, cet auteur montre que les cultures des peuples colonisés ont non seulement subi cette domination mais aussi, les cultures des colonisateurs ont contribué à l'émergence de connaissances (*développement, décentralisation...*) voir même utilisées pour la civilisation. Il propose dans ce sens critique qu'il y a nécessité de faire une composition des idéologies. Cette fabrique des idéologies sous la domination, les peuples indigènes s'incorporent à des modèles d'occidentalisation avec un processus de créations des systèmes de gouvernance opaques (*création des structures locales...*). La majorité des populations locales était exclue à ce processus de création des structures de décentralisation. Seule, une minorité était privilégiée par le pouvoir colonial à participer à l'exercice du pouvoir local. C'est le même système comme disait Francis Zaki à propos de l'ancien Congo-Belge lors d'un atelier de formation des associations tenu par Via-le-monde du CG 93 en 2017: « *dans l'ancien Congo Belge, les colonisateurs avaient mis trois catégories de classes notamment*

71- Ce travail critique a été mené par Edwar Sid sur le discours colonial dans *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, Le Monde diplomatique, traduit de l'anglais par Paul Chemla, 2000 [1993]. Pour un point de vue récent, voir D. Rivet, *Culture et impérialisme en débat, Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 48, n°4, 2001, p.209-215.

1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} classes dont la première classe était plus proche des colonisateurs pour l'assimilation et faire imiter les colonisateurs dans tous les sens où aujourd'hui, on a les sapeurs comme pratique culturelle venue de la colonisation »⁷². Ce processus n'a pas épargné le cas du Mali dans son processus de création des structures par le pouvoir colonial. Ainsi, sous cette domination coloniale au Mali, seules 13 communes furent créées au Soudan français (*actuel Mali*). Elles étaient hiérarchisées en communes mixtes, de moyen exercice et de plein exercice, suivant la loi n°55 1489 du 18 novembre 1955. En outre cette municipalisation inachevée ne concernait que le milieu urbain. Le milieu rural était exclu par ce mouvement de création des communes ou processus de décentralisation. A l'indépendance, le Mali hérita de cette situation administrative avec seulement cinq communes de plein exercice.

3. La décentralisation dans l'héritage du système colonial aux périodes d'indépendance de 1960.

Pendant les périodes d'indépendance (1960), le souci des nouvelles autorités maliennes fut de restaurer la pyramide administrative sur des nouvelles bases (*renaissance d'indépendance, panafricanistes, socialistes, unitaires...*). C'est la continuité de l'héritage du système colonial jacobin qui dominait pour la plupart du système de gestion du pouvoir central et local. Le pouvoir du système colonial comme l'observe V.Y. Mudimbe dans *The Invention of Africa [L'invention de l'Afrique]*⁷³, fut édifié et consolidé sur la base de « *la domination* » de l'espace physique, la réformation de la mentalité des « *indigènes* », et l'intégration des histoires économiques locales dans la perspective occidentale. L'ensemble de ces projets hérités de la colonisation constitue de ce qu'on peut qualifier la construction des structures colonisatrices, laquelle embarrasse l'ensemble des aspects physiques, humains et spirituels de l'expérience colonisatrice » (Mudimbe 1988, p.2). Cette expérience colonisatrice va profiter à la première structure politique malienne dès 1958 comme système de gestion des affaires publiques héritées de la colonisation. Il s'agit du parti de l'Union Soudanaise pour le Rassemblement Démocratique Africain (US RDA)⁷⁴. Il obtint la suppression des cantons qui

72 Atelier de formation des associations de développement des migrants en Seine-Saint-Denis, CG 93, 2017.

73- Grosfoguel Ramon, *Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global : transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale*, Multitudes, N°26, automne 2006, pp.67.

74 US RDA : C'est le premier grand parti politique du Mali indépendant qui s'opposait politiquement au PSP en tant que parti adversaire du régime.

étaient dirigés par les chefs traditionnels regroupés sous la bannière du Parti Soudanais Progressiste (PSP), et alliés à la puissance coloniale française⁷⁵. Les élites maliennes (*avant l'indépendance*) issues des structures politiques ont pris la forme d'un dénigrement des cultures et des pouvoirs locaux (*structures décentralisées*). C'est dire que la domination par les élites héritiers de la colonisation méprisaient les pouvoirs indigènes et que les représentations coloniales sont inscrites dans une dimension contestée. La domination des élites héritiers de la colonisation a consisté de créer d'autres cultures « *élitistes, dominatrices* » à la différence des cultures de base « *indigènes, soumises et mise sous silence* ». Ce mouvement de création des structures liées à la décentralisation n'étaient ni participatives et représentatives des populations locales. Ainsi, L'article 41 de la Constitution du 22 septembre 1960 énonce déjà la nouvelle structuration territoriale du pays : "*Les collectivités territoriales de la République du Mali sont : les régions, les cercles, les arrondissements, les tribus nomades, les communes, les villages et les fractions nomades*".

Les subdivisions administratives devenaient ainsi des collectivités territoriales qui s'administrent librement par des conseils élus, placés sous la tutelle de l'administration centrale⁷⁶. A l'exception des conseils de communes déjà existant, ces dispositions n'ont jamais été effectives. En fait ces collectivités sont restées des circonscriptions administratives placées sous l'autorité des représentants de l'Etat central. La loi n°66 9/AN RM du 2 mars 1966 portant code municipal au Mali met un terme à la hiérarchisation coloniale précédente en uniformisant le statut des 13 communes sous le régime de plein exercice, mais elle ne donne pas lieu à d'autres créations de communes. Cette situation peut s'expliquer par la politique d'Etat nation préconisée par les dirigeants de la première république. Ils étaient soucieux de maintenir le peuple dans le carcan de l'unanimité politique et dans le parti unique devant être le creuset de l'unité nationale. Le centralisme démocratique qui est de règle, impose la primauté du politique dans tous les domaines de la vie sociale. Il instaure aussi le centralisme administratif comme instrument d'exécution des affaires publiques.

75- Diarra. Cheick Oumar (1996) : *Le défi démocratique au Mali*, L'Harmattan, Paris.

76- Code des collectivités territoriales de la République du Mali, « LOI No95-034/AN-RM DU 12 AVRIL 1995 ».

La première république des années d'indépendances (1960) procède à un renouvellement de l'élite politico administrative en réaction avec l'héritage de la politique coloniale qui avait privilégié les leaders traditionnels. Ces responsables administratifs ou leaders traditionnels deviennent des fonctionnaires nommés par l'Etat selon plusieurs critères : *compétences professionnelles, engagement politique, népotisme, clientélisme etc.*, soumis à l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques. La naissance, l'héritage et la collaboration ne déterminent plus l'accès à l'exercice de l'autorité administrative depuis la révocation du cantonal. Les chefs de village et de fraction sont réduits au rôle de simples auxiliaires de l'administration dans des activités de collecte d'impôts et à travers les fonctions de représentants du droit coutumier. Le pouvoir s'exerce donc verticalement du sommet à la base de la pyramide et l'uniformisation des pratiques devient la règle générale. En ce sens, la première république est demeurée la digne héritière du système colonial (*dont le jacobinisme*) qui est demeuré la forme privilégiée d'administration. La disparition de cet héritage colonial est une des conditions essentielles à la réussite de la décentralisation, dont la recherche d'un modèle de développement durable en milieu rural qu'en milieu urbain, peut préfigurer le bien-être des populations.

Le régime militaire issu du coup d'Etat du 19 novembre 1968, a dissout les conseils municipaux existants auxquels il a substitué des délégations spéciales nommées par décret. Il procéda néanmoins à un nouveau redécoupage administratif, suivant l'ordonnance 77 44/CMLN du 12 juillet 1977 du Comité militaire de libération nationale (CMLN). La ville de Bamako fut érigée en district subdivisé en six communes ayant à l'instar de celles existantes, le statut de collectivités décentralisées. Cependant, le district demeure une circonscription administrative assimilée à une région et dirigé par un gouverneur nommé par les pouvoirs publics. La même ordonnance laisse la possibilité à l'arrondissement de s'ériger en commune sous l'influence du pouvoir militaire étant désormais dictatorial dans son essence. Sous la Constitution du 2 juin 1974, en plus de la création du district et de ses six quartiers érigés en commune on a enregistré sur l'ensemble du territoire, la création de la seule commune de Bougouni. Pour la première fois, vont commencer à émerger les premiers programmes de développement dans le cadre de la décentralisation malienne. On assiste cependant à la mise en place d'un vaste programme de développement participatif. Il vise à associer les cadres techniques et administratifs ainsi que les populations locales à la conception et à la réalisation des programmes de développement à travers des organes que sont les conseils et comités de développement. Un fonds de développement régional et local (FDRL), issu de la perception

de taxes et impôts divers sert à financer les programmes régionaux et locaux de développement. Cependant, l'administration est demeurée maîtresse sur le terrain en contrôlant et en gérant l'utilisation de tous les fonds de développement destinés dans des actions qu'elle jugeait prioritaires. En fait, la réforme de 1977 dans le cadre de la décentralisation a hérité du système colonial et abouti à une déconcentration très poussée de l'administration d'Etat⁷⁷. Cette réforme a procédé à une planification du développement, en direction des circonscriptions déjà créées (*régions, cercles, arrondissements*), sans pour autant réaliser la décentralisation qui avait été préconisée comme objectif ultime. La réforme administrative ayant créée certaines collectivités locales (*la majorité est issue du milieu urbain*) a mis à l'écart le milieu rural qui a complètement échappé à la décentralisation.

Après mars 1991, la "transition" a créé 5 nouvelles communes qui sont : Banamba, Dioïla, Bandiagara, Niono et Djenné. Avant l'avènement de la décentralisation au Mali, (*système de gouvernance préconisé par la Constitution issue de la Conférence nationale, qui stipule en son titre XI que "les Collectivités Territoriales sont créées et administrées dans les conditions définies par la loi et qu'elles s'administrent librement par des Conseils élus"*⁷⁸), le pays ne comptait que 19 communes urbaines.

II Les fondements opérationnels des années 1990 : perspectives et enjeux de développement

Au Mali, la décentralisation a entraîné l'instauration des unités institutionnelles et d'un programme de développement durable pour toutes les collectivités territoriales du Mali (PDESC). Ce sont des dispositifs prévus par le pacte national et la loi n° 93-008 qui ont exigé des mesures préalables visant à régler l'ensemble des problèmes existant dans le pays et plus particulièrement, au Nord. Le Pacte National prévoit de consolider la paix, réconcilier les habitants, réinstaller l'administration autonome transitoire dans les localités en vue de permettre une reprise immédiate des activités. Ce dispositif institutionnel s'en suit également d'associer les populations et tout ce qui se faisait en matière de développement durable. Dans ce processus de décentralisation, l'Etat a mis en place des équipes mobiles composées des personnes d'une compétence professionnelle et en même temps qui reflétaient l'ensemble de

77. Diarra. Cheick Oumar, (1996), *Le défi démocratique au Mali*, L'Harmattan, Paris.

78- Constitution de la République du Mali du 12 juillet 1992.

la diversité ethnique et sociale⁷⁹. Ces équipes devaient combler en amont le vide, discuter avec les proximités pour mettre des structures transitoires appelées collèges transitoires d'arrondissement. En pratique, des commissions ont été mises en place pour animer, sensibiliser les fractions et villages afin de mener à bien, la volonté de l'Etat en vue de créer les communes.

Au niveau national l'Etat a mis en place les G R E M et G L E M (*Groupes d'Etude et de Mobilisation dans chaque Région*) en tant qu'instruments techniques de la décentralisation. Ils constituent aussi les supports matériels en matière de communication et de sensibilisation sur les formes institutionnelles de la décentralisation. Ces groupes sont constitués des éléments informels d'hommes et des femmes servant l'information et la mobilisation de masse autour des enjeux de la décentralisation et de développement territorial. L'objectif est de mobiliser les acteurs dans un processus de construction commune (*la décentralisation*) afin que chacun comprenne la décentralisation et que la mise en place des structures ait lieu. Dans ce volet, il convient d'évoquer en premier lieu les démarches de l'administration transitoire puis, une étude s'effectue sur la mise en place des communes. Enfin, nous terminons par l'étude du fonctionnement des nouvelles communes mises en place.

1. Les premières démarches de l'administration transitoire.

Le processus de décentralisation a préalablement débuté par la sensibilisation des populations et la mise en place des cellules administratives transitoires que nous examinerons tour à tour.

2. La sensibilisation des populations.

C'est l'épreuve qui a permis aux populations de prendre conscience de leurs devoirs et rôles puis, de jouer dans ce processus de mise en place des structures locales. En Afrique, dans les processus des réformes institutionnelles (*démocratisation, décentralisation...*), les concepts exogènes sont des instruments qui posent problème. Les concepts exogènes sont difficilement perçus par les populations locales. C'est ce que Magassa Hamidou (1997) montre sur le cas de la décentralisation malienne qui n'avait pas été bien comprise au départ par les populations locales⁸⁰. Dans la région de Kayes, le processus de sensibilisation avait débuté par la question de savoir avant tout ce processus sur le partage des pouvoirs. La décentralisation comme nouvelle forme de gestion et l'administration locale gérée par les populations locales peut-il

79- Mémoire de Sanogo (Mamadou) : *Bilan et perspective de la décentralisation au Mali*, ENA Bamako 1994.

80-(APAD), Magassa Hamidou : *décentrer ou décentraliser : un dilemme au Mali*, Alternative Sud, Vol. IV (1997) PP.2-3.

substituer l'ancien système de l'administration et le pouvoir des chefs de villages et leurs conseillers ? Cette question était posée sur l'ensemble du territoire national⁸¹.

La sensibilisation de la décentralisation par l'Etat a créé des inquiétudes auprès des populations sédentaires et nomades. Ce premier contact entre populations et pouvoir public sur la question de partage du pouvoir avait créé des inquiétudes (*les chefs traditionnels avaient peur de perdre leur pouvoir autochtone au profit des autres couches sociales*) dans ce processus des réformes institutionnelles de la décentralisation. Les populations locales s'attachent d'une part à défendre l'ancien système de gestion du pouvoir traditionnel tenu par les autochtones et d'autre part, les couches sociales moins représentées s'intéressaient à la nouvelle administration décentralisée (*une opportunité de changement du statut social*). Dans ce début de sensibilisation de la population locale, certains avaient du mal à dissocier décentralisation comme nouveau cadre de gestion du pouvoir et l'ancien pouvoir local exercé par les chefferies traditionnelles.

Pourquoi les populations locales sont-elles confrontées à des difficultés d'incompréhension de la décentralisation ? Aux yeux des populations locales, il est difficile de dissocier le statut social des *horons (nobles)* à celui des castes ou descendants des captifs. Le concept de décentralisation était un instrument non familier et est exogène pour les populations qui avaient du mal à distinguer le pouvoir pour tous (*décentralisation*) et le pouvoir traditionnel exercé par les chefferies. Au Mali en général et, dans la région de Kayes en particulier, l'organisation de la société est fondée sur des bases traditionnelles hiérarchisées et régie par le pouvoir des nobles. Avec la décentralisation, chaque hiérarchie sociale se positionne et se définit dans la nouvelle organisation du territoire. La décentralisation comme solution aux multiples problèmes va ouvrir des conflits sociopolitiques sur ce chantier d'organisation du territoire et de développement. Le cas de la commune rurale de Maréna Diombougou constitue un exemple sur son projet de développement intégré. Lors de nos observations du 29 juillet 2013 au foyer des migrants à Montreuil, le village avait organisé une rencontre pour réconcilier les ressortissants. Cette rencontre est intervenue à la suite des conflits socioéconomiques autour des enjeux de décentralisation (*les autochtones ont du mal à être dirigés par les descendants des captifs et la crise de confiance sur la gestion des projets villageois...*). Il s'agit des conflits entre les classes sociales traditionnelles ou entre les

81- Interview du Maire de Nioro du Sahel (Diakité Kalilou), Nioro, le 12 décembre 2011.

chefferies et les descendants des castes (*qui voient la décentralisation comme une opportunité à saisir et un moyen de liberté*). Mais, cette façon de voir la décentralisation ne s'était pas produite dans certaines communes. Le maire de la commune de Tambakara disait que : « *ici, tout le monde porte la confiance sur moi pour la bonne gestion de la commune et en tant que président du PADDY, je continue à avoir la même confiance avec nos partenaires de la ville de Montreuil* »⁸². Le processus des réformes de la décentralisation dépend de la méthode de sensibilisation auprès des acteurs. Si ce processus de sensibilisation a bien marché pour certaines collectivités, elle n'a pas bien fonctionné pour d'autres collectivités territoriales. Les conflits sociaux engendrés par la décentralisation sont directement liés à la sensibilisation.

Dans ce processus des réformes institutionnelles, la sensibilisation doit jouer un rôle capital pour que les populations et les élus comprennent d'avantage le concept de décentralisation et les programmes de développement qui l'accompagnent. En matière de gestion du territoire par les populations eux-mêmes, leurs prétentions sont liées au développement immédiat de leurs localités et un attachement réel au pouvoir exercé par les chefferies depuis le temps des empires précoloniaux. La mission de décentralisation qui est la maîtresse d'œuvre de l'opération de sensibilisation s'est dotée d'un certain nombre d'outils opérationnels. Ces instruments incarnent la bonne interprétation de l'enjeu de décentralisation. Parmi ces instruments de sensibilisation, on peut retenir les structures suivantes :

- les Groupes Régionaux d'Etudes et de Mobilisation (G R E M) institués au niveau de chaque Région
- les Groupes Locaux d'Etude et de Mobilisation (G L E M) institués au niveau de chaque Cercle (département en France)
- les Groupes d'Arrondissement d'Etude et de Mobilisation (G A E M) institués dans chaque canton

Ces différents groupes sont composés des personnes ressources de l'Etat et les responsables locaux. Ils sont formés pour la pertinence de la sensibilisation et les priorités des critères du découpage territorial.

82. Interview du 10/12/2010 avec Ibrahim Doucouré, Maire de la commune rurale de Tambakara.

La sensibilisation sur la décentralisation s'est effectuée autour des notions « *mara ka segi so et de yèreta* » traduit en langue bambara du terroir.⁸³ Parmi ces notions, le premier terme « *mara ka segi so* » voudrait exprimer l'idée d'un retour du pouvoir à la base, la seconde « *yèreta* » signifie se prendre en charge.

La compréhension et les interprétations qui ont été faites autour de ces deux notions évoquent les éléments suivants :

- une délivrance d'une tutelle quelconque, une libération, une indépendance ;
- la possibilité de faire ce que les intéressés jugent pertinent pour leur bien-être collectif et individuel sans l'interférence d'aucune autorité extérieure ;
- la possibilité de déterminer avec qui collaborer et dans quelles conditions.

La décentralisation contient alors une multitude de possibilités. C'est un concept traduit dans la langue nationale ayant un effet positif dans la sensibilisation des populations locales. L'objectif est d'informer les populations aux contenus de l'enjeu de décentralisation : *se gérer soi-même c'est à dire être géré par des personnes du terroir avec lesquelles l'on vit le même quotidien et partage le même destin collectif. Cette décentralisation est venue à bout de certaines inquiétudes des populations.* Avec la sensibilisation, la décentralisation est aujourd'hui comprise comme étant la prise en charge par les populations elles-mêmes. C'est un contexte qui a fait bousculer l'idéologie de l'ancien système de gestion, puis cela a amoindri la représentation de différents statuts sociaux (*nobles, castes, captifs...*). Avec l'effort de la mobilisation permanente, les populations ont commencé à prendre conscience de leurs rôles et de leurs devoirs.

Quant aux difficultés persistantes sur le terrain, les populations locales inspirent le retour d'un programme économique et l'équité face au nouveau pouvoir décentralisé entre les différentes couches sociales de tout le pays. On voit le même programme dans d'autres régions qui ont un statut spécial dans la décentralisation. C'est le cas des régions du nord dans le Pacte national. C'est dans ce souci prioritaire de mieux gérer ces programmes et projets de développement territorial, qu'interviennent les associations et O N G comme acteurs incontournables pour l'instauration des communes. Ils vont pouvoir accomplir un rôle économique et social car, ils ont pris en compte les aspirations et essayé de faire avancer les

83 (APAD), Magassa. Hamidou (1997), *décentrer ou décentraliser : un dilemme au Mali*, Alternative Sud, Vol. IV.

actions dans l'intérêt de tous. Pour une population quasiment illettrée, la sensibilisation n'a pas fourni tous les éléments nécessaires, au moyen desquels la décentralisation ne doit pas se confondre avec l'idéologie de la hiérarchie sociale. Cela va de pair qu'avec les programmes de développement territorial proposés aux localités concernés. Les populations locales s'intéressent peu à l'enjeu de construire la démocratie locale par la participation. Dans ce processus de sensibilisation, aucune interprétation réelle des concepts liés au développement durable n'a permis aux populations d'appréhender l'enjeu de décentralisation.

En quoi la décentralisation au Mali est difficilement appropriée par les populations, quant à la gestion et au partage du pouvoir (*face à la hiérarchisation des couches sociales*)? La décentralisation au Mali est dans le dilemme. Autrement dit, elle se situe entre libre administration et pouvoirs traditionnels. Cette situation montre que les populations locales ont toujours du mal à distinguer pouvoir traditionnel et pluralisme politique local occasionnés par la décentralisation. Dans cette perspective, on peut affirmer que la sensibilisation de la décentralisation a fait défaut sur l'usage des concepts exogènes (*qu'il s'agit des notions méconnues par les populations sur place*). Elle n'a pas fourni toutes les interprétations spécifiques de l'enjeu de décentralisation. C'est une opération qui est allée vite sans gommer toutes les failles et prendre les mesures nécessaires et participatives.

La sensibilisation de la décentralisation a été un déficit que l'Etat malien, les bailleurs de fonds et les partenaires techniques de la coopération internationale reconnaissent sa faiblesse. Nous avons une minorité d'acteurs (*les élus, les personnes ressources...*) qui s'approprie de l'enjeu de décentralisation et communiquent insuffisamment envers les bénéficiaires (*les populations locales*). Dans les conventions de partenariats entre collectivités locales, le même scénario se répète sans prendre en compte tous les enjeux qui se trouvent au fond. Un programme de développement est difficilement perçu par les populations locales qui ne savent ni lire ni écrire. La sensibilisation poussée auprès des populations locales permet d'apporter tous les renseignements nécessaires pour que la participation soit pleinement à son élaboration. Cette sensibilisation de la décentralisation malienne a duré pendant une longue période (*six mois environ et voir plus*). Au bout de cette opération, il a été demandé aux populations de se concerter afin de déterminer le nombre de villages qui souhaitent être regroupés devant former les futures communes.

3. Les cellules de l'administration transitoire.

Les cellules sont les Collèges Transitoires d'Arrondissement et les équipes mobiles d'appui. Ces structures avaient pour mission : la création des structures administratives et participatives transitoires en vue de rétablir un cadre socio-politique favorable à l'application des principes d'une libre administration des collectivités territoriales. Nous les examinons une à une.

4. Les collèges transitoires d'arrondissement (CTA)

Les Collèges Transitoires d'Arrondissement sont des organes représentatifs des populations présidés par le chef d'arrondissement et chargés de l'assister dans les attributions demandant une participation des communautés et pour des raisons de transparence. Le collège doit à cet égard refléter les diverses zones géographiques et les diverses catégories sociales connues dans le ressort de l'Arrondissement.

Le choix des membres du collège est fait au cours d'assemblée selon leur qualité morale et intellectuelle. Ce choix doit préserver le caractère démocratique de la composition du collège.

Ce collège est composé de :

- six représentants dans les Arrondissements ne comprenant qu'un secteur de développement ;
- trois représentants par secteur dans les Arrondissements comprenant plus de deux ou six secteurs ;
- deux représentants par secteur dans les Arrondissements comprenant plus de six secteurs.

Ces différents dispositifs sont susceptibles de modifications en raison des spécificités locales, sous la tutelle administrative du Gouverneur de Région.

Ces collèges transitoires d'Arrondissement ont comme attribution :

- de statuer sur le programme de développement élaboré par les comités de développement et d'en contrôler l'exécution ;
- d'aider à la relance des infrastructures de bases (*écoles, centres de santé*) ;

- intégrer les personnes déplacées dans leurs zones géographiques (*pour les zones touchés par les conflits ou autres catastrophes naturels...*) ;
- aider les populations locales à bénéficier de l'aide alimentaire ;
- enfin, aider les familles sinistrées à bénéficier de soins médicaux.

Dans la région de Kayes, l'instauration de ces structures institutionnelles n'a pas fortement réglé l'insuffisance de participation pour que les populations locales comprennent davantage l'enjeu de décentralisation. Un problème de sensibilisation est lié à ce collège transitoire qui n'a en aucun cas, pris des dispositifs permettant d'expliquer l'ensemble des programmes de développement durable. Bien que ces populations locales soient satisfaits de ces collèges transitoires comme le début de la concrétisation de leur autonomie mais, l'intérêt grandissant était lié au fait de voir leurs communes naître. Un attachement fort des populations locales du village à la commune, était senti sans en mesurer concrètement ce que l'administration envisage. Le même phénomène d'insuffisance de participation et de sensibilisation s'est bien manifesté dans d'autres régions du Mali.

5. Les Equipes Mobiles d'Appui (E M A).

Ces équipes visent à promouvoir le développement local. Il s'agit de donner des pistes sur lesquelles se construit un développement durable. Chaque équipe mobile d'appui est composée de trois membres dont un administrateur, un responsable local, et un spécialiste du développement.

Ces équipes mobiles d'appui ont pour mission de :

- former et animer les sessions de réflexions et d'informations de chefs d'Arrondissement sur les problèmes et les nouveaux rapports à établir avec la population ;
- aider à définir la composition du collège transitoire ;
- assister le Gouverneur de Régions et Commandant de cercles dans le règlement des litiges pouvant surgir entre le chef d'Arrondissements et les collèges transitoires ;
- suivre le bon déroulement des programmes et actions de développement durable.

Ces équipes mobiles sont placées sous tutelle administrative du Gouverneur de Régions et Commandant de Cercles.

A cela s'ajoute le commissariat technique au nord qui vise à gérer les conséquences engendrées par le conflit armé qu'avaient connu les régions du Nord Mali.

Les différentes structures transitoires fonctionneront jusqu'à ce que la relève soit assurée par les institutions qui seront mises en place à l'occasion d'une autonomie efficace des communes.

III. La mise en place des structures décentralisées en 1999: l'ébauche d'une approche de développement durable

Comment la mise en place des communes est-elle perçue par les populations locales ? Dans l'esprit de mieux gérer leurs propres affaires, et en vue de les en rapprocher, le principe d'un découpage administratif portant sur chaque niveau d'organisation territoriale a été déjà prévu par le pacte national⁸⁴. Cette mise en place des communes s'inscrit dans la dynamique du découpage territorial. Il s'agit d'un micro découpage portant sur la formation des communes. C'est à partir de ce micro découpage que la mise en œuvre de la décentralisation a véritablement commencé. Les opérations de regroupement communal présentent beaucoup des réactions auprès de la population locale. La spécificité de la région de Kayes s'observe tant au niveau du découpage communal qu'à celle de sa problématique de développement territorial. Il s'agira ici d'étudier successivement: un aperçu du découpage administratif, la problématique du découpage communal, enfin les critères constitutifs des communes.

1. Aperçu du découpage administratif.

Il faut rappeler qu'à l'époque coloniale l'ensemble du Soudan français ou le Haut Sénégal (*actuel Mali*) était administré à partir de l'extrême Ouest (*la région de Kayes*). Une bonne partie de l'Ouest du Mali était administrée à partir des centres situés sur le bassin du fleuve Sénégal (*Kayes*) et la vallée du fleuve Niger (*régions de Bamako, Ségou, Koulikoro et jusqu'au Nord*). Le découpage administratif au niveau du bassin du fleuve Sénégal (*région de Kayes*) et de ses environs a fait l'objet de beaucoup d'hésitations et de mutations sur le plan territorial et social⁸⁵. Ce découpage administratif était-elle un moyen pour soutenir les populations locales en vue du changement social ?

⁸⁴ Le Pacte Nation était un accord commun entre tous les maliens à l'issue des conférences nationales de la révolution de mars 1991.

⁸⁵-(APAD), Magassa. Hamidou, (*décentrer ou décentraliser : un dilemme au Mali*), Alternative Sud, Vol. IV (1997).

En effet le bassin du fleuve Sénégal constitue non seulement la voie de la pénétration coloniale, mais aussi, le lieu où s'organise la vie économique et socio-politique des populations migrantes, nomades, sédentaires et de transhumances venues du nord. C'est une zone géographique qui constitue un grand carrefour du pays. L'organisation sociopolitique et économique de la région dans le cadre de ce découpage administratif a offert un paysage d'études et un cadre de recherches sur les enjeux socioéconomiques, politiques et institutionnels. Au Mali notamment dans le bassin du fleuve Sénégal, toutes les couches sociales ont toujours cohabité ensemble. Leurs activités ont été menées de façon séparée. Par exemple, tantôt les nomades et les sédentaires ont été regroupés dans les mêmes circonscriptions administratives, tantôt ils ont été aussi administrés séparément. A l'accession du Mali à la souveraineté nationale, la région de Kayes qui était l'une des régions administratives du Mali couvrait toute la partie ouest du pays.

Au plan administratif, l'ordonnance n° 776 45/ CMLN du 12 juillet 1977, détermine les circonscriptions administratives et les collectivités territoriales de la république du Mali. La région de Kayes comprend les cercles de *Kayes, Bafoulabe, Diéma, Kita, Kéniéba, Nioro et Yélimané*. Ce découpage administratif va redémarrer jusqu'en 1991, où l'ordonnance n° 91-039/08 CTSP émerge une nouvelle modification de la carte administrative de certaines régions du Nord du Mali. A partir des années 1992 où le Mali a élu un pouvoir démocratique (*sous sa troisième République dirigée par Alpha Oumar Konaré*), le souci majeur était de faire un découpage des circonscriptions administratives devenant des nouvelles communes autonomes. Ces nouvelles circonscriptions administratives ont comme mission et responsabilité de soutenir le développement local et répondre aux besoins prioritaires des populations locales. Il s'agit d'un découpage portant sur le niveau local, la création des communes pour que la décentralisation devienne un véritable enjeu de développement durable. Cette volonté institutionnelle est affirmée dans le Pacte National. Il prévoit dans son volet institutionnel, la participation du plus grand nombre des populations afin que la réalisation de cette nouvelle réforme administrative soit réelle. Une des préoccupations majeures de la mission de décentralisation, a été de construire ou reconstruire des espaces socialement définis et pertinents sur une base démocratique. Il est clair que dans ce découpage, on va remarquer une problématique autour de quelques points.

2. La problématique du découpage communal.

Dans l'ensemble du pays, des interrogations ont été abondamment faites par la population nomade et sédentaire autour de grandes zones géographiques couvrant certaines richesses naturelles. Il s'agit de la question liée à la répartition de certaines potentialités existantes et d'autres ressources naturelles (*bassins, pâturages...*) selon les besoins de chaque catégorie des populations. Nous analyserons le contexte dans deux volets : d'une part le regroupement des villages sur la base des ressources naturelles et d'autre part, le regroupement sur la base historico géographique et socio ethnique.

3. Le regroupement via le partage des ressources naturelles par secteurs d'activité.

Sur la question des ressources naturelles, une série des questions s'était posée lors du découpage. Le problème était de savoir avant tout : comment opérer le découpage territorial sur des espaces immenses dotés des ressources aléatoires et divergents ? Comment composer les populations nomades et sédentaires autour des ressources naturelles en vue de former un regroupement communal ? Comment gérer ces ressources naturelles ? Il était aussi question de savoir : par où établir la permanence de vie des populations nomades et sédentaires, (*lesquelles sont toujours en conflit, voir en mobilité*) pour que leurs communes soient capables d'enclencher un processus de développement durable.

Comment protéger les ressources communautaires ? Il était question aussi de : comment faire la répartition équitable des zones stratégiques ?

Ainsi, le découpage peut-il être opéré rationnellement sur des nombreuses interrogations dans la mesure où les territoires ne correspondent pas aux mêmes réalités sociologiques et géographiques ? Pour affiner le contexte, nous avons deux visions sur cette question qui se juxtaposent sur l'enjeu de la décentralisation.

Pour certains, la commune est un domaine administratif dont elle est l'alliée objective et le relais officiel de l'Etat. Elle est l'auxiliaire de l'autorité administrative. Il s'agit par-là de ceux qui ne croient pas à la décentralisation dont l'idéologie du pouvoir coercitif reste gravée dans les esprits. C'est le cas des couches sociales se réclamant autochtones craignant la perte de leur privilège. C'est ce que le Maire de Diéma (Sadio Tounkara) montrait à propos de sa commune : *« même si la décentralisation est devenue quelque chose de bien commun pour tous, certains ont du mal à s'adapter à son fonctionnement et à ses principes. Parfois, les gens ont du mal à s'acquitter de leurs taxes et payer la TDRL en croyant que nous*

collectivités territoriales, nous sommes l'Etat et on a remplacé le commandant (actuel sous-préfet) qui était là avant la décentralisation »⁸⁶. Le système de domination du régime dictatorial ou militaire qui avait marqué l'histoire du pays, est toujours présent dans les esprits. L'Etat a toujours le contrôle sur les ressources. Dans ce sens, la décentralisation offre peu des chances aux nouvelles entités pour la gestion locale des ressources. L'accès aux ressources constitue une problématique fondamentale, voir même une fausse promesse de la décentralisation malienne. Certains acteurs ont l'idée selon laquelle : même si le découpage territorial est au bénéfice des communes, la circonscription demeure toujours un domaine appartenant à l'Etat. La gestion autonome du domaine appartient à la commune, aux populations concernées. Selon certains acteurs, la compréhension sur le découpage communal grâce à la décentralisation ne fait pas figure de frontière entre la commune et l'Etat. Mais, elle reste un transfert des pouvoirs et des ressources vers le niveau local et dans un même territoire découpé. Le fait de composer tel ou tel village en une seule commune relève du choix ultime de l'Etat. Dans ce contexte, les ressources sont toujours gérées par l'Etat. L'attraction des villages ou des populations locales autour des ressources a peu d'influence par rapport aux réalités sociologiques. Tout est laissé à la seule volonté de l'Etat de constituer le regroupement communal.

Dans ce contexte, l'enjeu du développement durable a peu d'influence dans cette perspective de mise en place des communes comme pilier du développement territorial. Les populations locales ont du mal à dégager et construire par eux-mêmes, des idées qui construisent l'espace public participatif au profit d'un développement durable.

Pour d'autres, la commune reste l'unité administrative de base, au même titre que le village. Cette tendance ne voit pas une grande différence qu'avec l'ancien système d'organisation territorial. Nous voyons ici, un renforcement des capacités et des entités (*villages et communes*). C'est ce que soulignait, Bamba Keita, directeur régional des eaux et forêts : *«depuis l'avènement de la décentralisation au Mali, la mise en œuvre de nos programmes de protection de la forêt est devenue souple car, nous réunissons les deux unités territoriales* »⁸⁷. Le village ou l'organisation traditionnelle constitue une réalité sociologique, ethnographique et dynamique. Le chef de village et ses conseillers constituent l'instance de décision pour l'ensemble de la population. La commune qui constitue alors un champ social

⁸⁶ Interview du Maire de Diéma (Sadio Tounkara), Diéma, le 16 décembre 2010

⁸⁷ Interview du Directeur régional des eaux et forêts (Bamba Keita), Kayes, décembre 2010.

moderne, de la société civile, du lieu de rassemblement des groupements éparpillés çà et là n'a rien de semblable. Dans cette vision, l'autorité revient aux notables du chef-lieu. Toutes les couches sociales du village ne sont pas concernées. La chefferie prédomine l'organisation sociale et communautaire. Les ressources communautaires sont au ressort de ces autorités traditionnelles et notables dont l'enjeu de construire des concepts de développement durable demeure peu propice. On peut affirmer qu'il y avait des gens qui voient le découpage communal comme chose non utile en raison des spécificités liées aux ressources et attachement provincial. Il s'agit soit des activités nomades soit des activités sédentaires. Par exemple, certains villages n'ont pas souhaité rejoindre d'autres villages pour former une entité communale pour des conflits sociopolitiques liés au partage de ces ressources ou secteurs d'activités différents.

Par ailleurs la décentralisation comme moyen d'approfondissement de la démocratie, du changement social et de promotion de la libre administration, pose dans cette région une autre problématique : à la fois pertinente et délicate. Comment la décentralisation va-t-elle s'appliquer sur une société anciennement hiérarchisée dont le statut social domine ?

Les options pour une administration moderne et les nouveaux modèles de vie constituent les principaux facteurs. Toutefois, la vague de changement n'est pas aussi grande. Les jeunes s'immigrent pour manque d'un développement durable répondant à leurs aspirations. A cet effet, ils représentent que partir à l'immigration, cela permet de changer leur vie. Dans beaucoup des cas, pour les conservateurs et selon certains acteurs dans la chefferie lignagère, c'est le travail d'un édifice social déjà entamé qui répond difficilement aux besoins réels. Cette tendance montre qu'il y a des gens qui s'opposent à la décentralisation comme un mal. Pour les conservateurs (*qui souhaitent garder leur statut social de maître au-dessus des autres*) elle peut conduire à une remise en cause du fonctionnement actuel de la société.

Pour les classes sociales dominées « *castes et descendants de captifs* », dont le statut social était opprimé dans la servitude avec peu des droits dans l'espace public, la décentralisation est une voie vers l'affranchissement. Ils considèrent et s'intéressent à la décentralisation comme un véritable changement de leur handicap social. Avec ce dispositif institutionnel (*la décentralisation*), les descendants des anciens captifs et hommes de castes ont le droit de prétendre à la gestion de l'espace communal. C'est l'opportunité offerte à cette classe sociale de participer à la gestion et au développement de la cité.

4. Le découpage des communes du bassin du lac « *magui* » dans le cercle de Kayes : un exemple de découpage communal à plusieurs visages.

La zone du lac « *magui* » sera au cœur de la problématique du découpage communal dans la région de Kayes. C'est une zone qui constitue l'artère vivante et l'axe principal autour duquel s'organise pour une bonne part de la vie économique et sociale des nomades, pêcheurs, sédentaires et l'influence des associations de migrants. Contrairement au reste du pays (*où on ne rencontre essentiellement dans certains endroits que des nomades*), on y rencontre des sédentaires et des nomades et une forte influence des associations de migrants qui jouent la carte de l'enjeu local. Deux questions étroitement liées semblent avoir été à la base des pratiques qui ont prévalu quant aux découpages successifs.

La première question est de savoir si le lac doit être considéré comme « *une barrière* » séparant non seulement les zones mais aussi des populations jugées différentes par leurs activités, leurs modes de vie et leurs besoins. C'est-à-dire, les nomades et les sédentaires peuvent-ils former une entité communale autour des enjeux ?

La seconde question porte sur le fait de former des villages séparés et les rendre autonomes. Autrement dit, les sédentaires jugent différents leurs intérêts par rapport à ceux de nomades. Leurs relations qui sont toujours conflictuelles pour des intérêts divergents (*pâturage, agriculture...*), peuvent-elles être réconciliées par la nouvelle commune ?

D'une certaine manière, les deux interrogations reviennent toutes deux à une formulation qui peut synthétiser les deux.

Dans le premier cas, c'est reconnaître que les peuls, les bozos et les soninkés ou d'autres ethnies cohabitent facilement et sont complémentaires. Les logiques sociales de ces populations (*nomades et sédentaires*) sont entremêlées et peuvent former ensemble des collectivités pour le soulagement communautaire.

Dans le second cas, l'accent est mis sur la séparation des populations estimées dissemblables, supposées avoir des intérêts inconciliables et conquérir en conséquence un traitement différencié. Le souci est de les unifier dans une vie associative et solidaire et les rendre autonomes devant toutes formes autoritaires afin de se développer de façon soutenable.

Le lac « Magui » couvre une superficie importante à laquelle, trois communes se partagent les ressources. Il s'agit de la commune de Maréna Diombougou, la commune de Ségala et la

commune de Séro Diamano. Dans ces trois communes partageant le même site, il y a les nomades, les sédentaires, les pêcheurs qui vivent de façon paisible. Avec le découpage administratif, certains conflits se sont apparus liés au partage des ressources du site (*poissons, irrigation, sable, pâturage, agriculture maraîchère...*).

Au niveau du découpage administratif, quatre-vingt-onze communes ont été prévues dans la région de Kayes comprenant chacune une population estimée de moins de dix mille habitants. Parmi ces communes, cinquante-huit n'ont pas posé de problèmes par contre, trente-trois communes faisaient l'objet de discussion et de contradictions. Dans ce découpage territorial, les associations de migrants (*celles qui sont majoritairement en Europe*) sont intervenues pour participer à la constitution des futures communes. Ces associations de migrants ont joué un rôle primordial dans ce découpage et ont servi de référence de développement inter-villageois.

Dans le cas de la région de Kayes, une dynamique des associations de migrants existait pour servir un cadre de développement inter-villageois. Pour le cercle de Kayes, quelques associations (*comme DIAMA DJIGUI, ORDIK, GUIDIMAKA DJIKE, SAANE, ARKF, ARASF*) ont servi d'exemple de développement local pour le besoins des populations locales. Dans le cercle de Kayes, il y a vingt-sept communes dont six communes ont un profil associatif. Ces communes qui ont servi d'exemple et pris un contenu associatif pour former leurs futures communes n'ont pas posé de problème au niveau du découpage administratif.

5. Les critères constitutifs des communes.

Il sera étudié dans ce contexte, certains critères spécifiques pour la mise en place des communes. La commune est la collectivité territoriale de base de l'organisation administrative. Il existe deux catégories : la commune rurale regroupant des villages ou des fractions et la commune urbaine composée essentiellement des quartiers. Lors du découpage administratif, il était dénoté aux communes quelques critères fixant le cadre d'un développement durable pour répondre aux besoins prioritaires des populations locales.

Le code des collectivités territoriales a fixé, d'une façon générale les critères constitutifs des communes à savoir : « *l'adéquation du cadre territorial et humain qui se traduit par l'unification des structures sociales, la volonté de vivre ensemble, l'existence de biens et de viabilités économiques* ». Ce cadre législatif a fait surgir l'aspiration d'un modèle de développement viable ou durable. C'est à travers la mission de décentralisation (MDD) créée par décret n° 93- 001/ PM-RM du 6 janvier 1993, et chargé pour faciliter la mise en œuvre de

la politique de la décentralisation ; que le contenu de cette disposition de la loi a été précisé à travers quelques critères. Il s'agit des critères spécifiques portant sur le cadre social et géographique. Ces critères constitutifs seront étudiés successivement.

6. Les critères socioculturels et démographiques.

D'une manière générale, les critères socioculturels retenus par le guide de découpage de la mission de décentralisation s'articulent autour du respect des solidarités communautaires à travers les associations villageoises de tous, des sociétés initiatiques, de liens de mariage, de parenté, d'appartenance à une même aire culturelle, l'histoire commune, les modes de vie et traditions identiques.

Ces critères ont représenté la principale base de formation des communes dans toutes les Régions du Mali. Par exemple le Nord du Mali à travers la zone de la vallée du fleuve Niger, offre l'image d'un ensemble humain hétéroclite aux traditions et modes de vie différents. Sédentaires, nomades, arabes, peuls, et Touaregs se rencontrent sur un même espace géographique. Le même cas existe dans la région de Kayes avec des connexions hétéroclites entre : *les khasonkés, les malinkés, les soninkés, les bambara, les peulhs et Maures*. Dans chaque commune de la région, on trouve entremêlés ces différentes ethnies pour composer une seule commune avec le principe du vivre ensemble. Les diverses composantes de la population ont reconnu à l'unanimité que leurs activités sont complémentaires et qu'il existe entre elles une réelle solidarité intercommunautaire. Cet accord reflète le souci de voir se renforcer les liens historiques et sociaux qui existent entre ethnies et entre populations nomades et sédentaires. Dans le découpage administratif, il est à reconnaître que pour le cas de la région de Kayes, les populations nomades et sédentaires sont nécessairement entremêlées et forment ensemble une même entité communale.

7. Les critères économiques et géographiques.

Pour l'ensemble du pays, le critère retenu globalement est celui de la viabilité économique comme souci majeur réclamé dans le pacte national. La décentralisation malienne à travers le cas d'exception de certaines collectivités de la région de Kayes offre une bonne aspiration. Longtemps réclamée dans les associations de migrants, la viabilité économique constitue un des critères de l'approche du développement durable. C'est aussi la capacité à fournir les infrastructures, à caractère économique, social, culturel nécessitant la disponibilité des ressources suffisantes pour assurer aussi le besoin de fonctionnement et d'investissement des nouvelles communes. Dans le Pacte National, les régions du Nord se

distinguent par rapport à beaucoup de particularités quant à la prise en compte des critères économiques. Il existe des nuances entre la vallée du fleuve Niger et le bassin du fleuve Sénégal et ses zones environnantes : la partie septentrionale et la partie saharienne.

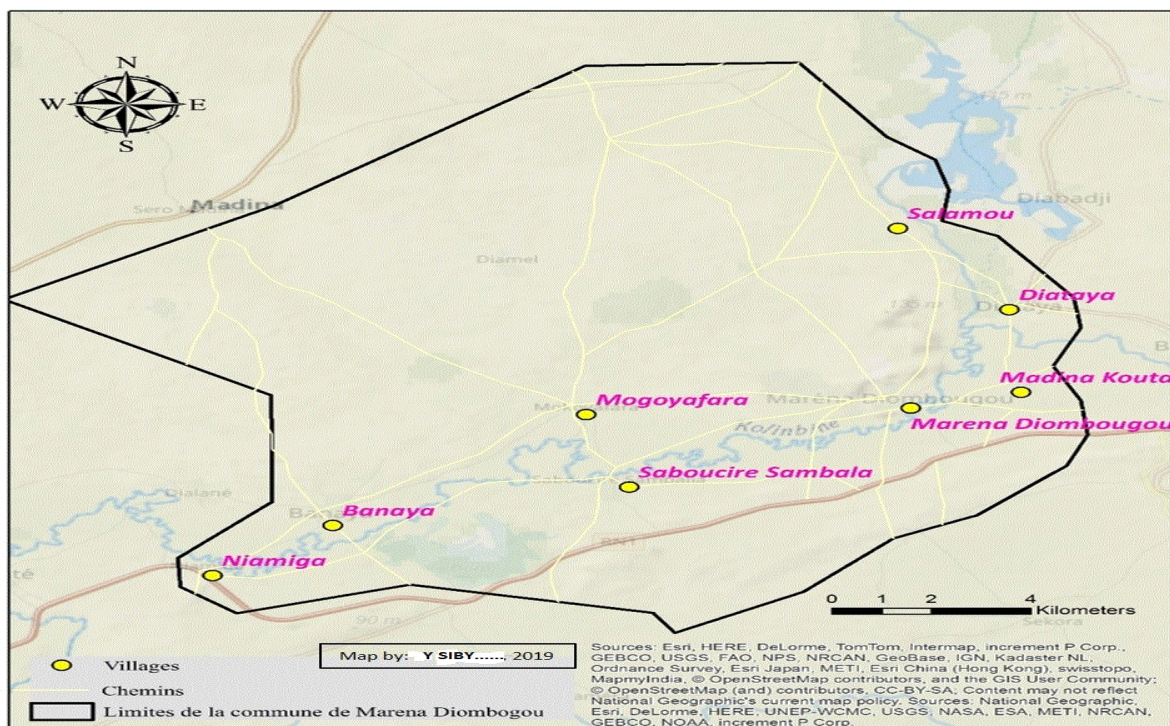
En effet, si dans la première région du Mali (Kayes) on note la présence de nombreux villages et agglomérations fixés au terroir avec des ressources conséquentes; il en est autrement pour la partie Nord du pays où l'établissement de villages est peu nombreux en raison de la prédominance du mode de vie nomade et les ressources aléatoires. Il apparaît bien évidemment que dans la formation des communes du Mali, le critère économique n'a pas toujours été le même contenu pour toutes les régions du pays. Par exemple dans la région de Kidal, les spécifications attribuées au critère économique se fondent sur la disponibilité en eau, en terre de culture, ou du pâturage. Ces facteurs déterminent l'existence d'un point d'ancrage. C'est pourquoi un inventaire des points d'eau permanents dans la région est devenu un défi majeur pour les nouvelles communes, en vue d'instaurer la viabilité économique et durable. Cette brève comparaison montre que les aspirations dans le domaine économique sont différentes. Les critères en matière de développement durable ne sont pas traités de la même manière dans le Pacte National comme cadre de développement du Mali. Les critères de viabilité économique dans la région de Kayes aspirent fortement des infrastructures sanitaires, de transports, hydrauliques, de productions vivrières...pour assurer les besoins fondamentaux de la population locale.

Quant au critère géographique de regroupement, nous avons quelques critères communs pris en compte pour les réformes de la décentralisation. Il faudrait également noter qu'il est particulièrement important dans une région fortement marquée par *l'immigration, l'agriculture, l'élevage, l'exploitation minière et le nomadisme*; que des problèmes structurels existent géographiquement. Dans la région de Kayes, l'élément géographique déterminant est celui des aléas climatiques marqués par la faiblesse des pluies. Il est à noter également, la dégradation fulgurante de l'environnement par l'extraction des mines d'or dans les cercles du sud de la région par les multinationales. Ce phénomène géographique est la cause des nombreux déplacements de jeunes vers l'étranger. De même, certaines activités comme le nomadisme est la cause de l'existence éphémère du groupement d'un endroit à un autre pour les raisons des activités. Compte tenu de la spécificité de ces critères géographiques, comment les communes seront concrètement construites ? Avec la détermination de tous les acteurs et la mise en place de différents dispositifs pour la relance, les communes de la région (Kayes) seront bien construites. L'objectif que s'est fixé le cadre

de la décentralisation malienne comme prévue par la loi, était de faire émerger les communes dans la précipitation pour faire face au défi du développement territorial. Tous les obstacles n'ont pas été retenus pour faire participer le citoyen aux affaires afin de contribuer à un processus de décentralisation réussit. C'est ainsi que des problèmes structurels existent de part et d'autre pour l'accompagnement citoyen des réformes institutionnelles de la décentralisation. Autrement dit, la participation des citoyens a été systématiquement écartée de la première phase de concrétisation par la mise en place des communes.

8. La constitution des communes : le cas de la commune rurale de Marena Diombougou.

1*) Vue cartographique de la commune de Maréna Diombougou : villages



Marena Diombougou est une commune rurale faisant partie du Cercle de Kayes et dans la région de Kayes au Mali. Elle est composée de huit fractions (*villages ou l'équivalent de quartiers*) et compte une population estimée à 17000 habitants en 2009⁸⁸. Elle fait partie du canton de Diombougou qui fait frontière avec les communes de Ségala, Serro-Diamano et Kolimbiné. La population est essentiellement composée des sédentaires et nomades et des pêcheurs. L'activité principale est l'agriculture locale avec comme activité liée à la sédentarisation suivi de l'élevage, la pêche et quelques pratiques de maraîchage. Les habitants de la commune s'immigrent en grande partie dans le monde (*principalement en France*). De

88- Institut national des statistiques du Mali, recensement général de (2009).

nos jours, l'immigration occupe un volet important dans l'activité économique de la commune car, la commune dépend des ressources envoyées par les migrants. Dans les composantes sociales de la commune, la chefferie est héréditaire et les populations sont organisées autour du chef qu'elles reconnaissent comme tel. Plusieurs couches sociales existent. Nous avons autour de ces couches sociales, une organisation pyramidale dans laquelle chacune joue un rôle spécifique.

A l'indépendance du Mali, la suppression de certaines couches sociales dignitaires qui régnaient le canton a eu de répercussions sur l'influence de la gestion du pouvoir sans qu'on se rende compte de cela. Pendant le régime socialiste de Modibo Keita (1960-1968) et pendant le régime militaire (1968-1991), le pouvoir a été obligé de chercher des alliés parmi ces détenteurs de chefferie pour la gestion locale. Cette manière de gérer le pouvoir locale avec la chefferie est appliquée dans tout le Mali. Ceci a favorisé l'émergence de certains chefs traditionnels pour la plus part, et qui ont continué à être chef de cantons et villages. Aussi, le gouvernement de la deuxième république caractérisé par toutes formes despotisme, va créer des frustrations en matière de développement local. Ce sont ces élites locales et le régime militaire qui sont responsables de tous. Le projet de décentralisation du pouvoir ou de la libre administration était bien présent à travers les mouvements des associations de migrants mais y restait comme « *projets avortés* »⁸⁹. Avec la sécheresse de 1973, il y a eu des conséquences graves en matière de gestion locale. La demande locale en matière alimentaire est devenue accrue et les populations locales notamment les jeunes, immigrent à l'étranger. Dans cette commune et comme toutes les communes au Mali, d'autres catégories de la population peuvent difficilement prétendre la gestion du pouvoir face aux autochtones. La chefferie lignagère joue un rôle prépondérant de domination. Il s'agit des castes et les descendants de captifs qui n'ont pas un droit absolu de se mêler de la gestion du pouvoir local. Les conventions coutumières permettent toujours aux premiers arrivants comme dans chaque village au Mali, de prévaloir le statut social de « *horon* » ou nobles considérés au-dessus des autres. Dans cette perspective de constitution des communes, la mise en place était confrontée à cette réalité sociale qui est à la base de toute tentative d'exclusion et de domination « sur » les autres groupes dans la gestion locale du pouvoir. La décentralisation qui prône une gouvernance démocratique va bouleverser cette tendance afin de permettre à toutes les

89- Kassibo. B (1997), *La décentralisation au Mali état des lieux*, APAD Bulletin n°14 décembre 1997 Bamako.

couches sociales de prétendre à la gestion locale. C'était le début des rapports de forces entre certains acteurs locaux. Avec le découpage communal de la décentralisation, le territoire en secteurs (*fractions/villages/quartiers*) constitue désormais un espace où les communautés locales sont censées bénéficier directement des aides, participer aux affaires, faire le partage du pouvoir mais, les chefs de fraction ou village prônent l'idéologie de domination de certaines couches sociales au-dessus des autres dans les épreuves de réformes de cette décentralisation. Cette situation ne permettait pas au PADL de mettre des structures en place. Dans ce contexte, il a été ainsi demandé aux chefs des fractions de déterminer des sites officiels.

La commune de *Marena Diombougou* a été créée dans cette situation lignagère du pouvoir de domination de certaines couches sociales sur d'autres. Il y avait deux grands groupes dans l'ex-arondissement. Les chefs lignagères qui constituaient une part importante du statut de « *Horons* » ou nobles, regroupaient plusieurs fractions ou village dont la grande majorité aujourd'hui a pris son autonomie vis à vis de l'autorité centrale. Il y a les gens de castes ou descendants de captifs faisant partie de la commune prétendent être indépendants vis-à-vis des autres. Il y avait donc les « *Horons* dans chaque village » qui ont le pouvoir parce que considérés comme les premiers arrivants ou les fondateurs du village et leurs alliés. Les descendants de captifs et castes sont restés avec les « *Horons* » avant les réformes de décentralisation à l'intérieur du village. Avec ces réformes, ils ne vont plus finalement s'entendre avec les maîtres, ce qui va permettre de créer des conflits de pouvoir dans la commune de *Marena Diombougou*.

Cependant la mission de décentralisation n'a pas apporté un changement à l'image de ces rapports de domination entre ces couches sociales. Les ethnies résidant dans la commune sont les *Khassonkés*, les *Soninkés* et les *Peulhs*. Elles sont caractérisées par ce même système de domination lignagère dans le contexte de redistribution du pouvoir par la décentralisation. Mais la question d'hiérarchisations sociales et de lignage font toujours écho dans la commune.

IV Les communes à l'épreuve de développement : premières expériences des structures décentralisées de 1999

Le fonctionnement des communes se caractérise par plusieurs aspects : *l'autogestion, le transfert des compétences, l'élection des conseillers, puis la réalisation des infrastructures.* Dans le cadre de l'autonomie des communes, la mobilisation de part et d'autre, la politique d'accompagnement de l'Etat et d'autres facteurs n'étaient pas en mesure de mieux accompagner les communes afin d'être plus autonomes. Mais, pour bien soigner une meilleure décentralisation, il faut la participation des citoyens prêts à l'exercice de leur droit de vote devant élire leurs propres conseillers. C'est avec cet exercice du choix de leurs conseillers qu'on va désormais considérer l'existence des entités locales, ainsi le transfert de certaines compétences et la mise en place des projets de développement communal.

Le fonctionnement des communes s'identifie non seulement par le choix des conseillers mais aussi, de l'implication de plusieurs acteurs pour le développement communautaire et durable. Il s'agit de l'intervention des bailleurs de fonds, les programmes de coopération décentralisée, les ONG, la réalisation des infrastructures par l'Etat dans les communes. De même, il faut souligner la question du transfert des ressources ou du budget municipal fragile comme l'essence de fonctionnement des communes qui connaît des grosses difficultés dans toutes les collectivités du Mali. C'est la problématique actuelle car, ces collectivités locales maliennes ont peu des moyens adéquats pour assurer leur fonctionnement. Comment celles de la région de Kayes seront mises en route avec leurs propres ressources, l'appui institutionnel de leurs partenaires multilatéraux et d'autres partenaires techniques ? Pourtant, les collectivités territoriales maliennes sont dépourvues des ressources nécessaires pour assurer leur propre fonctionnement. Pour évaluer l'état de fonctionnement de ces collectivités locales, nous allons préalablement mettre l'accent sur les élections communales en prenant l'exemple sur le cas de la commune de « *Marena Diombougou* ». Ensuite, le démarrage des communes sera étudié après les élections.

1. Les premières élections communales de 1999 : le cas de la commune rurale de Marena Diombougou.

Les élections rentrent dans le cadre des dispositions à prendre pour permettre de doter des aspects nécessaires à la commune devant assurer le fonctionnement. Cette action bien que bénéfique pour le développement local, présente deux aspects qui accompagneront la décentralisation. Comme le souligne, *Mahamadou Abdoul 1995* qu'en Afrique : *la tradition centralisatrice des Etats coloniaux n'avait laissé aucune marge à nos sociétés traditionnellement organisées d'autres modèles et dont l'entrée dans la modernité s'est faite sous la houlette de pouvoir de tutelles.*

Dans les sociétés traditionnelles africaines fortement hiérarchisées, le pouvoir est centralisé et organisé sous la forme pyramidale. Il est organisé autour d'une classe bien déterminée et toutes les décisions se prennent autour du chef, d'un clan déterminé et par une classe dite supérieure. Avec la décentralisation et l'avènement des nouvelles communes, l'objectif est de sélectionner toutes les structures sociales devant créer une certaine légitimation auprès de toute la communauté. C'est pour permettre d'intégrer à ceux qui sont exclus de l'espace public politique (*M. Leclerc-Olive*), de prendre part désormais à la gestion des affaires communautaires. C'est dans ce souci que la décentralisation comme prise en charge des populations de leur propre destinée va commencer à s'identifier par les élections communales. Comment les élections se sont passées à travers les différentes couches sociales, en particulier, le cas de la commune rurale de Marena Diombougou?

Le 6 juin 1999 ont eu lieu pour la première fois les élections communales dans la région de Kayes. La révision des listes présentées par les différents partis politiques a permis de déceler certaines anomalies non conformes aux critères de sélections retenus. Pour ces anomalies, il y avait entre autre : *le problème d'âge, le statut social, le problème de casier judiciaire, le problème de résidence de 6 mois dans la commune.* Malgré tout, les autorités estiment qu'il s'agit pour la première fois d'un essai d'expérience et d'intégration, donc pour l'essentiel il faut mobiliser une plus grande participation des populations devant choisir leurs propres conseillers. Après ce constat, la révision des listes n'a pas manqué de rejeter certaines listes pour la transparence, la conformité aux critères retenus.

2. La faible mobilisation des élections dans la commune rurale de Marena Diombougou.

Dans cette commune, il y avait plusieurs tendances de partis politique qui ont mené le jeu électoral. Il y avait en présence, *l'ADEMA*, *le PARENA*, *l'UDD* et les indépendants. Finalement trois listes ont été retenues pour cette échéance électorale. Il s'agit de celle de *l'ADEMA*, du *PARENA* et des indépendants. Pour le choix des conseillers municipaux, la campagne de sensibilisation a été diffusée sur les antennes des radios libres. Il y avait d'autres méthodes de sensibilisation pour la campagne à travers les lieux sociaux. Dans ce système, l'appartenance au statut social (*lignagère, couche sociale...*) avait fondamentalement joué un rôle prépondérant.

La population locale s'était peu intéressée à la participation pour des raisons liées au manque des structures adéquates capables de mobiliser autant de monde et faire juger l'importance des élections. Cette insuffisance de mobilisation de citoyen était aussi liée au manque de sensibilisation à l'inexpérience du scrutin communal. L'état culturel de l'enjeu du choix électoral pour la décentralisation n'a pas permis de mobiliser tout le monde. Une liste des candidats a été présentée au nom de la commune; et cela a créé des problèmes au sein du parti *ADEMA*. Dans la commune, *l'ADEMA* constitue le parti majoritaire malgré la présence d'autres partis, mais au sein du même parti il y avait aussi deux tendances. Cette situation a rendu difficile le choix des candidats pour la municipalité et peut même entraîner la faiblesse du parti. La position des indépendants n'est pourtant pas négligeable au regard des résultats obtenus dans l'ensemble. Le mouvement de ces indépendants date de 1985 et créé par l'initiative des anciens migrants de retour au pays et des associations de migrants résidentes en France. Ces associations sont dynamiques dans la vie politique locale de la commune.

3. Le conseil communal.

Parmi les principes qui assurent l'équilibre de l'organisation sociale qui figure dans la société africaine, c'est l'autochtonie. C'est un principe qui pèse dans l'organisation des pouvoirs locaux, plus précisément en Afrique de l'Ouest et en particulier au Mali. Ainsi pour les populations de la commune de Maréna Diombougou, ce principe devait être pris en compte pour la désignation des conseillers. Tous les conseillers choisis sont composés des autochtones et de quelques castes et descendants de captifs. Ces conseillers résident dans les villages et peuvent répondre à tout moment les questions liées à la commune. Certaines catégories sociales ont été exclues du rang de ces conseillers en raison du statut ou de l'influence social (*caste, descendants de captifs*). La plus part d'entre eux ont au moins atteint

un niveau d'instruction de base et d'autres n'ont jamais été à l'école. Il existe parmi eux : *des anciens migrants, des enseignants, des retraités, des opérateurs économiques, de jeunes diplômés sans emploi etc.* Pour les autres qui n'ont pas été à l'école, ils sont soit analphabètes, soit des sortants de l'école coranique.

2°) *Commune rurale de Marena Diombou : Séance de délibération du Conseil municipal*



4. Le démarrage des communes et l'épreuve des projets de développement.

Le démarrage des communes s'est préalablement fait par quelques opérations : *le transfert des compétences entre les représentants de la commune et les délégués du gouvernement.* Celles-ci ont permis de décrocher l'autonomie des communes, l'implication des partenaires techniques de coopération, des acteurs pour le financement des communes. Dans ce contexte de démarrage de communes, il est question du mode de gestion envisagé par les élus comme enjeu majeur des dispositifs de développement communal. Cela éprouve des difficultés dès le départ et le choix de gestion des projets. Ces difficultés de gestion des projets concernent le pouvoir local et l'engagement des bailleurs de fonds quant aux modes de gestion des projets. Pour cela, toutes les ONG qui interviennent dans la zone vont jouer un rôle très important dans le cadre de l'endossement des citoyens de leur propre destin pour le développement communautaire.

La démocratie et la décentralisation sont certes des moyens d'expression et de prise en charge pour les populations. Ce sont des instruments pour la gestion des affaires publiques. Mais ces derniers ne permettent pas d'atteindre aux objectifs souhaités. Sur le terrain, la situation est tout autre. Il y a un malaise qui plane sur ces collectivités (*problèmes des ressources humaines, manque des ressources financières...*) et parfois, elles ont du mal à décoller malgré la mise en place de certains projets de démarrage.

En outre, la gestion des pouvoirs locaux pose un certain nombre des problèmes à cause de la vive rivalité du politique prônée par les populations elles-mêmes (*entre couches sociales opposées au trône, l'incompréhension du jeu politique entre les partis politiques...*). De même, un des problèmes de ces processus de décentralisation est celui du financement ou la question du budget municipal qui ne répond pas aux attentes des populations. Le fonctionnement ou le démarrage de certaines communes est paralysé. Cette situation crée l'incivisme de certains acteurs au sein de la commune (*populations locales, partis politiques...*) et place la responsabilité de l'administration face aux échecs de certains projets de développement. Les pouvoirs locaux aussi subissent la pression du politique de l'Etat en voulant gagner sur le terrain. Les domaines d'intervention des différentes structures ne sont pas encore bien définis et maîtrisées par les collectivités territoriales. Sur le terrain, il découle de l'affaiblissement du pouvoir traditionnel qui constituait jadis le socle de la gestion traditionnelle et la référence des populations pour le maintien de l'équilibre social. Les volontiers du terrain sont aussi déterminants.

Dans le cadre de la tenue de la décentralisation, la région de Kayes dispose de quelques programmes de développement local ou outils de pilotage et de suivi qui sont essentiellement : le PADL (*programme d'appui au développement local*), et bien d'autres. Le PADL mène des actions pour le renforcement de la décentralisation dans deux domaines :

-d'une part il y a la structuration du milieu qui a impulsé la mise en place de syndicats des maires de commune pour la gestion décentralisée des questions locales, notamment de sécurité ainsi que la réalisation des centres de conseils communaux (CCC) ;

-d'autre part, il y a aussi la formation des élus en vue de renforcer les capacités locales.

Par exemple, l'ONG (SENAFOD) a formé 100 personnes sur des thèmes relatifs à la décentralisation tels que le rôle du maire, droits et devoirs des élus et des citoyens, le développement communal. La formation a également porté sur les services communaux

comme la fonction des régisseurs. Le PACAD a été officiellement créée par un accord en juillet 1998 entre le gouvernement malien et le Fonds Européen de Développement (FED) qui était sous le parrainage de bailleurs de fonds.

Le PACAD a organisé en janvier 2001 une réunion de concertation entre l'assemblée régionale et ses partenaires dans le but de définir les priorités.

Elle intervient aussi dans d'autres domaines tels que :

- la formation des élus de l'assemblée régionale et ceux du cercle notamment les chargés de développement local ;
- ensuite initier les autorités et les élus à l'intérêt des enjeux décentralisés afin d'asseoir une viabilité durable.

Pour le démarrage des communes, nous prenons l'exemple sur le cas de la commune rurale de Maréna Diombougou.

5. Le démarrage à Maréna Diombougou.

La commune de Maréna Diombougou a hérité de son expérience associative à travers les œuvres réalisés par les associations de migrants résidant en France. Elle a mis en place des structures en son sein pour mieux débiter la gestion des affaires locales. C'est ainsi que les commissions de travail ont été constituées en évitant le cumul des fonctions et pour permettre à chacun de se sentir responsable dans la gestion des affaires de la commune. Dans la commune de Maréna Diombougou les fonctions sont partagées, ceci dit que : ceux qui sont adjoints au maire ne sont plus président des commissions de travail ou membre du bureau des structures locales relevant de la compétence du maire. Par exemple, un conseiller communal ne peut pas être membre du bureau de la gestion d'adduction d'eau potable ou du CSCOM. Les autres responsabilités sont confiées à ceux qui ne sont ni adjoints au maire ni président d'une commission de travail. Tout était mis en œuvre afin d'éviter le cumul des fonctions et assurer la bonne gestion des affaires locales. Selon le maire de la commune, ils ont essayé d'optimiser et ils se sont dit que les élections c'est pour un jour, mais le développement c'est pour tout le mandat auquel chacun doit avoir une responsabilité devant servir la commune. Les concepts mis en avant étaient de faire face au défi du développement de la commune comme mission prioritaire de chaque élu. L'idée est que les responsables locaux prétendent se débarrasser de toute coloration politique pour faire face au développement de leur zone. Ainsi, dans toutes les commissions de travail et à chaque conseil communal ils ont toujours œuvré

pour que l'ensemble des conseillers participent et qu'ils soient présents aux différentes sessions.

Après le démarrage communal à Maréna Diombougou, il était difficile de mesurer dans cette commune les tendances ou les familles politiques qui font le jeu politique. Cela explique que les élus locaux ont formé le consensus et la coalition pour donner la chance aux villages. Il s'agit de jouer aux affaires de développement tout en se focalisant sur le devoir de la construction communautaire. Le regroupement des conseillers à une seule entité ou le fait que chaque village soit représenté par les conseillers a facilité le prélèvement de taxes communautaires et impôts. Par contre, quand un village n'est pas représenté par un conseiller et ne participe pas aux différentes sessions, se sent directement exclus et ceci pose un problème de prélèvement des taxes et impôts.

En matière de financement de la commune, les subventions de l'Etat n'arrivent pas à répondre à tous les besoins nécessaires. De même, les budgets de l'Etat composés des subventions de l'Etat et des taxes et impôts de la commune ne suffisent pas pour le démarrage de la commune. Dans la commune de Maréna Diombougou, la TDRL devait apporter un montant de 43 millions de frs CFA et chaque imposable de la commune doit payer 1050 frs soit 1.90 euros, devant assurer le fonctionnement de la commune. Mais la commune est confrontée à d'énormes difficultés pour l'acquittement de la population à l'impôt.

Selon le maire de la commune : certains citoyens pensent que la décentralisation veut dire de ne pas payer l'impôt, alors il faut combattre cet incivisme fiscal par différentes solutions. Il fallait donc passer par la sensibilisation et la formation des acteurs investis, il fallait aussi que les partis politiques s'investissent afin d'apporter le soutien pour le développement de la commune. C'est cette émulation sociale qui permet aux élus d'obtenir les moyens nécessaires pour travailler. Cependant ceux-ci pensent qu'ils sont allés trop vite en besogne, alors que les populations n'ont pas encore compris les enjeux spécifiques de la décentralisation. Les années d'exercice de démarrage ont permis aux élus d'envisager d'autres alternatives telles que la contribution des ressortissants de la commune résidant ailleurs. Précisément, ceux qui résident à l'étranger notamment en France, s'occupent non seulement de la sensibilisation mais aussi de la recherche de bailleurs de fonds. Ces structures associatives de ressortissants originaires de la commune sont très dynamiques dans la recherche de bailleurs pour l'accompagnement de la commune. Comme objet, les populations ont choisi de mener les activités économiques d'urgences, des ouvrages de submersions et des

infrastructures dans le domaine de la santé et de l'éducation. C'est ainsi que l'intervention du PADL a essayé de combler le manque de moyens financiers.

Le PADL de son côté, s'est assigné comme première activité dans la commune de Maréna Diombougou et commence à adopter un plan de renforcement du tissu social entre les autorités locales et les populations. Il fallait d'abord combattre et anéantir toute forme de distensions sociales autour des enjeux de la décentralisation. Avec la sensibilisation, ils ont essayé de convaincre les populations que le développement ou l'autogestion de leur propre commune ne peut se faire sans la consolidation du tissu social, la solidarité entre les chefs des villages et les autorités locales. Dans une interview accordée à un des chefs de villages de la commune, le PADL a apporté l'attente entre les populations et leurs dirigeants et leur a permis de comprendre beaucoup de chose autour des enjeux de la décentralisation. Le PADL prévoit la décentralisation dans chaque niveau territorial comme une nécessité réelle pour toute la nation malienne et en tire un bilan positif de ce processus de décentralisation malgré les difficultés financières persistantes sur le terrain. Dans l'exercice de son activité, le PADL avait octroyé 100 millions de francs CFA à la commune pendant les années de démarrage de 1993 à 1999.

En gros, le démarrage de la commune de Marena Diombougou était d'abord confronté à des difficultés comme : *la non compréhension de la population autour des enjeux de la décentralisation, le manque des ressources humaines puis, l'énorme difficulté de financement de la commune et le manque d'articulation des projets de développement.* C'est dans ce sens d'énormes difficultés que les partenaires se sont montrés déterminés, dans tous les côtés, à soutenir les processus de décentralisation, aider les populations en majorité non scolarisées.

2°). *Construction d'un pont à Maréna Diombougou : Un projet communal de développement territorial à grande taille en échec.*



CHAPITRE 3

LA COOPERATION DECENTRALISEE A L'EPREUVE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KAYES

Introduction

Le changement institutionnel (*démocratisation, décentralisation...*) étant intervenu à la fin des années 1990 au Mali, constitue la conséquence de la chute du mur de Berlin en 1989. C'est un tournant historique qui a ostensiblement marqué les relations internationales entre les Etats puis, les collectivités territoriales, les entreprises et autres organismes. Cette situation a induit des cadres institutionnels, des regards croisés, des modèles et des visions activistes, de part et d'autres, pour changer la donne. Les chapitres précédents ont montré la décentralisation malienne comme dynamique de changement attendu par les acteurs locaux du Nord comme ceux du Sud.

La coopération décentralisée a été accueillie dans ce sens par les législateurs comme cadre institutionnel local de faire « *autrement* » les politiques de développement et les relations internationales. Ce cadre a été considéré comme l'ensemble des actions de coopération internationale menées, par convention, dans un but d'intérêt commun par plusieurs collectivités territoriales. Selon le cadre institutionnel malien, ces actions sont menées d'une part, une ou plusieurs collectivités territoriales et, d'autre part, une ou plusieurs collectivités territoriales étrangères. Ce cadre est vu comme un moyen permettant de mieux gérer les biens et services de la collectivité territoriale. Il constitue également un moyen de renforcement des capacités des élus et fonctionnaires territoriaux pour faire face au défi du développement territorial et durable.

Dans cette perspective, la coopération au développement apparaît comme alternative au cadre institutionnel de la décentralisation (*par la mondialisation, globalisation...*). Un certain nombre d'instruments institutionnels sont constitués, de part et d'autre, par des relations de coopération au développement. Ce sont des programmes de coopération au développement pour aider les collectivités territoriales à être autonomes à gérer leurs propres affaires. Dans la région de Kayes, ces programmes sont expérimentés pour soutenir les populations locales grâce à ce cadre institutionnel de la coopération décentralisée est mis en œuvre par les multiples partenaires extérieurs. Ainsi, comment définir ces programmes de coopération entre la région de Kayes et ses partenaires ?

Un certain nombre des règles définissent le « *principe de la libre administration* » comme ensemble des actions extérieures de l'administration locale. Ce principe de la libre administration avec l'action extérieure est concilié avec les compétences diplomatiques dévolues à l'Etat. Les collectivités territoriales et leur groupement exercent les compétences que la loi leur attribue sur le plan interne et à l'extérieur du territoire national et lorsque l'intérêt public est jugé nécessaire. Le développement de l'action extérieure des collectivités territoriales peut apporter une dynamique au développement local et durable pour les territoires locaux.

A titre d'exemple, le cas du programme de développement intégré de la commune de Maréna Diombougou, a élaboré un plan de développement communal à travers un diagnostic. La commune de Maréna avait mis en avant certains critères comme outils de développement communal prioritaire. Il s'agit du désenclavement, la communication et l'organisation du territoire, le développement agricole, l'eau potable, l'éducation, la santé, la stimulation des activités économiques (*cultures maraichères, commercialisation des produits locaux...*). Cette dynamique de la décentralisation a hérité d'un système associatif déjà existant dans la commune. Il s'agit de la dynamique associative mise en place par les migrants considérés comme principaux contributeurs de la commune sur le plan de développement local. Malgré la forte contribution des migrants pour la commune, leur participation aux prises de décisions au conseil municipal reste quasiment inexistante. La mise en place de la commune en 1999 a permis aux migrants de bénéficier d'un cadre de concertation en France aboutissant à la création d'un comité communal de Maréna Diombougou en France (CCMDF).

Les membres de ce comité représentent pour l'association de chaque village de la commune en France⁹⁰. C'est avec ce comité (CCMDF) que la commune tente de structurer son plan de développement communal appelé PDSEC. Ce comité a été l'instrument institutionnel de la commune à collaborer avec ses partenaires associatifs en France, les ONG et d'autres partenaires. Les réunions internes organisées avec les associations de chaque village mettent en place une certaine légitimité pour le plan de développement de la commune et essaye d'engager l'action citoyenne des migrants comme cadre de concertation pour consolider la démocratie locale de la commune⁹¹. Ces structures associatives de la commune à travers les

90 Compte rendu de la mission en France de : Moussa Cissé, maire de la commune de Maréna Diombougou. GRDR, juillet 2001.

91 SIBY. Mahamadou, Secrétaire au développement des projets de l'ACCMDP.

migrants, constituent la principale ressource des revenus de la commune de Maréna Diombougou.

Section 1

Les programmes de coopérations décentralisées et leurs fondements : des instruments non appropriés par tous.

Dans le domaine de la coopération au développement, il y a une hétérogénéité des perceptions, des interprétations, des représentations des acteurs multiples et des pratiques multiples qui sont en œuvre sur le terrain (*Kayes et ses partenaires*). Par exemple, une multitude d'acteurs interviennent auprès des collectivités territoriales maliennes en vue de les soutenir et les accompagner dans leurs projets de développement territorial. Mais ces programmes de coopération demeurent des instruments exogènes, voir peu appropriés par les bénéficiaires à cause de certaines réalités locales du territoire (*illettrisme, déficit des ressources humaines...*). En effet, comment ces instruments sont perçus et appropriés par tous ? La mondialisation actuelle est une forme des forces exogènes qui encourage et soutient l'action extérieure des collectivités territoriales. Celle-ci est définie dans le cadre de la coopération décentralisée comme l'« *extension à la planète des échanges marchands de biens, des mouvements de capitaux et des migrations humaines à finalité économique, avec leurs conséquences politiques, culturelles, sociales, sanitaires et environnementales* »⁹². Force est de constater qu'un nombre important des pays du Sud comme le Mali et de leurs collectivités territoriales sont intégrés dans cette dynamique de la mondialisation. C'est une force exogène à laquelle, les interactions lient et rendent les acteurs dépendants entre eux et sur plusieurs aspects. Ces forces exogènes sont caractérisées par les mutations des économies nationales, le manque d'influence des décideurs nationaux et locaux. Ces acteurs ont relativement peu de contrôle sur leurs territoires grâce aux instruments régulateurs de la mondialisation actuelle tels que le PSA (*Programme d'Ajustement Structurelle*). A cela, s'ajoutent les politiques d'aide au développement qui sont de plus en plus contestées. Cette situation contribue à l'ouverture des économies sur le marché mondial réduisant les espaces publics citoyens et la démocratie participative.

⁹² Fontaine. F, (2010), *La mondialisation pour les nuls*, First Editions, Evreux France, p.11.

Ces instruments contribuent parfois, à rendre complexes la gestion de certains territoires où les aspirations à accéder un niveau de développement sont fortement ressenties auprès des populations locales.

Si les acteurs se donnent comme objectif de lutter contre la pauvreté, réduire les écarts d'inégalité entre les pays, on met l'accent sur les force exogènes qui imposent leurs règles de jeu à leurs partenaires locaux sur place. Dans cette perspective, nous nous intéresserons d'une part, à l'émergence des nouveaux acteurs et d'autre part, on met l'accent sur les instruments (*programmes...*) mis en œuvre à l'échelle locale. Il s'agit notamment, des associations, des ONG, des collectivités locales, des partenaires privés dans un contexte où la libre administration des pouvoirs est de plus en plus évoquée. A l'aide de nos matériaux d'enquêtes sur le terrain, nous mettons également l'accent sur la situation spécifique du Mali dans le contexte de la mondialisation. Cela en évoque certains points qui décrivent la réalité des territoires locaux qui aspirent le développement.

I - Les territoires locaux : un champ d'intervention de coopération au développement

Comme indiquée dans les chapitres précédents, les coopérations se présentent de plus en plus comme un champ diversifié à l'échelle des territoires locaux. Comme en témoigne Aly Fofana, directeur national de la coopération décentralisée au Mali : « *Chaque collectivité territoriale veut être jumelée avec une collectivité étrangère dans le but de développer son territoire* ». Le domaine des relations internationales est marqué par cette diversité avec des situations contradictoires au niveau local. Comment cette situation se justifie à travers le terrain et à travers les différentes représentations des acteurs interviewés sur les coopérations décentralisées?

1. La région de Kayes : une prise en compte des facteurs sociaux (*inégalités, pauvreté...*) comme action située sur les territoires

La pauvreté et les inégalités sont des facteurs sociologiques qui touchent profondément et interpellent les collectivités territoriales maliennes à coopérer avec d'autres collectivités territoriales. Comment ces facteurs sont représentés par les acteurs dans le cadre de la coopération décentralisée ? Ces faits sociaux sont qualifiés d'action située (M. LECLERC OLIVE) d'un territoire donné. C'est également une mise en situation des problèmes particuliers mesurant le degré de pauvreté et des inégalités touchant aux populations d'un territoire concerné. De ce fait, la coopération décentralisée est un mode de coopération locale qui a une légitimité particulière d'impulser et d'appuyer des initiatives

locales avec l'objectif de réduction de la pauvreté et combattre contre les inégalités dans les territoires locaux. L'intention du Maire de Nioro sur cette question est la suivante : *nous les élus, nous souhaiterions que nos partenaires nous consultent en amont pour mieux cibler ensemble, les besoins réels de nos territoires avant de se lancer dans les projets quelconques. Je pense que c'est comme ça qu'on peut y arriver ensemble et combattre ensemble, la pauvreté et les inégalités dans nos territoires. Ce qui m'a surtout plu en France, c'est l'agenda 21 local qui est un instrument très intéressant auquel, on peut s'inspirer nous les élus maliens*⁹³. Cette demande de l'élue montre que la pauvreté et les inégalités sont deux catégories sociologiques qui préoccupent les acteurs dans le cadre de développement territorial. Il y a l'envie de changer les manières de faire les coopérations afin que les populations accèdent aux droits et aux services publics permettant de lutter contre la pauvreté et les inégalités.

Dans ce processus des coopérations décentralisées, il est nécessaire de mettre l'accent sur ces concepts clés : « *pauvreté* » et « *inégalité* » qui demeurent des catégories d'analyse de la sociologie. L'analyse de ces catégories reflète sur certains instruments tels que, l'IDH (*Indice de Développement Humain*) du PNUD qui évalue la pauvreté avec un seuil requis de 1,2 USD par jour par la Banque Mondiale. La pauvreté est considérée depuis les années 2000 comme un phénomène multidimensionnel et complexe. Elle n'est pas non seulement considérée comme insuffisance des ressources, mais aussi, elle se traduit dans les conditions de vie sociales. Donc, pauvreté et inégalité renvoient aux dynamiques sociales, économiques, politiques et environnementales focalisées sur un territoire donné. Dans ce contexte, les forces exogènes (*les partenaires*) interviennent dans le cadre des réformes institutionnelles (*décentralisation, démocratisation...*) et de changement à proposer des instruments de développement (*programmes, projets...*) afin d'aider les territoires pauvres. La décentralisation et l'émergence des coopérations décentralisées ont été idéalisées dans le processus des réformes institutionnelles comme espace de démocratie locale et participative en vue de lutter contre la pauvreté et les inégalités dans les territoires.

⁹³ Intervention de Diakité Kalilou, Maire de Nioro du Sahel (2010) : (Forum mondial du développement durable : Territoires et coopération décentralisée), Marcoussis, du 24 au 26 juin 2010.

Ainsi, parler des actions situées revient à ce qui est considéré par M. Leclerc-Olive (2005), comme *principe justifiant les politiques de coopération au développement construites entre plusieurs collectivités territoriales*. Autrement dit, les programmes de coopérations saisissent les situations des territoires se trouvant dans l'extrême pauvreté afin de tisser des liens de partenariat entre territoires. Cette manière est de reconstruire l'Etat de droit et l'action publique locale pour les territoires en difficulté. C'est une des raisons des politiques de coopération décentralisées établies entre les collectivités territoriales du Nord et du Sud. Les territoires locaux dans la région de Kayes se trouvent dans une situation considérée et qualifiée comme « *territoires pauvre* ». L'extrême pauvreté fonde les politiques de coopérations internationales à intervenir sur une situation d'un ou des territoires. C'est ainsi que des dispositifs comme des programmes ont été mis en place (*comme le cas d'Aide Publique au Développement en France APD*) pour agir contre ces inégalités qui se creusent entre le Nord et le Sud. Ces registres fondent des regards croisés entre acteurs coopérés. Chaque acteur représente la coopération décentralisée comme un trésor pour son territoire. Les intérêts sont représentés comme liens qui consolident le partenariat entre acteurs lesquels espèrent obtenir un retour favorable de la coopération décentralisée. La coopération décentralisée est représentée comme clé du développement territorial. Elle est mieux appropriée pour certains acteurs. Par contre, elle demeure peu appropriée pour d'autres du fait des situations et contextes sociologiques de certains territoires (*incompréhension, analphabétisme...*), des attentes multiples et représentations sur l'objet. Certains élus et leurs populations attendent de la coopération décentralisée comme, le meilleur moyen pour répare leurs problématiques territoriales et quotidiennes.

2. Les représentations sociales sur les OMD : (*Objectifs du Millénaire pour le Développement*) : instruments d'appui institutionnel aux collectivités territoriales ou simples discours des acteurs ?

C'est un dispositif de la Déclaration du Millénaire adopté en 2000 aux Nations Unies. C'est un instrument vague auquel les pays riches et pauvres se sont engagés à faire de leur mieux pour éradiquer la pauvreté, promouvoir des valeurs humaines et assurer la durabilité des ressources environnementales. Dans ce dispositif général et ambitieux, les Etats se sont mis d'accord sur huit objectifs prioritaires et atteindre les résultats avant 2015. Ces objectifs sont entre autres : *éliminer la pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies, assurer un*

environnement durable et mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Ces objectifs très généraux se déclinent sous la forme des projets concrets. C'est le cas par exemple sur les actions entreprises pour réduire le nombre des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable, l'éducation, les soins de santé, un environnement sain et durable. Dans ce sens, les OMD semblent être des instruments à usage des discours pour lutter contre la pauvreté. Rien ne semble être en mesure d'éradiquer la pauvreté et donner plus de moyens à ces collectivités territoriales.

La Déclaration de Paris qui a eu lieu le 2 mars 2005 s'interroge sur l'efficacité des politiques d'aide au développement face aux inégalités persistantes dans les territoires. Cette conférence conclue sur l'inefficacité des politiques d'aides nationales et internationales menée jusque-là. Ces caractéristiques montrent l'inefficacité des OMD liés aux échecs de certains projets et programmes de développement territorial engagés dans certaines collectivités territoriales. Avec les facteurs liés à la pauvreté (*l'analphabétisme, les inégalités sociales de tout genre...*), les OMD sont loin d'être atteints. Certaines collectivités territoriales sont fortement touchées par l'absence des OMD. Malgré les engagements des partenaires, de part et d'autre, la situation dans les pays du Sud s'améliore difficilement face à la mondialisation. Au contraire, le rêve que beaucoup d'acteurs (*Etat, collectivités territoriales, associations, ONG...*) avaient dans les années 2000, ne s'était pas concrétisé pour atteindre aux OMD. Les inégalités entre territoires et entre populations sont de plus en plus grandes dans les territoires décentralisés. Cette pauvreté touche les pays du Sud mais aussi un nombre croissant des populations dans les pays du Nord. Or, les progrès scientifiques, les nouvelles technologies ont ouvert des perspectives auxquelles les tendances peuvent être renversées. Il s'agit de satisfaire les besoins prioritaires des populations. Autrement dit, cette situation montre que les OMD sont des simples discours n'ayant pas des solutions à satisfaire les besoins prioritaires des acteurs démunis.

II - Coopérer dans la mondialisation et réformes des collectivités territoriales

De quoi parle-t-on de la mondialisation dans un contexte de décentralisation et de coopération décentralisée ? Très souvent, beaucoup de discours tenus par des acteurs multiples (*politique, entreprise, chercheur, militant...*) évoquent le concept de mondialisation. Nous nous interrogeons sur ce concept s'il est bénéfique pour le changement social et quelles peuvent être les conséquences dans les processus des réformes institutionnelles. Le concept reste dominant dans l'usage des concepts et d'opérations liés au développement des territoires. Le

terme de mondialisation ou « *globalisation* » en anglais, s'applique au mouvement d'internationalisation des économies et des sociétés induites par le développement des échanges dans le monde. Que peut-on remarquer de la mondialisation dans les collectivités territoriales concernées ?

Devenu un concept dominant dans certains discours de coopération au développement, la mondialisation recouvre un domaine un peu plus large. Elle ne concerne pas seulement les *marchandises*, mais englobe les *capitaux*, la *main d'œuvre*, les *services*, la *propriété intellectuelle*, les *œuvres d'art* etc. Elle se matérialise également par une vague des réformes institutionnelles à tous les échelons territoriaux. Ce processus se concrétise par la forte présence des institutions internationales dans l'économie mondiale et plus globalement dans les échanges internationaux, nationaux et locaux. C'est le cas de l'OMC (*Organisation Mondiale du Commerce*) instituée en 1945, le FMI (*Fonds Monétaire International*) créé en 1944 par la conférence de Bretton Woods, la BM (*Banque Mondiale*) créée en 1945. Il y a également l'ONU (*l'Organisation des Nations Unies*) créée en 1945 et plusieurs organisations spécialisées rattachées à l'ONU comme la FAO (*Food and Agriculture Organization*), l'UNESCO (*Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture*), l'OIT (*Organisation Internationale du Travail*). Toutes ces organisations ont été créées pour favoriser les échanges. A côté de celles-ci, on peut citer la construction du G7 en 1975, devenu en 1997, le G8 et aujourd'hui, le G20. L'internationalisation n'est pas donc un phénomène nouveau, mais elle a pris de l'ampleur et une forme nouvelle (*la mondialisation*). Parallèlement, le mondial et le local semble aujourd'hui être indissolublement liés.

L'expression « *du local au mondial* » revient souvent dans les discours relatifs aux relations internationales et les coopérations au développement. Cette dynamique s'inscrit dans une logique de développement durable. Cette mondialisation est présentée par les institutions internationales citées ci-dessus comme solution capable de résoudre les problèmes sociaux, économiques, culturels, environnementaux des territoires. Parfois dans les discours et dans les mouvements sociaux, la mondialisation est présentée comme un spectre menaçant les droits sociaux, les emplois. Elle est également considérée comme une force des économies internationales engendrant des crises touchant à la souveraineté des peuples et des nations. Son caractère d'uniformiser le monde engendre la domination d'un modèle économique et politique (*largement évoqué dans les discours liés au développement*), la disparition des diversités nationales au profit de l'américanisation, le règne de la finance, la loi du profit

maximum. De là, le fossé se creuse entre les riches et les pauvres, entre les possibilités offertes et la réalité vécue au quotidien par l'immense majorité des habitants de la planète.

De cette situation, nous soulignons la définition remarquable des auteurs de l'ouvrage intitulé : *Démocratie et gouvernance mondiale : Quelle régulations pour les XXIe Siècle* ? Ces auteurs définissent la mondialisation comme « *le capitalisme mondial sans frein, plus de nouvelles technologies de l'information et de la communication. La doctrine néolibérale affirme que les facteurs économiques et technologiques conduisent l'humanité, passant outre le fait que les facteurs économique, culturels et sociaux ont selon sa propre logique tout autant d'importance*⁹⁴. Cette définition remarque que la mondialisation actuelle se caractérise par un marché capitaliste déréglementé, par Internet, les réseaux mondiaux, le rétrécissement de l'espace et du temps, la transformation de l'Etat souverain, la recomposition des territoires, la montée en puissance de nouveaux acteurs économiques et les ONG transnationales. Si cette possibilité créée par les institutions internationales crée des richesses pour certains, elle crée également des problèmes, des inégalités croissantes et des problèmes environnementaux pour d'autres.

Une autre définition économiste permet de mieux éclairer la mondialisation actuelle caractérisée par le capital. C'est celle du point de vue d'Amartya SEN, Prix Nobel d'économie. Il considère que : *si ce monde est incomparablement plus riche qu'il ne l'a jamais été, c'est aussi le lieu de privation et de saisissantes inégalités. Il faut avoir à l'esprit ce contraste essentiel pour comprendre le scepticisme général qu'inspire l'ordre mondial*⁹⁵. Dans cet article, il considère que la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau et par conséquent, elle n'est qu'une simple occidentalisation qui soutient l'accumulation du capital. Pour lui, cette mondialisation joue plusieurs influences dans diverses directions. C'est dans ce contexte qu'il réclame une réparation des inégalités pour le partage équitables des ressources entre pays riches et pays pauvres en dénonçant les déséquilibres. Il considère de soutenir la mondialisation lorsqu'elle apporte des solutions concrètes sur le plan économique et politique. Il décline sa vision de porter un sens plus humain à la mondialisation.

94- Kazancigil. A (2003), *Apprivoiser la mondialisation- dans Démocratie et gouvernance mondiale. Quelles régulations pour le XXIe Siècle*, sous la direction de C. Milani, C. Arturi, G. Solinis, Edition UNESCO, Karthala, p.51.].

95- Sen. A, Point de vue, (Dix vérités sur la mondialisation), Le monde diplomatique, 18 juillet 2001.

1- La coopération et l'échec de politiques d'aide au développement.

Dans le contexte actuel et plus particulièrement, dans le cadre de coopération au développement, il convient de s'interroger sur l'efficacité de politiques de développement mises en place depuis l'indépendance des Etats bénéficiaires de l'aide publique au développement. Qu'entendons-nous de l'aide publique au développement dans le cadre de la coopération ? Nous entendons par l'aide publique au développement, l'ensemble des opérations de coopération à caractère financier, humain, matériel, culturel destiné à un acteur. L'aide peut être accordée à un Etat ou une collectivité territoriale dans le cadre bilatéral ou multilatéral. Ce terme sous-entend également « *développement soutenable à caractère financier* » ou développement conditionné dans la mise en œuvre des programmes de développement comme le PSA (*Programme d'Ajustement Structurel*). Dans ce contexte, il comprend l'ensemble des politiques et des flux financiers qui vont du Nord vers le Sud. Ce dispositif est essentiellement conduit dans le cadre des relations entre les Etats, puis entre d'autres acteurs et dans des formes multiples comme nous préciserons plus tard dans les points suivants.

2 - Quelles sont les raisons de l'échec de politiques d'aide au développement ?

L'aide apportée par les pays donateurs n'a pas toujours été une solution d'appui institutionnel pour les collectivités territoriales décentralisées au Mali. L'aide liée aux politiques de coopérations constitue un facteur exogène voulue par les Etats initiateurs du Nord vers les Etats bénéficiaires du Sud. Elle constitue une condition accordée pour l'appui institutionnel des Etats dits démocratiques au sens large du terme. A la fin des puissants empires précoloniaux (*empire du Ghana, empire du Manding, empire Songhoi...*), la question du développement n'a pas été une préoccupation majeure durant la période coloniale. L'administration coloniale installa pour instaurer un modèle de développement au service de l'accumulation des biens au profit de l'industrialisation et de la puissance coloniale. Durant cette période, les puissances coloniales s'accaparèrent sur les richesses en vue de l'enrichissement au compte de la mondialisation et au détriment des populations locales. Les indépendances des pays colonisés d'Afrique francophones, ont suscité d'immenses espoirs. Ce processus d'indépendance n'a pas toutefois continué à créer les moyens nécessaires pour les populations locales et ont faiblement apporté des solutions de changement social. Les conséquences de la colonisation ont continué à répercuter sur la confiscation des biens de l'Etat au compte des minorités invisibles élitistes. Il s'agit des moyens de l'Etat touchés par la

corruption par la bureaucratie, le détournement des deniers publics, la confiscation des droits fondamentaux, de l'absence de libertés etc.

Sans doute, on peut rajouter aussi l'interventionnisme chronique des anciennes puissances coloniales occasionnant les raisons de l'échec des politiques de développement. A cela, on rajoute les exigences imposées par les institutions financières (*Banque mondiale, le FMI...*). C'est dans ce contexte historique que les relations au développement et les coopérations multiformes s'inscrivent dans une dynamique unilatérale écartant une part importante de la population et soutenant une minorité bureaucratique dirigeante. L'échec de l'aide publique au développement constitue une dynamique historique de la colonisation liée à l'exclusion des populations locales. L'échec est la résultante de l'exclusion des groupes sociaux à participer pleinement à l'exercice du pouvoir local et au développement de leurs propres territoires.

Dans ce contexte et pour mieux rechercher les raisons de l'échec au développement ou les coopérations au développement, on propose l'ouvrage intitulé : « *L'impatience des pauvres* » de Gérard Winter économiste et chercheur à l'IRD (*Institut de Recherche sur le Développement*). Dans son travail, il s'interroge sur les raisons de l'échec des politiques de développement en Afrique et réfléchit sur les solutions pouvant être apportées. Il souligne également que la mondialisation (*comme précédemment définie*), tant chantée et présentée comme modèle, a pris un nouveau tournant. Ce phénomène s'accompagne du désengagement des Etats, de leurs fonctions proprement politiques, d'orientation, d'arbitrage et surtout de régulation sociale, de la prépondérance des interventions du marché financier, de la concurrence des pays aux bas salaires. Dans le même contexte, il montre que cette mondialisation agit comme le révélateur de ceux qui ne s'intègrent pas dans son mouvement. C'est là que le phénomène devient un « *système d'exclusion*⁹⁶ ». Il rajoute que la réduction de la pauvreté est devenue au Nord comme au Sud, un objectif prioritaire du développement. L'échec au développement apparaît dans le contexte où l'aide afflue. C'est ce qu'a pu montrer ici (Tidiane Diakité 2002) : *plus on aide au développement, plus le nombre des pays africains pauvres parmi les plus pauvres augmente*⁹⁷. Dans le même contexte, Jean Louis Bianco, ancien Président du Haut Conseil de la Coopération Internationale de 1999 à 2002 a déclaré à propos du Sénégal que ; *force est d'admettre que toutes les recettes de développement*

96- Winter. G (2002), *L'impatience des pauvres*, Editions PUF.

97- Diakité. T, (2002), : *L'Afrique et l'aide ou comment s'en sortir ?* Paris, L'Harmattan, p.155.

*appliquées jusqu'alors n'ont pas permis à ce pays de réduire la pauvreté chronique dont la population reste victime*⁹⁸. Ces points de vue divergents sur l'échec au développement constituent une dynamique remise en question. Une nouvelle expression de développement est ancrée dans les coopérations décentralisées en vue de pallier l'inefficacité de l'aide publique au développement.

3 - L'expression de développement en question et la quête d'un nouveau modèle.

L'expression de la coopération au développement constitue un langage exogène dans les collectivités territoriales de la région de Kayes. Nos interviews réalisées sur le terrain montrent que certains acteurs ont du mal à donner une expression du développement durable au sein de leurs collectivités territoriales décentralisées. L'expression du développement a une dimension historique. Elle fait référence à ce qui est communément appelé le « *post consensus de Washington* » décidé par les pays donateurs à partir de 1995. C'est un dispositif de développement orienté vers les pays du Sud en vue d'accompagner le processus institutionnel de pays bénéficiaires. De façon générale, ce dispositif oriente un discours et une stratégie de lutte contre la pauvreté. Le débat est né en 1990 sur l'efficacité de l'aide publique au développement. C'est dans le contexte de raréfaction et de conditionnalité des ressources attribuées aux pays bénéficiaires que le débat a pris de l'ampleur remettant en question l'aide au développement. Au début de la même période (1990), un programme des institutions financières internationales (*Consensus de Washington*) a été initié par les pays dits « développés » dans le monde occidental. L'objectif de ce programme vise : *la doctrine socioéconomique classique, l'ajustement structurel, l'ouverture des économies, la dérèglementation financière, anéantir le rôle de l'État, la réduction des services sociaux de base, la privatisation des services publics, la réduction du coût de la main d'œuvre*. On peut également signaler que le discours de la Baule du 20 avril 1990 prononcé par l'ex Président de la République française : François Mitterrand était significatif. Ainsi, il avait montré que : « *la France liera ses efforts de contribution à tous les efforts faits pour aller plus de liberté* ». Dès lors, il était clair que l'aide aux pays du Sud sera conditionnée par l'engagement des chefs d'Etat en faveur d'un processus de démocratisation, vers un Etat de droit⁹⁹. Ce

98- Diakité. T, (2002) : *L'Afrique et l'aide ou comment s'en sortir ?* Paris, L'Harmattan, p.121)

99- « La construction d'un Etat de droit garantit une bonne gestion des affaires publiques et des principes qui s'y attachent : transparence, prévisibilité et clarté des règles, acceptation des contrôles internes et externes. Elle suppose le développement d'institutions publiques et d'une fonction publique formée et régulièrement payée, capables d'assurer la sécurité publique, de

consensus de Washington va sur une nouvelle base qui consiste à intégrer deux innovations : *une stratégie de lutte contre la pauvreté et une stratégie d'instaurer la participation de la société civile*¹⁰⁰. Cette stratégie suppose la conditionnalité et l'adoption d'une « approche-programme-territoire » essentiellement basés à lutter contre la pauvreté et intégrer la société civile dans les affaires publiques. Cette action méthodique consiste à harmoniser les pratiques de bailleurs de fonds dans la même logique. C'est ainsi qu'a été mis en avant le modèle de développement intégré. Il s'appuie essentiellement sur les approches : programmes et sur les documents stratégiques de réduction de la pauvreté. Les outils de ce plan de Washington s'avèrent compliqués pour les collectivités territoriales décentralisées. La participation de la société civile au développement sous la supervision des institutions financières internationales constitue une conditionnalité non soutenable pour le développement. C'est dans la même perspective qu'on voit l'émergence du concept de la bonne gouvernance utilisé dans un rapport de la Banque mondiale sur l'Afrique en 1989. Ce cadre institutionnel instaure la conditionnalité de l'aide accordée aux pays bénéficiaires pour lutter contre la corruption. Est-ce que cette corruption est la cause de l'échec au développement ou du sous-développement ? Les réponses à cette question sont développées dans les chapitres suivants et dans l'étude des cas des programmes. L'émergence de la bonne gouvernance est le corolaire de la notion de la lutte contre la corruption comme volonté exprimée par les institutions financières internationales. La notion de bonne gouvernance est apparue dans le milieu politique des institutions financières (*Banque mondiale, FMI*) pour conditionner davantage l'aide accordée aux pays du Sud. Pour la Banque mondiale, il s'agit des conditions politiques intégrées connues sous cette notion de « *bonne gouvernance ou good governance* ¹⁰¹ » utilisée pour la première fois dans un rapport sur l'Afrique en 1989.

créer un environnement favorable au développement du secteur privé et de rendre accessibles les services sociaux de base »
Mémorandum du gouvernement français sur l'aide au développement 96/98 pour le CAD de l'OCDE.

100- Par *société civile*, on entendra l'ensemble des entités sociales, des acteurs sociaux et des institutions (ONG, syndicats, organisations populaires, groupements de paysans, associations, groupes de jeunes, groupes de femmes etc. qui ne sont pas directement impliqués dans la gouvernance et dans la gestion des affaires publiques et dont l'action concourt à l'émergence ou à l'affirmation d'une identité sociale collective, à la défense des droits de la personne humaine et au mieux-être des populations).

101-W. Kalinowski 2008: *Chronique de la gouvernance*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, p.229. Pour cet auteur, l'émergence de la bonne gouvernance dans le débat politique national et international marque une nouvelle conception des relations de pouvoir (Etat, collectivités territoriales, organisations supranationales, mais aussi les organisations de la société civile et le secteur privé). Cette notion traduit également la quête collective de modes nouveaux de concertation et de

III - Le développement, un cadre référentiel qui veut occidentaliser le monde

Dans ce paragraphe, nous mettons l'accent sur quelques points qui démontrent que les efforts entrepris par les acteurs, suivent des lignes et imitent des modèles issus des pays industrialisés. Cela montre que le développement est un processus d'imitation des acteurs poursuivant des objectifs et des finalités déjà ciblées. Ces différents processus de développement ont projeté des représentations néfastes sur le retard du développement de l'Afrique. Cela a donné plus de motivations aux collectivités territoriales de nouer des relations de coopérations avec leurs partenaires engagés dans les pays développés (Europe).

1. Les manières de faire le développement : la ligne directrice d'occidentalisation

Les mouvements multidimensionnels qui caractérisent les méthodes ou les différents processus, sont la conséquence des manières de faire le développement. L'objectif fixé par les discours de développement est d'atteindre les objectifs fixés, notamment parvenir à lutter contre la pauvreté dans un territoire donné avec tous ses composants. Cette expression de développement est complexe, pléthorique dans toutes les actions et suit une ligne directrice. Elle est devenue un ordre, une référentielle à suivre. Les discours dominants et inspirant la démocratie que l'on pourrait qualifier comme modèle politique idéale de gouvernance, opte cette ligne directrice politique qui s'impose à toute société. Ce modèle politique de développement s'accompagne à des contraintes économiques et sociales. Il s'agit de son expansion et sa mise en œuvre dans le monde. Cet ordre politique (*démocratie*) s'octroie, en outre, à des valeurs humaines, économiques, culturelles contrairement à d'autres valeurs sociétales non-occidentales qui ne sont pas sur la même ligne de conduite politique.

Dans cette perspective, on peut s'interroger sur l'exportation de ce modèle politique de développement du Nord vers le Sud. A ce niveau, notons que l'ouvrage de Bertrand Badie : « *L'Etat importé : L'occidentalisation de l'ordre politique* », 1992 apporte un éclairage. Il souligne dans cet ouvrage que le modèle de démocratie est celui de l'Europe que les Etats cherchent à imposer à leurs anciennes colonies. Cette émergence se coïncide à des bouleversements des économies mondiales et financières accélérant la libéralisation des marchés mondiaux. Les institutions financières internationales (BM, FMI...) développent ce

régulation, plus flexibles que ceux avec lesquels les bureaucraties occidentales avaient bâti jadis des Etats-nations, aujourd'hui mal adaptés au double mouvement de mondialisation et de « *retour au local* ».

processus de libéralisation réduisant le rôle politique des Etats et la marge de manœuvre des populations locales.

En quoi, le modèle de développement est envisagé dans les pays en voie de développement comme dynamique de changement ? Ya-t-il des solutions envisageables pour les collectivités territoriales? Nous avons les remarques de deux auteurs (*d'Adda Bekkouche et Bertrand Gallet 2001*) qui soulignent que l'approche de coopération au développement dans les pays du Sud posait un triple problème¹⁰². Ces auteurs montrent l'impuissance de l'Etat qui ne peut plus jouer pleinement son rôle d'acteur quasi exclusif. Ils montrent l'importance du rôle à jouer par les acteurs locaux notamment les organisations publiques décentralisées pour la sortie du sous-développement et du contexte complexe des discours dominants de développement. Dans ce contexte, ils considèrent que la coopération décentralisée (*dans la mesure où celle-ci contribue à la réalisation des opérations et projets de développement*) apportera beaucoup dans un sens positif comme solution. C'est la manière de faire le développement au niveau des territoires locaux permettant d'éviter l'ordre de développement imposé par les institutions financières internationales. L'émergence de cette façon de faire autrement les politiques de coopération au développement était partagée lors des assises de coopération décentralisée du 26 et 27 novembre 2001. L'ancien ministre de coopération (*Charles Josselin*) de l'époque déclarait que : « *les collectivités locales apportent un message fort et lisible, celui de la démocratie de proximité, de l'écoute du citoyen et de liberté* ». La coopération décentralisée dans ce sens est multidimensionnelle et ne va pas seulement sur les simples projets financiers et techniques. Elle place l'humain au centre des préoccupations majeures en créant les conditions concrètes d'un dialogue véritable à la fois réaliste et respectueux de l'autre. Avec cette possibilité de dialogue, on crée des conditions d'établir la confiance entre les citoyens et leurs représentants.

Un autre regard porté par Paul allies, Directeur de l'observatoire des politiques publiques en Europe du Sud, montre que la coopération décentralisée est un outil nécessaire pour maîtriser la mondialisation. La coopération décentralisée est indiscutablement la fille aînée de la décentralisation¹⁰³. Dans un contexte de mondialisation, les citoyens demandent de

102-Bekkouche. A, Gallet. B, *La coopération décentralisée : l'émergence des collectivités et autorités territoriales sur la scène internationale*, Annuaire Français de Relations Internationales, AFRI 2001, Volume II, Bruxelles, Editions Bruylant.

103-Mbembe. A, (Après la tournée africaine du président français), *Le messenger de Douala*, n°2425, 1er août 2007.

plus en plus, l'ouverture à l'international. La coopération décentralisée intervient pour aider le citoyen à nouer son niveau local avec l'international, les associations, les ONG et autres acteurs. Cela montre le rôle important que peut jouer la société civile dans un contexte de mondialisation. Pour l'émergence de ce modèle politique de coopération au développement, on peut se demander si cela est efficace pour lutter contre la pauvreté et favoriser un développement soutenable.

2. La pensée réductrice du développement sur l'Afrique et les paradoxes du néocolonialisme.

L'histoire des pays d'Afrique, notamment celle de l'Afrique de l'Ouest et plus particulièrement celle du Mali, est marquée par la période coloniale douloureuse. Les discours autour du colonialisme demeurent embarrassants sur les modes de gestion du pouvoir public, les modèles imposés et des objectifs à atteindre dans la perspective de développement. « *Par exemple en 2009 au Mali, deux collectivités territoriales avaient un litige concernant la gestion des ressources de coopération décentralisée. Affaire. La collectivité française avait préféré saisir le tribunal administratif de Paris considéré comme compétent tout en niant les juridictions maliennes !!!* ». Ce cas est considéré comme système néocolonial en continuité dans les relations sociales, politiques et administratives entre le Nord (*dominant*) et le Sud (*faible*)¹⁰⁴. Les discours et les rapports liés à l'esprit du colonialisme nourrissent les débats contradictoires dans les espaces de développement. C'est le cas des rapports de force sur la gestion locale des affaires de coopération décentralisée entre les collectivités territoriales du Nord et du Sud. Les premiers rapports de forces entre les pays du Sud et l'Occident remontent au 19^{ème} siècle considéré comme le début des premiers bouleversements socioéconomiques et culturels. De ces premiers rapports est né la réaction identitaire à travers certains résistants rejetant le projet colonial considéré comme utilitariste, inégalitaire et raciste envers les populations autochtones et leurs cultures. Le système colonial s'intègre au fur et à mesure et va aboutir à la mise en place des Etats modernes fondés sur le modèle occidental. Le projet d'étatisation va permettre aux peuples d'aboutir au projet d'indépendance qui représentait une rupture avec la logique coloniale pour les peuples. Ces rapports entre les colonisateurs et les colonisés constituent un paradoxe affectant l'expression du développement.

¹⁰⁴ Fofana. Aly, (Directeur national des coopérations décentralisées au Mali), Conférences sur le développement durable de Marcoussis (France) en juin 2010.

Les mots et les discours s'exportent par le système colonial et imposés aux populations colonisées. Ce système est considéré par une manière de dominer le langage, les aspects culturels qui orientent les discours de développement dans un contexte d'incompréhensible pour les peuples. Dans les politiques de développement, le paradoxe colonialisme constitue l'aspect controversé dans les discours d'aide au développement. Les rapports entre dominateurs et dominés sont nourris dans les langages et les expressions utilisés par les experts. Dans le cadre de programmes au développement ou coopération au développement, les termes employés tels que solidarité, développement durable, l'aide au développement sont traduits dans les expressions qui créent l'inégalité entre les deux parties. Cette posture crée une vision misérabiliste de l'Afrique et les collectivités territoriales font les partenariats au développement avec leurs partenaires du Nord. Parfois, les rapports de force ignorent l'histoire des partenaires de coopération au développement et permettent de nier les populations locales. C'est à l'usage des discours, du langage populaire et des expressions que les partenaires font souvent référence à l' »Afrique « ou aux « africains » sans tenir compte aux différences et aux spécificités locales des peuples. L'auteur A. Mbembe rappelle dans son article en prenant le terme d'Hegel qui selon lui : *« l'Afrique est le pays de la substance immobile et du désordre éblouissant, joyeux et tragique de la création. Les nègres, tels nous les voyons aujourd'hui, tels ils ont toujours été. Dans l'immense énergie dans l'arbitraire naturel qui les domine, ni le moment moral, ni les idées de liberté, de justice et de progrès n'ont aucune place ni statut particulier. Celui qui veut connaître les manifestations les plus épouvantables de la nature humaine peut les trouver en Afrique. Cette partie du monde n'a, à proprement parler, pas d'histoire. Ce que nous comprenons en somme sous le nom d'Afrique, c'est un monde anhistorique non développé, entièrement prisonnier de l'esprit naturel et dont la place se trouve au seuil de l'histoire universelle »*. C'est sous ce rapport de manque d'histoire (*révolution industrielle pour le développement économique*) que beaucoup de discours se penchent sur l'Afrique dans une optique réductrice rendant difficile la question de développement. Dans cette considération de manque, Lévy Brühl tenta d'en faire un système dans ses considérations sur *« la mentalité primitive »*, distinguant d'une part l'homme occidental doué de raison et les peuples et races non occidentaux enfermés dans le cycle de la répétition et du mythe. Toujours les rapports de forces fondés sur les idées réductrices emmènent les acteurs dans une ligne à opter le modèle unilatérale du développement à l'occidental. Une telle vision des relations internationales et de la coopération au développement peut, elle aussi, contribuer à comprendre les raisons de l'échec de toutes les politiques menés par les acteurs (*Etats, collectivités territoriales, ONG etc.*).

En ce qui concerne les relations avec l’Afrique dans le cadre de politiques de coopération au développement, la crise semble être liée à la non prise en compte des évolutions profondes qui ont eu lieu sur le continent. Ce manque d’Histoire de l’autre constitue un paradoxe pour le développement. Au Mali, l’échec de certains projets ou programmes de coopération au développement est lié à ce paradoxe. Parfois, les programmes de développement durable ou autres dispositifs ne sont pas soutenus par les politiques par faute de financement. Cela conduit à l’échec des dispositifs. C’est ce que voulait montrer le directeur régional des eaux et forêt de Kayes (Bamba Keita) : *« Oui..., le modèle de développement comme le développement durable, c’est souvent du slogan ou discours politique ! On fait du slogan parce que chez-nous, il n’y a pas des actions concrètes. On ne peut pas faire du développement durable sans les moyens financiers. Moi, j’ai trop écouté ces politiques mais concrètement, je ne vois pas de moyens financiers. En réalité, si on ne préserve pas nos ressources naturelles, pour les générations futures, nous aurons tous des problèmes énormes pour vivre sur la planète. Pour votre question, cela me rappelle sur beaucoup des cas auxquels les gens pensent qu’avec nos dispositifs et programmes, on va y arriver. Non, il ne faut pas se tromper avec ces programmes où les agents de forêts sont sans actions de financement important. Si on ne parvient pas à soutenir ces programmes, je ne vois pas comment on va s’en sortir dans ces crises environnementales et de pauvreté »*¹⁰⁵ La logique de développement ne s’est pas adaptée aux conditions socio-politiques nouvelles et n’a pas pu répondre aux conditions socio-économiques des bénéficiaires. Ainsi, la France entretient encore des fortes relations paternalistes avec l’Afrique et en particulier avec le Mali. Selon Jacques Tinturier à propos de la politique d’aide de la France : *« la crise au développement a fondamentalement pour origine la conception néocoloniale de nos rapports avec les pays « coopérés ». Il restait des « sujets » de notre aide sans qu’ils soient en mesure d’exercer pleinement le pouvoir que l’indépendance de leurs pays leur a confié. Pour sortir de cette crise, il faut complètement changer les rapports que la France veut entretenir avec ses partenaires en recherche de développement. L’intérêt des bénéficiaires doit devenir l’objet de notre aide c’est-à-dire la finalité qui doit guider nos décisions et nos actions »*¹⁰⁶. Cette analyse montre toujours que l’aspect du néocolonialisme constitue toujours un paradoxe de développement lié à certains facteurs essentiels pour le développement de l’Afrique.

105 Interview de Bamba Keita du 11/12/2010 : (Directeur régional des eaux et forêts).

106-Tinturier, J, (2000) : *De la coopération à l’aide au développement en Afrique*, Paris L’Harmattan, p.49.

Dans la vision néocoloniale en termes de coopération au développement, la coopération pour le cas des pays d'Afrique a pris la forme de don. Selon J.J. Gabas, membre du HCCI : « *le glissement de la coopération vers l'aide s'accompagne aussi d'une traduction très étroite du concept de don, donner, recevoir, rendre. On ne construit pas ensemble actuellement selon les spécificités. On fait pour maintenir l'autre dans une position de demandeur sans lui donner le choix de recevoir ou non, ni de rendre. De cette situation, on voit émerger certains comportements, de rejets, de contournements, d'appropriation par les acteurs locaux dans un sens très différent de celui conçu au moment où la coopération était envisagée* »¹⁰⁷. Dans cet état-là, pourquoi les besoins ne sont pas définis ensemble ? Cela résulte du fait que dans les rapports entre acteurs, l'un ne peut pas construire sans, une implication réelle de l'autre. Un proverbe africain dit ceci : « *tout ce que tu fais pour moi, si tu le fais sans moi, tu le fais contre moi* ».

107- Gabas.J.J, *Nord-Sud : l'impossible coopération ?* Op cité, p.17.

Section 2

L'émergence des acteurs multi-niveaux dans la coopération au développement

Dans le domaine de la coopération au développement, plusieurs acteurs interviennent pour entretenir des relations de solidarité visant plusieurs domaines. Cette dynamique est également exprimée dans des espaces différents avec des représentations et concepts de développement multiformes. En ce qui concerne notre cas d'études, ces derniers interviennent auprès des territoires locaux pour promouvoir et employer des expressions ou des termes auprès des territoires spécifiques. Après la remise en cause des politiques de développement de l'Etat-Nation face à la persistance de la pauvreté et au désengagement de l'Etat, aujourd'hui le débat porte essentiellement sur l'émergence de ces nouveaux acteurs. Pour la première fois, on peut se rappeler du Forum social mondial, réuni pour la première fois à Porto-Alegre au Brésil en janvier 2001 (*il a lieu chaque année depuis cette date*) et le Forum des autorités locales témoignant tous notamment de la volonté d'impliquer des nouveaux acteurs sur les questions de développement territorial. On peut aussi se demander si ce n'est pas le début de montrer les limites des Etats face aux manques liés à leur missions socioéconomiques (*accentuation de la pauvreté, inégalités sociales etc.*) qu'attendent les citoyens. Il est à noter que la fin des années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix sont des années pionnières de l'émergence de ces acteurs. Ce phénomène intervient au moment où est posée la question du devenir de l'Etat-providence. Dans cette perspective, comment la fin de l'Etat-providence a pu contribuer à l'apparition des nouveaux acteurs et à la coopération au développement?

I - La fin de l'Etat-Providence : début de l'émergence des acteurs

D'abord, l'Etat se caractérise avant tout par une autorité souveraine où émanent les droits et les devoirs des citoyens. On peut le comprendre aussi comme le lieu où se construisent des vies communes des personnes ayant des droits et devoirs communs. C'est la réalité d'un peuple exprimée par une culture, des traditions, une histoire et ayant un territoire défini. Au sens propre du terme, c'est une entité géographique et historique considérée comme une fabrication humaine. Ainsi, comment définir l'Etat-providence dans la perspective de fin de l'Etat et dans la dynamique de coopération au développement ?

1. Définitions de l'Etat-providence et la perspective de fin d'un acteur unique.

Pour définir l'Etat-providence et donner son contenu, nous allons proposer un extrait de Xavier Merrien (1997) soulignant que : « *les Etats-providence sont soumis à de fortes pressions économiques, politiques et sociales. Ils semblent incapables de faire face aux défis que lui pose l'évolution des économies modernes et de traiter correctement les problèmes internes...dans un contexte d'interdépendance qu'on a coutume de nommer aujourd'hui globalisation...Les anciens référents de l'action publique sont aujourd'hui en crise et l'idée même d'Etat-providence est moins admise que par le passé. Cette transformation radicale des fonctions de l'Etat fonde sa légitimité sur une nouvelle conception de l'intérêt public intégrant de manière très large les droits sociaux des citoyens* »¹⁰⁸.

Dans cette définition, l'auteur montre toujours que « la naissance d'un nouveau paradigme est précédée d'une période relativement longue pendant laquelle des groupes d'acteurs, de plus en plus nombreux au sein des élites sociales, ont partagé le sentiment que l'anomalie présentée par la persistance de la pauvreté et de la misère au sein des sociétés civilisées exige des solutions neuves »¹⁰⁹. Dans la même perspective de définition de l'Etat-providence, l'auteur montre que « les années quatre-vingt (80) marquent la fin de l'âge d'or des *welfare states*. La crise financière de l'Etat ouvre sur un renouveau des doctrines libérales qui ébranlent de manière sensible la légitimité des modes de développement antérieurs. Or, la période actuelle se caractérise par l'émergence de problèmes globaux et non sectoriel (*pauvreté, précarité...*) qui appellent des solutions. Dans le même temps, les Etats-providence s'affaiblissent face à la montée de demandes sociales. L'Etat-providence montre ses limites et la lutte contre la pauvreté et la précarité sociale fait surgir la nécessité du local et des identités multiples. La société libérale (*avec la mondialisation de l'économie, l'émergence des nouveaux acteurs financiers...*) est devenue une force mettant progressivement la fin de l'Etat-providence.

Une autre vision est apportée par les soins de Pierre Rosanvallon. Selon lui, l'alternative à l'Etat-providence n'est pas d'abord d'ordre institutionnel, elle est principalement sociétale. Pour lui, « *il s'agit de faire exister une société civile plus épaisse et de développer des espaces d'échange et de solidarité qui puissent être encastrés en son sein et*

108- Merrien. F-X, (1997), *L'Etat-providence*, Paris, PUF, collection Que sais-je, p.3-4.

109- Merrien.F-X, (1997), *L'Etat-providence*, Paris, PUF, collection Que sais-je, p.16.

*non pas extériorisés et projetés sur les deux seuls pôles du marché ou de l'Etat. Aller dans ce sens implique tout d'abord de produire un droit adéquat à la réalisation de cet objectif. La définition d'alternatives positives à l'Etat-providence suppose à la fois que des segments de la société civile (groupes de voisinage, réseau d'entraide, structures de prise en charge d'un service collectif...) puissent être reconnus comme des sujets de droit et des instances productrices d'un droit autonome par rapport à la loi d'essence étatique. On voit en effet sans cesse naître de telles institutions sociales mais celles qui sont formalisées en prenant le statut associatif restent fragiles car leur action ou leur intervention est toute entière soumise aux normes du droit étatique »¹¹⁰. Suite à ces définitions, le débat politique aujourd'hui n'est pas clos sur le rôle que les Etats devraient jouer. Mais, cela n'empêche pas de constater l'émergence de nouveaux acteurs. Dans le langage commun, il est souvent entendu de lutter contre la pauvreté, améliorer les conditions de vie, promouvoir la bonne gouvernance, intégrer le développement durable dans les actions quotidiennes etc. Aujourd'hui, ce sont quelques-uns des axes des politiques de coopération internationale au développement qui engagent des multiples acteurs. Ces concepts ont été intériorisés et privilégiés par certains acteurs dominants (*intervenants, techniciens...*) dans le domaine de la coopération au développement.*

2. La construction d'une nouvelle vision de coopération au développement

L'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale, nationale et locale marque la fin de l'Etat-providence et donne une nouvelle vision de coopération au développement. Les points de vue de certains auteurs nous permettent d'éclairer cette émergence de la coopération au développement. Un élément important porte sur les acteurs locaux intervenant sur les questions de coopération décentralisée. Comme souligne cet auteur que « *le vieux débat sur la place de l'Etat est aujourd'hui dépassé. Il n'y a plus d'analyse pour soutenir que l'Etat est le seul acteur international digne de ce nom ; mais plus personne ne soutiendrait non plus qu'il a disparu pour laisser la place aux seules logiques privées* » Frédéric Charillon (2006), professeur de science politique à l'Université Paris II Panthéon Assas. Il poursuit dans la même analyse en montrant que : « *Les Etats n'étant plus les seuls acteurs influents sur la scène internationale, le rôle de leurs politiques étrangères est-il pour autant marginalisé ? [...] sans être totalement remis en cause, ce modèle stato-centré s'est adapté aux turbulences qui ont transformé les relations internationales dans la période récente, ce qui s'est traduit par des inflexions, voire dans une certaine mesure, une*

110 *Les relations internationales*, Sous la direction de F. Charillon, Paris, Les notices de la Documentation française, La Documentation française, 2006, p.63.

réinvention des politiques étrangères ». Il note l'émergence d'acteurs très variés : « *on observe une action internationale en mouvement permanent, mêlant des Etats, des acteurs privés et d'autres encore aux statuts mal définis, dans des jeux où tous trouvent leur place, en s'entraidant parfois, en s'affrontant souvent, mais en se côtoyant toujours* ¹¹¹ ».

A côté de ces différents arguments, d'autres analyses viennent compléter cette vision de la coopération au développement. On peut retenir l'analyse de Bertrand BADIE qui, parlant de la régionalisation, précise qu'elle donne un élan supplémentaire aux acteurs transnationaux déjà galvanisés par la mondialisation. A cela, s'ajoute l'analyse de F. Charillon (2006) qui montre que : « *ces acteurs qui prétendent jouer un rôle autonome sur la scène internationale, en contournant ou en instrumentalisant les Etats voir en passant alliance avec eux, marquent de leur empreinte le jeu international. Il suffit pour s'en convaincre de prendre en compte le rôle de firmes multinationales, la complexité des réseaux reliant entre les acteurs économiques, mais aussi l'activisme des ONG, l'importance croissante des médias, le rôle mobilisateur des acteurs religieux, porteurs de véritables para diplomaties. Plus que jamais, le jeu international est interactif. Ce qui est précisément nouveau tient à cette multiplicité reconnue des acteurs et des registres de l'intervention sur la scène internationale [...] ce nouvel ordre politique international se fait de plus en plus éclaté, décentralisé et déterritorialisé. Porteur de nouvelles formes d'action internationales, il est inévitablement contestateur de l'Etat, de la nation, du territoire*¹¹² ». A titre d'exemple, le processus de la décentralisation malienne est sur cette ligne d'émergence d'acteurs avec des nouvelles identités territoriales et locales¹¹³. L'Etat en tant que principal acteur qui a longtemps dominé l'arène locale et nationale, n'est plus le seul interlocuteur qui fait régner sa domination sur les divers groupes. Dès lors, l'Etat-providence est victime de la modernité, de la mondialisation, de la mobilisation accrue des individus, de la revendication forte d'une citoyenneté active. A cela, s'ajoute l'élan du progrès des nouvelles technologies de la communication, la naissance accrue de la société civile etc. La vision de coopérer pour le développement des territoires à travers la décentralisation s'implante avec l'arrivée des multiples acteurs sur la scène

111- Charillon. F (2006), *Les relations internationales*, Les notices de la documentation française, La Documentation française, Paris, p.63.

112- Id.p.9

113- Magassa (Hamidou) : *Décentrer ou décentraliser un : un dilemme au Mali*, Alternative Sud, vol IV 1997, pp. de2 à 3.

politique locale, nationale et internationale. Cela attribue au territoire, son identité et son autonomie réelle pour le développement durable. Le statut des territoires renforce cette vision de coopération avec l'Etat et d'autres acteurs privés. Cette manière de coopérer permet à l'Etat de se confirmer comme Etat moderne. Dans le même contexte, on voit apparaître le rôle et la place de l'individu dans cette vision de coopération. C'est ainsi que Catherine Wihtol de Wenden précise que : « *Le recul de l'Etat-Nation au profit d'acteurs individuels, sa banalisation sur la scène internationale procèdent de théories avancées par James Rosenau à partir des années 1980. Il distingue deux niveaux de décision. Un monde multi centré se superpose au monde stato centré. Il est marqué par la prolifération d'acteurs non étatiques, individuels aussi bien que collectifs [...] l'individu longtemps ignoré des spécialistes du domaine est placé désormais au cœur des théories de la politique mondiale : il paraît plus apte que les Etats à percevoir les événements internationaux et à la façonner dans un contexte de profondes turbulences* ». L'humain se place dans cette perspective de coopération au développement comme suite ou le fruit de la vision de l'Etat-moderne.

Un nombre important de chercheurs partagent cette vision. C'est le cas de ceux du GEMDEV pour qui l'expérience dans ce domaine, démontre qu'il est temps d'adapter les politiques de coopération aux réalités locales. Il s'agit non seulement de prendre en compte l'extrême diversité des situations mais aussi, aux évolutions divergentes des régions et des pays du monde dans un contexte de mondialisation croissante. Ce contexte est marqué par l'affirmation de normes « *universalisables* » en matière de respect des droits de l'Homme. Toujours, le cas du GEMDEV est transcrit dans un contexte qui montre cette vision des modèles de coopération au développement. Ces chercheurs apportent une vision critique et selon eux : « *S'il ne convient pas de fustiger les institutions internationales et le libéralisme qui a eu lieu, dans certains cas et contextes, des effets bénéfiques, on peut critiquer le fait qu'on demande aux autres pays de faire ce que l'on n'a pas fait soi-même, ce qui invite à analyser plus la nature de cette demande. Cela pose deux problèmes concernant, d'une part la définition des modèles d'action, leur imposition et leur interprétation par des décideurs politiques, et d'autre part les réseaux d'influence qui oblige à scruter, non plus l'horizon des grands équilibres, mais les modes de réalisation. Plusieurs intervenants considèrent qu'il est temps d'étudier les conséquences et le poids politique de l'alignement des logiques de*

coopération sur les normes commerciales internationales, pour formuler un modèle alternatif à celui de la Banque mondiale »¹¹⁴

3. L'équilibre entre acteurs dans la coopération décentralisée.

Dans ce sens d'équilibre de la coopération, nous nous contentons de quelques analyses et points de vue. Certains intervenants dans le domaine de la coopération se sont exprimés dans ce sens. C'est le cas de Paul Allies (OPPEs 1995), ancien directeur de l'Observatoire des politiques publiques en Europe du Sud qui montre qu'actuellement: « *nous assistons à une réorganisation de tous les Etats* ». Il y a l'axe du fédéralisme, de la décentralisation, de la régionalisation, l'émergence accrue de la société civile. C'est dans cette perspective de création d'acteurs multiformes que l'action publique trouve une meilleure performance d'équilibre. L'accumulation d'expériences des pratiques politiques locales concrètes entre les acteurs est source d'équilibre dans le domaine de la coopération. A l'heure actuelle, les collectivités territoriales sont entrées de plain-pied avec l'Etat dans un domaine qui peut faire de ces unités territoriales un élément essentiel pour maîtriser la mondialisation¹¹⁵. Ceci dans deux axes : d'abord en ré-ouvrant la démocratie (*les collectivités locales ont un rôle privilégié vis-à-vis de la société civile*) et en modernisant l'Etat de droit. Nous soulignons dans ce sens, la démocratie participative comme moyen de réguler les rapports de force internationaux. C'est dans cette perspective que la coopération décentralisée peut jouer un rôle essentiel d'équilibre. C'est cette même idée que déclare Antoine Joly (2007 *Délégué pour l'Action extérieure des Collectivités territoriales*). Selon lui : « *La mondialisation nous pousse à concevoir de nouvelles formes de relations, à explorer de nouvelles pistes, qui ne visent pas à affaiblir les Etats, mais au contraire à rechercher de leur permettre de mieux jouer leur rôle en appliquant le principe de subsidiarité* ¹¹⁶ ». Dans la même direction, il convient de prendre en compte, la décentralisation des pouvoirs – réclamée ou imposée- et l'émergence de nouvelles formes de gestion incluant une participation plus ou moins importante des habitants.

114- *Parcours de développement*, Note du Secrétariat du GEMDEV, I. Bellier, J-J. Gabas, V. Geronimi, Novembre 2004, pour le DESS (Développement et coopération), Paris I Sorbonne.

115- *L'action internationale des collectivités locales- Engagement citoyen et mondialisation*, Troisièmes assises de la coopération décentralisée, 26-27 novembre 2001, Paris, La Documentation Française, 2003.

116-RAPPORT, (2007), *Direction pour l'action extérieure des collectivités locales*, DGCID, Ministère des Affaires étrangères.

La gestion démocratique, la gestion participative, le développement local¹¹⁷, le budget participatif, les conseils de quartiers, sont autant des visions différentes qui s'appuient davantage sur la dimension du « *local* ». De même, les troisièmes assises de la coopération décentralisée qui se sont déroulées en juin 2001, ont donné lieu à de nombreuses réflexions sur la décentralisation et le rôle nouveau de la coopération décentralisée. Quelques points de vue différents montrent la place et le rôle de ces collectivités territoriales. Ainsi, Bernard Husson du CIEDEL souligne que, « *si la décentralisation est un mouvement quasiment universel, de ce fait, les collectivités territoriales ont certainement un rôle spécifique à jouer dans les relations internationales* ». Pour Alain Vizzavona, directeur adjoint de l'agence française de développement : « *Avec la décentralisation, nous sommes aujourd'hui au croisement des grands principes qui guident l'aide au développement* ». L'Etat doit se recentrer sur ses missions et concentrer tous ses efforts sur ses responsabilités régaliennes et laisser faire d'autres, ce que d'autres peuvent faire mieux que lui. Il y a justement ce mouvement de décentralisation qui a abouti à confier aux collectivités locales du Sud, une partie des attributions qui étaient celles de l'Etat dans un passé pas si ancien que cela. Nous sommes donc obligés de constater une mutation très forte dans nos partenaires en développement. Là où nous n'avions que des Etats et des administrations, nous avons aujourd'hui des entreprises privées, des ONG, des collectivités locales du Sud¹¹⁸.

117- X. Greffe le définit comme : *Un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire, à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies*, Territoires en France : *les enjeux économiques de la décentralisation*, Economica, Paris 1984.

118- *L'action internationale des collectivités locales- Engagement citoyen et mondialisation*, Troisièmes assises de la coopération décentralisée, 26-27 novembre 2001, Paris, La Documentation Française, 2003, p.150.

Section 3

Les interprétations et définitions multiformes de la coopération décentralisée.

L'engagement des collectivités locales dans les actions de coopération au développement est la confirmation de cette action internationale par les institutions nationales, les agences de développement internationales et les institutions financières internationales. C'est le cas de certains pays de l'Union européenne qui ont établi des lois pour encadrer les actions de coopération à l'internationale pour les collectivités territoriales décentralisées. Ces lois sont en général très récentes, en Espagne, en Suède, au Portugal, par exemple. Ce phénomène tend donc à s'institutionnaliser en Europe puis, en Afrique.

Cependant, pour la majorité des pays de l'Union européenne, la coopération internationale au niveau local relève d'un libre choix des collectivités locales : *certaines jouissent d'une large autonomie octroyée par la constitution, d'autres s'investissent à l'international dans l'intérêt de leur population*. Dans certains pays également, la « coopération décentralisée » est régie par une loi générale sur la coopération au développement, comme en Espagne et en Italie. Mais le terme de coopération décentralisée recouvre des notions différentes d'un pays à l'autre, d'un acteur à l'autre. Mais dans la dernière période, on assiste à l'émergence des définitions diversifiées.

I - Les origines et les visions de la coopération décentralisée

1. La vision de l'Union européenne

L'Union Européenne a longtemps utilisé la notion de coopération décentralisée dans un sens beaucoup plus large que celui qui s'est imposé en France. La vision européenne est basée sur la société civile et le local. Elle inclut une coopération basée sur les associations, les groupements et les associations non gouvernementales (ONG). Cette vision vise à renforcer le rôle et la place de la société civile dans les processus de développement tout en prenant en compte les besoins exprimés par les communautés locales¹¹⁹. Dans un autre sens, la coopération décentralisée peut être considérée comme un moyen de rapprocher les hommes

119- Hamadoun Bocar CISSE, Souleymane Idrissa Maïga, Stan. Bartholomeeussen, *Liens entre la décentralisation et la coopération décentralisée au Mali*, Août 1999, in Document de réflexion n°6 publié par le centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM).

de la terre, une forme d'école planétaire et solidaire ou encore comme « *un espace de rencontre interculturel* »¹²⁰.

La vision européenne sur la coopération décentralisée vise à organiser la concertation entre pouvoirs publics et société civile. L'Europe fait référence aux groupes ou mouvements sociaux à la différence de la Banque mondiale qui se penche sur la « *gouvernance décentralisée* ». Selon la Note d'orientation de la Coopération décentralisée (CE 1999), cinq principes déterminent la coopération décentralisée¹²¹. Il s'agit entre autres :

- La participation active (*responsabilisation*) de toutes les familles d'acteurs ;
- La recherche d'une concertation et d'une complémentarité entre différents acteurs ;
- Une gestion décentralisée ;
- L'adoption d'une « approche-processus » ;
- La priorité donnée au renforcement des capacités et développement institutionnel.

Le concept constitue une approche révolutionnaire depuis 1992 dans l'espace de l'UE. Dans cette perspective, quelques acteurs ont été ciblés qui interviennent dans le cadre de mise en œuvre des politiques de coopération décentralisée. Pour l'Europe, les acteurs de la coopération décentralisée sont :

- les pouvoirs locaux
- Les organisations non gouvernementales ;
- Les groupements professionnels et groupes d'initiatives locaux ;
- Les coopératives ;
- Les syndicats ;
- Les organisations de femmes et de jeunes ;
- Les institutions d'enseignements et de recherches ;
- Les églises ;
- Toutes les associations non gouvernementales susceptibles d'apporter leur contribution au développement. A juste titre, nous soulignons que ce passage définit et montre la vision de

¹²⁰- Diangitukwa. Fweley, (2008), *Migrations internationales, co-développement et coopération décentralisée*, préface de Mohamed SAHNOUN, l'Harmattan, Paris, p.99.

¹²¹ Tote. Marc (2001), *La bonne gouvernance selon l'Union européenne : entre accords commerciaux et coopération décentralisée*, in (La décentralisation en Afrique de l'Ouest : entre politique et développement), Karthala, Paris, Paris, p.78.

l'Union européenne sur la coopération décentralisée et permet de saisir un contexte plus général en la matière.

2. Cadre juridique et approches de l'Union européenne sur la coopération décentralisée.

Qu'entend-t-on par coopération décentralisée au sens large du terme ? Dans certains cas, la coopération décentralisée sert à désigner un certain nombre d'acteurs, elle désigne une autre façon de mener la coopération au développement territorial. Parfois, la « *coopération décentralisée* » comprend un ensemble d'acteurs tels que : les ONG, les pouvoirs locaux, les associations, les coopératives, les sociétés et entreprises, les syndicats etc. En bref, ce sont toutes les organisations qui constituent la société civile, à la fois en Europe et dans les pays partenaires comme le cas au Mali. Par ailleurs, l'accent est mis sur les procédures et la participation des populations locales.

Dans un cadre juridique, l'Union européenne a élaboré une convention-cadre sur la coopération transfrontalière des collectivités territoriales sous l'égide du Conseil de l'Europe depuis le 21 mai 1980 à Madrid. Mais dans une déclinaison sur le développement en Afrique, la notion de coopération décentralisée est apparue pour la première fois dans les accords de Lomé (Lomé IV – 1989). Elle est redéfinie dans une note d'orientation de la commission européenne¹²² comme « *une autre façon de faire la coopération, une approche novatrice qui met les acteurs (dans toute leur diversité) au centre du processus de développement* », en relation avec les réformes introduites au cours des années 1980 : *ajustement structurel, démocratisation, décentralisation par exemple*. Bien avant, cette perspective vise à contribuer et renforcer l'ouverture de la société locale sur le monde et les pratiques participatives. Elle est vue sous cet angle, comme une réponse au concept de gouvernance dans les pays d'Afrique, de l'Europe de l'Est, de l'Asie centrale, de l'Asie du Sud et de l'Amérique latine. Elle crée un espace public local directement animé par les autorités locales et par les acteurs qui sont quotidiennement à l'écoute des besoins et des initiatives des citoyens. Ces acteurs locaux sont les premiers bénéficiaires de cette coopération décentralisée.

122. Commission Européenne – DG Développement – Note aux services de la DG DEV et aux délégations dans les pays ACP-ALA-MED et PECO- 23 décembre 1999.

Elle renforce la gouvernance locale à travers l'émergence des élus locaux et leurs relations avec les populations locales. Deux textes ont été soulevés par Bekkouche A. et Gallet. B (2001) dans l'annuaire français des relations internationales soulignant l'importance de la coopération décentralisée¹²³. Nous soulignons le contenu de ces deux textes successivement.

Le premier texte figure dans l'article 12 bis de la Convention de Lomé IV Bis et stipule : « *reconnaissant que les acteurs de la coopération décentralisée peuvent apporter une contribution positive au développement des Etats ACP, les parties conviennent d'intensifier les efforts visant à encourager la participation des acteurs ACP et de la Communauté aux activités de coopération. A cet effet, les ressources de la convention peuvent être utilisées pour appuyer les activités de coopération décentralisée. Ces activités doivent être conformes aux priorités, aux orientations et aux stratégies de développement définies par les Etats ACP* ».

En ce qui concerne le second texte qui figure dans l'annexe LXXX de la Convention de Lomé IV bis prévoit qu' : « *afin d'encourager la participation des agents de la coopération décentralisée aux projets et programmes financés par les fonds et de s'assurer que leurs initiatives sont prises en compte lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes indicatifs, les Etats ACP s'efforcent d'organiser des échanges de vue avec ces agents. Les Etats ACP et la Commission s'efforcent également de leur fournir les informations pertinentes nécessaires à leur participation à la mise en œuvre des programmes* ».

3. Les représentations politiques divergentes de l'Union européenne sur la coopération décentralisée : le cas du débat parlementaire de 2001-2002.

Nous soulignons quelques extraits des parlementaires européens ayant témoigné leurs représentations différentes sur la notion de coopération décentralisée. Du point de vue politique, l'Union européenne a une vision partagée de part et d'autre. Lors des débats parlementaires de l'Union Européenne organisés en 2002, la députée européenne Carrilho du PSE rappelle que « le Parlement européen a toujours considéré, pour sa part, la coopération décentralisée comme une approche du développement qui mérite d'être soutenue. L'accord de Cotonou souligne aussi l'importance de la contribution de la société civile au processus de

123- Bekkouche .A. et Gallet. B. « Annuaire Français de Relations Internationales », AFRI 2001, Volume II, Ed Bruylant, Bruxelles, La coopération décentralisée. L'émergence des collectivités et des autorités territoriales sur la scène internationale, p. 379.

développement et suggère qu'elle peut être accrue par un renforcement des organisations communautaires et des organisations non gouvernementales à but non lucratif dans tous les domaines de la coopération. Les initiatives et actions couvertes par la ligne de soutien à laquelle ce règlement se réfère, sont spécifiquement destinées à promouvoir un développement plus participatif, une diversification accrue et un renforcement de la société civile, ainsi que de différentes structures au niveau de l'administration locale, dans une perspective de construction démocratique. Telles sont quelques-unes des exigences pour obtenir à une réduction efficace de la pauvreté¹²⁴ ». Dans ces débats parlementaires, elle présente la coopération décentralisée comme « *vecteur de la politique de coopération qui accorde un rôle plus important aux acteurs locaux en encourageant leur responsabilisation dans le processus de développement de leurs sociétés et dans les relations avec les partenaires européens* ». Elle considère aussi la coopération décentralisée comme un outil pour « *l'appropriation par les pays partenaires de leurs stratégies de développement et la participation la plus large possible de tous les segments de la société*¹²⁵ ».

Par contre, certains trouvent que les termes de coopération décentralisée restent flous. C'est le cas de Monsieur Rod (député vert) qui, voyant accolés les termes de coopération décentralisée, société civile et ONG etc. Il craint qu'il y ait une absence de stratégie de la part de la Commission européenne. « *La communication sur la société civile dans les pays en développement, promise par la Commission depuis plusieurs mois, devrait éclaircir ces notions et élaborer l'approche coordonnée de l'Union européenne en la matière, mais on l'entend toujours. La refonte budgétaire ne peut se faire que le cadre d'une réelle mise à plat du concept de coopération décentralisée et des relations avec les ONG du Nord et du Sud. On doit s'interroger sur les définitions : qu'est-ce que la coopération décentralisée, la coopération entre entités infra nationales du Nord et du Sud ou une aide aux autorités locales et régionales de pays en voie de développement ? Qu'est-ce que la société civile ? Cette question se fait de plus en plus pressante avec la mise en œuvre de l'accord de Cotonou. En réalité, c'est la question de gouvernance et de démocratie qui est généralement posée. Le développement des pays du Sud passe nécessairement par leur démocratisation, c'est-à-dire*

124- Présentation du Rapport A5-0049/2002 au nom de la Commission du développement et de la coopération, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil prorogeant et modifiant le règlement 16598/98, relatif à la coopération décentralisée (COM 2001 576-C5-0509/2001-2001/0243 (COD).

125- Débats du 13 mars 2002, Journal Officiel, <https://eur-lex.europa.eu/search.html?>

*par l'implication des citoyens aux orientations du pays*¹²⁶ ». Toutefois, lors de la session du 17 décembre 2003, le même parlementaire précise que: « *la coopération décentralisée est un élément essentiel de la politique de coopération et de développement. En effet, c'est l'une des seules composantes qui garantisse l'utilisation véritable des fonds par les populations du Sud* ¹²⁷ ». Ces débats montrent l'importance accordée à la société civile et son implication aux coopérations de développement. C'est ainsi que le Commissaire européen Paul Nielson souligne que le « *débat sur l'implication de la société civile nourrira la discussion sur la promotion continue de la coopération décentralisée et sur l'avenir d'une ligne budgétaire spécifique dans ce domaine*¹²⁸ ». Ce sont des débats constructifs allant dans le sens de l'appui institutionnel des coopérations entre les acteurs du Nord et du Sud.

Dans la même perspective, une autre vision est dégagée par Madame Sauquillo Perez Del Arco (PSE). Selon elle, « *la coopération décentralisée, c'est-à-dire la participation d'acteurs non étatiques et d'entités sous-étatiques- tant des pays européens que des pays receveurs , est une condition sine qua non à un développement participatif qui réponde aux besoins et aux initiatives de la population à qui cette coopération est finalement destinée. Il s'agit d'un nouveau facteur favorisant la démocratisation des sociétés en développement dans la mesure où la coopération décentralisée contribue à renforcer le tissu social. [...] La coopération décentralisée fait plus attention aux acteurs qu'aux ressources économiques ou aux contenus sectoriels de la coopération*¹²⁹ ».

Ces différents points de vu montrent que la coopération décentralisée constitue un domaine transversal avec des approches divergentes et opposées. L'UE dispose un cadre juridique de la coopération décentralisée. Ces approches nourrissent les réflexions sur les questions de développement entre les partenaires du Nord et du Sud.

126- Débats du 13 mars 2002, Journal Officiel, <https://eur-lex.europa.eu/search.html?>

127- Débats du 13 mars 2002, Journal Officiel, <https://eur-lex.europa.eu/search.html?>

128- Débats du 13 mars 2002, Journal Officiel, <https://eur-lex.europa.eu/search.html?>

129- Débats du 13 mars 2002, Journal Officiel, <https://eur-lex.europa.eu/search.html?>

II - Le rôle complexe des acteurs locaux dans la coopération décentralisée

Un rapport du Parlement européen présenté par Pierre Schapira en 2007 montre que le concept de coopération décentralisée prend depuis peu une signification différente. Ce rapport précise que : *« il est indispensable de donner aux autorités locales un rôle politique central dans la coopération au développement. [...] Si l'implication de la société civile est nécessaire, notamment celle des ONG qui travaillent au plus près des communautés locales sur le terrain, les autorités locales ont une valeur ajoutée spécifique. Elles sont, dans la plus part des cas, légitimement élues sur l'ensemble du territoire. Cette légitimité démocratique est un atout pour nous permettre de faire progresser sur le terrain, la démocratie locale et la bonne gouvernance. [...] Dans de nombreux pays, la décentralisation ne cesse de s'approfondir. Les autorités locales ont de plus en plus de pouvoir, sans avoir les capacités financières d'assurer ce nouveau rôle¹³⁰ »*. Dans le même rapport du Parlement européen, cette vision sur le rôle des acteurs locaux a été complétée par le parlementaire Luisa Morgantini. Elle témoigne que *« ces dernières années, l'Union européenne a pu apporter avec dévouement et créativité, pour aider la démocratie à devenir ce qu'elle devrait être : une pratique dans laquelle les citoyens sont des protagonistes à la fois dans leurs régions et ailleurs. Nous devons faire des acteurs de la coopération décentralisée, les collectivités locales essentiellement, non seulement des gestionnaires de fonds et des projets, qui s'accroîtront de toute façon en termes financiers, mais aussi des opérateurs capables d'influencer politiquement la définition et l'application de la politique de développement de l'Union européenne et de la coopération au développement »¹³¹*.

Un autre modèle de l'Union européenne sur le rôle des autorités locales a été lancé en 2004. Il s'agit de la politique du voisinage qui était également vue comme un moyen de renforcer les échanges dans le secteur de la société civile, créant ainsi des contacts fluides entre les différents bénéficiaires : ONG, secteur privé, syndicats, autorités locales et régionales. En janvier 2006, la commission européenne a adopté un programme thématique intitulé *« acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement »*. Il est basé sur le principe de subsidiarité qui reconnaît le droit à l'initiative des acteurs non étatiques et des autorités locales tout en les finançant.

130- P. Schapira, Rapporteur au nom de la commission du développement sur les collectivités locales et la coopération au développement (2006/2235-INI), Débats du 15 mars 2007, Journal officiel.

131- Débats du 15 mars 2007, Journal officiel, <https://eur-lex.europa.eu/search.html?>

Il apparaît donc clairement que les ONG et les associations demeurent pour l'Union européenne comme les acteurs clés jouant le rôle nécessaire pour le développement territorial. C'est dans cette perspective que les collectivités locales, dans le souci de mieux se faire entendre, ont mis en place un réseau des Régions et autorités locales à l'échelon européen. Le but est de faire du lobbying auprès des institutions européennes. Ce réseau est à l'initiative de différentes rencontres et d'une charte européenne, adoptée en 2008 à Strasbourg à l'occasion des « Journées européennes pour le développement » (JED), qui avaient pour thème principal la coopération décentralisée.

III - L'appui institutionnel de la décentralisation comme condition première de la coopération décentralisée.

La décentralisation constitue institutionnellement le cœur des politiques de coopération décentralisée. Les discours, les programmes, les dispositifs juridiques sont autant des instruments qui se centrent sur l'émergence de la société civile à travers l'appui institutionnel notamment, l'émergence des pouvoirs locaux. Ce processus de décentralisation des pouvoirs concerne le transfert de certaines attributions du pouvoir central au profit des entités locales territoriales (*département ou commune, par exemple*) ou de personnes administratives spécialisées. Dans le contexte européen de la coopération décentralisée, M Romero Hernandez qui intervenait au nom de la commission européenne, le 3 octobre 2006 devant le parlement européen, soulève deux volets importants sur cette question:

- d'une part, la prise en compte des autorités locales et de la décentralisation dans l'analyse des interventions de l'Union européenne dans les pays et ;
- d'autre part, la prise en compte des autorités locales et du processus de décentralisation pour le développement et la stratégie de coopération.

Il considère que les autorités locales savent ce qu'il faut faire sur place. Ainsi, il a été souligné que : « *sans décentralisation crédible, il n'y a aucune chance qu'il y ait une gouvernance démocratique réelle dans nos pays* », ajoute Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)- Afrique. Les deux notions sont donc généralement liées dans les discours. Si l'on peut parler de la coopération « *décentralisée* », c'est bien sûr du fait du développement, de la décentralisation et de l'existence des autorités locales. Mais en parallèle, la coopération décentralisée est bien souvent présentée comme un outil pour favoriser le développement de la décentralisation. Dans ce sens, la coopération

décentralisée reste malgré tout assez marginale, elle est clairement encadrée et ses actions restent limitées.

En termes d'appui institutionnel de la décentralisation, il est intéressant de citer les extraits d'une étude réalisée en 2007 par le Parlement européen, intitulé « *vers une approche de l'Union européenne de la gouvernance démocratique locale, la décentralisation et le développement territorial* ». Le texte ci-dessous est transcrit en anglais définissant le contexte de la décentralisation, l'émergence de la société civile, la gouvernance démocratique et le processus de développement. L'extrait est le suivant : « *Even more, the success of most of the MDG's can only be ensured with the support of the local authorities, local autonomous agencies or non-state actors. This means – in terms of development outcomes – that local governance processes, where public institutions, civil society and individuals build a close relation, are particularly relevant for service delivery in many sectors and forms, and also for the sustainability and effectiveness of territorial development strategies and the implementation of the MDG's. [...] The public debate launched by the EC in 2008 will particularly focus on development, and more specifically, on the links between local democratic governance, decentralization and territorial development. [...] A recent European Parliament resolution recognized that the involvement of local authorities in development policies was essential both for achieving the MDG's and ensuring good governance, and stated that the role of local authorities in development had so far been under-estimated and under-exploited. It called on the Commission to strengthen direct cooperation between European local authorities and their international partners. Steps should be taken to ensure the continuity of the solidarity networks set up by the URB-AL, Asia URBS and other programs, due to end in 2007. [...]. Local authorities are increasingly involved in cooperation activities to help tackle poverty and improve lives and livelihoods. This kind of actions between local authorities both in developed and developing countries often includes sharing of knowledge, expertise and traditional practices and helps to promote widespread participation in development. In many cases they foster very appropriate channels to learn from different practices and contribute to economic and social progress through the promotion of territorial development, decentralization and the empowerment of local authorities¹³²* ».

132- DOCUMENT DU PARLEMENT EUROPEEN: *Towards an EU approach to democratic local governance, decentralization and territorial development*, Background paper, project n°2007, 147439, version 1. [Plus encore, le succès de la plus part des Objectifs du millénaire pour le développement ne peut être assuré qu'avec le soutien des autorités locales,

Section 4

La coopération décentralisée : une vision française du développement durable

Tout d'abord, pourquoi parle-t-on de la vision française de coopérations décentralisées ?

La coopération décentralisée constitue une spécificité française. Dans le cadre des relations transfrontalières entre les collectivités territoriales décentralisées, la France a élaboré un cadre institutionnel. Il s'agit dans ce sens de mieux développer les relations transfrontalières de ses entités locales et celles de leurs partenaires afin de soutenir durablement les initiatives de développement des territoires locaux. C'est dans un but d'appui institutionnel et de solidarité internationale entre les entités locales du Nord et du Sud que la France accompagne en vue de mieux développer les territoires. Dans cette perspective, les collectivités territoriales maliennes partagent des liens de coopération et de solidarité internationale avec leurs partenaires français. Contrairement à la vision européenne, la notion de coopération décentralisée a toujours correspondu en France. Il s'agit exclusivement des relations nouées par les collectivités françaises ou leurs groupements avec des collectivités territoriales situées dans un autre Etat. A cet effet, on peut retenir la définition suivante : *la coopération décentralisée regroupe l'ensemble des actions de coopération internationale*

agences locales autonomes et acteurs non étatiques. Cela signifie, en termes de résultats du développement, que les processus de gouvernance locale, dans lesquels les institutions publiques, la société civile et les individus construisent des relations étroites, sont particulièrement efficaces pour la délivrance de services dans de nombreux secteurs et sous de nombreuses formes, mais aussi pour la durabilité et l'efficacité des stratégies de développement territorial et l'avancée des objectifs du millénaire pour le développement. Le débat public, lancé par la commission européenne en 2008, mettra l'accent sur la gouvernance locale et le développement et plus particulièrement sur le lien entre la gouvernance démocratique locale, la décentralisation et le développement territorial [...]. Une résolution récente du parlement européen reconnaissait que l'implication des autorités locales dans les politiques de développement était essentielle, à la fois pour atteindre les OMD et s'assurer de la bonne gouvernance et déclarait que le rôle des autorités locales dans le développement avait jusque-là été sous-estimé et sous exploité. Elle demandait à la Commission de renforcer la coopération directe entre les autorités locales européennes et leurs partenaires internationaux. Des mesures doivent être prises pour assurer la continuité des réseaux de solidarité mis en œuvre avec les programmes URB-A, Asia URBS et autre, qui s'achèvent en 2007 [...]. Les autorités locales sont de plus en plus impliquées dans des coopérations actives pour éliminer la pauvreté, améliorer la vie et des conditions de vie. Ce type d'actions entre collectivités locales, dans les pays développés et dans les pays en développement comprend souvent les échanges de savoirs, de l'expertise, des pratiques traditionnelles et aide à promouvoir une participation étendue au développement. Dans de nombreux cas, elles favorisent des voies particulièrement appropriées pour l'échange des pratiques et contribuent aux progrès économiques et sociaux par le biais de la promotion du développement territorial, la décentralisation et le renforcement des autorités locales]. Traduction par nos soins.

menées, par convention, dans un but d'intérêt commun par une ou plusieurs collectivités territoriales françaises (régions, départements, communes et leurs groupements), d'une part, et une ou plusieurs autorités territoriales étrangères et leurs groupements, d'autre part. La législation précise les possibilités et les limites dont bénéficient les collectivités territoriales françaises et leurs groupements. Cette coopération transfrontalière à la française se manifeste de plusieurs facteurs.

I - La coopération décentralisée : l'approche d'appui institutionnel comme spécificité française

En France, la coopération décentralisée semble aujourd'hui recueillir un consensus: (*Etat, élus locaux, entreprises, ONG, associations...*) de toutes tendances politiques confondues, et une large part de l'opinion publique. C'est une relation entre collectivités locales de pays différents quel que soit leur rang. De façon générale, la « coopération décentralisée est un domaine dans lequel l'Etat accorde les moyens nécessaires (*programmes*) à ses collectivités territoriales pour intervenir sur le champ de la solidarité internationale. Les recompositions territoriales qui sont aujourd'hui à l'œuvre induisent des fortes évolutions dans la posture des collectivités locales et les attentes que les citoyens formulent à leur égard. Ces collectivités territoriales voient dans la coopération décentralisée, un moyen de répondre aux nouveaux défis qu'elles doivent relever. Le renforcement institutionnel comme cadre institutionnel est non seulement un champ reconnu de la coopération décentralisée mais qu'il répond également à une nécessité pour consolider la crédibilité des collectivités locales. Aujourd'hui, l'Etat accepte, voir favorise, l'intervention des collectivités locales dans le champ de l'international. Nous assistons même à l'intégration de la coopération décentralisée dans le champ de l'action internationale de l'Etat. Dans ce cadre institutionnel, nous avons des avis partagés de part et d'autre pour signifier la nécessité des coopérations entre collectivités locales. Cette mode de coopération figure aujourd'hui dans les textes officiels nationaux et fait l'objet d'un instrument de travail à travers les différents programmes. A cet effet, B. Husson (2009)¹³³ distingue quatre types d'approche de la coopération décentralisée propre à l'appui institutionnel :

- La première approche définit la coopération décentralisée comme un moyen de « rapprochement entre les humains, une école de solidarité », un « espace de rencontre

¹³³- Husson. B, (2009), CIEDEL, (Cahier de la coopération décentralisée) : l'action internationale des collectivités locales, Numéro 1.

interculturel »... Dans cette approche, les relations entre collectivités territoriales se rapprochent des modes traditionnels de solidarité internationale envers les populations ou les territoires en difficulté. C'est une sorte des relations entre une collectivité locale un peu plus riche (*issue des pays développés...*) et une autre collectivité un peu pauvre (*issue des pays moins développés...*). Elle privilégie la construction d'infrastructures dans la collectivité à caractère social, économique et culturel. C'est une approche de financement qui n'intervient pas sur le fond ou le système de fonctionnement de la collectivité partenaire. Elle n'intervient pas sur les compétences de la collectivité locale partenaire.

- La deuxième approche est basée sur la gestion des services locaux. Elle s'approche de la gestion urbaine avec le financement des projets qui se ressemblent au mode de développement local des pays du Nord. Cette approche ne souligne pas les spécificités de leurs partenaires des pays du Sud en matière de prise en compte des problèmes réels auxquels les uns et les autres aspirent autrement. C'est une approche de coopération déséquilibrée qui n'offre qu'un appui partiel à la collectivité partenaire du Sud. Par exemple, construire une maison pour tous, des toilettes pour tous, envoyer des fournitures scolaires ou des conteneurs sont autant des pratiques qui n'induisent pas nécessairement le développement local dans le cadre d'un appui institutionnel de la décentralisation au Mali.

- Une troisième approche de la coopération décentralisée est basée sur les expériences acquises. Cette approche met les collectivités locales dans une dynamique égalitaire, d'échanges d'expériences entre elles. Cette approche est fréquemment évoquée par les partenaires. Par exemple, dans le domaine d'environnement et d'assainissement urbain les collectivités partenaires s'échangent d'expériences sur la gestion urbaine.

- Enfin, une quatrième approche s'approche à des défis communs à relever auxquels les partenaires mènent des combats mutuels pour des problèmes communs et des objectifs communs. C'est une dynamique de construction mutuelle, des intérêts communs à défendre mutuellement dans l'intérêt des citoyens. Elle s'approche à la dimension d'appui institutionnel pour renforcer la crédibilité politique de la collectivité face aux citoyens.

Toutefois, ces quatre approches ne sont pas des principes exclusifs de la coopération décentralisée. Le domaine de la coopération décentralisée à travers ces quatre approches suscite des débats quant à la portée de chaque approche. Toujours, les rapports entre collectivités du Nord et du Sud sont déséquilibrés au niveau de degré de financement des projets et des compétences. Ces différentes approches caractérisent le paysage de la

coopération décentralisée en France et leurs partenaires concernés dans les pays du Sud comme le Mali.

Ainsi, qu'en est-il des avis partagés et opposés des acteurs différents face aux dispositifs de coopération décentralisée ? Nous soulignons ci-dessous, quelques extraits, représentations et définitions auxquels chaque acteur tente de donner son propre avis, ses expériences et les défis à relever sur les coopérations décentralisées. Ces points de vue sont les suivants :

- Selon Jacques Pelletier (1997), (ancien ministre de la coopération dans le Livre blanc rédigé à l'occasion de la rencontre nationale des assises de la coopération et de la solidarité internationale)¹³⁴ : « *La réforme de la politique française de coopération annoncée par le gouvernement relève avant tout d'une volonté des pouvoirs publics nationaux. Toutefois, celle-ci ne peut être engagée sans incitation des acteurs non gouvernementaux, encore moins sans leur participation. L'objectif est de réussir à créer la coopération du 21^{ème} siècle qui sera nécessairement différente de ce qu'elle a pu être au lendemain des indépendances. La mondialisation des problèmes et la globalisation des rapports sont concomitantes avec la volonté des populations de s'inscrire dans des pratiques de développement local. Cela signifie en matière de coopération que le rôle de l'Etat sera de plus en plus de mettre en place et de soutenir des mécanismes libérateurs de créativité et d'énergie. Cela veut aussi dire que la coopération sera de plus en plus des actions menées directement de société civile à société civile, où chacun des partenaires s'enrichira de l'échange* ».

- Pour Marie-José Tulard (2006), « *Il est vrai aussi que par l'ampleur qu'elle a progressivement acquise, la coopération décentralisée constitue désormais un élément de la présence de la France à l'étranger. Le développement de l'action extérieure des collectivités locales est donc assez logiquement perçu comme une forme moderne d'influence et de solidarité et est devenu un enjeu pour la diplomatie française. L'Etat a mis en place un ensemble de structures, d'instruments et de moyens propres à suivre de très près le dossier de la coopération décentralisée. Derrière le souci de coordination des actions des collectivités locales, se manifeste aussi la volonté d'encourager celles de ces actions qui s'inscrivent dans les objectifs de la politique nationale de coopération.*

¹³⁴-Vers une coopération de sociétés à sociétés, Livre blanc rédigé à l'occasion de la rencontre nationale des assises de la coopération et de la solidarité internationale, 17 et 18 octobre 1997, p.6.

-A cette fin, l'Etat apporte son appui technique et financier aux interventions locales qui correspondent aux domaines et aux secteurs géographiques que lui-même a définis comme prioritaires »¹³⁵.

- Rajoute Béatrice Zarecky-Weinberg (2006)¹³⁶, qu'une confiance mutuelle s'est instaurée entre l'Etat et les collectivités locales, ce qui, pour l'auteur, démontre que les craintes d'une diplomatie parallèle étaient infondées et que l'action extérieure des collectivités locales était bien au contraire complémentaire à l'action menée par l'Etat. Son point de vue correspond aux orientations du Ministère des Affaires étrangères. Elle considère que les coopérations décentralisées : « visent à mieux organiser la relation pouvoirs publics/collectivités territoriales à l'internationale. Au-delà des formes classiques de coopération décentralisée, les coopérations de territoire à territoire offrent un nouveau champ de développement pour la coopération décentralisée. Associées à des coopérations institutionnelles, elles constituent un relais de l'action extérieure de l'Etat et apportent un ancrage local à la coopération et à l'aide publique au développement »¹³⁷.

- Une autre vision est dégagée par Jacques Pelletier selon laquelle : « Les collectivités territoriales, même si leur rôle et leurs moyens restent encore aujourd'hui limités, se sont érigées en acteurs de la coopération au développement à part entière et représente un niveau subsidiaire entre coopération publique et coopération non gouvernementale qui répond aux aspirations des partenaires de coopération et paraît appelé à se développer¹³⁸».

- La vision d'un acteur externe de la France démontre un autre regard. C'est celle du Conseil Régional de Kayes à travers son secrétaire général (Sissoko Founéké 2010)¹³⁹. Selon le Conseil régional de Kayes, « tout type d'acteur peut être ciblé par les coopérations décentralisées. Cela est très important de tisser des liens de coopération avec d'autres car, seul on ne peut rien faire. C'est pourquoi, je dirai qu'il est si important d'avoir des partenaires pour s'accompagner afin de mieux développer un territoire. En ce qui concerne

135. Tulard. M-J, (2006), *La coopération décentralisée*, Paris, LGDJ, p.44.

136- Zarecky-Weinberg. B, (2006), *Les instruments juridiques de la coopération décentralisée*, publication de Cités Unies France, p.8.

137. Orientations pour la coopération décentralisée - Ministère des Affaires étrangères - .2006

138- *Vers une coopération de sociétés à sociétés*, Livre blanc rédigé à l'occasion de la rencontre nationale des assises de la coopération et de la solidarité internationale, 17 et 18 octobre 1997, p.8.

139. SISSOKO Founéké (2010) : Interview avec le Secrétaire général du Conseil Régional de Kayes.

les populations locales, elles sont les acteurs que nous avons toujours ciblées pour les échanges culturels. Nos contacts directs passent par les associations, ONG et autres qui interviennent sur la région et sur la base des projets ». L'intéressé poursuit dans le même sens pour montrer le besoin accru des acteurs du Sud à établir des liens de coopération décentralisée avec les acteurs (*collectivités territoriales du Nord*) du Nord. Il montre ainsi : « *En termes de développement durable, c'est surtout le transfert de compétences, de technologies, de méthodologies et de connaissances que je juge utile. Partager ces moyens avec nos partenaires est très important dans ce sens. Vous voyez bien, comment accompagner un programme régional dans une région comme Kayes si les moyens adéquats ne sont pas réunis ? Je trouve qu'il est très difficile de faire un développement harmonieux, soutenable profitable à tous* ».

En poursuivant avec les représentations des acteurs en France, nous pouvons aussi constater qu'il existe un double mouvement. Il s'agit d'une part, à une volonté de désengagement de l'Etat, qui se recentre sur ses missions régaliennes et d'autre part, à un échec de la politique française en matière d'aide au développement. Cette situation montre qu'on assiste actuellement à un recul de la place de la France dans le monde. Ce que l'Etat ne peut pas faire, les collectivités locales sont en mesure de le faire. Aujourd'hui, environ 3800 collectivités ou groupements sont impliqués dans près de 8000 coopérations intéressant 132 pays. Parmi eux, on compte toutes les régions (22), environ la moitié des Départements, la plus part des grandes villes et des communautés urbaines. Même si ce chiffre est relativement important, il faut le rapprocher de celui du nombre des communes en France (36000), pour constater que la coopération décentralisée reste encore marginale et qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour élargir le nombre des partenariats. Parmi ces 8000 coopérations, les relations sont nombreuses avec les collectivités locales des pays d'Afrique et principalement du Mali et du Burkina Faso. Avec les collectivités maliennes, les partenariats concernent plus d'une centaine de collectivités françaises : régions, départements, groupements et communes. Toutefois, leur viabilité varie d'une collectivité à une autre. Ce domaine fera l'objet d'un développement spécifique. Mais les collectivités françaises sont avant tout liées avec des collectivités d'Europe de l'Est. On dénombre 4200 relations ou jumelages pour l'Europe (*c'est-à-dire plus de la moitié des partenariats*), ensuite avec une prééminence des accords franco-allemands qui s'élève à 1800 environ actuellement. Cela s'explique par l'histoire franco-allemande. En effet, les premières relations internationales des villes ont été mises en place au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, sous formes de jumelages fondés sur

l'amitié entre les peuples et pour la paix. Certaines collectivités se contentent d'échanges protocolaires ; d'autres sont engagées dans des actions très diversifiées. Certaines n'ont qu'un ou deux partenariats, d'autres peuvent en compter plus d'une dizaine.

II - Les coopérations des collectivités locales françaises fondées sur les motivations et les pratiques différentes.

Les raisons du développement de la coopération décentralisée invoquées par les collectivités locales françaises sont multiples et ont évolué au fil des ans, en liaison avec l'évolution du contexte national et international¹⁴⁰. Cette pratique est justifiée notamment par :

- le mouvement de décentralisation, tant en France que dans les pays du Sud comme au Mali ;
 - une vision purement humanitaire fondée sur la solidarité internationale ;
 - la recherche d'un rayonnement à l'échelle internationale ;
 - le dessein de faire reculer les inégalités ;
 - une volonté d'imposer une vision de la mondialisation plus proche des Hommes ;
 - le souci de pallier aux insuffisances de la coopération bilatérale ;
 - un souhait de faire participer les habitants ;
 - une volonté d'insertion des jeunes et de leur ouverture sur le monde ;
 - l'objectif de faire découvrir d'autres cultures ;
 - l'intention d'impliquer les migrants dans la vie locale, de modifier le regard porté sur les migrants, etc.
- Les documents publiés par Cités Unies France¹⁴¹, font état d'une évolution intervenue au cours des années 70. Ils montrent le développement des relations avec les collectivités locales dans les anciennes colonies françaises et surtout dans les années 80, vers des actions en faveur du développement. Le processus de décentralisation engagé en 1982 constitue une étape importante dans le développement de l'action extérieure des collectivités locales. Ces dernières se voient dotées de compétences nouvelles. Ce renforcement de compétences crée un climat de nature à favoriser les initiatives et à envisager des interventions dans le domaine des actions extérieures. Toutefois, la loi du 2 mars 1982 sur la décentralisation ne faisait mention que de la coopération transfrontalière. La circulaire du

140- Zarecky-Weinberg, B, (2006), *Les instruments juridiques de la coopération décentralisée*, publication de Cités Unies France.

141- Zarecky-Weinberg, B, (2006), *Les instruments juridiques de la coopération décentralisée*, publication de Cités Unies France.

Premier ministre¹⁴² du 26 mai 1983 reconnaît la notion d'action extérieure des collectivités territoriales et crée la fonction de délégué pour l'action extérieure des collectivités locales, chargé notamment de recueillir des informations sur les actions des collectivités locales. Elle concerne non seulement la coopération décentralisée, mais aussi l'aide humanitaire, les actions de promotion économique et le rayonnement culturel¹⁴³. Elle est complétée par des circulaires au fur et à mesure en 1985 puis en 1987. Néanmoins, le cadre juridique de la coopération décentralisée est encore à l'époque très floue et le rôle de l'Etat demeure très prégnant. Tout au long des années 80 « *un processus d'institutionnalisation progressif par l'Etat*¹⁴⁴ » s'est dessiné. On peut s'interroger sur le questionnement suivant : Y a-t-il concurrence entre la coopération décentralisée et le champ de l'action internationale de l'Etat ? Les collectivités locales ont-elles véritablement le champ libre et encadré ? Dans le développement de ces questions, nous constaterons que certaines de ces questions font toujours d'actualité dans le processus de décentralisation. Les années 1990 ont ainsi marqué l'institutionnalisation d'un modèle de coopération par projets, pour lesquels les secteurs d'intervention deviennent déterminants. Cette loi sous-entend la signature d'une convention liant la collectivité française à un partenaire étranger clairement identifié. Elle précise toutefois trois limites : les collectivités ne peuvent intervenir que dans le champ de leurs compétences. Elles ne peuvent gérer la souveraineté d'un Etat et elles doivent gérer les affaires locales entre collectivités partenaires.

Ainsi, la capacité pour les collectivités locales de contacter leurs homologues étrangers ne constituent pas une compétence nouvelle. C'est bien un mode d'exercice de leurs compétences telles que dévolues par les textes, puisque leur champ d'intervention est limité. A titre d'exemple, nous pouvons dire que les communes peuvent s'occuper des écoles, les Départements des collèges, les Régions des lycées. Mais petit à petit, ces limites ont été

142- Il s'agit de P. Mauroy qui joua pendant longtemps un rôle important en matière de coopération décentralisée, comme Président de la Fédération Mondiale des Cités Unies. (Circulaire n° 1789/SG, 26 mai 1983, BO du Premier ministre n° 82/2)

143- *Les communes, les départements et les régions peuvent, dans l'exercice de leurs attributions être de la sorte appelés à entretenir des contacts avec des collectivités locales d'autres pays en particulier, en ce qui concerne les régions dans le cadre de la coopération transfrontalière*, Circulaire du Premier ministre du 26 mai 1983.

144- Petiteville. F, (1995), *La coopération décentralisée : les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud*, Paris, l'Harmattan.

dépassées et ce sont tous les acteurs d'un territoire qui ont été mobilisés. Les faits ont dépassé le droit, conduisant, comme cela se produit bien souvent, à une évolution du droit.

Depuis 1992, plusieurs textes sont intervenus pour modifier, ou plutôt compléter cette loi, en 1995, 1999, 2001, 2005¹⁴⁵ puis en 2007¹⁴⁶ et 2008. La loi de 2007 fait dire à la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales – Direction générale de la coopération internationale et du développement (MAE) dans son rapport annuel : « La France est à la pointe du libéralisme pour le cadre juridique de l'action extérieure des collectivités locales, avec la loi Thiollière du 2 février 2007, l'action extérieure des collectivités locales est libérée de l'obligation de justifier un intérêt local. La loi reconnaît compétence d'attribution aux collectivités territoriales en matière de coopération internationale et d'aide au développement ». C'est une avancée importante pour les collectivités locales car, précédemment beaucoup de discussions et des recours devant les tribunaux tournaient autour de la notion d'intérêt local. Sans développer cette question de droit, nous citons seulement deux décisions marquantes de juges : l'une concernant la commune de Villeneuve d'Ascq et l'autre le Département de Deux-Sèvres¹⁴⁷. Cette dernière, datant de 2004 faisait peser des

145- Loi Oudin. Santini, « autorisant le financement des actions en matière d'eau et d'assainissement sur le prix du service rendu à l'usager, dans la limite de 1% des recettes sur le prix de l'eau.

146- Loi Thiollière du 2 février 2007 reconnaissant une compétence d'attribution aux collectivités locales en matière de coopération internationale et d'aide au développement, dont le texte est le suivant : *les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, dans le respect des engagements internationaux de la France, conclure des conventions avec les autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement. Ces conventions précisent l'objet des actions envisagées et le montant prévisionnel des engagements financiers. Elles entrent en vigueur dès leur transmission au représentant de l'Etat dans les conditions fixées par les articles L.2131-1, L.2132-2, L.3131-2, L.4141-1 et L.4141-2. Les articles L.2131-6, L.3132-1 et L.4142-1 leur sont applicables. En outre, si l'urgence le justifie, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre ou financer des actions à caractère humanitaire (articles L.1115-1 et L.1115-5 du Code Général des collectivités locales).*

147- Arrêt de Conseil d'Etat – Commune de Villeneuve d'Ascq – 28 juillet 1995 (le Conseil municipal avait décidé d'attribuer des bourses à des étudiants de ses villes jumelles de Roumanie et de Pologne – le Tribunal administratif avait annulé la décision ; en appel, le Conseil d'Etat a considéré que le Conseil municipal a entendu faciliter l'accueil de spécialistes de certaines techniques avancées dans le but d'encourager le développement ultérieure de projets de coopération) et Cour administrative d'appel 30 octobre 2007 – Département des Deux-Sèvres (le Département avait décidé de participer financièrement à la construction d'un collège au Burkina Faso et d'octroyer une subvention au service départemental d'incendie au titre d'une action de coopération décentralisée du Département avec une commune de Madagascar – 2004, le Tribunal administratif avait annulé la délibération, se fondant sur l'absence d'intérêt local de ces deux projets – en 2007, la Cour administrative d'appel reconnaît le bien-fondé de deux actions, dans la mesure où une convention a été signée portant des actions de coopération ou d'aide au développement).

craintes sur la plupart des actions des collectivités locales, puis qu'elle conduisait à interpréter, de façon particulièrement restrictive, la notion d'intérêt local. Par contre, les conventions ne peuvent porter que sur des actions de coopération ou d'aide au développement¹⁴⁸.

La loi de mai 2008 autorise, pour la première fois, la coopération avec un Etat étranger, dans le cadre du groupement européen de coopération territoriale. Il s'agit, là encore, en quelque sorte d'une régularisation juridique de pratiques ; ainsi, les départements et territoires d'Outre-mer disposaient déjà de la capacité de contractualiser avec des Etats. Par ailleurs, le Ministère français des affaires étrangères avait financé en 2005 un projet d'information des écoles du Sénégal, négocié entre le Président de ce pays et une commune française. Mais il faut souligner que, même si les collectivités locales ont une marge de manœuvre assez large, l'Etat n'est jamais véritablement absent. Nous évoquerons plus loin les dispositifs mis en place par l'Etat, pour au moins orienter les choix des collectivités locales, en termes de territoire et de contenu des projets.

Pour le Ministère des Affaires étrangères¹⁴⁹, qui écrit beaucoup sur le sujet et organise de nombreuses rencontres, la coopération décentralisée se justifie à trois titres :

- Elle correspond à un échange de savoir-faire ;
- Elle œuvre à la promotion de l'Etat de droit ;
- Elle contribue au rayonnement de la France à l'étranger.

Dans les années 80 et 90, l'évolution de la coopération décentralisée paraît étroitement liée à celle de la décentralisation. Un questionnaire nous met sur les raisons qui ont prévalu, tant aux différentes étapes de la décentralisation qu'au développement de la coopération décentralisée dans un contexte de mondialisation. S'agit-il d'une réelle volonté de doter les collectivités locales de pouvoirs supplémentaires, de rapprocher la décision des citoyens ou de réduire l'intervention de l'Etat ? Tous les élus ont-ils la même vision sur ce sujet ?

148-Voir l'article : (Budget départemental, compétence et coopération décentralisée d'un département), La semaine juridique, Editions administratives et collectivités territoriales n°7, 11 février 2008, p.24-25.

149-GUIDE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE, *Echanges et partenariats internationaux des collectivités territoriales*, Ministère des affaires étrangères, 2^{ème} édition, La Documentation française, 2006, p.10.

Pour la coopération décentralisée, les moyens d'action à l'international ont évolué depuis 2004. Les crédits consacrés par les collectivités locales sont inclus dans le calcul de l'Aide Publique au Développement (APD) accordée par la France. Elle représente environ 1,5% de l'APD et 150 millions d'euros par an – (0,6% de l'APD, environ 60 millions d'euros selon les télé-déclarations des collectivités locales)¹⁵⁰. Cela ne permet-il pas à l'Etat de remplir ses engagements en matière d'APD tout en réduisant, en réalité, les crédits affectés ?

La coopération décentralisée à la française vise-t-elle à renforcer le rôle des collectivités locales ou à désengager l'Etat de ses responsabilités ? A-t-elle pour objectif de faire jouer un rôle croissant aux citoyens ou est-ce un moyen de faire croire à ces derniers qu'ils jouent un rôle alors que les décisions seraient prises ailleurs ? La coopération décentralisée permet-elle une meilleure adaptation aux besoins réels des populations ? Vise-t-elle à renforcer la décentralisation dans les pays du Sud ? L'une des priorités, qui semble être acceptée par tous, concerne le renforcement de la décentralisation dans les autres pays. A ce propos, il convient de noter que dans la plupart des pays du Sud, c'est le modèle français lié à l'organisation administrative qui est retenu, voir imposé. Dans ce sens, le Maire de DIEMA Tounkara Sadio 2010 montre que : « *Au départ, j'avais des relations avec le GRDR qui s'intéressée aux migrants du foyer pour aider le retour au pays avec des projets construits. La décentralisation fut un débouché, une dynamique pour nous car, des nouveaux décideurs ont émergé pour exprimer les besoins de la population* »¹⁵¹. Cela concerne particulièrement le cas qu'on y trouve sur les coopérations dans la région de Kayes au Mali. Dans cette perspective, la coopération décentralisée et la décentralisation deviennent une action similaire à laquelle s'ajoutent des concepts nouveaux utilisés par les acteurs. Ce sont des concepts comme : *la démocratie locale, la citoyenneté, la bonne gouvernance, le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des acteurs locaux, le développement local, développement durable etc.* C'est une volonté collective d'agir dans un contexte de mondialisation qui s'inscrit dans la démarche du global vers le local et inversement. Ce processus de décentralisation se confirme progressivement avec les coopérations locales entre acteurs. Dans cette démarche, on trouve que les représentations et avis sont différents du Nord au Sud. Chaque acteur définit les coopérations selon ses besoins avec ses partenaires.

150- Zarecky-Weinberg. B, (2006), *Les instruments juridiques de la coopération décentralisée*, publication de Cités Unies France.

151- Tounkara Sadio (2010) : Interview avec le Maire de Diéma au Mali.

III Les avis et discours fondateurs de coopérations décentralisées : le cas des assises de 2001 sur les définitions, caractéristiques, points de vue et expériences vécues

Nous avons beaucoup d'acteurs qui interviennent, commentent et dégagent des discours sur la coopération décentralisée. Les représentations sont différentes et dépendent d'un territoire à l'autre et font la spécificité française pour la coopération décentralisée. On s'intéresse aux propos exprimés par quelques intervenants lors des premières assises de la coopération décentralisée de 2001 comme moment fondateur. Ces avis sont considérés comme des discours qui ont constitué un moment important dans la réflexion sur les enjeux de la coopération décentralisée. Quels sont les avis des acteurs intervenant ? Nous soulignons successivement quelques points de vue, les définitions, les caractéristiques et expériences soulignés par ces acteurs.

Bernard Stasi, ancien médiateur de la République et ancien Président de CUF (Cités Unies France) résumait cela de la façon suivante : *« ce qui caractérise la coopération décentralisée à la française, c'est qu'elle se fait sous l'égide des élus et avec la participation des citoyens. C'est une coopération décentralisée citoyenne qui engage les citoyens. Les élus, bien sûr, mais lesquels mobilisent la société civile : les écoles, les entreprises, les associations. C'est véritablement une coopération citoyenne et non pas simplement, comme cela peut être le cas dans d'autres pays, une coopération technique. Nous devons veiller à ce que cette coopération décentralisée à la française soit adoptée par tous nos partenaires¹⁵²»*.

A cela s'ajoute les propos de Charles Josselin, ancien directeur de CUF pour qui, *« La coopération décentralisée peut bien mieux mobiliser que la coopération d'Etat. Je sais que les élus locaux ont pris la mesure de cette appétence d'ouverture au monde que leurs concitoyens expriment. Je suis heureux que l'Etat soit complètement partenaire »¹⁵³*.

Sur la base de l'expérience des coopérations entre la Région Nord-Pas de Calais et au Vietnam, Ginette Verbrughe, Vice-présidente, déclare que : *« Je suis persuadé que le poids des différentes coopérations décentralisées dans ce pays font que progressivement l'idée de décentralisation avance¹⁵⁴ »*. Mais elle développe aussi l'idée que les élus, d'un côté comme

152- *L'action internationale des collectivités locales- Engagement citoyen et mondialisation*, Troisièmes assises de la coopération décentralisée, 26-27 novembre 2001, Paris, La Documentation Française, 2003, p.359.

153- Id, p.368.

154- Id, p.154.

de l'autre, ont des comptes à rendre aux habitants. Pour elle, la coopération décentralisée est aussi un moyen de mieux répondre aux attentes des habitants, d'agir pour la réduction de la pauvreté et de lutter contre la corruption.

Mais l'un des acteurs du Sud présent aux Assises de 2001, Raogo Antoine Sawadogo, Président de la commission de décentralisation du Burkina Faso évoque un point de vue beaucoup plus réservé. Pour lui, « *comment se pose la coopération décentralisée dans un contexte où l'Etat n'est pas achevé ? Que faut-il décentraliser, la misère, la pénurie ? La décentralisation n'est pas encore une revendication des populations¹⁵⁵* ». Son point de vue et son questionnement montrent un paradoxe de ce processus de coopération décentralisée contraire aux prétentions des acteurs des pays du Sud.

Pour Jacques Auxiette, Maire de la Roche-sur-Yon, qui constate le poids grandissant de l'action des collectivités locales sur la scène internationale, « *la mise en œuvre des actions s'inscrit dans une démarche partenariale et s'appuie sur des échanges mutuels et durables dont l'évaluation doit être faite [...]. Pour nombre de collectivités, l'action internationale et coopération décentralisée représentent un atout de taille pour renouveler et servir la citoyenneté globalement et localement, pour développer les capacités des hommes à vivre et faire ensemble localement [...], permettre à chacun de réapproprier le monde dans lequel il évolue pour passer d'un statut de spectateur, de sujet, voire de victime, à celui d'acteur et donc de citoyen* ».

Le point de vue de Bernard Stasi, ancien Médiateur de la République et ancien Président des Cités Unies France, montre qu'il faut saisir la chance que constitue la mondialisation pour favoriser l'ouverture sur le monde. Il signale que « *Si la mondialisation, c'est évidemment le modèle culturel unique, si c'est la loi du plus fort, si c'est les forces financières qui dominent le monde, dans ce cas-là évidemment, il faut dénoncer la mondialisation. J'ai le sentiment qu'en ayant parfois un discours globalement anti-mondialisation, si nous considérons que la mondialisation c'est le mal absolu qu'il faut combattre, dans ce cas, nous risquons, ou du moins ceux qui tiennent ce discours, risquent de susciter chez nos concitoyens une peur de l'autre, une peur du monde, une peur de ce qui se passe ailleurs et donc un repli frileux sur soi [...] des comportements qui sont précisément de ce que nous voulons faire avec des coopérations décentralisées : aider les citoyens de notre*

155- Id, p.154.

pays à s'ouvrir au monde, à mieux le comprendre, à mieux l'aimer et à contribuer à le rendre plus ouvert, plus convivial, plus juste ¹⁵⁶».

Ce point de vue est partagé par le Président de l'Association des Régions de France en 2001, Jean-Pierre Raffarin qui pense que la coopération est une bonne réponse aujourd'hui aux besoins d'échange, aux besoins d'ouverture, faire en sorte que les hommes ne soient pas placés en permanence à la périphérie des décisions et, pour cela, on a besoin de réseaux. Cela pourrait se résumer ainsi : « *Projetés dans un espace global international et mondialisé, les élus perçoivent qu'ils ne peuvent plus travailler à une échelle uniquement locale pour exercer leur responsabilité. Si la coopération décentralisée a été longtemps le seul cadre de l'action internationale des collectivités locales, la dynamique semble aujourd'hui inverse : les collectivités territoriales sont projetées, de fait, dans l'espace international et ont recours à la coopération décentralisée pour se positionner dans ce nouveau cadre* ¹⁵⁷».

A ce niveau, on souligne le discours de Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat chargé du développement et de la francophonie, le 17 juillet 2007, à l'occasion des Journées de la coopération internationale et de développement. Il déclare que : « *pour les pays à faible gouvernance, le recours aux formes de coopération non gouvernementales doit être privilégié (ONG, coopération décentralisée, co-développement). Les collectivités locales sont devenues des acteurs incontournables du développement. La gouvernance territoriale, la décentralisation, la formation des cadres territoriaux et des élus locaux sont aujourd'hui autant d'éléments clés dans les politiques de développement. L'action des villes, des agglomérations des communes, des départements, des régions est essentielle : elle met en relation directe des expertises, de savoir-faire, mais aussi et surtout des femmes et des hommes qui ont le constant souci d'adapter leurs actions aux réalités du terrain* ».

Il est intéressant de rapprocher ces discours précédents qu'à ceux des Présidents de l'Association des Maires des grandes villes de France, lors des Assises de la Coopération décentralisée en 2001. Ce discours montre que : « *la coopération décentralisée apparaît de plus en plus comme une réponse à la fois efficace et crédible, elle est plus souple, plus réactive que l'aide qui peut être apportée au niveau d'entités plus importantes comme les*

156- Id, p.357.

157-La coopération décentralisée et le développement urbain, Etude réalisée par ACT consultant et le GRET à la demande du Ministère des Affaires étrangères, 2007, p.19.

Etats. Elle est souvent plus durable [...] elle est crédible parce qu'elle est de plus en plus citoyenne ». Mais les avis divergents sur ces questions, ou du moins, des réserves sont émises. Pour le Président du groupe des associations au Conseil économique et social, François Coursin : « *la coopération décentralisée trouve le meilleur peut être de ce qu'elle apporte dans le soutien aux mouvements de décentralisation et de processus de démocratisation dans les pays du Sud, à la formation des responsables et acteurs locaux, à la mobilisation des populations locales* ¹⁵⁸».

Pour Alain Vizzanova, Directeur adjoint de l'Agence française de développement, considère par contre que l'intérêt de la décentralisation et de la coopération est tout autre : « *avec la décentralisation, nous sommes aujourd'hui au croisement des grands principes qui guident l'aide au développement. L'Etat doit se recentrer sur ses missions et se contenter de concentrer tous ses efforts sur ses responsabilités régaliennes et laisser faire à d'autres, ce que d'autres peuvent mieux faire que lui [...]. Il y a justement ce mouvement de décentralisation qui a abouti à confier aux collectivités locales du Sud, une grande partie des attributions qui étaient celles de l'Etat dans un passé pas si ancien que cela [...]. Nous sommes donc obligés de constater une mutation très forte dans nos partenaires en développement. Là où nous n'avions que des Etats et des administrations, nous avons aujourd'hui des entreprises privées, des ONG, des collectivités locales du Sud* » ¹⁵⁹.

Selon les points de vue d'Yves Luchaire, Bernard Dolez et A. Vantroys : « *l'Etat ayant reconnu l'intérêt de l'action de la coopération de ses collectivités décentralisées, s'est empressé de l'encadrer [...]. Il est vrai aussi que, par l'ampleur qu'elle a progressivement acquise, la coopération décentralisée constitue désormais un élément essentiel de la présence de la France à l'étranger. Le développement de l'action extérieure des collectivités locales est donc assez logiquement perçu comme une forme moderne d'influence et de solidarité et est devenue un enjeu majeur pour la diplomatie française [...]. L'Etat a mis en place un ensemble de structures, d'instruments et de moyens propres à suivre de très près le dossier de la coopération décentralisée. Derrière le souci de coordination des actions des collectivités locales se manifeste aussi la volonté d'encourager celles de ces actions qui s'inscrivent dans les objectifs de la politique nationale de coopération.*

158- Coursin, F. (2006), *L'action internationale des collectivités locales, engagement citoyen et mondialisation, Troisièmes assises de la coopération décentralisée, 26-27 novembre 2001*, Paris, La Documentation Française, 2003.

159- Alain Vizzanova, Id p.175-176.

A cette fin, l'Etat apporte son appui technique et financier aux interventions locales qui correspondent aux domaines et aux secteurs géographiques que lui-même a définis comme prioritaires ¹⁶⁰».

Ces différents points de vue, définitions et caractéristiques ci-dessus, considèrent que la coopération décentralisée a atteint sa maturité. Ils en concluent que son essor, tout comme la mobilisation et la professionnalisation croissante de ses acteurs, ont amené l'Etat à regarder de façon très positive cette forme de diplomatie parallèle qui contribue aussi à un renforcement de la présence française dans le monde. Ce qui les conduit à penser que *« l'apport des collectivités territoriales est devenu déterminant dans un domaine où l'Etat n'a plus les moyens d'agir seul et ce d'autant, qu'au niveau international, se font chaque jour plus pressants les impératifs de solidarité. Au-delà, la coopération décentralisée leur a permis de jouer un rôle remarquable dans le rayonnement de la présence de notre pays à l'étranger, en faisant des acteurs à part entière de l'action internationale de la France¹⁶¹ »*. La coopération décentralisée poursuit son évolution, non seulement dans le domaine législatif mais aussi dans les pratiques liées aux projets et programmes d'échanges entre collectivités territoriales. Elle prend périodiquement, des formes nouvelles imposées par l'Etat, les partenaires notamment, la contractualisation des actions entre l'Etat, les collectivités territoriales, les entreprises pour le cofinancement des projets et programmes. Les interventions des collectivités territoriales se réfèrent de plus en plus aux bonnes pratiques de développement locale notamment : *le développement culturel, l'appui institutionnel, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, l'accompagnement pour définir des stratégies de développement durable*. Le secteur économique y prend une place croissante visant la création d'emploi, la sécurité alimentaire etc.

Les changements dans la coopération décentralisée ont fait l'objet de différentes études et réflexions. Ainsi, Bertrand Gallet, Directeur général des Cités Unies France, inscrit dans « La lettre de la coopération décentralisée », publiée par CUF en mars 2008, évoque une triple révolution. Il y a d'abord, une révolution dans les principes avec le passage progressif d'une coopération de l'offre à une coopération de la demande ; une révolution dans les

160- Luchaire. Y, Dolez. B, Vantroys. A, (1992), *Les relations extérieures des régions françaises avec les collectivités publiques étrangères*, DGCL, La Documentation française, p.22.

161- Id.p.110.

pratiques avec une plus grande professionnalisation des acteurs et une révolution dans la géographie, par la multiplication des liens avec les collectivités de pays dits « émergents ». A cet effet, on met l'accent sur le colloque organisé en novembre 2006 par CUF et, le centre de recherches politiques de la Sorbonne sur le thème : « *La coopération décentralisée a-t-elle changé de sens* ».

Suite à ce point, Marc Levy¹⁶² reconnaît que la coopération décentralisée a émergé des changements au cours de ces dernières années. Il faudrait, selon lui, que la coopération décentralisée redevienne une véritable politique publique et qu'elle s'attache à réduire la pauvreté et les inégalités. Pour cela, elle devrait faire jouer la pluralité des acteurs. Il laisse ici entendre que la coopération décentralisée se limiterait encore trop souvent aux jumelages, point de vue qui n'est pas partagé par tous. Les échanges que nous avons eus, avec des fonctionnaires de différentes collectivités locales françaises et maliennes impliquées dans des actions de coopération, montrent une grande variété dans les objectifs. Les contenus des actions menées et tout comme dans les formes retenues sont différents. Certes, la taille de la collectivité, les moyens humains et financiers dont elle dispose peuvent jouer un rôle pour expliquer ces différences. Mais, il nous semble que c'est une vision différente des rapports entre les acteurs qui est à l'origine de ces différences.

Dans un article de Bernard Husson « *La coopération décentralisée, légitimer un espace public local au Sud et à l'Est* » précise que : « l'existence d'un cadre politique précis ouvre des marges d'appréciation très larges aux acteurs de la coopération décentralisée pour définir l'objet de leur action. Selon le contenu qu'ils donnent et les objectifs qu'ils poursuivent, on peut identifier trois types d'approche de la coopération décentralisée. Pour certains, la coopération décentralisée :

- Ouvre à des rapports de solidarité et à une meilleure connaissance mutuelle entre les hommes.
- D'autres agissent plus franchement sur le registre du développement communal.
- La troisième dimension dessine un objet particulier sur la coopération décentralisée, celui d'accompagner la transformation de l'organisation administrative et politique des pays¹⁶³».

162- Lévy. M, (2007), *Répolitiser la coopération décentralisée*, Revue Territoires, Dossier: Pourquoi les collectivités françaises interviennent à l'étranger, P.20 à 32.

163-HUSSON. B, *La coopération décentralisée, légitimer un espace public local au Sud et à l'Est*, CIEDEL, Revue grand public, 2000.

- Une quatrième dimension souligne l'approche intérêt mutuel conduite selon deux voies :
- Une coopération basée sur une analyse partagée des enjeux des collectivités locales, permettant à celles-ci, par leur action de coopération décentralisée, de répondre à leurs enjeux. Cela concerne non seulement des problématiques de participation des citoyens, mais aussi, sur des questions sectorielles liées à la protection et à la mise en valeur du patrimoine. Aujourd'hui, certaines collectivités locales françaises utilisent les acquis de leur coopération décentralisée pour alimenter leurs politiques publiques locales sur des thématiques aussi variées que les approches concertées pour la définition de plans de circulation, la définition des priorités d'investissement, etc.
- C'est une coopération basée sur l'analyse partagée des enjeux. Chaque collectivité identifie ses propres enjeux et ceux de l'autre, et valorise la coopération décentralisée en fonction de ses enjeux propres. Cela concerne l'ouverture à l'international pour les citoyens de France, l'appui et le renforcement institutionnel de la collectivité du Sud, la mobilisation des jeunes d'ici et lutter contre l'exclusion là-bas.

Le point de vue d'Abdellatif Djelfat¹⁶⁴ rejoint à celui de Bernard Husson, considérant qu'il existe trois types de perceptions de la coopération décentralisée ; pour certains, elle est au départ *une coopération institutionnelle* ; pour d'autres, *elle naît d'une volonté politique et démocratique*, tout en étant une affaire de personnes et impliquant de nombreux acteurs. Pour d'autres, *elle inclut des initiatives prises par les instances centrales*. Il souligne également l'hétérogénéité des pays destinataires, la diversification des domaines d'intervention qu'il sépare en trois groupes :

- Les besoins d'aide et de solidarité qui relève du rapprochement et des relations humaines ;
- Les besoins de gestion communale et urbaine et du développement local, d'une manière générale ;
- Les besoins de création d'un véritable service public, à destination des populations locales.

Concernant la forme de travail, les points de vue varient également d'une collectivité à l'autre ; certaines interviennent directement ; d'autres font appel à des tiers. Quelques collectivités locales poursuivent encore aujourd'hui une forme de jumelage, privilégiant ce que nous pourrions appeler les échanges protocolaires. D'autres développent des projets de taille variables dans différents domaines. Il peut s'agir aussi d'actions à caractère humanitaire, et pas seulement en relation avec des catastrophes, mais aussi dans une vision que l'on

164- Djelfat, A, (Actes du colloque des 22 et 23 novembre 2006, la coopération décentralisée change-t-elle de sens ?), La Sorbonne, p.106-108.

pourrait encore qualifier de « *néocolonialisme* », avec l'envoi de matériels dont les effets peuvent être catastrophiques y compris l'économie locale.

Pour décrire cette diversité de pratiques, Bertrand Gallet, ancien directeur de Cités Unies France, évoquait quant à lui : « *la compensation, la solidarité, l'établissement de partenariats sur un pied d'égalité, la promotion de la démocratie locale, le développement local, la recherche de réponses positives aux interrogations nées de la mondialisation etc.*¹⁶⁵ ».

Si les formes prises par la coopération décentralisée varient souvent d'une collectivité locale à une autre, les résultats sont aussi inégaux. Maurice Baudoux, professeur à l'USTL de Lille, précise les conditions qui lui semblent nécessaires pour une coopération décentralisée réussie. Il distingue ainsi¹⁶⁶ :

- L'existence et le fonctionnement d'un véritable partenariat, sur des projets menés en commun et avec le même objectif par un partenaire du Sud et un partenaire du Nord.
- Des partenariats qui s'impliquent en termes politiques, humains et financiers, et sont capables de mobiliser les acteurs locaux et leurs réseaux.
- Un souci de réciprocité.
- Une exigence d'évaluation pour faire connaître l'utilisation des fonds et rectifier les erreurs d'orientation ou de mise en œuvre et de coordination pour éviter des projets redondants avec d'autres et de complémentarité.

Il souligne que « *la coopération décentralisée est au-delà de la solidarité, des échanges humains et de l'inter culturalité, un formidable moyen de développer la citoyenneté, de renforcer la démocratie locale, de mobiliser les acteurs, de favoriser l'initiative, de diffuser la connaissance et de participer à l'aménagement du territoire* ». Pour lui, « *la bonne gouvernance prônée par les Nations Unies, doit aller de pair avec un contexte politique participatif, relevant de la transparence, de l'efficacité, de la légalité, de la responsabilité de l'administration vis-à-vis des administrés et d'équité. Cela implique également le renforcement des capacités des principaux acteurs politiques et une gestion des affaires publiques ouverte aux besoins de l'ensemble de la société* ».

165- Gallet. Allet. B, Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 2006, à la Sorbonne: *La coopération décentralisée change-t-elle de sens ?*, Collection Référence, Cités Unies France.

166- Baudoux. M, *La gouvernance dans sous états. Economie de la connaissance, coopération décentralisée et développement local*, Revue marocaine d'audit et de développement, décembre 2004, pp.181-188.

Certaines collectivités locales pilotent directement des projets et des partenariats, d'autres s'appuient sur des structures associatives qu'elles financent pour conduire leurs activités. Sur le terrain, les activités sont fréquemment mises en œuvre par des opérateurs (*ONG, institutions, entreprises...*) qui peuvent, le cas échéant, collecter de financements complémentaires à ceux des collectivités locales. L'évolution des modes d'intervention et le perfectionnement des pratiques de coopération décentralisée renforcent son impact auprès des partenaires du Sud et du Nord, notamment en contribuant au développement des compétences et l'ouverture des agents des collectivités sur d'autres pratiques.

De façon globale, les activités de coopération ont été traditionnellement focalisées sur les transferts de savoir-faire au profit des acteurs du Sud et deviennent de plus en plus des activités d'échanges d'expériences. L'impact est au moins aussi important pour les acteurs du Nord que ceux du Sud. La coopération décentralisée s'avère de ce point de vue un lieu de transformation actif des modes de coopération et à ce titre un laboratoire pour leur amélioration. Les relations établies à l'échelle des territoires plus limités que les coopérations d'Etat. Celles-ci favorisent en effet une meilleure écoute des acteurs de part et d'autres et donc un enrichissement mutuel aussi profitable aux acteurs du Nord. En Rhône-Alpes, les collectivités locales engagées dans cette voie sont d'autant plus nombreuses que les acteurs bien formés, disposant de compétences et savoir-faire, le sont aussi. Tel est le constat des auteurs de l'étude sur l'impact des activités de solidarité internationale en Rhône-Alpes¹⁶⁷.

IV - La coopération décentralisée : une gouvernance sous tutelle

Lorsqu'on considère que la coopération décentralisée demeure un domaine autonome, elle semble être aujourd'hui de plus en plus encadrée. Cette question a été soulevée par Franck Petiteville (1995). Dans un chapitre de l'ouvrage : *La coopération décentralisée – les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud*, intitulé « *L'Etat, mécène ou gardien de la coopération décentralisée* », il notait : « *on peut observer tout au long des années 80 un processus d'institutionnalisation progressif et discret du phénomène par l'Etat. S'agit-il d'un processus d'appui et de soutien « désintéressé » ou au contraire d'un processus de contrôle et d'encadrement larvé ?*¹⁶⁸ ». Il décrit également les dispositifs mis en place au fil des ans, et

¹⁶⁷- Act., Consultant, (Etudes sur l'impact des activités de solidarité internationale en Rhône-Alpes), 31 mai 2007, p.11.

¹⁶⁸- Petiteville. F, *La coopération décentralisée : les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud*, Paris, L'Harmattan, 1995, p.37. Il s'agit en fait de cet auteur, la publication d'une synthèse de sa thèse de doctorat de science politique soutenue en 1995 à l'IEP de Grenoble.

plus particulièrement à partir de 1985, pour accompagner le développement de la coopération décentralisée. Par exemple, on illustre la création d'une section au niveau de la commune aux Ministères des Affaires étrangères et de la coopération, dénommée Bureau de la coopération décentralisée. Enfin, il considère en 1995 que les sommes accordées aux collectivités locales étaient peu importantes et donc que le contrôle ne pouvait pas exercer. L'Etat a dressé en 2006, une liste de financements des actions menées dans les pays de la Zone de Solidarité Prioritaire. L'Etat prédéfini pour le lancement d'un appel à projet sur les priorités : l'appui institutionnel, l'eau et l'assainissement, les nouvelles technologies de l'information et de la communication etc. Le fait que les contributions des collectivités locales au titre de la coopération décentralisée soient comptabilisées dans l'Aide Publique au Développement de la France, laisse également penser que l'autonomie des collectivités locales n'est pas aussi grande que ce qu'affirment les discours. Nous citons également la façon dont sont décidées, préparées, organisées certaines grandes rencontres de collectivités locales, comme les Assises de la coopération décentralisée, où l'Etat prend une place importante. C'est le cas de certains appels à projet qui sont initialement décidés par le pouvoir central. L'Etat décide parfois des dispositifs d'accompagnement de la coopération sans véritablement impliquer en amont, les collectivités territoriales. La mise en œuvre des efforts d'accompagnement de la coopération décentralisée met en place des dispositifs. L'objectif de ces dispositifs vise le contrôle de la coopération décentralisée mené par l'Etat.

V - Les principaux dispositifs institutionnels de la coopération décentralisée en France.

Nous soulignons les dispositifs en France car, notre terrain (*la région de Kayes*) est directement lié à ces derniers dans le domaine de coopération décentralisée. Il est nécessaire de souligner le contexte français et montrer comment les dispositifs institutionnels, les acteurs tissent des liens en matière de coopérations au développement. La coopération décentralisée relève du domaine institutionnel encadré par le législateur. C'est une spécificité française. Grâce à ces dispositifs institutionnels, la coopération décentralisée est devenue une pratique de développement territorial. A cet effet, nous citons ici les principaux dispositifs suivants¹⁶⁹ :

- La création du Comité Interministériel de la Coopération et du Développement (CICID), réunissant douze Ministres pour définir les priorités géographiques et sectorielles, les

169- Une note d'information sur la réforme de la coopération française au développement a été rédigée par K.Herrgott de coordination Sud, 28.09.2005, Site internet de Coordination Sud.

orientations et les évaluations, qui se réunissent environ une fois par an ;

- L'intégration des services et des agents de la coopération dans une seule direction, la Direction Générale de la Coopération et du Développement (DGCID) ;
- La création de la Commission nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD), qui tient à jour un état de la coopération décentralisée ;
- La définition d'une Zone de Solidarité Prioritaire (ZSP), qui donne la priorité à l'Afrique et aux pays les moins avancés (PMA) ;
- La désignation de l'AFD comme opérateur ;
- L'institution du Haut Conseil de la Coopération Internationale (HCCI), devant favoriser une concertation régulière entre les acteurs publics et privés de la coopération ;
- L'établissement de documents cadre de partenariat (DCP), sous l'Autorité de l'Ambassade de France du pays concerné, qui deviennent les documents de référence de la programmation par pays.

En plus, la Délégation de l'Action Extérieure des Collectivités Locales créées depuis 1983, a vu ses fonctions évoluer. Elle est chargée de recueillir et d'analyser les informations relatives à l'action extérieure des collectivités territoriales. Cette structure anime le dialogue de l'Etat avec les collectivités territoriales et assure le secrétariat de la CNCD. Elle suit les évolutions juridiques et conseille les préfets sur le contrôle de légalité. Elle accompagne les actions de développement, de solidarité internationale et de coopération des collectivités territoriales. Elle élabore et met en place les programmes de cofinancement de la coopération décentralisée et met en œuvre la stratégie de l'Etat en matière d'appui à la coopération décentralisée. Elle met également en œuvre la stratégie de l'Etat en matière d'appui à la coopération décentralisée et veille à la cohérence entre l'action extérieure de l'Etat et celles des pouvoirs publics locaux.

Face à ce dispositif, la Constitution reconnaît le principe de la libre administration des collectivités locales. Aujourd'hui, nous nous interrogeons sur sa réalité en matière de coopération décentralisée. A ce niveau, on peut retenir les propos de Charles Josselin : *« Toute la question est de savoir jusqu'où l'Etat doit intervenir. Qu'il y ait une cohérence entre l'action des différentes collectivités, on ne peut que le souhaiter. Mais le principe de liberté de choix ne saurait être remis en cause¹⁷⁰ »*.

170- Josselin. C, Gazette de communes, 26 septembre 2006, p.21.

Toutes ces remarques nous conduisent à nous demander si, en fait, l'Etat n'a pas peur de voir les acteurs de la coopération décentralisée se professionnaliser, acquérir des savoir-faire, réussir là où il a plus ou moins échoué et prendre de plus en plus d'importance. De ce fait, on constate une crainte qui avait un peu disparu, de réduction de la place de l'Etat. Contrairement aux actions des ONG, qui concernent en général la réalisation d'un projet, celles des collectivités locales s'effectuent dans la durée. Elles sont en effet conduites dans le cadre de conventions pluriannuelles, bien souvent d'une durée de cinq ou dix ans. La coopération décentralisée se traduit aussi bien souvent par l'implication de tout un territoire. Aux côtés des collectivités locales, il y a entre autres : les universités, les chambres de commerce, les associations, les établissements scolaires, les hôpitaux, etc.

VI - Les nouvelles orientations de la coopération décentralisée

Si la notion d'intérêt mutuel a été retirée, par la loi Thiollière de 2007, il n'en demeure pas moins, que dans la pratique, chaque collectivité recherche dans la coopération son propre intérêt. Depuis sa mise en œuvre, la coopération décentralisée a profondément évolué, et doit continuer à changer pour être plus efficace. Elle doit prendre en compte les évolutions que connaissent les collectivités locales, le processus de décentralisation dans les pays partenaires, l'évolution des besoins etc. D'ores et déjà quelques évolutions sont visibles. On peut citer l'introduction de nouvelles dimensions comme le développement durable, l'éducation au développement, l'approche genre ou la démarche qualité. D'autres changements souhaités par l'Etat (*la réforme territoriale*) s'apparentent à une remise en cause de l'autonomie des collectivités, il s'agit de la proposition de faire, en quelque sorte, des Régions les chefs de file de la coopération décentralisée. Se basant sur une volonté de rationaliser les interventions, de mutualiser les moyens, l'Etat convie (*incite, voire, oblige*) les collectivités locales à travailler en réseau. Nous ne devons pas oublier qu'en France, chaque collectivité est autonome. Il n'existe pas de tutelle d'une collectivité sur une autre. La tutelle de l'Etat sur les actions extérieures des collectivités locales demeure aujourd'hui, une réalité.

Section 5.

La région de Kayes au cœur de la coopération décentralisée : la perspective d'un modèle de développement durable

La région de Kayes constitue une population essentiellement rurale avec 926 000 ruraux pour une population de 1 067 000 habitants selon les estimations officielles. Le découpage administratif a mis en place quatre-vingt-onze communes rurales avec chacune un minimum de dix mille habitants. Parmi ces communes, cent onze centres communaux et treize communes urbaines ont été ouverts. Une part importante de ces collectivités territoriales entretient des liens de coopérations avec celles de la France. Ces liens de coopération s'inscrivent dans le processus de développement durable et dans le cadre de l'émergence des acteurs multiples sur la scène locale. Toute une dimension historique caractérise ces coopérations décentralisées depuis les années 1980 et jusqu'à nos jours.

I - Une coopération essentiellement liée à l'immigration comme facteur dominant du développement territorial de la région

Selon une source de l'ambassade de France au Mali, 162 collectivités territoriales françaises se sont engagées au Mali¹⁷¹. Elles se répartissent en 25 groupements, 115 communes, 12 Conseils généraux et 11 Conseils régionaux. Ces collectivités déploient 340 projets sur l'ensemble du territoire national. Parmi ces collectivités, la région de Kayes seule partage 41 liens de coopération avec 41 collectivités territoriales et groupements. Cette région arrive en tête en matière de coopération décentralisée. Située à l'Ouest du Mali, cette région est limitée à l'Est par la région de Koulikoro, à l'Ouest par le Sénégal, au Nord par la Mauritanie et au Sud par la Guinée, ce qui fait de Kayes, une ville carrefour. La population de la région est environ 1,5 millions d'habitants. Différentes ethnies y vivent : *Soninkés, Kassonkés, Peuls, Malinkés, Maures et Bambaras*. Cette même région est subdivisée en sept cercles (*Diéma, Kayes, Bafoulabé, Kénieba, Kita, Nioro et Yéluimané*) soit l'équivalent des départements en France.

La région connaît des difficultés d'enclavement avec la quasi absence des réseaux d'infrastructures routières. L'essentiel du trafic régional est assuré par la voie ferrée (Bamako-Dakar) et l'unique axe routier (Bamako-Dakar). Les collectivités territoriales se retrouvent dans l'isolement total en raison de ce manque d'infrastructures. Cette situation a d'importantes

171- www.ambafrance-ml.org/cooperation-decentralisee.

répercussions sur l'économie de la région. L'enclavement explique en partie que la région de Kayes soit l'une des plus pauvres régions du Mali. Située majoritairement en pleine zone sahélienne, cette région est par ailleurs soumise à une très faible pluviométrie variable dont est tributaire l'essentielle de la production agricole. Les conditions climatiques sont très déficitaires pour la production agricole. Cette situation d'enclavement a fait en sorte que l'essentiel des ressources naturelles de la région sont déficitaires et que les populations émigrent¹⁷² majoritairement un peu partout dans le monde pour subvenir aux besoins des populations restées dans la région. C'est dans ce processus que le chemin de l'exil est devenu un construit imaginaire pour certains acteurs afin de nourrir les familles restées sur place. Cette pratique est très répandue chez les soninkés, ethnie majoritaire de la région. Les motivations de cette pratique d'expatriation sont liées à l'envie d'accéder à des conditions économiques nécessaires pour la survie des familles et pour une vie meilleure. L'un des facteurs dominants reste économique pour les générations successives.

La majorité des maliens qui émigrent à l'extérieur du pays, sont originaires de la région de Kayes¹⁷³. Les contributions et les apports financiers des migrants constituent une part importante des ressources de la région. Ces ressources émanant des ressortissants de la région constituent des facteurs favorables pour le développement territorial de la région. Dans cette perspective, des nombreux partenaires interviennent pour soutenir ce contexte spécifique (*les apports fournis par les migrants*) de la région sur les questions d'immigration et de pauvreté.

172- Diangitukwa. F, (2008), p.119, Les termes liés au concept de migration peuvent être source de confusion, une clarification s'impose donc afin de ne pas les confondre. « Emigration et immigration sont deux mots antonymes. Ils désignent, vus d'un même pays, deux courants en sens contraires. L'émigration est l'action de quitter son pays pour aller se fixer à l'étranger, alors que l'immigration est l'action de venir dans un pays étranger pour y demeurer. Par exemple, les français qui quittent la France pour aller au Canada sont des émigrants au regard de leurs compatriotes restés en France, et des immigrants aux yeux des Canadiens ».

173 Fofana. Aly, (2010), Directeur régional de l'agriculture de Kayes, interview du 10/12/2010.

II - La perspective de développement durable essentiellement tournée vers le mouvement migratoire et le Co-développement

Nous essayons de donner une définition de ce mouvement migratoire dont le sens peut varier selon les usages. De façon générale, la « migration est un déplacement d'une personne entre un lieu d'origine (ou lieu de départ) et un lieu de destination (ou lieu d'arrivée). On distingue les migrations définitives qui entraînent un changement de résidence et les migrations temporaires qui sont des déplacements momentanés, d'une durée plus ou moins longue, occasionnés par le travail, le tourisme ou des raisons personnelles, mais qui n'entraînent pas de changement définitif de résidence ». Cette question de migration relève d'un sujet très complexe et sensible dans toutes ses composantes. Son traitement mérite une précision par rapport à l'objet auquel elle est liée « le développement soutenable ». Ce phénomène concerne plusieurs disciplines des sciences humaines, les relations interculturelles, la sociologie, l'anthropologie, l'économie, la démographie, l'ethnologie sociale, les relations internationales entre les nations etc. Bref, c'est un sujet très vaste, voir difficile de traiter dans sa globalité.

Dans le contexte de la coopération au développement, on constate que depuis le début des années 1990, les migrations s'internationalisent et se mondialisent de plus en plus. Tous les pays du monde et toutes les régions du monde sont concernés par le phénomène de migrations. Ces mouvements migratoires sont la conséquence de la mondialisation des échanges et du développement rapide des moyens de communication et de l'information. Plusieurs pays africains subissent les conséquences des échanges de la mondialisation qui a renforcé les inégalités entre les pays et les peuples. Au début des années 1990, le concept de Co-développement¹⁷⁴ est revenu à l'ordre du jour dans le contexte de la mondialisation.

174- Christian Connan, [In Zaynab Terra et Astrid Frey : « Migrations et collectivités territoriales, la coopération décentralisée, une réponse à la question du codéveloppement », Cités Unies France, 2008, p.20]. Ambassadeur délégué au codéveloppement : « Le codéveloppement : présentation générale », document du ministère des affaires étrangères, 26 janvier 2005. Selon lui, « On entend par codéveloppement toute action d'aide au développement, quelle qu'en soit la nature et quel que soit le secteur dans lequel elle intervient, à laquelle participent des migrants vivant en France, quelles que soient les modalités de cette participation (celle-ci peut intervenir à une ou plusieurs étapes du projet : conception, étude de faisabilité, financement, réalisation, évaluation). Le codéveloppement peut concerner aussi bien les immigrés qui désirent retourner dans leur pays pour y créer une activité que ceux (hommes d'affaires, universitaires, médecins, ingénieurs notamment) qui, tout en étant établis en France, soit sont disposés à investir dans leur pays d'origine pour y promouvoir des activités productives et y réaliser des projets sociaux (écoles, centres de santé, etc.) ; soit souhaitent faire profiter leur pays d'origine de leurs compétences, de leur savoir-faire et de leurs réseaux de relations ».

Ce concept de Co-développement a été inventé dans les années 1980 par le monde politique français notamment par, Michel Rocard et Jean-Pierre Cot alors ministre de la coopération¹⁷⁵. Bien avant le monde politique, ce concept tire ses sources théoriques dans l'analyse de la philosophie du développement d'Ignacy Sachs en 1980. Ce concept tire ses origines dans les mouvements liés au tiers-monde. Ce concept était introduit comme forme de mouvement qui répare les inégalités liées à l'aide au développement. Ce mode de coopération cible les inégalités qui ne cessent de se creuser entre territoires, entraînant une recrudescence de la pauvreté, des conflits politiques, des aléas climatiques et de l'insécurité. Face à ces inégalités économiques et aux crises politiques multiples, certaines personnes des pays du tiers monde ont choisi d'immigrer ou de s'exiler dans les pays du Nord ou dans les pays plus sécurisants. Le concept de Co-développement recouvre l'idée d'une coproduction par laquelle, le Nord et le Sud trouvait un intérêt commun à coopérer dans certaines circonstances pour leur développement économique¹⁷⁶. Dans un sens donné par le ministère français des affaires étrangères, la politique de Co-développement vise à créer les conditions pour que les migrants qui contribuent au développement de leurs pays d'origine au lieu de les affaiblir. Ce concept vise aussi à rechercher la cohérence entre les différents acteurs (OSIM, ONG, collectivités territoriales, etc.).

Le cadre juridique de ce Co-développement est régi par des conventions sous formes des programmes entre l'Etat français et l'Etat malien. Ces programmes sont renouvelables tous les trois ans. Ces conventions ont pour objet de faciliter ou favoriser la mobilité des migrants installés en France pour le développement de leur pays d'origine et collectivités locales. Ces conventions de co-développement prévoient des moyens financiers notamment les fonds de solidarité prioritaire (FSP)¹⁷⁷. Cet instrument (FSP) constitue un moyen de financement des projets alloués par l'aide publique au développement dans les pays de la zone de solidarité prioritaire (ZSP) dont le Mali et le Sénégal. Les FSP interviennent majoritairement dans les bassins à forte d'émigrations (*dont la région de Kayes au Mali*) pour financer les projets portés par les migrants eux-mêmes. Cet instrument apporte une aide

175- Giles Carraso, (2007), *Accueillir, migrations, coopération et développement*, Revue SSAE, N°244, p.20.

176- Jean. Freyss, dans liaison Franco-Africaine n°54, septembre, décembre 2003.

177 - MAE www.diplomatie.gouv.fr, FSP : Le Fonds de Solidarité Prioritaire est l'instrument de l'aide-projet du ministère des affaires étrangères. Il a pour vocation de financer, par dons uniquement, l'appui apporté par le ministère aux pays ZSP en matière de développement institutionnel, social, culturel et de recherche.

technique et financière à des projets de création d'entreprises portés par des migrants. Cette politique de Co-développement prônée par le ministère des affaires étrangères est relativement récente.

Dans ce contexte, on peut souligner que le Co-développement comme concept de développement est une approche de la gestion des flux migratoires et du développement durable spécifique pour la région. Cette pratique est un héritage de la politique d'aide au retour mise en place en 1977 puis, de projet d'aide en 1980 pour la création d'entreprise. Cette politique vise l'implication des migrants dans un développement porteur et inscrit le développement dans un mouvement de développement durable qui se veut profitable à leur pays d'origine. Les efforts mis en place par les politiques publiques et les groupes des migrants maliens originaires de la région de Kayes sont peu accompagnés. Les projets ont été initiés ailleurs pour développer les lieux d'origine en faveur de leurs villages. Un de nos interviews avec le Maire de Nioro du Sahel (Kalilou Diakité) montrait l'insuffisance des initiatives provenant des acteurs concernés. C'est-à-dire, les ressortissants sont très peu consultés pour les appels à projet destinés à leurs localités. Il montre que *« tous les appels à projet que nous recevons dans notre commune, surtout notre partenariat avec Limours et le Conseil Général de l'Essonne, nous constatons que cela ne provient pas de nous. Je pense que nous devons être consultés en amont afin de construire ensemble. Parfois, les appels ne correspondent pas aux besoins réels »*¹⁷⁸. On peut observer ces pratiques auprès des bailleurs qui initient des projets en direction des migrants originaires de la région de Kayes. Les projets sont inscrits dans un contexte de développement territorial englobant les entités locales sans spécifiquement étudier les besoins ressentis par les migrants eux-mêmes en amont. Les appels à projets ne placent pas les migrants comme initiateurs des appels et les aides qui leur sont destinés. Cette limite constitue un blocage pour le principe de la libre administration pour les citoyens concernés.

Au début des années 1990, le paysage politique rural du Mali a complètement changé avec les réformes institutionnelles de la décentralisation et avec l'émergence du tissu associatif au sein des migrants. Les structures associatives des migrants sont devenues les premiers acteurs à conduire les aménagements en matière d'électrification, de santé, d'accès à l'eau potable, d'éducation, etc. Ce nouveau rôle joué par les migrants va transformer leurs relations avec les pays d'accueil et d'origine. Les besoins en matière de collectes de

¹⁷⁸ Diakité. Kalilou. (2010), (interview avec le Maire de Nioro du Sahel).

ressources pour le financement des projets vont permettre de favoriser le rapprochement avec les partenaires extérieurs. Dès lors, un maillon associatif intermédiaire, entre migrants et bailleurs, s'est constitué à partir du début des années 1990. Le développement fut pour eux, le moyen d'investir leur savoir-faire en termes de mobilisation collective, de négociations et de mise en réseau avec d'autres structures (*telles que les collectivités territoriales en France et au Mali*). C'est ainsi que Cités-Unies-France comme réseau des collectivités territoriales françaises bien engagées dans la coopération décentralisée fut un partenaire privilégié et impliqué dans le cadre de coopérations au développement. C'est le cas notamment entre collectivités et associations des migrants impliqués dans le développement de leurs régions d'origine (*la plus part du des cas, les coopérations commencent entre association villageoise tenue par les migrants et la future collectivité désireuse de coopérer avec la collectivité au Mali*). Ce réseau des collectivités locales poursuit plusieurs objectifs en faveur d'un développement durable des territoires concernés. Il s'agit des facteurs comme:

- le développement et la promotion de la coopération décentralisée ;
- l'animation des espaces de travail entre collectivités territoriales du Nord et du Sud ;
- L'affirmation des pouvoirs locaux sur la scène internationale ;
- L'affirmation des valeurs communes telles que la paix, la solidarité, la décentralisation, le développement durable, la diversité culturelle, etc.
- La gestion commune des services locaux entre collectivité ;
- L'échange mutuel d'expériences entre collectivités.

Il y a autant des objectifs auxquels les collectivités tissent des liens de coopération visant à lutter contre la pauvreté et renforcer la solidarité entre collectivité du Nord et du Sud. Dans ces objectifs, la région de Kayes est caractérisée par la pluralité des pratiques de coopération d'une collectivité à l'autre.

III - La pluralité des pratiques de coopération dans la région : le développement durable et actions des migrants.

La politique de Co-développement s'appuie directement sur la population civile migrante. Cette approche vise à valoriser les ressources locales, favoriser l'émergence d'organisations institutionnelles, des acteurs divers et favoriser les échanges d'expériences et de solidarité entre les peuples. Le concept de Co-développement n'était pas un chantier de développement territorial avant la décennie des années 1990, période à laquelle les efforts étaient menés sur la défense des droits humains et pour la meilleure intégration dans les pays d'accueil (*France*). Le développement classique était mené dans le secteur informel (*jumelage entre personnes privées, entre amis ou ressortissants d'un village du Mali et les amis des migrants en France*) par quelques groupes des migrants. Les ONG (*comme le CAMIDE, GRDR, la CCFD, la CIMADE...*) vont être les premiers partenaires des structures des migrants pour la restructuration de la politique du Co-développement avec les pouvoirs publics. Une étape importante de cette dynamique fut la création en 2002, le FORIM, une plateforme rassemblant les coopérations de migrants. Ce FORIM constitue l'acteur intermédiaire entre les associations de migrants, les ONG, les bailleurs de fonds et les pouvoirs publics. Le Co-développement est aujourd'hui un concept qui a obtenu une reconnaissance internationale. Cette pratique se manifeste dans une volonté de soutenir le développement auprès des migrants comme premiers acteurs de la région en matière de développement.

Les premières coopérations de la région (Kayes) ont débuté depuis les années 1970 avec les liens de jumelages entre villages et établissements publics (*écoles, centre de santé...*). Cette approche était classiquement tournée vers l'action humanitaire. Dans ce sens humanitaire, la coopération a comme objet de soulager les populations vivant dans la misère tout en apportant assistance matérielle et financière. Elle vise aussi à subvenir aux besoins de la population et améliorer leurs conditions de vie de façon générale sans spécifiquement rapprocher les besoins adéquats. Cette action était marquée par l'envoi des matériels scolaires, des médicaments, la construction des banques céréales villageoises, la construction de certains bâtiments administratifs etc... L'action se convertit de nos jours à des actions de solidarité internationale pour promouvoir d'autres défis liés au développement de la région notamment, le développement durable.

Dans le contexte actuel de développement durable, le développement de la région de Kayes a pris la forme des projets villageois soutenus par les migrants (*à travers les associations créées par les ressortissants*) dont eux-mêmes mobilisent leurs ressources nécessaires pour financer les projets. Il existe plusieurs formes de mode de financements de ces projets dont les cotisations, les subventions des bailleurs, les dons de fondations etc. Cette dynamique concerne la mise en place d'infrastructures, la réponse aux besoins identifiés par les populations locales et l'encouragement de celles-ci à participer à la mise en place de ces projets. Ces opportunités de développement portent en général sur tous les domaines de la vie sociale en apportant des soutiens à l'organisation des services collectifs. La réalisation de ces infrastructures se manifeste par la construction de marchés, la réalisation des infrastructures hydrauliques, les infrastructures éducatives, les centres de santé, les coopératives agricoles et l'aménagement de territoires ruraux etc...Les programmes de coopérations peuvent s'intéresser non seulement aux collectivités territoriales mais aussi, aux groupements économiques, aux associations et aux entreprises. L'appui institutionnel intervient comme mode d'intervention et discours de partenaires pour le développement durable de la région. Cette pratique cible l'implication et la participation effective des populations, l'adaptation des institutions locales à travers la décentralisation et la coopération décentralisée. La problématique de la coopération décentralisée concerne le dialogue entre les institutions locales décentralisées et les populations locales¹⁷⁹. Le renforcement des capacités exprimées dans les coopérations décentralisées recouvre le soutien de restaurer le dialogue entre les institutions décentralisées et les populations locales afin de s'approprier. L'existence des acteurs du Nord et du Sud dans le cadre de Co-développement anime la coopération décentralisée basée sur des objectifs et des projets à court et à long termes. A cet effet, la coopération décentralisée devient un objectif institutionnel qui alimente le discours de développement durable auprès des populations locales. Dans le contexte de la décentralisation malienne où les collectivités territoriales sont naissantes, l'appui institutionnel joue son rôle de faire le dialogue entre ces populations et leurs institutions. L'utilité des programmes de coopération permet à la collectivité partenaire de renforcer ses compétences et assurer ses responsabilités. C'est ainsi que certaines coopérations de la région (*le cas de coopération entre la ville de Kayes et le SAN d'EVRY en France*) ont opté de s'intéresser pleinement à cet appui institutionnel. Au Mali, ce dispositif permet à la collectivité locale de s'approprier à certains enjeux nationaux et internationaux pour la collectivité partenaire.

179- Guillaud.G, (2005), *La coopération décentralisée : trois partenariats entre le Nord et le Sud*, l'Harmattan, Paris, p.18.

Un autre volet de ces coopérations (*collectivités de la région de Kayes et les partenaires du Nord*) permet au partage mutuel entre partenaires. L'intérêt de ces coopérations concerne les entités territoriales comme enjeu de politique publique locale. Dans cette perspective, deux points importants sont soulignés :

- Dans la plupart des cas, les collectivités locales tissent les liens de coopération pour une analyse mutuelle des enjeux partagés ici et là-bas. Les problématiques communes peuvent concerner plusieurs phénomènes tels que, la participation des citoyens aux actions locales, la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel, la protection de l'environnement etc....

- Les coopérations permettent pour chaque partenaire de diagnostiquer les enjeux de l'autre partenaire et mutualiser les enjeux existants. Cette optique permet l'ouverture au monde (*avec la mondialisation actuelle*) entre acteurs. C'est le cas d'ici et là-bas (Nord-Sud) sur les questions liées à l'exclusion sociale ou la découverte des enjeux économiques et culturels.

La coopération décentralisée dans le cadre de la région de Kayes avec ses partenaires s'affirme comme un véritable outil de politique publique pour les collectivités locales et de dialogue entre élus et les populations locales. De part et d'autre, les collectivités locales de la région et leurs partenaires tendent aujourd'hui, dans l'ensemble, à initier de partenariats dans leurs sphères de compétences et d'expertise. Cette forme de coopération a d'abord commencé par les structures villageoises, les communes et les départements (*tels que les Cercles de Yélimané, Kayes, Diéma et Nioro*). Aujourd'hui, les régions s'affirment de plus en plus dans les actions de solidarité internationale comme actrices incontournables entre territoires du Nord et du Sud.

IV - Des coopérations déséquilibrées sur l'ensemble du territoire régional par le mouvement migratoire.

La coopération décentralisée est considérée comme une alternative de la démocratie locale et du développement approprié pour les populations locales. A cet effet, les zones de la région de Kayes non concernées par le phénomène migratoire (*les Cercles du Sud-Ouest tels que : Kita, Kéniéba et Bafoulabé*) connaissent très peu de coopérations décentralisées. Par contre, les zones touchées par l'émigration à haut niveau (*les Cercles du Nord-Est tels que : Kayes, Diéma, Nioro et Yélimané*) connaissent une abondance de coopérations décentralisées. A cet effet, les coopérations ne sont pas équilibrées sur l'ensemble de la région. Comment ce déséquilibre de coopération s'est constitué ? Nous avons quelques remarques à souligner ci-dessous :

- D'abord, des coopérations existantes non équilibrées existent déjà depuis 1985 entre la ville de Montreuil comme principale partenaire et certains groupements villageois (*dans les cantons de Diafounou, Kagnaga, Guidimé et Tringa*) dans le Cercle de Yélimané. C'est le Cercle où nous constatons une forte affluence de coopérations depuis de nombreuses années suivis des cercles de Kayes, Diéma et Nioro. En citant le cas de Yélimané et Montreuil comme cas atypique, on remarque un déséquilibre. Leur lien de coopération est essentiellement lié à la forte présence des communautés maliennes présentes sur le territoire de Montreuil. En quoi, l'équilibre territorial peut être un moyen essentiel pour le développement de l'ensemble de la Région ? En citant le cas de coopérations poussées entre Yélimané et Montreuil, on constate sur le plan médiatique, un déséquilibre important de coopérations induit par les politiques publiques et locales de coopérations. Parfois, le volet médiatique permet de montrer que la dynamique de coopération au développement est limitée à ces seuls partenaires. Cette tendance fait en sorte que les autres cercles de la région sont moins concernés par cette dynamique de développement régional.

Cela montre qu'un déséquilibre de coopération existe sur la région. Des nombreuses collectivités territoriales françaises tissent des liens de coopération parfois avec une même collectivité malienne.

La plupart des coopérations ont été établies avec les collectivités du Nord-Est. Cette concentration des liens de coopération dans certaines parties du territoire régional conduit à un déséquilibre de développement régional sur le plan de la coopération. Dans ces cercles du sud de la région (*Bafoulabé, Kita et Kéniéba*), on remarque très peu des liens de coopérations. Ce phénomène est lié à la faible présence des ressortissants de cette localité installés en France. L'ensemble des cercles de la région ont-ils les mêmes problématiques de développement ? Plusieurs raisons expliquent le phénomène de départ des migrants majoritairement originaires des cercles du Nord. Les phénomènes socioculturels et économiques déterminent les spécificités de chaque zone de la région. Par exemple, la pauvreté et les aléas climatiques sont les premiers facteurs de ces déplacements massifs vers l'émigration. Dans un cadre plus large, le phénomène de l'enclavement régional concerne toutes les collectivités territoriales de la région qui se déterminent par l'extrême pauvreté à laquelle les populations rurales sont touchées et aspirent un développement territorial mieux soutenu.

V - Des collectivités locales avec des moyens insuffisants dans les coopérations décentralisées.

Ces dernières années (*début des années 80, 90 et jusqu'à nos jours*) ont été caractérisées par une évolution des actions de développement menées par les différents acteurs intervenant dans la région. Les collectivités procèdent généralement à des échanges protocolaires. Très rarement, on constate la conduite directe des projets concrets, impliquant les populations locales. Plusieurs raisons expliquent cet état des faits. Dans l'ensemble du Mali, la faible implication des populations locales et la collaboration limitée de services déconcentrés de l'Etat sont une véritable insuffisance dans certaines coopérations décentralisées. Cette insuffisance résulte de l'absence de communication, de sensibilisation et manque des outils d'informations de populations locales sur les enjeux de développement. Le financement des projets de collectivités locales comme une des principales motivations de coopération décentralisée, constitue une véritable difficulté pour les collectivités de la Région. L'inexpérience des collectivités de la région de Kayes pour la recherche de fonds peut expliquer la cause de cette difficulté. Les collectivités locales partenaires du Nord ont l'expérience pour la recherche de financement de fonds. Dans ce sens, il est important pour les collectivités locales du Sud de ne pas laisser leurs partenaires du Nord comme seuls outils de demande de fonds pour le financement de leurs projets.

Conclusion du chapitre 3

Le développement durable est devenu une référence dans les traitements des problématiques liées au développement des territoires au Mali. C'est grâce au processus de décentralisation que cette dynamique est prise en compte par les multiples acteurs comme solution ultime aux préoccupations des politiques publiques locales. Dans cette perspective d'envie de développer les territoires locaux, la décentralisation et la coopération décentralisée sont les moyens par lesquels les objectifs de développement sont fixés par les acteurs. Cette deuxième partie s'est attachée à démontrer que le contexte historique et la perspective des réformes institutionnelles de la décentralisation malienne a hérité de l'existence des politiques publiques dynamiques (*avant, pendant et après la colonisation au Mali*). Ces politiques publiques ont longtemps montré une volonté réelle de réformer les territoires pour un développement harmonieux.

L'émergence de la décentralisation malienne a historiquement connu un processus difficile entre acteurs différents avec des représentations différentes sur la gestion des nouveaux

territoires décentralisés. Dans ce contexte, la décentralisation a émergé comme système de gouvernance moderne qui se greffe à un système de gestion obsolète des affaires publiques locales. Ce nouveau modèle de gestion des affaires publiques locales par une diversité d'acteurs (*Etat, société civile...*) a institué des entités nouvelles sans véritablement transférer les moyens de gestion. Au Mali, ce processus connaît des avantages comme des inconvénients constatés de part et d'autre. Si la décentralisation a été une des grandes réformes institutionnelles de l'émergence de l'Etat moderne dans le pays, elle constitue également le moyen par lequel les acteurs nouveaux agissent dans la sphère publique (*société civile*). Les nouvelles entités locales se voient désormais s'occuper de certaines prérogatives dans le système de gestion publique et s'occuper également de la problématique du développement des territoires. Au Mali, les acquis de la décentralisation sont soulignés sur le processus d'institutionnalisation et l'émergence des nouvelles entités publiques. Ce point renforce le principe démocratique de l'Etat de droit avec une société civile dynamique et capable de gérer les affaires publiques. Plusieurs inconvénients sont liés au manque des moyens financiers transférés aux nouvelles entités territoriales. Le développement des territoires comme objectif prioritaire des nouvelles entités territoriales (*collectivités locales...*) s'est confronté à l'insuffisance des ressources transférées de l'échelon national à l'échelon local.

L'euphorie de développer les territoires a induit la culture du développement territorial et la coopération décentralisée comme alternatif de la décentralisation. Cet instrument de coopération complète le manque des ressources des collectivités territoriales. Le manque des ressources suffisantes pour les nouvelles entités a fragilisé l'existence de l'Etat malien dans son existence avec l'émergence des multiples problèmes sur l'ensemble du territoire.

La coopération décentralisée est vue comme moyen supplémentaire capable de pallier les insuffisances de l'Etat moderne. Elle est instituée par le législateur dans un champ moins structuré que la décentralisation. C'est un processus d'accompagnement de la décentralisation avec des moyens supplémentaires de développement territorial élaborés entre différents partenaires. Elle est émergée dans ce processus de décentralisation malienne avec un champ composé des multiples acteurs en vue de développer les nouvelles entités territoriales.

Cette nouvelle dynamique de développement est perçue et utilisée différemment selon les territoires en coopération. La coopération décentralisée a institué un cadre de développement qui est directement géré par les collectivités territoriales et la société civile. Dans la région de Kayes, les efforts de la coopération décentralisée sont d'utilité publique face au

développement des territoires. Ce cadre institutionnel de la coopération locale a institué une panoplie des termes et concepts liés au développement. Bien que la société civile soit identifiée dans la gestion des affaires publiques, elle est confrontée à d'énormes difficultés (*manque des moyens et d'appropriation des instruments de développement...*) d'appropriation des outils de développement rendant incompréhensible et insoutenable les modèles de développement définis par les partenaires extérieurs. La multiplicité des termes engendrés par la coopération décentralisée fait qu'aujourd'hui, le développement durable est devenu la coqueluche des acteurs intervenant dans la région de Kayes pour faire mieux le développement territorial de la région. Dans tous les programmes et projets de développement territorial de la région, les acteurs s'intéressent et s'activent à faire usage du développement durable sans véritablement mettre en œuvre les spécificités des territoires et les ressources suffisantes. Les actions mises en œuvre dans le cadre du développement durable ont été confrontées à d'énormes difficultés (*incompréhension par la population locale, manque des ressources nécessaires pour les collectivités locales...*). A cela, s'ajoute la marginalisation de certaines spécificités locales (*cultures locales, contexte socioéconomique et culturel de la société civile...*) par les partenaires extérieures (*les collectivités partenaires de la France*) qui imposent des dispositifs institutionnels non appropriés par les populations locales. La région de Kayes dans son processus de développement territorial a bénéficié la coopération décentralisée grâce à l'implication de la société civile (*les associations de migrants et ressortissants vivant en Europe*) et les différents efforts de partenariats locaux mis en œuvre par ces derniers. Cette dynamique de développement territorial a permis à la région de Kayes d'être au centre d'expérimentation des coopérations. Grâce à cette dynamique, les acteurs locaux ont pu bénéficier des outils (*projets, programmes*) de développement exemplaires dans l'ensemble du pays. Le domaine de la coopération décentralisée demeure complexe de nos jours à cause des multiples problèmes (*incompréhension, insuffisance des ressources financières et humaines...*) dans un processus d'institutionnalisation continue des collectivités territoriales et de la société civile.

Chapitre 4

LES PERSPECTIVES DE MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET SES PARADOXES

Introduction du chapitre 4

Le développement en tant qu'ensemble des pratiques et d'idéologies liés à des étapes de croissance au service du bien-être des populations, constitue un paradoxe pour certains acteurs et territoires. Ce paradoxe réside au niveau des représentations, d'articulations et d'appropriations des acteurs sur la mise en application de certains dispositifs de développement. Nous avons souligné dans les chapitres précédents la difficulté d'appréhension et d'appropriation des populations locales face aux pratiques et discours déployés sur les projets et programmes (*surtout dans le cadre des réformes institutionnelles de décentralisation et coopération décentralisée*). C'est la perspective d'émergence d'un style de développement exogène qui met en difficulté les populations locales à traduire et s'approprier des enjeux. Cette limite se situe dans un contexte historique d'émergence des changements sociaux dans le temps. D'après Grosfoguel Ramon¹⁸⁰, quelques passages historiques sur l'évolution socioéconomique et culturelle de l'humanité ont construit, peu à peu, les Etats modernes à travers les cultures, les idéologies du développement économique considéré comme ensemble des valeurs universalistes (*christianisme, libéralisme, expansionnisme, néocolonialisme etc.*). Ce processus nous permet de comprendre comment les facteurs liés au développement ont été mis en place dans le temps et dans l'espace. En somme, ces valeurs sont des croyances religieuses et économiques dans la majorité des cas. Elles procèdent à des étapes du christianisme (*XVIème siècle*), à celui de la civilisation du monde moderne (*XVIII et XIXème siècle*), de la révolution industrielle (*développement XXème siècle*) et celle de la démocratisation du monde (*XXIème siècle*) moderne. Ces valeurs et étapes historiques (*démocratie, libéralisme...*) se construisent dans un contexte précis dont le but politique s'attache à la condition de l'Homme moderne lié à la construction de la démocratie universaliste légitimée. Elles forment notre imaginaire collectif autour des perceptions complexes et des rapports de force entre le Nord et le Sud tel que le développement, l'émancipation de l'Homme etc.

180- Grosfoguel. Ramon, (2006), *Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global : transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale*, Multitudes, N°26, pp.66-67

Dans ce processus de construction, les valeurs et le système de croyance constituent fondamentalement les bases des pratiques et croyances inspirés par le développement durable. Les multiples facettes incarnées par l'idéologie du développement durable constituent les rapports de force existant entre le Nord et le Sud et entre les riches et les pauvres. Les pratiques et idées liées au développement durable à travers les projets et programmes sont difficilement traduites et appropriées par certaines catégories d'acteurs rencontrés. C'est dans ce contexte que cette troisième partie tentera de démontrer les paradoxes liés aux principes et pratiques de développement devenus incompréhensibles pour certains acteurs de terrain. Ce cadre permet de démontrer également que le développement durable en tant que concept exogène, constitue un paradoxe face aux attentes des populations locales exprimées sur le terrain (*loin d'atteindre les objectifs*).

Pour revenir plus précisément sur le cas de cette étude, nous avons mis l'accent sur les projets et programmes qui sont implantés dans la région de Kayes où quelques exemples témoignent la réalité de ce paradoxe sur le terrain. En Afrique et plus particulièrement au Mali, les politiques de développement (*décentralisation, développement durable, coopération décentralisée...*) ne sont pas appropriés par la grande majorité des populations. C'est dans ce sens que le président de l'association ADCYF OSI (Baradji Cheickna) montre que « *nous sommes confrontés à des difficultés telles que le manque des techniciens pour intervenir dans certains domaines qui nous concernent ici* »¹⁸¹. Ce déficit dépend de l'action publique locale fondée sur une vision constructive des instruments exogènes (*décentralisation, bonne gouvernance...*) de la gouvernance territoriale. Les projets et programmes mis en place, sont des instruments tenus par ces valeurs comme les résultats du système de la modernité libérale et civilisatrice. C'est également un système politique dominant, qui émerge de plus en plus au niveau local avec des paradoxes ignorant parfois, certaines réalités locales. Quels sont ces paradoxes ? Dans cette partie, il s'agit de montrer les paradoxes entre pratiques de développement durable et perceptions des populations concernées par les projets et programmes de développement durable. C'est pourquoi, nous avons souligné dans cette partie, les formes de développement et les acteurs impliqués.

Ce processus va dans le sens de démontrer les pratiques territoriales inspirés par les politiques ou formes de développement mises en place par les bailleurs de fonds. Les représentations ou

¹⁸¹ Baradji. Cheickna, Interview avec le président ADCY OSI (2018), (Association pour le Développement du Cercle de Yélimané pour l'Organisation de la Solidarité Internationale).

perceptions basées sur le développement durable sont à cet effet, considérés comme modèle imposé et exogène pour les territoires concernés depuis les années 1990¹⁸². C'est un cadre considéré comme action de politiques publiques imitatives constructives comme démontré dans « *Nation-building* » M. Leclerc-Olive (2005). Il est également considéré comme une approche territoriale par laquelle, la bonne gouvernance est devenue un passage obligé pour les territoires en développement. Cette situation institutionnelle illustre bien des cas comme le PADDY (*programme de développement durable du cercle de Yelimané*), le PRECAD, KARED et bien d'autres acteurs opérant sur les questions de développement territorial dans la région de Kayes.

Nous soulignons dans ce sens que cette situation paradoxale (*la domination de l'idéologie ou le concept de développement*) est contraire aux réalités de vie des populations locales de la région de Kayes (*extrême pauvreté, aléas climatiques, défis migratoires, illettrisme...*). Les attentes (*souhait d'accès aux infrastructures de base telles que : centre de santé, école, barrage, routes...*) sont fréquemment exprimées sur le terrain que certains enjeux de développement déployés (*parfois éloignées des enjeux technocratiques comme la décentralisation, la coopération décentralisée, le développement durable...*). Les enjeux de développement (*à travers les réformes et dispositifs*) sont construits sans une réelle participation citoyenne dans la mise en œuvre des dispositifs. Les réalités de terrain expriment cette situation paradoxale contraire aux attentes des populations locales pour le bien-être. Or, les sciences sociales (*la sociologie et l'anthropologie du développement*) placent l'Homme et suivent son évolution au cœur des préoccupations scientifiques (*conditions de vie et d'évolution des populations sur leur milieu respectif...*). Cette dimension scientifique montre que la démocratie est au cœur des réformes et pratiques politiques territoriales de développement. Les représentations sur les pratiques et la mise en œuvre des formes de développement constituent une dynamique en perpétuel interaction active entre les acteurs. Dans ce sens, souligner ce que les uns et les autres pensent (*tout en donnant un sens à leurs propres actions*), dépend d'une situation scientifique qui délimite le rôle et la place de l'Homme au cours de ses processus d'évolution. L'Homme étant au centre de ces politiques et pratiques peut-il pleinement jouer son rôle et être capable de construire une société équitable ? La mise en œuvre des réformes institutionnelles (*dans le cadre de la décentralisation malienne...*) prétend ne pas donner une place fondamentale à certains acteurs (*manque des*

182-Reed. David, (1999), *Ajustement structurel, environnement et développement durable*, l'Harmattan, Paris, p.4.

ressources aux nouvelles entités comme moteur du développement territorial). Même si cette situation demeure un paradoxe pour le cas des territoires locaux de la région de Kayes, elle concerne la construction de la société équitable entre gouvernants et gouvernés. C'est également entre les acteurs du Nord et du Sud au niveau de l'appropriation et la capacité performative des cultures attribuées au développement. La croyance généralisée à un modèle de développement (*soutenable, durable*) comme performant, n'est pas adapté dans tous les contextes spécifiques au niveau des territoires concernés (*notamment, les collectivités territoriales de la région de Kayes*). Nous soulignons deux sections dans ce chapitre. D'une part, la première section met l'accent sur les origines idéologiques du développement et d'autre part, la deuxième section est consacrée sur les enjeux migratoires et les perspectives de développement en Afrique.

Section 1

Les origines idéologiques du développement : un tournant historique

Le concept de développement est l'épicentre des pratiques pour le progrès. En quoi, les principes liés au développement (*selon les théories néoclassiques du développement, le libéralisme, les formes de production et de distribution des richesses...*) ne sont pas les attentes directes des acteurs locaux (*pour le cas du contexte de développement territorial de la région de Kayes*) ? A l'ère où on assiste à une recrudescence des notions complexes liées aux pratiques de développement imposées dans les territoires concernés; il est intéressant de s'interroger sur leurs origines et le cadre normatif. La pensée sur le développement a d'abord cherché à construire le développement lorsque le progrès est absent sur un territoire donné. En effet, c'est à travers cette absence de s'occuper des sociétés que la conceptualisation est mise en évidence. Dans un contexte de la sociologie, le développement (*considéré comme solution pour les acteurs*) n'est pas exclusivement destiné pour maximiser la croissance ou l'approfondissement d'une idéologie libérale, mais le concept est pensé pour le devenir des sociétés humaines¹⁸³. Nous entendons par développement durable, l'ensemble des processus d'émancipation humaine, la satisfaction des besoins constituant une priorité et un instrument au service des acteurs.

¹⁸³ Rapport sur *Les Limites A La Croissance*, « Halte A La Croissance ? », *Le Club de Rome*, (1972).

I - Idéologies et représentations sur le développement

Le développement est une idéologie. Il constitue un ensemble de pensée à laquelle sont engagées les actions sociétales et économiques. Ce cadre a d'abord été conceptualisé comme la nécessité de trouver des modes opérationnels en vue de faire des profits, des recettes du progrès vers les acteurs sociaux issus des sociétés industrialisées. Ce processus de pensée a construit une dimension élargie des domaines. Dans un sens sociologique, le concept est alors pensé comme la sortie du sous-développement de certaines sociétés. Les représentations sont orientées vers la vision du progrès sociétal et économique. On peut constater que la pensée sur la notion, s'est dès lors centrée sur le progrès à l'image de la situation des pays développés. Les pays développés sont l'image du progrès réussi, de la modernité et l'aboutissement des étapes de développement comme objectif recherché (F.Perroux). Les représentations sont braquées sur les pays ou territoires développés comme cadre référentiel auquel tout acteur est condamné à faire pareil comme objectif. Dans ce processus de pensée, les uns et les autres ne représentent pas le concept de développement de la même manière pour des raisons spécifiques liées aux réalités socio-culturelles. Il s'agit du milieu de notre étude (*région de Kayes*) où la société traditionnelle se distingue des valeurs liées à la modernité. Nous avons quelques témoignages de notre interview avec l'ONG KARED (Adama Diallo 2010) : *« nous avons fait un essai, une expérimentation sur l'état de compréhension des populations locales et leurs perceptions sur les pratiques de développement durable dans le cercle de Diéma au Mali. Lorsque nous avons demandé aux populations locales (avec un échantillon déterminé d'une dizaine de personnes) d'apporter leur savoir-faire sur le développement durable et d'effectuer des travaux de développement durable, c'est le contraire qui est arrivé comme suite de leur réaction. Autrement dit, au lieu de faire de gestes concrets en rapport avec la protection ou la défense de l'environnement ou mener l'action de lutte contre la pauvreté dans leur localité, les participants à cet essai ont souhaité l'installation d'une chaîne de télévision dans leur localité. C'est ainsi que je trouve que les sociétés du Nord et du Sud ne partagent pas les mêmes valeurs sur le développement durable. Je trouve que la notion de développement est mal perçue. »*¹⁸⁴.

184. ONG KARED, (2010), Interview avec le vice-président Adama Diallo.

Dans cette perspective comparative, deux sphères de pensée et de représentation sur le développement existent paradoxalement pour le cas de cette étude. Il s'agit de la manière dont les projets et programmes sont perçus par les populations locales (*on croit que ceux qui interviennent chez nous avec leurs dispositifs, sont les mieux placés à nous apporter le bonheur éternel...*) et celle dont les initiateurs ou partenaires (*bailleurs de fonds*) au développement déploient (*on intervient chez l'autre pour réparer ses souffrances du quotidien, éliminer son état de pauvreté...*) auprès des bénéficiaires. Toujours, il y a ces deux tendances qui s'affrontent : ceux qui s'intéressent à la modernité et ceux qui restent attachés aux valeurs traditionnelles. Ces positions sont liées à la notion de développement dont chaque acteur tire ses sources dans les trajectoires socioculturelles et philosophiques.

II - Les constructions historiques et philosophiques du concept de développement

D'un point de vue historique des idées sur le développement, la contribution des idées des Lumières et l'avancée des idées du progrès lié à la modernité constituent la base historique qui domine le champ des pratiques de développement durable. L'histoire des politiques de développement est basée sur les pratiques et les coutumes des peuples du Sud et du Nord, associés parfois à des obstacles face aux exigences du progrès ou de la modernité libérale. Selon G. Rist (1996, p.47), plusieurs notions ont été utilisées dans l'histoire pour décrire les processus destinés à accroître le bien-être de l'humanité. Il montre que le choix des mots a successivement porté sur les termes « *civilisations* », « *occidentalisation* », « *modernisation* » et pour finalement se fixer sur celui de « *développement* ». Le développement est un terme générique qui vise le changement social et les conditions d'amélioration de la nature vivante. Les êtres vivants dans ce processus sont considérés comme des constituants d'un ensemble à contenir dans un cycle de vie où il y a des étapes. Le but à poursuivre est par essence, la croissance qui dispose une direction et un sens déterminé caractérisé par le mieux-être, la maximisation du profit etc. Le développement est donc, une métaphore qui suit une direction de la croissance et de la vie des êtres. Ce processus ne cesse qu'à la mort et est irréversible avec la croissance, le profit et le progrès. Selon S. Latouche, (1988, p.47), « la transposition métaphorique à « *l'organisme économique et social* » d'une conception évolutionniste et déterministe empruntée à la biologie va imprégner de manière indélébile la représentation du développement et du sous-développement ».

Pour quelques philosophes et penseurs de l'ère moderne (R. Descartes, E. Quinet...), l'interprétation de l'Histoire universelle émane d'une direction du progrès comme principe des processus de développement. Le progrès continue de manière illimitée qui prend une tournure à partir du 17^{ème} siècle comme idéologie dominante. La représentation du développement est donc associée à la civilisation du progrès. Condorcet (1793) dans « *l'esprit humain* » considère le progrès humain comme sans limite. Pour ce philosophe des Lumières, « *l'esprit humain avancera toujours sans jamais trouver ni ses propres limites, ni les bornes de la nature* » (Condorcet, 1793, cité par S. Latouche, 1988, p.48). Le progrès dans ce sens des Lumières, est considéré comme une dynamique qui s'autogère et comme un but à atteindre. Cette dynamique progresse dans une échelle des civilisations des nations c'est-à-dire, les nations sont dans un cycle de civilisation dont les conditions d'accès aux moyens matériels ne sont pas égalitaires. Ce paradigme des conditions matérielles des nations ou des sociétés est lié à l'évolutionnisme social auquel les différents stades sont devenus un passage par toutes les sociétés. Selon les tenants de ce paradigme (F. Perroux) : « toutes les sociétés passent par les mêmes stades afin d'atteindre le but ultime (*développement*) ». Les philosophes modernes placent le développement dans un cadre gouverné par les lois naturelles qui n'est ni un choix mais, une finalité de l'histoire. Cette dynamique de la philosophie des Lumières liée aux lois naturelles qui guident les représentations des acteurs sur le développement et est, corolaire d'une approche universaliste de l'histoire universelle. C'est une volonté des sociétés modernes (*occidentales*) caractérisées par le progrès qui veut étendre les mêmes lois naturelles à toutes les autres sociétés (Rist, 1996). Ainsi, au 19^{ème} siècle et pendant les périodes de guerres mondiales, les puissances occidentales ont mis en pratique dans leurs sociétés et dans les colonies, les grandes idées qui ont ouvert le chemin pour le développement (Hemery et Margolin, 1988, Rist, 1996).

III - Les idéologies du développement : entre constructions économiques et sociologiques

La situation historique de l'économie du développement est liée à la position des ressources naturelles utilisées par des peuples comme condition de l'économie, du progrès et à la modernité. Vraisemblablement, la volonté du progrès constitue une histoire des idées chez certains classiques de l'économie du développement. Nous soulignons de façon brève, les arguments de quelques écoles de pensée sur le concept de développement.

Dans ce mouvement d'action publique de développement, la discipline de l'économie libérale aborde largement ce point. Nous avons l'école classique libérale (*A. Smith et D. Ricardo*) qui distingue d'associer ces peuples (*ceux considérés comme non développés*) aux exigences du progrès et des valeurs d'échanges du marché (*changements, capital et production*). C'est ce qu'on peut constater sur les multiples mouvements liés au commerce international actuel, les méthodes de gouvernance etc. Cette école du néoclassique libérale élabore une idéologie de transmission de la croissance entre pays développés et sous-développés comme base d'une idéologie du développement. Il ressort des discours multiples qui martèlent la nécessité d'accélérer le progrès économique et l'ouverture des marchés vers les peuples non avancés. Cette école part d'un double discours des idées qui instrumentalisent et s'approprient sur le marché (*les changements par l'industrialisation, la croissance, l'accumulation...*) et l'émancipation des peuples par des valeurs (*réformes institutionnelles par la gouvernance...*). Cette pensée néoclassique de l'économie libérale comme base de l'idéologie du développement n'est pas acceptée par d'autres courants classiques comme les marxistes qui critiquent les conditions d'accumulation des biens liés au développement.

L'école marxiste sur le développement est marquée par Marx au milieu du XIX^{ème} siècle, s'intéressant au progrès de la modernité à travers l'évolution des lois universelles. Pour lui, ce progrès à travers le capitalisme ou l'accumulation des richesses est un concept faisant la domination du capitalisme sur le prolétariat. Le capitalisme au sens de Marx est la forme de productions liée au progrès et à la modernité. Ce concept est historiquement porteur d'injustice et d'exploitations des uns sur les autres. Dans l'analyse du capitalisme, Marx prônait de construire une forme de justice sociale, de l'égalité et de la dignité humaine dans l'évolution du progrès et de la modernité¹⁸⁵. L'évolution du progrès à travers

185-Worsley. P, (1982), *Marx and Marxism*, Milton Keynes, Open University Press.

l'industrialisation en Occident a fait du développement, une véritable révolution comme la seule raison qui semblait triompher tous les enjeux liés à la modernité.

On ne peut terminer à cette analyse idéologique de développement lié au progrès et à la modernité sans souligner la pensée sociologique de l'époque. La sociologie classique va s'intéresser à la construction sociétale face aux progrès (*industrialisation, accumulation, capitalisme...*) et à la modernité. La sociologie critique s'intéresse à ces formes d'injustices et de domination des peuples. Une des questions que se posent les sociologues comme *Durkheim* à l'époque, est de savoir comment reconstruire les peuples face aux progrès liés au capitalisme qui détruit les principes du bien fondé¹⁸⁶. Cette perspective du progrès à travers le mouvement du marché va devenir une question centrale pour la sociologie et l'histoire. *Durkheim* développe le concept de développement « *De la division du travail social (1893)* » dans le sens de l'évolutionnisme, de l'émancipation et de changements. C'est dans ce sens de changement et de modernité que les acteurs s'organisent et se mettent en coopération pour construire les sociétés et les aider à se développer. Dans cette perspective de développement, les communautés traditionnelles laissent la place à la société moderne. *Durkheim* démontre ici que le passage d'une société traditionnelle à une société moderne semble être important pour qu'il ait équilibre de développement entre les peuples. La modernité dans ce sens occupe une place importante. C'est le cas par exemple d'une question comme : pourquoi les concepts de développement ou le progrès sont apparus en Occident et s'appliquent ailleurs ? Sur cette question de modernité, les visions des sociologiques classiques sont différentes.

Selon *M. Weber* qui consacre ses recherches sur la culture, la religion et les comportements rationnels sur l'évolution du capitalisme, le développement est une illustration de l'ordre social et un instrument de domination de l'Occident sur le reste du monde. Dans ses travaux (*l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme 1905*), il démontre que l'existence des valeurs telles que celles du capitalisme et celles de la religion est une référence pour le développement. Pour lui, le développement est un ordre social qui correspond à des valeurs culturelles inséparables. En considérant le développement comme ordre social, il démontre qu'il y a toujours les manières de faire, d'agir, de sentir, de penser la société. Par contre, ces valeurs doivent toujours évoluer (*dans la modernité*) pour qu'il ait développement.

186-Marx, Durkheim, Weber et leurs rapports avec le développement, voir Timmons Roberts. J. and Hite. A., *Introduction Milton Keynes*, in Timmons Roberts. J. and Hite. A. (eds.), *From Modernization to Globalization, Perspectives on Development and Social Change*, Oxford, Blackwell, 2000.

Certains sociologues classiques comme (*K. Marx*), cherchent à expliquer les causes de la supériorité de l'Occident sur le reste du monde en termes de développement. Ce dernier fait référence au capitalisme et au prolétariat comme un ensemble des rapports sociaux entre les détenteurs des biens et ceux qui n'en disposent rien. C'est-à-dire, il concentre ses points de vue sur les rapports de domination et des inégalités entre les différentes classes sociales (classe supérieure, classe moyenne et la classe populaire). Le développement n'est que la résultante des moyens de productions par les capitalistes sur les prolétaires. Il voit le concept de développement comme espace social dans lequel il y a un déséquilibre, des inégalités entre les détenteurs de moyens de production et les non détenteurs qui subissent les forces de domination. Le développement constitue dans ce sens un passage obligé qui va de la société traditionnelle à la société moderne dont la finalité vise l'émancipation de l'Homme. L'analyse marxiste défend la lutte des classes et présente la croissance, la production comme force de domination et source d'inégalités sociales dans les différents processus de développement.

IV - Le développement, fondé sur l'idéologie de croissance et de modernisation des sociétés

Après la seconde guerre mondiale, les rapports de forces sont devenus plus que jamais dominants entre les peuples. Epargnés par les guerres, les Etats-Unis étaient devenus la locomotive de la croissance et de la modernité avec la mise en œuvre du Plan Marshall. Ce mouvement de développement prôné par les Etats-Unis vise à répondre à la demande des pays européens détruits par les guerres pour la relance de la croissance et maintenir le modèle de société occidentale face à la menace du communisme (Rist 1996). C'est dans cette perspective que le développement est devenu une idéologie de moderniser les sociétés et relancer la croissance comme précepte fondamental du développement. Selon Rist (1996), la popularité de l'idéologie du développement remonte à partir du discours de 1949 du président H. Truman. Celui-ci avait introduit la notion du « *sous-développement* » en lançant l'idée d'un « programme qui vise à partager les acquis de la croissance et de modernité entre la société américaine et les sociétés sous-développées » (Rist, 1996, p.122). Le développement est devenu un instrument de référence pour les sociétés. La pensée sociologique est de comprendre le passage des sociétés, d'un état traditionnel à un état moderne par la croissance et le développement comme objectif final. Ce procédé est consacré par l'historien américain Walt Rostow qui est à l'origine des théories des étapes de la croissance économique. C'est lui qui démontre en cinq étapes pour passer au développement, toute société doit passer par un processus universel afin d'accéder au développement. Il s'agit de : société traditionnelle, les

conditions préalables au décollage, le décollage, le progrès vers ma maturité afin d'arriver à un stade idéal de développement caractérisé par la consommation (Rostow 1960). Cette thèse de Rostow accorde une importance à la croissance qui décline vers la consommation. Le développement est à cet effet, l'acquisition matériel, de la croissance et de la consommation comme condition préalable. Ce modèle de Rostow présente le matériel, la croissance comme critère fondamental de passage d'une étape à une autre. Or dans les pays en développement, on observe une absence du matériel (*investissement*) dans des secteurs de base et face à la résistance des secteurs culturels (*coutumes, rites...*) comme socle de développement.

V - Le développement : un instrument pour répondre aux besoins essentiels des groupes humains

La forte production de la croissance pendant les trente-glorieuse (*les années 1970*) a émergé des inégalités croissantes entre les groupes humains. Les initiatives sur l'idéologie du développement étaient de limiter la production capitaliste qui créait des inégalités sociales entre les groupes humains. Il s'agit également de limiter l'exploitation abusive des ressources naturelles de l'environnement. Ce mouvement idéologique du développement basé sur les besoins essentiels est parti du Club de Rome¹⁸⁷ dans son volet « Halte à la croissance » limitant et dénonçant les effets négatifs de la croissance abusive. Avec le rapport Meadows (1972), cinq paramètres ont été soulignés à savoir : la population, la production alimentaire, l'industrialisation, la pollution et l'utilisation des ressources naturelles...qui sont en perpétuels interaction.

Il s'agit de construire un monde à visage humain et un monde plus juste. Le développement a été mené depuis plus d'un demi-siècle. Des politiques ont été élaborées pour conduire les pays non-développés, les sociétés périphériques ou sous-développées, sur le chemin de développement. C'est après la deuxième guerre mondiale que les économistes macroéconomiques ont développé des outils adaptés à l'étude des pays sous-développés. Avec ces outils, les économistes considèrent que le développement doit s'attacher à la réduction des inégalités et à la satisfaction des besoins fondamentaux des humains.

Le terme du développement durable renvoie à un néologisme utilisé depuis les années 1990 pour désigner l'orientation, l'organisation et la configuration de la société humaine afin d'assurer sa pérennité. Cette organisation de la société humaine repose sur le maintien d'un

187. Le Club de Rome a été créé en avril 1968 à l'initiative de l'industriel italien Aurelio Peccei.

environnement vivable, sur le développement économique et sur une organisation sociale équitable. Les besoins de cette société humaine sont exprimés au niveau de l'empreinte écologique. Il s'agit de l'exploitation des matières premières et leur utilisation par les sociétés.

Dans ce cycle, Ignacy Sachs (1980), propose une doctrine et une philosophie du développement notamment : « écodéveloppement »¹⁸⁸ qui entend apporter l'innovation sur différents problèmes de la société. Il définit l'« écodéveloppement » comme philosophie du développement qui plonge ses racines dans les analyses des économies du tiers-monde menées en termes de dépendance et d'aspiration à l'instauration d'un développement « autocentré ». Il montre que la mal-distribution des richesses, le problème du développement est global et que les pays industrialisés souffrent d'un « mal-développement » caractérisé par des fortes inégalités entre riches et pauvres. Il montre que la mal-distribution des richesses provoque des conséquences énormes sur les deux pôles de la société. Les riches surconsomment et récupèrent la grande majorité des richesses de la planète. Les pauvres sous-consomment et sont plongés dans la misère, ils surutilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès. L'analyse de Sachs Ignacy permet de réconcilier les logiques écologique et économique. Compte tenu des disparités sociales entre riches et pauvres, l'« écodéveloppement est un développement des populations elles-mêmes, utilisant au mieux les ressources naturelles s'adaptant à un environnement qu'elles transforment sans le détruire. C'est le développement lui-même, tout entier, qui doit être imprégné, motivé, soutenu par la recherche d'un équilibre dynamique entre la vie et les activités collectives des groupes humains et le contexte spatio-temporel de leur implantation »¹⁸⁹. C'est ainsi qu'il analyse que « le conflit de plus en plus dramatique entre croissance et état de nature, peut se résoudre autrement que par l'arrêt de la croissance. L'enjeu, c'est de trouver des modalités et des usages de la croissance qui rendent compatibles le progrès social et la gestion saine des richesses et du milieu » Sachs (1980), p.12. Cette analyse montre que la durabilité social, économique, écologique, spatiale et culturelle est assurée autour de trois facteurs essentiels pour un développement humain.

Il s'agit des facteurs suivants :

¹⁸⁸ Sachs. I (1980), *Les stratégies de développement*.

¹⁸⁹ Jollivet. Marcel (2001) ; *Le développement durable, de l'utopie aux concepts :De nouveaux chantiers pour la recherche*, p.46, Elsevier, Paris.

- La prise en compte de tous les besoins des humains, des besoins matériels et immatériels notamment la réalisation d'un projet solidaire diachronique envers les générations futures et une solidarité synchronique avec les générations présentes ;
- La recherche d'un développement en harmonie avec la nature avec le principe de précaution face aux usages abusifs sur l'état de la nature ;
- L'autonomie des décisions (*self-reliance*) et la recherche de modèles endogènes propres à chaque contexte historique, culturel et écologique. Les populations doivent définir leurs besoins de façon autonome. Il leur faut explorer des « styles de développement », comme explique Ignacy Sachs (1974) des « styles de vie »¹⁹⁰ compatibles avec le contexte culturel, institutionnel et écologique qui est le leur.

Ces différents éléments sont appelés à être mis en cohérence afin d'harmoniser le développement. La thèse de l'« *écodéveloppement* » montre que ces trois dimensions doivent être mises en cohérence par la sensibilisation du planificateur sur l'aspect écologique et l'anthropologie culturelle. La planification évoque ici, la participation qui doit équilibrer les rapports de force ou les pouvoirs entre l'Etat, le marché et la société civile. On voit apparaître dans l'analyse du planificateur, un animateur, un fédérateur, un négociateur, un innovateur différent d'un expert ou décideur classique qui se penche sur les calculs d'experts. Cette procédure est différente de la méthode des techniques sophistiquées de développement exogènes de l'Occident qui ne sont pas adaptées sur les savoir-faire locaux ou les spécificités des sociétés en développement.

190 « Les différents styles de vie, écrit Ignacy Sachs (1980), p.78, se caractérisent essentiellement par la manière dont société aménage ses divers temps et dont elle « occupe » le temps. In Jollivet. Marcel (2001p.46) ; *Le développement durable, de l'utopie aux concepts :De nouveaux chantiers pour la recherche*, p.46, Elsevier, Paris.

Section 2

Enjeux migratoires et perspectives de développement en Afrique

Dans le cadre des études sur le développement au Mali, les enjeux migratoires occupent une place prépondérante dans les études sur le développement des territoires. La question migratoire constitue une problématique globale et locale qui se polarise dans l'espace et dans le temps. Il y a essentiellement des impacts et des effets des processus et mécanismes des migrations sur le développement des territoires des pays en développement. Les chiffres concernant les migrations dans le monde constituent un contexte complexe et contradictoire. En 2016, l'ONU estimait à 244 millions de migrants internationaux dans le monde¹⁹¹. Il y a une importante part de ces migrations internationales qui vient d'Afrique notamment, au Mali, et dans la région de Kayes qui s'appuient sur des réalités historiques, économiques et géographiques. Ce contexte sociohistorique est souligné par le Maire de Diéma lors de nos interviews¹⁹² : « *Je m'appelle Sadio Tounkara, Maire de la commune rurale de Diéma. C'est une commune rurale de 30144 habitants. Je suis un ancien migrant de France. J'ai contribué au développement de ma localité. Quand j'étais arrivé en France en 1972, j'avais contribué dans les organismes humanitaires. J'avais des relations avec le GRDR (ONG qui travaille avec les migrants d'origines d'Afrique de l'Ouest notamment sur le bassin du fleuve Sénégal), pour la formation et l'étude des projets de migrants. J'avais des relations étroites avec certaines villes françaises...* ». Avec ce témoignage du Maire de Diéma, les migrations sont des récits, des trajectoires sociohistoriques et des pratiques de développement territorialisées.

De ce fait, les migrations en Afrique de l'Ouest sont aussi une réalité historique et intra régionales. Ces migrations ont non seulement donné lieu à un brassage culturel, un espace géographique mais aussi avant tout, la motivation pour faire émerger un processus de développement des territoires d'origines. Le façonnement des territoires par la colonisation a donné lieu à certaines réalités semblables dans l'espace ouest africaine. C'est le cas de l'AOF (*Afrique Occidentale Française*). De même, l'interconnexion des territoires entre les Etats francophones créés par la colonisation, a fortement favorisé les migrations et certaines réalités sociales et économiques entre les territoires. Le volet commercial occupe aussi une place

191 Nations Unies, Département des Affaires Economiques et Sociales, Centre d'Actualité de l'ONU, 2016, en ligne, <https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/international-migrants.html>.

192 Interview avec Sadio. Tounkara (2010) : Maire de la commune rurale de Diéma dans la région de Kayes au Mali.

importante entre différents pays qui ont traditionnellement migrés dans la sous-région notamment, entre le Sud et le Nord, d'Est en Ouest. Nous avons une frange importante de ces migrations qui circule entre certains pays de la sous-région tels que : *le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire etc.* La création de la CEDEAO en 1975 puis de l'UEMOA, ont largement favorisé ce processus des migrations intra régionales et internationales avec le principe de la libre circulation des personnes et des biens commerciaux. Cette institution communautaire a créé en 1979, un protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement. Le volet économique et social caractérise ces mouvements migratoires dans ces pays concernés.

Les parcours et processus migratoires sont devenus des enjeux socioéconomiques et politiques. Ce défi a émergé des débats contradictoires (*il s'agit des débats politiques qui instrumentalise le phénomène migratoire du point de vue négatif avec toutes les qualifications nécessaires...*) et des théories contradictoires face à la mise en place des politiques migratoires plus répressives, restrictives, sélectives en Europe. Face à ces théories, nous avons en premier, la proposition d'Ernest George Ravenstein qui suggère une série des mesures et lois en vue de maîtriser les flux migratoires¹⁹³. Il y a également celle de Victor Piché qui proposait deux points essentiels afin de maîtriser la problématique migratoire. Il s'agit de déterminer les causes et analyser les effets de la migration. Or, dans la plus part des politiques abordant la question migratoire, les efforts sont centrés sur les effets sans analyser les causes. Ce qui fait ressortir à l'issue de ces contradictions théoriques, est le couplage migration et développement en prévoyant que les dispositifs répressifs ne sont pas suffisant pour la maîtrise du phénomène migratoire. Dans le domaine des relations internationales et face à la mondialisation actuelle, les débats et les politiques sur les questions migratoires se misent sur les effets émergeant.

193 Mande. Issiaka et Roch François, (2016), *Afrique et développement*, Riveneuve Editions, p.61.

I - Stratégie de développement et engagement associatif des migrants dans la région de Kayes

Dans un contexte où l'engagement social (*solidarité*) et le rôle des acteurs publics et privés sont devenus cruciaux dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; les associations apparaissent aujourd'hui comme une importante alternative au développement au Mali. L'émergence de la société civile occasionnée par l'avènement de la démocratie au Mali (*à travers les processus institutionnels de la décentralisation*), a institué les droits de l'homme, la bonne gouvernance (*domaine dans lequel, les associations sont nées et devenues des instruments qui vont contribuer au développement des territoires locaux*). Ainsi, cette société civile va se constituer en véritable contre-pouvoir face à l'Etat et bâtir une économie sociale au profit des populations de base. Il s'agit d'un principe de bon sens qui doit s'étendre sur l'ensemble de la société. Il ne s'agit pas de substituer l'Etat mais, d'être un acteur de développement au plus près de la société.

Depuis le tournant des années 1990 (*période marquée par la révolution, le changement institutionnel au Mali...*), la communauté internationale ayant constaté des nombreuses difficultés socioéconomiques auprès des populations maliennes, les associations de migrants vivant en Europe particulièrement en France, ont décidé de mettre en place un ensemble des projets socioéconomiques pour lutter contre la pauvreté et répondre à leurs besoins. Cela est montré par le président de l'ACDS (Association des Communes de Diombougou et Séro-Diamanou) : « *Notre association travaille essentiellement sur les projets d'adduction d'eau potable du Diombougou et Séro-Diamanou. Notre domaine concerne les projets de forages, les puits à grand-diamètre dans les communes où nous intervenons. Nous intervenons pour réparer les souffrances des populations locales et faire en sorte que les populations locales aient accès à l'eau potable. Nous sommes également dans le domaine de l'agriculture (barrages, maraîchers, périmètre irrigués...) à travers l'appui et la réalisation des infrastructures nécessaires pour les populations locales* »¹⁹⁴. Sur le plan politique, cela s'est traduit par un certain engagement des pouvoirs publics et des nombreux partenaires au développement qui a été scellé par des partenariats et la mise en place des activités consacrées aux associations et de jumelage entre collectivités territoriales du Nord et celles du Sud.

¹⁹⁴ Interview avec Sadio Diakité (2018) : Le président de l'ACDS (Association des Communes de Diombougou et Séro-Diamanou).

Ce processus est suivi par la création des structures d'appui et d'encadrement technique des associations qui ont un intérêt général et font le relais entre collectivités territoriales jumelées.

Sur le plan socioéconomique et culturel, les migrants maliens vivant en Europe ont donné lieu à une activité importante en vue de la création des associations dans de nombreux domaines qui ne sont pas prises en charge par l'Etat. Même s'il faut reconnaître qu'elles n'ont que très peu d'encadrement et de soutien de la part de l'Etat, elles s'affirment de plus en plus dans le milieu des migrants originaires de la région de Kayes au Mali. Elles contribuent à la création des richesses et la satisfaction des besoins de services sociaux de base et d'intérêt général.

En effet, les revenus des populations maliennes à majorité paysans sont très constants. La majeure partie de la population malienne vit dans l'extrême pauvreté. Cette situation d'extrême pauvreté d'une grande partie de la population malienne est à l'origine de nombreux soulèvements depuis les années 1990 conduisant des conflits sociopolitiques.

En effet, l'Etat malien conscient du fait que le développement des territoires ne se conçoit plus de façon isolée mais plutôt de manière globale en faisant le choix d'un développement inclusif. Il a fait le choix en incluant tous les acteurs institutionnels (*collectivités territoriales, services publics...*) et non institutionnels (*ONG, associations, coopératives, groupements d'intérêt économique, établissements privés...*) dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui touche le pays. L'Etat continue à jouer le rôle de garant de l'équité territoriale et de définition du cadre national et politique du pays. S'il demeure un intervenant majeure en matière de gestion de la défense, des crises socioéconomiques, il n'en demeure pas le seul dans d'autres secteurs. Autrement dit, l'Etat n'est plus l'acteur principal du développement économique et social. Le secteur économique et social est désormais libéralisé et on observe une émergence de divers acteurs publics et privés, institutionnels et non institutionnels en vue du développement des territoires.

Dans ce domaine, l'Etat a créé trois secteurs importants : le cadre politique et juridique fixant les règles du jeu et fait respecter. Le secteur privé crée des emplois et produit des revenus pour les populations. Enfin, la société civile est le secteur qui produit l'interaction politique et sociale en incitant les groupes à participer aux activités économiques, sociales et politiques. Il existe des modèles de développement différents et parfois en opposition avec celui qui met en avant le rôle du privé et de la société civile. Il existe aussi un développement qui essaye de trouver une synergie entre les différentes catégories d'acteurs. Les associations de migrants maliens sont considérées comme des alternatives pour sortir le pays dans la

pauvreté. Elles apparaissent de nos jours comme des partenaires efficaces pour le développement des pays pauvres. Le développement renvoie toujours à des pratiques concrètes dans les villages où passent essentiellement les activités et actions des associations de migrants. Il est de plus en plus difficile de concevoir le développement en milieu rural (*en ce qui concerne le cas dans la région de Kayes*) sans intégrer les associations villageoises. Il s'agit de remarquer les moyens qu'elles mettent en œuvre, les besoins qu'elles émettent et les services socioéconomiques qu'elles fournissent à la population. De très nombreuses associations apportent un développement économique dans les villages à travers la production des richesses et l'accroissement du bien-être général auprès des populations locales.

Dans le cadre de l'appui institutionnel de la décentralisation au Mali, le pouvoir politique compte sur la pluralité des acteurs afin de mutualiser les ressources pour une force commune. Les différents efforts contribuent significativement au développement émergent du pays. Dans cette perspective d'appui institutionnel à travers les associations, l'Etat malien a mis en place un cadre juridique et institutionnel pour améliorer et formaliser l'environnement des associations à travers la création de la loi N°04-038 AN RM du 05 Août 2004. Malgré ce dispositif juridico-institutionnel et l'appui apporté par la décentralisation des collectivités territoriales, l'environnement associatif au Mali demeure assez précaire. Cet état de précarité des acteurs associatifs du Mali est lié au manque des moyens nécessaires et la faible contribution de l'Etat à mieux soutenir le secteur. Même si elles contribuent considérablement au développement socioéconomique du pays, elles bénéficient très peu d'aides d'accompagnement de l'Etat. A travers les efforts de développement des associations (*ceux mis en place par les migrants originaires de la région de Kayes*), l'Etat malien n'apporte pas un dispositif d'accompagnement des ressources financières et humaines.

Dans le cadre de notre recherche sur l'apport de ces associations depuis l'émergence de la décentralisation (*en terme de développement local*), nous nous sommes rendu compte qu'il existe très peu d'écrits et des rapports sur les associations au Mali. De nos jours, l'Etat s'approche de plus en plus aux associations dans les domaines politique et de l'économie sociale et solidaire. L'Etat tente de développer leur action afin de répondre efficacement à la résolution des problèmes sociaux et aux nouveaux besoins qui émergent. Le secteur privé s'intéresse de plus en plus pour diverses raisons (politique, économique, social, spirituel...).

La nouveauté soulignée dans ce chapitre qui vise le développement des territoires par la dynamique des associations pour la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale

dans le pays, est l'apport des associations dans le processus de développement. Les recherches en science sociales démontrent généralement l'utilité des associations dans le processus de développement local. Il s'agit de souligner les associations menées par les migrants maliens résidant en France qui contribuent largement aux divers projets mis en place dans leurs villages respectifs. L'originalité de notre travail est traité d'une part, sous l'angle des configurations sociales (*telles que développées par Norbert Elias*) et d'autre part, sous l'angle de l'action sociale (*telle que présentée par Marx Weber*). Il s'agit également de mettre l'action sur les logiques d'action et les interdépendances qui se manifestent. Le point le plus important de ce chapitre, est de pouvoir donner un aperçu général sur le niveau de contribution des associations de migrants au développement territorial de la région. La finalité de ce travail essaiera de montrer comment ces associations influencent l'environnement socioéconomique de cette région dans le cadre de la migration de ses ressortissants vivant à l'étranger.

Afin de faciliter la compréhension, ce chapitre tentera de souligner dans un premier point, la participation des associations au développement de la région. Puis, le deuxième point mettra l'accent sur les liens entre ces associations et le niveau de contribution au processus de développement de la région de Kayes. Le dernier point tentera de vérifier les stratégies communes qui sont exploitées ou mises en place par les associations ou l'Etat malien pour le développement de la région de Kayes.

1 - La participation des associations locales dans les processus de développement et du bien-être général dans la région de Kayes

Les associations sont désormais des acteurs majeurs depuis l'émergence de la société civile. Les Etats qui sont dans le processus de consolidation d'appui et de consolidation de leur système institutionnel tel que le Mali (*en soutenant la décentralisation*) peuvent compter sur l'utilité des associations dans le domaine du développement territorial à travers la lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale, la protection de l'environnement, la lutte contre la précarité etc. Les associations mènent des actions non négligeables pour le développement des territoires concernés. Leur participation (*qu'il s'agit des associations maliennes œuvrant dans la région de Kayes*) est-elle importante au processus de développement territorial de la région de Kayes ? Ainsi, l'adjoint au maire de Montreuil Claude Rezinik montre que : « *Sur le PADDY, ce n'est pas les populations locales qui ont directement participé à la mise en œuvre des actions. C'est plutôt l'intercommunalité MERAGUEMOU qui a joué le rôle de la*

participation de certaines actions. Nos associations de jumelage avec le cercle de Yélimané en France participent toujours à des actions diverses »¹⁹⁵. Ces associations créées par les ressortissants maliens vivant en France, interviennent dans différents domaines (*économiques, sociaux, environnementaux...*) en vue de développer les territoires concernés. Elles contribuent d'une part à l'amélioration du niveau de développement local, régional, national grâce aux efforts de leurs membres, mais aussi à contribuer au bien-être et l'amélioration du cadre de vie des populations. Elles sont également utiles pour l'assistance et le cadre de vie des groupes défavorisés. Mais, la participation ne va pas dans le même sens pour certains responsables d'association tels que le président de l'ADCY ISO (Cheickna Baradji). Il pense ainsi : *« la participation, il y a toujours des gagnants et des perdants lorsque les enjeux sont mis en place. Il y a toujours les petits et les grands qui s'affrontent et les grands finiront vainqueurs. Pour moi, la participation n'est qu'un seul mot car, il y a ceux qui sont mieux placés pour participer et ceux qui ne sont pas mieux placés pour participer aux actions de développement territorial. Chaque groupe d'individu a sa manière de faire les choses comme il l'entend. Dans les villages de chez nous, je sais que tout le monde est concerné mais avec nos propres façons de faire les choses. Je sais que chez nous, nos projets sont construits par tout le village. Si vous demandez l'équité entre tout le monde au niveau de la prise de décision, je trouve que cela n'est pas le cas pour nos projets. Dans mon village, dès qu'il y a un projet, on associe toutes les couches sociales pour réaliser le projet. Mais, il faut retenir que chez nous, personne ne peut récupérer la place du chef de village. Chacun va jouer son rôle et chaque acteur prends ses responsabilités vis-à-vis des actions à faire »*. Nous avons ces deux arguments qui s'affrontent et chacun voit la participation aux projets de développement selon les spécificités de son territoire. Dans un premier temps, nous allons étudier le rôle des associations de migrants et leurs actions dans les villages concernés.

195 Interview avec le Maire-adjoint de Montreuil, (Claude Rezinik) sur les questions de développement et du jumelage.

II - Le rôle des associations dans la perspective de développement territorial

Les associations sont des organisations sociales à caractère non lucratif avec plusieurs objectifs. Toute association qui œuvre dans ce sens a un objectif de proposer des services non marchands destinés à servir ses adhérents ou la population en général. Parfois, les associations peuvent se voir confier une mission de service public par une personne publique. Les adhérents sont les principaux pourvoyeurs des ressources (*cotisations, bénévoles, savoir-faire, moyens matériels etc.*) et des utilisateurs des services produits. Les différents services que proposent les associations s'étendent sur une diversité des populations concernées et même au-delà des frontières nationales. Les ressources financières des associations à caractère non lucratif, proviennent essentiellement des cotisations des membres. Le fonctionnement de ces types d'association à caractère non lucratif est essentiellement assuré par le bénévole.

Les associations locales montées par les migrants maliens vivant en France, ont souvent pour finalité de fournir des services d'intérêt général pour les populations de leur localité d'origine. En particulier, cela peut consister à satisfaire leurs besoins ou défendre leurs intérêts. Nous soulignons également que certaines d'entre-elles ont également une mission de service public (*santé, aménagement des infrastructures routières, barrages, électrification etc.*). Toutes ces associations assurent un service public et contribuent au bien-être de tout le monde avec la promotion des idées du collectif (*Etat, collectivités territoriales...*) et en jouant un rôle humanitaire. Même si ces associations de migrants maliens jouent un rôle capital pour les populations locales, elles connaissent des difficultés des ressources humaines et financières. A reconnaître également que très peu d'associations de migrants sont aidées par l'Etat en France et au Mali. Elles sont pour la quasi-totalité aidées financièrement par leurs adhérents dans les pays où elles sont constituées. Cependant, les associations constituées par les migrants maliens vivant majoritairement en Europe, apparaissent de plus en plus des véritables acteurs de développement et engendre des services et biens au niveau local. Il s'agit par-là de reconnaître que ces associations cherchent à atteindre leurs objectifs comme animateurs de la vie sociale et comme piliers de la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale en milieu rural au Mali.

1 - Les associations des migrants maliens : acteur de développement et animateur de la vie sociale

Les associations locales ayant été constituées par les ressortissants maliens vivant en Europe et en Afrique (*celles qui interviennent principalement dans la région de Kayes*), sont déterminantes et interviennent dans plusieurs domaines. Que ce soit en Europe et en Afrique, ces associations sont avant tout des acteurs de développement et animent la vie sociale de part et d'autre pour mettre fin à l'exclusion sociale et la pauvreté dans les villages d'origines de la région (Kayes). Elles sont pour la plus part, des instruments de faire du développement de leurs territoires.

Très généralement, les lieux d'intervention de ces associations sont des espaces de vie sociale gérés exclusivement par des groupements associatifs et communautés villageoises. Nous avons souligné cette situation lors de nos observations d'une réunion d'association du 27 octobre 2018. Un extrait du vice-président de l'ACDS (Diombera Bakary) disait ceci : *« nous les ressortissants issu de la région de Kayes, ça fait longtemps que nous faisons la vie associative et nos associations font notre vie quotidienne et grâce à ce vivre-ensemble en association, nous avons pu réaliser beaucoup des infrastructures de base dans la région. Ce sont ces associations qui consolident les liens sociaux de base, les villages se rapprochent d'avantage, les intérêts se partagent et les travaux sont parfois collectifs pour les communes... »*¹⁹⁶. L'utilité de la vie associative contribue aux différentes perspectives de développement territorial. Cette spécificité des associations dans la région de Kayes montre que les liens sociaux sont construits dans les parcours socioculturels des associations et à travers les travaux collectifs réalisés dans les villages concernés. L'association est une structure qui anime la vie sociale et contribue à lutter contre la pauvreté.

Les territoires de ces associations sont généralement dépourvus des équipements d'animation de vie sociale et de développement réalisés par l'Etat central. Les associations sont constituées pour combler ces manquements de développement avec la vocation de renforcer les liens sociaux, la solidarité, favoriser la vie collective et satisfaire les besoins fondamentaux de la population des villages concernés. La logique d'action de ces associations est inspirée de l'intérêt du vivre-ensemble sur un territoire donné, une commune, un village etc. L'animation de la vie sociale par ces associations pour le développement se matérialise

¹⁹⁶ Enquête d'observation de la réunion ordinaire de l'ACDS (Association des Communes du Diombougou et Séro) du 27 octobre 2018.

par le fait de mettre les citoyens en action et participer à la dynamique d'un territoire. L'animation de la vie sociale par les associations de migrants s'appuie sur des valeurs intrinsèques de dignité humaine, de solidarité, de démocratie, de mixité et de démocratie locale. L'animation du territoire par les associations demeure une fonction qui touche à tous les facteurs de la vie locale et au développement social¹⁹⁷. L'animation du territoire par les associations peut se caractériser par :

- Une zone d'intervention ;
- Une approche généraliste et globalisante ;
- Un sens et une cohérence dans les actions ;
- Une dimension collective ;
- La participation de tous aux actions collectives ;
- L'exercice de la citoyenneté ;

Les instruments d'animation de la vie locale et sociale se matérialisent par un ensemble d'équipements et des projets montés par les migrants. Les associations constituées par les ressortissants maliens vivant en Europe s'investissent généralement dans plusieurs domaines et se caractérisent par :

- Des équipements de villes, villages, quartiers à vocation sociale globale ouvert à l'ensemble des populations ciblées ;
- Des équipements à vocation familiale, générationnelle qui favorise les liens sociaux et familiaux ;
- Des espaces d'échanges (*réunions diverses*) qui prennent en compte les demandes et les initiatives des populations ciblées favorisant le développement de la vie associative ;
- Le manque d'infrastructures adaptées pour répondre aux besoins des populations ciblées ;
- Des structures de la société civile qui se situent entre les structures institutionnelles (*Etat, collectivités territoriales...*) et les partenaires extérieures intervenant dans les zones respectives.

197 .Terme apparu autour des années 60 par les courants tiers-mondistes et autres. Il renvoie à l'ensemble des éléments qui concourent au développement et à la participation des individus à la vie collective. En ce sens, le développement social vise l'inclusion de tous les citoyens et la valorisation de l'apport de tous et de toutes au développement d'un territoire.

Ces structures d'animation de la vie sociale sont constituées en Europe (*les ressortissants vivant majoritairement en France*) et produisent des effets dans les territoires concernés au Mali. En effet, ces associations locales qui exercent dans l'animation sociale et du développement local au Mali utilisent généralement des bénévoles pour mettre en œuvre leurs missions au service des populations ciblées. Par contre, pour la bonne réalisation de certains projets de grande envergure, les bailleurs de fonds exigent des conditions à ces associations. Par exemple pour la confiance et la transparence entre partenaires, certains bailleurs (*le FORIM et le Co-développement Mali*) qui exigent aux associations issues de la diaspora africaine à faire des liens de partenariat entre l'association créée au Nord et l'association jumelle créée au Sud. Cette démarche consiste à faire l'animation associative sur des projets de développement territorial et faire partager les responsabilités entre associations (*celle représentée au Nord et celle représentée au Sud*). Au Mali et particulièrement dans la région de Kayes, les associations qui sont dans l'animation sociale et dans le développement local ; ne sont pas les seules structures à participer au développement de la vie locale. Il existe parallèlement, des dispositifs, des actions collectives, des organismes mis en place par l'Etat et des nombreux partenaires qui viennent renforcer les liens sociaux et le développement des territoires concernés. Par exemple, il y a les associations, les ONG à caractère religieux qui interviennent pour secourir les populations en difficulté. Ces associations qui interviennent dans plusieurs domaines sociaux (*dignité humaine, solidarité, épanouissement, vivre-ensemble...*), sont généralement entreprenantes dans leurs objectifs avec des moyens limités dans les zones d'intervention.

2. Les associations de migrants maliens en France : acteur et pilier dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les associations locales constituées par les ressortissants maliens sont des structures qui interviennent dans les territoires définis (*villages, communes, cercles, région...*) avec l'objectif de lutter contre la pauvreté, les inégalités sociales, la précarité et l'exclusion sociale. Ces difficultés liées à la société concernée sont devenues des sujets qui engagent beaucoup d'associations tenues par des bénévoles qui mobilisent les fonds (*cotisations, subventions, dons...*) pour secourir et accompagner les populations locales en détresse et en manque d'équipements de base (*écoles, centre de santé, barrages...*). Parfois, les actions menées dans les territoires concernées sont souvent sous-estimées, voir méconnues du grand public au Mali. Cette situation de méconnaissance des actions ou résultats produits par les associations, a été remarqué par un responsable associatif (Sadio Diakité 2018) et disait ainsi : « *parfois, les*

associations africaines sont mal menées par les politiques sur le terrain car, il y a des querelles politiques autour des enjeux ou des actions déjà réalisées sur place. Les enjeux sont parfois détournés par les politiciens qui veulent faire de publicité. C'est ce qui nous était arrivé lors de l'inauguration d'un château d'eau construit par l'ACDS (dans un village dans le Diombougou en région de Kayes). Le jour de l'inauguration, on a découvert que le Maire de la commune s'était approprié de l'ouvrage et montrait aux populations qu'il est l'auteur du projet. Il voulait tout simplement montrer aux populations qu'il a financé lui-même le projet réalisé (tout en écartant l'ACDS qui avait mobilisé les financements du projet) »¹⁹⁸.

Cette attitude des politiques freinent et sabotent les actions des associations et leurs résultats restent peu connus par les populations locales. Ces structures nécessaires qui déploient en faveur des populations locales en difficulté, constituent en fait, un des partenaires indispensables et efficaces pour l'Etat dans le cadre de ses politiques nationales de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale. A cause de certaines difficultés liées aux positions politiques locales (*les forces vives, les conflits politiques entre certains acteurs sur place...*), les associations ont du mal à atteindre leur objectif de lutte contre la pauvreté. C'est ainsi que nous avons voulu dans le cadre de cette recherche réalisée au Mali, connaître les réalités quotidiennes et les apports multiples de ces structures associatives. Il s'agit de souligner la diversité de leurs philosophies et de leurs modalités d'intervention par l'implication de nombreux bénévoles très actifs menant des actions d'intérêt général que tout le monde qualifie indispensables dans la lutte contre la pauvreté. Les associations locales maliennes créées en France, sont des véritables acteurs de développement en plaçant comme priorité, la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale. Les initiatives citoyennes de ces associations locales maliennes en France constituent une véritable force de développement local pour les personnes en difficulté. Ces associations sont conduites par des bénévoles très engagés lesquels n'ayant pas bénéficié des formations adéquates mais, très actifs. Elles ne bénéficient pas également du soutien de donateurs ou de l'Etat de manière directe et indirecte ce qui n'est pas le cas dans le contexte national français. Les moyens essentiels de ces associations viennent des membres adhérents. Cette carence de moyens insuffisants pour la substance des associations rend par conséquent, les associations maliennes plus dépendantes des subventions de fondations. Elles sont toujours à la demande des subventions auprès de bailleurs de fonds pour l'accompagnement de leurs projets associatifs.

¹⁹⁸ Enquête d'observation sur les réunions de travail organisées par l'ACDS (Association des Communes du Diombougou et Séro) du 29 septembre 2018.

Les activités de ces associations répondent souvent à l'urgence de développement et rendre un service à la population locale des territoires concernés. Ces associations tendent souvent à créer des services sociaux de base afin de répondre aux besoins prioritaires des populations en difficulté. Les actions réalisées par les associations de migrants maliens comme acteurs à part entière dans la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale s'apprécie au travers de leurs actions quotidiennes dans la région.

III - Les actions des associations dans la région : une nécessité d'intérêt général.

Les associations montées par les migrants vivant en France sont avant tout des acteurs de développement dont les actions se réalisent dans la région de Kayes. Ces associations sont des structures d'intérêt général dont leurs actions réalisées constituent des défis et politiques publiques. De part et d'autre, l'Etat malien et les partenaires soutiennent largement leurs initiatives locales et les accompagnent dans la directive d'intérêt général. Ces associations sont dans une dynamique qui crée les moyens nécessaires pour combler le manque de développement ou le déficit de ressources. Dans un contexte de rareté des ressources de l'Etat, les associations se concrétisent de plus en plus avec leurs propres financements pour soutenir leurs actions. Les actions de développement de ces associations demeurent d'une nécessité et d'intérêt général pour elles-mêmes et pour l'Etat. Elles sont identifiées dans la lutte contre la pauvreté à travers notamment, l'assistance aux personnes en difficulté. L'accompagnement et le soutien à long terme pour permettre aux personnes de reconstruire et retrouver leur place dans le processus de développement local. Ces associations luttent aussi pour sensibiliser et mobiliser tous les acteurs de la société autour des problématiques liées à la lutte contre la pauvreté. En plus, elles œuvrent en partenariat avec des structures externes (*bailleurs, ONG, Etats...*) pour permettre aux populations locales en difficulté, d'accéder aux services sociaux de base. Il s'agit également d'œuvrer dans la création de richesses locales pour les zones ignorées par les pouvoirs publics afin de permettre l'émergence des activités génératrices des revenus.

Ces associations de migrants maliens en France sont reconnues d'utilité publique à travers l'apport et l'assistance faits aux populations en difficulté. Elles sont fortement marquées par leur mobilisation interne et externe pour les actions socioéconomiques et culturelles destinées à leurs territoires locales. Ces associations locales sont dans des situations difficiles à mobiliser des ressources financières pour réussir leurs projets de développement local. A cela, s'ajoutent d'autres difficultés comme la difficile mobilisation des bénévoles sur certaines tâches comme celles qui nécessitent des compétences techniques.

De plus en plus, les associations demandent des techniciens pour le montage de leurs projets et l'accompagnement technique à long terme. Toutes ces données montrent des difficultés que rencontrent les associations montées par les migrants dans leurs actions de développement.

Les actions réalisées par ces associations peuvent varier selon les différents domaines et les besoins exprimés par les bénéficiaires des projets destinés au pays. Ces actions ont comme objectif de lutter contre la pauvreté et vont l'ordre de l'assistance sociale aux personnes en détresse et l'accompagnement et le soutien à long terme pour permettre aux personnes de se reconstruire et de se retrouver leur place d'acteur de développement. Ces associations placent leurs actions pour sensibiliser le public et mobiliser les forces existantes autour des problématiques liées à la lutte contre la pauvreté. Les actions sont centrées sur les besoins des populations locales pour faciliter l'accès aux services de base notamment, l'accès à l'eau potable, aux infrastructures sanitaires, à l'éducation, le développement économique etc. En outre, ces associations œuvrent dans la création de richesses à travers la création des activités génératrices de revenus notamment les activités maraichères. Les associations de migrants n'œuvrent pas seulement dans le domaine maraicher, elles œuvrent également dans le domaine de la protection de l'environnement. Il y a également d'autres domaines qui viennent appuyer l'action locale de ces associations dans le domaine du développement humain. C'est le cas de l'hygiène publique ou la protection des ressources naturelles ou forestières.

1. La portée des actions associatives de migrants dans la région

D'une manière générale, les actions des acteurs associatifs maliens apportent du réconfort et du soutien dans tous les sens de développement territorial dans la région de Kayes. Dans un autre sens, elles apportent une amélioration des conditions de vie des habitants pour d'autres. Il suffit de voir, les femmes d'un village qui ne vont plus faire des kilomètres pour rechercher de l'eau dans les puits lointains. Nous avons encore la construction des centres de santé qui ont soulagé les populations locales en matière d'accès aux soins de base et la réduction de taux de mortalité néonatale. La perception de la portée des actions des associations locales maliennes en France, apparait comme une évidence pour les individus qui observent et étudient quotidiennement les faits sociaux. Il y a également, d'autres associations qui mènent des actions isolées sur leurs localités notamment, les projets limités sur des villages respectifs. Ainsi, ces actions échappent totalement au pouvoir politique en l'absence d'une enquête de terrain qui pourrait permettre de rendre compte de

cette réalité. Au Mali, nombreux sont les acteurs associatifs qui souffrent du manque de reconnaissance et du manque de soutien financier de la part des pouvoirs publics.

Dans le domaine du développement des infrastructures de base liées à la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire, les actions des associations de migrants sont appréciables sur le terrain. Les actions et l'engagement associatif de ressortissants maliens attirent l'attention des partenaires extérieurs et quelques bailleurs qui viennent en appui pour soutenir leurs actions dans les villages des bénéficiaires.

2. L'apport des actions associatives dans la lutte contre la pauvreté dans les territoires concernés.

Nous tentons ici à expliquer le sens de la pauvreté dans le processus de développement des territoires en développement. La pauvreté est un terme caractérisant la situation d'un individu, d'un groupe de personnes ou d'une société qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour lui permettre de satisfaire ses besoins fondamentaux et se développer normalement. La pauvreté réfère primitivement à l'accès à la nourriture, à l'eau potable, aux vêtements, au logement et aux soins. En d'autre terme et avec le progrès de la technologie, le développement s'affirme également comme l'accès à des ressources comme l'électricité, aux moyens de communication, l'accès aux moyens de transports, l'accès aux infrastructures de base (*santé, éducation, sport ect.*) et enfin, tous les facteurs qui génèrent les bonnes conditions de vie humaine. Les sciences économiques et sociales abordent cette question de pauvreté et de développement ainsi que les mécanismes de la croissance et des richesses entre les êtres humains. Ce qui fait problème à ce niveau, est qu'il existe un environnement de conflits entre riches et pauvres et entre la question d'accès aux ressources entre groupes dominants. Les politiques publiques et la société civile à travers notamment les associations et ONG, ont un souci majeur du phénomène de pauvreté. Elle demeure une cause majeure des problématiques, des souffrances humaines et permet aux acteurs associatifs d'intervenir pour l'égalité entre les êtres humains comme base et prémices de tout développement dans les territoires concernés.

IV. L'innovation sociale comme moyen de lutter contre la pauvreté dans leurs territoires

L'innovation sociale¹⁹⁹ au sens de Jovelin. E, (2010) est le processus qui consiste à renouveler, refaire, restaurer, transformer, changer un ensemble des facteurs utiles à la société. Il s'agit par-là, d'introduire quelque chose de nouveau en termes d'usage, des règles d'action, de coutume, de croyances et de système scientifique. L'innovation intervient comme moyen de lutter contre la pauvreté, les difficultés sociales. Cette thématique d'innovation est dans tous les discours politiques et dans les secteurs privés en vue de mieux refaire autrement les choses sans être au cœur des enjeux sociaux. Son champ inspire et imite des solutions inédites, le changement en profondeur d'un projet de société. Une lutte menée par un groupe social constitue un socle d'innovation sociale qui vise la valorisation des initiatives, des valeurs de changement et de solidarité dans le groupe. Cette innovation entraîne les solutions envers les personnes en situation de faiblesse et démunies des ressources. Par exemple, l'entreprenariat social est une source remarquable d'innovation sociale qui inspire le dépassement de soi, du groupe envers une ouverture externe. L'innovation sociale émerge comme une prise de conscience qui réfute la souffrance de la pauvreté tout en proposant l'intelligence et la réflexion collective.

V. L'éducation comme moyen de lutter contre la pauvreté

Si les discours des acteurs publics et privés sont souvent misés sur la lutte contre la pauvreté, les méthodes d'éradications ont montré leur limité. A cet effet, on voit que la pauvreté est un problème mental qui peut être résolu par l'éducation. Utiliser l'éducation comme facteur à lutter contre la pauvreté est l'action de développer les facultés intellectuelles et morales. L'éducation a comme objectif d'encourager la prise de conscience avec le refus du fatalisme des humains faibles et la dépendance face à une classe sociale dominante. La politique sociale de l'éducation implique la conceptualisation par le peuple pauvre, des notions d'équité, d'égalité, de justice et de bonne gouvernance, dans le but de l'émancipation mentale et intellectuelle. La pauvreté demeure un concept négatif. Karl Marx pense que nul homme sur terre, quelle que soit sa richesse, ne doit chosifier et assujettir quiconque. Ce philosophe qualifie cela comme l'exploitation de l'homme par l'homme. L'éducation doit enseigner la démocratie comme principe d'égalité des chances pour tous. Les principes de l'éducation ne

¹⁹⁹ Jovelin, Emmanuel, Mezzouj. Fatima (2010), *Sociologie des immigrés âgés d'une présence (im)possible au retour (im)possible*, Editions du Cygne.

sont pas maîtrisés et perçus par les pauvres afin de modifier la perception des choses et l'ordre nouveau des faits. Le combat contre la pauvreté exige un changement des règles d'éducation dans le sens de la réflexion pour améliorer les conditions de vie des pauvres. Cela nécessite la mise en place d'un programme d'instruction et d'éducation capable d'ouvrir l'esprit de l'homme.

Dans le domaine du développement des territoires, l'éducation est de plus en plus perçue comme l'une des clés d'un développement inclusif et durable d'une société. Le principe d'égalité des chances d'éducation est au cœur de droit à l'éducation. Le droit à l'éducation est de plus reconnu comme moyen de réaliser plusieurs autres droits humains. Ce droit fondamental fait figure de condition essentielle de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce droit fondamental réunit un certain nombre des conditions essentielles :

- Des conditions sociales et économiques de valorisation susceptibles de faire de l'éducation un outil d'espoir collectif et individuel ;
- Des conditions d'accès aux ressources éducatives qui favorisent les possibilités d'apprendre à tous les âges de la vie ;
- Des conditions éducatives liées aux ressources pédagogiques.

En matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les migrants issus de la région de Kayes intègrent des infrastructures éducatives (*construction des écoles*) pour une éducation de qualité. Cette opportunité permet aux enfants et aux jeunes de s'insérer et de participer pleinement dans la vie de leur communauté. C'est également une manière de contribuer au développement de leurs territoires. Les actions qui tendent à soutenir une éducation de qualité sont des facteurs qui peuvent atteindre les objectifs de développement en vue de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce postulat passe en premier lieu, par la conception et la mise en œuvre de politiques éducatives globales largement soutenues par l'Etat, les collectivités territoriales et la société civile. Mais la réalité autour d'une éducation de qualité pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale passe essentiellement dans la réalité concrète sur le terrain, par les innovations, les changements quotidiens dans les écoles etc. Il s'agit également d'impliquer les communautés locales dans la vie de l'école. La pauvreté demeure à l'heure actuelle l'une des sources les plus importantes et les plus visibles de l'exclusion, partout dans le monde. Cependant, l'éducation est la seule opportunité d'inclusion des territoires locaux dans le processus d'un développement réussi. Cela demeure aujourd'hui un défi majeur pour les acteurs de développement dans le monde et en particulier, ceux qui interviennent dans la région de Kayes comme les associations de migrants et leurs

partenaires au développement. Les acteurs peuvent intégrer des réformes et bonnes pratiques de l'éducation comme moyens efficace de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

VI. Difficultés des acteurs associatifs face aux politiques de développement

Dans le cadre des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale comme objectif affiché par les acteurs associatifs et autres acteurs de développement, il, manque une hiérarchisation des priorités dans les actions. Les actions réalisées par les différents acteurs démontrent ce manque d'hiérarchisation des priorités dans les territoires d'intervention. Autrement dit, il manque à ces acteurs, des priorités classées permettant de faire une évaluation sur le dynamisme des actions réalisées par tous les acteurs de terrain. Dès lors, il se dégage une certaine ambiguïté sur la capacité de ces acteurs à lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les contraintes des politiques internationales liées aux PSA, rendent insoutenable les micro-projets des associations de migrants. Il manque également à ces acteurs associatifs, les savoir et connaissances nécessaires pour prioriser les objectifs de développement à atteindre dans leurs territoires d'intervention. Ces acteurs associatifs sont limités dans leurs interventions pour analyser les facteurs déterminants de développement de leurs territoires. Il y a nécessité pour ces acteurs associatifs en manque de savoir-faire et des connaissances sur le développement, de prendre en charge la responsabilité de leur devenir. Dans les pays en voie de développement à travers les changements institutionnels (*démocratisation, décentralisation...*), la société civile (*associations, ONG, entreprises...*) tente de dessiner le devenir des territoires par les efforts locaux sans prendre en compte, certains freins au processus de développement. Une procédure par étapes successives permettant de mettre en œuvre un développement mieux soutenu. Il est préférable d'intégrer un processus du développement mental au développement culturel et politique. Il s'agit de :

- du développement mental étant le processus qui réfute l'immobilisme de la réflexion et consolide la capacité et la maturité des idées émergentes pour la modernité ;
- le développement culturel milite pour la révolution mentale, la modernité accès sur la recherche des voies et moyens afin de se détacher de l'obscurantisme mental et moral ;
- le développement politique comme celui du développement économique, social et environnemental, intègre et prend en compte l'effort intellectuel permettant aux acteurs de sortir de la médiocrité et de la précarité des territoires en développement.

Dans cette perspective de développement, les politiques de développement sont liées au thème de la pauvreté. C'est cette stratégie de développement par la politique qui mobilise les plans,

les moyens sociaux et financiers, les méthodes qui redéfinissent et réorientent des politiques de développement. Par cette stratégie, les institutions financières notamment, les bailleurs de fonds ont émergé des plans de rattrapage ou la mise en place des instruments comme les PAS ou la réponse à satisfaire les besoins fondamentaux des pauvres. Dès lors, on peut remarquer que la pauvreté est instrumentalisée par les institutions financières à tous les niveaux afin d'imposer le marché. A cet effet, on peut noter que la pauvreté vient des inégalités conçues et imposées par les institutions financières grâce au capitalisme du marché. C'est ce que qualifie Karl Marx le « marché » ou le « capitalisme » comme mécanisme de renforcement cumulatif des inégalités ou la recherche du profit.

Dans cette perspective, les institutions internationales financières, prétendent aider en combattant la pauvreté en fonctionnant méthodiquement, le marché au détriment des pauvres instrumentalisés. Par exemple, la banque mondiale entend instaurer le marché pour y prendre en compte les pauvres et encourager l'administration publique à intégrer les revendications des pauvres invités à se mobiliser pour faire entendre leur voix. Ces institutions financières étendent leurs actions dans tous les domaines tels que : la décentralisation, la mobilisation de la société civile, la croissance économique, les services sociaux, l'environnement, les questions de genre, la réduction de l'endettement, la santé, la bonne gouvernance etc. afin d'avoir quelques gammes de succès.

Les acteurs associatifs qui se préoccupent constamment au développement de leurs territoires, implique des réflexions sur la théorie et la philosophie du développement. La dimension financière occupe le cœur de tout processus de développement en incluant la pauvreté comme cheval de bataille. La lutte contre la pauvreté implique la réduction des inégalités en introduisant un plan Marshall pour les pays pauvres et en créant des emplois pour les jeunes en difficulté. Cette perspective implique l'autonomie et permet aux territoires pauvres de faire face à leur destin tout en combattant la pauvreté mentale qui leur confère le statut de pauvre et remet en cause, les compétences de savoir-faire endogènes pour les acteurs locaux. Dans ce sens, les inégalités sociales, le manque d'éducation et la précarité sociale, doivent nous pousser vers une prise de conscience généralisée afin de développer les territoires locaux.

DEUXIEME PARTIE

DE LA THEORIE AUX PRATIQUES DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Introduction de la deuxième partie

Cette partie traite deux chapitres distincts liés aux principes (*origines idéologiques*) ou cadre théorique du développement durable et les pratiques empiriques qui font usage de la notion par les acteurs intervenant dans les territoires concernés. Les origines idéologiques du développement durable sont vagues mais, elles concernent pour notre cas d'études des éléments précis (*voir dans les sections suivantes*). Il s'agit plus précisément, des aspects juridiques et politiques qui ont constitué l'émergence de la notion que nous traitons dans ce premier chapitre. D'autre part, le second chapitre traite la réalité empirique du développement durable. Les différents concepts développés par les acteurs transversaux, les groupes sociaux (*communautés locales*) et les organisations institutionnelles (*ONU, Etats, Collectivités territoriales...*) ont largement constitué les principes directeurs devenus des standards ou cadre normatif. Les concepts de développement durable varient selon les acteurs qui les mettent en application à l'usage de leurs projets de territoire. Ces deux chapitres traitent l'intégralité des principes, le cadre normatif, les idées, les représentations, les concepts et leur mise en application dans les projets et autres dispositifs prévus pour le développement des territoires concernés.

Dans le premier chapitre, nous analysons successivement dans les différentes sections, les principes fondateurs du développement durable, les aspects théoriques et les perspectives du développement durable dans le contexte africain. Ce chapitre explicite l'originalité du développement dans les aspects institutionnels, socio culturels et économiques déployés dans les différentes structures locales, nationales et internationales.

Quant au deuxième chapitre, nous abordons la réalité empirique de la notion du développement durable. C'est le rapprochement entre les aspects théoriques et empiriques. Comment les théories, les pratiques et les discours se concrétisent dans cette perspective de mise en œuvre des projets territoriaux des acteurs ? Nous rapprochons dans les différentes sections, quelques cas pratiques qui ont marqué les expériences de développement durable. Ce rapprochement entre différents aspects montre que le développement durable est développé par plusieurs approches et selon les groupes sociaux (*approches endogène et exogène*). Chaque groupe ou acteur utilise son savoir-faire du développement durable sur son territoire à travers les projets. Plusieurs sections sont soulignées dans ce chapitre pour analyser explicitement la réalité empirique du développement durable.

CHAPITRE 1

LES ORIGINES IDEOLOGIQUES DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Introduction du premier chapitre

Les origines idéologiques du développement durable concernent les principes fondateurs de la notion et son domaine d'application soulignés par les différents acteurs. Chaque acteur a sa propre façon de concevoir le développement durable. Dans ce chapitre, quelques sections sont soulignées pour identifier ce cadre idéologique du développement durable. Excepté la définition standardiste de la notion qui se réfère à la tripartie « *économie, société et environnement* », on peut rajouter que le développement durable est inscrit dans un cadre normatif qui vise plusieurs principes et est la conjugaison des idéologies constantes, des connaissances cognitives construites à partir des disciplines (*économie, sociologie, philosophie, géographie...*) et des situations sociohistoriques et contextes économiques de certaines sociétés données. Dans cette perspective, nous soulignons trois sections dans ce chapitre.

Dans une première section, on souligne les principes fondateurs du concept de développement durable. Ces principes se caractérisent d'abord par quelques points historiques qui ont marqué l'émergence de la notion dans les sociétés industrialisées. Ce sont des parcours politico historiques et les situations socioéconomiques de certains territoires qui ont d'abord constitué ce premier cadre normatif du développement durable. Par exemple, les conférences comme Stockholm en 1972, Rio en 1992, le cadre africain du développement durable, le NEPAD sont au tant des points qui ont constitués les idées sur l'émergence du développement durable. On montre dans la deuxième section que le développement durable est basé sur six principes fondateurs. Il s'agit du cadre normatif guidant les acteurs et les activités humaines sur la tripartie du développement durable « *économie, société, environnement* ». Ces principes sont au centre des conflits d'intérêts entre plusieurs acteurs (*marché, écologistes, sociétés...*) et guident leurs objectifs (*d'où la réalité empirique du développement durable*).

Enfin, on met l'accent sur l'historique du développement durable dans le contexte africain avant et après l'émergence du développement durable. Cela concerne les contextes nationaux des pays africains qui sont confrontés à des difficultés multiformes à travers le cadre juridique, politique et économique. L'historique du développement durable veut décrire des

situations qui ne sont pas semblables à celles des pays occidentaux. Il s'agit également de souligner la position africaine en matière de développement durable.

Les approches théoriques à l'épreuve du développement durable est l'ensemble des positions des idées sur la conception et l'application du développement. Ce point est caractérisé par les conceptions des acteurs, les disciplines et les situations sociohistoriques dans des espaces déterminés. Nous décrivons ces différents points théoriques qui se contredisent et souligner comment chaque acteur se l'approprie selon ses objectifs et besoins.

Section 1

Les principes fondateurs du concept de développement durable

Nous caractérisons le développement durable à travers certains facteurs. La notion de développement classique évolue selon les époques et dans les groupes sociaux donnés. Des grands événements ont marqué notre histoire au tour du concept de développement dans ses multiples facettes. Il s'agit des grands rendez-vous internationaux qui ont plus ou moins porté un sens à ce concept. Le développement durable ne donne pas le même sens dans les pays développés du Nord et ceux en voie de développement au Sud. Comment chaque échelle territoriale s'approprie de ce concept ?

I - Perspectives historiques de craintes et prise de consciences sur la révolution industrielle : un contexte pionnier des notions de développement durable

Pendant nos enquêtes, quelques mots liés aux craintes de l'environnement et le devenir de nos sociétés se font sentir. Dans le cercle de Yélimané, le Maire de Tambakara (*Ibrahim Doucouré 2010*) avait soulevé les questions liées aux craintes face à la montée des températures (de 40° jusqu'à 45°, voir 46° et plus) et la rareté des pluies dans le cercle. Selon le Maire de cette commune : « *Nous avec notre programme du PADDY qui va s'achever en 2011, nous avons mis en œuvre des projets d'aménagements hydro-agricoles et de diffusion des techniques agricoles dans le but de rendre fertile les sols et améliorer la production. Avec cette opportunité, nous les douze maires du Cercle de Yélimané, on se concerte régulièrement et encourage les agriculteurs à diffuser les techniques d'aménagement en partenariat avec notre partenaire de Montreuil. Dans certaines communes comme Kirané, Krémis..., l'érosion des sols menace de plus en plus les agriculteurs* »²⁰⁰. Même dans les villages où nous avons

200. Interview avec le Maire de Tambakara (Ibrahim Doucouré 2010), grille d'entretien, enquêtes de terrain.

effectué nos enquêtes, quelques points liés aux craintes de l'environnement reviennent périodiquement dans les discussions avec les interviewés dans certains endroits : *Maréna, Tambakara, Yélimané, Nioro, Diéma etc.* Nous avons souligné ces témoignages qui montrent de plus en plus que les craintes sont réelles dans la région de Kayes. C'est la conséquence de la perspective de prise de conscience sur l'état des menaces, la dégradation continue de l'environnement, la raréfaction des ressources naturelles (*pluies, bois de chauffage, déforestation etc.*). Ce sont des menaces qui demeurent de plus en plus dans les collectivités territoriales et sont devenues une véritable problématique locale, nationale et internationale. Par exemple dans la région de Kayes, les populations locales soulèvent majoritairement deux menaces majeures (*augmentation des températures liées au réchauffement climatique, la raréfaction des ressources comme les bois de chauffage pour les ménages demeurent de plus en plus inaccessibles dans les régions sahéliennes comme Kayes*).

Ce cycle de menace de l'environnement dans la région de Kayes au Mali est fondamentalement lié à un contexte des situations historiques mondiales qui ont pris source à partir de la révolution industrielle du XIXe siècle qui a mis tout en œuvre et demeure un temps fort. Il est avéré aujourd'hui que le progrès technique avance fortement et assure une croissance indéfinie et un progrès linéaire. Parallèlement, on assiste à une progressive prise de conscience (*à travers les divers actes citoyens pour réparer les préjudices portés à l'environnement*) avec l'objectif de réparer et faire face aux menaces. En restant dans notre cadre d'analyse contextualisé (*la région de Kayes*), nous montrons par ailleurs que c'est depuis les années 1920 (*année pionnière relative aux effets négatifs de l'industrialisation, des progrès techniques dégradant les milieux naturels, faune, flore, milieux aquatiques les crises pétrolières, les conséquences des déchets industriels...*) que les choses ont véritablement commencé. Nous continuons à souligner cette analyse historique des menaces dans un contexte plus général et mondial. Les points historiques que nous soulignons ci-après, montrent que certains phénomènes majeurs sont à l'origine de ces menaces causées par les activités humaines et économiques des sociétés industrialisées à travers les époques. Cette perspective historique des menaces est également liée aux périodes d'après deux guerres mondiales (*première et la deuxième*) qui ont bouleversé les sociétés humaines et multiplier les activités économiques sur l'environnement (*trente glorieuses, expansion économique...*). Dans la même perspective, des nouvelles réflexions des courants pluridisciplinaires (*économistes, sociologues, géographes, anthropologues...*) ont montré que la croissance ignore le facteur humain, les sociétés non développées etc. Les réflexions de ces différents

courants se focalisent sur l'existence des descriptions historiques des sociétés (*dont les analyses sont développées par les sciences sociales*) face aux menaces et les inquiétudes avérées dans les pays industrialisés. C'est pour quoi, on trouve l'expression des menaces développée dans quelques ouvrages notables tels que : *Silent Spring* (1962), *The Population Bomb* (1970) et *The Limits to Growth* (1972)²⁰¹. Ces ouvrages décrivent les scénarios catastrophiques qui seraient provoqués par l'épuisement des ressources naturelles, la progression de la population et la croissance démographique incontrôlée.

En premier lieu, on peut chronologiquement identifier les démarches à partir de 1968 avec les travaux du Club de Rome qui ont démontré l'existence de cette perspective des menaces. A cet effet, le club a publié un rapport intitulé « Halte à la croissance » qui a été le point de départ d'un très large débat. Cette démarche a conduit à l'émergence du concept d'écodéveloppement débattu lors de la conférence de Stockholm en 1972. En vue d'attribuer un sens et confirmer cette volonté politique, la notion de « *développement durable* » a été reprise par le rapport Brundtland avec le slogan : « *Notre avenir à tous* », publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement.

En second lieu, la volonté des politiques publiques vient confirmer les processus lors de la Conférence de Rio, ou Sommet de la terre, de juin 1992, avec ses avancées et ses compromis. Celle-ci a largement contribué à une prise de conscience planétaire autour de l'idée d'émergence d'un développement durable basé sur la tripartie « *économique, social, environnemental* ». Depuis cette date, les États et les acteurs économiques et sociaux, s'efforcent de mettre en œuvre le développement durable. Ces deux conférences notables vont marquer le tournant de l'histoire du concept de développement durable à l'échelle mondiale. Elles sont significatives car elles apportent une réponse institutionnelle formelle à la pression croissante du public en faveur d'un engagement des pouvoirs publics vis-à-vis des problèmes croissants (*menaces multiples*) sur l'environnement.

201-Reed David, (1999), *Ajustement structurel, Environnement et Développement Durable*, L'Harmattan, Paris, p.26.

II - La conférence de Stockholm en 1972 : un contexte désarticulé sur fond de différence des spécificités de développement entre pays développés et pays en voie de développement.

Pour la première fois, les aspects sociaux vont être soulignés, discutés et pris en compte. On peut également appeler conférence de Nations-Unies sur l'Environnement Humain tenue en 1972 à Stockholm. Cette conférence a rassemblé 113 pays participants aux enjeux de l'environnement. La conférence visait à faire des réflexions après publication du rapport Meadows qui soulignait les inquiétudes sur l'avenir de la planète. L'espèce humaine était plus que jamais menacée de façon inquiétante face aux impacts négatifs de l'industrialisation. Cette conférence se présentait comme la répétition générale des conflits ultérieurs qui allaient éclater entre les disparités, les inégalités sociales, climatiques ou entre territoires développés et non développés. Les organisateurs de cette conférence voulaient gagner un cadre consensuel dans lequel il aurait l'adhésion de 113 pays participants. Mais aucun consensus n'a pu être trouvé car, les priorités liées à l'environnement ne sont pas les mêmes au niveau des pays développés que ceux en voie de développement. Les enjeux ne sont pas les mêmes pour les pays développés que ceux en voie de développement en matière d'environnement. Dans les pays développés, les problèmes étaient liés à l'industrialisation or le défi urgent pour les pays en développement était de faire face à la dégradation de l'environnement et prendre des mesures pour lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale etc.

Par la suite, la Déclaration de Stockholm a été l'acceptation de deux thèses défendues par les pays en développement. Selon la première thèse, la pollution générée par les pays industrialisés limite concrètement leurs propres options de développement et d'industrialisation. L'acceptation de l'autre thèse défendue par les pays en développement montrait que la pauvreté, et non l'industrialisation inégalitaire, serait la toute première cause des problèmes environnementaux dans les pays en voie de développement.

La Déclaration formelle issue de cette conférence va déboucher à l'adoption de 26 principes engageant la responsabilité de participants. A l'issue, 109 recommandations ont été prises visant trois grands domaines à savoir : *l'évaluation des impacts environnementaux, la gestion environnementale et les mesures institutionnelles d'accompagnement*. La conférence a également débouché sur l'élaboration du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (P.N.U.E) institué par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1972.

L'importance de cette conférence réside plutôt au fait qu'elle a pu concrétiser les enjeux environnementaux jamais évoqués au niveau international. Grâce à ce forum, le Nord et le Sud ont pu formuler et discuter les enjeux des pays industrialisés et les pays en voie de développement menacés par les impacts environnementaux. Elle a facilité l'élaboration d'un compromis, fragile mais réel, qui allait ouvrir les premiers pas pour les futures conférences internationales.

III - La conférence de Rio en 1992 pour les territoires et acteurs : un contexte pionnier et d'illusions du concept de développement durable.

C'est également la conférence des Nations Unies sur l'Environnement ou Sommet de la Terre tenue à Rio de Janeiro en 1992. Sur le plan formel, cette conférence va être un succès considérable pour les Etats participants en adoptant un programme d'actions en faveur du développement durable, appelé Agenda 21 local. Cette conférence de Rio est l'occasion par laquelle, la communauté internationale a formellement adopté le concept de développement durable comme cadre normatif de développement ou cadre de référence pour l'évaluation des objectifs et des réalisations des actions de développement dans le Nord comme dans le sud. Ce cadre conceptuel du développement durable qui s'est dessiné lors de la conférence de Rio visait de manière plus précise la nécessité de faire évoluer les relations économiques, sociales et environnementales entre les pays développés et ceux en voie de développement. Elle n'a pas réellement modifié la donne à l'égard de la croissance habituelle du Nord. Par rapport à la conférence de Stockholm, on peut constater que la conférence de Rio n'a pas fondamentalement modifié les approches adoptées vis-à-vis du développement, ni amélioré de façon significative les conditions politiques qui pouvaient mettre la planète sur la voie du développement durable accepté. Les incitations économiques du marché international sont restées intactes. Les rapports de force entre les pays développés et ceux en voie de développement, n'ont pas été modifiés et les disparités économiques sont encore accentuées. Une autre carence de la conférence de Rio réside au fait que les piliers économique et environnemental prédominaient la priorité en minimisant l'importance vitale du pilier social. Par la suite, une série des rencontres internationales visant le volet social vont se succéder pour pallier cette omission. Ces réunions ont été lancées en 1994 lors du sommet de Vienne sur les Droits de l'Homme rapidement suivi par le Sommet du Caire sur la Population en 1994, le Sommet social de Copenhague et le Sommet de la Femme de Beijing en 1995.

Ces deux conférences (*Stockholm en 1972 et Rio en 1992*) sont significatives parce qu'elles représentent un changement radical dans les orientations politiques. Leur importance réside au fait qu'elles représentent une réponse institutionnelle formelle à la pression croissante du public en faveur d'un engagement des acteurs vis-à-vis des problèmes environnementaux.

IV - La conférence de Rio+20 en juin 2012: un état des lieux sur le développement durable et perspectives d'innovations.

La conférence de Rio+20 de juin 2012 à Rio de Janeiro est un plus aux précédentes conférences sur le développement durable. C'est une conférence qui a réaffirmé les engagements précédents et permettre aux politiques publiques d'apporter des innovations sociales, économiques et environnementales avec la mise en application concrète. Cette conférence s'inscrivait dans le cadre de la continuité de la convention cadre de la première conférence de la terre tenue en 1992 à Rio. Elle visait à rassembler les responsables politiques locaux, les gouvernements nationaux et la société civile autour d'un objectif commun : réconcilier de manière urgente, le développement humain et les écosystèmes de notre planète. Rio + 20 est une occasion inespérée de faire le point sur nos avancées vers la durabilité et nos objectifs de développement à atteindre. Il s'agit de redéfinir ce qui doit être la prospérité à l'ère d'émergence des volontés du développement durable plus efficace. Cette conférence officielle a pu apporter des initiatives créatives, innovantes pour donner une impulsion et une redéfinition plus qualitative des rapports entre responsables politiques, sociétés civiles, entreprises et médias. Rio+20 se présente plus audacieuse que la précédente conférence de 1992 car, les acteurs présents avaient tous reconnus l'importance de certains facteurs tels que : « la démocratie, la bonne gouvernance, l'Etat de droit (*au niveau local, national et international*), l'élimination de la pauvreté ainsi qu'un environnement favorable, respecté et protégé ». La modernisation et l'innovation apportée par cette conférence s'inscrit dans quelques domaines comme la modernisation de la gouvernance mondiale, la reconversion vers l'économie verte et la participation citoyenne.

La bonne gouvernance mondiale qui s'affirme par la participation citoyenne active est une des objectifs du développement durable qui vise à faire participer activement les organes législatifs, judiciaires et conventionnels aux niveaux local, régional, national et international. Cette participation citoyenne concerne tous les acteurs de grands groupes comme ; les femmes, les jeunes, peuples autochtones, organisations non gouvernementales, syndicats, entreprises, autorités locales etc.

« L'économie verte » a été un objectif phare de Rio+20 dans le domaine du développement durable qui vise à lutter et éliminer la pauvreté. Nous définissons l'économie verte dans le cadre de la définition retenue par le PNUE (*Programme de Nations Unies pour l'Environnement*) qui prévoit comme : « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie des ressources »²⁰². Cette définition n'a pas été acceptée par la conférence de Rio+20 pour des raisons de désaccords entre les Etats du Nord qui cherchent à maintenir leur système économique et ceux des pays du Sud qui cherchent à défendre leurs intérêts. Cette promotion de l'économie verte appelle à faire des investissements dans le domaine de l'environnement avec la reconversion économique vers les systèmes écologiques. Les politiques locales, nationales et internationales encouragent les acteurs à s'investir davantage. C'est dans ce sens que le PNUE prône la nécessité d'investir 2% du PIB mondial dans les activités à caractère écologique et encourager les acteurs à atteindre les objectifs du développement durable. Malgré cette mobilisation mondiale pour l'économie verte qui est voué à couvrir l'insuffisance des politiques de développement durable est loin d'être une réalité sur le terrain. L'économie verte est-elle efficace aujourd'hui pour lutter contre la pauvreté ? Aujourd'hui malgré tous les efforts et promesses tenus par les différentes conférences (*Stockholm de 1972, Rio de 1992, Rio+ de 2012...*), cette situation des acteurs sociaux montre des limites du développement durable dans le domaine de lutte contre la pauvreté persistante. Rio + 20 est considérée comme une étape importante dans la mesure où divers accords multilatéraux sur l'environnement sont engagés mais non atteints. C'est les cas des omissions sur les questions des déplacés environnementaux ou réfugiés climatiques lesquels nécessitent des réponses appropriées dans la lutte contre la pauvreté. C'est à ce niveau que la conférence a été considérée déficitaire. En visant l'innovation favorable à l'environnement et l'amélioration du mieux-être de la société, le développement durable continue à mobiliser les acteurs, les ressources, les savoir-faire et quelques leviers d'action. Malgré le déficit de Rio + 20, l'idée du développement demeure forte dans la mobilisation des politiques publiques.

202. Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté. Synthèse à l'utilisation des décideurs, 2011, p. 2, disponible sur <http://www.unep.org/greeneconomy.htm> [consulté le 1^{er} juin 2012].

**V - Les origines idéologiques du développement en Afrique : Le cas du NEPAD :
(*Nouveau Partenariat pour le Développement*) comme illustration d'un cadre de
développement africain.**

Le concept de développement au niveau continental était officialisé à partir de la mise en place du NEPAD (*Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique*). Ce plan de développement africain a été adopté en 2001 par les chefs d'Etats et de Gouvernements de l'OUA avant d'être ratifié en 2002 par l'Union africaine. Ce programme est issu de trois initiatives construites autour du concept de développement africain. Il s'agit d'une part, celle de l'ancien Président Sud -Africain (Thabo Mbeki) qui conduisait le Partenariat du Millénum pour le Programme de Redressement de l'Afrique ou Millenium Partnership for African Recovery Program (MAP) dévoilé lors du Forum Economique Mondial de Davos en 2001. Le MAP prévoyait la gouvernance politique et économique au niveau du continent, une manière de répondre aux besoins de redéfinir aux relations entre l'Afrique et ses partenaires au développement. D'autre part on a, l'initiative proposée par l'ancien Président sénégalais (*Abdoulaye Wade*), le plan OMEGA présentait lors du Sommet de la Francophonie au Cameroun en 2001. Ce plan OMEGA prévoyait l'augmentation de l'aide au développement, les infrastructures, l'agriculture, la santé et l'éducation.

Enfin, ces deux initiatives ont été fusionnées et donnent naissance à la Nouvelle Initiative Africaine (NIA) devenue NEPAD (*Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique*) en octobre 2001 qui sera traduit en anglais (*New Partnership for African Development*). Le NEPAD est à l'initiative de certains pays tels que l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Egypte, le Nigéria et le Sénégal. Ces pays ont initié ce programme au nom de tous les pays africains pour marquer les idées autour du concept de développement.

Avec ces initiatives, l'objectif du NEPAD affiche une vision commune qui vise à éradiquer la pauvreté et placer les pays africains sur la voie de croissance partagée et d'un développement durable tout en participant à l'économie mondiale. Le NEPAD s'était fixé à l'horizon 2015 de travailler sur la bonne gouvernance dans le domaine économique, social et politique. Les dirigeants africains ont pris cette décision historique de mettre en place un nouveau cadre de coopération avec les partenaires au développement.

Grâce à ce programme, les Etats africains tentent de définir une nouvelle philosophie de *Renaissance africaine* et une nouvelle idéologie développementaliste après les périodes d'indépendances de 1960. Ce programme constitue un cadre de garantie africaine face à la

mondialisation actuelle et les mécanismes d'intégration sous régionale. A la suite des périodes d'indépendance (1960, 1990), beaucoup des pays sont devenus des régimes autoritaires. Ainsi, la question du développement est devenue primordiale et qu'il fallait œuvrer dans le sens d'intégration et de coopération régionale.

Malgré son caractère essentiellement économique, le NEPAD a lancé un signal fort aux citoyens africains vis-à-vis de la capacité de prendre des décisions.

1. Le NEPAD et ses origines idéologiques : un rêve de la renaissance africaine à l'épreuve du concept de développement

La renaissance africaine conçue par le NEPAD marque le désir de l'unité africaine. Il est une conséquence d'un ensemble d'idées émergentes et d'initiatives passées qui font référence à l'Organisation de l'Unité Africaine et de ses leaders politiques d'indépendance (*Abdul Gamal Nasser, Nkwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Julius Nyerere, Amilcar Cabral et autres...*). Leur volonté politique part d'un contexte de développement pour affirmer cette renaissance africaine. Ce passage est évoqué par l'ancien chef d'Etat Sud-africain (Nelson Mandela) lors de la conférence de Davos en 1999 : *« l'Afrique a dépassé le stade où incriminer le passé pour ses problèmes. C'est à nous qu'il incombe de réparer ce passé, avec le soutien de ceux qui acceptent de participer avec nous à un renouveau continental. Nous avons une nouvelle génération de dirigeants conscients que nous devons assumer la responsabilité de notre propre destinée, que nous nous élèverons seulement par nos propres efforts menés en partenariat avec ceux qui nous souhaitent le succès (Nelson Mandela) 203»*. Le NEPAD est le plan initié pour atteindre cet objectif de renaissance africaine à travers le développement d'intégration sous régionale notamment, les accords de libre-échange entre les Etats. Ce plan est une pensée originale africaine sur la problématique du concept de développement.

Malgré cette volonté africaine sur le développement, le continent demeure divisé sur trois groupes ou blocs philosophiques sur la question du développement continental. Il s'agit du bloc de Casablanca (radical) et les groupes Monrovia et de Brazzaville (*groupes modérés*). Le groupe de Brazzaville représentait une approche soutenant l'unité africaine et préconisait une association des Etats africaines. Par contre, le groupe ou bloc de Casablanca appuyait la création d'Etats-Unis d'Afrique selon le modèle fédéraliste. Il y avait également un troisième groupe idéologique : le groupe de Monrovia qui rejetait toute forme d'intégration politique

203 Allocution du Président Nelson Mandela au Forum économique mondial de Davos (Suisse), le 29 janvier 1999.

insistant sur le développement du principe de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans les affaires internes.

Ensuite, la fin des années 80 et début des années 90 marque un tournant important à l'échelle du continent, suite à l'éclatement du mur de Berlin en 1989. Bien avant, d'autres initiatives ont marqué les origines du développement africain à travers certains programmes successifs. Il s'agit entre autres :

*le Plan de Lagos (PAL 1980-2000) ;

*le Programme Prioritaire pour le Redressement de l'Afrique (PPRA 1986-1990) de l'OUA devenu le Programme des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique (PANURDEA-1986) ;

*le cadre alternatif africain d'ajustement structurel pour la transformation socio-économique (CAA-PAS 1989) ;

*la Charte Africaine pour la participation Populaire au Développement en (1990) et le Nouveau Programme des Nations-Unies pour le développement (1990-1991). C'est dans cette perspective que l'OUA s'arrange dans le bloc d'unité des Etats pour constituer des projets autour du concept de développement. Cependant, ces différentes mesures n'ont pas permis d'accompagner les Etats et les citoyens à lutter contre certains fléaux (*pauvreté, conflits, corruptions...*) dont les citoyens subissent des conséquences. Sur la scène internationale, on assiste de plus en plus, la montée du concept de développement avec la notion de la bonne gouvernance des Etats.

2. Le NEPAD dans la controverse de la mondialisation et de la bonne gouvernance

Le NEPAD vise dans ses origines, à se conformer à l'ordre mondial de la bonne gouvernance politique et économique comme aspect majeur pour chaque nation. Dans la perspective du développement, les objectifs visent à respecter les droits humains en matière de démocratie (*pluralisme politique, organisation des élections démocratiques et transparentes, la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance...*). Son engagement vise à promouvoir le développement pour créer un climat favorable aux pays africains dans le domaine de l'investissement avec la mise en place des programmes concrets pour améliorer la qualité et la gestion économique et des finances publiques. Dans son texte intégral, le NEPAD conditionne le respect de bonne gouvernance au regard des pays concernés. Son approche du développement est fortement basée sur l'intégration économique régionale des pays africains.

Le NEPAD s'inspire dans cette approche du développement, l'économie néolibérale comme vecteur de la mondialisation économique et politique. Cette mondialisation constitue une idéologie qui accorde une importance aux ressources du marché et des entreprises au détriment des pouvoirs politiques de l'Etat et des citoyens. La mondialisation serait donc un phénomène dont les stratégies « favorisent l'ouverture des espaces économiques par l'intermédiaire de politiques de libre-échange, de déréglementation, de libéralisation du secteur financier, de privatisation et du retrait de l'Etat des sphères de la production et de la planification »²⁰⁴. Les tenants de cette mondialisation liée à l'économie se réfèrent à l'usage de la bonne gouvernance à laquelle la Banque mondiale accorde une importance aux financements des programmes dans les Etats. La Banque mondiale définit la bonne gouvernance comme étant « la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays »²⁰⁵. Il y a très peu d'importance accordée au domaine politique dans le cadre de la bonne gouvernance de la Banque mondiale. Les pays africains se voient dans cette situation de la Banque mondiale, des conditions économiques et politiques imposées. La démocratie réclamée par ces institutions de bailleurs de fonds apparaît comme une condition au développement. Cette vision d'ensemble de l'économie et de la gouvernance comme condition exigée ne permet pas déboucher à un vrai développement pour les pays d'Afrique Subsaharienne et du bien-être des populations. Les conditions et les mesures imposées par la Banque mondiale et le FMI mettent les pays en dépendance économique vis-à-vis des pays occidentaux²⁰⁶. Dans cette perspective de domination, la notion du développement constitue une notion ambiguë pour la société civile qui reste étouffée car, les contraintes politiques sont posées par les bailleurs de fonds. Cette dépendance économique et politique ne permet pas de favoriser les conditions d'émergence de développement approprié pour les pays concernés. On peut comprendre que le NEPAD constitue un instrument économique et politique destiné à appuyer cette mondialisation libérale. La bonne gouvernance comme prétexte, dissimule certaines réalités des conditions de vie des populations sans répondre aux besoins réels. Avec le NEPAD, certains pays africains se retournent dans un modèle de développement libéral très conséquent sur les populations et

204. Bonnie. C, (1999), *La mondialisation : contribution au dictionnaire et petite encyclopédique des droits humains*, UQAM, p.1.

205. The World Bank, *Governance and development*, <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents>.

206. Saldomando. A, (1999), *Coopération et gouvernance, une analyse empirique, contribution présentée lors de la 9^{ème} conférence générale de l'EADI, GMDEV*, Paris, 22-25 septembre 1999.

sur la question de bonne gouvernance. Ces pays sont dans une situation de blocage par l'idée de l'insuffisance du développement en Afrique par les citoyens, les élites dirigeantes corrompues et leurs complices du Nord. Le NEPAD comme instrument qui est censé accompagner les populations, la société civile dans son ensemble, est controversé. La plus part des programmes de développement sont mal conçus, mal appliqués et sont détournés face aux réalités posées du quotidien de la société civile.

3. Les spécificités du développement durable dans le contexte africain : entre illusions développementalistes et application des modèles exogènes.

Quelles sont les positions africaines en matière de développement durable ? Ces dernières années, les pays africains ont pris des engagements pour clarifier leurs positions sur le développement durable dans les domaines de la biodiversité, la désertification et désertification etc. Ensuite, d'autres instruments politiques ont été initiés par l'Union Africaine et les conférences des ministres africains de l'environnement. D'autres politiques se sont succédées dans les pays en développement depuis les indépendances : dans les années soixante, les politiques dominantes avaient trait à la modernisation et à l'industrialisation. Dans les années quatre-vingt, les politiques d'ajustement structurel se sont imposées et finalement, depuis les années quatre-vingt-dix, on assiste à une volonté de changement de paradigme à travers la promotion du développement durable. Ces politiques ont dans un premier temps accordé une place prépondérante à l'État dans la mise en œuvre du développement pour ensuite privilégier le marché comme moyen de coordination le plus efficace.

Pour l'Afrique, le cadre institutionnel du développement durable actuel tel qu'initié à l'issue de la conférence de Rio en 1992, n'est pas une spécificité qui répond aux besoins du continent. Pour le contexte africain de la problématique du concept de développement durable, elle est inscrite dans le cadre des anciennes conventions et coopérations qui ont eu lieu entre pays africains et les anciennes puissances coloniales (UE) au lendemain des indépendances. Sur ce volet, quelques coopérations à caractère commercial ont permis de concrétiser l'existence du concept de développement durable entre l'UE et les pays ACP. Il s'agit de la convention de Yaoundé (*de 1965 à 1970 et de 70 à 75*), de Cotonou et de Lomé. Ces accords ont été conclus dans le cadre de libre-échange commerciale entre l'UE et les pays africains.

En quoi ces accords constituent des instruments liés au concept de développement durable ? Avec sa politique commerciale commune, la CEE a instauré un instrument à des fins de développement aux pays en voie de développement. C'est ce cas qui est utilisé pour accorder des avantages à ces pays en la matière. Pour restituer le concept dans un contexte africain, nous mettons l'accent sur les conventions de Lomé I et les conventions de Lomé II et III. Le développement est une problématique essentielle à vocation universelle qui est diffusé par les bailleurs de fonds, donneurs de modèles et d'aide auprès des représentants nationaux et locaux.

Dans le cadre des réformes institutionnelles (*démocratisation et la décentralisation*), la dynamique développementaliste est largement débattue par différents courants (*économistes, sociologiques, anthropologiques etc...*) Ces courants sont concernés par les logiques internes et externes. Quel est le cadre des logiques concernant le contexte africain sur le plan de développement ? La référence ou l'instrument d'action du plan de développement opté par les pays africains dans le cadre de son programme continental (NEPAD) constitue la conception liée à l'économie de marché mondial. C'est ainsi que les acteurs du NEPAD ont inscrit leurs discours imaginaires du concept de développement dans le cadre du panafricanisme. L'institutionnalisation du concept de développement dans le contexte africain était nourrie par le panafricanisme des pères fondateurs (*Nyerere, Nkrumah, Mandela...*) de la libération africaine pour l'indépendance. Le NEPAD comme exemple des projets initiés par les dirigeants africains demeure une continuité qui marque ce concept de développement africain. Les libérateurs pour l'indépendance ont constitué cette base de l'idée du développement. Ces dirigeants ont marqué un passé constituant une référence à l'idéologie du développement panafricain. C'est une stratégie qui consiste à réaffirmer une vocation du concept de développement africain et répondre aux contraintes internationales liées à l'économie de marché mondial. A partir de cette référence du NEPAD, les dirigeants initiateurs du NEPAD associent cette institutionnalisation du développement à des discours.

Section 2

Le cadre politico-institutionnel du développement durable

Le développement demeure un cadre normatif inspiré des principes généraux des disciplines (*économie, sociologie, philosophie, géographie, anthropologie...*). C'est un contexte général dans lequel tous les acteurs et les enjeux de développement sont en interaction permanente. Comme disait le directeur de l'Agence de développement Territorial de Diéma (Ntji Diarra 2010), « *Le développement soutenable ou durable, c'est pareil ! On a été inondé de ça !!! Au retour de France, j'ai su que c'est un concept venu d'ailleurs* »²⁰⁷. Les grandes conférences onusiennes (*Stockholm 1972, Rio 1992, Johannesburg 2002*) ont joué un rôle important dans la formulation institutionnelle du concept de développement durable. Cette formulation institutionnelle se trouve traduite dans un ensemble de politiques publiques onusiennes et des principes dictés lors des Déclarations de Rio et de Stockholm. Ce cadre institutionnel du développement constitue un fondement des directives.

Au plan institutionnel, le Rapport Brundtland décrit un cadre référentiel. Pour mieux analyser et sans trop répéter, nous reprenons la définition soulignée précédemment : *le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations future de répondre aux leurs*. Deux concepts sont inhérents à cette notion :

**le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il vient d'accorder une plus grande priorité, et*

**l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. Ainsi, les objectifs du développement économique et social sont définis en fonction de la durée, et ce dans tous les pays (développés ou en développement, à économie de marché ou à économie planifiée) » (Rapport précité, p.51).*

Mais en dépit de cette définition de la Commission Brundtland, la notion reste polysémique et controversée. C'est comme dit Pierre Lascoumes, 2005 :95, *le type de développement qui doit prévaloir dans les prochaines décennies demeure [...] un problème à résoudre*. Dès lors, le flou demeure dans plusieurs domaines. Il est nécessaire de s'interroger au contenu institutionnel du développement durable dans le cadre des réformes institutionnelles

²⁰⁷ Interview avec Ntji Diarra (2010), directeur de l'agence de développement territorial de Diéma.

(décentralisation/coopérations). A l'analyse des 27 principes posés par la conférence de Rio, on constate que le contenu institutionnel va se concrétiser autour de quelques principes phares. L'analyse va se décliner principalement sur six principes à l'échelle internationale et de façon globale. Il s'agit de : *coopération, intégration, droit de l'Homme à un environnement sain, équité, participation et enfin pollueur-payeur*. On trouve certains au-delà de ces principes affirmés que se soit de façon formelle et informelle dans le contexte de la décentralisation et programmes de coopération au Mali. D'une part, on dégager les six principes et d'autre part, on procède à leur reformulation.

I. Contenu institutionnel dans les six principes du concept.

1. Le principe de coopération

Ce principe est proclamé dans des nombreuses déclarations. Dans la déclaration de Rio, le principe 5 introduit le pilier social et stipule que : « *Tous les Etats et tous les peuples doivent coopérer à la tâche essentielle de l'élimination de la pauvreté, qui constitue une condition indispensable du développement durable, afin de réduire les différences de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde* ». Par définition, ce principe prend source au droit international de la charte de l'ONU. De même, le principe 7 demeure plus général : « *les Etats doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre* ». La déclaration de Rio accorde une place importante au principe de coopération pour lutter contre la pauvreté.

2. Le principe d'intégration

La philosophie de ce principe est d'introduire un ensemble d'éléments cohérents et constructifs dans la conceptualisation du développement durable. C'est un principe qui est souvent mal connu. Il trouve sa traduction progressive dans les textes et instruments qui intègrent l'environnement dans les politiques publiques et locales. En revanche, les autres politiques publiques sectorielles ont insuffisamment intégré l'environnement avant les années 60-70. C'est ainsi que ce principe est réaffirmé dans la déclaration de Stockholm (*principe 13*) en 1972 et celle de Rio en 1992 (*principe 4*). Ces principes prévoient la prise en compte du développement à travers la protection de l'environnement. L'intégration du développement durable s'inscrit dans un cadre contraignant respectueux de l'environnement. Ce dispositif demeure appuyé dans les grandes instances supranationales et nationales voir même locales (*UE, Etat, collectivités locales*). Aujourd'hui avec la montée fulgurante de ce concept dans

tous les bords, on constate l'appropriation du dispositif par les politiques publiques et locales. C'est le cas par exemple dans le secteur privé, la création d'un poste de responsabilité en charge du développement durable ou dans le secteur public, un fonctionnaire chargé aux questions de développement durable. Dans une vision liée au profit, ce principe est devenu monnaie courante pour s'emparer des dispositifs financiers et moyens permettant à la bonne réussite de son projet.

3. Le droit de l'Homme à un environnement sain

La déclaration de Rio stipule dans son principe 1 que : « Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ». On constate que la formulation du droit de l'Homme à un environnement sain est complexe, peu explicite. La déclaration de ce principe peine à s'appliquer au niveau international. Quelle est la portée de celle-ci vis-à-vis des acteurs en difficulté de développement ? Le droit de l'Homme pour un environnement sain ainsi cité dans cette déclaration demeure sans effet et introuvable dans certaines déclarations comme le cas de Johannesburg.

4. Le principe d'équité

Le mot équité au sens du développement durable interpelle une justice sociale entre acteurs et générations. Ce principe apparaît pour répartir les ressources naturelles entre les générations. Au plan juridique, on constate un rapport de temps entre les générations. L'équité traduit ce rapport entre les générations présentes et futures. La première fois qu'elle figure dans les déclarations, était celle de Stockholm en 1972 dans son principe 1 et selon lequel : « *l'Homme a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures* ». De même, la Déclaration de Rio dans son principe 3 stipule que : « *le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures* ». De loin ou de près, ce principe est loin d'être concret dans la construction théorique du développement durable. Cette équité est conçue à l'intérieure d'une société donnée qu'entre pays et peuples différents. Ce principe est donc social autant que spatial. Il demeure flou et soulève des questions. L'équité n'est pas l'égalité et ne suppose pas. Ce principe ressorte l'idée de prudence face aux inquiétudes liées à l'environnement notamment dans la gestion des espèces vivantes et la conservation des ressources naturelles. Cette peur généralisée remet en cause aux modes de consommation, de redistribution des ressources et de production non

viables pour les générations actuelles et futures. C'est d'où l'idée de l'équité entre les générations présentes et futures.

L'équité entre les générations a un statut institutionnel dans les textes nationaux et internationaux. Ce dispositif connaît de nombreux problèmes sur plusieurs angles. Il s'agit entre autres :

*du conflit entre les générations sur la question de répartition des fruits sur la croissance entre les catégories sociales d'une même génération ;

*la difficulté de définir les choix de générations futures dans le temps présent donc, difficile d'exprimer leurs besoins à leur place et dégager des choix quantitatifs et qualitatifs ;

*au lieu de satisfaire les besoins des générations présentes, on s'en préoccupe ceux des générations futures dans une vision utopiste.

5. Le principe de participation

La participation du public à la prise de décisions a été prévue dans la déclaration de Rio. Il s'agit par-là de favoriser, au niveau national, la participation du public à la prise de décision, ce qui suppose au préalable que le public soit convenablement informé. La Déclaration de Rio (*principe 10*) montre que : « *la meilleure façon de traiter les questions d'environnement et d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les Etats doivent encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré* ». Ce dispositif semble avoir un caractère trop généraliste et complexe. Son application peine à tous les niveaux. Le niveau national cité est-il toujours la meilleure solution ? Bien que le mot « *participation* » semble être à la mode dans tous les processus des actions de développement ; il est loin d'être le principe qui intègre la dose définitive pour un développement mieux soutenu dans les pays du Sud.

Au niveau international, la Déclaration de Rio a prévu un mouvement de participation à la prise de décision vers la société civile. C'est dans son Action 21 et chapitre 27 qu'elle insiste

de mettre en place un rapprochement entre niveau national et local, notamment la société civile à travers les ONG.

6. Le principe du pollueur-payeur

Toujours, la Déclaration de Rio a prévu une mesure de réparation face aux agressions portées atteintes à l'environnement. C'est ainsi qu'il est affirmé dans le principe 16 de cette Déclaration et stipule que : « *Les autorités nationales devraient s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et l'utilisation d'instruments économiques, en vertu du principe selon lequel c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution, dans le souci de l'intérêt public et sans fausser le jeu du commerce international et de l'investissement* ». Par ailleurs, plusieurs conventions internationales prévoient ce principe mais sous des formulations différentes. Ce principe a été largement accepté par les gouvernements et les organismes internationaux. Il a même acquis le statut de principe juridique en droit international.

Si ce texte paraît simple, son application demeure moins. Deux conceptions s'affrontent sur ce principe dans la conceptualisation du développement durable. La première prévoit d'imputer au pollueur-payeur la prévention, la réduction et la compensation de la pollution directement produite par son activité. L'autre semble être plus large. Il s'agit de faire payer le coût total de la pollution pendant toute la durée de vie de l'activité émettant celle-ci. Le principe pollueur-payeur apparaît comme principe qui répare la victime.

II. Reformulation caractéristique des principes du concept de développement.

La reformulation de ces principes a pour objectif de comprendre de manière plus synthétique, les préoccupations sociales, économiques et environnementales délivrées par le Sommet de Rio. La reformulation aborde plus sereinement l'analyse critique sur les différents principes. Nous abordons les points suivants :

1. La transversalité

La transversalité recouvre les principes précités ci-dessus. La conférence de Rio a placé l'Homme au centre des préoccupations comme sujet des valeurs en aboutissant à l'idée suivante dans son premier principe : « *Les êtres humains sont au centre des préoccupations relative au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature* ». C'est la nécessité de comprendre un équilibre entre acteurs différents ou entre les systèmes social, économiques et environnemental. On peut retenir que la

préservation de l'environnement, considérée dans ce sens comme la base de tout développement tient aussi une place importante. L'environnement demeure le principal enjeu du concept de développement durable et, est démontré dans la définition comme principal cible. Il est prioritaire dans tous les processus de développement (*principe 4 de Rio*). On constate aussi que la démarche de tout projet de développement économique et social ne va de soit sans la prise en compte des politiques efficaces de l'environnement (*principe 12 de Rio*). Une large responsabilité politique est conférée aux acteurs aux préjudices (*principe pollueur-payeur précité ci-dessus*) qu'ils peuvent porter à l'environnement. Dans une reformulation synthétique, il faudrait considérer les aspects sociaux, économiques et environnementaux de manière globale, c'est-à-dire à une échelle planétaire. Les aspects sociaux sont considérés dans cette configuration globale comme des problèmes liés à la pauvreté et divers problèmes sociopolitiques (*conflits armés, sanitaires...*). Quant aux problèmes liés à l'aspect économique peuvent être considérés, en particulier dans les pays du Sud, à un mal développement ou un déséquilibre énorme entre les riches et les moins riches.

Il est sous-entendu dans cette dimension transversale que, le progrès social et économique peut contribuer à la protection de l'environnement et la préservation des ressources.

2. La territorialité ou spatialité

Lorsqu'on regarde l'intégralité des principes énoncés par la Déclaration de Rio, on constate dans le principe d'équité les préoccupations entre générations et entre territoires. Cette préoccupation est reprise plusieurs fois. Un arbitrage recommande de ne pas reporter ses pollutions émises sur d'autres territoires. L'aspect environnemental est très souvent évoqué et seule une solidarité territoriale peut contribuer efficacement à la préservation des ressources. On voit qu'à l'absence d'une législation mondiale efficace, aucune décision environnementale ne peut être prise sans concertation solidaire avec tous les acteurs composant le système. Cette solidarité est à organiser entre tous ces acteurs composant le système de développement. L'équilibre ou la justice territoriale passe par cette solidarité permettant de progresser la productivité et la préservation des territoires viables. Il s'agit bien principalement de la solidarité entre société civile, territoires locaux, Etats et organismes internationaux de développement. Il est clair que le principe s'en préoccupe d'une solidarité qui met l'accent sur les pays du Sud tout en souhaitant réduire les différences de développement entre les territoires Nord/Sud. Ce principe montre le territoire comme colonne vertébrale de mise en œuvre des politiques de développement.

3. Temporalité

C'est le niveau qui met l'accent sur la solidarité entre générations présentes et futures. C'est le principe qui nous paraît ambiguë sur les générations. Bien que cette ambiguïté est largement diffusée et discutée dans les médias, des nombreuses interrogations existent. L'aspect « *générations futures* » constitue le point central de la définition de Rio qui nous met sur la piste. L'idée montre que la solidarité entre les générations présentes et futures passe par un ensemble des mesures de précautions en matière de protection de l'environnement et de préservation des ressources naturelles pour le marché en excluant les êtres humains.

4. La gouvernance par le concept du développement durable comme référentiel

Les politiques publiques sont en train d'envisager dans leur mode de fonctionnement, l'hypothèse du développement durable comme référence qui a du sens. La principale critique qui est généralement faite à l'idée du développement durable comme concept politique, c'est précisément son ambiguïté. Cette critique renvoie tantôt à une idée de développement, qui cacherait celle de croissance, tout en prétendant assurer une préservation des ressources naturelles et une équité sociale. Cette ambiguïté le condamnerait à n'être que discours impossible à opérationnaliser.

Le développement durable comme référentiel dans le cadre de la gouvernance, donne une interprétation qui ne mesure pas le contenu d'une politique ou des résultats mesurables. Le référentiel peut constituer l'idée de comment faire des politiques. Le concept du développement durable comme référence, peut alors constituer un modèle de politique publique où les acteurs (*Etat, Collectivités locales...*) soumettent leurs décisions à de contrôle de vérification (bonne gouvernance). La gouvernance du développement durable doit satisfaire des exigences de maintien dans le temps (*générations*), des exigences pour maintenir les ressources naturelles et des exigences pour l'équité entre les groupes sociaux concernés par les décisions et leurs conséquences. Ces exigences exigent des épreuves de vérification par les groupes concernés (*pour les prises de décisions par les acteurs*).

Comme illustration, on peut constater dans le principe 5 de Rio que : « *La participation des Etats mais aussi des peuples est une nécessité afin de réduire les différences de niveau de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde* ». Ce principe relève d'un système de pilotage pour le développement durable. Il s'agit de savoir quel mode de gouvernance choisir. La participation occupe une place privilégiée dans le champ des préoccupations du développement durable. Il est donc nécessaire de considérer les

échelles territoriales de manière conjointe ; à commencer par l'échelon décisionnel le plus proche de nous : le territoire local, le simple citoyen. C'est lui que ses actions, ses décisions, ses témoignages permettront de combler le vide de l'échelon (*les décisions prises d'en haut*). Cette participation des peuples doit permettre l'équité décisionnelle d'un niveau à l'autre mais aussi d'une communauté à l'autre. La gouvernance prévoit dans différents principes de Rio, la nécessité de coopérer entre les Etats, les collectivités locales, la société civile (ONG) et partenaires techniques et financiers au bénéfice des pays les moins avancés. Le but est de mettre en place des gardes fous pour protéger via la participation de tous afin d'assurer la viabilité de tous, en particulier, les plus vulnérables tels que les communautés locales, les pays en voie de développement.

5. Un constat critique sur les principes

Sur un plan méthodologique et général, l'approche globale des principes demeure difficile à intégrer. Cette complexité handicape la notion de développement durable. La première des préoccupations auxquelles les acteurs s'intéressent est la qualité de l'environnement, suivie de deux autres piliers du concept : le développement économique et l'équité sociale. Notre constat critique fait surgir une carence en matière de manque de réflexion théorique.

Pourtant, réfléchir sur le champ social, l'environnement et l'économie ne relève pas d'un simple cantonnement des principes sur lesquels les acteurs sont appelés à l'impératif du concept « *développement durable* ». Le champ social, environnemental et économique relève successivement d'une dynamique empirique et théorique.

Dans les différents principes précités de la Déclaration de Rio comme fondement du concept, la notion demeure souvent l'otage du champ environnemental. Le champ social demeure relativement enclavé, les politiques sociales étant souvent conçues comme des politiques de réparation, actions compensatrices du développement économique. Cette démarche interpelle une réflexion exhaustive sur l'itinéraire du concept. Il est à réfléchir sur les premières bases écologiques jusqu'à son application territoriale du concept qui est envisagée aujourd'hui auprès de tous les acteurs. La prise de conscience de la menace que font peser nos modes de consommation et de production sur l'environnement, a vu la nécessité de réfléchir sur le développement économique et le respect des sociétés démunies. C'est une démarche de réflexion pour garantir l'environnement et les ressources naturelles. Considérer les aspects écologiques comme absolus. Dans les différents principes (27) de Rio,

le rôle de l'environnement est primordial dans la définition officielle du concept de développement durable. La définition ne nous dit pas ouvertement que l'environnement est certainement l'élément moteur de sensibilisation du concept. Il est à signaler que sans menace sur l'environnement ou sans constat alarmant (*comme démontré le groupe d'experts internationaux sur le climat GEIC*), le concept de développement durable n'aurait pas vu le jour. Pourtant, beaucoup de travaux sociologiques démontrent un constat alarmant sur le champ social, particulièrement dans le domaine de la pauvreté dépassant les préoccupations écologiques.

Au regard de l'histoire des crises écologiques, économiques et sociales du XX et XXIème siècles, les seules préoccupations sociales n'ont pas incité les acteurs à mener une mobilisation de grande envergure. C'est le cas des crises financières de 2008 et 2011 et les crises écologiques nucléaires de Fukushima (*en 2011 au Japon*). Par exemple, les étapes fondatrices du concept de développement durable (*depuis le Club de Rome en 1972 jusqu'à la Conférence de Rio en 1992*) ont été toujours motivées, dans leur grande majorité, par les préoccupations environnementales. Là se retrouve, encore aujourd'hui, la difficulté à communiquer sur le bien-fondé du concept. Pour que la soutenabilité au développement devienne une réalité, l'environnement ne doit pas occuper le champ social et économique. La soutenabilité du développement devient une trajectoire de développement qui permet la coexistence des systèmes social, économique et environnemental. Cette attention portée à l'environnement mondial est devenue une notion plus transversale aux trois domaines social, environnemental et économique. En effet, le bien-être humain ne peut se concevoir sans une harmonisation pérenne entre contribution à un environnement de qualité, croissance économique créatrice des richesses et équité des populations qui en disposent.

III. Approche empirique et territoriale du développement durable

La définition la plus communément avancée du développement durable a été proposée par le rapport Brundtland de 1987 précédemment citée dans certains paragraphes²⁰⁸.

A la suite de la conférence de Rio en 1992 ou Sommet de la Terre, pour la première fois, qu'un texte de diffusion a été destiné aux Etats et aux collectivités locales. Il s'agit d'un programme politique de développement durable. Il représente un texte juridique de propositions non contraignante mais faisant autorité. Ce document est communément appelé «*Agenda 21 local ou Action 21*»²⁰⁹ et va instrumentaliser le concept de développement durable dans sa phase opérationnelle auprès des collectivités locales. C'est une démarche de mise en œuvre concrète du projet de développement durable d'un territoire et envisage l'application locale des principes de la Déclaration de Rio. Ce document de la CNUED reconnaît dans son chapitre 28, l'importance fondamentale du rôle de la collectivité locale dans l'application du développement durable.

1. l'Agenda 21 Local : axe et ancrage

Le chapitre 28 de l'Agenda 21 du CNUED montre un encrage d'outil et rappelle que c'est aux collectivités locales d'entreprendre cette construction. Ce chapitre prévoit que : « *Il faudrait que toutes les collectivités locales instaurent un dialogue avec les habitants, les organisations locales et les entreprises privées afin d'adopter un programme action 21 à l'échelon de la collectivité. La concertation et la recherche d'un consensus permettraient aux collectivités locales de s'instruire au contact des habitants et des associations locales, civiques, communautaires, commerciales et industrielles et d'obtenir l'information nécessaire à l'élaboration des stratégies les plus appropriées* »²¹⁰. L'idée est de faire intervenir tous ceux qui font vivre le territoire comme les habitants, les collectivités locales, les organisations locales et les entreprises privées. Le souhait de ce principe est de faire en sorte que l'Agenda 21 puisse se fonder sur des réalités locales et sur ce qui fait l'identité du territoire d'un point de vue social, économique, environnemental, démographique, géographique...

On peut retenir trois idées fortes sur lesquelles cet outil est fondé :

208. CMED, 1987, p.51), *Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*, Rio de Janeiro, Brésil, 3-14 juin 1992.

209-CNUED, 1993, *Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement. Action 21. Déclaration de principes relatifs aux forêts*, Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, New York, 256p.

210. CNUED, 1993, op. cit.

- * il prévoit que les préoccupations soient articulées à court et à long terme à l'échelle locale et globale afin que toute stratégie de long terme soit incarnée dans des actions de court terme ;
- * la solidarité est essentielle, lorsqu'il existe des fortes disparités entre espaces et échelles (*planétaire, régionale ou locale*).
- * les politiques, les actions, les choix techniques opérés sont appelés à prendre en considération, cette solidarité entre le Nord et le Sud. Il en est de même à l'intérieure qu'à l'extérieur d'une échelle (*nationale, régionale, locale...*) de mieux construire cette solidarité ;
- * il y a également l'idée selon laquelle, une responsabilité partagée existe entre tous les acteurs (*acteurs mondiaux, nationaux et locaux*) sur le sujet des besoins et de la satisfaction. Ce qui implique ici, est d'associer les populations aux projets qui les concernent. Cette opportunité exige l'implication dans les décisions et dans la définition des projets pour toutes les parties concernées.

Afin de répondre à ces trois ancrages, l'Agenda 21 Local est décliné localement en actions concrètes formant des agendas locaux (*projets locaux urbains et ruraux*) avec des caractéristiques spécifiques. Les caractéristiques auxquelles l'Agenda 21 local représente, permettent d'en appréhender la définition opérationnelle au niveau de toutes les échelles (*globale, nationale, régionale et locale*).

2. Les caractéristiques inspirées du Sommet de la Terre sur l'Agenda 21 Local.

Les caractéristiques ne montrent pas qu'il existe une procédure d'Agenda 21 Local mais, des outils qui montrent sa mise en œuvre par les acteurs. Il s'agit entre autres :

- * un document de planification stratégique pour le territoire à long termes (*quinze à vingt ans*) ;
- * le document se veut au préalable, un outil de diagnostic territorial ;
- * son élaboration et sa mise en œuvre doivent être accompagnés d'un débat public approfondi ;
- * il doit concerner une zone géographique cohérente sur le plan démographique, environnemental, économique... ;

* il fédère les initiatives des différentes structures (*collectivités, associations, entreprises...*) afin qu'elles enrichissent la démarche initiale ;

* une démarche transversale coordonnée intégrant les aspects sociaux, environnementaux et économiques dans le cadre d'une gouvernance et d'un débat public approfondi. De ce point, l'objectif est d'apprendre à travailler ensemble entre services, élus, populations, opérateurs économiques et plus largement avec l'ensemble des acteurs du territoire. L'aspect essentiel de ce volet est de créer une synergie entre différentes composantes dans une démarche de développement durable. L'intérêt est de créer des partenariats et intégrer dans les réseaux d'expériences. La finalité est d'enrichir le contenu des projets afin de disposer des moyens financiers plus importants.

Cette définition associe les volets environnementaux, écologiques, économiques, sociaux et culturels. Bien que le terme soit rependu dans tous les sens, la définition du développement durable demeure floue. Dans cette définition, il apparaît plusieurs significations qui se dessinent comme solutions de gérer les problèmes mondiaux sur le plan opérationnel. Dès lors, le développement durable devient un objet politique difficile à définir et se décline sous la forme d'une analyse globale. Parfois, il suppose résoudre les contradictions et créer une harmonie entre environnement, économie et société. Dans cette condition, n'est-il pas utopique de croire à une telle définition globale ? De cette définition, le développement durable s'efforce de réunir un certain nombre d'aspects positifs qui suscitent des réflexions sur la nature, les ressources naturelles et l'écart de développement entre le Nord et le Sud. La définition opérationnelle du développement durable touche aux trois piliers liés : environnement, économie et social. Le concept repose sur 10 points clefs rassemblés en deux catégories. Il y a :

- 5 finalités essentielles auxquelles doivent contribuer le projet et les actions : lutte contre le changement climatique ; préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ; épanouissement de tous les êtres humains ; cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations ; dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables. Il y a également d'autres éléments déterminants de cette démarche qui consistent à conduire ce type de projet d'Agenda 21 local : *participation ; organisation du pilotage ; transversalité des approches ; évaluation partagée ; stratégie d'amélioration continue* etc.

Section 3

Historique du concept de développement durable dans le contexte africain

Dans un contexte africain, il faut situer la conceptualisation du développement durable dans le temps et dans l'espace. Il est nécessaire de prévoir deux périodes phares. Il s'agit des périodes avant et après Rio en 1992 au Brésil. C'est ainsi que nous abordons d'une part, la période avant la *Déclaration de Rio* et d'autre part, *la période après Rio*.

Lorsque l'unanimité était consacrée sur ce concept lors de cette conférence de Rio, le professeur Chapuis déclare soudainement que : « *le développement durable devrait désormais constituer la matrice conceptuelle de toute politique* ». Dès lors, les pays africains sont restés prudents face à cette notion²¹¹. Ils considèrent comme une tentative de limiter leurs moyens de développement. Cette attitude contradictoire à Rio, constitue le fruit de l'échec des négociations qui ont eu lieu lors de cette conférence. C'est le point de départ d'une difficile appropriation du concept de développement durable par ces pays. On constate que dès le départ, l'Afrique a observé une attitude ambiguë, voir hostile face à la consécration du concept de développement durable. Face à cette situation, quelques cas empiriques expliquent l'ambiguïté du concept de développement durable. C'est le cas des difficultés pour certains acteurs interviewés dans la région de Kayes (les bénéficiaires du PADDY) qui avaient du mal à donner un sens explicite à la notion de développement durable. Comme il montre (Daniel Siméon Kelema 2010), « *Les pratiques culturelles de développement durable existaient déjà chez nous mais, on n'avait pas le concept comme celui véhiculé par la conférence de Rio en 1992. Sur les pratiques locales de développement durable menées par les paysans, ça n'a pas été importé. Nos pratiques traditionnelles montrent déjà l'existence du développement durable* »²¹².

L'Afrique se situe majoritairement dans la lignée des pays en voie de développement dont un nombre important des pays sont pauvres. Ceux-ci n'ont évidemment pas les mêmes conceptions que les pays développés sur la problématique du développement durable. Bien que ces pays privilégient la croissance et le développement ; ils considèrent souvent que le développement durable est une vision adaptée face à la problématique environnementale des pays riches. Ce que pense Veyrete Yvette (2007.p.42) à propos du développement durable sur

211 Fialaire. J, (2008) : *Les stratégies du développement durable*, l'Harmattan, Paris, p.35.

212 Interview avec le directeur national de l'agriculture du Mali, KELEMA Daniel Siméon (2010) sur les origines et émergence du concept de développement durable au Mali.

le cas africain : « *certains pays pauvres admettent mal les propositions venues de pays riches qui ont largement contribué à polluer la planète, à dégrader voir à détruire certains écosystèmes et qui continuent aujourd'hui à envoyer leurs déchets les plus dangereux dans ces pays pauvres comme le cas récent de la Côte d'Ivoire* ». Il faut comprendre que parmi ces pays, il y a ceux qui n'arrivent pas à faire face aux crises sociales (*pauvreté à un niveau élevé*) et la dégradation continue de leur environnement.

Cette position est comprise dans certains textes institutionnels qui envisagent un avancé significatif pour les pays en voie de développement. Cette position de l'Afrique a dégagé certaines visions communes dans son approche institutionnelle du développement et notamment, le développement durable avant le Sommet de la Terre de Rio en 1992. Il y avait eu également des visions plus formelles qui sont consacrées après Rio. Il s'agit des déclarations et conférences gouvernementales auxquelles qui ont confirmé la position africaine sur la question. C'est les cas comme le NEPAD, la Déclaration de Brazzaville, Ouagadougou, de Bamako etc. et les conférences préparatoires interministérielles de Johannesburg.

I - Le contexte africain avant la déclaration de Rio.

Dans les sillages des préoccupations prioritaires, les pays africains faiblement industrialisés ont mis l'accent sur la protection de la nature, des ressources naturelles et la préservation de leur souveraineté. Après les indépendances dans les années 1960, des signes d'inquiétudes apparaissent dans les modèles de développement (*régimes autoritaires, corruption, guerres civiles, dégradation de l'environnement, pauvreté croissante...*) de ces pays anciennement colonisés. C'est ainsi qu'à la fin des années 1980, le concept de développement va devenir un impératif, un terme générique avec un objectif affirmé de sortir de la pauvreté. Le concept va être institutionnalisé dans plusieurs domaines (*cadre institutionnel, cadre législatif, discours, manifestations culturelles, médias etc.*) en occupant l'espace public avec des promesses, des illusions autour de ce concept.

1. Dans le domaine des législations nationales.

Avant la déclaration de Rio en 1992, le cadre du développement durable est essentiellement tenu par les législations nationales liées à la protection de l'environnement et des ressources naturelles. C'est un cadre interventionniste et protectionniste de la faune et de la flore. La plus part des pays africains se sont dotés de ces dispositifs législatifs lié à la protection des forêts, des chasses, de la pêche avec comme ambition de gérer de façon durable, l'ensemble des ressources aquatiques et forestières. Cet arsenal juridique montre que la protection de l'environnement relève du domaine de la loi en Afrique. On peut retrouver les mêmes dispositifs juridiques au niveau continental et régional. Les pays ont poursuivi cette dynamique juridique au niveau supra étatique en adoptant certaines conventions relatives à la protection des espèces et écosystèmes continentaux.

2. Le domaine des conventions continentales et régionales.

C'est le cas de la Convention d'Alger adopté en 1968 par le Vème Sommet de l'Organisation panafricaine. C'est la seule convention régionale de portée générale en matière de protection de la nature et des ressources avant la déclaration de Rio. Il y a d'autres conventions sous-régionales inspirées du même objectif de protection de la nature et des ressources. La convention sous-régionale entre les pays du Conseil de l'Entente (*Une Organisation politique sous-régionale de l'Afrique de l'Ouest entre le Burkina-Faso, le Benin, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo*) signée au 3 décembre 1977 au Nigeria. Un autre accord sous-régional était venu renforcer celui d'Alger. C'est le cas de l'accord de coopération et de conservation entre Etats d'Afrique centrale sur la conservation de la faune sauvage signé le 16 avril 1983 à Libreville entre les pays respectifs (*le Cameroun, le Gabon, la République centrafricaine et le Soudan*). On constate bien qu'avec ces dispositifs politico-juridiques, le souci de mettre en place le concept de développement durable était déjà présent en Afrique dans le domaine de la protection de la nature et des ressources naturelles.

3. Dispositifs institutionnels et contraintes.

Devant ces contraintes, certaines législations nationales ont abouti à la mise en place des dispositifs institutionnels pour asseoir un cadre normatif. C'est le cas des institutions comme les départements ministériels de l'environnement, les directions nationales de l'environnement, les agences nationales de l'environnement ou les directions nationales et régionales des eaux et forêts. Ces dispositifs institutionnels existent dans tous les pays et

constituent une approche classique basée sur la protection de la nature depuis les indépendances des années 1960.

Dans certains pays africains (*Mali, Cameroun...*), la volonté politique d'intégrer le concept de développement durable à travers les préoccupations environnementales est devenue à nos jours une réalité des politiques publiques. On retrouve cette volonté affirmée dans les lois fondamentales. C'est le cas de l'article 15 de la Constitution malienne du 12 janvier 1992 qui déclare que : « *Toute personne a droit à un environnement sain. La protection, la défense de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour tous et pour l'Etat* ». De même, la Constitution camerounaise de 1996 prévoit le même dispositif (*le droit à un environnement sain*) de développement durable. On peut constater que ces pays se réfèrent aux dispositifs onusiens (*Stockholm, Rio...*) relatifs à la protection de l'environnement.

4. Les contraintes institutionnelles.

La plus part des réglementations nationales sont, aujourd'hui, confrontées à des nombreuses lacunes liées en matière de déforestation, de pollution de cours d'eau, de pollution de l'air... La démarche de la conceptualisation institutionnelle du développement durable qui se poursuit également dans le cas de politique de l'habitat ou d'aménagement urbain, des transports, de l'exode rurale vers le milieu urbain fait que, beaucoup de pays sont confrontés au phénomène. Des nombreuses lacunes persistent. Les politiques mises en place d'un développement qui se veut durable à travers la protection de l'environnement sont demeurées le plus souvent sectorielles et partielles. L'absence de concertation aux différents niveaux qui regroupent à la fois les populations, la société civile, les ONG, les collectivités locales, l'Etat et les différents partenaires au développement, n'a pas favorisé l'avancée du concept au sens onusien. C'est la raison pour laquelle, il y a des incohérences (*il s'agit de l'incompréhension de la notion par les populations locales...*) de la notion sur le terrain.

Ainsi, de nombreuses inadéquations persistent au niveau d'orientations et stratégies nationales et besoins des populations locales au niveau local. L'approche de la centralisation excessive de l'administration publique est sans doute, une des causes d'échec de ce nouveau paradigme de développement durable exogène. En Afrique, les contraintes ne se situent pas seulement au niveau des instruments juridiques mais, au niveau de la méthode de gouvernance territoriale. Bien que l'Afrique se situe dans un contexte expérimental, le concept du développement durable trouve ses moyens opérationnels dans une approche territoriale avec des moyens opérationnels (*Agenda 21*).

II - La problématique du développement durable africain après la déclaration de Rio en juin 1992.

Le continent africain a connu une série des rencontres basées sur la thématique du développement durable à l'ère des crises environnementales, sociales et économiques. Il s'agit des rencontres solennelles tenues respectivement dans le cadre de l'organisation de la francophonie. On dénote celles de Brazzaville, Ouagadougou, Bamako et des rencontres interministérielles basées sur le développement durable. Nous mettons l'accent sur la conférence de Brazzaville qui semble décrire les mêmes déclarations que celles de Bamako et Ouagadougou.

1. La conférence de Brazzaville sur le concept de développement durable

Du 27 au 31 octobre 2008, pour la première fois, s'est tenue à Brazzaville une conférence sur le développement durable. C'était le moment des rencontres de l'humanité pour une prise de conscience profonde pour anticiper sur l'avenir et le destin de l'humanité. Cette conférence se montre comme révélatrice du manque de développement durable en Afrique après Rio dans le domaine de la gestion optimale de l'environnement. Même si les efforts ont été pris en direction du continent africain en termes de développement durable (*sur le plan de l'environnement, de la pauvreté, manque d'infrastructures etc.*), la rencontre de Brazzaville avait comme objet d'affirmer les difficultés rencontrées et l'absence des outils pertinents pour le contexte africain du développement durable. Le temps était venu pour les pays du bassin du Congo de formuler des propositions concrètes pour obtenir des compensations sur les recommandations afin de réserver et sauvegarder l'écosystème mondial. Partis d'une situation de craintes (*dégradation de l'environnement, déforestation...*) visant la protection de l'environnement, les participants de la conférence de Brazzaville ont déclaré un certain nombre de mesures qui visent à protéger l'environnement en Afrique. Les promesses tenues par les précédentes conférences internationales n'ont pas tenu compte de la gravité de certaines situations en Afrique. C'est ainsi que ces mesures de Brazzaville se sont apparues pour inscrire un cadre de type africain. Ce contexte africain de Brazzaville explique quelque part que, certaines spécificités (*pauvreté, réchauffement climatique...*) de la problématique de développement en Afrique, n'ont pas été assez prises en compte afin de combattre les difficultés subies par les populations. La conférence a eu comme courage, de dénoncer le manque des outils nécessaires pour le développement promis depuis la conférence de Rio en 1992. Il était question de proposer des solutions théoriques et pratiques de l'humanité. Les principaux sommets de la terre ont été jusqu'alors vagues. Les solutions préconisées contre le

réchauffement climatique restent générales : gestion rationnelle et intelligente des espaces forestiers précisément, des forêts du bassin du Congo et de l'Amazonie brésilienne comme poumons de l'écosystème mondial. L'origine de ce réchauffement climatique comme révèle le sommet de Brazzaville demeure lié au mode de production capitaliste. Il s'agit de diagnostiquer et identifier les acteurs qui sont coupables de tous les dangers menaçant l'écosystème planétaire. Cela revient à démontrer que c'est le mode de production capitaliste, barbare, arrogante et sauvage qui est la cause première de la destruction des forêts. Dans cette perspective des atteintes portées sur l'écosystème du continent, l'Afrique demeure le moins qui pollue et celle qui subit plus des conséquences du réchauffement climatique planétaire.

Section 4

Les approches théoriques à l'œuvre du développement durable

Les approches théoriques qui sont à l'origine du développement durable touchent un contexte plus large, les cadres normatifs, les différentes disciplines et les logiques d'action des acteurs multiples. Cette diversité d'approches montre le contexte dans lequel le développement durable est utilisé dans plusieurs domaines (les cas empiriques à travers les projets de développement) et est caractérisé par la multiplication de significations (les représentations données par les acteurs...). A cet effet, nous soulignons plusieurs points dans cette section. Il s'agit de la difficile configuration conceptuelle développement durable et soutenable, les approches standardistes et contradictoires, l'approche interdisciplinaire du développement et les acteurs, stratégies et logiques d'actions.

I. Développement durable et soutenable : la difficile configuration conceptuelle

Après l'identification du concept de développement dans son ensemble, on peut retenir que le mot développement soutenable ou durable est beaucoup plus infléchi depuis son apparition. Ce terme développement durable prend sa source dans le sens original en anglais « *sustainable development* » traduit en français « *développement soutenable ou développement durable* ». En effet, la version la plus directe et communément acceptable est « *développement soutenable* ». Mais pour des raisons plus nationales, les pays francophones ont préféré appeler « *développement durable* ». Cette traduction assurait, en effet, une sorte de primauté de la langue française, car le terme avait déjà été utilisé en 1980 lors d'un congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) pour désigner « *un type de développement qui permet la conservation des ressources vivantes, la préservation de la*

diversité génétique et le maintien des équilibres écologiques essentiels ». Cette définition sous-entend une approche unique conservatrice et bio centrée.

1. Durabilité et soutenabilité

La notion de durabilité renvoie à celle de développement durable. Elle trouve place tant dans les discours scientifiques que dans les discours politiques. On trouve également dans le discours des sciences de la terre, de la vie ou de l'ingénieur que dans celui des sciences sociales. Elle désigne un objectif à l'action collective, elle exprime des interrogations nouvelles portant sur les processus de développement et sur leurs rapports avec l'évolution de la planète. On trouve son origine dans le discours politique (*Commission Brundtland*) et non pas dans le discours scientifique. Dans sa version la plus communément admise, elle se réfère au souci de préserver les ressources naturelles sans oublier aux générations futures. Le terme se veut un développement de qualité assurant sur le long terme l'amélioration des conditions de vie des populations. De ce point de vue, les conditionnements que suppose la notion pour la qualité de vie vis à vis de ressources naturelles ne suffisent pas pour un développement durable²¹³. Pour que nous soyons dans la démarche des sciences sociales, faut-il que le système économique, social et environnemental crée les conditions d'un développement durable. Le développement durable est par définition, une démarche de recherche interdisciplinaire. Les termes « *durable* » et « *durabilité* » sont réducteurs, car ils recentrent implicitement le concept uniquement sur l'aspect temporel, mais qui s'avère inadéquat lorsqu'il s'agit d'examiner et d'expliquer les états de fait ou les processus en jeu dans l'esprit des textes fondateurs. La préoccupation n'est pas seulement d'inscrire le développement dans la durée, elle est aussi, et surtout, de le rendre conforme à des objectifs éthiques. Cela recouvre par exemple, la valeur qu'accordent les communautés humaines pour la conservation des ressources naturelles, la préservation des possibilités aux générations futures...

Dans la définition du développement durable, l'OCDE fait référence aux sciences sociales selon lesquelles, le développement durable implique que l'on porte l'attention sur des considérations plus générales que la croissance économique et le bien-être matériel. Le concept englobe des préoccupations d'équité et de cohésion sociale ainsi que la nécessité de faire face aux menaces contre les biens communs de l'humanité. Toujours, l'OCDE met l'accent sur les liens entre les dimensions de la durabilité et sur l'obligation d'assurer un

213-Jolivet. M, (2001) : *Le développement durable, de l'utopie au concept*, Editions scientifiques et médicales Elsevier, Paris, p.281.

équilibre entre elles en cas de conflit [OCDE, 1998]. Ce terme développement durable insiste sur la gestion des ressources naturelles et donne la priorité à l'équité spatiale. A retenir dans cette perspective que de nombreux pays du Sud ont du mal à gérer leurs ressources naturelles.

En d'autres termes, un nombre important de chercheurs acceptent pour la traduction de développement soutenable, qui semble être le bon sens. En effet, « *to sustain* » signifie littéralement « *maintenir* » et non « *soutenir* » en dépit des apparences²¹⁴. Les deux expressions se mêlent et cohabitent dans la littérature francophone et ne recouvrent pas la même réalité. Beaucoup de pays francophones en voie de développement, se saisissent d'une certaine méfiance vis-à-vis de ces deux expressions. Dans les années 1990, certains sont parvenus à distinguer les deux expressions. D'une part, on a le développement durable qui privilégie la durée, c'est-à-dire la continuité des ressources dans le temps et d'autre part, le développement soutenable, qui est plus préoccupé par la soutenabilité, c'est-à-dire la justice dans la répartition équitable des ressources planétaires et la cohésion sociale. Dans cette formulation, l'expression « *équité intergénérationnelle et équité spatiale* » semble privilégier l'environnement « *conservation des ressources* » et les mesures de lutte contre la pauvreté particulièrement, dans les pays du Sud. Les ONG interviennent dans ce sens pour soutenir ces derniers et obtenir l'opinion publique internationale. Le contenu semble être détourné par les sciences sociales. Dans cette perspective, deux dimensions spécifiques sont à prendre en considération :

2. La soutenabilité dans la recherche

Le premier avantage de la soutenabilité implique de placer le temps au centre des réflexions, voir des décisions, et vis-à-vis de la controversée expression « *à court terme* » dans certains mouvements et conflits liés à l'environnement. Son second avantage est d'impliquer une dynamique (*les processus dans lesquels tous les acteurs participent à l'élaboration*) dans un espace multicritères. Les processus dans notre sens supposent une grille d'analyse sur les changements globaux entre acteurs-territoires dans le contexte local.

214- Macebo. F (2010), *Le développement durable*, Armand Colin, Paris, p.21.

3. La normativité de la soutenabilité

Les changements que les acteurs manifestent vis-à-vis de la soutenabilité, constitue à la fois une expression culturelle que les groupes sociaux entretiennent avec leur environnement. La référence aux critères du développement soutenable a une dimension culturelle. La norme dans le développement soutenable, est plus particulièrement le choix de compromis parmi différents objectifs impliquant des décideurs politiques (Faucheux 2001). Il est donc clair que la recherche relative au développement soutenable, se situe entre deux trajectoires : l'une les sciences naturelles qui tendent à objectiver les défis environnementaux et l'autre les sciences sociales, véhiculant une approche normative (*éthique, patrimonial, identitaire culturelle et territoriale...*) de l'environnement. C'est ainsi qu'on parle d'un paradigme de développement soutenable dans ce travail de recherche.

En ce qui concerne ce travail, le terme retenu est celui de « *développement durable* ». Il a été traduit pour la première fois dans un document officiel notamment l'article 2 du Traité de Maastricht en 1992. Ce traité définit le développement durable comme « *une politique et une stratégie visant à assurer la continuité dans le temps du développement économique et social, dans le respect de l'environnement, et sans compromettre les ressources* ». Aujourd'hui, c'est le terme communément utilisé. Ce travail n'arbitre pas sur la terminologie « *développement durable ou développement soutenable* », il met l'accent sur les enjeux réels du contenu de développement durable.

Dans le domaine scientifique, le développement durable touche l'approche économique, de l'écologie scientifique, le territoire à travers le changement social (*l'équité sociale la bonne gouvernance...*). Au plan territorial, le concept repose sur les principes territoriaux de l'environnement qui introduisent les notions de préservation et de protection des ressources au sein des territoires. Ce cadre scientifique implique un principe d'équilibre et de conservation des espèces humaine, animale et végétale dans le temps et dans l'espace.

Dans l'émergence de la société civile au Mali (*il s'agit des processus institutionnels comme la démocratisation, la décentralisation...*) et pour le cas de la région de Kayes (*les projets et programmes*), la plupart des projets de recherche s'approprie de cette notion de développement durable comme champ d'application scientifique. Cette démarche scientifique se réfère à un cadre théorique pluridisciplinaire : économie, écologie et l'interdisciplinarité des sciences sociales.

L'intégration de ce concept dans les projets et programmes explique le choix de cette méthodologie par les acteurs de développement. Dès lors, le concept peut apparaître dans le champ des sciences sociales comme un choix multidimensionnel et pragmatique touchant au caractère complexe et multidimensionnel des objets à l'étude. Evoquer le concept dans les sciences sociales permet d'évoquer les dynamiques sociales (Balandier. G) et identifier les questions de frontières disciplinaires. C'est ainsi que nous évoquons quelques paragraphes dans cette section. Il s'agit de mettre l'accent sur les approches standardistes et contradictoires et le cadre normatif de l'interdisciplinarité et pratiques politiques en matière des sciences sociales. Les acteurs orientent leurs choix stratégiques dans des domaines respectifs et s'approprient du concept.

Nous soulignons ici trois paragraphes afin de comprendre et définir la démarche scientifique du concept de développement durable.

II. Les approches standardistes et contradictoires : les aspects économique, écologique et équité territorial

Dans le cadre de l'émergence de la société civile au Mali (*à travers la décentralisation et la mise en œuvre des programmes de coopération entre acteurs et même au-delà*), le développement durable est devenu comme objectif prioritaire. Le sens que l'on donne à ce concept, peut varier d'un auteur à un autre, d'une discipline à une autre et d'une approche théorique à une autre. On recense quelques tendances autour desquelles tournent essentiellement les différentes approches du développement durable. Il s'agit entre autres, de l'approche faible de soutenabilité à l'approche forte de la soutenabilité et de l'approche d'équité territoriale.

L'approche forte de la soutenabilité est prônée par les tenants de l'économie écologique. Dans ce courant, il y a d'un côté, les tenants de l'état stationnaire (*le courant conservationniste, le Club de Rome*) et de l'autre, ceux préconisant la décroissance et l'équilibre entre environnement, économie et société (*économie écologique institutionnelle, école de Londres*). Dans le cadre d'un tel compromis, la croissance économique évolue, elle reste contraignante à l'environnement et n'est pas équitablement profitable à certaines sociétés. Ici, il y a l'existence d'une approche bio-centrée dont l'environnement constitue le centre des préoccupations humaines.

A l'opposé de cette approche forte, se situent les tenants de la soutenabilité faible. Il s'agit d'une approche socio-centrée et anthropo-centrée qui suppose une soutenabilité parfaite dans la croissance ou les formes de production sur le capital. C'est les tenants de la décroissance qui prône un développement viable et profitable à tous.

Nous allons analyser successivement, les différents types d'approches sur le concept de développement soutenable.

1. Approche économique et écologique du développement soutenable

Il y a quelques approches dans l'analyse économique et écologique du concept de développement durable. Il s'agit de la soutenabilité forte et la soutenabilité faible. Dans ce paragraphe, un accent est mis sur la juxtaposition de ces approches.

1.1 L'approche faible de la soutenabilité.

Cette approche de la soutenabilité faible propose de substituer le capital naturel ou les ressources fabriquées par l'Homme. Les ressources dont disposent les sociétés humaines sont de deux catégories : elles peuvent être naturelles (*capital naturel*) ou fabriquées. Les ressources naturelles se divisent elles-mêmes en ressources renouvelables (*l'énergie du soleil, le vent...*) et en ressources non renouvelables (*les énergies fossiles telles que le charbon, le gaz, le pétrole...*). A côté de ces ressources, il y a des ressources matérielles telles que celles fabriquées par l'homme (*les biens de transports, les barrages hydro-électriques, les adductions d'eau potable...*) et des ressources immatérielles telles que : les compétences et les qualifications des humains.

L'approche faible est basée sur l'existence de ces ressources naturelles et non naturelles. Elle porte une grande confiance dans les techniques comme opportunité pour la substitution de ces ressources. Pour ces tenants, le progrès technique remet en question la notion d'irréversibilité des destructions et des dégradations portées à l'environnement de ces ressources. Par exemple, un fleuve pollué peut être dépollué, une forêt détruite peut être réimplantée.

Les tenants de la soutenabilité faible tels que Pezzy (1989) définissent le concept du développement durable comme le maintien d'un potentiel de bien-être. Définis plus généralement, la soutenabilité est assurée à condition d'un « *maintien au cours de la capacité (stocks de capital) à délivrer la consommation correspondante de biens et services* » (Faucheux et Noël, 1995, p. 267). Le capital naturel en stocks représente une particularité. Il

est multidimensionnel et hétérogène. Il englobe l'ensemble d'énergie, des biens minéraux, des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables (Faucheux et Noël, 1995, p. 267).

Or, une tendance montre que ce capital naturel a des caractéristiques spécifiques les rendant non substituables (Faucheux et O'Connor, 1992, p.2-3). Ces auteurs citent les caractéristiques suivant du capital naturel :

a – le capital naturel est une dotation de la nature et s'avère non reproductible par les sociétés humaines. La dotation peut être modifiée dans des proportions importantes, mais, en substance, demeure irremplaçable.

b – L'activité économique nécessite, d'une manière ou d'une autre, des flux de ressources naturelles et de services dérivés du capital naturel. La réciprocité n'est pas vraie. Le capital apparaît alors comme structurellement plus « fondamentale » que le capital manufacturé.

c – Le capital naturel se caractérise par une fonctionnalité sans égale.

d – Il n'est donc pas toujours possible de substituer le capital manufacturé au capital naturel.

Il est à souligner à l'issue de ces caractéristiques que l'idée de substituabilité du capital naturel au capital manufacturé est rejetée par les tenants de la soutenabilité forte tels que Faucheux et O'Connor, 1992.

Cette approche de soutenabilité faible s'appuie sur la confiance de la capacité régulatrice du marché. Les moyens techniques sont des valeurs du marché productif. On voit que les mécanismes du marché s'appliquent sur le capital global dans ses composantes (*capital humain, environnemental...*).

Le système devient une régulation par le marché. Cela montre que le marché devient un moyen de substitution des biens globaux et suppose une ressemblance entre le capital naturel, humain, matériel et immatériel. Ce faisant, on voit un processus de production marchande dans tous les sens (*production par le marché sur les biens matériels et immatériels*). Cette approche s'inscrit dans une logique purement utilitariste et met au second rang, toute considération éthique ou les valeurs non marchandes.

1.2 L'approche de la soutenabilité forte (strong sustainability, école de la *Deepecology*).

La soutenabilité est dite forte quand on considère que les ressources naturelles doivent être maintenues en l'état. Il s'agit d'une approche bio-centré de l'environnement qui se base sur le primat de la nature. Les tenants estiment que les activités humaines doivent être limitées pour préserver la planète. Ces adeptes de la nature accordent la primauté à l'environnement sur l'humanité. Dans ce contexte, le capital naturel et le capital construit ne peuvent pas être substitués de manière parfaite. L'enjeu du concept de la soutenabilité souligne que les stocks de capital naturel est irremplaçable. En effet, cette approche montre qu'en conséquence, certaines actions humaines conduisent à des irréversibilités. Cette limitation aux activités humaines modifierait le rythme de croissance des économies et diminuerait la consommation des ressources naturelles disponibles. Les écologistes durs et les organisations environnementales défendent et se cantonnent en général dans cette position.

La *Deepecology* (*écologie profonde*) est une éthique particulière de la nature. Ce courant (Taylor, 1986 ; Rolston, 1994) définit le développement soutenable comme le maintien intact de l'ensemble de ressources naturelles. Cette conception bio-centrée de l'environnement trouve son fondement dans la reconnaissance de la valeur du vivant.

Elle rejette l'idée selon laquelle certains êtres vivants ont plus de valeurs que d'autres. En conséquence, l'approche place l'homme et l'environnement dans les mêmes droits d'existence. Dans cette optique, les tenants de la « *deepecology* » optent pour une rationalité de soutenabilité de type écologique pour tous les vivants. Cette rationalité signifie que l'être humain et les ressources naturelles maximisent une même fonction-objectif sous contrainte (Faucheux et Noël, 1995). Cette école (*deepecology*) préconise ainsi que l'activité humaine ne remette pas en cause l'intégrité environnementale. Elle rejette l'idée de considérer la nature comme bien destiné au service de l'activité économique et réclame un arrêt total sur cette dernière.

En conséquence, on peut comprendre que selon les tenants de la « *deepecology* », l'homme n'a le droit de toucher à la nature que pour ses besoins vitaux. Face à cette vision extrémiste de l'écologie profonde, l'approche forte de la soutenabilité avance un possible rapprochement entre écologie, économie et le social. Cela constitue à la fois, la rupture et la continuité entre l'écologie profonde (*naturaliste*) et la soutenabilité forte. L'écologie, dans la thèse de la soutenabilité forte, se distingue par la manière de traiter les relations entre

l'écologie, économie et le social. Cela rapproche l'environnement aux relations qu'il entretient avec les humains.

2. Juxtaposition des approches économique et écologique

La différence entre soutenabilité forte et faible n'est pas seulement une question de compréhension mais, elle constitue une véritable fracture conceptuelle (F. Macebo, 2006).

Les théoriciens de la croissance zéro (*approche conservationniste*) conçoivent le développement soutenable comme le maintien constant du capital naturel. Ce dernier est défini comme « *le stock qui produit le flux de ressources naturelles : la population de poissons dans l'océan qui génère le flux de pêche allant au marché ; la forêt sur pied à l'origine de flux d'arbres coupé ; les réserves de pétrole dans le sol dont l'exploitation fournit le flux de pétrole à la pompe* » (Daly, 1994, p. 30). Pour ce courant, il est difficile qu'un facteur remplace un autre (*le capital reproductif et le capital naturel*) dans ce contexte car, les deux sont complémentaires. Le projet de développement soutenable, dans son étiquette bio-centré, implique ainsi de traiter le capital naturel de manière spécifique et de considérer l'environnement comme une contrainte à la croissance économique.

Compte tenu de ces éléments, le développement soutenable est alors « *défini comme le développement maximal qui peut être atteint sans diminuer les actifs de capital naturel de la nation qui sont ses sources de base* » (Faucheux et Noël, 1995, p. 281). Les contraintes environnementales sont bien réelles face à l'activité humaine, d'où le concept de « *l'état stationnaire* ».

En effet, dès les années 1970 (*période des Trente-Glorieuses*), il y a eu une prise de conscience générale sur les conséquences négatives de la croissance économique sur l'environnement naturel (*Rapport Meadows et al, 1972*). Dans ce contexte, l'état stationnaire décrit la situation dans laquelle la croissance économique se trouve freinée par la rareté des ressources naturelles (*capital naturel*). Cette contrainte de rareté, Daly (1991) préconise un ensemble de conditions pour avoir un développement avec une qualité environnementale.

Premièrement, les taux de croissance économique et démographique doivent être nuls voir négatifs. Cela explique que toute augmentation de la population se traduit par une hausse de la consommation par personne. C'est une tendance qui risque d'amplifier la pression sur l'environnement.

Deuxièmement, les activités économiques doivent respecter le rythme de régénération et la capacité d'assimilation des ressources-stock. On peut souligner là, la définition des normes environnementales par les institutions. Cette vision de Daly montre également que la définition de contraintes environnementales devrait revenir aux normes internationales. C'est pourquoi il préconise dans sa thèse, la promotion du progrès technique visant à rendre possible la substitution entre facteurs matériels et immatériels.

Cette thèse de l'état stationnaire n'exclut pas totalement l'activité économique, mais la place au second rang au profit de la préservation de l'environnement. Elle insiste sur l'aspect multidimensionnel du capital naturel dans la satisfaction des besoins objectifs et subjectifs de l'homme. Par-là, on peut comprendre qu'elle valorise les aspects récréatifs, support des besoins et éthique du capital naturel.

Il est à souligner que l'aspect multidimensionnel du capital naturel n'attribue pas de valeurs monétaires à son statut de « *réservoir* ». Ce capital naturel ne peut être assimilé à des intérêts scientifiques, économiques, culturels...C'est la raison pour laquelle un accent est largement mis sur les générations futures dans la définition du développement soutenable. De ce fait, le capital naturel doit être maintenu au cours du temps de manière à ce que les générations futures aient au moins les mêmes domaines de possibilité que celle actuelle.

Cependant, l'idée qu'un état stationnaire puisse maintenir le capital naturel dans le temps est remise en cause par certains auteurs de la décroissance. A ce titre, Clémentin et Cheynet (2003), Latouche (2003), rejettent le concept de développement soutenable et préconise la décroissance conviviale. D'après ces auteurs, le maintien du système économique à un certain niveau conduit à l'épuisement du capital naturel. Dès lors, ces auteurs soutiennent que notre modèle de développement actuel n'est pas soutenable et viable car, il est actuellement axé sur la croissance infinie. Ceci dit que d'une manière ou d'une autre, toute activité humaine constitue une atteinte au capital naturel. Or, cela ne peut se faire qu'au prix de la destruction du capital naturel. Face à ce problème, l'avenir de générations futures est mis en doute. Ces auteurs préconisent la réduction de la production et de la consommation des pays riches.

Malgré la divergence de ces deux approches (*état stationnaire, décroissance*), elles semblent partager le même objectif : celui de préservation du capital naturel au profit de l'équité intergénérationnelle. Dans tous les aspects portant sur ce concept, l'intérêt des générations

futures semble l'emporter généralement sur celui des générations actuelles. Tout le monde semble accorder le même intérêt dans la multi-dimensionnalité du développement soutenable.

Toutefois, au sein d'une même génération, la limitation de l'usage des ressources naturelles, qui constitue presque le seul facteur de production des pays du Sud, ne fait qu'augmenter le clivage entre le Sud et le Nord. Cette tendance peut rendre le développement des pays du Sud non soutenable. Dans notre analyse, il convient de souligner que la soutenabilité implique non seulement l'équité inter et intra-générationnelle mais également un équilibre entre les dimensions économique, sociale et écologique du développement.

3. Quel rapprochement entre l'Homme et son écologie (*entre conservation, droit et respect envers l'environnement*) ?

Le concept intègre l'approche écologique comme science qui analyse les relations et les interactions qui existent entre les espèces vivantes d'un côté, regroupées sous l'appellation de « *biocénose* », et leur milieu, le « *biotope* », de l'autre²¹⁵. C'est la science des écosystèmes, dans le sens où elle analyse des systèmes « naturels ». Un système est une construction théorique qui fonctionne de façon cyclique avec un début et une fin.

L'écologie est une science apparue en 1866, avec le biologiste allemand Ernst Haeckel, à travers son ouvrage *Morphologie générale des organismes*²¹⁶.

Cet ouvrage détermine et annonce le terme « *écologie* » à partir de mots grecs *oikos* (« maison » ou « habitat ») et *logos* (« science »). Haeckel définit l'écologie comme la « *science globale des relations des organismes avec leur monde extérieur environnant, dans lequel nous incluons au sens large toutes les conditions d'existence* »²¹⁷.

La méthodologie de l'écologie s'étend au cœur de l'humain qui s'intéresse à l'étude des interactions qui existent entre l'espèce humaine et son milieu. L'Homme est l'élément d'analyse dans l'écologie ou de la nature. C'est ce que certains auteurs comme Robert Barbault (2000) qualifient d' « *écosystème humain* »²¹⁸.

215- Anne-Solange. Muis (2011), *L'application territoriale du développement durable : de la stratégie à l'action*, Berger-Levaul, Paris.

216- Haeckel. E, Heinrich. P. A, *The History of Creation or the Development of the Earth and Inhabitants by the Action of Natural Causes*, D. Appleton, 1901, 2 vol.

217- Lamy. M, (2001), *Introduction à l'écologie humaine*, Ellipse, p. 270.

218- Barbault. R, (2000), *L'écologie générale : structure et fonctionnement de la biosphère*, Dunod, 2000, 5ème éd., p.326.

La ville ou le territoire des acteurs étant devenu le principal milieu des sociétés humaines, la science s'est étendue à l'écologie urbaine. La méthode de cette démarche s'applique à un système humain spécifique (*lutte contre la pauvreté, cadre de vie...*), un système urbain ou rural (*conservation des ressources naturelles, précaution, effet de serre...*).

Cette méthodologie d'impliquer la mise en œuvre d'une politique de développement soutenable est liée à la stratégie des acteurs qui, portent un jugement sur les effets ou les impacts qui peuvent toucher les acteurs. Par exemple, une collectivité territoriale s'engage dans une action de développement soutenable avec la méthodologie de s'interroger sur les effets qui peuvent toucher directement ou indirectement son territoire.

4. Quels fondements théoriques pour l'équité territoriale du développement soutenable ?

Une série des conséquences causées à l'environnement a conduit les chercheurs, les politiques et économistes à trouver des solutions pour les problèmes environnementaux très conséquents. Depuis les Trente Glorieuses et les années d'après-guerre, la succession d'accidents climatiques et la production industrielle excessive incontrôlable, vont placer l'« *environnement* » au centre des préoccupations scientifiques pour les territoires. L'environnement va devenir le cœur d'une politique territorialisée. Il est défini, selon le Grand Robert, « *l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologique) susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines* ». A cette définition, il ressort que l'environnement n'est pas seulement ce qui environne l'homme, mais ce qui agit sur lui et donc conditionne plus ou moins son existence.

A titre sociétal, il est considéré comme l'ensemble des éléments qui forment les cadres, les milieux et les conditions de vie de l'homme et de la société²¹⁹.

Dans ce cadre, l'environnement est rapproché du cadre de vie des populations. L'environnement devient une politique de territoire. En géographie, « *le territoire signifie une entité spatialement délimitée, appropriée et revendiquée par une collectivité qui exerce sur cet espace spécifique des usages, lui attribuant une fonction propre qui évolue dans le temps selon les modalités socioculturelles et historiques de ladite collectivité* ²²⁰». Ce territoire s'organise à partir d'une société.

219- André. A, (2003), *L'évaluation des impacts sur l'environnement, processus, acteurs et pratique pour un développement durable*, Presses internationales polytechniques, 2003, 2ème éd., 519 p.

220-Anne-Solange Muis (2011), op.cit., p.17.

Il est encore déterminé par le géographe Marc Le Berre (1995) autour de trois dimensions constitutives qui sont :

- une dimension identitaire, où l'espace est approprié et revendiqué par la population qui l'occupe ;
- une dimension matérielle, qui résulte de l'usage, c'est-à-dire de la fonction que les populations attribuent au territoire et qui évolue dans le temps ;
- une dimension organisationnelle où le territoire est défini comme une entité dotée d'une configuration spécifique des acteurs sociaux et institutionnels, elle-même caractérisée par des rapports d'hierarchie, de domination, de solidarité et de complémentarité.

Ces trois dimensions dégagées par ce géographe montrent que le territoire est l'espace administré par les institutions et s'organise autour des projets et des acteurs. De ce fait, le territoire est un projet (*emploi, éducation, santé...*) sur lequel s'appliquent les décisions des acteurs, résoudre un problème sur une situation donnée (*pauvreté, risques environnementaux*) et chercher une ou des solutions adaptées.

De ces définitions précitées, le développement soutenable dans sa configuration scientifique du territoire est d'abord une politique d'organisation du territoire. Cela vise à protéger et conserver les éléments dits « naturels » (*les systèmes écologiques*) afin de permettre aux populations en place de se développer et de s'épanouir dans le cadre de vie qui leur convient.

Le cadre de vie meilleure soulève la question d'équité sociale pour le développement soutenable. Au sens étymologique, l'équité sociale désigne le respect absolu de ce qui est dû à chacun et induit une réflexion sur l'équilibre. Du point de vue de la notion du respect, il s'agit du respect des populations, de leurs cultures, de leur pays, de leurs ressources économiques et de leur développement. C'est ainsi qu'il est énoncé dans la Déclaration de Rio sur l'environnement en juin 1992 qui stipule au principe 3 que : « *les pays ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources, mais non de causer des dommages à l'environnement à l'extérieur de leurs frontières* ». Ce principe sous-entend par-là, le respect du développement soutenable des territoires.

En guise de conclusion de ce paragraphe, il est relativement difficile de dresser un classement des auteurs, des approches et courants de pensée sur le concept de développement soutenable. Il est également difficile de trancher entre soutenabilité forte et faible. La soutenabilité faible n'attribue pas assez de valeurs aux biens environnementaux mais, elle contribue à la production des biens. La soutenabilité forte constitue une source de

contradictions profondes entre les acteurs et met en valeur l'irréversibilité des ressources naturelles. En termes de contradictions entre acteurs, les deux tendances continuent à alimenter l'illusion autour du développement durable. Toutefois, les frontières entre les différentes approches (*durabilité forte et faible, économie écologie et équité territoriale*) liées au concept que nous avons dégagé si haut sont floues. Tout d'abord, les divergences entre soutenabilité forte et faible ne portent pas sur la vision de l'avenir de l'humanité sur laquelle il y a consensus. Dans les deux cas, l'environnement est perçu comme un frein à l'avenir. Dans la soutenabilité faible, l'environnement constitue un moyen de transformation et d'exploitation continue des ressources où la question de l'épuisement ne pose aucun problème avec la substitution par les moyens de l'innovation technologique (F. Mancebo, 2008, p. 56). En ce qui concerne la soutenabilité forte, la vision de limiter les ressources, conduit l'action humaine à la soumission face aux préoccupations humaines. Tous les courants se cantonnent dans l'économie écologique (conservationnisme).

En dépit de cette difficulté, la littérature en matière de développement soutenable est marquée par la transition de la soutenabilité très forte vers la soutenabilité faible selon la prise en compte des contraintes écologiques dans l'analyse et dans la production actuelle.

Tout d'abord, en réaction aux impacts environnementaux négatifs de l'activité humaine, les tenants de l'écologie profonde adoptent une éthique particulière de l'environnement. Selon cette dernière, l'homme et la nature sont égaux en droit. La nature dispose une indépendance vis-à-vis de la considération humaine. Ce courant milite de sorte que la nature ait le même droit qu'à l'existence de l'espèce humaine. Au sein de l'économie écologique, on assiste à deux sortes d'analyse. Premièrement, on part du conservatisme pur qui préconise des taux de croissance économique et démographique négatifs comme seuls moyens de préserver l'environnement naturel.

Deuxièmement, l'analyse admet une approche intermédiaire soulignant le rôle du progrès technique dans la substitution entre les différents composants du capital global.

Selon la thèse conservationniste (*croissance stationnaire*) un taux de croissance économique positif implique en effet une réduction du capital naturel, qui ne peut être substitué. Les tenants de la soutenabilité forte récupèrent une partie de l'analyse de Daly concernant les conditions de soutenabilité (*respect de capacité des charges, taux de croissance démographique nul*). Leur analyse constitue une rupture avec celle de Daly dans la mesure où elle admet une substitution entre les types de capital par l'innovation technologique.

Enfin, en mettant en avant le rôle du progrès technique, les tenants de la soutenabilité faible adoptent une approche anthropo-centrée selon laquelle les contraintes écologiques ne sont que relatives. Elles ne constituent nullement un obstacle à la croissance économique.

La dimension territoriale est retenue dans un cadre théorique comme objet principal du concept qui intègre et recadre l'homme dans ses actions et espaces qu'il habite. Les dimensions que le territoire soulève montrent qu'il est avant tout une valeur. Cette valeur montre qu'un territoire ne se limite pas seulement de son espace habituel mais, conduit et provoque des effets sur d'autres territoires. Les inégalités et les injustices qui peuvent toucher à un territoire donné, se manifestent d'un territoire à un autre. Cette réalité se produit dans le cadre des politiques de coopération décentralisée entre des territoires d'horizons différents. Dans le cadre des politiques territoriales sur l'environnement, ce cadre a donné naissance à la notion d'importation des concepts du développement soutenable (*Pearce D., Markandya A., Barbier E.B, 1989, Blueprint for a Green Economy, Earthscan Publication, Londres ; cité in F Mancebo, 2008, p. 41*). L'importation de ce concept de soutenabilité de développement se produit d'un territoire à un autre. Le même auteur (F Mancebo 2008) définit l'importation du développement soutenable comme processus par lequel, un territoire garantit la soutenabilité de son développement en rejetant son coût sur d'autres territoires. Par exemple, coopération entre territoires pour résoudre le problème de pollution, traitement des déchets, problème de gestion d'eau potable. Dans ce contexte, toutes les actions conduites par les territoires sont à cette exigence du concept de développement soutenable.

III - Approche interdisciplinaire du développement : pour quel cadre normatif face aux pratiques ?

Selon Zuideau B « *L'interdisciplinarité dans les sciences sociales suppose l'instauration d'un dialogue entre chercheurs de disciplines différentes, qui doit aller au-delà de la simple juxtaposition de connaissances et qui peut prendre la forme d'emprunts de concepts* »²²¹. Ainsi comme le souligne Gilles Klein (2000, p.401) en s'inspirant ici de Michel Foucault, les savoirs sont loin d'être des îles isolées les unes des autres. Cela suppose que les disciplines entretiennent des relations par savoirs spécifiques, par des pratiques spécifiques et appropriation des concepts. Cette forme d'hybridation peut produire des formes d'importation des concepts dans le domaine des sciences sociales. De ce fait et sur le plan théorique, des formes d'interdisciplinarité existent dans les disciplines et dans les pratiques formant des concepts, méthodologies, des outils et techniques.

1. Cadre normatif de l'interdisciplinarité du développement durable.

Les politiques liées au développement des territoires constituent « *une action politique située* »²²². Chaque territoire a ses spécificités et ses propres problèmes sur une question spécifique (*économique, social, environnement...*). Les acteurs interviennent dans deux approches : *préséance normative et préférences normative* M. Leclerc-Olive (2006). Ces approches éclairent les manières de faire le politique sur une action donnée et les manières de décider pour résoudre les problèmes des acteurs. Ce cadre normatif des acteurs s'inscrit dans la dynamique de résolution des problèmes.

C'est dans cette même perspective normative (*préséance normative et préférence normative*) que les définitions onusiennes liées au développement durable constituent l'aboutissement d'un axe d'interdisciplinarité sur le social, l'économie, l'environnement et la culture. Cette interdisciplinarité autour d'un objet social (*approche territoriale du développement soutenable pour résoudre la pauvreté comme action politique située citée par M. Leclerc-Olive (2009)*), favorise les recours à des connaissances issues de différentes disciplines autour d'un même objet de recherche.

221. Zuideau. B, (2010), *Développement durable et territoire*, Presse Universitaire du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, p.38.

222. Leclerc-Olive. M, (2006), dir. *Affaires locales, De l'espace communautaire à l'espace public politique*, Paris, Karthala-GEMDEV.

Ceci met en jeu la question de l'articulation des savoirs produits par les disciplines scientifiques. Il s'agit de la sélection ou l'articulation des connaissances jugées pertinentes par la communauté de chercheurs concernés pour parvenir à une réponse adaptée aux enjeux de la recherche. Produire des connaissances interdisciplinaires dans notre sens ne permet pas d'explorer ou redresser un domaine disciplinaires, mais d'apporter un champ de précisions sur un objet scientifique en mal de construction. C'est apporter des précisions sur le cas de l'articulation conceptuelle du développement soutenable qui se trouve à la croisée de plusieurs chemins.

Par ailleurs, le recours à l'interdisciplinarité dans un cadre normatif peut être considéré comme le traitement des situations nouvelles. C'est aussi traiter les questionnements soulevés par la notion de développement durable en termes des crises environnementales, économiques et sociales. C'est à ce postulat que la question nous rapproche à l'interdisciplinarité pour la gestion de certains risques. L'approche normative peut apparaître selon les cas d'étude, comme des sujets d'étude des domaines scientifiques évoluant dans le temps. Elle est aussi un processus performatif relevant d'une injonction institutionnelle et résulte de pratiques de recherches effectuées sur le terrain. Les travaux de Marcel Jollivet (1992, 2009) ont montré dans ce sens que : *l'interdisciplinarité s'analyse, de manière pragmatique, comme une pratique qui nécessite d'être interrogée au regard des problèmes qu'elle génère et des solutions qu'elle permet d'apporter*. Ce postulat suppose un intérêt pour le chercheur, une construction institutionnelle du concept et son insertion dans les programmes de coopération au développement.

2. Les limites scientifiques de l'interdisciplinarité.

La référence à l'étude du concept de développement soutenable permet aux chercheurs de s'engager dans l'interdisciplinarité. Cette possibilité permet au chercheur d'avoir la capacité de manier des procédures et des méthodes qui ne relèvent pas forcément de sa formation initiale²²³. C'est également une procédure par laquelle le chercheur incorpore dans son propre cadre d'analyse, des modalités d'appréciation de la problématique mais aussi, de son traitement. Dans d'autres mesures, elle permet de construire une réflexion collective sur les techniques liées à l'élaboration des connaissances scientifiques. Cette pratique aide les chercheurs à comprendre les valeurs culturelles des autres communautés et offre une

223. Galochet. M., Longuépée J., Morel V., Petit O. (dir.), (2008), *L'environnement : discours et pratiques interdisciplinaires*, Arras, Artois Presses Université.

perspective critique partagée autour d'une réflexion sur un objet commun. En ce sens, elle implique un travail de réévaluation de ses propres pratiques scientifiques. Ce faisant, elle questionne les contraintes normatives qui encadrent le processus créatif des chercheurs.

IV. Identification des acteurs, stratégies et logiques d'action face au concept de développement durable

Le développement dans ses multiples interprétations se réclame participatif par les acteurs et dans les objectifs. Dans le domaine des sciences sociales, les chercheurs se sont intéressés aux comportements des acteurs qui se mobilisent dans le projet de développement. A cet effet, les politiques de développement durable se construisent à partir d'objectifs et d'orientations qui impliquent une multitude d'acteurs publics et privés. Pour quels acteurs, quelles stratégies et logiques d'actions dans l'analyse du concept de développement durable ?

1. Pour quels acteurs agissant sur le concept ?

Evoquer les acteurs, leurs stratégies et logiques du développement durable, revient à mettre l'accent sur les acteurs participant au développement, les intérêts et les logiques. Cela confère du sens aux décisions et explique très généralement, la réussite ou l'échec des actions entreprises. Les acteurs sont les individus ou groupes sociaux qui interviennent dans une action (*projets ou programmes de développement*) et se sentent impliqués dans la recherche des objectifs de cette action de développement. Toutefois, on peut distinguer deux types d'acteurs :

- les acteurs institutionnels (*les technocrates*) sont ceux qui disposent d'une autorité légitime (*les pouvoirs politiques à différents niveaux*) ou un pouvoir accordé dans un cadre institutionnel reconnu (*direction d'institutions publique, privées, religieuses, éducatives, économiques et sociales...*) ;
- les acteurs non-institutionnels (*société civile*) sont ceux qui ne disposent pas d'autorité d'origine institutionnelle et qui peuvent, dans certains cas, se constituer en collectifs, groupements (*associations, syndicats*) etc.

Dans un autre langage, on peut appeler ces acteurs à des agents, souvent institutionnels (*individus et instances*) qui, au sens propre du terme, sont chargés de gérer, d'administrer pour le compte d'autrui. Les acteurs dirigent les actions (*pré décision, décision, évaluation, contrôle des actions*) dans le cadre d'un projet, d'un programme et d'une politique déterminés.

Ces acteurs ou agents dépendent de la prise de conscience du problème, de leurs capacités, de leurs ressources, et du degré de la mobilisation pour affronter un problème quelconque. Ils agissent sur des logiques, perceptions, des intérêts et positionnement en vue d'un ou plusieurs problèmes concernés.

2. Quelles sont les stratégies de ces acteurs de développement ?

La stratégie du développement est principalement une démarche. Elle peut être définie comme suit : c'est la conception et le mode d'opération et de mobilisation des ressources associées en vue d'un but ou des objectifs à atteindre. Elle implique plusieurs volets et s'applique dans des modalités différentes.

- *Les identités cibles* : les stratégies du concept de développement ciblent les identités ou groupe social donné dans les rapports liés au développement d'un territoire. L'utilisation du concept de développement se réfère aux classes sociales, à l'identité, au groupe socio-professionnel, les ethnies, l'appartenance religieuse, les communautés locales, l'Etat etc. Ces identités constituent en avant premier, des acteurs qui sont sujet des stratégies des projets de développement via les conditions sociales dans lesquelles les groupes s'y trouvent. Pour faire face, ces identités ou groupes mobilisent des ressources. Ces identités s'investissent dans plusieurs stratégies qui sont de trois ordres.

- *Les stratégies et les ressources* : ces ressources renvoient aux conditions socio-économiques et le savoir-faire auxquels les acteurs mobilisent dans leurs stratégies liés au concept de développement durable. Par exemple, pour mener un projet de développement durable dans un territoire bien donné, le cabinet d'expert mène un diagnostic à priori, afin d'évaluer sur les ressources disponibles (*biens de production, savoir-faire et savoir-technique etc.*). Les ressources renvoient également aux biens matériels et immatériels. Face à ces biens, le monde extérieur intervient pour enclencher et entreprendre tout type de projet via les ONG, les opérateurs économiques, agents de développement local afin d'intégrer tout type de concept de développement.

- *Stratégies par l'environnement* : l'environnement est devenu le support de tout justificatif pour valider une stratégie de projet de développement durable. Il rentre dans les mœurs des praticiens et intervenants sur les territoires en développement. L'installation des investisseurs extérieurs dans un territoire est directement liée à ce choix environnementaliste et doit se convertir et se porter garant de l'environnement. C'est ainsi que toute sorte de stratégie qui se crée de nos jours, est directement institutionnalisée par les acteurs et donnent

une identité légitime avec une valeur ajoutée de l'environnement. Par exemple, certaines constitutions nationales, collectivités locales, ONG, associations... intègrent l'environnement dans cette logique et dans leurs constitutions. Par exemple, le cas de la constitution malienne dans son article 15.

- *Stratégies par les pouvoirs* : le pouvoir de décision joue fondamentalement un rôle primordial dans la stratégie et logiques de projets de développement durable. C'est par le pouvoir politique (Weber) que les relations sociales se jouent ou reposent sur une dualité ou juxtaposition entre les acteurs traditionnels (*communautés locales*) et modernes (*Etat, ONG, Promoteurs de Programmes de développement*). Ce pouvoir politique est le moteur ou forces de dominations existantes dans la configuration des modèles de développement que nous avons précédemment définis. La stratégie de conduite par les acteurs, définit, identifie et implante le concept dans les projets et programmes de développement durable.

3. Représentations ou logiques sociales du concept de développement durable.

Les logiques ici, sont des représentations sociales ou langages qui communiquent sur un objet. Elles se déterminent dans des logiques différentes (*révélés, créations des projets, manifestations etc.*) traduisant une certaine compréhension des rapports au monde. Les représentations servent à communiquer entre les êtres vivants et sont considérées comme des faits sociaux (Durkheim).

Lorsqu'on parle des logiques sociales des acteurs dans notre cas, il s'agit de mettre l'accent sur le sens et mettre les modes de pensée et d'agir en cohérence.

On peut considérer ces logiques à trois niveaux :

- Les logiques sociétales sont les directives qui caractérisent l'ensemble de la société. Ces logiques sont les marques de la société qui visent les finalités de la société et les moyens qui sont disponibles pour l'élaboration des besoins sociétaux.

- Les logiques institutionnelles sont des directives qui cherchent à répondre aux besoins, finalités et aux intérêts des institutions et organisations de la société.

- Les logiques d'acteurs sont les comportements des acteurs. C'est également la raison d'être de tels ou tels acteurs sur un objet d'actions. Il peut s'agir d'un projet ou programme de développement entrepris par un ou plusieurs acteurs.

L'ensemble de ces logiques sociales fondent très généralement, la raison des actions ou les raisons d'intervention d'un ou plusieurs acteurs sur un territoire en développement. Comment

chaque catégorie de logique se distingue ? On peut mettre l'accent sur les raisons de chaque catégorie de logique dans cette configuration.

3.1 Les logiques sociétales

C'est une catégorie qui est théorisée dans les travaux de Claude Raynaut²²⁴. L'auteur parle dans sa théorie, trois types de logique de reproduction des sociétés : reproduction sociale, reproduction matérielle, reproduction démographique. Il montre que chacune de ces logiques présente un champ de cohérence interne et externe.

Les logiques internes caractérisent les sociétés du Nord comme mode de reproduction des valeurs de développement imposé aux autres sociétés en voie de développement (*du centre à la périphérie*). Ce sont des sociétés modernes qui se distinguent de l'autonomie croissante de la sphère économique par rapport aux autres sociétés (*en voie de développement*). Elles s'autorégulent et créent des modes d'opérations liés au développement.

Les logiques externes se caractérisent et reposent sur l'effet de la domination coloniale, de la force du marché, de la domination des projets et programmes de bailleurs extérieurs. Dans les sociétés dominées, l'économie est freinée dans la production sociale grâce à des exigences culturelles et religieuses. Les logiques de la sphère économique ont des exigences du développement ou domination sur d'autres sociétés.

3.2 Les logiques institutionnelles et organisationnelles

Dans les sociétés développées, ce sont des logiques qui orientent et planifient les actions, projets et programmes de développement à destination des autres sociétés moins développées. Les acteurs qui traduisent ces logiques peuvent être des Etats, des collectivités locales, des organismes de recherche, des universités, d'ONG, d'institutions religieuses etc. Ces logiques institutionnelles s'inscrivent dans les valeurs culturelles et relèvent de plusieurs éléments constitutifs. Il s'agit entre autres :

- Les objectifs qui se réfèrent aux finalités, c'est-à-dire aux visés de l'organisation/institution qui vont se concrétiser sur les productions sociales telles que les

224- Raynaut. CL, (1989), *L'opération de développement et les logiques du changement : la nécessité d'une approche historique. L'exemple d'un cas nigérien*, Genève-Afrique, vol. XXVII, n°2, pp.7-38.

projets ou programmes en action dans les collectivités territoriales. Ces objectifs sont projetés dans divers sphères de la vie sociale.

- Les relations sociétales de l'organisation avec le monde extérieure pour les négociations. Cela peut concerner le processus par lequel les groupes négocient avec d'autres acteurs pour construire l'offre et la demande sur les productions sociales (*projets, programmes etc.*).
- Les normes ou les règles de conduite qui règlementent l'organisation interne et les valeurs qui définissent les modes de conduites des groupes et des actions.
- Les ressources disponibles reflètent sur les savoir-faire humains et les ressources matérielles et financières.

Ces divers éléments se retrouvent dans les organisations sociales et interfèrent les uns sur les autres.

3.3 Les logiques d'acteurs dans la configuration développementaliste

Les concepts de développement sont tenus par les acteurs intervenant dans la production sociale des valeurs (*concepts de développement*) en objectant leurs intérêts et objectifs (*lutte contre la pauvreté*). Dans l'étude de ces acteurs et agents, beaucoup de chercheurs s'inspirent de M. Crozier et F. Friedberg pour montrer que les comportements des acteurs a bel et bien un sens, un langage dans les productions sociales²²⁵. Dans ce contexte, l'acteur cherche la solution qui correspond à son problème ou une situation donnée. Parfois, l'acteur n'a pas les solutions pour les problèmes ou n'arrive pas à atteindre les objectifs à atteindre. Quelles que soient les situations et les lignes de conduite de ces acteurs de développement, il y a toujours une problématisation (*un événement, anticipation d'une menace, dépassement d'une situation de déséquilibre etc.*) de la situation menée par l'action collective (*projets, programmes etc.*). Cette situation problématique enclenchée par les acteurs (*Etat, collectivités locales, société civile, ONG, opérateurs économiques...*) peut passer par une politisation de l'action collective notamment, le projet de développement d'une communauté, d'une ville, d'un quartier etc. Le projet peut entrer dans un processus de décisions politiques. La mise en scène de cette voie de politisation de la décision fonde l'objet de développement dans ses états (*concepts*) et se joue sur un terrain auquel plusieurs acteurs

225- Crozier. M. et Friedberg. F., (1977), *L'Acteur et le système*, Paris, Seuil, (1ere partie, chap. I, III, La démarche stratégique, pp. 45-49).

s'affrontent. Il peut s'agir des acteurs internes et externes, des acteurs qui s'opposent, s'affrontent les uns contre les autres pour construire l'objet du projet.

CHAPITRE 2 :

LE DEVELOPPEMENT DURABLE FACE A LA REALITE EMPIRIQUE

Introduction du deuxième chapitre

Ce chapitre traite le côté empirique du développement durable à travers quelques cas d'expérimentation. Ce sont des pratiques réelles sur le développement durable. L'accent est mis sur les acteurs des projets qui font leurs choix stratégiques à travers les différentes échelles sur lesquelles sont pratiquées les logiques du développement durable. La réalité empirique du développement durable évoque les pratiques endogènes du Mali dans son plan d'action de développement. Cela montre que le Mali a sa propre façon des pratiques endogènes de développement durable qui sont bien centrées dans des secteurs spécifiques (*agriculture, secteur minier, agroforesterie...*) à chaque niveau d'échelle.

Dans la région de Kayes, la réalité empirique du développement durable est largement analysée dans le PADDY (*Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané*) comme porteur des problématiques du développement dans le cercle de Yélimané. Ce programme de grande envergure est considéré comme un dispositif important considéré comme instrument d'innovation des territoires locaux. L'accent est mis sur la mise en œuvre de ce programme dans les territoires concernés. Les caractéristiques et la réalité empirique du PADDY sont identifiées dans la mobilisation et la participation de tous les acteurs concernés par le programme. Ces caractéristiques montrent d'un côté la volonté de participation de mise en œuvre du PADDY par tous les acteurs concernés et de l'autre côté, les difficultés de participation les échecs d'expérimentation agricole dans le cercle de Yélimané.

Dans cette perspective de la réalité empirique du développement durable dans la région de Kayes, nous tenons à mettre l'accent sur les acteurs, les associations, les stratégies et logiques. Ce sont des facteurs qui sont au cœur de cette mise en œuvre des pratiques et premières expérimentations de développement local. Les associations de développement local sont acteurs majeurs comme l'ADD (*Association Diama Djigui*) et l'ORDIK (*Organisation Rurale*

du Développement Intégré de Kolimbiné) qui ont porté la première réalité empirique du développement local dans la région de Kayes. Ces associations ont été quelques-uns des acteurs pertinents qui ont constitué l'embryon de la décentralisation malienne dans l'optique du développement local.

Successivement, les sections suivantes seront traitées et montrent comment cette réalité empirique du développement durable dans la région de Kayes est mise en action (*à travers les projets et programmes*). Il s'agit dans une première section de souligner les domaines du développement durable selon les acteurs, les logiques, les modes d'appropriation et la mise en œuvre aux différentes échelles. Dans la deuxième section, on s'intéresse à mettre l'accent sur les pratiques endogènes et exogènes du développement durable. Ceci montre que d'une part, les projets et programmes de développement durable sont inspirés des pratiques et savoir-faire extérieurs (*cadre normatif et standardiste*) qui ne sont pas appropriés par les bénéficiaires sur place. Par contre, les pratiques endogènes sont des savoir-faire et pratiques menées par les populations locales elles-mêmes (*qui sont moins valorisées par les partenaires extérieurs*) sur place. Ces pratiques endogènes et exogènes relevant du développement durable constituent de part et d'autre, des atouts. Dans cette perspective, une troisième section traite le contexte d'opérationnalisation du PADDY comme un cas concret de développement durable dans la région de Kayes. Pour finir, la quatrième section souligne des cas pratiques du développement local menés par les associations telles que les associations pionnières comme ADD et ORDIK dans la région de Kayes.

Section 1

Les domaines d'appropriation du concept de développement durable selon les acteurs

Les domaines d'appropriation du concept de développement durable est un processus par lequel on saisit un objet, un concept, un espace donné qui initie une dynamique d'action sociale, économique, environnementale et culturelle. L'importance de cette approche se signale dès lors qu'il est possible de saisir les conditions sociales d'émergence d'une pratique et d'en établir les modalités selon lesquelles elle contribue à modifier l'identité de l'acteur concerné. C'est un processus de transformation des savoirs, des modes d'élaboration des contenus, des logiques de collaboration, etc. L'appropriation suppose la mise en œuvre des pratiques, qui au-delà d'un simple usage ponctuel (*voir opportuniste*) contribuent à une modification des représentations des individus ou voir qui, modifient les techniques. Dans cette perspective, différents niveaux peuvent caractériser l'appropriation des domaines des concepts. Il y a entre autres : la problématisation d'une situation donnée (*ou facteur déclencheur*), les choix stratégiques des acteurs et les échelles d'intervention des acteurs. Ces facteurs concernent la dynamique participative des concepts de développement durable dans les projets et programmes de développement.

I - La problématique d'une situation donnée (*facteur déclencheur de développement*).

Les actions de développement sont toujours la résultante d'un facteur déclencheur intervenues sur des situations problématiques données. Par exemple, la question d'immigration, la pauvreté ou la prise en compte des conditions sociales d'une communauté donnée ou d'un territoire donné peut servir de prétexte pour les actions de conduite d'un projet de développement. Tout type d'acteur (*Etat, Collectivité locale, ONG, bailleurs de fonds, associations, entreprises etc.*) justifie un facteur déclencheur. Lors de nos enquêtes de terrain, c'est ce que montre le président de l'ACDS (*Association pour les Communes du Diombougou et Séro en 2017*) à propos de la raison d'être de leur association : « *Notre association a été créée en 2010 dans le but de combattre les problématiques de manque d'eau potable de nos territoires et combattre la pauvreté qui touche énormément les populations locales* »²²⁶. Cette action d'appropriation des problèmes et de leurs territoires peut s'identifier dans plusieurs secteurs clés à savoir les politiques publiques de développement, l'émergence accrue de la société civile (*les associations, ONG etc.*). Le problème déclenché dans l'espace public des acteurs devient un enjeu de la décision politique qui s'analyse en termes d'intérêt public.

226. Interview avec le Président de l'ACDS (2018) dans le cadre de l'enquête de terrain complémentaire.

Ensuite, la problématique s'appuie sur un objet donné (*problème d'eau potable, construire une école...*) qui s'analyse en termes de terrain (*occasion ou possibilité de résoudre des problèmes donnés*). C'est un moyen par lequel les acteurs jouent leurs stratégies d'action. C'est le cas des projets sélectionnés ou pris en compte par les acteurs dans le but de faire face à la problématique de pauvreté dans les pays en voie de développement. Les actions retenues par ces derniers, constituent des stratégies ou voies par lesquels les acteurs créent leur légitimité pour s'approprier des concepts liés au développement durable. La problématisation d'une situation donnée est corolaire aux politiques publiques interventionnistes des acteurs qui créent des choix stratégiques pour la résolution optimale.

II - Les choix stratégiques des acteurs (*indicateurs d'appropriation des actions*)

Il y a deux cas de figures auxquels les acteurs tiennent compte dans leurs choix stratégiques. On peut saisir les acteurs ou populations cibles, les options stratégiques qui s'analysent dans divers domaines. Dans ces choix, on peut retenir :

- *La thématique donnée* : c'est le volet qui concerne plusieurs modes d'agir (*conception des actions, définition du projet, méthode des activités, mode d'utilisation des ressources, modes de gestion relationnelle, démocratie...*). Ces choix stratégiques sont les moyens d'agir de l'expert ou du chercheur permettant d'interpréter ses actions.
- *Les modes de gestion ou modes de communication* qui définissent les programmes, la directive et les fonctions d'utilisation des ressources bien ciblées. Cette phase de gestion est secondée par les modes de communication qui consistent d'agir. Par exemple, le chercheur a une conception sur son projet de développement local ou durable qui lui permet d'être attentif ou le pousse à agir dans ses choix stratégiques. Cette procédure se réfère aux types des relations auxquelles les acteurs entretiennent dans la dynamique sociale. Ces deux types de procédés permettent de réaliser le projet ou programme d'une part et d'autre part, la communication constitue le niveau relationnel des acteurs.

Dans ces deux niveaux, on peut souligner plusieurs choix stratégiques auxquels les acteurs agissent le plus souvent. Il s'agit de la stratégie de l'espace délimité ou choix du territoire délimité (*autour du projet/programme...*), la temporalité du projet, l'interdisciplinarité (*projet/programme de développement*), la valeur ou le concept du type de développement choisis (*développement durable*) enfin, la communication qui véhicule le projet de développement.

L'espace ou territoire délimité du projet/programme. Un territoire choisis par les promoteurs (*du projet/programme*) de développement durable tient en compte les choix ou l'avis élaboré par les experts ou les situations sociales des populations de ce territoire. Par exemple le PADDY comme étude des cas de ce travail (*Programme de Développement Durable du Cercle de Yelimané que nous avons cité ci-haut*) est le choix stratégique de plusieurs acteurs qui ont délimité leur programme sur un espace donné.

La temporalité (autour du projet/programme), constitue toujours une des composantes de la conception stratégique de l'acteur sur son objet (*projet/programme de développement*) qui parfois, s'inscrit entre les objectifs fixés et les échéances qui s'étalent. Le projet de développement s'inscrit dans la dynamique du changement social et insère des actions dans les échéances prédéfinies (*visant le temps comme facteur primordial*).

L'interdisciplinarité est également utilisée dans la conception des choix stratégiques du projet/programme de développement. Cette interdisciplinarité joue la complémentarité entre plusieurs ressources auxquels les acteurs l'inscrivent dans leurs choix stratégiques. Plusieurs volets font intersection à savoir : le volet économique, social, technique et règlementaire.

L'utilisation des valeurs liées aux concepts de développement durable constitue un élément central. Ici, les valeurs se réfèrent aux actions bio-centrées ancrées dans les termes de développement durable, de biodiversité, de préservation des ressources naturelles etc. C'est le cas par les programmes de développement qui se convertissent en termes de développement durable (PADDY). Ce sont des valeurs qui incluent dans les choix stratégiques de projet/programme. Elles se réfèrent aux comportements des acteurs et à la réglementation en vigueur sur les ressources disponibles. Par exemple, la perception sur le climat ou la disparition progressive des ressources naturelles poussent les acteurs à choisir ces valeurs. On peut constater la participation des populations locales comme mode de gestion ou moyen par lequel les acteurs s'inscrivent dans une dynamique de développement durable.

Les modes de gestion du pouvoir (gouvernance) ou des ressources constituent un ensemble des démarches par lesquelles plusieurs niveaux interviennent. Dans cette perspective, les choix stratégiques sont dans la logique du gouvernement (*décisions conformes à la réglementation*) et de la gouvernance (*intervention des pouvoirs publics, société civile, collectivités locales, secteurs privés et associatifs*). Les démarches s'inscrivent dans une dynamique inégalitaire entre ceux qui imposent les décisions et ceux qui reçoivent

les décisions. Dans cette perspective, il y a les experts et les non experts. Les experts du projet/programme imposent et s'approprient facilement aux objets de développement. Ils définissent et appliquent les solutions supposées aux non experts (*populations locales ou bénéficiaires du projet qui sont parfois, mises en marge au projet*) dans le but de résoudre des problèmes. Cette situation inégalitaire permet aux experts de monopoliser les concepts liés au projet/programme de développement durable au détriment des populations locales ou bénéficiaires.

III - Les échelles d'intervention des acteurs

Le concept du développement durable se joue à des échelles multiples. Dans ce contexte, nous avons les niveaux local, régional et transnational qui demeurent des domaines d'intervention et d'appropriation des politiques de développement durable. Nous mettons l'accent sur chaque niveau d'échelle.

1. Du niveau local au régional.

Toutes les associations que nous avons rencontrées privilégient leur échelle respective (*village, commune, intercommunalité, cercle, région etc.*) pour des actions concrètes. Par exemple, ADCYF intervient au niveau du Cercle de Yélimané, l'ACDS au niveau intercommunal sur des problématiques précises. Dans les projets/programmes de développement durable, les acteurs jouent leurs stratégies d'intervention entre le local et le niveau régional. C'est un dépassement de niveau qui permet aux acteurs de se servir d'expériences pour des capacités. Certaines collectivités locales font cette interconnexion pour atteindre à un niveau de réseau stabilisé basé sur des relations horizontales. Ce processus engagé par ces acteurs aboutit à des créations des opportunités locales et régionales pour la consolidation du tissu social, économique et environnemental. C'est le cas par exemple d'un programme de développement durable mené par une ONG qui s'étend du niveau des quartiers, communal, départemental et régional. La coordination est assurée à plusieurs lieux d'actions pour conduire la réalisation des objectifs du programme. Cette échelle joue la complémentarité entre les acteurs. Par exemple, c'est le cas d'échanges entre les politiques ou entre les services et producteurs locaux. Parfois, les relations de pouvoirs se jouent de formes ascendante et descendante. Le problème des alliances peuvent se poser quant au niveau de la décentralisation du pouvoir entre les acteurs ou au niveau des conflits entre les agents institutionnels et non institutionnels.

2. *L'échelle des réseaux transnationaux (des concepts qui sont de plus en plus utilisés).*

Par le concept de développement durable, des réseaux sont largement constitués par des organisations locales, régionales pour former des réseaux transnationaux (*coopération décentralisée...*). Ces réseaux transnationaux se concrétisent dans les rapports Nord/Sud et créent d'autres concepts repris dans les définitions du développement durable. C'est le cas du commerce équitable qui établit ce rapport et entretien des liens de coopération entre plusieurs acteurs du Nord et du Sud. Par exemple, sur la question du commerce équitable, des ONG du Nord qui entretiennent des relations solidaires avec les secteurs de la production locale du Sud. Toujours dans ces rapports Nord/Sud, on voit des échanges d'expériences basés sur le concept d'économie sociale et solidaire. Le but est d'arriver à constituer ces réseaux transnationaux pour le renforcement de la société civile au niveau local et lutter contre la pauvreté. Ces réseaux apportent pour chaque partenaire, des moyens d'informations utiles, des échanges des services techniques permettant de faciliter la gestion et l'organisation de la communauté locale.

Quel est le rôle de ces réseaux d'acteurs transnationaux en termes de diffusion, de transmission et d'appropriation du développement durable ? Ces réseaux transnationaux interviennent sur des objets, des intérêts à défendre pour un groupe social donné. L'intervention de ces réseaux transnationaux constitue une forme du militantisme pour la défense des causes déterminées. Les modes d'intervention de leurs actions se réfèrent souvent aux modalités d'actions (développement durable) et d'expression des mouvements sociaux (*manger bio, gestes éco citoyens...*) comme moyens de communication qui s'inscrivent dans le concept d'un développement durable. Ces mouvements sociaux peuvent concerner les regroupements des pouvoirs locaux (*collectivités locales, société civile*), des regroupements politiques transnationaux, du monde des affaires économiques (*les lobbies*), des organismes internationaux (*ONU, UE, BM, FMI...*). Dans cet ensemble des réseaux d'acteurs, une dimension semble soulever la question de soutenabilité du développement²²⁷. Il s'agit de l'éthique liée aux finalités normatives de ce concept (*les droits humains, les équilibres écologiques, l'égalité et la justice sociale, les droits des minorités...*). Ces dimensions répondent aux aspirations du concept dans son articulation et dans la dimension des

227- Kech M.E. et Siekkink. K. (1999), *Les réseaux de militants dans la politique internationale et régionale*, Revue internationale des Sciences Sociales, mars 1999, pp.97-110.

mouvements sociaux. En termes de développement durable, ces mouvements sociaux induisent deux aspects :

- Ces mouvements ne laissent plus les organisations internationales comme seules détentrices des privilèges. C'est un combat qui induit une idéologie de combat basé sur la défense des causes comme la participation, le développement humain et durable, la justice sociale, l'équité intergénérationnelle etc.
- Ce moyen de lutte sociale permet de jouer l'intermédiaire entre le national et l'international. Très souvent, les acteurs d'intermédiaires (*locaux*) sont exclus. Ce mouvement social donne la capacité de déconstruire, dénoncer les limites technocratiques entre les acteurs (*associations, ONG, Bailleurs de fonds, Etat, entreprises etc.*).

3. L'appropriation du concept de développement durable dans le champ politique.

Le champ politique constitue ici, le degré de démocratie locale ou participative. En d'autres termes, c'est la gouvernance locale exprimée et considérée comme système de participation qui se joue à plusieurs niveaux de société civile. On peut en distinguer trois niveaux de ce système. Dans ces trois niveaux du champ politique, la société civile demeure la sphère qui définit la stratégie d'actions. Selon la définition de Gramsci, la société civile est considérée comme un ensemble de forces politiques plus ou moins organisées autour :

- d'intérêts sectoriels et géographiques (*syndicats, associations socio-professionnelles, mouvements associatifs...*) ;
- d'objectifs ou de missions à caractère philosophique, humanitaire etc. ;
- d'objectifs culturels dont l'enseignement, la recherche, la création culturelle etc. ;
- d'objectifs d'intervention ou de représentation politique et d'orientation de l'opinion publique (*partis, mouvements politiques, médias etc.*)²²⁸.

Dans cette définition de Gramsci sur la société civile, deux axes montrent l'appropriation politique du concept de développement durable par les acteurs. Cela montre que les acteurs n'ont pas le même niveau d'engagement politique dans l'appropriation de ce concept de développement durable.

Cette société civile peut être :

228- Gramsci. A., (1977), *Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le principe moderne*, in RICCI F. (sous la dir. de), Gramsci dans le texte, Paris, Editions Sociales, pp. 524-536.

- fortement intégrée présentant des organisations sociales et politiques représentatives d'intérêts sectoriels avec des moyens de communication solides touchant l'ensemble de la population ;
- moins intégrée, c'est-à-dire moins organisée avec des structures peu représentatives qui ne disposent pas de moyens de communication.

Dans ce contexte, l'appropriation du concept par les acteurs se détermine dans deux axes. Il s'agit de l'accès au politique et les logiques de décisions politiques qui s'appliquent.

4. L'accès au champ politique : la configuration participative au développement durable

Il y a trois cas de figure pour l'accès au champ politique de développement durable²²⁹. Il s'agit des modèles corporatiste, pluraliste et protestataire. Chaque modèle donné démontre le degré de participation de différents groupes d'acteurs concernés par les projet ou programmes de développement durable. Nous soulignons tour à tour, ces trois modèles qui suivent ci-après.

Le modèle corporatiste est la sphère où les groupes de la société civile agissent à l'intérieure même des institutions politiques (*commissions, conseils*). C'est le niveau où les relations entre groupes se nouent. Il s'agit des représentants du gouvernement et ceux des groupes d'intérêts. Dans cette sphère, le caractère institutionnel domine les relations et les intérêts des groupes néolibéraux. Les négociations sont établies par les règles juridiques et règlementaires. C'est un groupe fermé dont l'autonomie est limitée et l'accès aux ressources est sélectionné. Ce cas de figure de participation institutionnelle est enfermé. Il concerne les technocrates des projets et programmes de coopération au développement.

Le modèle pluraliste est la sphère où les groupes peuvent agir en dehors des règles juridiques ou règlementaires. Les groupes de ce modèle disposent des moyens de pression sur les institutions en utilisant les structures politiques (*partis politiques, comités politiques, groupes parlementaires, syndicats etc.*). Ce modèle exprime les aspirations du principe de la démocratie participative ou de la gouvernance locale. La société civile est identifiée dans ce modèle pluraliste ouvert à un grand nombre d'acteurs.

229- Wilson F.L., in *Les catégories d'intérêt sous la cinquième République. Test de trois modèles théoriques de l'interaction entre groupes et gouvernements*, Revue Française de Science Politique, vol. 33, n°2, avril 1983, pp.220-254.

Le modèle protestataire est la sphère où les groupes mènent leurs mobilisations en dehors de tout lien institutionnel des organisations politiques. C'est à ce niveau que les groupes s'opposent et contestent les obstacles institutionnels. Par exemple, dans le domaine de l'environnement et du développement durable, Greenpeace mène ce modèle protestataire dans toutes les échelles territoriales. C'est un modèle de contrôle par la démocratie participative. L'accès en politique de ce modèle est lié au degré de la mobilisation, des adhésions des groupes, manifestations, symboles, actes etc. Ce modèle est identifié dans la société civile et considéré comme instrument ou moyen de contrôle. Dans ce modèle, les médias jouent un rôle essentiel dans la mobilisation des groupes car, ils créent et véhiculent l'opinion publique. Les demandes de ces groupes à travers les médias peuvent être formulées en termes d'intérêt public ou privé. Par exemple, un problème de pollution d'une localité, de marginalisation sociale et culturelle...peuvent devenir un problème de politique publique qui interpelle tout le monde.

5. Les logiques de décisions applicables aux projets/programmes : pour quelle modalité participative ?

Dans cette phase, l'analyse de politique publique nous interpelle de quelques séquences de la décision politique applicable sur le projet/programme de développement durable. Plusieurs séquences existent sur ce champ d'application de la décision. Lorsque le problème politique émerge, il y a la décision, l'exécution et l'évaluation pour conduire un objectif ou résoudre un problème. C'est un processus qui obéit à une logique institutionnelle, à la fois procédurale, administrative et lié aux compromis. Dans ce contexte, comment ces décisions émergent et qui participent à leur élaboration sur les territoires ?

La phase de la décision : l'existence d'un projet/programme de développement durable n'est que la conséquence d'une décision élaborée par les acteurs. Elle est élaborée à partir de différentes étapes (*pré-décision et de décision*). D'après le président de l'association ACDS : « *lorsqu'on a un projet, ça vient toujours des initiateurs de la commune concernée par l'ACDS. On procède au sein de l'association, une phase de présentation, d'étude puis, une phase de décision est engagée à partir de certains facteurs représentés par le projet du village concerné. L'ACDS s'engage après la décision du village, de la commune puis l'ACDS ou le CPCD* ²³⁰ ». On peut l'appréhender comme une scène de décisions qui sont préparées en avance sur une situation donnée (*lois règlements, projets,*

230 Interview avec le président de l'ACDS (S.Diakitè 2018) : (Association des Communes du Diombougou et Séro).

programmes...pour devenir opératoire sur un problème). Le problème est défini et s'inscrit dans l'agenda politique comme premier processus de décision qui va identifier et créer les organes de construction de décisions à mettre en œuvre. Dans cette phase de construction de la décision, il n'existe pas une rationalité unique qui mène à la décision. Il y a un ensemble de jeux de pouvoirs, d'influence qui agissent dans les sens divers. Dans ce jeu divers qui concerne plusieurs acteurs, la participation à cette phase d'élaboration de la décision ne concerne pas tout le monde. Les acteurs de ressources (*techniciens, représentants politiques...*) bénéficient d'une participation que les autres. Une marge de participation (*ceux qui disposent peu de ressources*) existe au détriment de certains acteurs (*les populations locales...*). Dans ce processus de la phase de la décision, les groupes ou acteurs sont mobilisés et l'opinion publique est utilisée comme ressource potentielle. Dans cette phase, les groupes ont un rôle à jouer. La participation peut être influencée par les différentes catégories d'acteurs (*les illettrés et les instruits*) ou même déconstruite par la société civile (*par les manifestations et d'autres mouvements sociaux pour faire usage de contre-pouvoir*).

La phase d'exécution : lorsqu'un *projet/programme* émerge, une phase d'exécution de la décision est planifiée et nécessite les modalités de participation des acteurs à l'exécution. C'est la phase qui met plusieurs acteurs en action dans le domaine de mise en œuvre de politiques de développement durable. Dans cette phase, les acteurs de *projets/programmes* sont en contact direct avec les populations locales. C'est ce que montre également le président de l'ACDS sur l'exécution de ses projets dans les villages concernés : « *lorsqu'on engage sur un projet, l'exécution des travaux est toujours faite par notre partenaire sur place au pays notamment le CPCD qui est l'association jumelle de l'ACDS. Nous privilégions toujours cette procédure afin que tous les partenaires techniques et financiers soient rassurés de nos engagements. Nous pensons que cette procédure est à poursuivre dans ce sens de partenariat* »²³¹. C'est une phase qui met en mouvement les acteurs institutionnels et non institutionnels, les agents administratifs internes et externes. Lorsqu'on évoque les populations locales, les dispositifs réglementaires peuvent entrer en contradiction avec les coutumes des acteurs locaux qui exécutent ces derniers. Certaines populations locales sont en contradiction avec l'exécution de la décision pour des raisons liées à l'indifférence culturelle. C'est le cas de

231 Interview avec le président de l'ACDS (S.Diakitité 2018) : (Association des Communes du Diombougou et Séro).

la construction d'un barrage sur un cours d'eau qui suscite toujours des contradictions dans les zones rurales. C'est une logique de rapports de force entre acteurs technocratiques et non technocratiques (*souvent la différence culturelle sur le projet/programme complique l'exécution de la décision*). C'est une logique qui peut faire obstacle au processus décisionnel.

Dans ce processus, l'objectif du développement durable n'est pas atteint dans la mesure où, elle n'implique pas tout le monde à travers les perceptions différentes. Cette phase d'exécution de la décision montre que le projet/programme de développement durable demeure un contexte particulier.

Section 2

Pratiques endogènes et exogènes du développement durable au Mali

Selon Josué De Castro (1972), l'ultime finalité des efforts humains a été et demeure la conquête d'un mieux-être²³². Mais aujourd'hui, le constat est très clair car dans beaucoup de pays et régions en voie de développement, la dégradation accélérée de conditions de vie des populations (*non satisfaites en terme de développement*) ne laisse indifférent aucune couche sociale. De façon générale, nul ne peut douter que le modèle de développement existant (*Ajustements Structurels, OMD, OMDD, développement durable...*) dans les pays et régions en voie de développement (*tel qu'au Mali*) a toujours du mal à renverser la pauvreté et la misère massive des populations. Au Mali, le développement à grande échelle (*les différents modèles dans les projets et programmes mis en place...*) de type importé n'a pas abouti aux résultats escomptés. Au contraire, ce modèle importé a fragilisé les structures sociales de base existantes (*les règles du savoir-faire local pour préserver l'environnement, le développement communautaire, l'agriculture communautaire dans le village, l'incompréhension généralisée des dispositifs de développement*)²³³. Ce modèle a creusé un écart de perception des modèles de développement entre les techniciens, les personnes référées (*personnes privilégiées par l'administration locale*) aux notabilités locales parfois en charge des questions de développement héritiers de la colonisation et, la couche populaire (*les populations locales qui ne sont pas considérées dans les affaires courantes de développement...*) comme principale victime des échecs de développement. Dans les communautés rurales, la pauvreté est devenue la peur éternelle. Quels sont les dispositifs et innovations sociales pour y faire face ?

Les réalités actuelles au Mali notamment dans la région de Kayes, sont marquées par cette pauvreté. Les concepts de développement émis par les techniciens sont difficiles pour les personnes non qualifiées ou la masse populaire de s'approprier.

Cela témoigne de l'inefficacité de politiques de développement. Par exemple, le concept de développement durable (*soutenable, viable...*) est-il approprié par les citoyens ordinaires dans un pays et dans une région où l'alphabétisation pose problème (*la plus part des populations locales n'ont pas été à l'école*) ? En quoi les approches de développement sont importées

²³² De Castro. Josué (1972), *Géopolitique de la faim*, Seuil, Paris.

²³³ Interview de N'tji Diarra, directeur de l'agence de développement de Diéma, 2010.

dans un pays ou dans une région où l'autosuffisance alimentaire n'est pas effectivement assurée ? Les échecs répétés des projets et programmes de développement observés çà et là dans la région de Kayes (*à travers certaines associations telles que DIAMA DJIGUI, GUIDIMAKA DJIKE, SOUPOU KAFO etc*), s'expliquent sans doute de l'inadaptation d'un « *modèle de développement importé* ». L'incompréhension, la non prise en compte des spécificités locales (*comment faire participer les illettrés, les experts...*), la marginalisation de la culture locale des territoires concernés sont des facteurs d'échec des politiques locales de développement territorial.

Comme signalé par Barka Fofana lors de nos observations participatives, il précise que : « *dans la région de Kayes et surtout à travers mes expériences associatives auprès des structures comme le GRDR, ORDIK, DIAMADJIGUI, beaucoup de programmes et projets échouent parce qu'ils sont sociologiquement mal conçus* »²³⁴. C'est justement à ce phénomène qu'on assiste dans certains programmes et projets de développement de la région, la non-participation des acteurs locaux. Les pouvoirs publics, les bailleurs de fonds, les techniciens en charge de projets de développement sont dans cette perspective incontrôlable. Ce modèle de démarche de développement exogène est en inadéquation avec les spécificités locales des populations bénéficiaires des dispositifs de développement durable.

Lorsqu'on constate beaucoup de projets et programmes sur le terrain, le bilan est décevant pour un nombre important des projets déjà mis en œuvre ici et là dans la région²³⁵. Cela met en question, l'incompréhension des concepts (*modèles de développement exogène importé*) de développement qui sont loin des réalités locales. Serge Michailof (1987) avait témoigné ce point : « *loin d'être mis à profit, les savoirs locaux qui témoignent d'une connivence intime des paysans avec leurs terroirs et leur communauté sont ignorés* ». Or, c'est dans ces voies que l'on doit chercher les pistes d'un développement endogène et les possibilités réelles d'une intervention efficace des programmes/projets de développement durable.

²³⁴ Braka Fofana, Animateur de développement local : « Invité d'honneur de la réunion associative du 28 juillet 2018 sur les projets d'Adduction d'Eau Potable de l'ACDS ».

²³⁵ Entretien réalisé avec KEBE Sékou, responsable associatif de développement de la région de Kayes, le 18 février 2013, Créteil, France.

I. Les approches divergentes.

Dans quelles approches, le concept de développement durable est caractérisé au Mali notamment, dans la région de Kayes ? C'est dans le contexte de la décentralisation, la mise en œuvre des programmes de coopération décentralisée, l'appui institutionnel des politiques environnementale etc. que le concept de développement durable est nécessairement caractérisé. Ce développement peut se traduire comme des changements structurels qui surviennent au sein d'une réalité socio-économique complexe. Ce contexte au Mali, peut sembler à priori contradictoire à certaines réalités territoriales observées telles que dans la région de Kayes.

Actuellement au Mali, la pauvreté ou l'exclusion sociale dans des formes multiples, permet aux sciences sociales de s'interroger sur le rôle de politiques de développement territorial. Cette situation explosive qui crée des tensions sociales de grande envergure implique les acteurs (*parfois liées aux aléas climatiques, le chômage chronique, l'exode rurale, la rareté des ressources vivrières pour l'autosuffisance alimentaire, l'analphabétisme, les conflits permanents entre éleveurs et agriculteurs...*). C'est-à-dire, comment les politiques publiques traitent la dimension sociale en matière de développement durable ? Il s'agit de s'intéresser aux moyens mis en œuvre par les politiques visant à changer les situations difficiles grâce aux dispositifs de développement durable. Cette situation problématique nous montre que les politiques publiques actuelles (*qu'elles soient économiques, sociales ou écologiques*) sont confrontés à des dysfonctionnements sociaux qui méritent d'être traités (*à travers l'extrême pauvreté, l'exclusion, les conflits, etc.*). En outre, cela montre que les acquis de la décentralisation (*en termes d'accès aux services publics et sociaux de base*), les potentialités existantes (*notamment en capital humain et social, etc.*) doivent être soutenues pour les générations actuelles et futures. Cette vision du développement appelle cependant un certain nombre de précisions et de caractéristiques.

1 - Stratégies et secteurs d'émergence du développement durable au Mali

1.1 Contexte historique et caractéristiques du développement durable.

Au Mali, le développement durable comme concept exogène est très récent dans l'action publique locale. La mise en œuvre de ce concept peut être identifiée dans certains secteurs comme dans certains dispositifs institutionnels. Il est identifié dans certains secteurs clés : les opérations de coopération au développement entre acteurs, dans les secteurs agricoles, dans les réformes institutionnelles (*décentralisation*), dans les débats, dans les discours politiques et militantisme de certains acteurs attachés à la défense de l'environnement.

Dans un processus de réformes institutionnelles à l'échelle internationale, nationale et locale, le Mali a initié des actions depuis l'époque coloniale. Il s'agit des actions qui s'inscrivent dans un processus de changement institutionnel pour le développement du pays. Le pays a connu une époque coloniale entre la fin du XX^{ème} siècle et jusqu'à la fin des années 1960. La libéralisation des régimes dirigistes à la fin des années 1980, va contribuer à la diversification des acteurs et l'intervention de l'action publique et locale dans divers secteurs. Les années 1990 sont celles de l'émergence du thème de lutte contre la pauvreté, qui s'installe dans les discours politiques à la suite à la « *Conférence de Baule en France* » puis, celle du « *Consensus de Washington* »²³⁶.

Les actions de lutte contre la pauvreté vont constituer un point de passage obligé des politiques maliennes et vont s'insérer dans le cadre de la définition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)²³⁷. La recherche de la sécurité alimentaire reste la toile de fond de ces politiques. Si les préoccupations environnementales et sociales sont

236 Gilbert Abraham-Frois et Brigitte Desaignes (2003), « Du consensus de Washington au consensus Stiglitzien » : « Le consensus de Washington est défini comme un corpus de mesures standard appliquées aux économies en difficulté face à leur dette (notamment en Afrique, Amérique Latine, en Asie ...) par les institutions financières internationales siégeant au siège à Washington », Revue d'économie politique (2003, vol. 113, p. 1 à 13).

237 Le Sommet du Millénaire, qui s'est tenu du 6 au 8 septembre 2000 au Siège de l'Organisation à New York, constitua le plus grand rassemblement de chefs d'État et de gouvernement de tous les temps. Il s'est conclu avec l'adoption par les 189 États Membres de la Déclaration du Millénaire, dans laquelle ont été énoncés les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) forment un plan approuvé par tous les pays du monde et par toutes les grandes institutions mondiales de développement. Ils ont galvanisé des efforts sans précédent pour répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde.

présentes, le problème de la rentabilité économique reste posé (*libéralisation, mondialisation...*). A cela, il faut citer le secteur agricole accompagné d'une politique de libéralisation des entreprises nationales telles que la (CMDT)²³⁸, la SONATAM, la COMATEX qui sont sous l'influence des institutions internationales financières comme le FMI et de la Banque mondiale (*ces institutions encouragent les processus de libéralisation du marché par le programme d'ajustement structurel*).

Considéré comme action de programmation, un réel compromis et un référentiel au développement entre l'Etat et les bailleurs, le développement dit durable, va prendre plusieurs formes d'actions. Dans le domaine agricole par exemple, il y a le mécanisme de libéralisation de marchés avec des programmes visant à lutter contre la pauvreté et soutenir le secteur privé via l'agriculture. Par exemple, les programmes de restructuration des marchés céréalières (PRMC) auxquels certaines entreprises tirent profit au détriment des populations locales. Dans cette perspective d'engagement pour le développement durable, le Mali a ratifié les grandes conventions internationales se référant au développement durable. C'est ainsi qu'il a créé des services comme AEDD (*Agence de l'Environnement et du Développement Durable*), ABFN (*Agence de Bassin du Fleuve Niger*) etc., chargés d'appliquer et suivre les conventions. La conception du développement durable qui ressort des textes officiels met davantage l'accent sur les aspects économiques et sociaux du développement, au travers essentiellement de la lutte contre la pauvreté qui est la préoccupation majeure. Sous cet angle, l'Etat affirme son soutien au développement dans le secteur agricole. La question de soutenir le développement dans le secteur agricole est affirmée par les politiques internationales, nationales et locales. Les dispositifs officiels actuels²³⁹, comme par exemple ceux du Programme pour le Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) ou de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) ou de la Consultation Sectorielle de Développement Rural (CSDR) tendent tous, à allier les dimensions sociales, économiques et culturelles du développement. Au Mali, le concept (*développement durable*) commence à apparaître dans ces textes politiques et intègre dans trois dimensions (*économique, environnement, social*) du développement, mais sa traduction et son opérationnalité sur le terrain fait encore défaut.

238 CMDT : Compagnie Malienne pour le Développement du Textile

239 Djiré. Mamadou (2007). Op.cit.

1.2. Les échelles d'émergence du concept de développement durable au Mali

L'échelon local joue un rôle important dans l'émergence de politiques de développement durable. Le contexte de sécheresse, de rareté des ressources naturelles et de désertification qui s'est aggravé depuis les années 1970-1973, a fait apparaître la nécessité d'une responsabilisation accrue des populations dans la gestion des ressources naturelles et a incité les acteurs à se responsabiliser (*décentralisation, bonne gouvernance...*). La recherche d'une responsabilisation des communautés de base a été impulsée par les ONG et les mouvements associatifs (*issus de divers horizons*). L'évolution institutionnelle au niveau local s'inscrit dans le cadre de la décentralisation et la référence de l'Agenda 21 local recommandé au sommet de Rio de Janeiro (*Brésil*) en 1992. Cette étape historique a été le point de référence pour beaucoup d'acteurs (*Etats, Collectivités territoriales, ONG, entreprises etc.*).

Faire du développement durable dans ce sens, constitue une démarche initiée par une collectivité avec ses habitants de manière volontaire. Cela vise à mettre en œuvre les principes adoptés par la conférence de Rio qui sont toujours d'actualité. Elle peut être mise en œuvre à toute échelle, de la commune au département et à la région, en passant par les différents niveaux d'intercommunalité, la société civile etc.

Aujourd'hui dans la région de Kayes, une multitude d'acteurs locaux interviennent en faisant usage de cette pratique (*développement durable*). L'échelon privilégié par ces acteurs dans la diffusion et l'appropriation des concepts sont les collectivités locales, les services déconcentrés de l'Etat, les structures de jumelage (*coopération décentralisée*) en passant par les associations, les entreprises, les ONG etc. Notre recherche de terrain a permis d'explorer les services et projets territoriaux (*programmes comme le PADDY*) dans lesquels les réformes institutionnelles ont eu lieu. Par ordre de pertinence, nous avons observé les services déconcentrés de l'Etat tels que : *Direction régionale des eaux et forêts (DREF) et la Direction régionale de l'Agriculture (DRA) comme organismes porteurs du concept de développement durable dans le domaine agricole*. Les actions citées de ces différents services consistent à apporter l'appui technique aux collectivités locales et contrôler les actions dans le domaine de l'agriculture et la protection de l'environnement. Avec ces différents services de l'Etat, la difficulté d'engager des réformes nécessaires et audacieuses permettant aux collectivités territoriales d'accéder aux ressources nécessaires sur le développement durable (*aider les collectivités locales et la société civile pour faire face aux questions de pauvreté, de préserver l'environnement et lutter contre la déforestation*), est liée au manque de financement et des moyens de faire promouvoir les efforts de protection de l'environnement, impliquer les

populations locales non alphabétisées et qualifiées. Selon le directeur du DREF de Kayes (Bamba Keita) : « *Déjà, un ensemble des projets et programmes de développement durable sont lancés et financés au Mali par les bailleurs de fonds (tels que les programmes de lutte contre la déforestation, le reboisement, la préservation de la biodiversité, le PADDY etc.) et particulièrement dans la région mais, le soutien financier que l'Etat doit apporter est toujours en retard et fait toujours débat et bloque notre mission de bien mener l'opérationnalité sur le terrain* »²⁴⁰.

La diffusion des concepts de développement est fondamentalement liée à ces moyens de la collectivité locale. Dans cette configuration institutionnelle et, dans le cadre de la décentralisation, les collectivités locales n'ont pas suffisamment accès aux ressources nécessaires pour promouvoir un développement mieux soutenu auprès des populations locales. Les dispositifs envisagés par les acteurs locaux restent dominés par les discours, les promesses, l'influence des bailleurs de fonds en matière de diffusion de ces concepts de développement durable. Autrement dit, il y a plus de discours que des faits concrets sans véritablement satisfaire les besoins des populations locales.

Dans les collectivités territoriales où nous avons rencontrés quelques acteurs, nous avons remarqué que beaucoup souhaitent consacrer leurs actions dans le développement durable (*face aux réalités vécues du réchauffement climatique*). Certains envisagent se convertir dans la conceptualisation du développement durable. Autrement dit, tous les projets et programmes sont convertis au développement durable. C'est le cas d'un élu comme Kalilou Diakité maire de la commune urbaine de Nioro du Sahel qui souhaite mettre en place des outils comme *des périmètres marâchers et l'Agenda 21 local dans sa commune*. Selon lui : « *Quand je suis allé en France, j'ai trop apprécié leurs agenda 21 locaux et surtout, leurs philosophies, l'organisation, les objectifs et les finalités. C'est très bien élaboré pour une collectivité territoriale et je souhaite réaliser pareil pour ma collectivité locale. Au Mali on a un autre outil qui est le PDSEC comme équivalent* »²⁴¹.

240-Interview avec le directeur régional des eaux et forêt de Kayes (Bamba Keita), du 10 décembre 2010, Kayes.

241-Interview avec le maire de la commune urbaine de Nioro du sahel (Kalilou. Diakité), 14 décembre 2010, Nioro du sahel.

Au Mali, les programmes et projets de développement durable souhaitent cibler l'autosuffisance alimentaire dans le domaine agricole. Si l'ambition de faire du développement durable, le manque des moyens financiers pose problème. Le non transfère des ressources financières aux collectivités territoriales pose toujours problème, afin de soutenir le développement des initiatives locales. Ce problème structurant conduit les acteurs dans une situation de dépendance et de demandes auprès de bailleurs. Puisqu'il s'agit d'initiatives de citoyens, d'innovation sociétale, des nouvelles questions de la société civile.

Celle-ci, (à travers les mouvements écologistes, ONG travaillant sur le développement, la lutte contre la pauvreté...), est à l'origine d'une prise de conscience dans les pays développés et en voie de développement. C'est cette mobilisation qui pousse les institutions locales, les promoteurs de jumelage (*associations de migrants, syndicats de l'eau ...*), les programmes et les forces politiques à faire du développement durable un axe majeur de leur action.

Bien que cette politique soit affirmée dans les différents textes et programmes (*PADDY de Yélimané par exemple*) au Mali, les politiques liées à soutenir le secteur agricole et environnemental, demeurent centralisées par les services déconcentrés de l'Etat. L'objectif pour ces services, est d'augmenter la production céréalière avec des outils d'appui techniques notamment, les programmes, pour soutenir et accompagner les collectivités territoriales. L'Etat affirme nécessairement sa volonté de contrôler et règlementer le secteur agricole ; sans lequel, il n'y a pas de développement durable au Mali. Cette démarche n'est-elle pas en train d'exprimer le caractère centralisateur de l'Etat ? Cela entrave-t-il les réformes de la décentralisation ? Selon le directeur régional de l'agriculture de Kayes (Aly Fofana) : « *Dans le cadre de la mise en œuvre de nos politiques agricoles et programmes de développement pour la sécurité alimentaire dans la région, l'Etat témoigne sa présence, sa primauté, sa volonté de soutenir le développement durable avec ses moyens techniques et de contrôle notamment le PADDY qui lutte contre l'insécurité alimentaire dans le cercle*²⁴² ».

Cet avis du directeur montre que l'Etat maintient et introduit le concept de développement durable dans ses politiques agricoles et dans une dimension de centralité du pouvoir, car les différents programmes initiés par la société civile (*tels que le PADDY*) sont sous le contrôle de l'Etat.

242 Interview avec le directeur régional de l'agriculture de Kayes (Aly Fofana), du 14 décembre 2010, Kayes.

L'Etat intervient dans ce secteur pour légitimer et coordonner l'action publique locale basée sur le maintien du pouvoir central. Or, des nouveaux acteurs (*syndicats, mouvements paysans, collectivités territoriales, associations de migrants...*) collectifs émergent et se renforcent dans les années 1990 pour s'occuper de la gouvernance locale du secteur agricole. Les idéaux liés à cette révolution étaient de pouvoir réorganiser et contrôler l'Etat afin de limiter les entraves. Ces changements marquent des ruptures fondamentales dans le changement de la gouvernance du pays qui passe, d'un système centralisé à un système pluraliste ou décentralisé avec l'instauration de contre-pouvoir.

Dans cette perspective des réformes institutionnelles (*décentralisation*), le concept de développement durable a fait l'objet d'une approche segmentée. La situation est marquée par une forte présence de bailleurs de fonds s'inscrivant dans des axes sectoriels. A cela, on peut ajouter la difficulté qu'il y a, à concilier entre les trois dimensions (*Etat, Société Civile et Bailleurs de fonds*) dans une situation de dépendance financière vis-à-vis de l'Etat aux bailleurs de fonds. Dans cette situation, le référentiel au développement durable est fortement lié à la présence des bailleurs de fonds qui vont sûrement imposer des concepts de développement. Cela donne lieu à des situations chaotiques n'émergeant pas une société civile forte et capable à émerger des politiques agricoles structurantes intégrant l'ensemble des acteurs locaux (*lutter contre la pauvreté et faire face aux priorités de développement...*). Il est à signaler que les actions relevant du développement durable demeure sectorielles avec une accentuation faible sur le social, l'environnement, l'économie. Dans cette démarche, il y a une tendance à la segmentation et au cloisonnement des actions mises en place. Malgré la volonté affichée dans les textes et programmes au Mali, les acteurs locaux sont confrontés aux difficultés de mettre en place des politiques cohérentes de développement durable. Cette difficulté est accrue car, on la constate dans la région de Kayes et sur l'ensemble du pays face au jeu trouble de bailleurs de fonds dans les processus politiques. C'est-à-dire, les concepts proposés ne sont pas compris par les populations locales et participent moins à la mise en œuvre de ces politiques. A noter également que la difficulté des ressources financières à laquelle sont confrontées les collectivités territoriales et la vision centralisatrice du pouvoir de l'Etat en place, rendent plus complexe. Dans ce cas de figure, l'importation et l'imposition du concept de développement durable dans les discours et dans les réformes institutionnelles ne correspondent pas aux réalités des populations locales. Comment la légitimité des politiques publiques locales de nos gouvernants en place, se fonde sur le mépris des populations locales à travers la domination sur la scène internationale, nationale et locale

avec parfois, une conditionnalité permanente des bailleurs de fonds sur le développement ? Cette question va soulever la nécessité d'une approche territoriale de développement durable dans la section suivante à travers un cas pratique (le PADDY).

Section 3

L'opérationnalisation du Programme d'Appui au Développement Durable dans le cercle de Yélimané : PADDY²⁴³

I – Enjeux et contextes spécifiques du PADDY

Dans le Cercle de Yélimané (*région de Kayes*), un programme de grande envergure était mis en place pour promouvoir les défis du développement de ce territoire sahélien enclavé²⁴⁴. Ce programme concerne plusieurs secteurs, acteurs et des enjeux multiples allant de la conceptualisation, à l'appropriation, aux mécanismes et toucher les réalités locales de développement de ces territoires locaux. Ce programme est situé à Yélimané au Nord-ouest de la région de Kayes. Il couvre l'ensemble des 12 communes du cercle de Yélimané. C'est une zone d'émigration importante, il s'étend sur une superficie de 5.805 km² avec une population estimée à 152 465 habitants en 2009²⁴⁵. La pluviométrie, comprise entre 300 et 500 mm par an est très irrégulière. Plusieurs contraintes sont à l'origine du manque de développement de ce territoire. Les contraintes de développement de ce territoire de Yélimané relèvent surtout de :

- la pluviométrie faible et irrégulière qui pénalise les cultures pluviales ;

²⁴³ Programme phare de la coopération Montreuil Yélimané lancé en 2005, le Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané (PADDY) est aujourd'hui un programme étatique dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à l'ADRS (*Agence de Développement Rural de la Vallée du fleuve Sénégal*), établissement public chargé de l'aménagement hydro-agricole et de la mise en valeur des terres dans les 5 cercles du Mali situés au bord ou à proximité du fleuve Sénégal. En avril 2014, les élus de Yélimané, membres du PADDY ont adressé une correspondance au nouveau Maire de Montreuil dans laquelle ils faisaient part d'un certain nombre de demandes concernant la préparation d'une deuxième phase du PADDY. A l'occasion d'une mission technique composée d'un représentant de la Ville de Montreuil et du Président de l'ADCYF une rencontre des acteurs de ce programme a eu lieu à Bamako en juillet 2014. Le déplacement au Mali du Maire de Montreuil, en novembre 2014, a ensuite suscité la réunion d'un cadre de concertation autour du Ministre du Développement Rural malien. L'accueil en mars 2015, à Montreuil d'une délégation malienne composée de représentants d'agences étatiques maliennes et de représentants du PADDY et de Meraguemou a permis de finaliser le cycle de concertation avec les migrants et la Ville autour de l'élaboration du PADDY 2.

²⁴⁴ Rapport 2008 du Ministère de l'Agriculture du Mali sur le PADDY (Rapport de monitoring externe national orienté vers les résultats).

²⁴⁵ Institut National de la statistique du Mali.

- la faiblesse des ressources herbivores pour l'élevage ;
- l'enclavement intérieur entre les villages et en direction des principaux axes pendant les périodes de crue ;
- l'approvisionnement en eau potable insuffisant ;
- l'érosion des sols liée à l'intensité des pluies, au relief accidenté et à la diminution du couvert végétal pour les animaux ;
- la faible du taux de la scolarisation et d'insuffisance des ressources humaines ;
- l'évasion des bras valides (*les jeunes quittent les villages à la recherche du bien-être*) avec l'exode rural et la migration massive vers l'Europe.

Ces différents facteurs ont fait que les rendements et les productions des cultures agricoles n'avaient pas augmenté depuis longtemps et ont chuté ces dernières années. C'est l'ensemble de ces difficultés à titre indicatif qui ont poussé les ressortissants et les populations du cercle à tirer les leçons du passé (*crises et sécheresses des années 1973...*) et à responsabiliser les acteurs (*associations, collectivités territoriales...*) pour la mise en œuvre des actions dans une optique de développement durable. Bien avant l'initiative de ces actions à travers le PADDY, les ressortissants du cercle de Yélimané tissent déjà, des liens forts étroits avec les partenaires extérieurs (*Mairie de Montreuil, Région Île-de-France...*). Ce fut le cas des jumelages consolidés et entretenus depuis 1985 entre la Mairie de Montreuil (France) et les associations des ressortissants du cercle de Yélimané regroupant sous une plateforme (ADCYF) en France. Cette coopération jumelée a donné naissance à des projets et programmes (PADDY) de coopération pour le développement territorial du cercle de Yélimané.

1. Les origines du PADDY

Le PADDY (*Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané*) est un projet de coopération décentralisée entre le Mali, le Vietnam, le Brésil, la France et la FAO. Il vise l'amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions de vie rurale des habitants du Cercle de Yélimané situé à l'Ouest du Mali dans la région de Kayes. En l'an 2000, la ville de Montreuil (*France*) et les ressortissants du Cercle de Yélimané vivant au niveau de cette ville ont souhaité renforcer et approfondir les efforts de développement. Ces deux partenaires ont entamé ensemble depuis 1985, les efforts de développement dans le cadre du jumelage en direction des populations du cercle de Yélimané.

Dans ce cadre, ils ont initié des actions en direction des Gouvernement du Mali et de la France pour les faire adhérer à ce processus. La ville de Montreuil qui entretient des relations privilégiées de coopération avec la province de Hai Duong a souhaité adjoindre le Vietnam à cette initiative. Cette dynamique visait à faire appel à la FAO pour son expérience en matière de mobilisation de l'expertise de coopération Sud-Sud dans le cadre du Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA).

Pour concrétiser les intentions de ces acteurs, une mission conjointe de la FAO, de la Mairie de Montreuil, du Gouvernement Vietnamien a, sur financement de la FAO, séjourné au Mali, en mars-avril 2003. L'objectif de cette mission est d'aider le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) au Mali à formuler un Programme de Développement du Cercle de Yélimané, susceptible d'être financé, dans le cadre de coopérations décentralisées par les partenaires de celle-ci. Le programme formulé se propose de développer les activités initiées par l'Office Montreuillois des Relations Internationales (OMRI) et l'Association pour le Développement du Cercle de Yélimané en France (ADCYF). A cette occasion, il s'agit de renforcer les coopérations entre les acteurs homologues du Nord et du Sud représentant les mêmes réalités territoriales (*économiques, culturelles, environnementales et sociales*) et les problématiques et intérêts similaires. Dans ce programme, chaque acteur joue un rôle particulier. Cela consiste à appuyer les dynamiques locales et nationales de développement rural déjà envisagées pour le Cercle de Yélimané. Ce programme a ses propres objectifs émis par les différents partenaires concernés.

2- Les objectifs du PADDY

Selon le directeur régional de l'agriculture (Oumar Fofana) : « *Le Programme de Développement Durable du Cercle de Yélimané (PADDY), ainsi formulé, s'insère dans les objectifs stratégiques du gouvernement malien notamment, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire et les conditions de vie des ruraux au Mali. Il renforce le processus de décentralisation en cours au Mali* »²⁴⁶.

Dans le cadre du processus institutionnel de la décentralisation, de l'émergence de la société civile, le Mali responsabilise les acteurs locaux de développement dans la mise en œuvre des actions. Il soutient et recherche l'expertise adéquate faisant appel, entre autres à travers la FAO, à la coopération Sud-Sud avec le Vietnam, le Brésil.

246 Op.cit., p.312.

Les principaux objectifs assignés au PADDY sont les suivants :

- le renforcement de la sécurité alimentaire par un accroissement des productions agricoles ;
- l'accroissement des revenus et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Quant aux objectifs spécifiques, ils visent à :

- améliorer la maîtrise de l'eau, la gestion des ressources naturelles et à intensifier les systèmes de production ;
- promouvoir un environnement socio-économique favorable ;
- créer des emplois pour réduire l'exode et l'émigration des bras valides vers l'extérieur.

3. La composition du programme.

Le Mali s'est doté d'un document d'orientation (*pour la période 2014-2024*) sur la décentralisation adopté en février 2016. Dans ce document, la coopération entre les collectivités territoriales est retenue comme un élément de la stratégie de l'opérationnalisation de la décentralisation et des enjeux de développement. Le programme du PADDY est composé de trois structures distinctes. Il s'agit de plusieurs volets spécifiques calibrés sur les besoins du cercle de Yélimané.

3.1 Le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des populations et la valorisation de leurs terroirs concernant les secteurs prioritaires tels que :

Le cercle de Yélimané a besoin de :

- L'aménagement de terroirs agricoles et de l'espace pastoral et intensification agricole ;
- L'aménagement de l'espace pastoral et intensification de l'élevage ;
- Diversification des activités ;
- Renforcement du mouvement associatif.

3.2 Le renforcement des capacités des structures décentralisées et déconcentrées qui vise principalement les domaines suivants :

- Renforcement des services déconcentrés et autres prestataires de service ;

- Renforcement des capacités de conseils communaux et du Conseil régional et appui à la réalisation des PDSEC ;
- Appui à la création et au renforcement des caisses d'épargne et de crédit ;
- Insertion des jeunes dans la vie active.

3.3 La coordination, la gestion et le suivi du programme :

- Une structure de pilotage, qui est devenu par la suite, l'Agence de Développement Durable de Yélimané (ADDY) ;
- Une cellule de coordination des actions ;
- Deux mécanismes de financement des activités : le Fonds de développement rural (FDR) et le Fonds de droit de tirages spécial (FDTS).

4. Le financement du programme

Comme nommé dans le document du programme du PADDY, son financement devait être assuré par le gouvernement malien, par les collectivités territoriales du cercle de Yélimané. Les migrants du cercle sont aussi concernés par ce financement et les partenaires techniques de la coopération décentralisée. Dans ce domaine de financement, les secteurs sont répartis entre les différents acteurs. Initialement, le financement concerne les structures suivantes :

- L'Etat malien dans le domaine hydro agricoles ;
- Les partenaires financiers à connotation sociale et politique tels que les collectivités territoriales du Nord (France), conseils provinciaux, conseils généraux, municipalités, syndicats intercommunaux en matière de coopération décentralisée ;
- Les partenaires financiers à connotation socioéconomiques notamment, les organismes de services collectifs, agence de gestion privée du Nord (France), agence de bassins, compagnie de distribution des eaux ou d'électricité, sociétés d'assainissement etc. ;
- Les partenaires sociaux de la société civile : ONG d'aide au développement, les écoles, les centres de santé, les structures éducatives, sportives et culturelles ;
- Les bailleurs de fonds comme la coopération française, la coopération suisse, l'ACDI, l'USAID, la coopération belge, l'Union européenne, la Banque mondiale, le FIDA, le PNUD, la FAO, l'UNICEF, l'UNESCO, le PAM etc.

Les modes de financement du programme par ces différentes structures concernent deux fonds proposés par les associations villageoises et les collectivités locales. Il s'agit comme fonds :

- Le fonds de développement rural (FDR) qui contribuerait à la réalisation d'actions de maîtrise de l'eau, de développement agricole, ainsi qu'à la promotion des activités génératrices de revenus proposées par les associations villageoises et les groupements paysans;

- Le fonds de droit de tirages spécial (FDTS) coordonné au niveau des communes qui, de manière complémentaire aux droits de tirage de l'agence nationale des investissements des collectivités territoriales (ANICT). Ce fonds contribuerait à l'amélioration de l'environnement socio-économique notamment, par le désenclavement et l'équipement d'infrastructures socioculturelles et sportives communautaires.

II - La mise en œuvre du PADDY pour la période 2006-2009

Les financements prévus pour le programme n'ont pas été acquis pendant cette période. L'Etat malien n'a pas mis le fonds de remise de dettes des PPTE comme prévu au financement des investissements pour les aménagements hydro agricoles. Selon le coordinateur du PDDY : *« vous savez que l'une des difficultés du programme est liée au manque de financement, nous avons les objectifs et les ambitions de réaliser le programme partout où il est prévu de faire quelque chose. C'est un vaste projet qui répond aux besoins de Yélimané mais, il demande beaucoup de financement pour réalisation effective de nos objectifs. Pour sauver le PADDY comme projet important, il faut réunir tous les financements promis par les acteurs »*²⁴⁷. Également, les mécanismes de financements prévus par les bailleurs (FDR et FDTS) n'ont pas été mis en place pendant cette période. Malgré ce manque de financement, les migrants, la mairie de Montreuil, l'Etat malien étaient tous déterminés pour parvenir à mettre en place certaines activités du PADDY et des structures locales (*associations villageoises et de migrants vivants à l'étranger*). Les points suivants sont développés dans ce paragraphe portant sur la mise en œuvre et ses difficultés de financement.

²⁴⁷ Maïga Ibrahim (2010), interview avec le coordinateur du PADDY dans le cercle de Yélimané.

1 La mise en place de l'ADDY comme concrétisation du développement durable

L'Etat malien a trouvé une conformité avec sa politique de décentralisation en décidant de mettre en place le PADDY et d'en confier la maîtrise d'ouvrage déléguée à une association dénommée : *Agence de Développement Durable de Yélimané (ADDY)*. Elle s'est fixée comme mission, le codéveloppement local du territoire de Yélimané qui s'occupe de toutes les questions relatives au développement territorial. Cette agence qui est voulue au service des populations bénéficiaires, a pour objet social la mobilisation de moyens pour réaliser le Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané (PADDY). L'ADDY est assistée d'une cellule de coordination qui assure la maîtrise d'œuvre du PADDY, à travers un programme d'activités annuel assorti d'un budget prévisionnel qui est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration de l'ADDY.

2. La coopération Sud-Sud sur le PADDY: une expérimentation de développement durable.

Une commission mixte (*FAO, Mali, Vietnam et Mairie de Montreuil*) s'est rendue au Mali du 15 au 28 février 2005 pour formuler le document cadre de cette coopération quadripartite Sud-Sud. Par la suite de cette visite de terrain, un accord quadripartite a été signé en novembre 2005 entre les parties concernées²⁴⁸. Selon cet accord, il a été décidé de concentrer les activités de coopération Sud-Sud sur des sites du Cercle de Yélimané, choisis pour l'intervention de la coopération Sud-Sud. On repère ces sites sur les villages de Niougoméra (Commune de Guidimé), de Gorry-Moussala (Commune de Gory) et de Krémis-Kakoulou (Commune de Krémis). Dans cette perspective d'évolution des coopérations, un décret a été adopté (*N°2015-0848/P-RM du 22/12/2015*) par l'Etat malien déterminant les modalités de coopération entre les collectivités territoriales.

Concernant le financement de ces accords et premières expérimentations entre les quatre parties, les dispositions sont les suivantes :

- La ville de Montreuil a pris en charge les dépenses relatives aux indemnités de substance et aux indemnités d'installation des experts et techniciens Vietnamiens. Sont également pris en charges l'achat de véhicules, motos, les salaires de chauffeurs et équipements liés au transport

²⁴⁸ Ministère de l'Agriculture du Mali, (rapport 2008 sur le PADDY), *rapport de monitoring externe national orienté vers les résultats*.

et d'autres frais. La contribution de Montreuil pour cette première étape s'élevait à 436 000€²⁴⁹.

- Pour le gouvernement du Mali, les dépenses concernent les charges liées aux logements de techniciens vietnamiens, aux transports locaux, aux factures d'eau et d'électricité, aux indemnités de déplacements. L'Etat apporte également son soutien à ses services déconcentrés sur place en participant à l'accompagnement du programme. Pour les techniciens, une prise en charge était prévue (*assurance médicale, accident, maladie et leurs conséquences*) pour les experts et techniciens coopérant avec le Mali. Le Mali contribue à hauteur de 70 800€ pour cette coopération.

- Le gouvernement du Vietnam quant à sa contribution au financement du programme ciblait la prise en charge de trois (3) experts et neuf (9) techniciens pour leur affectation au PADDY. Cette première étape concerne trois ans selon les dispositions de la coopération entre les parties. Les salariés vietnamiens (*techniciens et experts*) bénéficient toutes indemnités (*salaires, congés annuels et autres avantages prévues pour les expatriés...*). Le coût de la contribution du Vietnam s'élève à hauteur de 173 000€²⁵⁰.

- On a également la FAO, qui devait prendre en charge les dépenses relatives aux frais relatifs à la mission conjointe de formulation de la coopération Sud/Sud et aux frais relatifs aux transports internationaux des experts. A cela, sa contribution était de 51 000€.

3. L'intervention de l'AFAK dans le programme

Le financement du PADDY par l'AFAK (*Association Française d'Appui à la région de Kayes*) concerne les partenaires du Nord (France) impliqués dans le programme. Cette association concerne les collectivités territoriales, les organisations de solidarité internationale, des associations de migrants, des entreprises privées etc.

Cette association a pour objet :

- d'assurer la collecte et le transfert des fonds relatifs à l'exécution du programme PADDY ;
- de favoriser la coordination des activités entreprises dans la région de Kayes ou dans d'autres régions du Mali ;

²⁴⁹ Ministère de l'Agriculture du Mali, (Rapport 2008 sur le PADDY), *rapport de monitoring externe national orienté vers les résultats*.

²⁵⁰ Ministère de l'Agriculture du Mali, (Rapport 2008 sur le PADDY), *Op.cit.*

- de travailler à la reproduction du PADDY dans d'autres localités de la région de Kayes ou dans d'autres régions du Mali ;
- d'aider à la mise en œuvre des projets et programmes de développement que ce soit au niveau des communes, des cercles ou de la région de Kayes.

4. La mise en œuvre du PADDY pour la période de 2009 à 2015.

La mise en œuvre concerne deux composantes. Le premier volet concerne le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des populations afin de valoriser leurs terroirs. Le second volet concerne le renforcement des usagers dans le contexte de la décentralisation malienne, à se responsabiliser en prenant des décisions pour l'amélioration et la gestion des ressources naturelles.

4.1 Le volet technique et opérationnel des opérations

Plusieurs secteurs sont évoqués dans ce volet qui cerne principalement la valorisation des territoires et des ressources. Ceux-ci concernent :

- Les aménagements hydroagricoles dont l'objectif consiste à intensifier les cultures de contre saison notamment, la période de décrue (*riziculture*) et les cultures de rente (*calebasse etc.*). Ce secteur d'aménagement hydroagricole avait prévu plusieurs hectares répartis en neuf (9) sites du cercle de Yélimané. Quant à l'état d'exécution, les travaux n'étaient complètement pas réalisés pour la période prévue. Les études techniques étaient en cours pour cette première étape du programme.
- L'intensification des systèmes de production s'est fixée dans l'objectif de faire l'amélioration durable de la productivité des systèmes basés sur les cultures vivrières. Cette intensification des cultures vivrières renforce les efforts de la sécurité alimentaire des ménages et l'augmentation de leurs revenus. Sur le plan de la réalisation, à part la culture du maïs et du riz, les dispositifs prévus n'étaient pas réalisés à la date prévue.
- Pour les aménagements pastoraux, l'objectif était de sécuriser le parcours de la transhumance et améliorer les conditions d'élevage. Ce secteur avait prévu le surcreusement d'une dizaine de mares naturelles pour la retenue d'eau. Beaucoup des dispositifs n'étaient pas réalisés au délai.

- En termes de protection de l'environnement et de régénération du milieu dont l'objectif consiste à freiner l'érosion des sols et restaurer les sols dégradés, des efforts étaient prévus. Même si des dizaines de kilomètres étaient prévus pour réaliser des digues et protéger des berges et terres, il y avait très peu de réalisation dans ce sens.

- La diversification et la valorisation des produits agricoles dans le domaine maraîcher en direction des paysans. L'objectif visé dans ce secteur était de répondre à la forte demande des populations locales de la localité en termes de besoins alimentaires de base. Dans ce secteur, il s'agit de créer des périmètres maraichers, d'arboriculture, d'élevage et de pisciculture etc. Ce secteur a connu quelques réalisations telles que les puits, les clôtures, des démonstrations d'aviculture et d'arboriculture.

- Renforcer les ressources humaines à travers la formation des associations villageoises. Dans ce secteur, l'objectif vise à renforcer l'espace public pour que les acteurs deviennent autonomes et être capables de prendre des décisions. Comme prévu de renforcer l'alphabétisation, l'échange d'expériences et doter la formation aux associations, beaucoup des structures de la société civile avaient bénéficié ce dispositif. La formation était réalisée avec la coopération Sud-Sud.

4.2 Le renforcement des structures décentralisées et déconcentrées.

Ce volet vise à accompagner les structures concernées par le programme (PADDY) dans le processus de la décentralisation au Mali. Il s'agit de renforcer ces acteurs dans leur rôle de maître d'ouvrage. Ces structures sont les collectivités territoriales, les services de l'Etat, les agences etc. Le PADDY a assuré des activités proposées par le rapport de formulation qui ont été adaptées en raison des réalités de terrain (*le cercle de Yélimané*). Ce rapport prévoyait de supprimer le CCC²⁵¹ en 2008 et création d'une inter-collectivité dénommée (Meraguemou) dont la fonction consiste à faire un appui technique aux collectivités locales via le SECOM²⁵². Cette démarche a amené le PADDY à participer à l'élaboration de deux projets avec la Mairie de Montreuil et le Conseil de Cercle par rapport au PARAD²⁵³. Ce volet de renforcement intervient auprès de deux secteurs : inter-collectivité et promouvoir la bonne gouvernance du

251 Centre de Conseils aux Communes

252 Services Communs

253 Programme d'Appui à la Réforme Administrative et à la Décentralisation.

développement afin de mieux gérer les ressources naturelles du cercle de Yélimané. Les deux éléments sont les suivants :

*Appui à l'inter-collectivité de « Meraguemou » qui consiste à faire l'échange d'expériences, élaborer le plan d'actions de l'inter-collectivité, appuyer et réaliser des projets et appui au fonctionnement du CSCOM de la localité. Cet appui a été permis et a bénéficié la participation financier du MAE français ;

*Appui à la gouvernance du développement et à la gestion des ressources naturelles conduit par les 12 communes du Cercle de Yélimané et la participation de Mairie de Montreuil. Ce projet a été majoritairement (79%) financé par l'Union européenne. Ce projet a été achevé en octobre 2010.

Dans cet appui institutionnel auprès des collectivités territoriales, le travail était mené dans le cadre de la mise en œuvre et l'actualisation du PDSEC (Programme de Développement Economique et Social). Ce soutien comptait sur la mise à disposition d'un fonds formulé par les collectivités locales auprès de l'ANICT. Ce fonds était destiné aux communes pour les investissements d'intérêts collectifs. Le montant ciblé et formulé comme demande est de 1 169 000 000 FCFA.

4.3 Le renforcement des structures de la société civile.

Dans le cadre de la décentralisation en parallèle avec la mise en œuvre du PADDY, des activités ont été programmées et formulées afin de s'adapter aux réalités (*réorganisation des services de développement rural*) du territoire de Yélimané. Ces structures interviennent pour appuyer la société civile dans ses démarches de développement territorial. L'impact du PADDY dans ce cadre de renforcement des structures de la société civile concernent, l'émergence des associations (*L'ADDY, ACDI, AFAK...*). La dynamique de ces structures de la société civile est fortement accentuée dans les associations de migrants ressortissants de Yélimané vivant principalement en France. Elles interviennent en appui de ce programme du PADDY pour valoriser le territoire de Yélimané. Ces acteurs de la société civile bénéficient l'appui de certains partenaires techniques et bailleurs de fonds tels que l'AFAK représenté par la mairie de Montreuil, le Conseil régional d'Ile-de-France etc. Cette société civile marquée

par les structures associatives a permis d'émerger plusieurs projets et programmes au bénéfice du Cercle de Yélimané depuis les années 1980²⁵⁴.

III - Les avantages et les difficultés de mise en œuvre du PADDY en matière de participation politique des acteurs

Quelles sont les avantages et les difficultés de mise en œuvre des dispositifs de développement durable en matière de participation des acteurs ? En quoi le PADDY demeure un avantage et un inconvénient de développement durable à l'égard des populations locales ? Les concepts utilisés dans le cadre de la mobilisation de ce programme ne sont pas à la hauteur du renouvellement de l'espace démocratique de participation politique. Que signifie participation, concertation, développement durable..., pour les populations locales à majorité analphabètes ? De quoi s'agit-il de faire participer les citoyens à la mise en œuvre des projets ou programmes de développement durable ? De manière significative, chaque notion renvoie à des contextes précis. Il y a un nombre important des acteurs qui communiquent sur ces concepts comme slogan et utilisent comme seul mot d'ordre pour tels ou tels objectifs. Or, le PADDY est censé être un instrument de grande envergure pour mobiliser tous les acteurs du territoire de Yélimané dans le cadre de l'appui institutionnel occasionné par la décentralisation malienne et lutter contre la pauvreté (*principalement contre l'insécurité alimentaire dans la zone*). La sociologie des organisations distingue quatre échelons de la participation selon le degré d'implication des habitants : *l'information, la consultation, la concertation ou la codécision*²⁵⁵. Dans cette perspective, la participation de la société civile aux processus de décision constitue un enjeu majeur dont le PADDY illustre un cas concret. La participation est devenue un concept de développement « *attrape-tout* ». C'est une activité politique, sociologique, juridique, psychologique qui s'entend sous diverses formes dans les projets de développement (*s'informer, voter, manifester, protester, révolutionner...*) allant de l'échelle locale à l'échelle nationale et internationale.

254 ACDIL (*Association de coopération et de Développement des Initiatives Locales*), Rapport final, (2016), *Etude, Evaluation de la coopération décentralisée Montreuil Yélimané*, Ouagadougou.

255 Blondiaux. Loïc, (2004), *L'idée de démocratie participative : enjeux, impenses et questions récurrentes*, IEP de Lille CERAPS, Lille II.

La mise en œuvre de cette pratique politique et sociale demande la mobilisation des ressources et des moyens pour qu'il ait véritablement participation politique à hauteur des populations locales. La participation est floue dans la mesure où on ne détermine pas et on ne considère pas profondément, le degré d'une certaine catégorie de populations (*analphabètes*). Les échelons que nous avons cité n'ont pas de valeurs juridiques ni une forme normative dans le domaine des sciences sociales. Ils sont référentiels dans un contexte historique transcrits par les praticiens anglo-saxon.

Dans ce cas de figure, il est intéressant de considérer la philosophie politique anglo-saxonne « *la démocratie délibérative* » développée par les réflexions de deux philosophes politiques du XXème siècle. Il s'agit de *Jürgen Habermas et John Rawls*. Significativement, ces deux auteurs prévoient quelques principes liés à la participation :

- Le principe d'argumentation, dans le cadre de mise en œuvre du PADDY devait se miser sur les processus d'argumentation pour la recherche des discussions fondés sur la raison. Dans ce processus de discussions fondées sur la raison, l'ensemble des acteurs concernés par le PADDY, négocient et trouvent facilement les solutions susceptibles d'étendre ;
- Un principe d'inclusion, la discussion doit être ouvert à un grand nombre d'acteurs et dans la mesure du possible, tous ceux qui sont concernés par la décision d'un territoire ;
- Un principe de publicité ou de transparence qui vise à la différence d'autres formes de délibérations démocratiques, pour que tous les acteurs aient connaissance de la réalité des actions. Il s'agit de définir dans ce principe, des moyens régulateurs des pratiques de développement inspirées de nos démocraties existantes et renouvelées. Il s'agit d'éviter aux populations, par simple déclaration, qu'on va les faire participer à la décision ou aux différents projets.

Dans le domaine procédural, nous constatons que le PADDY ne se réalise pas sur le terrain avec des dispositifs mis en place par le législateur malien excepté le PLDL, PDSEC. Il manque un cadre procédural de type suivi ayant été mis en place par le législateur. Par exemple pour le cas en France notamment, la loi (SRU) sur la concertation, loi (Voynet) sur les conseils de développement, loi (Vaillant) sur les conseils de quartiers. Ces cas cités ne sont pas de type idéal pour la bonne procédure mais, témoignent de l'existence d'un cadre juridique référentiel pour les acteurs de développement durable d'un territoire donné.

Faute d'un cadre légal dit des bonnes pratiques procédurales pour la participation citoyenne aux programmes de développement durable, il incombe aux acteurs de terrain (*aux élus de la localité, à la société civile, aux entreprises, aux techniciens...*) de définir eux-mêmes, un cadre pratique idéal reflétant sur les réalités du territoire de Yélimané. Même si de part et d'autre, quelques savoir-faire existent et se déploient sur le terrain par les experts ou les techniciens de tout bord, les destinataires (*bénéficiaires des projets*) sont dépourvus de ces privilèges. Ils ont du mal à mieux saisir les enjeux de leur territoire. C'est ainsi que les programmes ou projets sont tous confrontés parfois, aux problèmes de représentativité, de légitimité et d'articulation des concepts sur les sphères de décisions. Les ressources politiques sont insuffisantes à ce niveau pour surmonter les difficultés.

Comment dans ces conditions contribuer à la réflexion autour de la démocratie participative ? Il s'agit non pas telle qu'elle devrait être mais telle qu'elle se pratique aujourd'hui au concret dans les processus institutionnels de la décentralisation malienne et la mise en œuvre des programmes de développement territorial. Il s'agit également d'identifier un certain nombre de critères à partir desquels les dispositifs de participation pourraient être évalués. Ces critères sont ceux qui se dégagent à partir de l'expérimentation de la participation dans les programmes. Après une brève définition de la participation politique des acteurs, nous mettons l'accent sur quelques points des difficultés et des avantages ou expériences de développement durable (*les perspectives de mise en œuvre du PADDY à travers quelques expériences dans le cercle de Yélimané*).

1. Les difficultés de participation des populations locales dans la mise en œuvre du PADDY

1.1 Difficultés de participation des acteurs

Dans la mise en œuvre du PADDY, la participation des acteurs nous permet de distinguer plusieurs difficultés prévues par les travaux de certains théoriciens (*Habermas, Rawls...*) de la philosophie politique. Ces difficultés sont de plusieurs ordres et touchent beaucoup de domaines.

En prenant la question de la légitimité politique dans les structures de développement villageoises, beaucoup des travaux d'ethnologues, d'anthropologues et sociologues ont mis l'accent sur la légitimité des dispositifs participatifs et leur mise en œuvre (*projets ou programmes de développement*). Cette légitimité est indexée sur la représentativité de tous les

acteurs concernés. Le PADDY est un des exemples et instrument qui soulève cette problématique de représentativité politique car, certains acteurs ne participent pas à la délibération. Même si la société civile est constituée par les associations (l'ADDY, ADCYF, l'AFAK etc...), certains acteurs ne voient pas à leur niveau, que le PADDY soit au centre de la légitimité. C'est le cas de témoignage de certains ressortissants de Yélimané (*M. Camara, M. Diakité, B. Sissoko*)²⁵⁶. De même, cette question de représentativité politique joue la question de territorialité dans les différentes communes concernées par le programme du PADDY. Les regards porté par ces interviewés montre que certaines communes ou village sont représentés dans le programme que d'autres. C'est ainsi que montre le coordinateur du PADDY (I. Maiga) en déclarant que : « *Depuis que nous avons mis en œuvre quelques sites dans certaines localités à Yélimané, il y a eu des interrogations sur les choix de lieu d'implantation et bien d'autres projets. Certaines communes, villages, cantons ont pensé que c'est du favoritisme dans les différents choix au motif qu'ils ne se voient pas être représentés. Par exemple, le choix du village de Gnogoméra a suscité des interrogations. C'est une des difficultés liées auxquelles les gens n'ont pas compris. Le PADDY est là pour tout le cercle de Yélimané et aucun territoire ne vaut mieux que l'autre. Pour moi, il y a tous les enjeux derrière ces choix* »²⁵⁷. Dès lors, les difficultés liées à la participation de la mise en œuvre des dispositifs de développement sont senties. Cette représentativité concerne non seulement l'implication, la gestion du programme par certaines personnes ressources locales, les mouvements politiques, les rapports des chefferies villageois mais aussi, par les disparités territoriales. Certains citoyens ordinaires se sentent peu concernés par le programme et par conséquent, le PADDY n'est que le privilège des personnes bien implantées (*notables, politiciens...*) dans les territoires. S'agit-il d'une question de légitimité ou d'un simple fait des choix politiques locaux n'ayant pas joué l'équilibre territorial ?

Chaque acteur représenté par le programme a ses propres arguments. Les avis sont différents des uns et des autres. Ces arguments et avis concernent l'équilibre territorial et l'équité socioéconomique du territoire de Yélimané.

En matière d'équité socioéconomique, environnementale, culturelle et territoriale, les acteurs ne sont pas sur la même position et sur la gestion du programme dans le territoire de Yélimané. Concernant les étapes de mise en œuvre du programme, des procédures ont été

²⁵⁶ Interviews du 25 novembre 2012, « le PADDY et ses perspectives de mise en œuvre ».

²⁵⁷ Ibrahim MAIGA (2010) : Interview sur la mise en œuvre du PADDY dans le cercle de Yélimané.

menées sans une large participation des populations considérées comme faibles et démunies. Dans ce contexte d'éloignement de certaines catégories de populations par le programme; l'équité est absente. La société civile déserte cet instrument d'action publique (PADDY) au profit des technocrates et quelques notables du territoire. Le programme devient un instrument qui produit des logiques socio-inégalitaires entre les acteurs. Or, il devait être un instrument intégrateur pour construire la viabilité du territoire de Yélimané. Face à ce constat par le soin de nos enquêtes de terrain²⁵⁸ selon lesquelles (*les jeunes, les catégories des populations, les personnes d'origine castes ou descendants captifs*), la chefferie lignagère domine sur le programme. Cette domination lignagère est confirmée par le programme dans son contexte de mise en œuvre sur le terrain car, les experts travaillent majoritairement avec les élus (*parfois issus du lignage*), les représentants villageois (*sous l'autorité du chef traditionnel*), les personnes qui ont été à l'école (*issues des familles aisées*). Dans cette liste de représentation par certaine catégorie des populations, il y a inégalité entre les acteurs selon l'origine sociale. Comment intégrer ceux qui sont moins représentés par le programme ? La question liée aux personnes analphabètes (*c'est-à-dire ceux ou celles qui n'ont pas été à l'école*), pose des problèmes d'intégration dans les critères sélectifs pour l'exécution des projets territoriaux.

Les acteurs qui ne sont pas représentés par les projets ou programmes, doivent-ils faire valoir leur présence physique pour que la participation soit égalitaire et que leurs causes soient entendues ? Qu'en est-il des populations les plus marginales qui ne seront jamais représentées ? Ces questions nous renvoient à un stade de réflexion qui est généralement posées dans la conduite des projets au niveau des pays en voie de développement où certains obstacles (*les origines sociales, l'analphabétisme, la corruption, le manque d'experts...*) sont avérés. Comment faire en sorte que ces exclus de la participation au programme puissent être entendus et pris en compte ? Comment mettre les acteurs marginaux à égalité des ressources discursives, argumentatives, rhétoriques et donc politiques avec les représentants des groupes sociaux dominants ? Pour terminer avec cette série de questions, comment restaurer les conditions d'une égalité démocratique minimale dans ces « forums hybrides »²⁵⁹ dans lesquels l'asymétrie des positions est toujours la règle ? L'ensemble de ces questions ont une réponse dans le développement analytique de notre troisième partie.

258. Interviews du 12 novembre 2012

259. Callon. M, Lascoumes. P. et de Barthe. Y, (2001), *Agir dans un monde incertain: essai sur la démocratie technique*, Seuil, Paris.

L'échelle territoriale constitue un instrument essentiel dans le contexte de la participation des habitants aux projets ou programmes de développement. Les instances de participation assignent le plus souvent les habitants à l'échelle des territoires (*commune, village, quartier, clans...*) pour débattre une problématique donnée. Les questions évoquées par les participants privilégient cet échelle territoriale avec la défense des intérêts de chaque milieu. Parfois, les positionnements de participants sont accés sur la défense des intérêts de leur territoire (*quartiers, cantons...*). Cette attitude des participants à l'échelle des territoires montre des intérêts égocentrés au détriment des intérêts communs auxquels le programme PADDY est censé promouvoir à l'échelle de chaque commune du cercle de Yélimané. Lorsqu'une commune ou un village décide et considère que le programme ne rapporte pas assez ou n'a aucun sens, en termes d'intérêt pour son territoire, les conflits d'intérêts égocentriques sont avérés. C'est une querelle entre les différentes échelles territoriales car, le programme est exécuté dans certaines communes et village à titre expérimentale afin de constituer les pistes du développement dans le cercle. Les territoires non choisis par le programme considèrent une exclusion à l'égard de leur territoire et participent moins à la mise en œuvre de ce dernier. Dans ce cas de figure, comment répondre ou prendre en compte l'avis des communes ou villages qui restent éloignés du terrain d'expérimentation du programme et qui sont pourtant affectés par les décisions prises ? Dans la mise en œuvre du programme en matière de participation politique, nous pouvons remarquer qu'il y a un risque réel à rendre légitime et qui plane dans les projets de développement territorial.

L'exclusion de tels ou tels acteurs à l'échelle territoriale doit être l'œuvre de la démocratie de proximité pour le renouvellement et le dynamisme des espaces citoyens. Les décisions proprement parlant se prennent au-delà des villages et communes. Les experts et quelques minorités prennent les décisions importantes et la participation demeure un exercice à l'échelle des territoires à laquelle les citoyens en marge n'ont aucune influence. La participation se fait dans les communes, villages et quartiers mais, la politique se fait ailleurs. Ces conditions ne font qu'alimenter le doute, le scepticisme et remettre en cause la légitimité du programme ou projets de développement en place comme instrument de développement territorial. Les citoyens sont maintenus en dehors du programme et comment peut-on qualifier ce programme comme outil de gouvernance territoriale à plusieurs niveaux. Il ne reste à en croire que la plus part des programmes de développement en place, ne sont que l'apanage de quelques milieux politiques profitant de tous les intérêts et, que les autres sont exclus du jeu politique. Or, le programme comme le PADDY est un instrument d'action publique qui est

censé être fédérateur pour impliquer tous les acteurs du cercle de Yélimané. Le développement territorial ne peut légitimement être une piste profitable et fondée sur l'existence de ce fossé inégalitaire, entaché de doute et de scepticisme entretenant les frustrations.

Une autre difficulté liée au programme que nous avons pu observer auprès de nos interviewés, concerne la question de capacité des acteurs en présence. Il s'agit du savoir-faire technique et politique entre profanes (*citoyens ordinaires*) et technocratiques. C'est la rencontre dans un environnement de travail incertain entre les techniciens, les profanes, les élus locaux, les entreprises, les bailleurs de fonds en matière de gestion politico-professionnel. Cette difficulté est avérée dans le domaine de la démocratie technique fondée sur la participation des acteurs multiples²⁶⁰. Ce cadre de confrontations entre acteurs et ce qui concerne les spécificités des territoires dans le cercle de Yélimané, relève des techniques exogènes auxquels les habitants sont systématiquement exclus. Cette exclusion est l'effet engendré par la démocratie technique dans les projets ou programmes non-initiés par les habitants eux-mêmes sur place. C'est le cas signalé par le Maire de Niolo du Sahel Diakité, K, et selon lui : « *il faut que les programmes et les projets soient initiés par les habitants eux-mêmes et nous les élus également afin de situer les points de besoins besoins et pour que les populations locales soient impliquées correctement* »²⁶¹. Sur le terrain du PADDY, la participation des habitants se heurte à quelques obstacles d'ordre techniques et politiques remettant en cause la rationalité ou la légitimité des techniciens et des élus locaux qui représentent le savoir-faire sur le terrain. Or, donner la parole aux habitants notamment, aux citoyens non instruits ou analphabètes (*ceux qui savent ni lire et écrire comme phénomène qui caractérise fondamentalement le territoire de Yélimané...*), permet de contribuer au renouvellement des formes démocratiques (*démocratie représentative et délibérative*) pour une démocratie délibérative et de proximité acceptée (*le partage du pouvoir participatif autour de l'action publique*). Les rapports entre ces acteurs constituent une forme d'hybridation des forums comme rappelait l'auteur (M. Callon)²⁶². Dans l'analyse de cet auteur, (M. Callon), les techniciens qui mènent majoritairement l'exécution du programme est une sorte de forum hybride. Souvent, les techniciens évoquent un manque de temps pour

260. Callon, M, Lascoumes, P. et de Barthe, Y, (2001), *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Seuil, Paris.

261. Diakité, Kalilou (2010), Op.cit.

262. Callon, M, Lascoumes, P. et de Barthe, Y, (2001), Op. cit.

pouvoir organiser et encadrer les habitants à faire des allers retours entre les arènes de discussions et les services technico-administratifs. Les profanes ou citoyens ordinaires sont-ils capables de comprendre de ce qui n'est pas à leur porté ? Peuvent-ils distinguer clairement l'invisibilité technico-administratif et politique dans la mise en œuvre de ce programme ? La spécificité du cercle de Yélimané vient compléter cette forme d'hybridation de rencontre entre acteurs techniques et les profanes. La situation du cercle et la structure socio-culturelle de ce lieu joue une autre forme d'obstacle de participation aux affaires techniques. C'est-à-dire la structure lignagère comme forme d'organisation sociale et les techniciens qui maîtrisent les enjeux du programme, sont parfois fermés à un public large. La représentation du pouvoir local permet uniquement à certaines catégories de populations de participer aux affaires publiques locales. L'organisation du pouvoir traditionnel est fondamentalement inégalitaire. Autour du programme, chaque village a ses représentants qui incarnent le PADDY sous l'autorité du chef de village. De cette forme d'organisation traditionnelle à l'échelle du village, les autres catégories sont moins représentées dans la mise en œuvre du programme. Peut-on parler d'injustice sociale dans la mesure où toutes les couches sociales ne sont pas représentées ? En termes de participation politique, peut-on se contenter uniquement de la représentativité de certaines catégories d'acteurs ou du monopôle des techniciens pour la mise en œuvre effective du programme ? En démocratie, l'une des manières de contourner le problème consiste à peser sur les formes d'injustice, d'inégalité et de domination menée par les experts. Les représentants politiques sont censés incarner les intérêts des profanes pour un partage égalitaire du pouvoir et un consensus autour du programme. La démocratie participative et délibérative exige un compte à rendre aux citoyens de tout bord pour une lucidité politique à laquelle chaque acteur doit apporter son savoir-faire argumentatif pour la construction de l'action publique (programme).

Pour terminer avec cette série des difficultés, nous avons constatés que le PADDY demeure un instrument d'action publique avec lequel, le consensus politique est difficile à construire. L'ensemble des obstacles que nous avons soulevés, constituent un enjeu fondamental autour de la décision politique. La question de partage des pouvoirs demeure toujours une question essentielle en démocratie. Dans cette perspective, ne pas tenir compte de l'avis des citoyens ordinaires n'engendre-t-il pas un risque fondamental pour décevoir et faire perdre toute légitimité politique sur le programme ? A quoi sert l'idée de participation politique au programme, si les experts et les représentants politiques locaux ne partagent pas le pouvoir avec les habitants ou les citoyens ordinaires (*analphabètes*) ? La réflexion sur la

démocratie participative mérite d'être approfondie dans le cadre de la participation au développement territorial de certains territoires. Dans le contexte des pays en voie de développement, particulièrement au Mali où beaucoup des programmes sont sur place comme le PADDY et bien d'autres cas, n'engagent pas intégralement tous les acteurs. Le renouvellement des formes démocratiques dans le contexte actuel de la gouvernance multi-niveaux, passent par l'intégration de tous les acteurs. L'espace public citoyen est le socle de tout développement territorial sans lequel, la société civile n'a pas sa place dans les réformes de la décentralisation au Mali. L'ensemble de ces obstacles que nous avons recueillis dans ce paragraphe par le soin de nos enquêtes, nous serve à mettre l'accent sur notre troisième partie fondée sur les spécificités territoriales dans la région de Kayes. La décentralisation au Mali, tant dans ses réformes politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales pose les actes d'un bilan mitigé depuis quelques années.

1.2 Les difficultés liées aux actions engagées par le PADDY.

Le Maire de Tambacara que nous avons rencontré disait que : « *Ici à Yélimané, il y a des potentialités dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage. Le maraîchage est le secteur le plus pratiqué auquel les femmes font beaucoup d'efforts mais, elles rencontrent des difficultés liées au problème de manque d'eau devenue de plus en plus une ressource rare car, le pompage manuel de l'eau et les puits à grand diamètre est difficiles pour les femmes. Avec un cheptel important que regorge Yelimané, la production laitière est difficile et il faut qu'on valorise ce secteur économiquement et rentabiliser l'élevage avec des moyens modernes. Il faut favoriser l'embouche et la production laitière. L'aviculture est aussi un domaine très important mais peu développé dans le cercle. Ici, on ne trouve pas de poulet et le prix est très élevé, il faut former les gens à valoriser ce secteur !!!* »²⁶³. Le président et le Maire de Tambacara nous montre que certains les secteurs sont devenus difficiles au regard du manque des besoins constants des populations locales. Dans cette perspective, nous mettons l'accent sur quelques difficultés touchant plusieurs secteurs : *domaine de l'appui institutionnel de la décentralisation, les initiatives économiques, les actions sociales pour la promotion féminine et des actions environnementales via la désertification*. Ces difficultés sont soulignées ci-après.

263 Interview avec le Maire de Tambacara Ibrahim Doucouré (2010), « la mise en œuvre du PADDY).

- Les difficultés liées à l'appui institutionnel sont évaluées dans les structures de la décentralisation telles que le SICM (*Syndicat d'Inter-collectivités de Méraguémou regroupant le Conseil de Cercle de Yélimané et les 12 communes du cercle*). Au plan juridique, sa création a été approuvée par le gouverneur de Kayes dans le cadre d'appuyer la décentralisation et les enjeux de développement durable à Yélimané. Cet organe dispose une organisation au même titre que les autres structures institutionnelles de la décentralisation. Le SICM dispose une assemblée générale, un bureau et des commissions de travail. Les réunions du bureau délibérant et les assemblées ont plus ou moins lieu (deux fois par an) et quant aux commissions de travail n'ont pratiquement pas lieu. L'absence de régularité des rencontres et des difficultés d'organiser des réunions régulières sont déplorés par les partenaires de SICM ; Sur le plan technique, les partenaires techniques accompagnent le SICM et dispose un service comptable pour la gestion courante des affaires. Pour les ressources financières, il y a des difficultés liées à la collecte. Les ressources propres du SICM sont octroyées par les partenaires extérieurs, les ressources propres issues des cotisations des collectivités membres et, les ressources issues de droit de tirage (ANICT) et les produits des services. Aujourd'hui, le SICM mobilise les ressources et gère les fonds du PADDY dans le cadre de sa mise en œuvre. Les difficultés dans le domaine institutionnel sont liées au manque de stabilité organisationnelle et politique de la structure comme le SICM. Il y a également la faible fonctionnalité et l'irrégularité de la tenue des réunions qui constitue un obstacle au bon fonctionnement du SICM. Le degré d'appropriation de l'inter-collectivité de Méraguémou (SICM) par les élus locaux et les populations locales de Yélimané est faible du fait de certaines difficultés de sensibilisation et manque d'animation. La plus part des élus déplorent la lenteur des ressources financières des collectivités territoriales et du PADDY. C'est ce que montre le coordinateur du PADDY, I.Maïga : « *on a beaucoup de retard lié à la mise en œuvre du PADDY car, il manque les ressources promises* »²⁶⁴. Les difficultés financières sont également liées au manque d'appui institutionnel de responsabilisation des acteurs locaux. Les ressources financières sont directement gérées par le SICM (*qui dépend financièrement de l'extérieur*) pour les gros projets du cercle de Yélimané et la place des collectivités locales demeure à la marge. Dans le domaine de la communication et de l'information de l'appui institutionnel de la décentralisation, la mise en œuvre du PADDY par les structures institutionnelles (SICM, les collectivités locales...), les acteurs éprouvent des difficultés. Il s'agit du manque des ressources humaines, le manque des logistiques (site web, locaux

264 Interview avec I. Maïga, Op.cit.

adaptés, budget conséquent...) capables d'assurer le service de la communication et de l'information.

- Pour les initiatives économiques du PADDY liées à la création d'entreprises et la promotion économique, le PADDY avait lancé en 2012, la création d'entreprises à titre expérimental dans le cercle de Yélimané. Selon le président de l'ADCYFOSI, « *créer des entreprises dans le cercle de Yélimané pour donner du travail à nos jeunes frères restés là-bas, est notre combat de tous les jours. C'est grâce à la coopération entre Meraguemou, la ville de Montreuil, l'ONG SIAD et ADCYFOSI que nous avons lancé cette initiative* »²⁶⁵. Les initiatives de création d'entreprises dans le cercle de Yélimané visent principalement plusieurs potentialités. Selon lui, les objectifs consistent à mobiliser les compétences et favoriser l'investissement productif des migrants et des habitants locaux dans le cercle de Yélimané et créer les conditions favorables de développement économique durable en étroite coordination avec les acteurs du développement local. Ce dispositif a été lancé en 2012 et a connu deux phases (*dont les actions comme la sensibilisation, l'accompagnement, le suivi et évaluation des actions entre 2012 et 2016*) de mise en œuvre et a débouché sur quelques difficultés. Il y a l'insuffisance de la dynamisation de l'activité économique dans le cercle de Yélimané. Selon le président de l'ADCYFOSI : « *on constate une insuffisance des dossiers retenus ou candidats qui ont obtenu des financements. Il n'y a eu que 22 personnes retenues en trois ans sur 360 candidats* »²⁶⁶. A cela, s'ajoute le manque des réflexions avancées autour de la problématique du développement économique de Yélimané et les délais de procédures pour le montage et l'accompagnement des candidats sont trop longues. L'accompagnement des entreprises par les institutions financières connaît des difficultés et sur le territoire de Yélimané, il y a une insuffisance des dispositifs financiers destinés aux entreprises. Dans tout le cercle, il n'y a qu'une seule banque (BDM) qui couvre le territoire de 12 communes. Selon le président de l'ADCYFOSI : « *quand on parle de Yélimané, les gens pensent qu'il y a l'argent avec les migrants alors qu'il n'y a rien là-bas. Je trouve que les gens ont des idées mais pour accéder aux financements, c'est le parcours du combattant avec un taux d'intérêt très élevé* ». Les migrants qui sont majoritairement impliqués dans les initiatives de développement durable dans le cercle de Yélimané, connaissent une faible mobilisation et une implication moyenne par rapport aux acteurs locaux sur place. Enfin, il y a le manque de

265 Baradji Cheickna, (2018), Op.cit.

266 Baradji Cheickna, (2018), Op.cit.

sensibilisation et d'informations utiles pour l'appui conseil, la disponibilité et comment accéder aux ressources disponibles dans le cercle et auprès des institutions financières du pays.

- Des difficultés liées à la participation et aux actions sociales de la promotion féminine sont constatées dans la mise en œuvre du PADDY. Depuis 2011-2012, un plan de développement durable portant sur la participation politique des femmes du cercle de Yélimané a été élaboré. L'objectif du plan est de faire participer les femmes et soulever les problématiques et droits des femmes. Cela a débouché à la création d'un réseau des femmes du cercle (*composés des 6 élus et des leaders associatifs*) pour répondre aux besoins, mutualiser et coordonner les actions de promotion féminine et la création d'activités génératrices de revenus. Dans cette perspective, la promotion féminine a abouti en 2014, la construction d'une maison des femmes à Yélimané. Selon le Maire-adjoint de Montreuil (*Claude Rezinik 2018*) : « *la maison construite est le fruit de partenariat entre la ville de Montreuil et Yélimané. Cette maison des femmes est un des projets phares du PADDY qui vise à accompagner les femmes vers l'autonomie, faciliter l'accès à la santé, à l'emploi et la formation professionnelle* »²⁶⁷. Cette structure des femmes du cercle de Yélimané connaît des difficultés dans tous les sens. Elles rencontrent des difficultés financières pour augmenter les capacités opérationnelles de leurs projets. La formation professionnelle accordée à la maison des femmes sur certains métiers (*teinture, savonnerie, couture...*) n'a pas été accompagnée financièrement (*manque d'un fonds de roulement*). La maison des femmes connaît des difficultés logistiques pour les métiers concernés. Les femmes entrepreneuses ou candidates (avec les dossiers) sont en attente longue pour l'obtention de financement de leurs entreprises.

- Enfin, des difficultés liées aux actions environnementales via la désertification dans le cercle de Yélimané. Nous avons dit précédemment que le PADDY avait deux phases distinctes et sur la première phase qui a pris fin en 2011, quelques actions environnementales étaient engagées. Il s'agit des projets d'aménagement hydro-agricoles, la diffusion des techniques agricoles pour l'amélioration du rendement des sols dans le cercle. Depuis 2012, le partenariat Montreuil-Yélimané et les associations des migrants avait mobilisé tous les acteurs afin de valoriser le secteur agricole dans les collectivités territoriales. Deux projets phares environnementaux ont été réalisés dans certaines communes. Le premier projet (*2013-2014*) a été réalisé dans certaines communes (*Krémis, Kirané*) face aux problématiques

²⁶⁷ Interview avec le Maire-adjoint (*C.Rezinik 2018*), « *la mise en œuvre du PADDY* ».

environnementales (*érosion des sols, désertification...*). Le deuxième projet environnemental (2014-2015) a eu lieu dans quatre communes du cercle (*Diafounou-Gorry, Diongaga, Konsiga et Marekaffo*) grâce à l'appui de l'association des migrants résidant à Montreuil DKGF (*Diafounou Koreyé Gadianda Fédé*) et la contribution technique du SICM. Ces deux projets visent à lutter efficacement et durablement la désertification et l'insécurité alimentaire dans le cercle. Les difficultés liées au projet environnemental des actions engagées dans les communes concernées (*Diafounou-Gorry, Diongaga, Konsiga et Marékaffo*) portent sur plusieurs aspects. D'abord dans ces communes, la mobilisation des populations a été difficile ce qui constitue un handicap pour l'opérationnalisation des actions. Comme indiqué par le président de l'ADCYFOSI : « *dans les projets environnementaux, on a jamais pu fonctionner correctement du fait de l'incompréhension des populations locales. Parfois, on appelle les migrants en France pour qu'ils mettent la pression sur les migrants afin qu'ils s'impliquent davantage dans ces projets environnementaux* »²⁶⁸. A cela, s'ajoutent d'autres difficultés techniques pour le reboisement et le creusement des trous, l'incompréhension des espèces d'arbres à planter dans la zone, l'utilité des haies vives etc. Enfin, il y a d'autres difficultés comme l'entretien et les bêtes rongeurs des arbres plantés qui affectent l'opérationnalité des projets de reboisement. Quant au deuxième projet dans les communes de Kirané et Kremis, quelques difficultés logistiques (*mise à disposition des arbres, creusement des puits à grand diamètre*), la faible mobilisation des populations dans le projet et l'échec des arbres morts (*200 arbres plantés sont morts*).

Un cadre de renouvellement des réformes institutionnelles mérite une réflexion approfondie dans le contexte actuel de crise politique marquée par le déficit démocratique dans l'action publique locale (*programmes et projets*) et la perspective de mise en œuvre des projets et programmes de développement durable dans tout le pays.

²⁶⁸ Interview avec Baradji. Cheickna (2018), Op.cit.

2. Le PADDY et ses expériences agricoles, un échec des politiques de développement durable.

Le développement agricole constitue la politique phare du PADDY (*avec la mise à disposition des technologies pour la maîtrise de l'eau, aménagement des parcelles, construction des barrages pour la retenue d'eau...*). Les acteurs impliqués s'intéressent à ce secteur pour accompagner le cercle de Yélimané. De manière générale, l'agriculture malienne n'est pas complètement mécanique, néanmoins, elle est essentiellement basée sur les pratiques traditionnelles liées à la pluviométrie naturelle. Si certaines expériences d'irrigations ont pu être testées dans le Cercle de Yélimané, le PADDY ne remplit pas l'effectivité des conditions requises. Le système d'irrigation du PADDY manque des technologies d'irrigation et des moyens conséquents pour intensifier le ressort de l'agriculture. Le coordinateur du PADDY (I. Maïga) montre que : *« l'absence des moyens d'irrigation et de culture du développement participatif, met donc les populations en majorité paysannes à la dépendance des phénomènes naturels (faible pluviométrie) non durables dans l'agriculture. Par exemple, nous avons réalisé en novembre 2008, quelques parcelles de démonstration pour cultiver le riz à GORY, KAKOULOU, NIOGOMERA. Ces parcelles de démonstration ont été mises en place avec la participation des villageois, des experts et techniciens vietnamiens (hydraulicien, riziculteurs...). Nous avons réalisé six (6) hectares dans trois (3) sites considérées comme écoles de démonstration (Niogoméra, Gory, Kakoulou-kremis). Ces parcelles aménagés ont été utilisés comme expérimentation et les productions de riz étaient récoltées »*²⁶⁹. Limitées par les problèmes naturels (*manque des espaces irrigués*), les paysans sont dans l'impasse de production et de survie de leur milieu. Les territoires de ces paysans sont dans la logique d'un développement non durable. Cette carence de la non maîtrise des pratiques agricoles adaptées par les populations suscite des interrogations sur l'existence des ressources durables dans le cercle. Les cultures expérimentées et les bassins irrigués relèvent-ils des choix des populations locales ? Avec un caractère essentiellement expérimental, les centres d'appui technique de NIOGOMERA et DE KAKOULOU visaient le renforcement des cultures irriguées en vue de l'émergence d'un réseau d'irrigation dans le Cercle. L'ambition que sous-entendait dans le PADDY, s'articule autour des préoccupations suivantes : les choix de cultures en très grande variété et l'initiation du maraîchage sans dépendance des cycles saisonniers. Selon le coordinateur du PADDY (IMAIGA 2010) :

²⁶⁹ Interview avec le coordinateur du PADDY, I. Maïga (2010), Op.cit.

« nous avons obtenus les meilleurs résultats pendant la première année d'expérimentation grâce à l'application des techniques vietnamiennes avec la variété telle que (zanguéreni) qui se concurrence avec la variété locale d'ici. Nous étions passés aux rendements de 900kg/ha (pour la variété locale) à 3t/ha pour la variété zanguéreni ». Les techniques innovantes importées par les techniciens vietnamiens ont apporté des bons résultats. Selon le coordinateur du PADDY, c'est grâce l'appui financier et logistique des partenaires comme la FAK que nous avons pu obtenir ces résultats.

Cette opportunité dans le domaine agricole, devrait s'appuyer sur la main d'œuvre locale (*essentiellement les jeunes*) pour introduire des cultures contre-saison. Les sites expérimentés devaient fournir des produits pour répondre à la demande des produits vivriers et de revenus supplémentaires. L'exemple a été montré par Le coordinateur du PADDY dans les sites d'expérimentation (*Gory-Moussala, Niogoméra, Kakoulou, Krémis*) pour la diffusion des techniques innovantes en maraîchage. Partant d'un axe de démonstration et d'expérimentation, le PADDY sert dans le domaine agricole, un rôle pilote des ressources agricoles et d'ouvrir d'autres opportunités pour les techniques agricoles. En 2007, ce sont 43 associations villageoises du cercle qui ont été encadrées par les techniques innovantes en maraîchage²⁷⁰. Dans cette perspective, les exigences financières imposent la réalisation effective du PADDY implanté dans la partie sahélienne du pays. Ce manque de moyens financiers pour les paysans rend la participation et le suivi des travaux difficiles pour les populations. Or, le PADDY aspire réduire la dépendance des populations dans le cadre de la décentralisation malienne à des contraintes environnementales. L'aspiration des moyens techniques dans le domaine agricole constitue la priorité de tout processus de développement. C'est ce que signale le directeur régional de l'agriculture de Kayes et selon lui : « *il nous faut des ressources comme les techniques de retenue d'eau dans les baffons afin que l'agriculture soit durable dans le cercle dans certaines localités arides de la région et que l'autosuffisance alimentaire soit assurée dans la région. Je pense qu'au lieu de construire des mosquées à des coûts des millions, nous devons à priori, construire des barrages et d'autres infrastructures de développement dans la région. Regardez un peu dans la région, vous allez voir que les migrants ont à peu près construit des belles mosquées dans leurs villages d'origine* »²⁷¹.

270 I. Doucouré, Maire de la commune de Tambacara, Op.cit.

271 Aly Fofana, directeur régional de l'agriculture de Kayes, Opt. Cit.

La participation des populations aux techniques d'irrigation agricole et l'accompagnement institutionnel par la décentralisation constitue une méthode de transfert du savoir-faire du développement durable. Il se pose un problème de coordination et d'entretien des sites en expérimentation. La carence dans ce domaine va rapidement conduire essentiellement à l'échec de ce projet d'expérimentation censé servir de pilote à la politique de développement agricole durable dans le cercle. C'est ce qui fait émerger la deuxième phase du PADDY annoncé pour la période 2011-2015 car la première phase avait touché à ses limites (manque de financement, manque de suivi et entretiens de sites d'expérimentation...). La durabilité dans le domaine agricole du cercle de Yélimané est sujette à des problèmes relatifs au décollage agricole participatif. En l'absence d'une réelle politique agricole capable de maîtriser les ressources de base (*main d'œuvre, disponibilité des ressources en eau, la formation professionnelle, transition mentale vers la culture du développement endogène...*), il se pose de problème du changement réel d'une politique de soutenabilité du développement. Comment peut-on ignorer les échecs de ces politiques de développement lorsque l'on sait que les ressources fondamentales du Cercle (*ressources humaines, manque d'eau, manque de financement et d'accompagnement, valorisation de la culture du développement endogène...*) sont négligées en termes d'accompagnement du citoyen dans les processus de développement endogène par la participation. Le président d'ADCYFOSI nous avait indiqué lors de nos interviews : « *pour moi, la première ressource de Yélimané est d'abord les ressources humaines et il faut retenir et placer les jeunes, les bras valides dans nos territoires sinon, il n'y a pas de développement* ²⁷² ». Le responsable de cette association montre que malgré tous les efforts institutionnels et financiers sont en échec face aux besoins réels des populations locales du cercle. Selon lui, la solution est avant tout sociale et humaine (ressources humaines, retenue des jeunes sur le territoire, création d'emploi pour les jeunes...). Par ailleurs, il montre que : « *nous dans notre association ADCYFOSI, on veut attaquer les vrais problèmes tels que l'emploi des jeunes, l'immigration, le manque des ressources nécessaires et les vrais besoins des populations en priorité. Le PADDY n'est pas en mesure de répondre efficacement aux vraies attentes des populations du cercle. Tant que les ressources humaines ne sont pas valorisées (alphabétisation, formation professionnelle...) et mises au service de la population, il y a toujours quelque chose qui manque dans nos villages et l'immigration n'est pas*

272 Interview avec Baradji. Cheickna (2018), Président ADCYFOSI (Association pour le Développement du Cercle de Yélimané et les Organisations de la Solidarité Internationale), « la mise en œuvre du PADDY dans le Cercle de Yélimané ».

toujours la solution durable et soutenue »²⁷³. La participation et la mise en œuvre des dispositifs liés à l'agriculture sont des réalités concrètes qui répondent aux besoins de la population.

Section 4

Emergence des pratiques de développement local par les associations : les cas de l'ADD et de l'ORDIK dans le cercle de Kayes

I – Le développement local par les associations pionnières dans le cercle de Kayes

Dans les cercles de Diéma, Kayes, Nioro et Yélimané (*dans la région de Kayes*), d'importants projets de développement inter-villageois ont été expérimentés dans le cadre du désenclavement inter-village. C'est la suite logique des mouvements associatifs (*nés en France dans les années 80 pour la plupart des migrants constitués en association*) favorables aux différents processus de développement. Il s'agit de mettre en place, des projets conduits par des associations regroupant des villages formées depuis les années 1980 dans les foyers de résidence des jeunes travailleurs (*France*). Ces structures sont regroupées sous le toit de la société civile et de manière autonome pour fédérer, mobiliser et gérer les ressources²⁷⁴ des migrants à destinées aux villages d'origine (Mali). Elles fonctionnent comme des relais pour mener à bien, les projets de développement initiés depuis la France. Si l'on retient les critères définis par Gentil et Mercoiret²⁷⁵, on peut probablement parler d'un véritable « *mouvement paysan* », porteur d'une idéologie développementaliste largement diffusée dans les villages et capable d'une mobilisation effective pour défendre ses intérêts. Ces structures ont trois caractéristiques historiques à partir desquels elles ont été constituées. Il y a d'abord trois séquences que nous pouvons constater dans ces différents processus d'émergence de la société civile :

273 Baradji Cheickna (2018), Op.cit.

274 Quiminal. C., (1991), *Gens d'ici, gens d'ailleurs. Migrations soninké et transformations villageoises*, Paris, Christian Bourgeois, p.223.

275 Gentil. D. et Mercoiret M.-R., (1991), *Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique noire ?*, Revue Tiers-Monde, XXXII, n° 128, oct.-déc., p. 867-886.

- le militantisme syndical des jeunes migrants résidents dans les foyers des jeunes travailleurs en France (*où certains leaders locaux ont appris à militer dans les usines pendant les mouvements sociaux notamment, les mouvements de grèves des résidents des jeunes travailleurs des foyers pendant les années 1970, 1980*) ;
- l'élan envie pour développer les villages d'origines des jeunes migrants ou la montée en puissance de mouvements volontaristes et humanitaires pour le désenclavement des villageois (*aides alimentaires des années 70-73, réalisation des infrastructures sanitaires et éducatives, édifices religieuses etc.*) ;
- la dynamique d'émergence de la société civile renforcée par le cadre institutionnel au Mali (*suite à la chute du mur de Berlin à la fin des années 1980 et début des années 1990*) où la gouvernance locale (*la manière de gérer le pouvoir à plusieurs niveaux*) émerge comme cadre institutionnel imposé et où les collectivités territoriales sont appelées à se constituer au Mali par la décentralisation.

Ces trois caractéristiques marquent le degré des mouvements associatifs à travers l'émergence de la société civile (*notamment les cas suivants de l'émergence des associations constituées par les migrants résidant en France et pour les villages au Mali*) sur la conceptualisation et les formes des processus de développement dans le cercle de Kayes. Pour nos cas étudiés, nous avons d'une part, l'association ADD (*Association Diama-Djigui*) signifiant espoir du peuple en langue nationale du Mali (*Bambara*) et d'autre part, nous avons l'ORDIK (*Organisation Rurale pour le Développement Intégré de la Kolimbiné*) concernant une zone territoriale regroupant les villages autour de l'affluent versant (*Kolimbiné*) du fleuve Sénégal.

Au plan historique, ces deux entités existaient bien avant la réforme territoriale de la décentralisation en 1993 au Mali. Ces associations ont été citées pour la plus part du temps, comme références en matière de dynamique de développement local et des entités embryonnaires pour la société civile émergente dans le cercle de Kayes²⁷⁶. Ainsi, nous présentons les deux paragraphes suivants concernant la dynamique associative menée par les deux associations (*ADD et ORDIK*) et le cas du programme de développement intégré de l'ADD comme forme des processus et cadre conceptuel de développement durable dans les villages concernés par le programme.

²⁷⁶ Totte Marc, (2003), *La décentralisation en Afrique de l'Ouest : entre politique et développement*, Karthala.

1. Emergence de la dynamique associative de l'ORDIK et l'ADD en France.

L'ORDIK (*Organisation Rurale pour le Développement Intégré de la Kolimbiné*) et l'ADD (*Association Diama Djigui*) sont deux associations inter-villageoises composées chacune d'une entité basée au Mali dans le cercle de Kayes. C'est depuis les foyers des migrants organisés en association en France que les deux structures sont créées. Ce sont deux entités distinctes constituées par les ressortissants des villages situés autour de la zone du bassin versant de *Kolimbiné (affluent du fleuve Sénégal)*, lesquels ayant émigré pour la plus part en France. L'ORDIK regroupe neuf villages et l'ADD en compte quatre villages qui sont toutes deux associations appuyées par l'ONG (GRDR)²⁷⁷ connue pour son sens d'intervention dans la formation et l'accompagnement des structures locales et dans la mise en œuvre des projets. La dynamique d'émergence de ces associations utilise le concept de développement durable en ciblant certains volets prioritaires et considérés comme axes vitaux (*agriculture par exemple*) pour les différents processus de développement local dans la zone concernée. Nous soulignons d'une part, les processus historiques instituant ces associations de développement (*ORDIK et ADD sont nés depuis les foyers des migrants en France*) et d'autre part, l'accent est mis sur le contexte économique et social suscité par la dynamique d'émergence de ces associations.

2. L'émergence historique de l'ORDIK et de l'ADD comme dynamique d'émergence de la société civile dans les villages.

Dans le cercle de Kayes comme celui de Yelimané, l'émigration occupe une place importante dans le développement socioéconomique et culturel du cercle²⁷⁸. Ces associations sont nées avec des projets visant à développer les villages de départ. Nombre des jeunes émigrés ont eu à s'impliquer dans des dynamiques sociales au niveau des pays d'accueil tels que la France. Ils ont souvent été à la base de différents mouvements revendicatifs (*mouvement des foyers SONACOTRA, mouvement des éboueurs, mouvement des travailleurs du métro parisien etc.*) sociaux d'intégration des jeunes migrants. Cette implication plus ou moins forte dans les mouvements sociaux a suscité chez certains, une assez nette aspiration à créer le lien avec leur

277. GRDR : Groupe de Recherche pour le Développement essentiellement concentré sur le bassin du fleuve Sénégal comprenant les trois pays (Mali, Mauritanie et le Sénégal). Le GRDR en tant qu'ONG, a signé une convention de partenariat avec le gouvernement du Mali en 1988 pour le développement de la société civile dans la zone concernée.

278. GRDR : Groupe de Recherche pour le Développement essentiellement concentré sur le bassin du fleuve Sénégal comprenant les trois pays (Mali, Mauritanie et le Sénégal).

pays d'origine, leur région et leurs villages d'origine. De nombreux travailleurs émigrés de la fin des années 70 ont ainsi essayé de réorienter les investissements collectifs autour des associations de villages vers des actions plus ou moins productives. C'est surtout le domaine agricole et l'épargne liée à la coopérative agricole en direction des villages. On passe d'investissement à caractère religieux (*mosquées*) vers des investissements à caractère social visant à soutenir les villages par la mise en place des infrastructures (*des centres de santé, des écoles, des maternités rurales, des ateliers artisanaux etc.*). Ces premières expériences de développement impulsent des mouvements permettant de dépasser l'échelle villageoise pour parvenir à des regroupements inter-villageois. Il s'agit de l'appui institutionnel mené par la coopération décentralisée existante entre la région de Kayes et ses partenaires historiques (*régions Nord-Pas-de-Calais, Ile-de-France*) de France et quelques ONG (*GRDR*) ayant les initiatives de développement territorial. Ces différents processus d'institutionnalisation ont officiellement émergé par le cadre de la décentralisation malienne. C'est le cas actuel des regroupements des communes formant l'intercommunalité comme mouvement de continuité du cadre de la décentralisation malienne. Cette émergence est la suite logique des mouvements sociaux liés aux regroupements inter-villageois des migrants. Ces deux associations (*ORDIK, ADD*) ont montré le chemin d'une voie vers l'autonomisation de la société civile et le cadre de la décentralisation au Mali avec des concepts basés sur le développement durable en faveur des villages concernés par les deux associations (*ORDIK et ADD*).

Dans le domaine du leadership de ces deux associations, elles sont depuis leur création constituées et dirigées par des leaders originaires des villages concernés. A la tête de chaque association, une équipe est constituée en charge de mieux gérer et développer les projets villageois. Comment ces leaders étaient choisis pour diriger les associations ? Ce sont avant tout des ressortissants originaires des villages concernés par les ADD et ORDIK. Pour la plus part d'entre eux, ils sont devenus leaders car, ils étaient simplement choisis par les représentants des villages concernés. Beaucoup d'entre eux, étaient des migrants résidant en France qui avaient choisi le retour volontaire au pays afin de pouvoir gérer les projets villageois de ces associations. On peut constater que les deux associations sont nées à partir de ce mouvement volontariste basé sur le retour organisé de certains leaders depuis la France (*où ils travaillaient et étaient formés par des mouvements syndicalistes*). La dynamique de création de ces associations s'inscrit dans la démarche de l'esprit de la loi 1901 relative aux associations issues de la société civile en France.

Nous pouvons constater que cette dynamique de création associative n'a pas la même caractéristique et le même contexte au niveau des villages. Pour l'accueil, la constitution et la mise en place des leaders, chaque association a subi la moindre influence de domination des chefs traditionnels des villages concernés (*conseillers et chefs de village*). Autrement dit, les leaders choisis pour gérer les associations relève des choix constitués à partir des villages afin de faciliter l'intervention de ces derniers pour la gestion des projets. Cela montre une tentative d'influence des aristocraties villageoises pour la gestion des projets au niveau des villages concernés par les deux associations. En quoi l'émergence de la société civile (*à travers la création de l'ADD et de l'ORDIK*) peut relever des choix de certains représentants locaux au détriment de l'ensemble des populations de villages concernés ? On peut mieux comprendre qu'au niveau de la France où les deux associations sont nées, les choix de leaders associatifs sont relatifs à l'esprit de la loi 1901. C'est-à-dire de manière démocratique, un certain nombre de critères lié à cet engagement volontariste ont procédé aux choix de leaders associatifs et des projets. Tout relève du consensus entre les membres de l'association. En France, les méthodes de ces choix sont plus ou moins organisées et placées sous la forme et la directive de l'esprit de la loi 1901 relative aux associations en France.

Par contre au niveau des villages, l'organisation et la composition des structures sont un peu floues pour les choix des leaders où les aristocrates villageois (*chefs et conseillers de village*) détiennent la domination et la main basse sur les choix de leaders associatifs. Pour la gestion, beaucoup des leaders étaient indirectement choisis par les chefs et conseillers du village. Le choix de ces leaders associatifs est-il l'aboutissement de la volonté renforcée de l'émergence de la société civile lorsque certaines couches sociales sont exclues de la sphère politique de ces choix délibérés ? Dans certains villages les choix de leaders s'opèrent de manière arbitraire sans tenir compte de toutes les catégories sociales (*castes, descendants des anciens captifs...*) concernées par ce processus d'émergence de la société civile. Les deux associations que nous avons étudiées (ADD et ORDIK) se différencient quant à leur fonctionnement et leur composition (*leaders associatifs*) dans les villages respectifs.

C'est dans ce sens que l'ORDIK a mis en place un système par lequel plusieurs acteurs d'origine sociale différente (*les notables, les jeunes, les femmes, les descendants de captifs et les castes...*) ont eu la possibilité de participer à l'accompagnement de leur structure associative. Cette possibilité est la conséquence directe de la mise en place du système éducatif de base pour les adultes (*alphabétisation pour ceux qui ne savent ni lire ni écrire*) afin de faciliter l'émergence des jeunes leaders associatifs et la fluidité pour la gestion de leur

structure. Selon l'ancien secrétaire exécutif de l'ORDIK de B. Fofana (2017) : « *l'ORDIK avait mis en avant l'alphabétisation de tous les acteurs concernés comme socle de développement durable. Dans les neuf villages concernés, il est souligné que les populations locales comme premières bénéficiaires de l'ORDIK devaient apprendre à lire et écrire. L'apprentissage (écrire et lire) était la priorité de tout type de développement local. C'est pourquoi, nous étions passées par là dans la mise en œuvre de nos projets de l'ORDIK* »²⁷⁹. C'est la valorisation du potentiel humain de base essentiel pour la mobilisation des ressources pour le développement. L'alphabétisation fait la différence entre le choix de ces leaders associatifs et les choix traditionnels délibérés par les chefs et conseillers de village. Avec le cas de l'ORDIK, on peut constater que c'est grâce à la formation et le système d'alphabétisation mis en place, que les choix de certains leaders associatifs ont acquis une certaine légitimité afin de contribuer à l'émergence de leur structure. L'alphabétisation était considérée à priori, comme le socle de tout développement territorial.

Ces mêmes procédures au sein de l'ORDIK n'ont pas prévalu dans les choix opérés au sein de l'association ADD où la sélection relevait des choix ou l'influence indirecte de certains aristocrates villageois (*les chefs et conseillers de village*). Il manque une structure d'alphabétisation mise en place afin de faciliter les choix de leaders associatifs. Les choix sont à la portée de représentants des villages concernés. Les manières traditionnelles existantes déterminent les choix conformément aux vœux des représentants des villages. Il est à constater que l'ADD dégage une certaine particularité quant à la gestion de son centre de santé comme projet phare de l'association. Les processus d'émergence de l'ADD ont très rapidement enregistré des crises internes au sein des villageois et au sein des migrants concernés par le projet. Ainsi, dans un rapport du GRDR de juillet 1996²⁸⁰, il est signalé que l'ADD est la structure qui a très rapidement subi des conséquences de gestion (*ordre social et*

279. Fofana. Braka (2017), (Interview sur les 10 ans des projets de développement réalisés par l'ACDS), à la Courneuve, 10 Novembre 2017.

280 .Rapport GRDR juillet 1996 : (Le rapport avait soulevé quatre points qui montrent le début de la crise d'ADD et le dysfonctionnement interne). Le centre de santé était l'objet sensible dans les villages concernés avec une perte de geste de 3.172.983 Fcfa avec une fréquentation de 8 personnes par jour.

-Au sein du centre de santé, le choix de tarif de médicaments était polémique en termes de gains sur les médicaments.

- La perte au niveau de la maternité (195000Fcfa) et de l'hospitalisation (13500Fcfa) en 1995 qui remet en cause le maintien du personnel médical sur place.

- Le choix du personnel est contesté dans les villages concernés soulevant les questions de clientélisme local au sein du centre de santé aboutissant à la corruption.

financier) sur fond de crise interne. Suite à ces crises de gestion interne de l'ADD, on peut constater que l'insuffisance ou le manque des dispositifs d'alphabétisation constitue l'obstacle fondamental. Le futur programme de développement intégré est survenu sur une crise déjà amorcé dans le fonctionnement du centre de santé qui n'a pas pu résoudre les questions budgétaires. L'alphabétisation au bénéfice des leaders associatifs et des gestionnaires constitue la première ressource nécessaire.

1°) Le centre de santé réalisé par l'ADD et inauguré en janvier 1988 à Maréna Diombougou



II - L'émergence des structures associatives comme embryon pour la décentralisation malienne dans le cercle de Kayes.

Grace à la dynamique associative de l'ADD et de l'ORDIK, la décentralisation est venue greffer au cadre existant de développement local souhaité par les structures concernées. Lors d'une assemblée générale de l'ACCMDF (Association du Comité Communal de Maréna Diombougou en France), le présent de cette association et ancien conseiller communal (Diallo Dahaba 2017) disait que : « *C'est notre commune où il y avait le siège de l'ADD qui a donné les bases de la décentralisation au Mali. Même l'ancien ministre de l'administration territoriale du Mali (Ousmane Sy) était venu apprendre à Maréna afin de s'enquérir de nos*

expériences d'organisation et de développement territorial par le biais de l'ADD »²⁸¹. La réforme territoriale de la décentralisation est venue renforcer les projets de l'ORDIK et de l'ADD dans les villages concernés. Les deux structures ont chacune une position spécifique dans le processus d'émergence de la décentralisation malienne. L'ADD a une position tout à fait neutre (*le fait de ne pas assez mobiliser les ressources humaines pour les leaders associatifs*) dans ce processus institutionnel par rapport à l'ORDIK qui a procédé ses démarches sur le volet de l'alphabétisation (*les langues locales et le français*). Même si la décentralisation malienne dans le cercle a ciblé les structures associatives comme cadre de référence d'appropriation et de construction de l'espace public de développement, elle est le projet phare pour la dynamique d'émergence de la société civile. Dans cette perspective, l'ORDIK inscrit son projet dans le contexte de la décentralisation comme soutien nécessaire aux villages tout comme l'ADD. Avec cette réforme à l'échelle nationale et locale, les villages composant l'ORDIK vont se constituer en commune rurale (*Kolimbiné*). Cette situation de s'appartenir à une seule entité géographique territoriale, permet aux villages concernés de se positionner à tous les niveaux du processus de développement local (*acteurs, bénéficiaires*). On constate que ces deux associations constituent un cas bien préparé prêts à s'impliquer dans la dynamique associative. La décentralisation permet donc à ces deux associations d'inscrire leurs actions dans une perspective plus globale débouchant aux concepts de développement local et durable. Comment ces deux structures (ADD et ORDIK) vont se positionner comme entités (*société civile*) à s'autogérer dans le cadre de la décentralisation tout en défendant leurs objectifs de développement ? Celle-ci nous mène à distinguer les risques engendrés par ce processus global de la décentralisation malienne au niveau des leaders associatifs et des choix associatifs.

281. Diallo. D, (2017), président de l'ACCMDF (Association du Comité Communal de Maréna Diombougou en France), intervention de l'Assemblée Générale du 19 novembre 2017.

1. La décentralisation et le programme de développement intégré de l'ADD (*actuelle commune rurale de Maréna Diombougou*)

L'Association Diama-Djigui (ADD) signifie en langue nationale du Mali (*Bambara*), « *l'espoir du peuple* ». Elle est l'une des plus anciennes associations inter-villageoises à se lancer dans les actions locales de développement dans le cercle de Kayes. Elle a été créée en 1980 par les ressortissants de quatre villages²⁸² du canton de Diombougou (*Maréna, Madinacouta, Mokoyafra et Sabouciré-samballa*) résidant en France. Déjà en 1982, elle a construit un centre de santé regroupant les quatre villages et géré de manière autonome par les ressortissants de ces mêmes villages. Dans cette perspective de développement, l'association s'engage en 1993 avec l'appui du GRDR, dans un programme de développement intégré planifié sur trois ans. Ce programme de développement comporte plusieurs volets et vise principalement à promouvoir l'auto-développement participatif pour les quatre villages.

Le programme avait plusieurs objectifs repartis dans plusieurs ordres. A court terme, il s'agit principalement de démarrer des actions permettant l'augmentation de la production agricole et l'amélioration de la situation socioéconomique de la zone concernée. Pour le moyen terme, le programme vise à appuyer l'alphabétisation, la formation et la dynamique associative de l'ADD. Cette possibilité permet aux populations des villages concernés d'être autonomes et gérer elles-mêmes, les structures de services mises en place.

2. Les objectifs du programme de développement intégré de l'ADD

Le programme a mis en place quelques objectifs à court terme qui visent le développement local de la zone concernée comme priorité et s'énoncent dans les points suivants²⁸³:

- Augmenter la production agricole par l'amélioration des techniques culturales, la création des aménagements agricoles sur la culture du riz et diversifier et développer le maraîchage et la production de fruits ;
- Améliorer la productivité du cheptel dans le sens de rendre les conditions d'abreuvement plus satisfaisantes et améliorer la conduite de troupeaux en particulier, le suivi sanitaire ;

282. Il s'agit des villages de : Maréna Diombougou, Madina Couta, Mogoyafara et Sabouciré Samballa.

283 Rapport GRDR juillet (1996), Op.cit.

- Susciter la mise en place d'activités artisanales et de services pour l'insertion des jeunes en leur réservant des revenus suffisants et améliorer la condition des femmes ;
- Améliorer la santé humaine en rendant le centre de santé plus fonctionnel et améliorer l'alimentation avec l'adduction d'eau potable dans les villages ;
- Augmenter le niveau et la culture générale des populations par le taux de scolarisation et mettre en place des programmes d'alphabétisation et de formation des responsables des projets.

Dans le domaine économique et financière, le programme a mis quelques points suivants.

- Augmentation des produits par la diversification des activités agricoles et des revenus liés aux activités artisanales au niveau de la zone ;
- Diminution des charges au niveau d'approvisionnement des produits de première nécessité au sein des services concernés dans les villages ;
- Création de six (6) emplois à temps plein et neuf (9) emplois à temps partiel qui sont repartis par des activités artisanales et des services. Dans la même perspective, le programme a ciblé l'accroissement des capacités d'auto-développement. Le programme souhaite dans ce sens à avoir plus de résultats à long terme. L'association ADD a noué des relations de partenariats avec des acteurs extérieurs pour définir et mener d'autres actions ultérieures. Toutes les actions sont prévues pour qu'elles puissent être prises en charge par les bénéficiaires du programme. Les financements sollicités par le programme sont prévus comme fonds de roulement ou de crédit disponible.

3. Les actions quantitatives et qualitatives engagées par le programme.

Le programme de développement intégré de l'ADD avait plusieurs actions qui ont été engagées par le programme (*les acteurs retenus par le programme*) et qui rentrent dans l'ordre de développement intégral des villages concernés. Les secteurs et les actions sont les suivants :

L'agriculture

Pour préserver une culture liée à l'agriculture capable de répondre aux besoins socioéconomiques de la zone, des aménagements ont été réalisés de façon simple pour lutter contre l'insuffisance alimentaire et l'érosion des sols. Le programme a eu des échanges avec

d'autres programmes de la région (*PADDY de Yélimané, AFVP de Diéma...*) pour faciliter le secteur agricole et protéger l'environnement. Dans ce sens, l'association a réussi à mettre en place, un magasin des céréales, des semences, des engrais, des produits phytosanitaires, autres produits et outils agricoles. C'est ainsi que disait le président de l'association de développement du village de Sabouciré-samballa (Kanté. Dalla 2011) et selon lui : *«l'ADD était un très bon exemple et une expérience du vrai développement local dans les quatre villages et qui avait même brillé auprès de l'UNESCO à un moment donné. Nous dans la commune de Maréna, on est fier de cet héritage ! Nous souhaitons que les jeunes fassent mieux que nous aujourd'hui ! L'exemple de l'ADD répondait à plusieurs besoins de la population locale tant dans le domaine agricole, économique, social, coopératif, culturel et communautaire de quatre villages respectifs »*²⁸⁴. Dans le cadre de l'autonomie et de responsabilité de la vie associative, l'ADD a tenu à assurer la gestion autonome de son magasin. L'objectif pour la gestion du magasin des céréales est d'assurer sa viabilité à long terme au-delà de la durée prévue pour le programme.

Pour le maraîchage, quelques jardins ont été créés pour répondre à la demande des populations de quatre villages en alimentation. Il s'agit des infrastructures pour l'approvisionnement en eau. Ce sont neufs (9) puits qui ont été creusés et distribués aux villages concernés²⁸⁵. Il s'agit : Un (1) pour les femmes de *Madinakouta*, deux (2) à *Sabouciré* et à *Mokoyafara*, un (1) pour les hommes et un (1) pour les femmes. Le village de *Maréna* dispose quatre (4) puits dont deux (2) pour les hommes et deux (2) pour les femmes. L'aménagement de chaque jardin de maraîchage dispose une surface de 2500m² équipé d'un système d'exhaure à traction animale. Pour la valorisation de ces périmètres aménagés dans chaque village, des stages de formations ont été mis en place pour valoriser les savoir-faire techniques de maraîchage dans chaque village. Ces formations étaient organisées dans chaque village par l'ONG (GRDR) spécialisée sur les questions de développement local. L'objectif de ces formations était de mettre en place un système de relais-technique villageois. A la suite des formations organisées, chaque village est appelé à devenir autonome pour assurer les structures techniques villageois sur l'agriculture et le maraîchage.

²⁸⁴ Kanté. D, Intervention du président de l'Association de Développement du Village de Sabouciré-samballa (ADVS), Rencontre du 11 novembre 2017 avec le Maire de la commune de Maréna Diombougou à Boulogne-Billancourt.

²⁸⁵ Rapport GRDR juillet (1996), Op.cit.

1°) Magasin multifonctionnel pour le stockage des céréales de l'ADD à Maréna
Diombougou : une coopérative agricole de quatre villages



L'élevage

En ce qui concerne le secteur de l'élevage, il s'agit de répondre aux besoins d'abreuvement, du couvert végétal et de la sécurité sanitaire pour les animaux de la zone de quatre villages de l'association (ADD) connaissant un déficit pluviométrique. Dans ce secteur, l'accent est principalement mis sur la valorisation des ressources humaines et les techniques en la matière. C'est ainsi que le programme a pris dix (10) agents ayant réussi une formation par le PRODESO (*Programme pour le développement de l'élevage au sahel*)²⁸⁶. Il s'agit de donner aux éleveurs, des techniques et services d'élevage, de donner des connaissances de base sur les principales maladies et donner les techniques d'amélioration de production (*alimentation bétail, aviculture...*). Ainsi, des parcs de vaccination ont été construits par les villageois et des produits vétérinaires stockés dans les magasins de l'association (ADD). Pour l'amélioration de l'abreuvement dans chaque village, des aménagements ont été menés dans chaque village.

²⁸⁶ Rapport GRDR juillet (1996), Op.cit.

Ce sont les barrages pour les retenues d'eau comme le cas dans le village de Mokoyafara. Quant à Sabouciré et Madinakouta, des puits étaient réalisés pour approvisionner les troupeaux en eau en quantité et qualité disponible. Dans le village de Maréna, la mare a été creusée pour maintenir l'eau pendant une certaine période de l'année (*la saison des pluies ou la période hivernale*).

Le cadre de la formation professionnelle et d'éducation du programme.

Dans le programme de développement intégré, la construction de trois classes était effectuée à Maréna dans l'objectif d'augmenter le taux de scolarisation dans la zone. C'est un besoin réel des habitants inspirant de nouveaux bâtiments. Le programme intervient dans la zone de quatre villages touchés par un déficit important d'instruction avec un taux de scolarisation très réduit dans le secteur. Sur cette construction de trois salles, les responsabilités étaient réparties à trois niveaux, l'ADD pour les salles, le village s'occupe de l'équipement et l'Etat va s'occuper du personnel enseignant. Ce type de projet doit être mis en étroite collaboration avec le ministère de l'éducation. Le financement de ce type d'ouvrage incombe au budget de l'Etat.

Le programme avait étendu ce processus de formation professionnelle par la mise en place du programme d'alphabétisation fonctionnelle ciblant les responsables d'activités (*acteurs et responsables villageois en charge des projets*). L'ADD s'était confiée à jouer avec des partenaires comme la fédération des paysans organisés de Bakel, ORDIK, Radio rurale de Kayes. L'objectif du programme est de former des animateurs ou alphabétiseurs villageois pour qu'ils prennent le relais dans chaque village. Ils sont indemnisés par le programme et encadrés par un responsable qui a la responsabilité de l'ensemble des opérations.

Créations d'ateliers artisanaux

Dans le processus de développement intégré de la zone, le programme a mis en place trois ateliers pour pallier le manque de service disponible dans les villages. Pour la première année d'expérimentation, un atelier de menuiserie bois a été créé à *Sabouciré* et un atelier de menuiserie métallique à *Maréna*. L'ADD a conclu des contrats avec des partenaires extérieurs notamment des ateliers à Kayes pour former des jeunes afin que ces derniers deviennent autonomes à la structure associative (ADD). L'objectif de ce partenariat est de susciter le prolongement des ateliers du nombre de deux à trois ans afin que quatre (4) soient formés et deviennent autonomes à la fin du programme.

Développement des activités des groupements féminins

La question d'intégration des femmes au programme de développement intégré, constitue une vision classique de politiques de développement local. C'est un volet central sur l'intégration et l'émancipation des femmes dans la sphère publique. La vision consiste à accorder un encadrement spécifique afin de les guider vers une prise de conscience et de confiance sur la nécessité de leur participation aux processus de développement. Cette procédure montre que les intérêts de la femme sont pris en compte. Le programme a prévu deux types d'activités des groupements féminins dans les villages concernés. Il s'agit des activités de production agricole et maraîchère et des activités artisanales (*fabrication de savons, teinture*). C'est ainsi qu'une animatrice a été recrutée pour conduire et appuyer les activités de ces groupements féminins. Les activités visaient l'allègement des occupations des femmes (*moulin à mil, arachide*).

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Les idées concernant les pratiques de développement durable, constituent une problématique à part entière sur la transversalité des choses. Dans ce processus, parler de développement durable dans le cadre des programmes et projets, implique indéniablement des multiples interrogations, des représentations, des définitions, des extraits historiques, des discours politiques et des traductions diverses sur un ensemble des aspects théoriques et pratiques. Ce contexte général sur le développement durable est précisé dans les disciplines scientifiques, dans les pratiques des politiques publiques locales et dans la perspective de décentralisation et coopération décentralisée au Mali. La construction historique de cette notion est mise en perspective par les sciences économiques et sociales. Depuis le tournant historique des années 80 et 90, période à laquelle ont émergé les acteurs multiples dans l'espace public, le développement durable est marqué par l'inspiration de changement des choses, d'innovation socioéconomique, idéologique, politique et culturel dans les espaces publics.

La perspective de mise en œuvre du développement durable et son inspiration par les acteurs engagés dans la région de Kayes est caractérisée par l'élan euphorique de changement des territoires décentralisés. Ce changement est né dans un contexte particulier lié à l'enjeu des migrations fortement marqué par les opérations de développement entreprises par les

associations des migrants originaires de la région vivant à l'extérieur (*principalement en France*). Les collectivités territoriales et les associations de migrants ont valorisé ce concept de développement durable comme idéologie et alternative efficace au changement capable de répondre aux différentes problématiques spécifiques auxquelles la région est confrontée. A cet effet, la décentralisation malienne et la coopération décentralisée ont permis aux multiples acteurs d'intégrer la notion de développement durable dans la gestion des actions liées au développement territorial. Ce sont les représentations sur les programmes et les projets montés par les acteurs qui animent l'ambition au développement durable comme moyen par lequel, les problématiques des territoires sont résolues.

Dans le contexte du Mali notamment dans la région de Kayes, le développement durable a pris sources dans les axes fondamentaux qui ont marqué l'histoire universelle, nationales et locales (*conférence de Rio, conférence de Stockholm, le NEPAD, politiques nationales, les mouvements associatifs des migrants engagés dans les actions de développement local...*). Ce sont ces bases politiques institutionnelles et les mouvements associatifs qui ont constitué l'origine du développement durable. Ces supports ont permis aux différents acteurs de mettre en perspective le développement durable avec des paradoxes marquant des insuffisances face aux attentes du développement territorial. Cette perspective politique a abouti à un cadre institutionnel sur le plan national et international auquel les collectivités territoriales sont mises au centre des priorités sans véritablement leur donner les moyens nécessaires. Autrement dit, le développement durable est institutionnalisé (*avec les principes et normes internationaux*) avec un contexte flou et demeure inapproprié pour certains (*les populations bénéficiaires des projets et programmes de développement*). Dans les collectivités territoriales, les populations locales s'approprient difficilement aux grands principes définis par le cadre mondial et national. Cette insuffisance d'appréhension de la culture du développement durable auprès des populations locales constitue un obstacle à la décentralisation et demeure inadéquate face à certaines spécificités locales de la région de Kayes (*populations à majorité analphabète, insuffisance des ressources pour les collectivités décentralisées, coopérations non structurées à long terme dans les collectivités locales...*).

Si le développement durable est devenu la coqueluche ou la supercherie des acteurs pour lutter contre la pauvreté dans la région de Kayes, il constitue à l'état actuel, un champ vague, généralisé avec des moyens insuffisants. Les programmes et les projets de développement territorial sont simplement déguisés sous la couleur du développement durable au détriment des nouvelles entités instituées (*collectivités territoriales, société civile...*) par la

décentralisation. Parfois, les besoins prioritaires des populations locales sont moins pris en compte (*les spécificités territoriales sont moins prises en compte sur certains aspects*) par rapport aux objectifs des projets et programmes de développement mis en action dans les territoires concernés. Les populations locales sont dans une situation qui réclame des résultats concrets face aux promesses des politiques publiques. Les opérations liées aux programmes et aux projets de développement sont parfois moins précisés en termes des résultats et d'objectifs à atteindre. Le développement durable comme dynamique des modèles de développement territorial est marqué par l'imprécision et le manque de résultats liés aux infrastructures de bases attendues par les populations. Les moyens susceptibles d'engendrer le changement et responsabiliser la société civile afin de participer pleinement au développement territorial sont quasiment inexistantes. C'est le cas du secteur de la formation professionnelle, de l'alphabétisation des adultes, des ressources financières pour les collectivités territoriales qui sont de moins en moins soutenus.

De part et d'autre, les opérations et actions de développement durable réalisées dans la région à titre d'expérimentation ont montré leur limite sur certains aspects. Par exemple, le PADDY et autres cas étudiés, ont montré l'enjeu de développement durable comme espoir de réussite sans avoir les moyens à hauteur des souhaits. Les différentes difficultés cumulées étaient les limites avec des perspectives des projets et programmes inachevés à court et à long terme. Ce processus de développement durable à travers les programmes et projets, est soutenu par la dynamique de la société civile qui s'intéresse à changer les territoires dans le contexte des réformes de la décentralisation malienne et des coopérations décentralisées réunissant plusieurs partenaires. Les différents projets de développement durable réalisés ont non seulement montré les limites d'un cadre de développement durable mais, des perspectives d'actions imposées à certains acteurs de la société qui se trouvent dans une situation complexe. Autrement dit, les opérations réalisées et les ambitions de la société civile sont loin d'atteindre les objectifs de développement durable prévus dans les grands principes énoncés ci-dessus. L'expérimentation des pratiques de développement durable sur la région est source de la dynamique perpétrée par l'émergence de la société civile. Les acquis de la société civile sont insuffisants en termes de participation démocratique et des moyens nécessaires répondant aux besoins spécifiques de la population locale. L'insuffisance des moyens est liée au manque de la culture et des moyens adéquats prenant en compte les spécificités territoriales. Le développement durable comme dynamique de faire autrement le développement, est à la fois confronté au manque des moyens et est imposé à la société civile sans véritablement mettre en

œuvre les moyens adéquats. Nous avons étudié des cas comme le PADDY qui démontrent le décalage entre attentes des populations locales, définitions, représentations diverses, principes généraux et actions réalisées. Même si les attentes des populations locales sont quelque part nombreuses avec des représentations diverses, le décalage existe entre ceux qui détiennent l'expertise sur les enjeux et ceux qui se sentent marginalisés, dépourvus de la culture de gestion des programmes et projets. Il est à remarquer que l'ambition de faire le développement durable est la perspective des représentations pour le changement, l'innovation et améliorer les conditions de vie des populations locales qui sont placées au centre des projets et programmes mis en place. Un ensemble des difficultés liées à ce manque des moyens, démontre la faiblesse des ressources humaines et financières pour les collectivités territoriales de la région.

L'ensemble des difficultés énoncées (*diversité des représentations, illettrisme, manque des moyens suffisants pour les collectivités territoriales, le manque de financement pour les projets et programmes concrets...*) dans la perspective de mise en œuvre des projets et programmes de développement durable constitue un paradoxe face aux principes prévus par les bases politiques du développement durable (*Rio, Stockholm, Johannesburg...*). Si le développement durable constitue un cadre légitime d'action publique à intégrer dans les projets et programmes de développement territorial, il demeure méconnu pour beaucoup d'acteurs (*ceux qui ne sont pris en compte par les politiques publiques tels que les bénéficiaires des projets qui ne savent ni lire et écrire*) de terrain et est dépourvu des moyens adéquats (*insuffisance de financement des actions*) face aux attentes des populations locales.

TROISIEME PARTIE

RECONSTRUCTION TERRITORIALE PARTICIPATIVE OU PROCESSUS D'UNIFORMISATION DES MODELES DE DEVELOPPEMENT DURABLE ?

*[Le problème décisif, c'est celui de la participation continue du plus grand nombre des acteurs sociaux aux définitions –toujours à reprendre- de la société ; le reconnaître, c'est marquer la nécessité de leur présence en ces lieux de la société où se font les choix qui la déterminent et où s'engendrent les éléments de sa signification.]²⁸⁷ Georges Balandier, *Sens et puissance*, PUF, 1981.*

287. Balandier Georges, (1981), *Sens et puissance: les dynamiques sociales*, PUF, Paris.

Introduction de la troisième partie :

Dans cette partie, on s'interroge si nous sommes dans les processus de reconstruction territoriale soldé par la participation des populations locales ou dans les processus d'uniformisation des modèles de développement durable importés. Ainsi, après avoir souligné l'épistémologie, la méthodologie, les aspects théoriques contradictoires de l'objet, les cas empiriques expérimentaux, on procède dans cette dernière partie l'analyse et l'interprétation des résultats obtenus. C'est la partie qui rend visible les éléments fournis par nos interviewés en se focalisant sur la réalité du territoire comme support de participation politique et lieu de fabrique du système d'action et des logiques. Notre situation de chercheur en tant que sociologue, nous permet de présenter les matériaux réels comme fournis par les acteurs rencontrés sur le terrain de ce travail.

Avant de procéder à l'analyse proprement dite, on souligne les procédures courantes de la participation politique dans les processus de développement et reconstruction territoriale. Il s'agit de mettre l'accent sur les aprioris normatifs qui dictent les manières de faire et de décider les procédures qui ne prennent pas en considération les aspirations profondes des acteurs concernés (*les bénéficiaires des projets qui ne savent ni lire et écrire voir analyser les enjeux des dispositifs de développement...*). Les multiples significations de développement durable sont le produit des actions sociales, économiques, culturelles et environnementales. Il ne peut être que l'émanation d'un modèle importé ou l'instrument d'un système d'action déployé. Il est au carrefour de la production des représentations, d'interactions et la manière de penser autrement aux sciences et aux pratiques sociales. Le degré de participation mesure la prise en compte des spécificités d'un territoire ou les aspirations d'un groupe social donné. Le travail se décline dans une démarche critique vis-à-vis de la culture dominante des modèles de développement importés au détriment des spécificités locales. La participation comme facteur de reconstruction territoriale, mesure l'enjeu de capacité des acteurs locaux ou la dynamique d'une démarche de développement répondant aux spécificités d'un territoire donné. C'est l'aspect d'appropriation des stratégies, des logiques et du système d'action de développement par le citoyen. Avec ce moyen de la participation à la reconstruction territoriale, chaque citoyen est en mesure de s'approprier de son propre développement durable répondant aux spécificités (*territoire, culture locale, participation politique...*) territoriales. Les territoires étudiés par le soin de nos recherches, montrent que les spécificités territoriales ou locales du terrain, sont des facteurs à prendre en

compte. Cette réalité montre le paradoxe des visions classiques ou les positions néocoloniales de développement.

Grace à l'observation des comportements des acteurs, on démontre ce que les « *méthodes classiques ou normatifs* » dictent comme facteur exogène et les réalités existantes du terrain. L'approche de la participation constitue dans ce sens un test, une réalité des processus de développement endogène par l'écoute et l'accompagnement des acteurs impliqués dans la gestion de leurs propres affaires locales. Les méthodes classiques ou normatives sont des faits sociaux, voir des procédures normatives dictées à partir d'un centre des décisions. Rien n'est donné et acquis naturellement, tout est construit dans le domaine des sciences sociales. Comment notre démarche décrit ces réalités sociales et système d'action de développement ?

Réalités locales et système d'action de développement

Nous avons précédemment souligné qu'il y a des procédures qui consistent à enfermer les acteurs dans les schémas rationnels, le plus souvent préétablis. Le champ du social est une création de l'acteur qui produit le système. De même, Michel Crozier a soutenu la prééminence de l'acteur sur le système²⁸⁸. La théorie du développement durable ouverte aux réalités locales est la prise en compte du sens commun qui conduit à privilégier la vision, le mode de réaction et les définitions que donnent les acteurs eux-mêmes sur leurs programmes ou projets de développement. Dans cette perspective, le développement durable serait une interprétation sociologique par les acteurs sociaux puisque, les faits sociaux ne s'imposent pas à nous, nous les construisons de manière interactive. Avec la montée de la remise en question du développement durable écran (*devenu attirant par les discours, les revendications dans les textes..., une action sans effet majeure de changement attendu*), nous nous interrogeons sur certains facteurs. C'est-à-dire, une observation des comportements des acteurs sur les démarches s'impose.

Les spécificités territoriales (*la participation politique, la culture locale de chaque peuple et le territoire...*) constituent la base de tout processus de développement durable. Par conséquent, le citoyen constitue l'alternatif essentiel produisant l'innovation sociale et le système d'actions. L'éducation au développement durable illustre cette procédure intégrée dans le principe de la démocratie participative. Cela attribue aux acteurs concernés, leurs propres capacités de repérage et de résolution des problèmes (*le sens donné par chacun, les*

²⁸⁸ Crozier, M., Friedberg, E. (1977) : *L'acteur et le système*, Seuil, Paris.

procédures locales, et les modes de réactions dans chaque territoire pour le changement ou la lutte contre la pauvreté...). Le développement durable comme produit du système au sens de Crozier, serait ainsi une approche culturelle des régulations sociales. Dans les chapitres suivants, nous tenterons d'analyser chaque facteur nécessitant cette approche (*participation, éducation du citoyen au développement culturel, le territoire...*).

Au préalable, la participation²⁸⁹ est une notion liée aux concepts de développement. Ce principe est à l'usage des pratiques politiques locales pour l'essor des territoires auxquels les uns et les autres se font des idées. Ce principe de participation est considéré comme un système des valeurs caractéristiques par les sociétés modernes²⁹⁰. Elle est également considérée comme une réponse « *aux besoins essentiels de l'homme* » aux regards des critères de planifications technocratiques du développement classique. Pour participer à son propre développement, les critères émis par les planificateurs ou techniciens (*bailleurs de fonds, ONG...*) catégorisent l'individu ou le groupe social à faire participer au dispositif de développement. C'est un produit du système d'action visant à légitimer les manières de faire ou les processus de développement dictés par les puissances dominatrices. La participation apparaît comme un référentiel visant à universaliser et imposer les valeurs du centre vers la périphérie au sens de B. Badie (1995). Le principe de la participation se place dans des positions sensibles voir des positions de domination. C'est une logique institutionnelle instituée par le système qui demeure moins explicite dans les logiques populaires des peuples diversifiés. Quelles peuvent-être les conditions de ce principe de participation dans les différentes structures sociales ? Or, pour être l'auteur de son propre destin, l'individu ou le groupe social d'un territoire donné, doit mettre au premier plan ses conditions de vie sociales qui sont spécifiques à chaque individu ou chaque groupe social donné. C'est la faculté de comprendre et résoudre ses propres problèmes. Cette position sociale constitue la culture d'un développement participatif rendue possible grâce à l'identification des spécificités des individus ou du groupe social d'un territoire donné. En d'autres termes, la culture du

289.Chauveau. J-P. (1996 :27), a remarqué que « le modèle participatif n'est donc pas l'apanage d'un courant théorique ou doctrinaire du développement. Au nom de l'efficacité et de l'équité, les agences et les opérateurs du développement les plus divers, voir même à l'opposé les uns des autres (les militants nationaux les plus populistes, les ONG les plus tiers-mondistes, les gouvernements les plus attachés à leur autorité et la très raisonnable Banque mondiale) affirment leur philosophie participative.

290.Chauveau. J-P. (1994), *Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement*, in Jacob, Lavigne Delville (éd.) (1994), p.28-29.

développement participatif signifie de changer la culture institutionnelle de l'action des acteurs (*des programmes, des projets et agences de développement tenus par les planificateurs ou les techniciens*). Cet ancrage participatif du développement relève de l'analyse sociologique de l'action publique locale dans le champ du développement territorial. C'est un principe pris en compte dans les processus de développement.

Du point de vue des réformes institutionnelles et épistémologique (*appui institutionnel de la décentralisation...*), la participation ou l'implication des populations aux affaires de développement territorial (*projets, programmes...*) constitue une connotation sociopolitique. C'est une mesure qui implique et vise le renforcement des capacités, d'associations et d'institutions locales pour éluder le contrôle du pouvoir discrétionnaire de l'Etat, des agences de développement etc. Cette vision de construire la société est le corollaire de la *démocratie participative* définie dans le Traité de la Constitution de l'Union européenne. Selon l'article I-47 du Traité établissant la Constitution de l'Union européenne, il s'agit non seulement de donner, « *par les voies appropriées, les moyens aux citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'Union* » (alinéa 1), mais aussi d'entretenir « *un dialogue ouvert, transparent et régulier, avec les associations représentatives et la société civile* » (alinéa 2)²⁹¹. Cette définition constitue le principe dicté par plusieurs institutions. C'est un cadre pris en compte par les acteurs tels que l'Etat, les collectivités territoriales, les ONG, les techniciens de bailleurs etc. On constate la prédominance d'un contrôle démocratique tenu par les citoyens pour l'aboutissement des objectifs. Dans ce contexte, le concept de la participation est devenu le produit d'un système instauré par l'action publique. La participation comme principe de la démocratie participative est utilisé par les acteurs techniques de développement, les fonctionnaires de l'Etat, les ONG, les associations..., en vue de signifier la légitimité de l'action publique (*accompagner les processus de réformes institutionnelles*)²⁹².

De manière générale, la rhétorique de la participation classique dans le champ des processus de développement affiche le caractère très généraliste. C'est-à-dire, il est difficile

291.Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé le 29 octobre 2004 par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, publié au journal Officiel de l'Union européenne, le 16 décembre 2004 (JO C 310).

292.Gardner. K. et Lewis. D. (1996), *Anthropology, development and the post-modern challenge*, Pluto Press, Londres, p.110-116.

de repérer les comportements sociaux de manière précise. A cet effet, quels peuvent être les facteurs sociaux qui mettent les acteurs concernés dans leurs propres affaires de développement ? Les citoyens ordinaires ne disposent pas les informations nécessaires dans les différents processus de développement territorial. C'est ainsi qu'en termes d'hypothèse, la reconstruction territoriale par la culture du développement participatif est proposée dans ce travail comme exergue et alternatif qui déconstruit les modèles dominants. Les réalités territoriales sont visibles et demeurent spécifiques pour chaque acteur (*citoyens ordinaires...*) en mesure de s'approprier de son propre processus de développement. Cette démarche de déconstruction vise les concepts émis par chaque groupe social dont la finalité vise l'innovation sociale profitable à tous. Bien que la méthode de la sociologie constructive du développement permet d'informer les citoyens ordinaires dans ses besoins essentiels mais, elle co-construit les logiques d'action. C'est pourquoi, cette partie souligne différents points sur le développement participatif à travers la conception et la mise en œuvre des dispositifs.

Tout d'abord, on peut distinguer les différents principes normatifs suivants :

- a) un processus par lequel, on informe le public d'un projet ou programmes ;
- b) les activités visées doivent être menées au-delà des informations données ou élargir les champs d'intervention sur certaines spécificités des territoires concernés ;
- c) les populations du territoire concerné, doivent donner leurs propres initiatives pour la conception et l'exécution d'un projet ou d'un programme de développement réussi.

Au regard du caractère élusif du concept de participation dans le domaine de développement territorial, notre démarche porte un regard critique sur l'incompatibilité de certains principes normatifs. Les spécificités territoriales, les modèles imposés, les techniques de planification, la gestion technique et administrative des dispositifs sont intrinsèquement liés et opposés dans les processus de reconfiguration territoriale de développement. C'est pourquoi notre approche de reconstruction territoriale déconstruit les manières qui visent à uniformiser les pratiques. Le développement durable est le produit du territoire qui accorde une importance à la culture de la démocratie participative (*information citoyenne sur les enjeux du développement...*) spécifique à un groupe social. Ce processus de la participation est considéré comme une arène locale par beaucoup de chercheurs (Olivier De Sardan) qui soulève beaucoup de problèmes d'ordre théorique et pratique. Les conditions de mise en œuvre de ce principe constituent un obstacle pour certains territoires donnés. Le principe de la participation a des limites au

niveau des modèles universalistes imposés par les technocrates ou les gouvernants. Ainsi, dans cette dernière partie du travail, les témoignages de nos interviewés et les réalités décrites du terrain sont des facteurs mis en valeur sur les différentes problématiques soulevées précédemment. Dans cette perspective, nous mettons l'accent sur trois chapitres distincts. Dans un premier chapitre, on souligne la classification des acteurs dans les processus de développement. Ensuite, dans le second chapitre, on souligne reconstruction territoriale par la culture participative et l'information citoyenne. Enfin, un troisième chapitre est consacré sur les spécificités territoriales, un paradoxe à l'uniformisation des modèles de développement durable imposés.

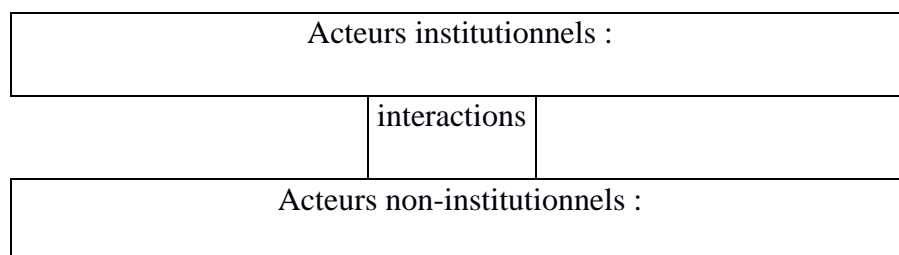
CHAPITRE 1 :

CLASSIFICATION DES ACTEURS DANS LES PROCESSUS DE PARTICIPATION AU DEVELOPPEMENT

Cette classification nous permet de souligner la conception de Michel Crozier « *acteur stratégique* » dans la mesure où chaque acteur est stratège et cherche un objectif déterminé. En effet, les structures qui mobilisent pour la reconstruction territoriale et l'innovation sociale, sont visiblement repérables dans nos études menées dans la région de Kayes. Cette classification des acteurs divers permet non seulement d'identifier et situer les problématiques, mais aussi, de déconstruire les modèles imposés. La classification permet également de distinguer l'hétérogénéité des confrontations qui existent dans les processus de développement. Quand on parle des acteurs de développement, on fait référence aux moyens existants en termes des dispositifs opérationnels déployés par ces derniers dans un territoire respectif. Qui sont ces acteurs ? On classe deux grands types d'acteurs qui font l'objet d'étude dans ce chapitre. D'une part, on met l'accent sur les acteurs institutionnels dans la première section et d'autre part, on souligne les acteurs non-institutionnels dans la deuxième section.

Tout d'abord, il faut noter que ces deux types d'acteurs sont en interaction permanente dans les processus de développement. La figure ci-dessous décrit cette typologie.

Figure de classification des acteurs



Section 1 :

Les acteurs institutionnels dans les processus de développement

Les acteurs institutionnels identifiés dans les processus de reconstruction territoriale sont déjà soulignés dans les champs empiriques de nos enquêtes d'études menées. Ce sont des structures qui partagent des valeurs et normes bureaucratiques organisationnelles basées sur des logiques et système d'action. Au regard de ces enquêtes menées, on peut d'ores et déjà catégoriser les acteurs institutionnels de trois ordres que nous avons rencontré. Ils sont les suivants :

- les différents services de l'Etat, organismes et services publics commerciaux ... ;
- l'ensemble des collectivités territoriales décentralisées (*Conseil régional, Conseil de cercle, Communes urbaines et rurales, intercommunalité...*) dotées des attributions du pouvoir de décision et d'actions relatives à leurs territoires respectifs ;
- les acteurs techniques ou économiques communément appelés « Partenaires Techniques et Financières » dotés des moyens de mobilisation sur un territoire donné. Ce sont les bailleurs de fonds souvent d'origines diverses et étrangères. Ces acteurs participent au financement des dispositifs (*projets, programmes...*) de développement opérationnels sur un territoire donné. Ils peuvent être des structures comme les ONG à titre humanitaire ou économique œuvrant dans les micro-finances telles que le GRDR, CAMIDE, FASSO-DJIGUINE etc.

En prenant cette dernière catégorie des acteurs institutionnels liés à l'économie ou au financement des dispositifs de développement, on constate le positionnement de certaines ONG qui se professionnalisent de plus en plus dans les champs de développement. Ils prétendent accéder aux ressources déployées par les bailleurs de fonds (*Banque Mondiale, FMI, Banque Africaine de Développement etc.*). Cette situation problématique d'attraction des acteurs institutionnels vers le matériel a été soulevée et critiquée par Maxime Montagner (2006). Pour lui, les ONG exercent la sous-traitance au compte des bailleurs de fonds comme l'Union Européenne, la Banque Mondiale etc.. Dans son analyse sur les ONG, il livre ses points de vue suivants : *parce qu'elles sont financées par la commission qui leur « soustrait » des projets de développement, ces organisations ont l'habitude des discours, des procédures et des cadres logiques des institutions européennes. Elles sont considérées comme des expertes des problématiques liées au développement et, dans ce sens, bien qu'elles soient*

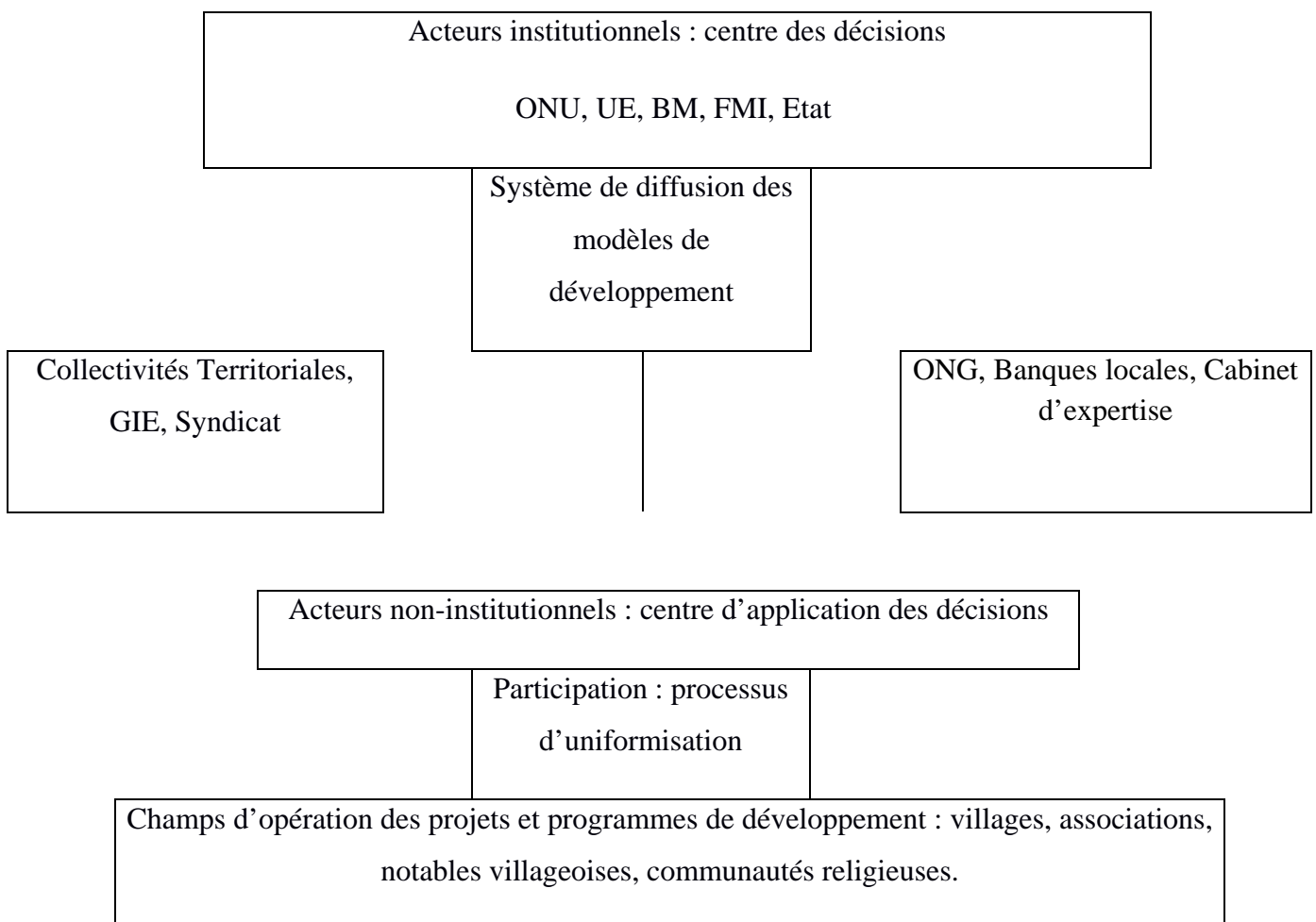
à but non lucratif, elles peuvent se positionner sur des logiques proches du secteur privé à but lucratif. En effet, une ONG de développement nécessite des financements importants d'où l'importance du marketing et de l'acquisition de « parts de marché ». De l'amateurisme des années 70 et 80, les ONG se sont largement professionnalisées ces dernières années si bien que quelques commentateurs n'hésitent pas à parler du « Charity-business » lorsqu'ils évoquent les relations entre ONG de développement et les principaux bailleurs de fonds²⁹³. Cette situation des ONG montre une dimension des acteurs institutionnels influents dans la diffusion des modèles de développement importés sur les cas des dispositifs de développement déployés au terrain d'enquêtes.

Ce type d'acteur institutionnel alimente notre questionnement permanent à l'endroit des représentations, des idées et des modèles de développement déployés dans les processus de reconstruction territoriale. Ce sont des instruments qui servent à la gouvernance territoriale dans les champs de développement. Ces acteurs institutionnels servent parfois des relais des bailleurs de fonds conduisant des logiques d'actions et dictant des lignes à suivre. Ces acteurs (ONG) ont parfois un champ d'intervention élargi avec d'autres acteurs (*en étroite collaboration avec l'Etat, les collectivités territoriales...*) dans des domaines précis (*eau, éducation, santé, emploi...*). Parfois, ces acteurs se confrontent pour l'accès au marché et aux ressources allouées par les bailleurs de fonds en vue de secourir les populations démunies. A notre sens, ils sont les principaux pourvoyeurs des modèles de développement dictés par les puissances dominatrices qui détiennent l'argent avec la seule obsession de secourir les peuples en besoins. Dans un sens d'analyse sociologique wébérienne, cette façon de conduire les logiques des acteurs institutionnels se repose sur quelques types d'activités caractéristiques. Au-delà de *l'activité traditionnelle, l'activité affective, l'activité rationnelle et l'activité rationnelle par finalité* (cité par Max Weber), on peut identifier quelques activités caractéristiques similaires poursuivies par des acteurs institutionnels dans les cas des dispositifs empiriques de développement. Ces différentes activités peuvent se combiner avec les objectifs suivis par les acteurs institutionnels. A travers les discours de nos interviewés, on souligne les objectifs suivants :

293 Montagner M., (2006), *Les acteurs non étatiques dans les politiques de développement de l'UE*. La gouvernance multi acteurs ou la reconnaissance des organisations de la société civile du Nord comme du Sud dans les politiques européennes, in Dossier Gouvernance européenne: la participation de la société civile aux processus de prise de décision au niveau européen, Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG).

- les acteurs institutionnels cherchent à diffuser leurs propres valeurs bureaucratiques relatives à l'idéologie dominante de l'Occident pourvoyeuse des moyens financiers et logiques des processus de développement dans les pays du Sud ;
- ils émergent des logiques ou références de développement tendant à uniformiser les manières de faire (*participation, bonne gouvernance*) les pratiques de développement ;
- les acteurs institutionnels cherchent une légitimité pour escamoter les failles des logiques ou du système d'action repérées auprès des partenaires du territoire (populations locales).

Au-delà de ces objectifs et caractéristiques des acteurs institutionnels, on décrit une figure ci-dessous qui démontre le système de diffusion des modèles de développement à travers les acteurs :



L'ensemble de ces acteurs institutionnels tendent à uniformiser les référentiels de développement standardisés au niveau international (ONU). Ce sont des logiques d'action

utilisées dans les transformations territoriales notamment, les réformes institutionnelles menées par l'Etat dans les pays du Nord. Les mêmes logiques ou référentiels de développement sont déployées dans d'autres sociétés (*dans les pays du Sud*) dont les différents champs de développement et les spécificités territoriales ne sont pas semblables à plusieurs niveaux. Chaque territoire ou groupe social a ses propres réalités spécifiques en matière de développement. Les modèles standards forgés depuis les pays du Nord en matière de développement ne traitent pas les questions de fond sur les situations spécifiques des territoires locaux (principaux bénéficiaires des dispositifs de développement). L'imposition ou la diffusion de ces modèles de développement universalistes peut heurter à d'autres pratiques différentes occasionnant des échecs voir la faillite des dispositifs de développement. En bas de notre figure ci-dessus mentionné, les acteurs non-institutionnels sont soumis à des logiques d'action. La participation est l'angle d'action de la diffusion de ces modèles de développement. Qu'en est-il de ces acteurs non-institutionnels et les spécificités locales ?

Section 2 :

Les acteurs non-institutionnels ou acteurs à but non lucratif dans les processus de développement

Ce sont des structures moins contraignantes ou à but non lucratif. Les acteurs non-institutionnels sont moins caractérisés par des logiques bureaucratiques. Nous avons précédemment défini la « *société civile* » comme centre névralgique des dispositifs de développement. On peut également appeler les « *principaux bénéficiaires* » des projets ou programmes de développement. C'est le niveau d'organisation territoriale qui sert de support et cadre d'intervention des différents services administratifs. Les acteurs institutionnels ou services publics, privilégient la société civile pour appliquer leurs logiques et légitimer l'action du système permettant de diffuser les valeurs intrinsèques des processus de développement. La société civile (*populations locales, structures villageoises, les associations, les entreprises...*) est l'action qui contribue à engendrer des processus de reconstruction territoriale.

A la rencontre de certaines structures de la société civile issue de notre terrain des recherches au Mali, nous avons d'une part, identifié quelques entités locales plus ou moins organisées et d'autre part, on a repéré des structures organisées qui détiennent des savoir-faire

locaux de développement. Ce sont les associations villageoises créées pour contribuer au développement local de leurs localités respectives, les regroupements des femmes ou des jeunes du village, les notables ou personnalités influentes engagés etc. Dans certaines communes (*commune rurale de Maréna Diombougou, commune rurale de Kolimbiné et dans le cercle de Yelimané*), nous avons pu constater l'existence d'une restructuration villageoise. Ces associations sont le regroupement de plusieurs villages. C'est le cas de l'ADD (*Association Diama Djigui*) qui regroupe quatre (4) villages. Nous avons également de l'association ORDIK (*Organisation Rurale pour le Développement Intégré de Kolimbiné*) qui regroupe plusieurs villages. Ces structures de la société civile visent à réaliser des actions de développement dans plusieurs domaines (*eaux, santé, économie, éducation...*) pour consolider des liens sociaux et répondre aux besoins locaux. Les structures associatives se caractérisent par des mouvements regroupant des citoyens ordinaires engagés dans la reconstruction de leurs territoires avec l'objectif de réaliser des actions collectives répondant aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Du point de vue d'intérêt collectif, les associations sont regroupées sous forme d'intérêt ou d'équipement collectif visant la viabilité d'un territoire donné. C'est les cas des associations, des regroupements syndicaux ou des regroupements féminins qui ont souvent des problèmes communs à résoudre ensemble comme l'ACDS (*Association des Communes du Diombougou et Séro*), MERAGUEMOU, du CPCD etc. Ces structures non-institutionnelles participent à la reconstruction des processus de développement des territoires. Cette manière de reconstruction du territoire est l'approche la plus privilégiée par les acteurs institutionnels dans les processus de développement. Les structures institutionnelles comme les collectivités territoriales, s'intéressent au principe de la coopération prévu par le Sommet de Rio en 1992 visant à unifier, tisser des liens de coopération entre ces derniers pour les biens communs. L'idée est de renforcer le niveau local et donner plus d'autonomie et moyens d'action aux entités locales. Tous ces processus de regroupement, de coopération entre collectivités territoriales ou entre structures de la société civile, visent à enclencher des logiques d'actions collectives. La finalité est de réaliser des infrastructures de base répondant aux besoins des populations locales dans plusieurs domaines (*eau, assainissement, électrification, santé, économie locale etc...*).

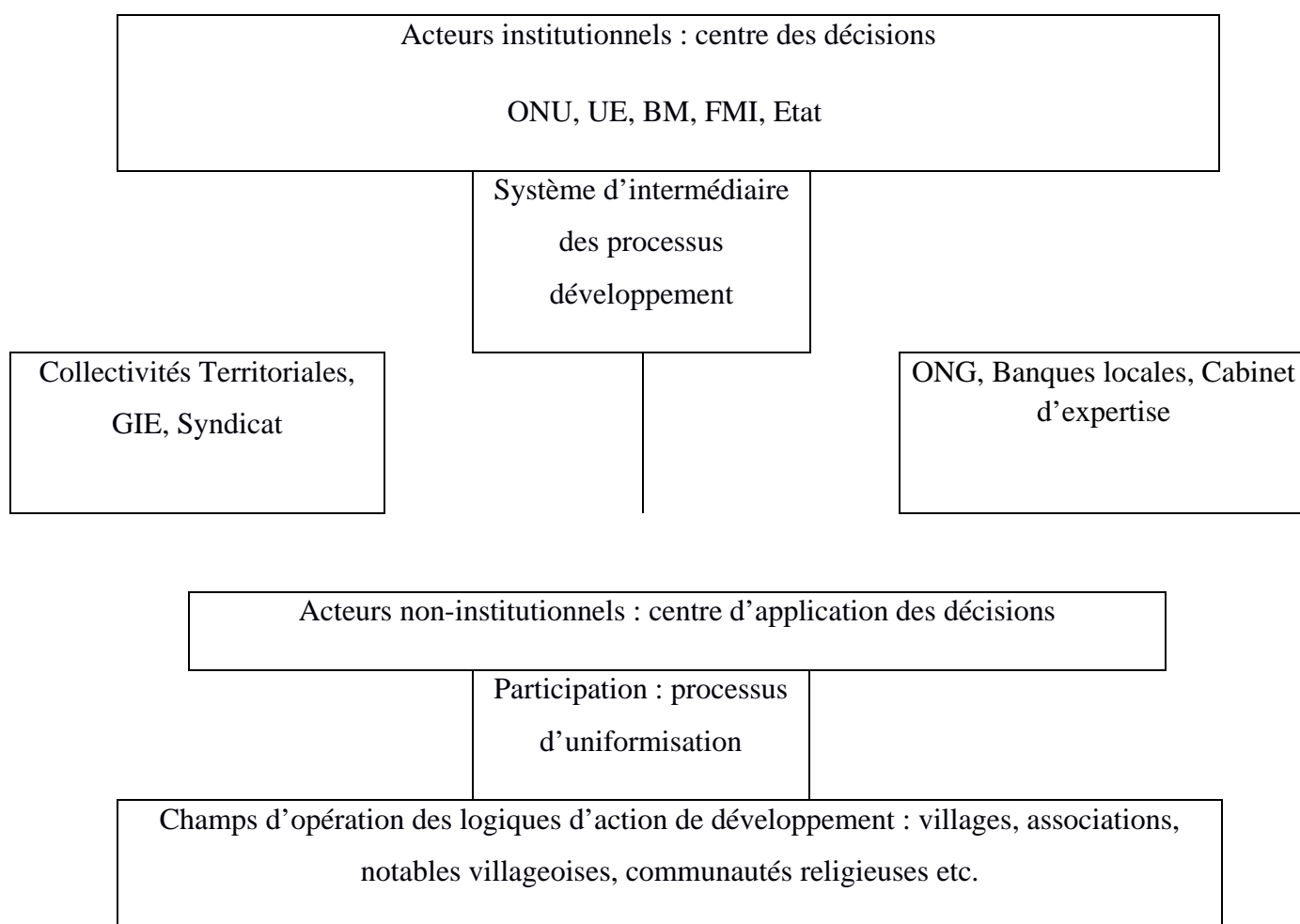
A titre expérimental, nous avons repéré quelques organismes non-institutionnels dans le cadre de nos enquêtes de terrain menées au Mali. En plus, nous avons pu identifier quelques réalisations d'infrastructures menées par ces organisations sociales non-institutionnelles dans le cercle de Yélimané, C'est le cas de la maison des femmes qui a été construite grâce à l'effort collectif de plusieurs groupements féminins (*femmes de 12 communes du cercle de Yélimané en coopération avec les femmes de la commune de Montreuil en France*). Cette maison des femmes est la suite logique des processus de la mise en œuvre du PADDY comme programme qui vise à émerger un développement plus réaliste répondant aux aspirations des femmes.

Comme le précédent volet concernant les acteurs institutionnels dans la section 1, on peut souligner quelques objectifs de ce volet des structures non-institutionnelles qui visent à émerger des processus de développement répondant à leurs besoins. Les objectifs et caractéristiques du contexte sont les suivants :

- ce sont des acteurs qui participent directement à la création des services et biens communautaires de base pour la reconstruction territoriale et l'innovation sociale (*écoles, centre de santé...*) ;
- grâce à ces structures de base, les acteurs coopèrent, regroupent les moyens individuels et collectifs susceptibles d'engendrer des forces économiques de base et tissent des liens sociaux de base entre partenaires réels et différents ;
- ce sont des structures déterminées qui participent à créer des conditions de vie meilleure pour les populations locales ;
- ils visent essentiellement l'intérêt collectif au-dessus de tout.

Ainsi, au-delà de ces objectifs visés et caractéristiques donnés ci-dessus, on peut souligner le système d'intermédiaire entre acteurs institutionnels et non-institutionnels en interaction permanente sur le territoire. Du sommet en bas de l'échelle, les acteurs procèdent à diffuser et uniformiser des modèles dominants dans les champs d'opération de développement. Ces différents processus sont soulignés dans la figure suivante ci-dessous :

Figure d'intermédiaire de mise en œuvre des processus de développement



Néanmoins, on voit apparaître d'autres organismes extérieurs de développement (*ONG, GIE, cabinets d'expertise...à but économique*) incités à jouer l'intermédiaire entre ces structures non-institutionnelles et les structures bureaucratiques (*Bailleurs de fonds, ONU, Banque Mondiale, FMI, Etat etc.*). L'intervention de ces derniers vise à apporter des stratégies et techniques dictées par les acteurs institutionnels. Il peut s'agir des techniciens de l'Etat, d'une ONG, des bailleurs de fonds etc. Ils visent souvent à défendre leurs propres intérêts. Ce point d'intermédiaire est le processus qui permet à certains acteurs de jouer leurs intérêts personnels au détriment du groupe. Ce constat a été soulevé par Yao Assogba (2004). Selon lui : « ces acteurs sont placés au cœur du processus des négociations qu'implique la mise en œuvre local d'un projet de développement, les intermédiaires et les agents de développement assument des fonctions marquées de contradictions et d'ambiguïtés. En effet, ils sont constamment appelés à développer des stratégies pour défendre à la fois leurs intérêts personnels et ceux des institutions nationales et internationales, mais également pour faire la

médiation entre les intérêts très divers des autres acteurs sociaux concernés par le projet »²⁹⁴. C'est à partir de cette procédure que les règles et les techniques bureaucratiques sont acheminées vers le niveau local. Par cet intermédiaire, les acteurs diffusent les valeurs marchandes de l'économie du développement dominant via les intérêts personnels. Dans le cadre de la mise en place des structures et l'autonomisation des acteurs ruraux, l'appui institutionnel de la décentralisation met en place les caisses d'épargne villageoises avec lesquelles, des conditions d'intérêt, de profit ou de remboursement sont demandées (*voir ambiguës*). C'est à ce niveau qu'on peut distinguer les intérêts personnels de certains acteurs qui cherchent à maximiser le profit. Ces intermédiaires sont permanemment en interaction avec des structures extérieures produisant les savoir-faire fournis par le soin des rapports et autres supports informatifs. Ces acteurs techniques marchants, répondent difficilement aux questions de fond qui sont exprimés localement. L'introduction de ces intermédiaires économiques institutionnels, constitue un ensemble des logiques d'action qui visent à uniformiser, modéliser les processus de développement et modifier les structures sociales de base.

En parlant des structures sociales de base, on peut souligner les acteurs informels coutumiers tels que les notables d'un territoire ou membres influents du village. Nous avons remarqué la présence de cette catégorie d'acteurs non-institutionnelle dans les réunions d'associations. Ces représentants locaux du village (*chef et conseillers du village*) participent aux négociations des processus de développement à travers les réunions tenues dans les villages où sont menés les projets et programmes. La participation est l'argument souligné comme mot d'ordre visant à légitimer l'action publique. A cet effet, nous avons largement constaté dans certaines localités où nos recherches ont eu lieu, la présence des chefs coutumiers ou représentants de villages accompagnés par les techniciens des projets et programmes. L'alliance de ces derniers peut toujours en cacher des logiques voir même l'existence d'une certaine complicité aboutissant à la corruption ou détournement des biens communs. Ces acteurs dominants ont toujours leurs mots qui sont très généralement pris en compte (*notables-techniciens*). Qu'en est-il de l'état de participation des couches populaires (*population locale, citoyen ordinaire...*) dans les différents processus de reconstruction territoriale ? On tentera de répondre à cette question dans le second chapitre tout en mettant

²⁹⁴ Assogba Y., (2004), *Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire : le défi éthique du développement et de la renaissance de l'Afrique noire*, Presses Université Laval (Québec), p. 76 (200p).

l'accent sur la culture participative du citoyen, les procédures et moyens de participation des acteurs.

CHAPITRE 2

RECONSTRUCTION TERRITORIALE PAR LA CULTURE PARTICIPATIVE ET L'INFORMATION CITOYENNE

Après avoir présenté une vue d'ensemble des acteurs présents dans les champs des processus de développement, nous présentons ici, l'action et quelques objets de développement. La culture de la participation a attiré l'attention des chercheurs en science sociale qui se sont intéressés à l'étude des modèles dans les structures organisationnelles de développement. Les réalités du développement sont interprétées et pratiquées de différentes manières dont la participation est considérée comme la centralité de l'action. La culture participative est développée dans plusieurs disciplines (*anthropologie du développement, sociologie du développement, économie institutionnelle...*) mais, la science politique consacre une particularité sur le principe de la démocratie participative. La participation relève également de la sociologie des organisations avec la méthodologie liée à l'action (*M. Crozier*) et la recherche dans les organismes de développement. Dans ce cadre, le système de savoirs et de connaissances locales des acteurs qui ne sont pas parfois pris en compte par les planificateurs, fait l'objet des recherches en science sociale. La culture participative s'intéresse à l'ensemble des réalités du terrain en vue de faire la capacité, l'acte citoyen et l'information délibérée par les citoyens. Sur le plan empirique, c'est ce que montre le coordinateur du PADDY à propos de sa mise en œuvre : « *Nous faisons en sorte que toutes les couches composantes participent à la mise en œuvre du PADDY. Aujourd'hui, nous avons beaucoup d'acteurs qui participent au PADDY tels que l'Etat, les bailleurs de fonds, les ONG, l'AFKA, ADCYF, l'intercommunalité MERAGUEMOU de 12 communes, les associations de jeunes et celles des femmes qui se trouvent sur le territoire de Yélimané...en un mot, le PADDY n'a exclu personne ! Quand tout le monde participe, cela va renforcer et concrétiser nos actions* »²⁹⁵. Cette perspective de la culture participative vise le principe d'égalité sociopolitique entre les acteurs d'un territoire donné et la gestion des affaires. Les différentes manières de faire la participation sont intériorisées par l'action du PADDY. Cette façon de faire la participation est le processus de légitimation des opérations de développement qui vont du centre des décisions au niveau local.

295 I. Maïga (2010), (Interview du 13 décembre 2010 sur la mise en œuvre du PADDY), Yélimané.

Cette réalité de participation décrite à partir du PADDY repose sur une ligne conductrice dictée par les partenaires au développement. Cela montre que l'action de la participation trame les liens sociaux de base construits à partir des logiques et des stratégies d'acteurs. Ce procédé de la participation permet aux acteurs de comprendre les facteurs de blocage et d'échecs des dispositifs de développement mis en place. Au moment où les politiques, les techniciens et les planificateurs de projets et programmes de développement mettent en exergue ce principe (*participation*), comment la culture participative se construit à partir des réalités de vie des populations locales ? Autrement dit, les techniciens et les profanes (*ceux qui ne savent ni lire et écrire*) ont tous le même niveau de compréhension de la culture participative ? Les expériences de développement se réfèrent communément à la participation citoyenne ou à la démocratie participative pour la légitimation des actions. Ces expériences se soldent des conceptions différentes d'élaboration des projets ou des programmes. Il s'agit de la culture de délégation, de représentation et de délibération des actions comme mode de participation de la démocratie participative. Ces tendances se distinguent les unes aux autres. C'est ainsi que nous soulignons celles-ci en deux sections suivantes. D'une part, on met l'accent sur les formes de la participation citoyenne et d'autre part, on met l'accent sur la configuration culturelle des processus de développement et réalités culturelles des dispositifs de développement durable.

Section 1.

Les formes de participation citoyenne dans les processus de développement

Tout d'abord, nous soulignons un article de J-M. Bonvin intitulé : *La participation à l'aune de l'approche par les capacités d'Amartya Sen*²⁹⁶. Ceci démontre que la notion de participation recouvre plusieurs formes et sa mise en œuvre implique la distinction de ces formes. Dans cette configuration participative, on peut distinguer plusieurs formes de participation. Elles impliquent davantage les citoyens à saisir les questions *sociales, économiques, environnementales, de développement territorial etc.* Les programmes de développement utilisent ces formes de participation comme moyen de légitimation ou facteur indispensable pour leurs actions. Nous soulignons dans un premier paragraphe, les formes de la participation puis dans un deuxième paragraphe, nous soulignons les moyens de la participation.

I - La concertation dans les projets et programmes de développement territorial

Le Maire de Nioro du Sahel souligne quelques perceptions et problèmes qui sont relatifs à ce sujet de participation à l'initiative des objets de développement dans les territoires concernés. Il relate dans son interview, le point de vue suivant : « *Dans le cadre de nos coopérations décentralisées, c'est les partenaires qui décident toujours des appels à projets sans savoir nos besoins sur le terrain. Il arrive souvent que les sujets soient mal choisis ou ne répondent pas aux attentes réelles de nos populations. Si nous sommes impliqués, en tant que responsable des collectivités territoriales on arrive à proposer des pistes intéressantes qui répondent aux vraies attentes de nos populations locales* »²⁹⁷.

Les processus de développement selon le point de vue du maire de Nioro est un champ d'interactions, de participation, d'actions, et de représentations sociales entre différents acteurs sociaux travaillant autour des projets dont la finalité est de favoriser la transformation du territoire. Pour lui, les projets permettent aux populations locales de s'organiser et de participer à l'action collective impulsée souvent depuis l'extérieur par les organismes institutionnels de développement. Ces derniers rentrent dans les territoires locaux et proposent des programmes, des projets, des financements et des infrastructures (*écoles, centres de santé...*) accompagnés d'une vision des modèles de développement venus de l'Occident.

²⁹⁶ Bonvin, J-M (2005), *La démocratie dans l'approche d'Amartya Sen*, L'Economie politique, vol.3, n°27, p.24-37.

²⁹⁷ Diakité. K (2010), (Interview avec le maire de la commune urbaine de Nioro du sahel 14 décembre 2010), Nioro du sahel.

Parfois, il y a des problèmes constatés et soulignés par les populations à travers les différents outils de développement qui existent sur chaque territoire au Mali. C'est le cas du PDSEC²⁹⁸ qui est révélateur des problèmes territoriaux au Mali. Au contact direct avec ces organismes, le maire de Nioro dans son interview montre que la concertation est une démarche qui met en place un système de contacts directs entre acteurs concernés (*entre élus, bailleurs, bénéficiaires des projets...*) afin de légitimer l'action publique locale. Dans ce sens, la participation n'est pas un simple passage ou une formalité administrative à laquelle tous les acteurs sont tenus dans un cercle complexe. Elle repose sur la qualité du tissu relationnel qui peut prendre plusieurs formes entre acteurs institutionnels et acteurs non-institutionnels. Les sciences sociales ont réussi à mettre en place trois formes que nous allons étudier ci-dessous. Il s'agit particulièrement de mettre l'accent sur la concertation et la délibération comme formes classiques de la participation utilisées dans les projets territoriaux. On va également souligner le cadre juridique de la participation imposé par les acteurs institutionnels.

1. Qu'est-ce que la concertation ?

L'émergence de la concertation est relativement récente dans les affaires de l'action publique (*il s'agit des politiques publiques et locales*). Elle est devenue un terme générique interprété de plusieurs formes. De façon générale, la concertation désigne un processus d'organisation d'une réflexion collective sur un projet par différents acteurs concernés. Le but est d'optimiser le projet dans ses objectifs et dans la réponse qu'il apporte. Elle contribue à responsabiliser et impliquer les acteurs concernés dans la mise en œuvre de la politique du projet ou programme territorial.

Le contexte actuel de notre étude sur les projets et programmes de développement durable est concerné par cet « *impératif participatif* » dans l'action publique locale. La légitimité des élus locaux implique de plus en plus à faire une composition avec les revendications des nouveaux acteurs souhaitant être davantage impliqués dans les principales décisions à prendre. C'est le cas des associations, des chefs d'entreprise, des partis politiques, des citoyens ordinaires, bref, la société civile en général. C'est une demande de la société civile qui interpelle de plus en plus les élus, les techniciens des programmes ou projet de développement à atteindre les objectifs fixés. L'objet de développement est considéré dans ce sens comme un construit social qui met les liens sociaux en place entre acteurs différents et objectifs différents. Ces relations ou liens sociaux à travers la concertation ont l'envie de régler les problèmes

²⁹⁸ PDSEC, (Programme de Développement Economique, Social et Culturel) au Mali.

collectifs exprimés par les populations locales. Ce cadre du lien social permet de nourrir la réflexion et élargir le champ de réponses opérationnelles. La concertation à partir des liens sociaux pousse les acteurs vers un modèle plus ouvert soucieux de mobiliser tous les acteurs dans l'action publique. Cette forme de la démocratie est distincte de la démocratie représentative qui ne remet pas en cause l'élection des représentants locaux et la légitimité des élus. Elle se présente comme un mouvement s'inscrivant dans la démocratie participative dans l'action publique sur les programmes et projets territoriaux.

La concertation dans son ensemble renvoie à trois enjeux. Le premier enjeu peut concerner la connaissance car, il s'agit de mieux cerner les besoins, les aspirations et les attentes de l'ensemble des parties prenantes du territoire. Le second enjeu est démocratique qui vise à renouveler le dialogue entre élus, citoyens, techniciens etc. L'objectif est de donner la parole, faire vivre le débat pour la démocratie locale. Nous avons observé cette réalité lors d'une réunion des membres organisée par l'ACDS (*Association des Communes du Diombougou et Séro-Diamanou*). On souligne les points de vue suivants : « *l'idéale de notre association est que toutes les six communes participent aux activités de cette association pour donner vie de solidarité de communion, d'ententes et de gage à nos communes qui ont tant besoin d'énergie pour vivre et travailler ensemble. Mais malheureusement, il y a la commune de Koniakary qui ne participe plus à nos activités depuis un certain temps. Cela nuit au bon fonctionnement de l'association* »²⁹⁹. La participation fait défaut à partir du moment que les conditions ne sont respectées. L'idée du président de cette association illustre ce point dans la mesure où il a montré que la participation n'est pas un mot vain mais, le fait d'être ensemble dans une action nécessite. Les liens sociaux ou le fait de faire les choses ensemble rentrent dans ce cadre de la concertation. Le dernier enjeu de la concertation est territorial avec l'objectif de construire un projet ou programme partagé d'avenir du territoire. C'est construire une vision partagée du développement durable du territoire avec la cohésion face aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux et culturels. La concertation recouvre différents niveaux. Nous tenterons de souligner chaque niveau.

²⁹⁹ Diakité. S (2018), (Observations de la réunion d'ACDS) (Association des Communes du Diombougou et Séro) du 28 avril 2018 à Paris.

2. Les différents niveaux de concertation

Le cadre opérationnel des projets et programmes de développement touche la concertation qui désigne l'ensemble des opérations d'informations, de débats, de forums impliquant les acteurs concernés dans l'élaboration du projet ou programme. La concertation a pour finalité d'offrir un espace des intérêts parfois divergents des acteurs. Elle facilite les points de rencontre entre ces différents intérêts, d'émerger des nouvelles propositions et d'améliorer le projet ou programme pour la prise en compte de son élaboration. Parmi les différents niveaux, on énumère trois : il s'agit de l'information, la consultation, le dialogue et la coproduction.

L'information consiste à présenter le projet au public. La relation dans ce sens est unique entre ce qui émet et ce qui reçoit l'objet ou le message. L'émetteur montre son projet ou programme comme objet à communiquer si nécessaire son discours afin de s'assurer de la compréhension de tous. Ce processus d'information constitue une étape essentielle dans les démarches de concertation. Elle permet de répondre à un principe de transparence sur le projet ou programme. Par exemple, pendant nos observations de la réunion de l'ACDS sur les projets AEP (*Adduction d'Eau Potable*), le président avait fait savoir que : « *l'information ou la sensibilisation est capitale envers les bénéficiaires de tout type de projet car, cela évite les amalgames et garantit la viabilité de ces derniers soit une réalité* »³⁰⁰. Cela montre que l'information sur les enjeux des projets de développement est nécessaire et contribue au bon fonctionnement de l'organisme concerné. C'est l'outil de gestion des projets et programmes en vue de légitimer l'action publique.

Pour la consultation quant à elle, constitue un recueil d'avis et d'attentes des bénéficiaires ou d'utilisateurs d'un projet. Parfois, elle se passe par une procédure d'enquête publique ou par référendum. La consultation peut intervenir en amont du projet, ou en cours, pour vérifier certains choix ou orientations. Elle n'implique pas nécessairement un retour sur la prise en compte des avis de la part de la collectivité ou les membres d'un organisme donné.

Quant au dialogue comme procédure couramment utilisée dans la concertation, vise la compréhension mutuelle entre l'émetteur et le récepteur par l'échange direct. Il facilite la construction d'un sens commun et constitue pour le citoyen une opportunité de participation. L'exemple des réseaux sociaux constituent un cadre de dialogue dans les différents

300 Diakité. S (2018), Op.cit.

mouvements de la société civile auxquels, tous les citoyens ordinaires échangent entre eux pour trouver des solutions aux différents problèmes communs.

En ce qui concerne la co-production d'un projet, il permet d'impliquer et faire participer les acteurs à l'élaboration concrète d'un projet ou programme. Elle est faite à partir d'une analyse collective ou d'une problématique. Elle nécessite une participation active du public et une forte implication des personnes tout au long du projet ou programme de développement. Ceci conduit jusqu'à la codécision du projet ou programme de développement pour le territoire concerné. L'ensemble de ces différents niveaux de concertation montre qu'il n'existe pas exclusivement un modèle de concertation. La concertation est un exercice socio-politique fondé sur le volontarisme politique et social focalisant sur les projets et réalités d'un territoire donné à construire collectivement. Par exemple, les associations de développement des migrants que nous avons observé pendant nos enquêtes d'observations (*ACDS, ACCMDF, AJOMDF...*) demeurent sur le volontarisme social. Les membres qui participent majoritairement (*partenaires bénévoles, migrants...*) à la mise en œuvre des dispositifs ; montrent qu'ils sont déterminés à participer aux actions de développement de leurs communes et villages concernés.

3. La concertation, un préalable juridique élaboré et conditionné par les bailleurs de fonds (ONU, UE, FRANCE...) pour l'accompagnement des territoires.

Les fonds alloués aux différents processus de développement des territoires locaux sont inspirés des normes juridiques élaborés les acteurs institutionnels dominants. Ce contexte juridique de la concertation prévoit des obligations imposées aux collectivités territoriales et aux acteurs des territoires concernés (*associations*) pour la reconnaissance d'un droit de participation du citoyen. Pour le cas en France, les références juridiques sont nombreuses. Ce champ juridique fait une obligation aux collectivités territoriales de prendre en compte les droits du citoyen en matière de concertation. Ce contexte juridique limite la concertation à une obligation de consultation.

A titre d'exemple, un cadre juridique international a permis pour chaque pays dont le Mali ou la France, à prendre l'engagement pour la concertation lors de la conférence de Rio de Janeiro en 1992 au Brésil. Ce cadre juridique est appelé : « ACTION 21 » et introduit le principe de concertation au sein des collectivités territoriales. Il prévoit ainsi : « *Il faudrait que toutes les collectivités locales instaurent un dialogue avec les habitants, les organisations locales et les entreprises privées afin d'adopter un programme Action 21 à l'échelon de la*

collectivité. La concertation et la recherche d'un consensus permettraient aux collectivités locales de s'instruire au contact des habitants et des associations locales, civiques, communautaires, commerciales et industrielles, et d'obtenir l'information nécessaire à l'élaboration des stratégies les plus appropriées. Grâce au processus de concertation, les ménages rendraient davantage conscience des questions liées au développement durable »³⁰¹.

« La réalisation effective des objectifs et des politiques ainsi que le fonctionnement efficace des mécanismes que les gouvernements ont approuvé dans tous les secteurs de programme d'Action 21 seront fonction du degré d'engagement et de participation réelle de tous les groupes sociaux »³⁰².

Le principe est réaffirmé en 1998 par l'Union européenne dans la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, via la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Il prévoit que : *« toutes les parties doivent prendre des dispositions pour assurer la participation du public et mieux tenir compte des considérations environnementales dans les processus décisionnels environnementaux »*. Dans la même perspective, ce dispositif précise que : *« Information et participation du public devraient être organisées non pour légitimer ou rendre acceptable une décision publique mais pour améliorer le contenu de la décision publique afin qu'elle réponde aux exigences cumulées (parfois contradictoires) de la rationalité écologique et du développement durable »*.

Dans le cadre européen, deux directives prévoient l'accès du public aux informations environnementales (*Dir.2003/4/CE*) et la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement (*Dir.2003/35/CE*).

Dans ce contexte juridique européen pour la concertation, la France a mis en place plusieurs dispositifs pour favoriser la participation du citoyen aux processus décisionnels. Ainsi, la loi Barnier du 2 février 1995 sur l'environnement énonce un *« principe de participation »* repris dans la charte de l'environnement de 2005 (article 7) intégrée à la Constitution française : *« toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur*

301. Action 21, Chapitre 28, Déclaration de Rio, 1992.

302. Action 21, Section III, Déclaration de Rio, 1992.

l'environnement ». La loi Barnier crée également la commission nationale du débat public (CNDP), chargée de veiller aux modalités et à la qualité de ces discussions.

La loi sur la solidarité et le renouvellement urbain (SRU) de décembre 2000 rend obligatoire la concertation lors de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme.

La loi sur la démocratie de proximité de février 2002 rend obligatoire la création de conseils de quartier dans les agglomérations de plus de 80000 habitants.

4. Le cadre institutionnel de la concertation et de la participation politique au Mali ?

Dans le cadre de la décentralisation, les dispositifs maliens liés à la concertation sont de plusieurs variantes. Les lois de décentralisation sont des éléments constitutifs institutionnels sur la participation politique.

Dans la constitution malienne de 1992, l'article 97 a prévu la création des collectivités territoriales et l'article 98 prévoit que celles-ci s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions fixées par la loi. Les éléments constitutifs de cette politique de décentralisation sont définis par la loi n°930008 du 11/02/1993 modifiée par la loi 96-056 du 16/10/1996 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales. Dans la même perspective, la loi n°96-059 du 4 novembre 1996 consacre la création de 703 communes et la loi n°99-035 porte sur la création des collectivités territoriales de Cercle et de Région.

A l'issue de ces lois mentionnées ci-dessus comme cadre institutionnel, la commune devient un espace important pour l'exercice du pouvoir et de mise en œuvre des projets et programmes de développement local. C'est l'espace politique et social où se mettent les actions politiques de participation et de concertation.

Dans une étude récente menée au Mali et portant sur « *le rôle des organisations de la société civile dans le processus de la décentralisation* », Felber Muller et Djire (2006)³⁰³ abordent des thèmes portant sur la décentralisation, la bonne gouvernance et la société civile. Ils s'intéressent aussi, au processus de décentralisation, au rôle des organisations de la société civile, les effets de ce processus sur l'accès aux services et au renforcement du pouvoir de la société civile dans la lutte contre la pauvreté. Ces auteurs estiment que la législation malienne

303. Sidibé Nouhoun (2010), *Décentralisation des services sociaux de base et participation citoyenne. Le cas de six communes en République du Mali*, ISFRA, Editions Universitaires de Côte d'Ivoire.

en matière de décentralisation encourage la participation continue de la société civile au processus décisionnel local. C'est ce que montre le Maire de Diéma (Toukara Sadio 2010) à propos de la participation politique des habitants de sa commune : « *dans notre commune rurale de Diéma, nous avons mis en place un système de participation de tous les acteurs grâce à l'implication et les conseils précieux de nos partenaires ESSONNE-SAHÉL de la France. Moi-même en tant qu'ancien migrant de retour de France, j'ai longuement lutté dans les structures syndicales en France où j'ai eu la culture de la participation qui me renforce dans mes démarches de faire les choses ensemble entre nous-mêmes élus et les habitants de Diéma. Il faut comprendre que notre façon de faire n'est pas du tout pareille qu'en France mais, nous faisons en sorte que toutes les composantes de la société soient avec nous. C'est normal !!! Il faut impliquer tout le monde, les jeunes, les femmes, les entreprises, les associations, les notables et les étrangers ici à Diéma sont tous concernés !* »³⁰⁴. Dans ce processus de participation politique, la décentralisation malienne est empiriquement sur les points d'intégrer les acteurs concernés par les processus politiques. L'expérience personnelle du Maire de Diéma montre que la participation politique relève non seulement des textes juridiques mais aussi, des savoir-faire et pratiques quotidiennes de l'action publique dont lui-même en est l'artisan. Les directives de la participation sont devenues des modèles de développement précédemment soulignés. C'est l'ensemble des manières ou procédure consensuelle institutionnalisée par les acteurs institutionnels.

Cette procédure empirique de la décentralisation malienne par la participation politique est démontrée par les auteurs ci-dessus indiqués (*voir les figures de classification des acteurs*). Ce postulat institutionnel et procédural permet aux autorités communales de prendre l'avis des conseils de village de fractions ou des chefs de quartiers afin de légitimer leurs actions publiques. Dans le travail de ces auteurs, on constate que le processus décisionnel local est bien poursuivi et intégré dans la mise œuvre du PDSEC (*Plans de Développement Economique et Socioculturel*) et dans d'autres projets ou programmes de développement territorial.

Ces plans d'information et de participation ont pour but d'informer les villages et collecter les besoins nécessaires des populations locales. Les mêmes auteurs poursuivent à démontrer que cette pratique participative se montre un peu plus active dans les prises de décisions liées à la santé publique. Dans la gestion des structures locales sanitaires, la pratique se joue à l'échelle

304 Toukara.S (2010), (Interview du 16 décembre avec le Maire de la commune de Diéma).

communautaire notamment, les CSCOM (*centre de santé communautaire*). Selon ces auteurs (Felber Muller et Djire 2006), ces plans locaux prévus pour favoriser la participation des organisations de la société civile au Mali sont très limités à plusieurs niveaux.

En tenant compte de cette analyse, ils notent une série de recommandations pour favoriser le processus décisionnel au niveau local. Ils recommandent :

- d'améliorer l'implication des acteurs de la société civile tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif ;
- d'établir une base de confiance entre les acteurs concernés de manière que les compétences soient transférées davantage ;
- de faire en sorte que tous les acteurs soient égaux sur l'accès à l'information citoyenne sur la décentralisation, sur les institutions locales, les responsabilités, les activités de la commune etc... ;
- de créer un cadre de concertation pour permettre aux différents partenaires d'échanger et de négocier ;
- d'encourager la responsabilisation vers la base afin d'accorder l'importance à la population.

La nouvelle loi relative au code des collectivités territoriales renforce la participation politique et la concertation dans les actions de développement local. Plusieurs dispositifs existent au niveau local pour l'appui institutionnel de la décentralisation et le renforcement de la participation politique dans les collectivités territoriales. Ils sont mis en place par l'Etat malien en partenariat avec les bailleurs de fonds et d'autres moyens sont mis en place et gérés par la société civile (*ONG, associations, Syndicats intercommunal etc...*). Dans ces programmes, la participation, la gestion et le contrôle menés par les populations aux affaires publiques sont devenus comme cadre de référence au développement territorial. Ces programmes ont comme objectifs de :

- Contribuer à la bonne gouvernance locale pour le développement territorial durable ;
- Créer un espace participatif pour tous les acteurs afin de favoriser le développement territorial ;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux pour une maîtrise locale de la décision.

Ces programmes ont été temporairement mis en place depuis la mise en place des collectivités territoriales en 1999. Chaque programme comme le PIDEL ont une durée limitée et sont délimités à l'échelle des territoires bien définis (*régions, cercle, communes*).

En ce qui concerne les structures ou cadres de participation citoyenne, il existe au Mali, un certain nombre de cadres. Ils sont au niveau communal comme lieu propice pour les citoyens d'exercer la participation de la gouvernance locale. Ces structures sont des instances de décisions avec lesquelles tous les acteurs locaux peuvent participer à la prise de décision. Il s'agit du conseil communal, du comité de gestion scolaire (CGS), de l'association de santé communautaire (ASACO) et le comité de gestion de l'eau (CGE). Chaque structure est soulignée ci-dessous.

4.1. Le Conseil communal comme organe principal de la décision communale est institué par la loi de la décentralisation de 1993 au Mali. Il est composé des membres élus par les citoyens résidant dans la commune. Les modalités et le fonctionnement de ces élections sont prévus par le code électoral. Des sessions ont fréquemment lieu et les procédures sont définies par la loi. C'est un espace institutionnel où les représentants de la commune gèrent les affaires courantes. Cet organe est sous le contrôle citoyen de la société civile. Au Mali, le nombre de ce conseil est déterminé par la loi et conformément à la taille de la population de chaque circonscription.

4.2. Le comité de gestion scolaire (CGS) est un autre organe de la décision politique exercé par les citoyens de chaque circonscription. Au Mali, il est institué depuis la mise en place des communes afin d'exercer la compétence de l'éducation comme une des compétences attribuées à la commune. Il vise à créer et favoriser un environnement de concertation, de dialogue fondé sur la gestion de l'école sur le plan de la démocratie locale. Il est régi par les principes associatifs qui se veulent laïque, apolitique, démocratique et libre afin d'assurer la gestion de l'école. Il est composé de représentants de l'administration scolaire, des enseignants, des élèves, des membres de la société civile. Ses membres sont élus comme toute autre associations avec les principes associatifs et démocratiques afin de représenter la structure scolaire.

4.3. Association de santé communautaire (ASACOMA ou CSCOM) est une association ou structure communautaire privée à but non lucratif composée des populations locales vivant sur un même espace géographique. Elle est également constituée par un groupement de quartiers, de villages ou de fractions. Son rôle au Mali est de gérer les affaires sanitaires dans

chaque circonscription. Au Mali, cet espace citoyen est généralement appelé « *espace citoyen* ». Cette organisation communautaire est chargée de la gestion du centre de santé communautaire à travers un comité de gestion. Les membres de celle-ci sont élus au cours d'une assemblée générale élisant un président, un bureau et un conseil d'administration. Elle est gérée de manière autonome et rend compte aux habitants de chaque circonscription sous la tutelle des autorités concernés (*Etat, élus, chefs de village...*).

4.4. *Le comité de gestion de l'eau (CGE)* demeure également une structure communautaire démocratiquement mise en place par un quartier, un village ou une fraction agissant sur les problématiques d'eau. Comme partout au Mali, la problématique de l'eau occupe l'espace politique de manière embarrassante. L'eau constitue un bien public et considéré comme une préoccupation fondamentale de la société malienne³⁰⁵. L'organe (CGE) est indépendant et gère toutes les opérations liées à l'entretien et à la maintenance des engins (*pompes, forages...*) et tous biens appartenant à la communauté. Il encaisse les recettes et les dépenses liés à l'eau. Grâce à sa caisse d'épargne, le comité s'occupe au renouvellement des engins et autres biens pour la bonne gestion de l'eau. Il rend régulièrement compte aux habitants, au conseil de village et au conseil communal toutes les situations financières et techniques de la pompe ou forage du village ou quartier.

Avec ces structures, le Mali a permis d'expérimenter et tester son processus de gouvernance locale à travers la décentralisation des collectivités territoriales. Ce processus a enregistré des mutations en matière de participation des populations aux structures représentatives. Le Conseil communal et les différents comités de gestion montrent aujourd'hui, l'existence des espaces citoyens de discussion et de gestion des affaires publiques locales. Il existe d'autres dispositifs ou instruments auxquels les citoyens participent plus ou moins à leur élaboration au niveau de l'espace communautaire ou villageois. Ce sont les programmes qui ont été mis en place dans le cadre de l'accompagnement de la décentralisation au Mali.

Dans le cadre de l'élaboration du PDSEC (*Programme de Développement Economique Social et Culturel*), des programmes sur l'eau, l'éducation, la santé, l'environnement..., sont des espaces publics citoyens pour favoriser la participation citoyenne. En prenant le cas du PDSEC, l'information citoyenne a été largement soulignée pour donner le maximum de renseignements aux populations. Chaque conseil communal et conseil de village est tenu par cet impératif de renseigner les citoyens pour la collecte de leurs besoins en matière de

305- Michèle. Leclerc-Olive, (2005), Op.cit.

développement territorial et local au Mali. Pour ce qui est de la participation politique au Mali dans le cadre communal, les élites politiques dominent la scène avec quelques notables sous la responsabilité du conseil de village³⁰⁶.

Les conclusions des travaux de ces deux auteurs (Felber Muller et M. Djire 2006) montrent que dans l'ensemble, la participation au Mali demeure un cadre peu pratiqué par les populations locales pour des raisons bien précises (*manque de sensibilisation, désintéressement de l'espace politique, illettrisme, préoccupations par des sujets précis...*). Même si la décentralisation des collectivités territoriales a permis de transférer certaines compétences du niveau national au niveau local, la participation des populations locales aux prises de décisions politiques demeure difficile. C'est-à-dire sur le terrain, beaucoup des dispositifs (*programmes, projets*) auxquels les citoyens doivent contribuer pour le renouvellement de la démocratie, restent un cadre restreint. Tout le monde ne tire pas profit aux dispositifs de participation car, certains sont en mesure de dominer plus d'autres par insuffisance culturelle liée à l'illettrisme au manque de moyens liés à la participation politique. Le développement territorial à travers la participation politique exclue certaines catégories de populations locales (*citoyens ordinaires, illettrés...*). Seuls quelques acteurs (*techniciens, élus, notables...*) participent majoritairement à la prise de décisions au niveau local et monopolisent le marché de l'objet de développement au niveau local. Certains programmes et projets dévoués au développement territorial sont pratiquement inscrits dans cette logique ne permettant pas à tout le monde de participer pleinement à la prise de décisions au niveau local.

306. Anselme. Michel (2000), *La scène politique des cités*, Editions de l'Aube.

II - Les formes de participation politique dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement territorial.

Quelles sont les formes d'usage de participation citoyenne menées par les acteurs dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement ? Le registre de la participation fait désormais partie du domaine et des catégories référentielles de développement. Selon la conception de ces auteurs comme Jean-Pierre Chauveau et Philippe Lavigne-Delville, la participation apparaît « *dans le champ de l'aide au développement* », comme « *une approche opérationnelle qui cherche à susciter l'implication des bénéficiaires de l'aide dans la conception et la mise en œuvre des interventions* ». Ils ajoutent que « *la référence systématique à « la » participation va de pair avec une faible théorisation sociologique. La participation reste largement un mot-valise, rarement défini, ce qui est sans doute une des raisons de son succès. De fait, le DP repose sur un quasi-oxymore : vouloir « faire participer » des populations, des communautés ou des Etats « à leur propre développement* ». L'« *intervention participative volontariste* » de développement est depuis son origine dans une tension permanente entre injonction et écoute, entre savoir-faire d'animation et méthodologies plus ou moins normatives. Les démarches participatives recouvrent un ensemble d'outils très hétérogènes, dans un gradient entre « *participation imposée* » et « *auto-promotion* ». De plus, elles s'inscrivent dans des projets et programmes dont la capacité à intégrer les points de vue locaux est très variable selon leur degré de bureaucratization »³⁰⁷. La participation ainsi soulignée par ces auteurs à travers l'exemple du PADDY, nous permet de distinguer deux types d'usage de participation citoyenne autour des projets constructifs. Il s'agit d'une part de l'exemple de construction d'une maison mise à la disposition des femmes de 12 communes représentant l'intercommunalité de Méraguemou (*Cercle de Yélimané*). D'autre part, c'est l'ensemble des actions de développement qui visent à valoriser et restaurer l'environnement. Dans ces deux formes d'action collective, la participation est devenue monnaie courante à laquelle, les acteurs l'intègrent dans leurs logiques d'action collective. Quel est l'intérêt de mettre une maison à la disposition des femmes et mener des actions dans le domaine de l'environnement dans cette localité profondément marquée par des multiples problèmes de développement ?

307. Chauveau J-P., Lavigne Delville P., (2013), *Développement participatif*, in Casillo I., avec Barbier R., Blondiaux L., Chateauraynaud F., Fourniau J-M., Lefebvre R., Neveu C., Salles D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation.

1. La maison de la femme construite par le PADDY: un enjeu de développement participatif

En quoi une maison mise à la disposition des femmes fait l'objet des valeurs et des processus participatifs de développement ? Mettre une maison à la disposition des femmes, n'est que l'apanage d'un argument de taille qui nous représente l'appartenance d'un groupe social avec qui, les acteurs institutionnels (*les bailleurs de fonds*) partagent des valeurs d'émancipation, des règles d'usage et normes sociales comme angle des processus de développement territorial. Construire une maison dédiée aux femmes de cette localité est non seulement fonction d'intégrer l'individu (*émancipation humaine*), le genre ou le groupe social donné, mais aussi un acte collectif des acteurs qui accompagnent les processus de développement territorial. Cette forme nouvelle de structuration participative du territoire de Yélimané émane des formes ou modèles de développement extérieurs (PADDY).

L'enjeu de promouvoir les Droits de l'Homme est la pratique courante et habituelle des bailleurs de fonds en Afrique notamment, dans les pays comme le Mali où les femmes représentent beaucoup d'enjeux sociaux sensibles (*en termes de discriminations, d'égalité, d'accès aux droits...*). En effet, la participation de certaines catégories sociales (*les minoritaires exclues, les personnes dominées...*) est devenue la condition *sine qua non* ou monnaie courante pour que les ressources issues des bailleurs de fonds (*par l'intermédiaire de la coopération décentralisée*) soient disponibles ou injectées³⁰⁸ dans les processus de reconstruction territoriale de Yélimané.

A ce niveau intermédiaire de l'intercommunalité de Meraguemou de Yélimané (*collectivité territoriale ayant construit la maison*), il y a la suite logique de mise en œuvre du PADDY qui prévoit initialement d'intégrer toutes les catégories sociales. Historiquement, c'est à l'initiative des femmes élues des 12 communes composant l'intercommunalité de Meraguemou (*le PADDY constitue l'objet de développement*) du Cercle de Yélimané. Cette initiative a vu le jour en 2011 (*entre les six femmes élues de Yélimané et les femmes de Montreuil en France*) concrétisée par la construction d'une maison abritant les moyens de participation politique de toutes les femmes pour leur permettre de revendiquer leurs droits (*l'accès à la santé, la protection des droits des femmes, la protection de l'environnement, la promotion de l'emploi féminin etc*). La participation politique est inscrite dans le cadre de l'appui institutionnel de la décentralisation dont le PADDY demeure la complémentarité.

308. Jacob J-P, Delville P L., (1994), *Les associations paysannes en Afrique*, APAD, p. 258-259.

Le but de construire une maison dédiée aux femmes de la localité permet non seulement de valoriser leur rôle, leurs droits, mais également, de renforcer leur participation politique dans la vie publique et au développement local. Selon le Maire-adjoint de Montreuil (Claude Rezinik) : « *construire une maison aux noms des femmes est le fruit de nos coopérations anciennes et actuelles avec le cercle de Yélimané et cela répond à plusieurs défis que nous devons relever tous. En plus, nous avons œuvré de sorte qu'un réseau puisse être créé en 2012 entre femmes élues, leaders associatifs et d'autres groupements féminins pour travailler sur des objectifs tels que la création des activités génératrices de revenus des femmes. Nous avons commencé à construire cette maison en 2014 comme projet qui accompagne les femmes vers l'autonomie politique et économique. Aujourd'hui, cette maison fonctionne avec quelques avancées notables car, les femmes se rencontrent avec l'accompagnement des partenaires et l'intercommunalité Méraguemou de Yélimané pour la création d'emploi, les formations de savonnerie, couture et de teinturerie*³⁰⁹ ». La réalisation de cette maison a été l'activité majeure pour faire participer les femmes dans la réalisation des activités féminines et les préoccupations des femmes dans le cercle de Yélimané. Dans ce processus de la participation politique, l'objectif a été concrétisé par la mise en place des structures suivantes :

- Un comité de gestion et de pilotage de projets composé de 20 personnes dont une présidente, un membre de l'intercommunalité Méraguemou et les représentantes des femmes par commune et les 6 élues du cercle de Yélimané ;
- La mise en place des sessions de formation sur les thématiques comme le « *leadership féminin et la participation politique des femmes aux élections* » ;
- Faire animer le comité de gestion et de pilotage par les femmes elles-mêmes ;
- Chercher des partenaires techniques et financiers pour les défis concernés ;
- La sensibilisation de la population sur la scolarisation des jeunes filles et le mariage ;
- La mise en place des sessions de formation au bénéfice des femmes sur la défense des droits, l'accompagnement des femmes dans les processus de la vie publique.

309. Razenik, C (2018), (Interview avec le Maire-adjoint de Montreuil sur la mise en œuvre du PADDY), Montreuil.

L'ensemble de ces structures via la réalisation d'une maison dédiée aux femmes de Yélimané a été un point de départ inédit pour améliorer les conditions de vie de la femme.

La participation politique des femmes dans la vie publique et leur accompagnement vers l'autonomisation économique, sociale et culturelle sont au centre des processus de développement territorial prévus par le PADDY. Cette marche de la démocratie participative pour l'émancipation des femmes de Yélimané a été un succès avec la réalisation des ateliers de formation (*teinture, couture, savonnerie...*) et les différents processus de sensibilisation sur les sujets importants valorisant le rôle de la femme dans la société (*avec l'introduction des activités génératrices des revenus pour lutter contre la pauvreté*). Malgré ces différents dispositifs offerts par la réalisation de la maison des femmes, il reste des perspectives (*défis à relever pour mieux valoriser le rôle des femmes*) de participation politique qui visent à prendre en compte les attentes des femmes. Certes, la participation politique permet au renforcement des capacités féminines et faire émerger et mutualiser les moyens pour l'autonomie des femmes. Dans ce contexte, qui participe et qui bénéficie les dispositifs ci-dessus mentionnés ? Plusieurs insuffisances sont liées aux dispositifs destinés à l'accompagnement des femmes vers l'autonomie et la participation politique à Yélimané. A cela, on peut souligner le manque des moyens financiers, le taux de scolarisation féminine très bas, les obstacles socioculturels, les contraintes de l'environnement économique et social qui sont au tant des problèmes liés à la participation politique. A cela, s'ajoute l'influence des élites locales à partir de laquelle on distingue entre les femmes leaders qui participent et les autres qui ne participent pas. Au sein de la société malienne, il y a plusieurs couches sociales avec lesquelles on distingue les inégalités d'accès aux ressources et l'action publique. On peut identifier ces couches sociales à travers plusieurs sources de légitimité. Ainsi, le point de vue suivant de Nach Mback (2003) illustre ce contexte : « *aux cotés des leaders de l'Etat moderne, d'autres acteurs émanent d'autres sources de légitimité, émergent et obtiennent une forte adhésion des populations locales. Il s'agit des détenteurs de la légitimité coutumière (et religieuse) et ceux ayant la légitimité d'action (les diverses organisations de la société civile : association, ONG, etc* »³¹⁰. Au regard de cette variété des femmes leaders, il reste à déterminer les femmes qui peuvent pleinement participer au premier plan et bénéficier les dispositifs prévus par la maison. En Afrique notamment en milieu local, dès qu'un dispositif de développement débarque, les représentants du village sont au premier plan pour

310. Nach Mback C., (2003), *Démocratisation et décentralisation : Genèse et dynamique comparés des processus de décentralisation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala ; Cotonou, Bénin : Programme de développement municipal, 528p

l'orientation et la gestion des ressources (*les chefs du village, les représentants religieux, les nobles...*). Les acteurs institutionnels collaborent avec ces derniers (*les premiers à être consultés*) et par la suite, ils décident à qui de droit. Avec la présence de ces responsables locaux, il y a toujours l'influence de ce groupe orientée vers le captage des ressources et d'opportunités profitables à certains individus. Ce sont des acteurs qui gagnent généralement, la confiance des acteurs institutionnels ou organismes de développement intervenant (*qui sont pressés de trouver des interlocuteurs sur place*) sur le territoire et mettant en place les dispositifs de développement.

L'évolution de ce contexte participatif des femmes de Yélimané (*à partir de la réalisation d'une maison comme processus de reconstruction territoriale et de développement de cette localité*), représente plusieurs enjeux. L'exemple de la maison comme expérience de développement a ouvert la porte à des catégories sociales représentant plusieurs sensibilités dans cette société (*les femmes sont généralement en situation d'extrême pauvreté*). L'action collective est révélatrice d'un vécu social et des réalités sociales. Ces logiques et perspectives de prise en compte des problèmes sont liées au problème d'exclusion sociale et de domination du genre (*les femmes*) dans les différents processus de développement. Comme souligné dans les chapitres précédents, le Cercle de Yélimané a depuis les années 80, 90, tissé des liens de coopération décentralisée avec une pléthore des organismes extérieurs de développement. Ces derniers tentent d'apporter des moyens, des dispositifs et les manières de faire les processus de développement.

L'ensemble des objectifs énoncés ci-dessus indiquent un élan de solidarité envers les populations concernées pour transformer une situation précaire des femmes à une situation sociale meilleure. Cette démarche de participation des femmes dans la vie publique, soulève une interrogation sur les motivations des acteurs institutionnels. A cet effet, on s'intéresse aux représentations des uns et des autres sur des situations sociales (*conditions de vie des femmes*) jugées insatisfaisantes et l'envie d'instaurer le bien-être pour les femmes. Sans stigmatiser les femmes, la mise en place d'une maison dédiée à une catégorie sociale (*les femmes*) n'est-elle pas une démarche de remise en cause des politiques publiques du passé dans le pays (*post-colonialisme, le Mali post-colonial, le Mali indépendant, l'appui institutionnel actuel de la décentralisation malienne...*), de ceux qu'elles n'ont pas pu faire ? Ce questionnement ressort les faiblesses des politiques publiques envers les populations de cette localité notamment, le manque des moyens permettant de mettre les femmes de l'intercommunalité de Méraguemou dans les conditions de vie meilleure. Il situe le problème des inégalités socioéconomiques

touchant les femmes dans les transformations sociales. L'intervention des acteurs institutionnels dans les territoires où les coopérations décentralisées (*la région de Kayes*) ont un poids considérable, crée des situations contradictoires par rapport aux populations locales qui ont des perceptions réelles de leur territoire vécu. Le fait de construire une maison pour les femmes, construit l'image d'un territoire qui rectifie quelques injustices sociales (*sociales, économiques*) à l'encontre des femmes. Cette situation se concrétise par la réalisation des dispositifs de développement (*projets, programmes...*) qui visent à aider les femmes et réparer les inégalités d'accès aux ressources. Ce contexte de construction d'une maison pour les femmes de Yélimané décrit la réalité d'un ensemble des problèmes qui touchent les populations locales. L'intervention des acteurs institutionnels dans les localités concernées instaure toujours la perception d'aider l'autre et recevoir les manières de faire les choses (*ceux qui savent mieux-faire et ceux qui n'ont pas ce savoir-faire*). Cela renvoie à des variables culturelles (*Nord/Sud*) et rapports de force entre dominateurs et dominés. Ces situations sociologiques réelles des acteurs sont des logiques de développement menées sur le terrain qui ont longtemps existé dans les champs de développement en Afrique. Cette situation d'altérité place les dispositifs de développement (*projets, programmes...*) dans un état de blocages culturels et facteurs d'échecs des dispositifs de développement mis en place par les acteurs institutionnels. La perception de construire le territoire de l'autre (*développer le territoire jugé insatisfait*) à partir des situations réelles (*le territoire des bénéficiaires des projets, programmes...*), est source de modélisation culturelle constituant des facteurs de blocage et d'échecs des processus de développement dans le territoire concerné. Autrement dit, la maison des femmes du territoire de Meraguemou émane d'une vision occidentale (*par l'intermédiaire de la coopération décentralisée de Montreuil*) et néocoloniale qui instrumentalise les femmes comme catégorie sociale susceptible de réparer les injustices du manque de développement.

1°) L'équipe de la maison des femmes du cercle de Yélimané



2°) Atelier de savonnerie animé par les femmes de la maison



2. Les actions environnementales réalisées par le PADDY : un cas de participation politique³¹¹.

La prise en compte du changement climatique devient de plus en plus une nécessité pour l'Etat, les partenaires internationaux, les collectivités territoriales la société civile, les entreprises etc. De même, la lutte contre le réchauffement climatique et la raréfaction des ressources naturelles au sahel, devient de plus en plus une préoccupation partagée par tous ces acteurs cités. L'environnement est incarné dans ce programme comme espace politique auquel la participation politique du citoyen est placée au centre des discussions pour la légitimation des décisions. Particulièrement au Mali dans ses parties sahéliennes, les victimes climatiques sont de plus en plus nombreuses (*pauvreté, crise alimentaire, exode rurale...*). C'est à travers ces différentes crises environnementales que chaque citoyen s'interroge sur sa part de responsabilité à travers l'histoire du pays. Il s'agit des aléas climatiques des années 1970, 80, 90 et jusqu'à nos jours. Ces événements ont profondément bouleversé les rapports sociaux économiques, culturels et environnementaux de certaines localités de cette région du sahel. Ces crises sont fondamentalement liées à la faiblesse pluviométrique engendrant une vague raréfaction de productions agricoles. Les ressources alimentaires viables se font de plus en plus rares pour les populations de cette zone aride. Cette situation chaotique constitue une des justifications de l'intervention des acteurs et dispositifs multiformes dans la région de Kayes. Les programmes de développement territorial à l'échelle régionale et locale comme le PADDY s'inscrivent dans cet esprit environnementaliste comme une des réponses aux différentes crises. Dans cette perspective environnementale, à quels points, le PADDY intègre tous les acteurs pour une participation citoyenne ? La réponse à cette question est traitée dans les paragraphes suivants.

311 PADDY, (*Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané*).

1°) Lieu de stockage des plantes pour le reboisement à Yélimané contre la désertification



2°) Participation des associations au reboisement à Yélimané



2.1 Le programme du PADDY comme axe prioritaire aux territoires locaux.

L'esprit du PADDY est fondamentalement basé sur la revalorisation, la protection, la préservation et l'exploitation durable de l'environnement considéré comme socle de développement pour le cercle de Yélimané. Il s'inscrit dans ce contexte environnementaliste et local pour rayer la pauvreté en mobilisant les acteurs à s'impliquer davantage dans la

gestion et la mise en valeur de l'environnement. Le PADDY se présente comme un instrument idéal pour la mise en valeur des spécificités territoriales de cette localité subissant les problèmes climatiques. Il vise à engager une action efficace afin de lutter contre les problèmes environnementaux infectant fortement les populations. Avec le principe de la décentralisation au Mali, l'environnement vise l'engagement des collectivités territoriales, de la société civile, des entreprises..., afin de lutter efficacement contre la pauvreté chronique engendrée par les crises environnementales. Les collectivités territoriales en tant que premiers acteurs de la zone, sont sensibles aux problématiques environnementales à travers le manque des ressources viables poussant les Hommes à quitter progressivement les villages pour l'exil. Le président de l'ADCYFOSI Baradji. C (2018) montre que les causes de départs de la migration dans le cercle de Yélimané vers l'exil sont d'abord liées aux conditions climatiques très difficiles. Il montre que : « *Notre souhait est de faire en sorte que l'environnement à Yélimané soit protégé et être au service de la jeunesse c'est-à-dire, les jeunes doivent travailler la terre et créer des entreprises pour lutter contre les départs à l'exil. Il faut d'abord fixer les jeunes en donnant des emplois ! Je pense que l'environnement est une très bonne opportunité si on arrive à aménager nos terres*³¹² ». Tous ces acteurs ont une part de responsabilité à jouer face au défi du changement climatique. Au niveau de l'environnement, les populations éprouvent beaucoup des difficultés à se lancer dans des activités liées à l'environnement. A ce stade, les acteurs extérieurs notamment, les partenaires au développement apportent leur technicité en vue de revaloriser l'environnement à travers des activités telles que : *le maraichage, l'élevage d'embouche, la pisciculture*. Cette situation installe les rapports de domination au niveau de l'environnement entre ceux qui savent mieux faire et ceux qui sont en difficulté. Le monde rural de la région de Kayes a beaucoup d'inquiétude sur la gestion de l'environnement comme l'une des ressources vitales. Le point de vue de cet intervenant (*le président*) ci-dessus, montre une prise de conscience face au manque de développement, les limites et les difficultés d'accès aux ressources de l'environnement (*manque de pluies, techniques agricoles, formation des jeunes...*). Il évoque une crise globale de l'environnement (*manque des pluies*) et un défaut de bonne gouvernance locale (*chômage, emploi et formations des jeunes*) des ressources aux différents acteurs impliqués dans les projets. La participation dans la gestion de l'environnement est une des formes de reconstruction sociale et territoriale et facteur moderne qui permet aux acteurs de

312. Baradji Cheickna (2018), Président ADCYFOSI (*Association pour le Développement du Cercle de Yélimané et les Organisations de la Solidarité Internationale*), (Interview sur la mise en œuvre du PADDY dans le Cercle de Yélimané).

s'impliquer sur leurs propres affaires. Le manque de développement auquel l'environnement peut apporter une amélioration dans les processus de développement, permet de souligner le regard critique sur l'historicité (*les techniques de gestion de l'environnement ou modèles de développement capitaliste conduits par des acteurs institutionnels bailleurs de fonds*) à l'égard des sociétés en développement. L'historicité dans ce sens nous renvoie aux capacités sociales et culturelles de chaque société en mesure de gérer ses propres ressources. A cet effet, la définition d'Alain Touraine nous situe ce contexte : « *l'historicité de la société est sa capacité de produire ses orientations sociales et culturelles à partir de son activité et de donner un « sens » à ces pratiques* ». L'historicité est « *une distance que la société prend par rapport à son activité et cette action par laquelle elle détermine les catégories de sa pratique* »³¹³. Les projets et programmes sont une dimension de l'historicité qui tend à transformer une société. C'est un principe des conduites humaines et d'orientation des activités humaines avec lequel, les acteurs apportent l'innovation sociale grâce à des instruments comme le PADDY.

Le PADDY est un instrument de participation pour la cause de l'environnement et pris comme plan local de lutte contre le changement climatique (*destiné dans une zone sahélienne*). Cette dimension participative engage la société civile, les collectivités territoriales, les bailleurs de fonds, les Etats etc. Tous ces acteurs jouent un rôle stratégique dans l'identification des priorités de développement. La participation politique de la société civile pèse réellement sur les décisions publiques afin de contribuer aux solutions environnementales et à l'évaluation des politiques mises en œuvre pour l'environnement. Pour autant, il ne s'agit pas de considérer le PADDY comme simple instrument de mise en œuvre des politiques publiques. Il demeure avant tout la suite logique d'un regard critique sur l'absence des réalisations d'infrastructures de base, les disparités territoriales dans le cercle de Yélimané (*il s'agit d'absence des politiques étatiques sur le territoire abandonné depuis l'indépendance et lutter contre l'exode rural*). Le PADDY est un instrument novateur et une complémentarité qui vise à combler les lacunes de l'Etat en matière de développement territorial. Son engagement auprès des territoires locaux permet d'animer l'espace public comme lieu pertinent d'élaboration du lien social et de formation citoyenne tissant sa légitimité à partir des organisations de la société civile.

313. Touraine A., (1973), *Production de la société*, Paris, Editions du Seuil, p. 10.

Dans cette perspective, on note le point de vue du Maire de Tambacara (*I. Doucouré*) à propos de l'engagement de la société civile dans la mise en œuvre du PADDY. Il montre que : « *Certes, la participation c'est devenue une réalité et un facteur incontournable. Ce que je peux dire à propos de nous élus, on ne peut rien faire aujourd'hui sans cela ! En tant que président du PADDY, nous sommes devenus des acteurs en réseaux grâce à ce programme qui nous a mis en contact avec tout le monde. Les acteurs politiques, les bailleurs de fonds, les associations, les Etats, les ONG, les syndicats etc. participent tous à la mise en œuvre du PADDY. C'est une chance pour nous et c'est notre devoir de faire quelque chose de grand afin que les souffrances de nos populations soient traitées* »³¹⁴. La participation comme routine ou ligne conductrice des acteurs dans les processus de développement, le président du PADDY reconnaît l'importance bénéfique de la participation de tous les acteurs aux affaires publiques. C'est avant tout un enjeu démocratique qui passe par la construction des problématiques environnementales. En pratique, il s'agit dans son principe, de répondre aux exigences d'un cadre juridique (*Action 21*) de la conférence de Rio de Janeiro au Brésil en 1992. Le Mali est un des adeptes de ce cadre juridique qui l'a notamment signé pour marquer son engagement de lutte contre le réchauffement climatique. Il adhère aux défis afférents en direction des collectivités territoriales (*celles du cercle de Yelimané*) et aux programmes comme le PADDY dans la région de Kayes³¹⁵. Les collectivités locales sont conduites dans ce vaste programme du cercle et le considèrent comme outil pertinent vis-à-vis de leurs nombreuses préoccupations territoriales (*autosuffisance alimentaire, agriculture, développement économique...*) et celles des populations locales. Dans ce prolongement, les collectivités territoriales du cercle de Yélimané et leurs partenaires, se sont montrées déterminantes pour l'application effective de ce programme (PADDY). L'ensemble des acteurs concernés entendent jouer le rôle de premier plan de lutte contre le changement climatique et la valorisation viable de leurs territoires (*lutte contre le déficit pluviométrique*).

Ce dispositif comme complémentarité vient à point, s'ajouter aux différents programmes nationaux d'appui aux institutions locales. Il s'agit du renforcement d'appui institutionnel à la décentralisation, le processus d'accompagnement de ce dispositif vers l'autonomie effective sur le plan politique, économique et environnemental. La société civile

314. Doucouré Ibrahim, (2012), (Interview avec le Maire de Tambacara sur la mise en œuvre du PADDY), Tambacara (Mali).

315. Interviews du 27 novembre 2012 avec Ibrahim Doucouré, Op.cit.

à travers son tissu associatif, les entreprises du territoire, sont pleinement concernés par le PADDY et sont incités à jouer ce renforcement de la décentralisation dans la région. Il s'agit d'incitation pour la concertation, la sensibilisation, l'information citoyenne sur les enjeux de ce changement climatique.

Dans le domaine de la décentralisation au Mali, le PADDY constitue un instrument de gestion sur les questions de développement territorial et local comme socle prioritaire pour cette localité (*Yélimané*). Il est considéré comme un instrument d'action publique³¹⁶. Cela permet de maîtriser non seulement les questions liées au développement mais aussi, aux enjeux d'aménagement du territoire de Yélimané auquel toutes les collectivités locales bénéficient. Il y a plusieurs enjeux (*tels que la lutte contre la pauvreté, la lutte contre la désertification de la zone, l'autosuffisance alimentaire, la mise à disposition des ressources d'eau potable pour la population...*) derrière la mise en œuvre de cet instrument d'action publique³¹⁷ local (PADDY). Ces derniers ciblent des objectifs de concertation dans le cadre de ce plan climat et la valorisation de l'environnement du cercle. Un des objectifs de la déclaration de Rio en 1992 concerne ce volet de concertation au bénéfice des populations locales. C'est le principe de la démocratie participative prévu par l'Action 21 ciblant la mise en œuvre de toute action publique locale comme le PADDY.

Dans cette perspective, on peut souligner certains objectifs que le PADDY cible dans son volet de la *démocratie participative*. Il s'agit d'un :

- Outil de *sensibilisation et d'information* permettant de faire l'échange de savoir entre les élus, les techniciens, les associations, les entreprises, les bailleurs de fonds et d'autres acteurs du territoire développant une responsabilité collective partagée sur les enjeux climatiques ;
- Outil d'aide à la décision car, la concertation permet à chacun des acteurs du territoire de contribuer à l'enrichissement du programme. C'est une expérience collective de l'action publique de la décision à laquelle chacun apporte son expérience, ses connaissances et ses idées au programme ;

316. Lascoumes, P. et P. Le Gales (2007), *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, p.127.

- Outil de mobilisation collective permettant de susciter l'intérêt de tous les acteurs pour la démarche. C'est un moyen d'éviter les risques, les erreurs et les remises en cause face à l'action collective ;

- Outil d'intégration sociale permettant de créer le lien social par le biais d'une concertation autour d'un bien commun (PADDY). Il s'agit par-là, de favoriser le droit d'expression et de participation de tous les acteurs. Cette méthode de concertation requiert une adaptation aux besoins spécifiques du territoire concerné. Le PADDY est un programme comme tout autre programme ou projet de développement qui a un cycle de vie et sa mise en œuvre s'établit en plusieurs étapes. Les décisions sont planifiées dans ces étapes de mise en œuvre.

Après avoir souligné les deux cas de participation politique (*Maison de la femme, volet environnement*) des acteurs dans les processus de développement, on peut constater que la conception de la participation est source d'incompréhension, de réflexions et de critiques. Les différents acteurs qui participent nous indiquent que l'appropriation et les pratiques effectuées sont incohérentes dans les processus de développement territorial. Cela suscite des réflexions et critiques sur les modes de développement véhiculés par les acteurs institutionnels depuis l'extérieur. Au regard de la participation marquée par la présence du système de gouvernance et de gestion des dispositifs de développement déployés dans le cercle de Yélimané, on peut constater la permanence des tensions sociales entre les différents acteurs. Si les populations locales et d'autres acteurs locaux éprouvent des difficultés de participation dans la dynamique de transformation territoriale et sociale, les dispositifs de développement comme le PADDY montrent que le territoire de Yélimané est sans maîtrise de l'historicité au sens d'Alain Touraine. Le PADDY souligné dans les deux volets de participation, produit l'action sociale innovante des acteurs. Même si le PADDY (*dans ses volets participatifs*) est considéré comme conduite des actions humaines innovantes, mais son impact reste encore faible (*le PADDY a instauré un sentiment d'immobilisme des dispositifs*) à l'échelle territoriale de Yélimané. Les situations observées sur le PADDY, engendrent des logiques d'actions collectives dans le sens de l'innovation. Nous avons d'une part, les modes de gestions traditionnels et d'autre part, les modes de gestion rationalisés dans la conduite des dispositifs. Les dispositifs de développement mis en place par les acteurs (*bailleurs de fonds et les populations locales*) comme le PADDY, sont des lieux de socialisation et d'interaction (*la maison des femmes, les actions de l'environnement...*). Dans ce processus de socialisation et d'interaction, les acteurs produisent des pratiques rationnels (*ateliers de formation de femmes, contrat, bilan, évaluation, tenue de cahier des charges, planification, réunions de*

concertation...) et traditionnelles (*les réunions à palabre, implication des responsables coutumiers de chaque village...*). Les logiques produisent des formes normalisées et globalisées avec lesquelles, les acteurs institutionnalisés de développement transmettent ou imposent petit à petit aux populations locales dans les processus de reconstruction territoriale. L'enjeu de participation observé dans des logiques à l'échelle des territoires locaux de la région de Kayes (*avec l'exemple du PADDY de Yélimané*), est inscrit dans des processus de développement qui tendent vers la modernité, la reconstruction territoriale et l'uniformisation des savoir-faire de développement. Ce sont des pratiques de développement entretenues par les liens de coopérations avec les organismes détenteurs de pouvoir de domination et des fonds (*bailleurs de fonds*).

3. Etat des lieux sur les expériences et les acquis de développement durable du PADDY dans le Cercle de Yélimané.

Les expériences de développement durable dans le cercle de Yélimané concernent les différentes réalisations faites par le programme du PADDY. Ces réalisations s'affirment en termes d'aménagement et d'appui institutionnel de la décentralisation des collectivités territoriales. Nous soulignons deux points ci-après (*la valorisation des espaces aménagés et l'appui institutionnel et la gestion des ressources naturelles dans le contexte environnemental*).

4. La valorisation des espaces aménagés

Dans la mise en œuvre du PADDY achevé en 2011, des objectifs étaient prévus visant à aménager le territoire de Yélimané. Le programme a mis quelques axes visant à valoriser le territoire de Yélimané par des sites d'expérimentation. Ces axes visent à renforcer les capacités techniques et opérationnelles des populations locales. Cela concerne tous les services, moyens techniques et les acteurs concernés à se mobiliser pour faire l'innovation de développement dans les sites choisis.

4.1 Aménagement des espaces hydroagricoles

Le programme a prévu quelques sites qui devraient être aménagés dans un temps donné en vue d'atteindre les objectifs prévus par le programme. Les aménagements ont été prévus au niveau des plaines d'épandage de crues pour :

- Rendre moins aléatoire les cultures de décrue (*maïs, arachide, haricots, patates...*) ;

- Permettre une intensification des cultures de contre saison (*maraichage*) ;
- Diversifier les cultures par l'introduction de la riziculture ;
- Intensifier également les cultures de rentes (*calebasse, pastèque...*)

Dans cet état, quelques actions étaient réalisées. Selon un rapport d'évaluation réalisé en 2008 par la direction nationale de l'agriculture comme indicateur, quelques expériences de développement étaient réalisées. Le tableau ci-dessous souligné décrit deux volets (*entre les activités prévues et celles réalisées ou non réalisées*).

Les activités prévues par le PADDY	Etat des lieux
Aménagement de la plaine de Bamanankan-Ontogolo (550ha) et du bas-fonds de Sangadou (100ha)	Sur le volet de cette activité, les études socioéconomiques ont été menées par le projet FAO-Venezuela. La fin des travaux été prévus pour fin 2010.
Aménagement de la plaine de Hantanko (250 ha)	Non réalisé
Aménagement de la plaine de Goumbogho (200 ha)	Non réalisé
Aménagement de la plaine de Golokou-Goumbi à Koméoulou (200 ha)	Non réalisé mais, le PADDY prévoit l'actualisation de l'étude technique du barrage de Golokou-Goumbi à Koméoulou (200 ha) avec la DRGR-Kayes ³¹⁸
Aménagement de 150 ha sur la Kolombiné (Konsiga)	Non réalisé
Aménagement de 700 ha sur le Gouroulé (affluent Kolombiné)	Non réalisé
Aménagement de 150 ha sur le Babasangué-Sambéhouré	Non réalisé
Aménagement sur le Dabarékolé- Tchiliba (50 ha)	Non réalisé

318 DRGR: Direction Régionale du Génie Rurale de Kayes.

Etudes techniques pour la réhabilitation du barrage de Dialaka	Non réalisé
Réhabilitation du Périmètre de la CAMSEL319	Non réalisé

1°) Un barrage hydroagricole réalisé : un périmètre aménagé pour la retenue d'eau à Yélimané



4.2 Intensification des systèmes de production et d'innovation prévus entre 2006 et 2011

Dans ce volet, l'objectif principal est d'améliorer de manière durable les systèmes de production basés sur les cultures vivrières dominantes (*maïs, mil, haricots, arachide...*). Le fait d'intensifier ces systèmes de production et d'innovation techniques, permet de contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire qui sévit dans le Cercle de Yélimané. Comme le précédent volet, quelques activités ont été prévues dans ce secteur afin d'améliorer la production céréalière dans la zone. Ils sont soulignés dans le tableau ci-dessous :

319 CAMSEL: (Coopérative Agricole Multifonctionnelle de Sélingué).

Les activités prévues par le PADDY	Etat des lieux
Un plan de diagnostic était prévu pour évaluer les systèmes de production et leurs contraintes	Non réalisé
Validation d'innovations techniques adaptées	Réalisé au niveau de la cellule du maïs et du riz à Gnogoméra
Identification des cultures pluviales et de décrue (600 hectares au niveau des zones pluviales et 4700 ha au niveau des zones de décrue)	Non réalisé mais, le PADDY prévoit diffuser sur 30 hectares des techniques innovantes en rizicultures au cours de chaque hivernage
La réintroduction de la riziculture sur 800 hectares dans les zones aménagées	Non réalisé (<i>la raison est qu'aucun aménagement n'est réalisé à ce jour</i>)
L'appui au transport et à la culture attelée	Non réalisé

2°) Périmètres de maraîchage réalisés à Yélimané par le PADDY



4.3 Aménagements pastoraux et techniques d'innovation d'élevage

Il est bien signalé dans le programme du PADDY que les conditions d'élevage font parties des principales préoccupations des populations locales du Cercle dans le domaine du développement durable. Le cercle de Yélimané représente un cheptel potentiel qui nécessite l'innovation technique. Ce domaine est porteur d'emplois des jeunes et d'amélioration des conditions climatiques avec la valorisation du territoire. Le programme souhaite revaloriser ce secteur afin d'octroyer un secteur dynamique qui répond aux besoins nécessaires des éleveurs. L'objectif est de sécuriser les parcours de transhumance et améliorer les conditions d'élevage (*abreuvement du milieu, accès à l'eau...*). Un tableau descriptif ci-dessous trace quelques réalisations dans ce secteur :

Activités prévues par le PADDY	Etat des lieux
Le surcreusement d'une dizaine de mares naturelles (<i>il s'agit d'aménager les mares qui retiennent les eaux de pluies et les transformer en zone de production agricole, d'élevage...</i>).	Non réalisé mais, le programme avait mené des études sur la mare pastorale à Kémala avec la DRGR en vue d'aménager à partir de 2010.
L'aménagement d'une quinzaine de petites retenues d'eau (<i>il s'agit des bassins qui peuvent retenir les eaux de pluies pendant une certaine période répondant aux besoins d'élevage...</i>)	Non réalisé
L'introduction des techniques fourragère bourgou (<i>plante fourragère à haute valeur nutritive pour le bétail</i>) au niveau des mares permanentes (sur 50 hectares)	Non réalisé
Les actions de mise en défens (3000 hectares)	Non réalisé

4.4 Protection et régénération du milieu naturel (environnement)

Le PADDY s'identifie dans les objectifs pour protéger et réinstaurer un environnement propice en vue de freiner l'érosion des sols et réinstaurer des sols fertiles pour la revalorisation de l'écosystème. Le cercle de Yélimané connaît un relief non favorable à la

production agricole et l'écosystème. L'objectif de ce volet est de répondre à la demande de la société civile notamment, les groupements paysans du Cercle en matière de maraîchage, d'arboriculture, d'élevage et d'autres productions comme la pisciculture etc. A cet effet, le programme a prévu quelques actions que nous soulignons dans le tableau ci-dessous :

Activités prévues	Etat des lieux
Il était prévu de créer 10 hectares de périmètres maraîchers et réhabiliter 6 hectares	Le PADDY a réalisé 9,25 hectares (<i>réalisation de 9 puits et clôtures</i>) Diffusion des techniques innovantes en maraîchage mises au point à la suite des tests des techniques vietnamiennes sur 49 jardins maraichers en 2007 et sur 29 jardins en 2008. Le projet FAO-Venezuela concourt aux objectifs du PADDY en réalisant 9 petits périmètres maraîchers sur les sites de Bamanakan-Ontogolo et de Sangadou.
Embouche et aviculture (30 démonstrations pilotes).	18 démonstrations réalisées et formations des agents d'encadrement aux techniques de production d'asticots pour la volaille (technique avérée au Mali)
Arboriculture fruitière .	Tests d'anacardiers (0,5 ha à Niogoméra, 0,5 ha à Moussala et 0,5 ha à Yélimané). Une étude d'aménagement et d'extension du verger de l'ADIJD320 à Gory Moussala a été réalisée par le CRRA ³²¹
Autres productions : appui à des projets de pisciculture, d'apiculture etc.	Non réalisé
Mise en place de 5 ou 6 unités mobiles de services et d'aide à la transformation (<i>décortiqueuse, égreneuses etc.</i>).	Non réalisé

320 . ADIJD (Association pour le Développement et l'Intégration des Jeunes du Diafounou).

321 . CRRA, (Centre Régional de Recherche Agronomique).

4.5 Renforcement des capacités des associations villageoises et de formation

Le volet de la société civile est prévu comme axe fondamental et prioritaire en vue de promouvoir l'innovation sociale au service des structures sociales. Il s'agit de valoriser le savoir-faire des institutions de la société civile en vue de renforcer les capacités des populations locales (*il s'agit du domaine de l'appui institutionnel*). L'objectif de ce volet est de renforcer les capacités des usagers à prendre des décisions et améliorer la gestion des ressources naturelles dans le cercle. Le cercle de Yélimané est une zone d'émigration par excellence où il y a des investissements effectués par les ressortissants en termes de réalisation d'infrastructures de base (*centre de santé, école, eau, électrification...*). Les infrastructures réalisées contribuent à l'innovation sociale. Dans ce contexte, quelques actions étaient mises en place.

Activités prévues	Etat des lieux
Alphabétisation fonctionnelle	Formation des comités de gestion de 20 associations bénéficiaires des infrastructures de maraîchage et de 18 bénéficiaires individuels des activités d'élevage (2 personnes par association...)
Formations des associations	Quelques ateliers de formation périodiques sont animés en direction des associations
Echanges d'expérience (<i>riziculture, maraîchage, maïsiculture...</i>)	Réalisé avec la coopération Sud-Sud

5. L'appui et la valorisation de la gouvernance et à la gestion des ressources naturelles par les collectivités territoriales du cercle de Yélimané.

Depuis la première réforme de la décentralisation malienne en 1993, le cercle de Yélimané constitue une collectivité décentralisée à part entière composé des conseillers de cercle représentés par chaque commune du Cercle. Il est dirigé par un conseil de cercle élu pour six ans dont son président est élu par ses pairs. Dans ce domaine, quelques activités étaient réalisées en vue de promouvoir la gouvernance locale entre les 12 communes composant le cercle de Yélimané et la ville de Montreuil comme partenaire principal au Nord. Le volet de

la gouvernance est facilité par l'intercommunalité de « Maraguemou » dont le projet est financé par l'Union européenne à hauteur de 79,28%. Dans la même continuité, les PDSEC³²² des 13 collectivités viennent en appui à la gouvernance et l'ANICT avait prévu un financement à hauteur de 1. 169 000 000 FCFA.

Activités prévues	Etat des lieux
Mise à disposition d'un fonds « <i>Droits de Tirage Spécial</i> » d'un montant de 1.169 millions de FCFA pour les investissements d'intérêts collectifs (<i>petites infrastructures de désenclavement, équipements sociaux et infrastructures de marché...</i>)	Action non réalisée car le dispositif ayant prévu pour accéder aux fonds n'a pas été mis en place.

En concluant les formes de la participation dans les différents processus de développement et l'ensemble des activités prévues et expériences de développement réalisées dans le cercle de Yélimané, nous avons les tableaux ci-dessus indiqués qui fait l'état des lieux en montrant quelques limites. Elles se caractérisent par le manque de réalisation des activités prévues par les dispositifs. Cela montre qu'un ensemble des problèmes sont liés à la dynamique de participation, de mobilisation des acteurs et des ressources prévues. A cet effet, on distingue plusieurs limites de la participation déjà dressées dans les tableaux présentés ci-dessus et dans les chapitres précédents.

D'abord, les acteurs institutionnels (*bailleurs de fonds*) et les acteurs non institutionnels (*les populations locales*) sont dans un cycle des projets (*le temps, les conjonctures économiques*), des pratiques participatives, des objectifs fixés et des promesses fournies d'avance pour changer le territoire. Ce système de transformation territoriale instrumentalise le territoire et les populations locales sans véritablement atteindre les objectifs de changement. Les normes procédurales ou les manières de mener les projets et programmes de développement peuvent être source des conflits et des tensions sociales permanentes. Par exemple, nous avons beaucoup des volets qui n'ont pas été réalisés dans les tableaux ci-dessus indiqués et sont considérés comme un engagement envers des villages, des acteurs

322. PDSEC, (Programme Communal de Développement Social Economique et Culturel).

institutionnels non respecté. Le manque de réalisation des infrastructures est lié au manque des ressources humaines (*participation effective*) et financières (*restrictions budgétaires*). Ce manque est source des tensions sociales, des opportunités locales liées à la corruption et les discrédits (*souçons, doute...*) injectés sur certains responsables locaux. La mobilisation des ressources et les manières de conduire les projets de développement sont des facteurs qui sont intrinsèquement liés. Ces facteurs sont difficilement appropriés par les populations locales et créent parfois des tensions sociales à plusieurs niveaux (*corruption, clientélisme, affairisme, culpabilité liée au détournement des biens...*). Les différents domaines cités dans les tableaux ci-dessus mettent les populations locales dans une situation d'espoir, d'attente et de recevabilité d'infrastructures de développement. L'absence de réalisation des projets de développement prévus est source de méprise d'un modèle inefficace et inapproprié pour les populations locales déçues par le manque de réalisme.

Une seconde limite est liée à l'abondance des promesses face à la complexité du PADDY dans son intégralité prévoyant la participation comme solution. Cette seconde limite des expériences de développement est caractérisée par les méthodes des intervenants extérieurs, le temps et les moyens financiers des projets confrontés au manque de réalisation. La globalité des objectifs à atteindre comme méthode de développement bureaucratique constitue un obstacle pour certains territoires. La variété des pratiques technocratiques demeure complexe et inappropriée pour les populations locales. Ensuite, l'hétérogénéité des pratiques à l'échelle de chaque territoire est difficilement adaptable à uniformiser.

Enfin, une dernière limite peut se situer au niveau du manque de conduite d'un système d'hybridation (*synergie, coordination, solidarité entre différents acteurs ou territoires différents*). Les modèles de participation rationnelle des acteurs institutionnels et pratiques informelles ou traditionnelles des populations locales s'affrontent et forment un système d'hybridation des pratiques de développement. La conduite de ce système d'hybridation rend la participation difficile pour certains acteurs aux différents processus de développement. La durée de vie (*périodicité ou cycle*) de chaque projet ou programme expérimenté sur le territoire concerné est trop complexe. La durabilité (les dispositifs trop courts en temps de réalisation) est souvent source des sentiments d'abandon pour les populations locales au regard des acteurs institutionnels. Parfois les délais trop courts des projets ou programmes est lié à la disponibilité des ressources financières comme facteurs.

III – Les moyens d'accès à la participation politique pour une démocratie constructive

Dans le prolongement du premier chapitre, nous avons souligné que la participation politique constitue la méthode par laquelle, les citoyens se voient impliquer dans la gestion des dispositifs de développement territorial. Celle-ci comme manière de légitimer l'action publique, dépend des moyens nécessaires (*avoir une culture générale, avoir substances matérielles, avoir la technicité...*). Ainsi, dans les travaux de Bovin, 2005 in Amartya SEN³²³, il rappelle qu'une norme sociale est une construction sociale qu'elle soit codifiée (*lois, ordonnances, règlements, code de conduite, accord...*) ou non codifiée (*coutumes, valeurs, normes sociales...*)³²⁴. Dans la construction de ces normes sociales, il y a plusieurs degrés qui décrivent la réalité sociale des acteurs. Ce même auteur montre que trois concepts fondamentaux permettent de décrire les conditions de positionnement des citoyens dans la construction de ces normes sociales. Ces concepts sont le *choix* (1982), la « *base informelle de jugement en justice* » (1992) et *l'objectivité positionnelle* (2002). Ces trois concepts concernent donc le choix, le jugement de valeur sur un objet et le positionnement d'un acteur pour participer à la construction d'une réalité sociale donnée.

Dans cette perspective, on procède à la définition de ces facteurs qui déterminent l'acteur dans ses décisions. Le premier concept « *le choix* » qui contribue à déterminer le phénomène social, l'acteur fait sa sélection dans la prise d'une décision. Dans la construction d'une réalité sociale, ceux qui maîtrisent et proposent leurs choix sont en mesure d'imposer la réalité sociale. Dans cette perspective, il y a des faits objectifs et des choix auxquels certains s'imposent sur d'autres. Pour le deuxième concept, l'approche de Sen (1992) sur la « *base informelle de jugement en justice* » contribue à déterminer la réalité sociale. Participer à la construction d'une réalité sociale permet d'avoir des informations sur des faits objectifs (*projets, programmes de développement...*) afin de porter un jugement de valeurs. Il s'agit d'avoir tous les éléments factuels sur un objet ou sur un sujet afin de les juger et faire des choix d'action.

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de développement durable, les personnes qui ne participent pas ou celles qui n'ont pas d'informations ; ce sont les mêmes acteurs qui sont dépourvus des facteurs permettant de faire un jugement de valeurs.

323. SEN. A., (2009), *The Idea of justice*, Cambridge, The Belknap, Press of Harvard University Press.

324 .Claisse. F, Laviolette. C, Reuchamps. M et Ruyters. C., (2013), *La participation en action*, Collection méthode participative appliquées N°4, P.I.E. Peter Lang, Editions scientifiques internationales, Bruxelles, p.44.

C'est le cas de la déclaration du président de l'ADYFOSI (Baradji. C 2018). Il déclare dans son interview que : *«L'illettrisme est un frein au développement dans notre région surtout, dans le cercle de Yélimané que je connais. Quand tu regardes beaucoup de choses qui ne fonctionnent pas correctement, c'est très compliqué ! Tout ceci dit le manque d'instruction des populations !!! Moi par exemple, je n'ai pas été à l'école et beaucoup de choses me manquent mais, je me débrouille à faire avancer les choses !»*³²⁵. Le responsable de cette association montre plusieurs facteurs au niveau de l'engagement associatif comme source d'innovation sociale. Son degré d'engagement associatif contredit le modèle de développement élitiste (*ceux qui pensent que la gestion d'une action publique comme l'association, est exclusivement réservée pour ceux qui ont été à l'école*). L'instruction ou le savoir comme support de communication est un moyen nécessaire pour la gestion de son domaine en tant que président de l'ADYFOSI. Il rencontre parfois, des difficultés pour la bonne conduite de son association. Parfois, les acteurs ne peuvent non plus imposer leurs choix dans le processus de sélection et restent à la marge de la prise de décisions publiques. Par exemple, l'entretien d'embauche se joue sur plusieurs critères et déterminent les choix des recruteurs. Les critères n'ont pas été pris en compte par les recruteurs, ne rentrent pas dans les choix informés sur le candidat. C'est le même phénomène que l'absence de participation comme choix rationnel affectant sur un projet ou programme de développement territorial. Dans cette perspective de construction de la réalité sociale, l'absence de participation constitue une absence d'informations et par conséquent, une construction démocratique trompeuse. Le choix n'est qu'un indicateur des acteurs mieux informés sur les dispositifs de développement.

Le troisième concept lié à la construction de cette réalité sociale que décrit Sen (2002) *in Bovin* (2005), concerne *le positionnement des acteurs dans la société*. Chaque acteur a ses propres positionnements selon son vécu social, professionnel, culturel, économique etc. Dans le contexte de la participation politique, si un acteur ne participe pas, son positionnement n'est pas pris en compte dans la prise des décisions. Les citoyens ordinaires ou profanes qui ne participent pas à la mise en œuvre des programmes et projets, sont contraints d'accepter les positionnements des décideurs ou des techniciens.

325 Baradji Cheickna (2018), Président ADCYFOSI, Op.cit.

Ces trois concepts que nous avons soulignés, constituent la base constructive de la participation dans le processus décisionnel aux projets et programmes de développement territorial. Ce sont des modèles ou variantes pris en compte par les acteurs institutionnels dans les processus de développement. C'est l'ensemble des moyens qui permettent aux participants de s'armer, de s'informer et d'accéder aux moyens nécessaires afin que la démocratie joue l'équilibre entre acteurs opposés dans le jeu politique. Les moyens apparaissent donc, dans cette perspective de construction sociétale comme une condition fondamentale de l'instauration d'une société plus démocratique et constructive. Ces moyens permettent de pouvoir agir et laisser la liberté de choix aux participants. Nous soulignons ce pouvoir d'agir comme l'ensemble des moyens et conditions par lesquels, les acteurs choisissent librement.

1. Les différentes ressources indispensables à la participation sociopolitique

Plusieurs ressources sont réunies afin de pouvoir agir, faciliter et participer librement aux processus décisionnels. Grâce à ces ressources différentes, chaque individu détermine son action et son positionnement politique. A. Sen appelle dans ce sens, *les ressources et les moyens de reconversion*. Cela ne signifie pas seulement de se disposer des moyens propres pour une personne donnée mais, l'environnement dans lequel la personne se situe, évolue et être en interaction avec d'autres acteurs donnés. Il s'agit d'avoir la capacité d'un ensemble des facteurs réunis ou des ressources qui vont déterminer l'individu à agir dans l'action collective. C'est le fait d'avoir la capacité d'expression ou ce que SEN appelle « *capability for voice* » in Bovin 2005 p.46. Nous soulignons ici, les ressources, les capacités cognitives et les capacités politiques.

1.1 Les ressources.

Ce sont les déterminants nécessaires pour l'accès aux moyens afin d'agir dans une action publique donnée (*projet, programme...*). Sen définit comme l'ensemble des biens ou services auxquels, une personne a accès. Le fait de se posséder des ressources, définit la capacité de pouvoir participer aux différents processus politiques mises en œuvre par l'action collective. La participation est ainsi souvent réservée aux acteurs qui ont les moyens. Cependant, deux auteurs : *Bohman et Reig (1998) in Bovin (2005)*, considèrent que l'accès aux ressources est l'équivalent ou égal à la *capability for voice*. Lorsque les ressources sont abondantes, la participation devient favorable pour les acteurs qui en détiennent ces ressources ou à travers leur voix. La participation dans ces conditions devient une somme de conditionnalité dans l'espace politique. Un équilibre des ressources entre les acteurs est très important dans ce sens

pour faciliter la participation politique aux projets ou programmes de développement pour tous. Les ressources doivent être équilibrées afin de pouvoir combattre un effet discriminant entre les citoyens et leur donner une voix d'expression. Par exemple, si on met l'accent sur l'interprétation des ressources dans le sens de Sen, il s'agit d'avoir tous les paramètres pour que la participation soit effective. Une simple commodité ne permet pas de favoriser la participation sans accès aux moyens qui permettent à l'individu de s'exprimer efficacement et avec une volonté réelle d'agir. C'est cette pratique courante menée par les acteurs institutionnels (*bailleurs de fonds*) comme commodité ou formalité suivie par les bénéficiaires des dispositifs de développement. Dans ce sens, la participation demeure la conduite sociale formalisée par les détenteurs des moyens de domination dans l'espace public.

1.2 Capacités cognitives ou d'argumentation.

Pour permettre à chaque acteur d'agir dans le processus décisionnel, il doit pouvoir argumenter ses idées en défendant son point de vue. Cette posture permet à chaque personne d'imposer des arguments qui peuvent être pris en compte dans l'action collective. C'est peut être une manière de formuler des alternatifs dans les débats publics. Ces mêmes capacités permettent à l'individu de contribuer à la construction de *base informationnelle de justice collective au sens de Sen (2002)*. Sur cette base, l'auteur montre par-là que toute description sociale est un choix qui implique des rapports de pouvoir entre tenants de visions différentes. C'est-à-dire, l'individu qui a la capacité de produire une description, analyser une situation donnée ou être en mesure de donner une base informationnelle, est sans doute celui qui est dans une position avantageuse. C'est dans un tel contexte que les techniciens de projets ou programmes de développement territoriaux arrivent à s'imposer sur le terrain à la différence des citoyens ordinaires. Sur la base de leurs stratégies techniciennes, les participants ordinaires (*non techniciens*) sont dans une situation moins influente. Cette capacité d'argumentation ou cognitive de la participation, est fondamentalement liée à l'éducation de la personne, son état culturel ou de la formation reçue. Ainsi, l'appartenance d'un acteur à telle ou telle classe sociale donnée ou catégorie socio-professionnelle (*au sens de Marx*), détermine les capacités requises.

Une expérience du débat public de la personne ou sa capacité communicationnelle sur les enjeux contribuent à favoriser sa position de participation. Dans les arènes ou l'espace public, la participation peut faire l'objet de découverte des règles de prise de parole entre différents acteurs. Dans ces arènes politiques, les capacités ou arguments moins formulés,

peuvent être régularisés et pris en compte par la collectivité participante. Par exemple, dans les cas des projets et programmes de développement, certains participants peuvent se voir exclus ou être mis à l'écart du fait de leur situation éducative (*niveau scolaire*). Ces participants parlent difficilement la langue parce qu'ils ont un faible niveau de scolarité ou ils sont intimidés par les dominants (*ceux qui parlent mieux*). A ce point, D. Mothe (2006)³²⁶ rappelle de faire une convention et faire l'équilibre entre acteur afin de libérer la parole. L'idée est que chaque participant puisse librement argumenter et être en mesure d'exprimer ses idées.

Cette partie liée à l'argumentation ou à la capacité cognitive au sens de Sen, montre que la participation ne peut et ne doit pas être exclusivement un domaine réservé aux élites. L'exigence participative met des mesures en place favorables à tous. Les acteurs qui ont des habilités à délibérer sur les projets et programmes de développement collaborent avec d'autres acteurs non concernés. Donc accéder à la participation politique effective et valorisante, induit et met sur pieds d'égal, les acteurs différents (*riches et pauvres, instruits et illettrés...*) dans un espace démocratique.

1-3 Les moyens et capacités sociopolitiques.

Il existe plusieurs paramètres qui permettent d'influencer dans les différents processus participatifs pour la construction démocratique. Les capacités politiques des acteurs qui permettent d'influencer dans ces processus participatifs concernent, leur capacité collective de s'organiser en association ou en groupe collectif. On trouve cette méthode d'organisation dans les associations de la loi 1901 ou dans les Conventions collectives ou syndicats des travailleurs. Ces acteurs sont dans les organisations de la société civile qui réussissent à influencer les processus participatifs avec le poids du collectif visant les objectifs communs.

Dans le contexte actuel des réformes institutionnelles de la décentralisation au Mali, des dispositifs législatifs existent pour appuyer la participation dans ce sens. Ces dispositifs et autres formes de régulations sociales jouent un rôle-clé dans la participation. Dans le domaine de la décentralisation au Mali, la loi donne aux citoyens de participer aux actions qui concernent la collectivité territoriale. C'est un droit auquel, les citoyens peuvent revendiquer leur participation politique. Par exemple dans une entreprise, la loi ou les conventions collectives permettent aux salariés de revendiquer leur droit à participer à la codécision de

326. Mothe. D (2006), *La grande démocratie et la petite démocratie*, Esprit, n°326, p. 35-53.

l'entreprise. Grace à ces dispositifs (*loi, règlements...*) de régulations sociales, la participation permet d'étendre un espace de liberté pour les salariés.

Souvent, la mise en place de ces dispositifs incite les acteurs à participer de manière insuffisante (*manque des moyens supplémentaires*). Ils intègrent les procédures de participation collective comme approche institutionnelle de la participation collective. L'ensemble de ces dispositifs (*lois, règlements...*) et les méthodes procédurales inscrits dans les textes normaux apparaît comme une conditionnalité pour certains. Les porteurs de ces capacités procédurales et la maîtrise des lois donnent la technicité, la facilité et l'aisance à certains acteurs à être en mesure d'analyser les projets ou programmes de développement. C'est ce que disait le directeur de l'Agence de Développement Territorial de Diéma et ancien maire Ntji Diarra (2012) à propos de la maîtrise techniques sur la gestion des projets de développement territorial. Selon lui : « *Je me plains à chaque fois pour qu'il n'y ait plus des illettrés à la tête de certaines structures. Quand on est maire, on doit être dotés des ressources, des capacités d'analyse et d'anticipation sur les situations difficiles. Il y a vraiment un handicap pour le développement. L' élu doit être capable de connaître les enjeux qui entourent son territoire. Le développement durable doit l'être également pour notre bien commun !* »³²⁷. Sur ce plan, les dispositifs donnent la capacité de gestion pour certains citoyens capables et d'autres citoyens se voient privés de participer aux projets ou programmes de développement territorial. Nous sommes en face des acteurs institutionnels qui rejettent les autres qui n'ont pas accès à des ressources culturelles (instruction). Cela valorise les modèles de développement dominants qui tendent à uniformiser les pratiques. Ce système de rejet de l'autre en fonction de son dépourvu des ressources constitue un cadre inégalitaire entre acteurs institutionnels et acteurs non-institutionnels. Certains peuvent se voir exclus par les méthodes procédurales qui relèvent de la technicité du modèle de développement dominant. On constate un impact inégalitaire sur la participation sociopolitique dans les champs de développement. La participation sociopolitique limite certains acteurs à ne pas agir pleinement de la reconstruction de son territoire ou la mise en œuvre des dispositifs de développement. D'autres se voient moins favorisés pour des raisons liées à leur faiblesse culturelle (*le fait de ne pas être à l'école...*) par rapport aux manières standardisées ou les méthodes universalistes de développement.

327 Diarra. Ntji (2012), directeur de l'agence de développement territorial de Diéma et ancien maire.

1-4 La participation dans son cadrage méthodologique.

Faire participer les populations locales dans la gestion d'un projet ou programme de développement durable est fondamentalement une question méthodologique. Elle n'offre pas un espace dans lequel les acteurs jouent pleinement leur liberté en dehors de ceux prévus par la procédure. Toute forme de participation exige un cadrage plus ou moins restreint avec des méthodes et un champ limité pour certains acteurs (*il s'agit de ceux qui sont dépourvus de la technicité de la gestion ou de l'expertise sur les projets ou programmes de développement territorial...*). Dans le cadre des négociations salariales, la participation à un débat public est confrontée à un certain nombre des facteurs. Les acteurs ont plusieurs méthodes d'élaboration et chaque acteur a ses propres méthodes et spécificités afférentes. C'est le cas de l'ONG KARED et selon son directeur-adjoint (Adama Diallo 2012), ils ont leur approche de mise en œuvre des objectifs de développement durable dans les cercles de Diéma et Nioro du Sahel : « *Le cœur même d'un projet ou programme de développement durable est de répondre en priorité, les besoins de populations locales. Nous dans nos programmes, on cherche à répondre prioritairement à ces besoins. C'est pourquoi on implique dans nos programmes, les populations locales afin qu'elles soient informées et sensibilisées sur certaines choses. Notre approche est basée sur le point de répondre aux besoins* »³²⁸. Les méthodes de mise en œuvre sont complexes et peuvent concerner plusieurs types d'acteurs engagés sur les projets ou programmes de développement durable. Ce type d'acteur institutionnel (ONG) suit méthodiquement, des pratiques et modèles imposés par les bailleurs de fonds (*Union européenne*). Les populations locales sont les cibles qui sont instrumentalisées dans les processus de développement. Par exemple, sur les questions climatiques très souvent, le groupe des experts internationaux se réunissent périodiquement pour aborder les questions relevant de leur domaine d'expertise ou de compétence. Ce cadrage exclue les non experts (*il s'agit des acteurs qui sont dépourvus de savoir-faire ou qui n'ont aucune connaissance sur l'objet climatique*). Parfois, les acteurs institutionnels exigent le cadrage des projets ou programmes pour mieux cadrer l'attention des participants. Celui-ci est certes nécessaire pour focaliser les débats et garantir une certaine efficacité ou d'innovation dans les processus de prise de décisions. Dans le sens de Sen, ce cadrage doit refléter sur la dimension constructive de la démocratie et qu'il soit « *impartial* » (Sen, 2009). Il s'agit de faire en sorte que tous les acteurs puissent participer sans entrave avec l'appui des points de vu de chacun.

328. Diallo. Adama (2012), (Interview avec le directeur-adjoint de l'ONG KARED de Nioro du Sahel).

L'esprit de Sen veut montrer que la participation soit un moyen d'épanouissement humain dans la perspective de la reconstruction démocratique. Dans ce processus participatif et des méthodes, le maire de Diéma (Sadio Tounkara 2012) nous fait comprendre que : «*Notre commune dispose un schéma d'aménagement d'urbanisme et de son PDSEC comme cadre de concertation. On dit aux différents quartiers de la ville de se consulter permanemment en vue de résoudre nos difficultés en commun. On a tous les processus qui nous permettent de sensibiliser et consulter les quartiers et les villages. Il y a un processus récapitulatif dans lequel chaque village participe, amende et propose au conseil communal. On fait appel aux différents services techniques de l'Etat pour un appui technique car, on juge nécessaire d'être avec tout le monde. Seulement, ces services de l'Etat interviennent pour l'appui conseil après l'adoption du programme et le renvoie à la tutelle pour adoption du programme* »³²⁹. La participation politique est la méthode des acteurs institutionnels dans les processus de développement durable (*collectivité territoriale*) accompagnée des moyens nécessaires (*l'appui technique, le savoir-faire...*). Cette méthodologie des acteurs institutionnels relève du domaine des modèles de développement universaliste imposés par les bailleurs de fonds. Les collectivités territoriales visent les ressources de l'Etat et des partenaires extérieurs indispensables pour la continuité de l'action publique locale. A cet effet, la bonne conduite des méthodes liées à la participation est prometteuse en termes d'accès aux ressources indispensables pour l'action publique. Cette procédure met les acteurs institutionnels (*ONG, collectivités territoriales...*) dans une situation de dépendance. Il est nécessaire que la participation définisse collectivement, les moyens possibles et autorise donc, des prises de décisions aussi variées que possibles.

2. La liberté, un gage de participer à la délibération

Les moyens mentionnés précédemment pour favoriser et ouvrir les conditions nécessaires pour la participation ne suffisent pas seuls sans la « *liberté de choix* »³³⁰. Lorsque les moyens sont réunis et que la liberté de pouvoir participer à la prise de décision fait défaut, la participation sociopolitique mérite une conjugaison de variantes. Pour reprendre l'expression de SEN « *liberté de choix ou de la capability for voice* », les moyens, les ressources et autres facteurs sont garantis par la liberté (*liberté de penser, liberté de mouvement...*).

³²⁹ Tounkara. S (2010), (Interview du 16 décembre 2010 avec le Maire de la commune de Diéma).

³³⁰ Sen. A, (2009)

Si l'accent est mis sur le volet « *capacité d'action* », on souligne également le volet « *liberté de choix* ». Mais, certains auteurs comme Cohen (1993)³³¹ ne sont pas de cette mesure sur la participation. Cet auteur pense que la participation a une certaine exigence face à ceux qui n'ont pas forcément les moyens effectifs de participer, ils peuvent se retrouver pénalisés. Il pense que l'approche de Sen par les moyens des capacités d'action ne peut pas complètement éviter certains risques. Ainsi, l'approche de *capability for voice (moyens)* ne se prétend pas directement résoudre toutes les inégalités socioéconomiques. Elle démontre que les participants qui ont plus de moyens et qui sont mieux placés, sont en mesure de dominer les autres qui sont condamnés à ne pas participer aux actions de développement (*faute des moyens et de liberté*). En d'autres termes, la capacité ne serait pas forcément considérée comme une liberté de participer ou de ne pas participer mais, comme une obligation de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de participer à la mise en œuvre des actions de développement durable. L'approche par les capacités de Sen, définit une conception exigeante de la participation. Cette perspective de la participation passe par la mise en place de deux phénomènes (*les moyens et la liberté*). Sans les moyens nécessaires, la participation risque de manquer dans son effectivité et à défaut de la liberté, elle devient un risque qui introduit des inégalités socioéconomiques et culturelles entre les acteurs (*acteurs institutionnels et acteurs non-institutionnels*). Les moyens sont généralement au profit des acteurs compétents ou des décideurs politiques (*ceux qui maîtrisent mieux l'objet d'analyse et de mise en œuvre des projets ou programmes de développement durable*). Sur le plan scientifique, l'approche insiste de prendre en compte les points de vue des personnes exclues et rendre libre et accessible l'environnement de la dialectique (*au sens d'Hegel*) afin que les méthodes participatives soient à la portée de tous les acteurs. C'est un potentiel analytique important car, elle donne des outils indispensables à une investigation empirique de la participation sociopolitique.

331. Cohen. G. A., (1993), *Equality of What? On Welfare, Goods and Capabilities*, in Nussbaum, M. et SEN, A. (dir.), *The Quality of Life*, Oxford, Clarendon Press, p. 9-29.

Section 2

Configuration culturelle des processus de développement et réalités culturelles des dispositifs de développement durable

Cette section souligne l'approche culturelle du développement en mettant les citoyens au cœur des processus de développement territorial. Le développement durable dans son contexte des projets et programmes est par essence, une culture à part entière. Elle est également une approche par laquelle les citoyens affirment et manifestent leurs identités pour s'épanouir. C'est grâce à cette culture que se manifestent les visions, les logiques, les méthodes et la liberté pour la gestion des projets et programmes de développement d'un territoire donné.

La culture du développement existe grâce aux impulsions socioculturelles, économiques et environnementales des sociétés. Dans ce contexte, le développement durable est lié à la vision du changement des sociétés modernes, aux mouvements des sociétés en quête de modernité liée à la vision philosophique des Lumières du XVIIIème siècle. C'est cette culture des Lumières en tant que vision instrumentale du monde qui est au cœur du développement durable actuel. Cette mutation culturelle de l'occident n'est cependant pas technique mais culturelle dans les sociétés en développement. Les vecteurs ou instruments du développement (*industries, entreprises, les techniques, la science, la quête du bien-être...*) ne deviennent opérationnels que s'ils sont accompagnés par autre chose (*la culture*). L'Occident des Lumières ou la renaissance des idées progressistes, de la révolution industrielle, du capitalisme ou de modernité socioculturelle a su tirer profit des connaissances et des innovations techniques grâce aux civilisations qui l'entouraient. Cette avancée culturelle de l'Occident a été rendue possible grâce à l'auto-révolution dans les mentalités chrétiennes. Le facteur culturel cité ci-après : c'est ce « *moi Européen* »³³² qu'il faut pénétrer pour mieux comprendre la culture du développement qui est devenue l'identité historique de la société moderne. Les bases des Lumières mettent l'homme Occidental dans une logique de contempler le monde extérieur à le comprendre et à le conquérir. Dans cette perspective, Descartes montre que seul « *la connaissance nous rendre comme maitres et possesseurs de la nature* ». La culture du développement suit cette trajectoire de la loi naturelle, de la connaissance du monde grâce à l'esprit des lumières. La trajectoire dessinée est celle de l'ordre et de l'uniformité. Tout doit être ramené à ce modèle. Les sciences de l'homme

332 Zaoual Hassan (2002), *Du rôle des croyances dans le développement économique*, l'Harmattan, Paris, p.194.

comme les sciences de la nature opteront pour cette vision. En conséquence, le seul ordre naturel est celui de la culture du développement. La mise en œuvre de cet imaginaire permet de comprendre que les manœuvres du développement sont de l' « *homo-occidentaliste* ». C'est-à-dire, c'est cette démarche qui conditionne nos perceptions en imposant sa culture de l'homme moderne et normaliser le monde et toutes les cultures plurielles.

C'est également dans ce manifeste que Max Weber a bien montré que le développement du capitalisme moderne en Occident n'était pas la conséquence automatique des progrès scientifiques et technologiques mais le résultat d'un changement de mentalité dans la tradition chrétienne³³³. Dans cette démarche, la culture du développement (*sciences, technologies, capitalisme...*) demeure un facteur de modernité imbriqué selon les sociétés dont les acteurs agissent en action pour le changement d'une cause bien déterminée. La culture du développement poursuit l'universalisme dans d'autres sociétés en dominant des peuples lors de la colonisation du XVIIIème siècle en Afrique.

Ainsi, ce domaine civique de la culture du développement poursuit ce cheminement en Afrique (*pour le cas des projets et programmes dans la région de Kayes*) et trouve sa qualification identifiée dans le concept de « *négritude* » de Senghor émergea dans les années trente comme : « *l'ensemble des valeurs culturelles du monde noir telles qu'elles s'expriment dans la vie, les institutions et les œuvres des Noirs* »³³⁴. C'est une manière de revendiquer la dignité de l'homme noir face au colonialisme et dans tout prisme social. Le mot « *authenticité* » de l'expression de Senghor vise une expression de la volonté de l'indépendance d'un peuple opprimé. Ce sens de Senghor entend émerger des processus d'émancipation qui accompagnent l'Homme moderne à l'africain dans la cité pour l'accession à l'épanouissement humain en termes des libertés, de créativité, de pensée...contre toutes formes de violence et de domination sociale. Dans le contexte de changement social, l'approche culturelle ouvre des voies pour les citoyens en difficulté d'épanouissement, de pensée, de co-construction, de partenariat et d'appropriation des moyens spécifiques à son propre développement. Les acteurs ou citoyens dominés par les experts de projets et programmes de développement, sont considérés par cette approche culturelle comme une alternative citoyenne pour le bien-être. Il s'agit plus spécifiquement de mettre en exergue, les

333 Weber. M (1964), *L'Ethique protestante et l'Esprit du Capitalisme*, Ed. Plon, Coll. Agora.

334 Lê Thành Khôi, (1992), *Culture, créativité et développement*, L'Harmattan, Paris, p.14.

savoir-faire du citoyen exclus en matière d'éducation au développement à partir de la culture endogène (*spécificités locales*) comme le cœur de tout développement.

De même, la Déclaration de Mexico a formulé l'une des premières définitions de l'approche culturelle de développement. Cette déclaration montre que le développement doit se fonder non seulement sur la volonté de chaque société, mais également exprimer son identité profonde³³⁵. Les échecs de développement (*à travers certains projets et programmes*) expliquent l'absence du soutien dans ce sens et de l'éducation de la culture de développement au bénéfice des citoyens. C'est-à-dire, à défaut de la culture endogène apte à accompagner les projets et programmes, beaucoup des résultats de ces derniers sont en échec. Nous définissons cette culture de développement qui mérite une éducation citoyenne.

Définition de la culture de développement par les sociétés modernes

Définir le développement en termes d'aspirations culturelles ou d'émancipation citoyenne, plutôt que d'évaluer une culture en fonction de sa capacité de faciliter ou à empêcher les projets et programmes de développement (*comme font la plupart des cas des types*), constitue une contribution aux réflexions pour le changement social. Les institutions de coopérations multilatérales se sont engagées dans cette voie pour le changement au cours de ces dernières années (*les coopérations décentralisées, la promotion de la diversité culturelle*). Même dans les périodes récentes, ces institutions multilatérales ont compris que les objectifs définis pour le développement ne peuvent être atteints que par la dimension culturelle (*échanges entre territoires et civilisations différentes...*). Pour chaque société, celle-ci est incontournable comme ensemble des valeurs spécifiques pour le changement social. Dans le contexte des processus de développement au Mali (*décentralisation, coopération décentralisée...*), la culture joue un rôle fondamental en termes d'innovation sociale et de reconstruction territoriale (*la réalisation des infrastructures de base par les migrants dans la région de Kayes...*).

Notre approche culturelle de développement demeure l'expression qui rompt avec les manières trop technocratiques de faire le développement auprès des bénéficiaires concernés. Les citoyens concernés par les projets et programmes de développement ont une culture complètement différente par rapport aux méthodes en vigueur. C'est ce que montre le

335. Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles et Rapport final, Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Mexico), UNESCO, 1982.

directeur du programme PRECAD (Sylla. Aboubacar à Nioro 2010) et selon lui : « *Nous n'avons pas spécifiquement une approche de développement durable mais, les pratiques ancestrales de chez nous montrent bien que nous sommes dans le développement durable. C'est le cas de nos expérimentations réalisées à Diéma. Lorsque nous avons demandé à la communauté villageoise de faire des projets de développement durable, on a eu un retour contraire aux attentes. Les gens voulaient dans leurs villages, des stations radio-télévisées, des antennes pour la connexion etc. Leurs actes montrent que chaque société a sa façon de faire le développement durable. Pour moi, le plus important est de mettre un service qui répond aux besoins de la population permettant de mieux saisir les enjeux de développement durable. Pour moi, la sensibilisation doit être effectuée auprès des populations locales pour qu'elles saisissent d'avantage les pratiques de développement durable* »³³⁶. Par exemple, les manières de faire et de proposer le développement durable demeurent peu satisfaisantes aux regards des attentes des citoyens concernés par leur propre développement territorial et face aux multiples échecs. Avec ce cas cité ci-dessus, il y a un paradoxe sur les manières de concevoir le développement durable dans les différentes sociétés. Chaque société a sa façon de compréhension et dispose sa propre culture de développement. Les communautés locales dominées ou opprimées par la culture universaliste du développement durable sont très peu considérées. La culture locale de chaque société demeure un facteur potentiel essentiel pour les projets et programmes de développement. Elle n'est pas complètement prise en compte par certains acteurs (*il s'agit bien des acteurs chargés de la mise en œuvre des politiques de développement durable*) comme facteur contributeur de la réussite sociétale. Il ne s'agit pas d'analyser la culture comme pratique ou habitude (*analyses classiques faites habituellement par les cabinets d'études sur telles ou telles société traditionnelle*) d'un groupe social donné, mais plutôt, de la considérer comme une richesse ou facteur indispensable de tout processus de développement.

Les institutions et acteurs de développement standardiste (*il s'agit du développement classique mené par les bailleurs de fonds, Etats, ONG, collectivités territoriales, techniciens de projets et programmes...*) impliqués, doivent considérer la culture des sociétés bénéficiaires des projets comme un élément à part entière qui existe indépendamment et est différente de tout autre (*méthodes de développement exogène*). A cet effet, la culture constitue la réalité indépendante vis-à-vis des logiques ou des manières habituelles des projets et

336 Sylla. Aboubacar (2010), (Interview avec le Président du programme PRECAD de Nioro du Sahel).

programmes techniques de développement. Dès lors, il est difficile de se camper sur une seule approche de développement ou une seule ligne conductrice à suivre. Par conséquent, il y a autant des cultures que des formes de développement qui doivent être diversifiées et profitables à tous. Cela doit prendre en compte, les citoyens marginalisés ou ceux qui sont moins concernés par la mise en œuvre des dispositifs de développement durable. Le développement demeure alors, comme une culture universelle indépendante (*sans modèles particuliers*) qui évolue et vit au rythme de ceux qui dominant et décident à la place des autres (*ignorance, sans participation politique pour les citoyens ordinaires*) et sans tenir en compte des spécificités territoriales. Chaque société spécifie ses manières de faire les choses à partir de ses propres valeurs et facteurs culturels qui s'adaptent à son propre rythme et à sa propre culture locale de développement (*les manières de faire le développement durable*).

Le sens que l'on attribue à la culture de développement, comprend l'ensemble des créations matérielles et non-matérielles d'un groupe humain dans ses relations avec la nature et avec d'autres groupes. Cette culture de développement territorial se transmet par l'éducation à travers divers moyens (*écoles, famille, religion, le milieu social, les médias, la langue nationale ou étrangère pouvant hériter de la colonisation...*).

Les composantes de la culture influencent le concept de développement notamment, la langue, l'idéologie, la science et la technologie³³⁷. Le concept de développement a pris essentiellement la forme d'un tel transfert des composantes de la culture des pays industrialisés aux pays du Tiers Monde. Selon Bertrand Badie (1992)³³⁸, cela va du centre vers la périphérie et cette méthode a pratiquement joué le même rôle que la colonisation³³⁹. La culture constitue un élément fondamental dans tous les processus de développement des territoires. Se faire une idée de développement ou construire son propre programme et projet de développement territorial relève d'un ensemble de savoir-faire techniques et des représentations des acteurs pour le changement social. La culture de développement est évoquée dans les travaux de Sanchez-Arnau, J-C et D. Desjeux (1994) montrant que celle-ci (*culture de développement*) englobe tout sur notre environnement social, économique, culturel et politique.

337 Lê Thanh Khôi (1992), *Culture, créativité et développement*, L'Harmattan, Paris, p.49.

338 Badie. B, (1992), *L'Etat importé*, Fayard, Paris.

339 Sanchez-Arnau, J-C et D. Desjeux, (1994), *La culture clé du développement*, l'Harmattan, Paris, p.16.

Ainsi, le rapprochement de la culture aux processus de développement est défini par Malinowski et repris par D. Desjeux estimant que celle-ci a une base biologique (*la culture*). La culture en elle-même, constitue la forme d'organisation que chaque société invente pour satisfaire ses besoins élémentaires. C'est un processus dynamique qui transforme la nature et le niveau des besoins à satisfaire. Cet auteur a également considéré que ces besoins culturels sont évolutifs et se reposent sur trois domaines différents.

Selon Desjeux, nous avons tous parfois des impératifs instrumentaux (*activités économiques, normatives, pédagogiques et politique...*) qui accompagnent les logiques de développement. Il s'agit des impératifs culturels (*le savoir, la religion, la magie...*) ou des impératifs liés aux activités artistiques et créatives (*le savoir-faire culturel...*) utiles pour tout processus de projets et programmes de développement. L'ensemble de ces impératifs constituent le cœur de nos aspirations vitales. Ce sont également des besoins auxquels la culture et le développement sont intrinsèquement liés. Au sens anglo-saxon, la culture englobe tous ces impératifs considérés comme un tout qui comprend les formes d'organisation sociales, le sens de l'histoire, l'utilisation des techniques et la conception de l'environnement. Ils doivent accompagner tout processus de projets et programmes de développement.

Ainsi, dans le cadre des réformes institutionnelles (*la décentralisation et la mise en place des programmes de coopération décentralisée*) en Afrique et plus particulièrement au Mali, l'insertion des impératifs culturels dans les projets, sont très peu évoqués et ne sont pas considérés comme utiles pour la réussite sociétale. C'est pourquoi pour le cas de la région de Kayes, les échecs de développement s'accumulent un peu partout (*il s'agit de l'échec de certains projets et programmes de développement durable*). Les résultats de certains projets ou programmes que nous avons pu étudier montrent qu'il existe quelques expériences de développement peu satisfaisantes dans cette zone (*principalement dans la région de Kayes sur les cas étudiés comme l'ADD, l'ORDIK, le PADDY etc.*) ayant bénéficié le concours de certains acteurs depuis des décennies.

En matière de développement durable, la culture du citoyen ou des acteurs concernés est primordiale comme faculté de comprendre les mouvements liés au changement social et l'environnement de développement que nous dépendons. Les projets et programmes de développement, ne tiennent pas très souvent leurs promesses vis-à-vis de l'implication de tous les acteurs (*il s'agit surtout des acteurs marginaux*) et la prise en compte effective des besoins

(*culture locale des territoires*) des populations bénéficiaires. Par conséquent, nous avons des échecs nombreux et des résultats médiocres³⁴⁰. Sur ces échecs, la responsabilité de l'Etat, le manque d'une éducation pédagogique au développement profitable aux populations bénéficiaires fait défaut. De même, les partenaires engagés pour les causes de développement et de lutte contre la pauvreté ne sont pas en mesure de valoriser cette culture locale. Au regard de nos résultats de recherche sur le terrain, très peu d'acteurs accordent l'importance à la culture endogène (*locale*) propre aux spécificités des territoires concernés. Par exemple, les collectivités territoriales sur place, les associations, les ONG en tant qu'acteurs principaux de développement durable de la région souhaitent être initiateurs des appels à projets proposés par les bailleurs de fonds et autres partenaires engagés dans le cadre de la coopération décentralisée. C'est ce que montrait le Maire de Nioro du Sahel (*Daikité Kalilou 2010*) lors du Forum Mondial du Développement Durable à Marcoussis en 2010 : « *Nous élus du Sud, nous souhaitons proposer nous-mêmes les appels à projet lancés par nos partenaires. Les partenaires ne nous consultent pas en amont afin de bien cibler les besoins réels de nos territoires et cela va dans le sens contraire de nos attentes. Nous les élus sur place, nous sommes les mieux placés à identifier les besoins de nos populations. Je pense que cette méthode ne va pas dans le sens d'un vrai développement durable de nos collectivités territoriales* »³⁴¹. Cette déclaration du Maire de Nioro du Sahel montre que la culture du développement reste dans sa logique occidental-centrée, universaliste et ignore des spécificités culturelles et locales des populations bénéficiaires.

Cependant, une des causes fondamentales qui porte sur la dimension culturelle du développement, se situe au niveau des rapports de force (*domination*) entre acteurs. Ceci montre qu'une faible connaissance de la culture de développement ou des processus de changement de certaines sociétés se heurte aux inégalités sociales, responsables des échecs des dispositifs. Cette réalité montre que les sociétés concernées par ce changement (*notamment africaines en générale et plus particulièrement, au Mali*), connaissent des obstacles au progrès et à la modernité universaliste avec laquelle les projets et programmes de développement s'inspirent. C'est aussi la phase qui montre le contraire de l'attitude des actions de développement axées sur la modernité. Celle-ci se traduit sur les manières

340 J.-P. Dozon et G. Pontie, *Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique noire*, in P. Boiral, J.-F. Lanteri, J.-P. Olivier De Sardan, (1985), *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire : sciences sociales et développement rural*, CIFACE Karthala, Paris, p.67.

341. Diakité. Kalilou (2010), (Intervention du Maire de Nioro du Sahel lors du Forum Mondial de Développement Durable du 24 au 26 juin 2010 à Marcoussis, France).

exogènes existantes qui font l'usage d'un système contraignant conduisant les populations dans un système sélectif, direct et technocratique. Ce postulat montre que les conceptions de développement reposent largement sur la non-reconnaissance de certaines réalités culturelles des territoires concernés. Les manières de faire le développement en matière opérationnelle et technologique par exemple, sont peu explorées et méconnus pour les populations locales. En tant que logiques sociales et pratiques des organisations propres pour le développement de chaque société, ces savoir-faire relèvent des pratiques culturelles évoluant dans le temps et dans l'espace.

En ce qui concerne le cas au Mali, l'histoire des empires précoloniaux démontrent la réalité culturelle (*la vie sociopolitique, économique, environnementale et culturelle*) des territoires (*provinces*) locaux. Ce dispositif culturel est un facteur vivant qui nourrit certaines logiques et interactions des territoires locaux. Par exemple, chaque collectivité territoriale réclame dans les processus de la décentralisation au Mali, ses propres compétences, ses ressources suffisantes et sa propre spécificité territoriale fondée sur les réalités socioculturelles et économiques. L'objectif visé est d'accéder l'autonomie en termes de gestion du pouvoir, des ressources et de la culture ouverte sur les différents processus de développement (*projets, programmes*). C'est le cas des mouvements liés au régionalisme renforcé par la décentralisation et le dynamisme d'émergence de la société civile (*implication des associations pour le développement villageois, l'implication des migrants dans les différents processus des micros projets de développement...*). Ainsi, nous structurons cette section en deux paragraphes. Il s'agit d'une part, de mettre en exergue la remise en cause de la rationalité « close » dans les sciences sociales par l'éthno-méthodologie et d'autre part, de promouvoir l'approche territoriale par l'éducation du citoyen aux processus de développement durable.

I - La remise en cause de la rationalité « close » dans les sciences sociales par l'éthno-méthodologie

Au regard des actions mises en œuvre par les référentiels standardistes du développement classique qui ont montré leurs limites dans divers secteurs (*économie, environnement...*). On considère la culture du citoyen comme approche de l'auto-développement de toute société. Elle est le cœur de toute action publique. Nous incarnons dans un premier paragraphe, la culture du citoyen comme stratégie qui prévoit la substitution des techniques de planification de développement. Dans un deuxième paragraphe, l'approche prévoit de changer la culture au niveau des stratégies des projets et programmes de développement.

1. Substituer les processus de planifications technocratiques (*projets, programmes*) de développement par l'engagement citoyen

Nous avons tous une idée sur le vocabulaire de développement qui constitue une culture à part entier ou un ensemble des pratiques qui visent à promouvoir le changement social. En ce sens, le développement par l'engagement du citoyen est considéré comme un processus qui impulse et consolide les dynamiques locales pour mieux garantir une amélioration substantielle du vivre-ensemble et du bien-vivre de tous. Cette dimension collective et culturelle du développement, occulte souvent une approche centrée sur les citoyens porteurs d'initiatives propres, de projets propres. En effet, chaque citoyen a sa propre capacité culturelle prête à affronter les manières ou les logiques technocratiques de développement utilisées par les acteurs institutionnels. Les initiatives du citoyen procèdent à analyser et résoudre les failles du système de gouvernance utilisé par les techniciens en charge des projets (*agent de développement local, ingénieur de projets, anthropologues, économistes, sociologues, ethnologues...*). La vision intégrée de la culture participative du citoyen se montre nécessaire pour un développement soutenu et participatif. Les échecs liés aux différentes expériences de développement (*dans les projets et programmes tels que l'ADD, ORDIK, le PADDY...*) engagées çà et là, interpellent une base pour constituer les fondements des objectifs de développement. La culture de développement au plan technique dans les projets et programmes n'est pas complètement en mesure d'interpréter toutes les affinités et difficultés qui pèsent sur une communauté donnée. Le développement doit être défini selon les concepts de chaque culture propre et que celle-ci soit en mesure de posséder ses propres ressources. Toute culture possède ses propres ressources pour comprendre les conditions de transformations de la société concernée. Celle-ci ne peut pas être modifiée pour des raisons

technocratiques mais peuvent par contre, s'adapter au rythme de telles ou telles expériences de son propre développement du passé pour mieux préparer l'avenir. Selon le Maire de Nioro³⁴² (*localité où nous avons effectué les recherches*), les acteurs concernés ou les bénéficiaires des projets et programmes doivent être initiateurs afin de répondre spécifiquement à leurs besoins pertinents. Si les conditions de vie de cette culture sont marginalisées ou complètement niées, les méthodes exogènes imposées contre une culture donnée ont difficilement des résultats satisfaisants. Ces changements n'aboutissent pas et n'engendrent pas d'impact. Cette situation implique que le développement en tant que culture donnée à part entière, nécessite une participation de tous les acteurs à sa mise en œuvre.

Les objectifs auxquels les projets et programmes de développement se fixent ne peuvent pas convenablement aboutir sans la participation effective des populations locales concernées. C'est la manière de substituer à la volonté des bénéficiaires. Les dispositifs techniques excluent les populations concernées sans répondre aux vraies préoccupations de tous les bénéficiaires. L'exemple de la demande du maire de Nioro du Sahel illustre les besoins réels exprimés par les bénéficiaires de sa ville dans la région de Kayes. Pour que les résultats de certains projets et programmes soient en mesure d'apporter le changement social satisfaisant (*tant souhaité par les populations locales pour un avenir meilleur*), le besoin doit être le fondement manifeste dès le départ. C'est-à-dire, donner le pouvoir aux bénéficiaires d'exprimer sur les besoins réels sans imposer des modèles ou les manières de faire le développement. Avec la participation active et la proposition des plans basés sur la culture locale associant les bénéficiaires à toutes les étapes du projet, la conception, l'exécution et l'évaluation des projets, demeurent une stratégie culturelle du citoyen engagé. Il s'agit de la décision à laquelle les bénéficiaires aspirent une implication afin de comprendre le contexte financier, la temporalité, les caractéristiques des projets et programmes considérés comme ressources mobilisables et favorables pour la réussite. La participation de ces bénéficiaires est complètement liée à la prise des responsabilités (*avec la décentralisation*) et de transfert de pouvoir au bénéfice de cette communauté concernée. Cette modification ne peut être validée que par la population concernée par les dispositifs de développement.

Nous rajoutons à ce point que toute culture manifeste sur la conception du développement, a sa propre façon de participer et de représenter la conception et la mise en œuvre des projets et programmes de développement. C'est une culture de développement à

342. Interview du 30 janvier 2013 avec le Maire de Nioro du Sahel (Kalilou Diakité).

part entière qui marque une identité donnée. Une participation aux projets et programmes de développement imposée par les manières classiques exogènes (*techniciens*) de faire le développement ne peut être qu'une simple formalité administrative. Elle inspire sur des modalités et mécanismes mobilisés autour de l'intérêt des populations concernées. Toute modification de ces mécanismes liés aux projets et programmes, doivent s'adapter aux réalités culturelles de la population concernée aux processus de développement. Cela implique de faire une mise en valeur des expériences de développement de chaque communauté. Les projets et les programmes modifiés méritent de prendre l'attention de la culture de cette population concernée.

Dans cette perspective, nous avons la culture du citoyen engagé comme équilibre impulsée à partir des dynamiques liées aux transformations territoriales (*décentralisation*) et d'innovations sociales (*émergence de la société civile*). L'engagement citoyen à partir de sa propre culture de développement, permet aux dispositifs (*projets et programmes*) de développement d'être précis et définis sur la base des situations existantes. Ce processus repose sur la dynamique de développement local relatif aux réalités concrètes fondées sur les besoins exprimés localement. La culture du citoyen engagé est largement soulignée dans cette dynamique de développement local. Selon Bernard Pecqueur : « *d'une manière générale, le développement local, sous ses aspects les plus spontanés, décrit les modalités d'adaptation et d'initiative autonome des producteurs de biens et services aux mutations profondes que connaît l'économie mondiale. Ce passage par une reterritorialisation des stratégies d'acteurs s'accompagne d'une mondialisation des échanges. Cela tendrait à démontrer que, aujourd'hui, l'internationalisation des marchés exige comme qualité première la capacité à s'adapter et innover, plus que la seule capacité à produire. Le territoire devient le creuset des mutations planétaires. Bref, le local et le mondial sont les deux facettes d'un même mouvement d'ajustement. Le développement local n'est pas une idéologie en ce sens qu'il ne trace pas de chemin prospectif unique. La redistribution des cartes, dont il n'est que le signe, va assurément produire de nouvelles inégalités entre ceux qui auront su s'adapter et les autres. Seuls les critères de la différenciation des espaces changent. La gestion de ces nouvelles inégalités passe par des compromis et des politiques publiques qui restent encore largement à découvrir* »³⁴³.

343. Pecqueur B., (2000), Le développement local, Syros, Alternatives économiques, 2e édition, Paris, p. 129

Ainsi, ce processus de transformations territoriales à plusieurs niveaux montre que le développement local ne se limite pas aux seules logiques ou variantes habituelles (*économiques, techniques...*) qui ont longtemps occupé les champs de développement. L'humain ou le citoyen dans sa dimension culturelle peut impulser les transformations territoriales. Les techniciens impliqués dans les projets et programmes ne doivent pas établir un plan préétabli sans la participation active des acteurs concernés tout en les mettant hors du jeu. Les transformations territoriales tentent de trouver d'autres équilibres entre les manières classiques de développement et l'engagement du citoyen. Dans ce sens, l'analyse de Bernard Vachon montre que : « *la prise de conscience de l'inefficacité des politiques traditionnelles pour redresser la situation des territoires en difficulté a donné naissance à une démarche complémentaire : le développement local. Cette stratégie de lutte contre l'extinction systématique a vu le jour au sein des collectivités et des régions fragilisées et marginalisées qui refusaient la fatalité du déclin. Cette démarche est une réponse de solidarité contre une agression violente qui, si elle n'est pas enrayée, mènera tout droit à l'exclusion. La stratégie que préconise le développement local s'appuie sur trois principes fondamentaux :*

- *le développement ne découle pas uniquement de la fonction ni de la valeur économique des activités et de l'organisation sociale des individus ;*

- *le développement ne relève pas seulement des grands systèmes macro-économiques ni des institutions centralisées. Il est aussi largement lié aux micro-initiatives ;*

- *la personne constitue la force motrice du développement* »³⁴⁴.

Au regard de l'ensemble des définitions et points ci-dessus soulignés, on remarque que le développement local à travers la culture du citoyen engagé, constitue un processus de diversification et de renforcement des acquis existants. Ce processus est lié à une méthodologie planifiée sur la mobilisation et la coordination des acteurs et des ressources. Les objectifs visés par les planificateurs qui sont à l'œuvre de ce processus, peuvent être flexibles pour s'adapter aux situations socioculturelles et au contexte des besoins exprimés. Compte tenu des spécificités des cultures et des territoires étudiés, la planification doit retenir soigneusement la culture de développement des acteurs concernés. Si la planification ne s'adapte pas au contexte local et aux représentations des principaux bénéficiaires, il est très

344. Vachon B., (1993), *Le développement local : théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Gaëtan Morin, p. 74 (331 p).

difficile que ces derniers (*projets et programmes engagés pour le développement*) réussissent. La culture de développement n'est pas un produit exposé qui peut servir en amont les planificateurs des projets et programmes. C'est plutôt, un facteur qui se découvre au fur et à mesure que les populations s'impliquent pour les projets et programmes de développement. La culture de développement de telle ou telle société est le point de départ de tout projet et programmes de développement envisagé pour le changement des structures sociétales au long terme.

2. Changer les stratégies des projets et programmes de développement par la responsabilité citoyenne

Dans notre analyse des pratiques de développement, on récite souvent, « *les manières de faire le développement* » comme montrait Michèle Leclerc-Olive dans les projets et programmes de développement expérimentés dans la région de Kayes. Les besoins exprimés localement par les populations locales ne sont que des éléments qui indiquent qu'un changement est nécessaire dans les stratégies de planification. Ce travail de changer les stratégies consiste à faire remonter l'information, la culture de développement du terrain auprès des planificateurs pour faciliter l'utilisation des projets, les méthodes, les moyens de préparation et les méthodes de recherches. Cette manière de changer les stratégies, vise l'adaptabilité et la réorientation générale des modèles qui règnent sur le terrain de développement.

A notre sens, la stratégie de changement est une interaction qui cible les acteurs institutionnels de développement et les acteurs non-institutionnels. Elle incite les intervenants extérieurs à remodeler leurs rôles et leurs modes d'intervention afin d'accorder plus de liberté et une large responsabilité laissée aux citoyens. L'idéale est de faire le lien entre les cultures de développement exprimées localement et les techniques imposées par les stratégies. Il ne s'agit pas de remplacer les modalités existantes de développement, mais de permettre à ces facteurs de devenir culturellement viables et durables tout au long de la mise en œuvre des projets et programmes. L'élément important à mettre en exercice pour un développement durable n'est pas d'obtenir des résultats avec une approche culturelle de développement. Il s'agit de faire en sorte que, la diversité des sociétés et des savoir-faire culturels entretiennent la coexistence entre toutes les communautés et toutes les approches culturelles. L'approche culturelle de développement de notre contexte ne se mise pas seulement sur des discussions et des conceptions théoriques. Elle s'appuie également sur l'analyse des systèmes et des modèles

de développement véhiculés par les acteurs concernés. Nous considérons ces méthodes de développement comme culture ou des interactions existantes entre cultures différentes. Ces interactions peuvent aider à responsabiliser les citoyens à formuler l'orientation et l'élaboration de leurs propres stratégies de développement viable. Les méthodes de travail de ces stratégies dans les projets et programmes de développement peuvent être mieux soutenues à long terme. Ces stratégies de développement sont des instruments nés à partir des révolutions industrielles dans les pays développés (*où les conceptions néolibérales ont pris naissance sous diverses formes...*) ignorant les réalités des citoyens capables à se responsabiliser sur leur avenir. Chaque acteur de développement, qu'il soit local ou public, a ses propres stratégies de faire le développement. Les stratégies développées par les acteurs institutionnelles (bailleurs de fonds...) dominant et imposent des modèles sur d'autres cultures ou acteurs opprimés. Ce sont des manières ou stratégies qui visent l'émergence d'un marché libéral qui va du niveau global au niveau local. Dans ce processus d'imposition des modèles, les savoir-faire locaux de certains territoires (*ou groupes sociaux*) ne sont pas suffisamment pris en compte dans les politiques publiques de développement territorial (*décentralisation, coopération décentralisée...*).

En ce qui concerne l'approche culturelle, les stratégies de développement touchent aux différentes composantes culturelles face à l'émergence du marché dominant en développant d'autres variantes (*la diversité culturelle*) comme alternative. Les stratégies de développement par les modèles dominants camouflent les réalités tout en essayant de valoriser le cadre de la pluralité culturelle dans le cadre de la mondialisation culturelle. C'est une stratégie constituée par le cadre des objectifs du millénaire pour le développement visés par l'ONU. Cette stratégie se base sur les orientations, les planifications pour l'équilibre de développement entre les différents territoires et cultures opposées.

La responsabilisation du citoyen dans notre sens constitue une mobilisation des efforts qui visent à atteindre des changements réels acceptés par tous les acteurs concernés par les projets et programmes de développement. Cette démarche de responsabilisation vise le cadre de la légitimité politique des institutions publiques et locales. L'objectif vise le renforcement, la préparation et les consultations concrètes en vue d'une prise de décision partagée. L'approche culturelle du développement essaye de proposer ici, des dispositions informelles considérées comme stratégies des populations concernées par les projets et programmes de développement. Cela nécessiterait de faire le dépassement de certaines formalités jugées parfois, codées et conventionnelles dans le contexte de la participation politique.

Ce dépassement ne vise que les manières classiques de faire le développement qui accordent parfois, peu d'importance aux stratégies locales ou pratiques endogènes. L'approche de responsabiliser le citoyen élargit le champ d'agissement pour toutes les cultures en mesure de contribuer à la participation et à la prise de décision. C'est une responsabilisation citoyenne pour le renforcement des capacités du développement local. L'alliance de la pluralité des stratégies crée le terrain de la confrontation entre différents modèles d'action de développement territorial et savoir-faire institutionnels (*décentralisation*). La responsabilité du citoyen à s'approprier de sa propre culture du développement permet de renforcer la confrontation au niveau de dialogue, de partenariat entre cultures différentes et entre les formes d'implication des intervenants de terrain. C'est la conséquence de ce travail de confrontation de terrain que peuvent être tirés avec précision, les enseignements qui permettent de repenser les modèles existants (*programmes, projets et les méthodes de travail des institutions locales, nationales et internationales*) et les situations réelles des populations en difficulté. Dans ce cadre, on peut étendre cette réflexion sur le plan institutionnel auquel, l'approche culturelle soumet une meilleure articulation propre sur la spécificité de chaque culture. Cela nécessite une amélioration considérable sur les informations, les interactions et les spécificités entre les cultures. C'est à partir de ces interactions que peuvent être décidées le devenir des territoires en termes de développement durable.

3. Les enjeux de l'approche culturelle dans le contexte de développement durable

Nous avons noté au début de ce chapitre que la culture constitue l'élément central pour le développement des groupes humains. Chaque société humaine assure le fonctionnement de ses institutions à partir de sa propre façon de concevoir le développement. C'est le moteur qui maintient le développement économique, social, politique, éthique, spirituel, intellectuel, idéologique etc. C'est aussi l'ensemble des processus par lesquels les problèmes posés à une société donnée, sont mécaniquement résolus. C'est avec cette méthode et à partir de cette réalité que peuvent être réalisés, l'adhésion et la participation réelle des populations qui aspirent les changements sociaux par les projets et les programmes. Le temps de durabilité joue un élément essentiel avec la culture. Les multiples interventions des acteurs de développement durable dans les territoires concernés, s'intéressent à l'approche culturelle. A cet effet, deux points importants sont à souligner.

Le premier consiste à considérer et soutenir une connaissance approfondie des traits spécifiques qui peuvent s'opposer à toute forme d'imposition ou domination des modèles de développement. Ces points valorisent les ressources culturelles de chaque peuple concerné par

rapport à son changement. Pour le second point, les interventions et interférences extérieures sur les projets sont des dimensions à prendre avec précaution. Autrement dit, c'est une manière de surveiller les modèles de planification et observer les moyens déployés. La réussite de tout projet et programme de développement durable dépend de la synergie qui s'instaure, de la qualité des processus de mobilisation et de participation effective de la population dans les opérations de développement. Il y a deux éléments qui peuvent être soulignés dans cette perspective. Il s'agit des spécificités culturelles comme forces de rejet d'une part et d'autre part, les méthodes de planification culturelle endogène des populations locales à adapter dans les processus de changement.

3.1 La culture et les spécificités territoriales comme forces vives de rejet face aux processus de changement imposé (*développement endogène*).

Le développement comme changement prévoit des enjeux nécessaires pour l'épanouissement des humains. Ce cas concerne les projets et programmes de développement déployés dans la région de Kayes. Avec l'appropriation de la culture de développement depuis les années 70, 80, 90 et jusqu'à nos jours, le développement est devenu une culture qui repose sur les éléments liés aux mentalités, aux traditions, aux croyances et aux systèmes de valeurs. Cet ensemble culturel n'est pas négligeable pour la réussite du changement social et territorial. Ces éléments jouent un rôle central pour chaque société donnée notamment, les sociétés africaines où les manières de faire le développement sont complètement exogènes. Ensuite, la mobilisation en faveur des changements souhaités par la population d'un territoire donné est fondamentale. Il s'agit des ressources culturelles propres aux populations impliquées pour les projets ou programmes de développement. Cela concerne les savoirs, les savoir-faire technologiques, les modes d'organisation économique et sociale, l'organisation politique, la dynamique culturelle.

C'est participer à la créativité, assoir la confiance en soi et la volonté de résoudre les problèmes réels. Dans cette perspective, quelques éléments peuvent nous aider à faire valoir l'approche culturelle qui est nécessaire dans les projets et programmes de développement. Les critères que nous allons citer, jouent un rôle important dans la dimension culturelle. Il y a entre autres :

- Les systèmes des valeurs spirituelles, éthiques, coutumes qui sont nécessaires dans certaines situations pour mieux accompagner le changement souhaité par la population afin de résoudre aux problèmes posés à la société ;

- Connaitre la perception de la population en fonction de leurs besoins et leur centre d'intérêt en matière de développement ;
- Décrypter le rôle et la place des besoins de la population en terme de viabilité et de durabilité dans les systèmes de valeurs et les cultures propres pour les groupes ou la population d'un territoire donné ;
- Les modes d'organisation et normes sociales, familiales, culturelles et économiques au sein des groupes ou population du territoire donné dans les processus de développement endogène ;
- Placer le rôle des pouvoirs locaux et les réseaux d'influence sur le territoire concerné en termes de participation, de communication, de délibération sur les institutions locales ;
- Les moyens mis à la disposition des populations locales et des choix préférentiels afin de conjuguer entre les savoirs, les savoir-faire, les technologies et activités économiques traditionnelles avec les savoirs, technologies et modes de gestion modernes ;
- Répondre aux besoins d'innovations et d'adaptation des projets et programmes sur les logiques de développement interne.

Nous avons parlé des stratégies, c'est pour mettre en valeur les différents éléments cités. Les différentes interventions à caractère institutionnel (*décentralisation*) peuvent tenir compte des éléments que nous avons cités afin de répondre aux besoins, aspirations et choix en matière de développement durable dans leurs territoires concernés. Mener les actions de développement nécessite de mobiliser les ressources culturelles locales et les ressources propres au projet ou programme concerné. Chacun des éléments cités ci-dessus joue une stratégie pour la réussite du projet ou programme afin de répondre aux besoins des populations concernées. On peut également inclure les stratégies de communication entre décideurs et acteurs de terrain de projets ou programmes de développement. C'est la participation en matière d'éducation au processus de mise en œuvre des projets ou programmes de développement durable. Les cultures sont nécessaires dans ce processus d'accompagnement des acteurs de développement.

Dans ce contexte culturel au niveau des stratégies de développement, le phénomène de la mondialisation se veut uniformisant au détriment de toutes les cultures pour des modèles universalistes. C'est pour adopter des styles de vie des populations en voie de développement

pour l'essor Humain et encadrer les modes de consommation. La mondialisation n'est pas l'ennemi des cultures en voie de développement. Même si le contexte est marqué par la domination de l'économie mondiale, le monopole de la technologie, les valeurs marchandes, les cultures traditionnelles des sociétés en voie de développement s'adaptent au rythme de la mondialisation. La coopération entre territoires, cultures différentes, populations différentes constitue dans ce contexte de la mondialisation, une richesse qui joue à la stratégie de développement des territoires. Donc, il ne semble pas avoir une opposition entre modernité et tradition ou entre nouvelles technologies et économie de marché dans la mesure où ces sociétés ont une forte tradition marchande traditionnelle. C'est le cas dans les pays d'Afrique et d'Asie. On peut vérifier ces éléments dans les territoires où les projets et les programmes de développement sont en cours. Pour mieux vérifier ces éléments, les coopérations locales entre territoires illustrent cette situation de la mondialisation culturelle.

3.2 Les méthodes de planification culturelle durable à adapter face aux dispositifs techniques de développement

L'objectif n'est pas de définir les mots « *développement durable ou culture durable* » mais, de donner un sens à l'approche culturelle. Nous avons déjà souligné quelques dispositifs nécessaires qui constituent le cadre normatif de l'approche culturelle et la diversité des cultures. En effet, la planification des projets et programmes mérite d'être contrôlée par les populations locales. Il s'agit de permettre à ces derniers de se rapprocher, de s'approprier aux techniques de planification. C'est à la fois, mettre en valeur l'interaction qui joue entre techniques et savoir-faire des populations locales. Ce processus évite l'exclusion des populations et légitime la gestion des projets et programmes. L'approche culturelle à notre sens, sert de complémentarité aux techniques ou instruments d'accompagnement ou de planification (*dans le cadre de la décentralisation et l'émergence de la coopération décentralisée*). Cette procédure renforce davantage l'éducation et la participation citoyenne aux différents processus de planification. En termes d'innovation, les propositions résolument nouvelles, contribuent à impliquer les populations dans ces techniques de planification et permettre à chacun de s'approprier de son propre objet de développement. C'est une manière d'émerger l'innovation sociale et permettre l'utilisation nouvelle des instruments aux bénéficiaires des projets. L'adaptation des nouvelles méthodes permet la création des instruments d'utilisation des techniques de développement et de planification nécessaire pour les populations. Avec l'approche culturelle de développement durable, les populations

pourront participer à la planification nécessaire et la reconstruction territoriale par les projets et programmes de développement.

II - L'approche territoriale par l'éducation du citoyen aux processus de développement durable

Aujourd'hui, l'humanité est en pleine mutation dans plusieurs domaines et surtout, les sociétés en voie de développement (*au Nord comme au Sud*). Chaque jour qui passe, nous assistons à des transformations socioculturelles, territoriales, économiques et scientifiques de grande envergure. L'exemple typique que nous donnions ici est, la mondialisation ou la marchandisation du monde (*injonction des projets et programmes de développement à valeur capitaliste, micro-finances...*). Nous sommes à un moment de l'histoire universelle où les cultures sont interdépendantes entre elles, les unes aux autres pour s'enrichir mutuellement. La réalité dans les régions en développement en Afrique telles que celle de Kayes au Mali, laisse à penser aux manières de faire le développement par les « *uns* » sans une réelle implication des « *autres* ». Ce modèle nous permet de considérer l'éducation au développement comme angle de réflexion et comme facteur qui intègre les populations locales dans les processus de développement. Qu'en est-il de ce facteur d'intégration du citoyen dans l'espace public ?

Ainsi, selon la stratégie de la CEE (*Commission Economique pour l'Europe*), : « *l'éducation en vue du développement durable [...] développe et renforce la capacité des individus, des groupes de personnes, des collectivités, des organisations et des pays à former des jugements et à faire des choix qui vont dans le sens du développement durable. Elle peut favoriser un changement des mentalités et ce faisant permettre la création d'un monde plus sûr, plus salubre et plus prospère, où la qualité de vie est meilleure. L'éducation en vue du développement durable peut conduire à une réflexion critique ainsi qu'à une prise de conscience plus grande et une autonomie accrue permettant l'exploitation de nouveaux horizons et concepts et l'élaboration de nouveaux outils et de méthodes nouvelles* »³⁴⁵. Cela montre que les modèles de faire le développement (*ensemble des facteurs culturels*) restent théoriquement à l'apanage des acteurs institutionnels et techniques. Ces modèles ne sont pas complètement ouverts aux acteurs non-institutionnels. Dans ce sens de diffusion des modèles, les acteurs prétendent bâtir une civilisation de développement (*mondialisation*) contraire aux

345. Commission Economique pour l'Europe. Comité des politiques de l'environnement. Réunion de haut niveau des ministères de l'environnement et de l'éducation (Vilnius, 17 et 18 mars 2005) (*point 5 et 6 de l'ordre du jour*).

réalités locales où seuls les plus forts et les plus riches dominent les moins forts et les moins riches. Cela constitue un champ de domination entre acteurs de développement territorial.

Les manières existantes de faire les processus de développement sont de plusieurs types. Par exemple, la manière de proposer l'aide financière sous toutes ses formes techniques ou faire le don souvent conditionnés aux bénéficiaires des projets (*considérés comme instrument de développement efficace*), peut s'avérer contraire aux réalités locales. Cela rend les acteurs dépendants des uns et des autres. Au lieu de leur donner les moyens et soutenir les cultures et stratégies locales de développement (*le fait d'être capables de s'adapter aux situations et valoriser leurs propres spécificités territoriales*), on leur fait assister aux instruments exogènes de développement souvent trop complexes et compliqués. Selon Thérèse Poujollet³⁴⁶ l'aide extérieure a poussé les pays africains dans la dépendance, à l'imposition de la culture capitaliste et le gaspillage des moyens globaux voués à l'échec au détriment des populations vulnérables. La situation actuelle de certaines régions nous pousse à réfléchir. Ainsi, la réflexion de cet auteur nous intrigue à souligner davantage, les modèles de développement à valeur capitaliste conduits dans les territoires vulnérables tels que, la région de Kayes. A cet effet, certains défis (*en terme de pauvreté, des aléas climatiques...*) laissent à penser sur la reconfiguration des territoires en terme de gestion culturelle. Cette pratique de développement très critiquée interpelle l'éducation au développement comme socle des capacités du citoyen à s'engager dans des processus de développement pour le long terme.

La situation des pays en voie de développement et les régions qui expérimentent les projets et programmes de développement assistent à une culture mondialisée du développement sans mettre en valeur les savoir-faire locaux des zones concernées. Il est donc nécessaire de s'interroger sur les déséquilibres existants dans les projets et programmes de développement tout en proposant le rôle important de l'éducation. Concevoir le développement est une culture à part entière efficace dans les processus de développement et considéré comme fondement de tout équilibre social. La tradition dans le domaine de l'éducation de la culture de développement joue un rôle central. En partant du territoire par l'éducation du citoyen, cela constitue le pôle qui symbolise l'existence sociale et réclame les savoir-faire locaux en matière de développement (*pour les communautés concernées par les projets et programmes de développement*). Ainsi, nous soulignons deux points dans ce

346. Poujollet, (1994), *L'Afrique noire : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Flammarion, Paris, p.98.

paragraphe afin de décrypter le rôle de l'éducation aux différents processus de développement territorial.

1. L'éducation citoyenne aux pratiques de développement pour l'équilibre social et territorial

Toute société rêve de progresser, de s'émanciper et s'épanouir par la voie du développement (*économique, sociale, culturelle et environnementale*) dans un but d'équilibre social. La société africaine d'aujourd'hui et plus particulièrement dans la région de Kayes au Mali, le développement doit être au service des peuples. Le développement aspire un bien-être qui n'accomplit pas tous les besoins des populations. La région où nous avons mené nos recherches (Kayes), a besoin *des citoyens instruits, formés entrepreneurs, cultivés, capables d'une ouverture humaine tant au plan local, national et international*. Ces exigences reflètent sur l'éducation à la culture via un développement participatif sans lequel les populations ou les bénéficiaires des projets, sont exclues du système de diffusion des techniques de mise en œuvre des dispositifs de développement.

Dans cette perspective, l'investissement à l'éducation de la culture du développement doit s'adapter aux réalités socioculturelles du milieu concerné. Nous mettons en exergue, les mœurs, les valeurs et les techniques que l'éducation met à la disposition des populations pour le développement de leurs territoires. Les acteurs deviennent responsables de leur propre développement territorial et s'insèrent dans l'historicité proprement humaine à travers leurs propres cultures. La culture, loin de demeurer une limite opaque aux libertés, la tradition culturelle permet de s'ouvrir envers elle-même et envers les autres. L'éducation de la culture de développement est créatrice des liens sociaux de base et balise un espace dans lequel, des nouveaux projets sont possibles au plan humain. Proposer l'éducation de la culture de développement, consiste à faire la transmission vivante dans le temps et dans l'espace pour les communautés qui l'aspirent sur tous les plans. Dans le domaine du développement économique, l'éducation à la culture de développement s'efforce d'être productrice et place le citoyen en tant que responsable au centre des préoccupations. A cet effet, nous pouvons souligner quelques points utiles ci-dessous pour la compréhension de l'éducation au développement qui s'adapte aux réalités locales des territoires concernés.

1.1 Repenser aux propositions d'éducation faites aux citoyens dans les dispositifs de développement

Les citoyens ordinaires ou les habitants concernés par les projets et programmes de développement, peuvent être les intervenants directs au même titre que les responsables administratifs, les techniciens et les élus locaux. Dès lors, les efforts et les capacités (*empowerment au sens anglo-saxon*) éducatives méritent d'être développés au profit des citoyens qui n'ont aucune maîtrise ou des manières faire du développement. Ce sont des processus de développement territorial qui permettent à acquérir des compétences et de pouvoir décider sur les évolutions de la vie sociale en respectant les besoins de la société concernée. Ce privilège de l'éducation au développement peut constituer la traduction d'une problématique de la société ciblée. C'est construire la volonté collective et faire émerger des processus émancipateurs, en mettant en valeur chaque individu (*à partir des compétences culturelles et sociales pour une société bien construite*). Ces processus d'éducation au développement contribuent à édifier individuellement et collectivement, une certaine éthique philosophique, idéologique au développement territorial et durable. Le fait de repenser aux propositions d'éducation consiste à faire émerger des capacités du citoyen exclu dans le champ des techniques de développement territorial. Il ne s'agit pas de défendre une idéologie mais, de contribuer, d'apporter et participer aux processus de développement territorial. Les réalités de chaque territoire reflètent sur des problématiques spécifiques et leur traitement nécessite une prise en compte spécifique. Les propositions d'éducation émises par les bénéficiaires des dispositifs de développement mettent en valeur, la culture du groupe social donné, chaque citoyen ou acteur donné. Cette culture du groupe social est le facteur d'équilibre dans les champs de développement qui reflète sur la prise en compte des vraies questions et apporte des solutions pour le long terme. Par exemple, chaque village ou communauté locale dispose de ses propres réalités qui peuvent s'avérer contraires aux dispositifs techniques imposés par les acteurs institutionnels. Nous avons des pratiques de développement territorial qui sont similaires voir hétérogènes d'un territoire à un autre. Elles sont effectuées dans des localités avec des situations (*réussites, échecs, conflits, limites...*) différentes dont chacun donne un sens au développement. Ces pratiques hétérogènes sont des socles d'éducation au développement et facteurs qui déterminent les orientations des futurs dispositifs de développement territorial. Les acteurs institutionnels donnent une vision négative à ces données capitalisées dans certaines localités (région de Kayes). A notre sens,

l'éducation au développement est le vecteur qui émerge la reconstruction territoriale et l'innovation sociale dans les processus de développement.

1.2 Eduquer les processus de développement aux groupes locaux formant la société civile

Nous avons précédemment défini la société civile dans certains paragraphes tout en indiquant qu'elle est l'ensemble d'acteurs plus ou moins organisés. Elle est mobilisée dans des logiques différentes avec des objectifs différents. Constituer et aider les citoyens à se reconstituer en société civile dotée des moyens d'information et d'observation, contribueraient à l'éducation citoyenne au développement. Cette manière d'attribuer le pouvoir à la société civile, consiste à contourner le postulat technocratique des processus de développement tout en débureaucratisant les manières habituelles de faire les projets et programmes de développement. L'éducation au développement ici permet de doter sûrement et efficacement les citoyens ordinaires, la capacité des engagements des responsables locaux et peser sur les élus locaux. En intégrant les citoyens dans les différents processus de prise de décisions à travers la participation politique, l'éducation au développement diffuse la culture valable de chaque citoyen et construit l'équilibre social. Sur un même environnement délibératif, se côtoient plusieurs acteurs (*universitaires, techniciens, élus, responsables administratifs et citoyens ordinaires*) dans les nouveaux espaces délibératifs des projets et programmes de développement territorial. Dans ces espaces d'éducation au développement, les logiques pédagogiques changent les comportements des citoyens et modifient la culture dominante des processus de développement exogènes imposés aux citoyens et change l'image de l'administration. Le développement durable comme modèle proposé dans les dispositifs de développement demeure incompréhensible et difficile à saisir. L'éducation du citoyen dans les processus de développement permet de changer les logiques routinières ou des comportements des acteurs institutionnels et enfin, adopter une attitude plus responsable et efficace sur l'équilibre social. L'éducation du citoyen dans les processus de développement, peut nous rapprocher auprès du cadre institutionnel de l'Agenda 21 assorti de la Déclaration de Rio de Janeiro en 1992. Les objectifs, les méthodes, l'application et les perspectives de mise en œuvre de l'agenda 21 local demeurent à nos jours insaisissables pour un nombre important des citoyens. L'exemple de notre terrain d'étude (*la région de Kayes*) illustre ces difficultés pour les communautés locales. Dans certaines localités (*le Maire de Nioro du Sahel*) il y a l'engouement des acteurs institutionnels de faire l'Agenda 21 local dans leurs territoires à l'instar du modèle d'*Agenda 21 Local* des collectivités territoriales françaises.

1.3 Réarticuler les méthodes et techniques participatives aux processus de développement

Comment réarticuler les dispositifs de développement (*les méthodes techniques*) aux citoyens non-maitrisards? Dans une interview vidéo enregistrée d'Aminata Dramane Traoré (*auteure et altermondialiste malienne*), elle montre qu'il existe un problème réel d'articulation des manières de faire le développement en Afrique et que par conséquent, chaque citoyen est en mesure d'analyser dans sa propre langue, les situations actuelles du monde. Selon elle, le citoyen qui n'a pas été à l'école est doué des raisons capables d'analyser les situations actuelles et processus de développement (*pauvreté, mondialisation, dettes de nos Etats, difficultés du quotidien...*) en Afrique. Elle finit son point de vue en démontrant que chaque citoyen est capable de s'approprier et réarticuler ses propres logiques ou manières de faire le développement. Son analyse place le citoyen dans une situation d'autonomie et d'adaptation des méthodes endogènes de faire développement sous toutes ses formes. Dans ce sens, elle montre qu'une nécessité de réarticuler les processus de développement au bénéfice des acteurs non-institutionnels est imminente en Afrique. Il s'agit de mettre en valeur la parole des populations locales concernées par les projets et programmes de développement territorial. C'est-à-dire, valoriser les savoir-faire de ces acteurs engagés dans les différents processus de développement territorial. Comment réarticuler les techniques de développement à travers les méthodes de participation pour les populations locales ? Réarticuler les manières (*techniques, méthodes...*) consiste à confronter les variantes suivantes : *les savoir-faire des profanes et les savoir-faire des experts qui constituent une richesse dans les espaces délibératifs des projets et programmes de développement*. Ces manières de faire du développement s'inscrivent dans la perspective de l'éducation et la culture du développement diffusée auprès des citoyens. Cette possibilité d'éducation permet de réunir et fédérer des énergies et des réseaux d'acteurs ayant des logiques différentes. Il s'agit de trouver du sens ou du langage construit par les acteurs non-institutionnels (*grâce au moyen de l'éducation*) à l'engagement populaire qui constitue la construction des espaces publics faisant vivre les actions de citoyenneté locale. Il s'agit des espaces citoyens où certaines catégories de population (*les jeunes, les femmes...*) sont dépourvues des voies et demeurent majoritaires dans les territoires concernés. Ils sont enviés parfois de rompre avec la routine. Il s'agit de contourner ceux qui détiennent le monopole de directions des projets et programmes de développement. Réarticuler les manières de faire le développement est une quête de pouvoir

simplifier et impliquer les citoyens ordinaires dans leurs propres manières de faire le développement.

2. Redynamiser l'auto-développement durable par le contrôle citoyen et les spécificités locales

Nous montrons en exergue que les modèles de développement envisagés dans les programmes et projets hérités des modèles exogènes sont discrédités de leur caractère d'imposition émis par les acteurs (*Etat, collectivités locales, société civile, exigences des bailleurs de fonds*). En fait ce regard critique met en cause, les comportements des élites (*technocrates, élus, notables...*) intervenant sur les questions relatives aux manières de développer les territoires locaux et sur le sort des populations locales (*en termes de lutte contre la pauvreté...*). La redynamisation d'un auto-développement ne peut dépendre que des populations elles-mêmes et à partir de leurs propres spécificités locales (*il s'agit de leurs savoir-faire, les méthodes, les techniques etc.*). C'est une manière de contrôler les stratégies actuelles de développement imposées par les élites, les techniciens etc. L'auto-développement durable à notre sens est par essence, un développement qui consiste à impliquer les populations locales dans leurs propres affaires et les autonomiser dans les différents processus de mise en œuvre des projets et programmes de développement durable. Impliquer les populations locales dans la gestion de leurs propres affaires est la perspective de l'appui institutionnel de la décentralisation et de la coopération décentralisée. C'est la participation en tant que dynamique de l'action publique locale (*décentralisation*), qui consiste à légitimer les dispositifs de développement. Ce principe de participation n'est pas essentiellement à la hauteur pour affronter tous les problèmes des populations locales.

Lorsqu'on regarde les discours actuels (*développement durable, développement intégré...*) sur les concepts de développement, les spécificités de certaines populations locales sont oubliées. Nous avons des problèmes spécifiques qui ne sont pris en compte que par le principe de la participation des populations locales. Parfois, les conditions de vie de certaines populations locales ne sont pas prises en compte par les projets et programmes de développement durable³⁴⁷. Nous avons précédemment montré que certains projets ou dispositifs de développement sont construits en amont sans avoir impliquer tous les acteurs aux différentes phases (*initiatives, financements...*). Les populations ne participent à

³⁴⁷ Summer. C (1997), *The Decline of Social Control and the Rise of Vocabulary of Struggle*, London, Sage Publications, p.144-145.

l'initiative des appels à projet et au financement. Elles sont invitées à s'associer aux différentes phases d'élaboration des projets. Les populations laissées à elles-mêmes par les élites, sont les seuls acteurs à construire leur propre destin par le contrôle citoyen (*démocratie participative*) et la mise en valeur de leurs spécificités locales (*perceptions culturelles, auto valorisation culturelle, développement endogène...*). Ces mêmes acteurs doivent tenir compte de la stratégie du rejet de « *laissez-faire librement par les élites* » par la morale, la participation politique et la revalorisation des spécificités locales. Il s'agit de promouvoir l'éducation au développement comme précédemment souligné. C'est le cadre normatif des actions légitimes de l'action publique face à toute forme de développement imposée par les élites. Ce processus vise à redynamiser le bien-être de ces derniers et légitimer l'action collective de développement.

Dans cette perspective, proposer une stratégie d'auto-développement n'est pas un acte qui permet d'uniformiser les processus ou les savoir-faire de développement mais, un processus qui consiste à adapter les pratiques technocratiques aux réalités de chaque groupe social et population concernée. Ceci montre que les seules logiques ou manières de conduire les dispositifs de développement émis par les élites ne peuvent pas couvrir les besoins réels. Il s'agit de se baser sur le sens commun et sur les institutions de la société civile capables de faire face aux risques et redynamiser l'action politique locale (*participation des populations locales aux prises de décision*). Ce postulat permet de reconstruire le lien social entre les populations et le politique (*un cadre participatif aux processus de décisions*). La démocratie est basée sur un principe consensuel avec lequel, chaque société définit ses objectifs et ses priorités (*sociétales, économiques et culturelles*) afin que la masse populaire puisse construire son propre destin. Il ne s'agit pas de démontrer à ce point que la démocratie est une question de transparence contre un système politique monopolisé par les élites intervenantes sur les questions de développement. La démocratie au sens de la redynamisation d'un auto-développement concerne les procédures institutionnelles qui permettent aux collectivités territoriales et à la société civile de reprendre le contrôle de l'action publique locale accès sur le développement territorial. C'est une manière d'engager un ensemble des processus de contrôle citoyen et social afin de définir leur propre développement dans toutes ses dimensions (*social, économique, environnemental et culturel*).

Le contrôle démocratique par les populations ou les citoyens est compris comme une discipline collective exigée pour mettre en œuvre une résistance efficace ou des formes d'autoprotectons face aux stratégies imposées par les acteurs dominants. Ce contrôle citoyen

et social est une composante essentielle pour la reconstruction de communautés locales autonomes. Les politiques locales de décentralisation de l'Etat malien dans le cadre des réformes institutionnelles sont placées dans un contexte de centralisation du pouvoir et dans une logique de gestion monopolisée des ressources par l'Etat. Les acteurs locaux n'ont pas accès aux ressources nécessaires (*collectivités locales, société civile à travers la paysannerie, organisation culturelle...*) de base. Dans le domaine des concepts de développement, ce point de vue concerne une approche alternative de la conception Habermasienne de la « *démocratisation du projet moderne* ». Cela met en exergue la modernité d'un domaine auquel les élites construisent et cantonnent leurs discours sur le développement. Cette vision de modernité se montre féroce face au lien social existant dans les communautés de base contre lesquelles le marché ou la vision capitaliste se veut moderniste et réactionnaire. C'est la principale cause liée aux formes de développement véhiculées dans les discours et dans les pratiques de développement se réclamant modernistes.

L'ensemble des communautés locales sont intrinsèquement liées à un ensemble de questionnement : *condition de vie de la population locale, protection de l'environnement, lutte contre la désertification etc.* Ces communautés forment des lieux d'invention et de créativité des formes locales de développement pour contribuer aux conditions de vie locale et pour mieux maîtriser l'environnement naturel. C'est les cas des pratiques locales qui visent à interdire la chasse locale et la pêche pendant la nuit ou l'interdiction de couper des arbres etc. Ces pratiques faites par les communautés locales rentrent dans la logique d'un auto-développement visant le long terme. Les identités de ces communautés résistent parfois aux exigences extérieures pour préserver leur bien commun, leur autonomie et maintenir un chemin de développement viable. Avec les réformes institutionnelles imposées par les bailleurs, (*décentralisation, Ajustement Structurel qui touchent les Etats*) certaines pratiques locales sont considérées comme processus de changement. C'est un processus de reconstruction territoriale visant l'amélioration des conditions de vie locales. Ce processus est contraire à la vision d'uniformisation des modèles de développement capitaliste qui reste profitable à certains acteurs (*entreprises spécialisées dans les activités forestières et dans le domaine de l'agrobusiness etc.*).

3. Reconstruire l'approche territoriale de développement durable (viable) par les spécificités locales.

Il existe plusieurs façons de définir le développement dans son contexte territorial. On peut retenir la redéfinition du facteur territorial en rapport aux concepts de développement définis par J.P Peemans. Selon lui : « *le développement peut être vu comme le processus durable de construction et de gestion d'un territoire, à travers lequel la population de ce territoire définit, au moyen d'un pacte socio-politique et la mise en place d'un cadre institutionnel approprié au contexte, son rapport à la nature et son mode de vie, consolide les liens sociaux, améliore son bien-être et construit une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction de ce territoire* »³⁴⁸. L'auteur inscrit cette redéfinition du développement territorial dans un contexte normatif qui a cependant une dimension positive sur l'observation de la réalité des territoires. Cette définition du développement au niveau local et territorial a des aspects multi-locaux. Le local et le territorial sont des références et des pratiques observables des peuples. C'est le lieu où s'observent le mieux, les contradictions entre diverses logiques d'acteurs pour la mobilisation et l'utilisation des ressources. Avec le territoire, on mesure l'impact concret de certaines logiques des contradictions sur la situation des populations. Donc, reconstruire le territoire local dans ce sens ne vise pas d'inventer quelque chose de neuf qui peut être une utopie (*discours, promesses...*) sur les différents concepts de développement. Il ne s'agit pas non plus de rejeter les dimensions actuelles liées aux processus de développement ou aux réformes territoriales (*décentralisation, coopération décentralisée...*) mais, de montrer le renouveau du territoire et l'innovation sociale (*il s'agit de prendre en compte les capacités existantes et réaliser des infrastructures de base répondant aux besoins de la population locale*). A notre sens, il s'agit plutôt d'instrumentaliser les expériences locales de développement conçues par les territoires (*c'est-à-dire que chaque territoire soit en mesure de donner ses propres orientations en matière de renouvellement et d'innovation à partir des moyens nécessaires*). Cela permet de prendre en compte les spécificités locales (*au plan économique, social, écologique et culturel*) de manière raisonnée et intégrer les processus de reconstruction des territoires en termes d'innovation sociale (*lutte contre la pauvreté, création d'emploi...*) et reconstruction territoriale pour le long terme. Cette technique est susceptible d'être maîtrisée par les populations concernées.

³⁴⁸ Peemans J.P., (2002), « Le développement des peuples à la modernisation du monde : les théories du développement face aux histoires du développement réel dans la seconde moitié du XXème siècle », L'Harmattan, Bruxelles, p.477.

Ce qui est important dans cette dynamique de reconstruction des territoires locaux, est de reconstruire les pratiques locales valorisant les territoires et capitaliser les expériences de développement territorial. Chaque territoire regorge d'énormes potentialités et capacités sociales susceptibles de contribuer au renouvellement et d'innovation. Cela peut concerner plusieurs domaines (*économie, culture, environnement...*) propices à l'essor de ces communautés locales. Il s'agit de sortir de l'idéologie qui montre que le développement ne peut pas avoir lieu sans l'intervention des experts ou l'inspiration à des modèles exogènes (*exportés des pays développés vers les pays moins développés*). C'est de se débarrasser de l'idée qui considère qu'on ne peut pas se développer sans les autres et celui qui considère le territoire comme lieu privilégié par les élites dominantes (*ceux qui pensent que les techniques de développement relèvent des savoir-faire des techniciens et demeurent exclusivement réservés aux seuls élites sans penser aux capacités ou savoir-faire des populations locales*). Il s'agit de faire croire qu'une alternative est possible.

Ce postulat est capable de déconstruire les discours dominants marqués par l'idéologie de la modernité, la vision néocolonialistes envers les anciennes colonies, les peuples colonisés et à la construction des discours utopiques véhiculés sur les concepts de développement (*durable, soutenable*). La vision d'uniformiser les modèles de développement répercutent sur les populations locales. La modernité ciblée (*décentralisation, démocratisation, libéralisme à travers les micro-finances...*) montre de plus en plus quelques limites en termes d'échecs des dispositifs de développement et face à la pauvreté chronique. L'imposition des pratiques de développement par le marché (*accumulation des ressources naturelles par les firmes dans les divers secteurs publics et privé*) est contraire aux attentes des populations locales et demeurent victimes aux conséquences de la mondialisation.

3.1 Déconstruire les discours dominants de développement durable par l'aspect reconstruction territoriale et d'innovation sociale

Dans le cadre des réformes institutionnelles des années 80, 90, beaucoup d'acteurs dominants (*il s'agit des bailleurs de fonds qui imposent leurs concepts de développement aux citoyens ou acteurs fragiles...pour consolider leur politique de développement par exemple, décentralisation, démocratisation, émergence de la société civile en bref, tous ces éléments sont encouragés par les Politiques d'Ajustement Structurel issus des consensus de Washington pour l'ouverture des marchés ou la mondialisation...*) ont utilisé le local ou les territoires locaux comme cadre référentiel qui permettent de manipuler l'idéologie dominante

(*le développement*). C'est-à-dire, il s'agit d'un ensemble de perceptions liées à la gouvernance locale (*décentralisation, coopération décentralisée*) et l'approche territoriale. Cela permet de relativiser les discours sur le développement (*croissance, pauvreté*) qui ont largement dominé la pensée sur le développement de tous les temps. Les concepts de développement ont acquis force et application à partir des discours des acteurs dominants intégrant les facteurs de la participation des populations (*reconstruction territoriale*) et la lutte contre la pauvreté (*l'innovation sociale*) considérés comme cheval de bataille. Le paradoxe des discours se situe à un niveau des idéologies faisant croire aux acteurs non-institutionnels (*les populations non développées*) l'existence d'un projet de modernisation faisant appel aux promesses (*projets, programmes de développement*). Ces discours dominants sur l'idéologie du développement durable maintiennent leur crédibilité. Ils font croire aux bénéficiaires des dispositifs, la capacité d'enrayer tous les problèmes existants. C'est une méthode qui fait plus d'espoir que de désespoirs sans tenir compte de certaines réalités et spécificités locales. Or, on peut constater beaucoup de facteurs non pris en compte entre les peuples tels que, la hiérarchisation sociale, les inégalités sociales entre les élites dominantes et les populations locales (*bénéficiaires des projets et programmes*). C'est la nature même de l'existence des discours qui cachent certaines réalités. Les concepts de développement dominant nourrissent la collaboration entre élites dominantes (*Nord et Sud*) dont les négociations sur les intérêts de croissance, de profit consolident leur pouvoir de discours au détriment des bénéficiaires des dispositifs de développement.

Ces mêmes discours sur les concepts de développement émis par les élites (*de part et d'autre*) donnent l'impression de créer une certaine automaticité de faire propager le développement partout. La littérature abondante sur le développement proposée par les discours fait toujours référence à la pauvreté comme un manque, une carence qui peut se réparer par la valeur monétaire et grâce à la croissance. Considérés et définis comme pauvres, les acteurs non-institutionnels se voient s'inscrire dans la perspective d'augmentation du revenu de chaque personne grâce aux discours prometteurs sans effets d'innovation sociale. Les bénéficiaires des dispositifs attendent des biens et services qui permettent à chaque personne d'accéder au développement durable. Les discours dans les dispositifs de développement se succèdent depuis des années (*40, 60, 70, 80, 90 et jusqu'à nos jours*) et s'intéressent à la lutte contre la pauvreté comme argument de légitimation et conflits politiques impliquant les uns et les autres. Ces arguments de conflits se placent en termes de lutte entre les acteurs du haut et ceux du bas.

Par exemple dans certaines régions en développement notamment celle de la région de Kayes, les bailleurs de fonds interviennent proposer des offres de développement en micro-crédit aux acteurs locaux dans le cadre de l'application des politiques PSA. Avec les discours, les bailleurs de fonds proposent aux populations locales, l'accès individuel et conditionné aux ressources de micro-crédits. Ce sont des discours qui contribuent à déclencher les différents processus de développement collectif. L'objectif de cette possibilité offerte, permet d'augmenter le revenu de chaque personne et de chaque groupe. Ce cas de figure ne reflète pas sur les vraies réalités des principaux bénéficiaires. Au niveau local, cette proposition des bailleurs pour les micro-crédits est une solution du développement et une initiative du développement venu d'ailleurs contraire à certaines spécificités locales (*conditions d'accès très sélectives*). Basée sur l'individualisme (*le modèle exogène*), cette proposition de bailleurs crée des conflits envers le lien social de la solidarité existante dans les groupes locaux. On voit le déplacement de ces genres de conflits pour l'accès aux ressources propager dans les structures traditionnelles des villages. C'est le même cas dans le cadre des réformes institutionnelles des pays en voie de développement tel que celles des réformes de décentralisation au Mali qui crée des zones des conflits entre différents acteurs pour l'accès aux ressources.

Avec la décentralisation des années 80, 90 comme cadre des réformes pour la gouvernance locale, beaucoup d'acteurs ont eu la capacité d'œuvrer dans le sens des projets locaux de développement. Mais cette capacité au bénéfice du niveau local notamment pour l'autonomie relative aux populations locales est vue insuffisante pour la satisfaction des besoins fondamentaux (*infrastructures de base*). Les discours cherchent toujours à imposer des lois incontrôlées par les bénéficiaires (*populations locales concernées par les projets et programmes de développement dans la région de Kayes*). Les acteurs dominants prolifèrent les concepts de développement (*lutte contre la pauvreté présentée comme un handicap individuel et proposer des aides financières aux Etats et ouvrir le marché par le micro-crédit*) en vue de s'approprier du pouvoir d'influence au détriment de la société civile. Cette tentative d'opération des bailleurs (*ouvrir le marché pour la croissance, l'accumulation...*) réduit le pouvoir de la société civile et poussent les populations des territoires concernés dans l'acceptabilité des modèles de développement exogènes et accentue l'ignorance généralisée sur le sens des modèles de développement à suivre. Les discours qui promettent les concepts de développement (*micro-crédit, développement intégré, développement durable...*) avec des mesures individuelles pour lutter contre la pauvreté de manière individuelle ne concernent

qu'une fine partie des populations concernées. La majorité des acteurs locaux (*populations locales*) ne s'approprie pas de la logique et des techniques de développement. Ces derniers éprouvent des difficultés d'accès aux ressources conditionnées par les organismes de finances locales tels que les *micro-crédits*. Ce sont des réalités de terrain qui montrent que les concepts de développement contribuent à discriminer entre ceux qui ont les conditions nécessaires d'accès et les autres confrontés à des difficultés d'accès aux ressources. Les discours de développement (*à travers les instruments proposés aux populations pour lutter contre la pauvreté*), ne sont pas des instruments pour instaurer l'équilibre social, pouvoir de contrôle citoyens et enfin, restaurer le dynamisme des territoires locaux. Dans cette optique, la viabilité ou le développement durable n'est pas assurée pour tous et de manière pérenne pour tous. C'est les cas du PADDY, de l'ADD, de l'ORDIK... dominés par des discours de développement durable contraires aux réalités existantes. Ce sont des structures de développement qui n'ont pas été soutenues pour le long terme voir en état d'échec sur le terrain. Ces dispositifs de développement sont loin d'être durables car plusieurs contraintes sont liées. C'est ainsi que la prise en compte effective des spécificités territoriales vise la méthode de déconstruction collective au moyen des spécificités (*les savoir-faire locaux endogènes des populations locales*) territoriales propices pour l'émergence de la société civile et pour un développement durable.

C'est le sens de la reconstruction des nouveaux territoires de base avec la capacité de doter des pouvoirs aux citoyens afin de mener des luttes et des formes de résistance au niveau local des territoires. C'est au niveau local que se joue la visibilité nouvelle sur les nouvelles formes de contrôle démocratique et d'innovation social. La reconstruction du territoire local dans ce sens, permet de faire la réappropriation d'un développement au long terme ou viable grâce au contrôle citoyen du bas vers le haut. Cette reconstruction du territoire local pour le développement viable peut être une composante essentielle pour l'accès aux droits positifs pour tous les citoyens. Il s'agit des droits économiques et sociaux pour tous et de savoir-faire techniques du développement viable au service des populations locales. Pour la défense et la consolidation de ces droits au service des bénéficiaires des projets de développement, il faut des institutions locales qui respectent les prérogatives de ces initiatives.

3.2 Consolider la société civile par la prise en compte des spécificités locales (*appui aux institutions locales de décentralisation et de coopération décentralisée...*).

Dans le cadre des réformes institutionnelles (*décentralisation, coopération multilatérale au niveau local...*) au Mali, comment consolider les institutions locales capables de répondre aux besoins vitaux des populations locales ? Nous avons précédemment signalé que les pratiques de développement ne sont pas des espaces ouverts pour tous et demeurent fermés pour d'autres catégories des populations locales. Les expériences de développement au niveau local dans certains pays ont eu des répercussions socioéconomiques, institutionnelles et culturelles sur les pouvoirs locaux (*à travers les institutions locales...*) capables de répondre aux besoins. On l'a déjà dit, l'importance donnée au niveau local se base sur les réalités observables, le vécu social des acteurs concernés. Même si le territoire local demeure un des facteurs essentiels de reconstruction du développement, c'est au niveau de certaines spécificités (*les savoir-faire locaux dans tous les secteurs propices pour la viabilité des peuples...*) locales que se situent des enjeux majeurs de développement. Ces derniers sont des facteurs qui consolident les pratiques associatives et collectives de construction des territoires de vie. Dans cette perspective, on peut constater l'existence des rapports de force entre la société civile (*les associations de projets de développement, les coopératives, les mutuelles...*) et les élites technocratiques qui détiennent les ressources financières non profitables à tous. C'est à ce niveau que la prise en compte des spécificités locales peut jouer un rôle important pour la société civile résistante. Elle peut mener des luttes à partir des pratiques locales effectuées par les populations locales. Il s'agit de créer des pactes sociaux ou des accords sociaux permettant d'amplifier les pratiques citoyennes de développement. Avec ce moyen, chaque citoyen peut pleinement participer à l'émergence d'un développement viable et soutenu par les territoires locaux.

Les réflexions sur l'émergence de la société civile à travers la démocratie et la bonne gouvernance locale doivent prendre en considération, la nature des initiatives et des demandes de développement (*en terme économique, social, environnemental et culturel*) exprimés par les populations locales. Elles doivent mettre en place, des facteurs qui permettent de redéfinir un nouveau cadre territorial ou un pacte entre les populations de base, l'Etat et les bailleurs de fonds (*comme garant de reconstruction du territoire et du paysage politique respectant les spécificités locales*). La bonne gouvernance exportée des années 80, 90 et 2000 pour la reconstruction des territoires locaux, n'est par essence qu'une négation pour les demandes et les besoins vitaux des territoires locaux. Répondre aux demandes des populations locales

repose sur l'idée de consolider les institutions locales de la décentralisation. Les spécificités locales de la société civile rentrent dans cette consolidation de la démocratie participative qui vise à soutenir la volonté collective et construire l'espace des libertés et de développement pour tous les citoyens. Il s'agit de promouvoir le développement sur l'angle du vivre ensemble et un moyen de promouvoir l'auto-expression et l'auto-détermination des différentes collectivités locales qui composent la société civile, les collectivités territoriales et l'Etat. Autrement dit, la prise en compte des spécificités locales constitue un enjeu majeur dans le cadre des processus des réformes institutionnelles. En ce sens, le territoire apparaît comme le lieu où l'espace peut être approprié et privilégié par les citoyens capables de revendiquer des droits collectifs et des libertés collectives. C'est dans cette perspective que l'on peut invoquer l'intérêt de prendre en considération la contribution d'une économie sociale territorialisée pour la contribution d'un cadre de développement soutenable.

Les institutions locales créées (*collectivités territoriales, associations, syndicats...*) sont des supports de développement pour les territoires qui améliorent les conditions de vie des populations locales. Ces institutions apportent un appui multiforme à la reconstruction des spécificités locales (*le lien social, le contrôle social de tous les citoyens consolident l'identité des territoires concernés*). Cela montre que plusieurs niveaux territoriaux participent à la définition des concepts de développement à long terme et viable. C'est les cas des institutions régionales. Il y a des coordinations qui se mettent en place pour définir des stratégies de développement et les conditions des ressources naturelles propices pour le cadre de consolidation des institutions et la société civile.

C'est à ce point que notre approche se met en place qui défend l'idée selon laquelle, les stratégies de développement doivent se mettre en place pour une meilleure gestion de la production durable des ressources (*agriculture, l'industrie minière de la région, les transports, alimentation, éducation, droit à l'emploi et aux services de proximité...*). Dans cette perspective, les institutions financières de l'Etat peuvent intégrer cette dimension de la société civile favorable à un développement au long terme. C'est une manière d'assoir des attentes au niveau des territoires qui participent à la consolidation et à la reconstruction des droits pour la société civile. En prenant l'exemple de certains territoires régionaux, des attentes existent sous formes des chartes régionales qui participent à la consolidation et à la reconstruction des territoires. Dans cette optique, le développement par les spécificités territoriales peut être considéré comme une reconstruction de l'espace public et des libertés collectives. Cette reconstruction de l'espace public émerge le cadre politique qui place l'Etat

dans les démarches ou dans les processus de légitimité. Ce processus de reconstruction peut donner un sens à la décentralisation considérée comme instrument qui octroi des droits effectifs aux citoyens. Dans le cadre de la décentralisation au Mali, les collectivités territoriales peuvent mettre en place un cadre de partenariat avec les organisations associatives, les producteurs locaux, les paysans. Ces acteurs autonomes (*avec les spécificités territoriales*) développent leurs propres manières de faire le développement. C'est une façon de concrétiser la société civile par la reconstruction territoriale par le partenariat qui consolide les territoires locaux et l'Etat. La reconstruction de l'espace public sur la base de consolidation des droits sociaux et économiques se matérialise au niveau local et territorial. Dans ce cas de figure, le rôle de l'Etat est de garantir les droits sociaux et économiques des citoyens. Les projets et programmes de développement régionaux et territoriaux doivent être protégés par les mesures règlementaires de l'Etat. Ce cas n'a pas été aperçu dans le cadre d'expérimentation des projets de l'ORDIK et de l'ADD. Ce sont ces actions de développement territorial qui sont inscrites dans le contexte des spécificités locales. Elles doivent être soutenues prioritairement par l'Etat et ses partenaires financiers et techniques.

Par contre, la perspective de reconstruction des entités territoriales à travers la décentralisation conduite par l'Etat, n'a pas vocation à soutenir des mesures technocratiques visant à réduire le pouvoir de la société civile au profit des forces dominatrices (*le marché*) des organismes extérieurs de développement (*Banque mondiale, FMI...*). Cela peut entraîner à délégitimer l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre des intérêts individuels tenus par certains intervenants des projets et programmes de développement. Un Etat ne peut pas être au service d'une minorité (*les riches*) plus ou moins puissante qui tente d'imposer à la collectivité associative territorialisée, des critères (*les manières de faire le développement*) de mobilisation et l'utilisation des ressources qui dominant.

Le processus de légitimation permet à l'Etat d'être plus crédible avec des institutions acceptées par tous et pour les citoyens ordinaires. Cela permet de garantir un ensemble de droits sociaux et économiques de base. Il s'agit de reconstruire un secteur puissant pour l'Etat, les collectivités territoriales et la société civile capable de faire un contrepoids face aux acteurs dominants (*les organismes extérieurs qui détiennent le monopôle des ressources*).

Dans le cadre de la décentralisation au Mali, la légitimité de l'Etat vise à mettre en place, une société civile d'appui capable de faire des chartes locales de développement durable élaborées par les populations elles-mêmes. Il s'agit de respecter les savoir-faire locaux et les trajectoires

historiques de développement des associations villageoises. Cette capacité permet de promouvoir le développement local et faire la promotion du lien social collectif et le contrôle social sur l'action publique. C'est en fonction de cette légitimité (*dans le cadre des réformes institutionnelles*) que l'Etat peut défendre la société civile et garantir les droits sociaux et économiques des territoires locaux. Cette capacité de défense de l'Etat pour les acquis sociaux et économiques de la société civile est fondamentalement liée à l'émergence (*au niveau local et régional*) d'un espace de développement reposant sur les activités économiques et sociales propices et profitables pour tous. Il s'agit de réduire la dépendance de la société civile face aux forces de domination qui marginalisent les populations locales sur la gestion des ressources disponibles.

Ce cadre est lié aux spécificités locales des territoires locaux favorisant les populations locales qui constitue le niveau intermédiaire entre l'Etat, les pouvoirs extra-étatiques et régionaux (*bailleurs de fond, firmes multinationales, élites...*). Les politiques économiques de chaque Etat comme celui du Mali dans le cadre de l'intégration sous régionale (UEMOA), ont des conséquences directes sur les composantes de la société civile au niveau local. Cette intégration sous régionale définit des normes économiques illustrant le caractère illusoire et généraliste faisant l'impasse sur les territoires locaux. Ces politiques doivent se baser sur le renforcement des droits économiques et sociaux et l'élargissement d'un cadre de concertation et de dialogue entre société civile, l'Etat, les organisations sous-régionales et les collectivités territoriales décentralisées. La démarche de cette tentative est de démontrer que le côté technocratique qui existe sur les concepts de développement au niveau supra-étatique allant contre la volonté des citoyens ordinaires qui inspirent fortement le changement, la responsabilisation de faire autrement le développement à partir de leurs propres spécificités locales (*autonomie, savoir-faire...*).

Cette démarche se fonde sur l'idée d'évoquer la refondation d'un cadre de développement viable au niveau des territoires locaux et de reconstruire l'espace public démocratique. La démarche se fonde également sur les réalités vécues par les populations locales dans leurs expériences de développement territorialisé au regard des besoins vitaux. Notre démarche vise à mener des réflexions sur la possibilité de refonder une coopération internationale qui soit à la mesure d'encadrer les territoires locaux (*les populations concernées par les projets et programmes de développement*) et l'espace public démocratique qui se trouve à la proie de la domination des forces technocratiques.

3.3 Adapter un développement approprié par les initiatives locales de l'économie sociale territorialisée

D'abord, le concept de l'économie sociale territorialisée est historiquement parti du XIX siècle en Europe à partir des luttes populaires pour essayer de reconstituer un espace d'autonomie populaire dans la sécurisation des conditions de vie (*rôle d'abord de mutuelles, puis des coopératives*)³⁴⁹. Mais avec le temps, cette forme a poursuivi des trajectoires avec des formes diverses visant des espaces multiples.

Actuellement, les offres de développement proposées par les intervenants extérieurs (*bailleurs et partenaires extérieurs*) préconisent des directives institutionnelles complexes basées sur la spécialisation des filières de production, de commercialisation et des conditions difficiles d'accès aux crédits. C'est le cas des appels à projets destinés au développement des territoires locaux dont les besoins des populations locales sont très accentués. Ces dispositifs décidés depuis l'extérieur mettent en écart les principaux bénéficiaires en termes de décisions et de prise en compte des réalités territoriales. Cette exigence est souvent complétée par une formation professionnelle spécialisée avec laquelle, des formes de gestion sont monopolisées dans les mains des experts extérieurs ignorant certaines spécificités territoriales des principaux bénéficiaires (*les populations locales*). En conséquence, le fait de décider l'avenir des autres (*appels à projets décidés par les bailleurs de fonds*) sans leur implication politique constitue un échec de développement. Construire les dispositifs de développement sans impliquer en amont les principaux bénéficiaires, constitue une zone d'ombre. C'est une démarche considérée comme exogène dont les pratiques sont importées. La méthode est contraire aux valeurs de la démocratie participative (*participation, concertation, consultation...*). Cette méthode respecte-t-elle les droits fondamentaux des minorités locales en termes de participation à la reconstruction de l'action publique et l'innovation sociale ? La démocratie participative, déconstruit les initiatives locales des acteurs locaux en place. Elle déconstruit cette méthode contraire au principe démocratique. Le déficit démocratique constitue un obstacle et favorise la différenciation, la polarisation sociale et contribue à déstructurer la société civile tout en affaiblissant son pouvoir de gestion et d'initiative dans le cadre du processus des réformes institutionnelles (*décentralisation, coopération décentralisée...*).

349. Defourny J., Develter P. et Fonteneau. B (1999), « L'économie sociale au Nord et au Sud », Bruxelles, De Boeck Université, pp. 25-28.

C'est ce paradoxe complexe qui fait parfois obstacle, au niveau local. Les territoires locaux sont confrontés à un système de redistribution des ressources disponibles (*savoir-faire techniques, manières de faire, les fonds...*) propices au développement territorial via la relance de l'économie sociale territorialisée. L'exemple du PADDY de Yélimané demeure un cas de gestion de l'économie locale territorialisée. De même, les différents projets mis en place par les associations des migrants ou les programmes présents, sont la résultante de l'intégration d'une économie sociale valorisant le cadre territorial. Avec la décentralisation, les initiatives locales valorisent de plus en plus le cadre territorial. C'est la recherche de la sécurité basée sur l'intégration de la dimension économique et sociale pour les bénéficiaires (*construction de barrages, centre de santé, écoles...*). Cela contribue à consolider le secteur de l'économie locale et le lien social viable. C'est la mise en œuvre des formes diverses de participation de la société civile capable d'articuler les concepts de développement maîtrisés par la société civile elle-même. Le secteur de l'économie sociale au niveau des territoires n'est pas un phénomène nouveau. Les acteurs du monde paysan occupent déjà une place centrale dans ce secteur avec *les caisses d'épargne, les mutuelles, les coopératives de producteurs et de consommateurs*. Les initiatives d'association sont diverses et demeurent un cadre collectif. Même dans les cas d'échecs (*détournements, mal-gestion, conflits d'intérêt...*) des projets de développement, les initiatives gardent une certaine vitalité associative renouvelée pour les communautés locales pouvant construire en commun, un certain nombre des droits d'égalités et des objectifs. Cette vitalité associative est centrale et permet aux membres de bénéficier aux mêmes droits d'égalité projetant dans un cadre d'économie sociale territorialisé pour la production et la consommation. Dans ce sens, la démocratie participative existe dans les formes d'économie sociale territorialisée. Il existe les règles associatives définies par les assemblées qui détiennent le pouvoir contribuant à la construction des espaces d'égalité entre les citoyens et le pouvoir central de l'Etat.

Ce qu'on peut distinguer de cette forme d'ouverture d'espace d'économie sociale territorialisée à celle des espaces technocratiques ou des actionnaires (*formalisme, ingénierie, savoir-faire, intervention des spécialistes...*), c'est lorsque les membres participent librement (*en tant qu'associés ou bénévoles engagés*) à la mise en œuvre de cette forme d'économie sociale territorialisée. Ils ont un pouvoir de participer à la conception et à la mise en œuvre de leurs propres projets sans attendre des ordres venus d'extérieur ou des appels à projets venus des bailleurs de fonds comme partenaires dominants. Ces acteurs locaux définissent eux-mêmes leurs objectifs et délèguent les orientations d'économie sociale territorialisée pour

leurs propres territoires. La différence est que la forme d'économie sociale territorialisée ne fait pas du profit individuel mais plutôt, fait émerger le gain collectif au profit de tous grâce à la décision collective de la société civile. C'est une initiative locale basée sur le territoire approprié et rend souple, l'action collective des acteurs concernés.

Ce secteur d'économie sociale territorialisée peut bel et bien être considéré comme un marché producteur des biens et des services dont sa finalité ne peut être réduite à des fins privées d'accumulation privée ou être au bénéfice d'une minorité. Par exemple, la proposition des micro-crédits sont des ressources financières pour créer des opportunités aux populations locales et ne doivent en aucune manière être détenues par une certaine minorité des acteurs visibles sur le territoire. L'accumulation privée permet de concentrer la majorité des moyens de production, contrôler les ressources au détriment de la majorité. Ce secteur d'économie sociale territorialisée apparaît comme moyen de participation politique. Il sert à imposer et proposer un projet de société pour les besoins des populations en matière d'emploi, de production des richesses et de consommation valorisant les territoires locaux. En ce qui concerne les mesures des réformes institutionnelles (*le cas de la décentralisation malienne et l'intervention des acteurs extérieurs dans le cadre de la coopération décentralisée...*), elles doivent s'inscrire dans la voie régionale valorisant certaines spécificités locales vitales à l'économie sociale territorialisée. C'est au niveau régional et local que peuvent s'établir au mieux des critères de développement durable et viable en conformité avec les demandes exprimées par les populations locales.

CHAPITRE 3

SPECIFICITES TERRITORIALES, UN PARADOXE A L'UNIFORMISATION DES MODELES DE DEVELOPPEMENT DURABLE.

Les spécificités territoriales sont définies comme les logiques et les pratiques quotidiennes de développement menées par les acteurs locaux. Elles sont également considérées comme le mode de vie ou les pratiques endogènes réelles des acteurs sur un territoire donné. Certaines définitions et caractéristiques ont été précédemment soulignées. Nous avons démontré qu'il s'agit d'un processus ou les manières de faire les pratiques de développement durable au niveau des territoires où les dispositifs de développement sont prévus comme solution. Dans ce chapitre, on souligne les réalités vécues des acteurs concernés à partir des interviews recueillis. A cet effet, nous avons trois sections distinctes. Dans une première section, nous avons les représentations des acteurs exprimées sur les dispositifs de développement durable comme paradoxes aux spécificités territoriales. On tente de souligner dans la deuxième section, les réalités des territoires et la performativité du modèle de développement durable. Enfin, la troisième section est consacrée sur l'usage d'un modèle de développement participatif à partir des balades organisées par les acteurs non-institutionnels (*les associations des migrants mènent des balades urbaines du « Petit Mali à Paris »*).

Section 1

Les représentations des acteurs sur les dispositifs de développement durable, un paradoxe aux spécificités territoriales

Nous avons largement défini les représentations au niveau de la problématique qu'il s'agit d'un ensemble d'interactions, des perceptions, des regards entre différents acteurs sur les dispositifs de développement territorial (*projets, programmes...*). Si le développement, en tant qu'ensemble de réalités sociales vécues par des acteurs, fait l'objet de représentations ; le territoire qui constitue l'une des dimensions de sa dynamique, fait aussi l'objet de visions, d'appréhensions de la part de ces mêmes acteurs. Il est perçu, approprié, vécu, imagé et imaginé, déconstruit, restructuré par les interactions des acteurs qui mobilisent ses ressources dans le processus de construction du développement. Leurs rapports avec le territoire structurent les logiques d'action mises en avant en réponse à l'action politique traduite en satisfaction des besoins des populations locales. Au-delà de ces représentations ou perceptions

relatives aux processus de développement, le modèle de développement durable comme ligne de conduite sociale est intégré dans les dispositifs (*projets, programmes...*).

Cela est considéré comme objet qui uniformise toutes les pratiques (*endogènes et exogènes*) au niveau territorial. Ce processus se heurte à certaines réalités locales ou spécificités territoriales ou mode de vie quotidienne des bénéficiaires des dispositifs de développement. Dans cette section, deux points sont soulignés. Dans un premier point, on souligne les représentations des acteurs formels sur les dispositifs relatifs au processus de développement durable et dans le deuxième point on met l'accent sur les représentations des acteurs informels.

I - Les représentations des acteurs formels sur les dispositifs de développement durable.

Le territoire est perçu ici, à partir de l'analyse des discours recueillis auprès des populations locales, dans sa dimension politique en tant qu'institution, lieu, collectivité locale où se prolonge une vision du changement prônée par l'Etat et où se créent des actions de développement par la dynamique des populations qui y vivent. Elles le considèrent comme le résultat de découpages administratifs suite aux politiques de décentralisation qui lui confèrent tout son statut. Cette conception qui se retrouve chez beaucoup d'auteurs que nous avons évoqués, fait appel à des notions de frontières physiques. Il ne s'agit pas de déterminer les limites du territoire. Ce dernier devient un champ de développement territorial à partir du moment où les hommes qui y vivent ou qui s'y intéressent, décident de construire ensemble et d'organiser leur histoire. Il l'est aussi à partir du moment où l'Etat y décline un ensemble de politiques structurelles pilotées par les institutions déconcentrées.

Cette partie porte sur des cas d'études, des interviews, des informations, des rapports et des documents d'analyse élaborés sur les dispositifs de développement durable de notre terrain d'études. Les acteurs formels sont les services de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs partenaires extérieurs. Il s'agit de souligner à priori, les représentations de ces institutions qui œuvrent dans le cadre de l'appui institutionnel et la mise en œuvre des politiques de développement durable dans la région de Kayes. Ainsi, nous soulignons d'abord les services déconcentrés de l'Etat puis, les collectivités territoriales et leurs partenaires.

1. Les représentations de services déconcentrés de l'Etat sur les dispositifs de développement durable

L'Etat malien à travers ses organes de démembrements, est le principal garant des dispositifs de développement déployés dans la région de Kayes. A travers certains services, nous tenterons de souligner les représentations recueillies des agents affectés dans les différents services ou les cellules techniques de l'Etat en charge de la question de développement territorial. Les services déconcentrés de l'Etat que nous avons rencontré sont les suivants :

1.1 *La direction nationale de l'agriculture du Mali*

Cette institution est la garante du développement territorial et local en matière d'agriculture. Ce département se voit confier beaucoup des projets et programmes de développement local avec l'objectif de renforcer le volet agriculture à l'échelle nationale. C'est ainsi qu'elle a élaboré un plan national de développement durable. A ce niveau national, il existe plusieurs programmes de développement durable conduits par la direction de l'agriculture. A l'échelle régionale, d'autres programmes sont conduits en matière de développement durable. Dans le cadre de notre étude sur le développement durable dans la région de Kayes, nous avons pu interviewer le directeur national de l'agriculture en charge de la coordination de plusieurs programmes dans la région. C'est la principale entité étatique qui planifie les politiques sectorielles de développement territorial. Selon le directeur national (Daniel Siméon Kelema), les dispositifs de développement durable donnent un sens relatif à la mission de son département. Il l'inscrit dans le contexte suivant³⁵⁰ : « *La question de développement durable s'inscrit dans le contexte actuel lié surtout à la perspective du changement climatique un peu partout dans le monde. Chez nous, on peut le situer dans le cadre de l'agriculture durable, de nos pratiques agricoles avec les paysans. Pour le PADDY que nous avons élaboré, on a trouvé qu'il y a des pratiques culturelles de l'agriculture à Yélimané qui sont corollaires à ce phénomène. Les pratiques culturelles de développement durable existaient déjà chez nous mais, on n'avait pas le concept comme celui véhiculé par la conférence de Rio en 1992. Sur les pratiques locales de développement durable menées par les paysans, ça n'a pas été importé. Nos pratiques traditionnelles montrent déjà l'existence du développement durable* ». Cette représentation du directeur national montre la démarche de l'action publique normative agissant sur les politiques publiques de développement. Les actions de développement durable sont des normes sociales qui cherchent à régler des

350 Kelema Daniel Siméon (2010), « Interview avec le directeur national de l'agriculture », Bamako.

problèmes sociétaux, environnementaux et culturels. Cette action collective s'inscrit dans le temps et dans l'espace avec des pratiques variées.

Avec l'avis du directeur nous avons deux modèles de développement durable (*endogène et exogène*) qui sont opposés. Les spécificités territoriales sont bien explicites à partir des pratiques menées par les paysans comme processus d'un modèle de développement durable endogène. Le modèle universaliste forgé par la conférence de Rio constitue un greffe aux pratiques traditionnelles qui existent déjà. Les discours sont révélateurs et véhiculent les concepts liés à ces concepts. Le directeur est persuadé que les paysans ne sont pas en mesure de donner les mêmes discours technocratiques tenus par les acteurs institutionnels comme l'ONU, la Banque mondiale, le FMI etc. Les spécificités territoriales sont considérées dans ce sens comme pratiques basées sur les réalités vécues ou processus de développement durable basés sur les réalités quotidiennes des acteurs locaux (*paysans*). A son sens, les paysans disposent leur propre façon de faire le développement (*durable pour certains et non durable pour d'autres personnes*) qui n'est pas qualifié par eux-mêmes. Mais, ils sont bel et bien dans des logiques d'action qui rentrent dans la perspective actuelle des politiques de développement durable. L'agriculture est le secteur révélateur de ce qualificatif *durable* ou *viable*. C'est un cycle de changement ou l'ensemble des processus auxquels les paysans valorisent leurs projets (*voir le volet agriculture du PADDY qui réalise des pratiques agricoles valorisant l'environnement, création des activités génératrices des revenus pour lutter contre la pauvreté dans les territoires concernés*) et savoir-faire locaux qui peuvent se qualifier durable ou viable par rapport aux normes universelles (*Agenda 21 local*) institutionnalisées par l'ONU (*Conférence de Rio, Conférence de Stockholm etc.*). L'analyse du directeur national repose sur l'existence d'un cadre à suivre. Les politiques publiques de l'agriculture suivent cette démarche. C'est une conduite institutionnelle et sociale qui tend à uniformiser les pratiques locales de développement exercées par les paysans vers les normes universelles de développement (*développement durable, Agenda 21 local etc.*).

1.2 La direction régionale de l'agriculture de Kayes

La direction régionale de l'agriculture est chargée de la coordination des programmes et projets relatifs à l'agriculture et les problématiques relatives au développement local. A l'échelle régionale de Kayes, c'est le service déconcentré de l'Etat qui conduit les politiques publiques de l'agriculture. Ce département est l'épicentre de notre étude car, beaucoup des programmes de développement durable sont conduits à ce niveau afin de répondre aux

besoins de la population locale (*dans le domaine de lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire etc.*). Dans la perspective de mise en œuvre des dispositifs de développement durable (*programmes, projets...*), nous avons rencontré le directeur régional de l'agriculture pour l'interview. Il s'agit de Monsieur Oumar Fofana (2010) qui a largement donné ses points de vue sur les politiques publiques de développement durable et la décentralisation corollaire au processus de développement territorial. C'est au niveau de cet instance régionale que les projets et programmes (*ceux relatifs à la sécurité alimentaire, l'appui institutionnel, technique et financier...*) sont mis à la disposition des paysans pour le rendement et l'indépendance alimentaire. La région connaît une grande disparité des zones de productions. Elle mène des actions dans ce sens afin que certaines localités (*les cercles du nord*) soient indépendantes vis-à-vis des localités productrices (*les cercles du sud*). Cette conduite des politiques publiques de l'agriculture constitue un défi majeur pour l'Etat malien dans le domaine des réformes institutionnelles. Les dispositifs de développement durable sont conduits dans ce sens avec la marque de l'instance régionale. Le directeur régional nous avait accordé une interview sur la dynamique des dispositifs de développement durable en matière d'agriculture. Selon lui :³⁵¹ « *Les contextes changent selon le temps. Pour moi, ce concept (développement durable) est souvent le temps, les espaces, les acteurs du développement rural. Avec ce concept nouveau, chacun donne son avis. Chez nous, si je regarde bien les choses, ce concept n'est pas du tout nouveau à travers les vécus dans l'histoire. Le développement durable est un tout pour moi. En ce qui concerne notre domaine, la souveraineté alimentaire est l'objectif principal. C'est aussi une action du développement durable. Ma direction en charge de l'agriculture œuvre dans ce sens pour assurer le bien-être de tous* ». Le directeur régional de l'agriculture inscrit les dispositifs de développement durable dans un contexte transversal. Le processus de développement durable en matière d'agriculture donne une signification qui englobe un tout. Autrement dit, la problématique de l'agriculture constitue un volet des dispositifs de développement durable. L'objectif vise la gestion optimale des politiques publiques de l'agriculture pour répondre aux besoins de la population locale. Le directeur régional place l'agriculture au cœur de ce dernier comme défi majeur à suivre. Il détermine l'existence d'une ligne de conduite institutionnelle et sociale à laquelle les acteurs suivent. Selon ses représentations sur les dispositifs de développement durable : « *dans le cadre des actions*

351. Fofana Oumar (2010), directeur régional de l'agriculture de Kayes et coordinateur régional du PADDY, « Interview sur la gestion des politiques régionales de développement durable », Kayes.

menées par les ONG, on entend très souvent ce concept. On est tous conscient que les bailleurs de fonds sont là et disposent les ressources techniques, les moyens financiers pour faire émerger ce genre des pratiques. A l'échelle régionale de Kayes, il y a des structures techniques dans le monde rural qui emploient ce terme comme les ONG. Si l'Etat n'a pas le moyen de faire un développement plus soutenable auprès des populations locales, il y a des structures techniques qui sont dans le monde rural qui appuient ce processus. Les coopérations entre collectivités de chez nous et celles des pays développés mettent les moyens pour diriger les dispositifs qualifiés de développement durable. Donc à mon avis, et à travers l'intervention de ces acteurs, le concept est mis en action par ces acteurs qui travaillent en commun (Etat, collectivité, ONG, associations). Pour le cas de la région de Kayes et surtout dans les localités des cercles du nord (Kayes, Yélimané, Diéma et Nioro), les associations de migrants résidents en Europe ont mis beaucoup des projets villageois qui entrent dans ce cadre. Pour moi, ces associations ont inspiré de l'exemple du modèle de développement durable des pays développés pour développer leurs localités. Est-ce que leurs actions sont véritablement qualifiées de développement soutenable ? Exemple, le fait de construire une très belle mosquée très couteuse, n'entre pas pour moi dans le cadre d'un développement durable. On mène plus des actions dans l'agriculture, l'autosuffisance alimentaire par-là, il y a véritablement un développement soutenable. Nous, notre souhait est de faire des périmètres irrigués dans les cercles du nord car, ils sont très dépendants de ceux du sud. Il n'y a pas de productions et il y a de déficits à revoir. C'est ainsi que l'Etat a créé des banques de céréales à moindre coûts ».

On comprend que le même phénomène se répète concernant la ligne ou directive des modèles de développement importés de l'extérieur. La mondialisation des pratiques de développement est devenue une réalité. Dans la région de Kayes, l'analyse du directeur nous montre que ce phénomène est une action collective des acteurs suivant des méthodes de développement venues d'ailleurs. On constate les processus d'uniformisation des modèles de développement dominants (*durable, soutenable, viable...*) comme paradoxes aux pratiques endogènes de développement menés par les paysans. Il souligne un paradoxe de développement existant sur les dispositifs de développement menés par les migrants (*construction des mosquées par les migrants, la diffusion et la mise en œuvre des dispositifs de développement durable menés par les ONG*) contraire à l'agriculture et l'indépendance alimentaire. L'exemple de construire une mosquée à la place d'un barrage de retenue d'eau est-elle une pratique endogène de développement participatif ? Le directeur souligne l'action

en valeur au sens wébérien contraire à l'action rationnelle par finalité dans les champs de développement. L'édifice religieux ne peut pas être considéré comme catégorie ou modèles de développement viable dans le contexte de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Dans la distinction des types d'activités soulignées par Max Weber, on peut remarquer, les édifices religieux comme « *activité en valeur contraire à l'activité rationnelle par finalité* ». Ce modèle de développement relève des valeurs et des ambitions auxquelles les acteurs s'attachent. C'est un paradoxe du progrès social et de la reconstruction territoriale en matière de lutte contre la pauvreté comme objectif de la direction régionale de l'agriculture.

1.3 La direction régionale des Eaux et Forêts

Nous avons mené nos enquêtes auprès de la direction régionale des eaux et forêts où, beaucoup des dispositifs de développement durable sont conduits à l'échelle régionale pour protéger l'environnement. Dans le cadre de nos recherches, le directeur avait accordé une importance à notre interview dans l'objectif de révéler certains points. C'est ainsi que son point de vue sur les dispositifs de développement durable a été souligné dans ce paragraphe.

La mission de ce service de l'Etat est basée sur la protection de l'environnement, le respect des textes, l'éducation et l'accompagnement du citoyen dans les processus de gestion de l'environnement à l'échelle régionale. Selon le directeur régional (*Bemba Keita 2010*) : « *Aujourd'hui, on parle beaucoup de ce concept qui est bien développé partout dans le monde. Pour nous, le développement durable concerne les actions dans plusieurs domaines et c'est l'environnement qui compte pour nous. C'est par exemple, planter des arbres, conserver les forêts. Chez nous, les paysans ont commencé à se poser des questions, car ils disent que les bois de chauffage est difficile à trouver et qu'il faut aller chercher très loin. Il faut maintenant faire des kilomètres à la recherche du bois pour faire la cuisine. Vous voyez bien les choses ? Ils ne posent jamais la question pourquoi le bois est allé loin ? Donc nous dans notre domaine, on intervient et on propose des solutions à ces paysans en vue d'un développement mieux soutenu. Pas très longtemps qu'on parle de ce concept de développement durable. La dimension internationale a un poids important dans cette notion. Nous dans le domaine de l'environnement, on applique et on reçoit des dispositifs internationaux et nationaux auprès des acteurs de la région. Dans cette démarche, on comprend que le système vient de l'extérieur. Les dispositifs de développement durable constituent un phénomène nouveau dans cette région. Mais dans l'évolution de nos actions,*

on fait toujours du développement soutenable». D'abord, il place les dispositifs de développement durable au niveau des eaux et forêts de Kayes, comme politiques publiques prioritaires. C'est une action collective, une norme sociale qui vise à sauver les biens communs liés à l'environnement (*eaux et forêts*). C'est un processus des actions sociales engagées visant à sauvegarder un bien commun de l'humanité (*environnement*). Elle touche la généralité et propose une démarche collective et participative. Son analyse plonge le contexte et les dispositifs de développement durable face à l'état des contextes et de crainte sur l'environnement. Nous avons toujours la tentative d'uniformisation et la domination des modèles de développement poursuivis par les acteurs institutionnels. L'injonction des savoir-faire visant la protection de l'environnement est imposée aux acteurs locaux en matière de protection de l'environnement. C'est toujours les services techniques de l'Etat qui interviennent dans ce domaine et apportent les savoir-faire de protection de l'environnement. La démarche accorde moins d'importance au processus participatif de développement ou l'apport des spécificités territoriales visant la protection de l'environnement.

A l'échelle régionale, la direction des eaux et forêts développe des actions basées uniquement sur les valeurs environnementales. Les mesures d'accompagnement social et d'adaptation du citoyen dans ce processus de protection de l'environnement sont réduites. En effet, la participation du citoyen à revaloriser ses propres spécificités territoriales ont peu de place dans ce processus de protection de l'environnement. Par exemple, toutes les mesures de protection de l'environnement viennent d'un ordre hiérarchique et pyramidal (*Etat, ONU...*). Le paradoxe réside au niveau du déficit de participation et le manque d'éducation permettant au citoyen de s'approprier des moyens nécessaires pour la protection de l'environnement. Même si l'accompagnement technique est assuré par les services techniques des eaux et forêts de l'Etat, le déficit des moyens locaux déployés pour les citoyens constitue une vraie problématique. La domination se fait sentir à partir des directives venues de l'extérieur (*nationales et internationales*) pour la protection de l'environnement. La domination de l'expression populaire par l'environnement, représente la même dimension que le vocabulaire du développement déployé auprès des acteurs institutionnels. Aujourd'hui, nous sommes face à cette réalité qui influence, instrumentalise et fustige les citoyens comme responsables des conséquences de l'environnement. C'est surtout au sujet de la déforestation, le fait de couper du bois de chauffage pour la cuisine, le déficit des ressources (*poissons, eau...*) que les discours construits sur l'environnement dominant. Dans ce processus, l'environnement est désormais instrumentalisé par les acteurs institutionnels dans la conduite des volontés

politiques. Chaque acteur dispose un agenda national et international se focalisant sur les normes environnementales et méprisent les spécificités territoriales des acteurs locaux. Ce processus d'uniformisation des normes sur l'environnement accorde très peu d'importance aux spécificités territoriales.

2. Les représentations des collectivités territoriales et agences de développement territorial sur les dispositifs de développement durable.

Rappelons quelques conceptions d'auteurs qui se prêtent à celles véhiculées par les collectivités locales. Pour M. Le Berre (1992)³⁵², *le territoire traduit l'expression de l'identité d'un groupe, la localisation matérielle d'un groupe d'individus qui s'approprie une portion de terre et partageant les mêmes valeurs et des liens étroits de parentalité*. C'est ainsi un réseau d'interconnaissance hérité qui structure les relations économiques, culturelles, et historiques entre ses habitants. Ces derniers partagent des liens de proximité, de solidarité mais aussi de conflits et de distance en fonction des opportunités d'appropriation de l'espace et ses ressources dans le temps. Par contre, Bernard Pecqueur³⁵³ inscrit le territoire dans une logique d'aménagement et de dynamiques endogènes pour répondre aux besoins des populations qui y vivent. Pour lui, le territoire possède une double dynamique pour mettre en avant le développement local : *la capacité de régulation pour construire, cadrer et pérenniser les relations sociales entre acteurs ; l'adaptation aux mutations extérieures de son environnement par son ouverture*. A cet effet, le territoire doit éviter de tomber dans le localisme à savoir l'apologie des modèles de développement exogène en îlot ou dans l'extrême uniformisation en niant la spécificité historique et identitaire de certains acteurs.

Par ailleurs, le territoire associe à la fois selon Fabienne Leloup, « *l'espace comme support d'activités, l'espace de vie et l'espace imaginé. Ses contours rendent compte d'une construction collective, il évolue redessiné par les acteurs, le projet mais aussi les normes établies* »³⁵⁴. Ceci rend compte de l'élasticité des frontières d'un territoire donné. L'usage du terme territoire de développement, représente l'espace approprié par ses acteurs en vue de créer, de construire les conditions de transformations sociales de la vie collective.

352. Le Berre M., (1992), « *Territoires*, in Bailly A., Ferras R., Pumain D., *Encyclopédie de Géographie* », Economica

353. Pecqueur B., (1992), « *Le développement local* », Paris, Syros, Alternatives.

354. Leloup, F., (2010), « *Le développement territorial et les systèmes complexes : proposition d'un cadre analytique* », Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°4, pp. 687-705.

Au plan empirique, nos recherches avaient été menées auprès de certaines collectivités territoriales et services en charge du développement territorial. Ce sont des structures qui se situent au cœur de la mobilisation des dispositifs de développement durable. C'est à ce niveau intermédiaire que la majeure partie de nos enquêtes était effectuée. Dans le domaine des réformes institutionnelles au Mali (*décentralisation*) et le cadre des coopérations décentralisées, les acteurs multiples (*les collectivités territoriales et les agences de développement territorial*) représentent différemment les dispositifs qualifiés de développement durable. C'est ainsi que nous soulignons quelques collectivités territoriales et l'agence de développement territorial de Diéma qui ont favorablement apporté quelques éclaircissements sur leurs représentations sociales et institutionnelles sur les dispositifs de développement durable.

2.1 La commune de Nioro du Sahel

La commune urbaine de Nioro du Sahel est une collectivité territoriale située dans le cercle du même lieu. Elle constitue un acteur majeur de mobilisation des dispositifs de développement durable dans le cadre des réformes institutionnelles au Mali (*décentralisation*). Notre contact avec ce dernier a été important à plusieurs niveaux (*géographique, état de coopération avec les acteurs extérieurs, situations des conditions climatiques et sociales etc.*). C'est ainsi qu'elle constitue un acteur majeur de notre étude dans la région de Kayes. Notre interview avait eu lieu avec le Maire de cette ville (Diakité Kalilou) au sein des locaux de la mairie. La ville de Nioro accorde un enjeu important sur les initiatives de développement durable. Il nous avait fait savoir dès le départ que les dispositifs de développement durable sont des facteurs importants et pertinents pour l'état de la situation géographique (*sahel*) et socioéconomique (*pauvreté*) de sa commune.

Nous avons eu des éclaircissements à travers ses représentations suivantes : (Diakité Kalilou 2010) :³⁵⁵ « *le développement durable, c'est une notion à la mode qui est intégrée dans les politiques de développement permettant de capter l'attention de tout le monde et les fonds. Je vais dire que cela permet de trouver de financements. C'est un concept qui est généralement utilisé par le monde politique et est intégré dans nos politiques de développement territorial. Sur certains aspects, ce n'est pas un concept nouveau dans tous*

³⁵⁵ Diakité. K (2010), « Interview avec le maire de la commune urbaine de Nioro du sahel 14 décembre 2010, Nioro du sahel.

les sens. Mais, comment l'interpréter selon le temps et dans les sociétés ? Sinon, lorsque vous regardez bien dans nos sociétés, certaines choses montrent que ce n'est pas un concept nouveau. Mais dès que j'utilise ce mot, je pense ailleurs ». L'action du développement durable est une norme sociale qui vise à atteindre des objectifs. Cette action est devenue une source des valeurs et d'inspirations pratiques (*le développement durable est devenu la référence de toutes les actions*) des politiques publiques. Cette norme et d'action est différemment pratiquée dans des sociétés différentes. L'action collective peut émerger dans les contextes différents liés à des problématiques spécifiques des territoires donnés. Ainsi, il rajoute que le développement durable a une origine particulière. Selon lui : « *C'est un concept étranger, mais quand vous regardez bien le contenu, ce n'est pas étranger. C'est le mariage entre l'économie, le social et l'environnement. Il s'agit de préserver l'environnement, respecter le sol pour cultiver. Par exemple, on dit de ne pas pêcher la nuit pour permettre aux poissons de se reposer la nuit. Pour moi, le contenu a toujours existé, mais sachez quand même que le concept a été importé* ».

Son point de vue montre que les discours élitistes sur les dispositifs de développement durable dominant les sens que peuvent donner les spécificités territoriales. Autrement dit, les populations locales ont leur propre sens à donner sur les pratiques existantes de développement durables. Mais les normes internationales et les tentatives d'uniformisation des modèles de développement durable, escamotent certaines réalités montrant que le concept de développement durable est pratiqué localement. Les acteurs locaux éprouvent des difficultés inventives comparables aux modèles dominants. Cette réalité connaît des difficultés d'émergence et d'insertion dans l'action publique dominée par les mesures des réformes institutionnelles au Mali (*décentralisation, coopération décentralisée...*).

2.2 La commune de Diéma

Nous avons rencontré le Maire de la ville de Diéma (*région de Kayes*) dans le cadre de nos enquêtes. Diéma est une collectivité territoriale décentralisée. C'est une commune rurale et demeure le chef-lieu du cercle de Diéma. Son positionnement géographique (*le sahel*) et ses situations socioéconomiques (*l'extrême pauvreté*) sont au carrefour des dispositifs de développement durable. Pour notre interview, nous avons rencontré le maire qui est un ancien migrant de retour de France. Ses visions sur la gestion de la collectivité territoriale sont nombreuses. Selon lui, la thématique du développement durable est une action collective qui concerne sa commune. Il voit le développement durable de la manière suivante : « *je vous*

réponds directement que le développement durable est un concept importé. Cette action qui concerne les pratiques quotidiennes, je sais que les idéaux qui existent déjà chez nous. Pour moi, les projets et les programmes de développement doivent continuer dans le temps. Chez nous ici, on trouve ce phénomène partout et à tous les niveaux. Je pense que sur ces pratiques de développement durable, le manque de moyens fait défaut. Par exemple, vous avez dans certains projets comme la maison en dur, les projets d'adduction d'eau potable, les jardins maraîchers etc. ». Ces représentations sur le développement durable concernent l'action collective qui émerge une norme sociale et des valeurs. Ces facteurs conditionnent nos regards et nos manières de faire le développement dans les territoires. Nous avons des logiques d'actions collectives qui montrent que les dispositifs de développement durable sont quotidiennement menés sur le terrain mais, les acteurs locaux ne se l'approprient pas. C'est une dimension de l'historicité évoquée précédemment qui concerne l'ensemble des activités humaines créatrices de changement. Les différentes activités citées par le maire sont des indicateurs qui orientent les conduites sociales et donnent l'impression de l'existence des spécificités territoriales. Ces dispositifs de développement durable proposés aux populations locales sont par ailleurs, des instruments de socialisation et d'interaction et construisent des relations sociales. Même si les spécificités territoriales existent, elles ont été dissimilées par les normes internationales de développement exogènes et transmises petit à petit aux populations locales.

2.3 Le Conseil Régional d'Ile-De-France

Nous avons rapproché notre enquête auprès d'autres acteurs pour souligner les visions et représentations sur les dispositifs de développement durable. C'est le cas des collectivités territoriales partenaires étrangères (*du côté de la France*) en coopération avec la région de Kayes. Nous avons choisi le cas du Conseil régional d'Ile-de-France où quelques représentations ont été soulignées sur les dispositifs de développement durable. Ainsi, nous avons rencontré le responsable en charge des projets et programmes dans la région de Kayes. Il est également chargé des questions relatives aux coopérations internationales. Dans l'interview, il donne sa vision (*Huré Arnaud 2017*)³⁵⁶ suivante : « *le développement durable est défini par plusieurs piliers (économie, société, environnement). C'est la base de ces quatre piliers qui font du développement durable pour la gestion rationnelle des services et*

356. Huré Arnaud, (2017), « Interview sur les coopérations décentralisées entre la région de Kayes et la région Ile de France », Paris.

des programmes. Ce sont ces quatre piliers qui relèvent de la potentialité d'un territoire. C'est aussi valoriser les potentiels endogènes d'un territoire. Il s'agit encore de valoriser les ressources d'un territoire donné y compris la région de Kayes qui a des besoins énormes. Le concept développement durable est arrivé lors de l'événement de Rio en 1992. Le développement durable a été formalisé et rendu légal en France par l'administration territoriale décentralisée. Il prend la déclinaison locale pour les territoires (avec l'outil de l'Agenda 21). Derrière tout ça, il y a la question d'appropriation qui manque au sein des populations. On a plusieurs critères à souligner et qui ont été si nécessaires pour nous à savoir :

- les bénéficiaires ne se sont pas appropriés des dispositifs de développement durable ;*
- on a financé des diagnostics ;*
- le travail d'animations est le levier d'actions ;*
- on n'a pas imposé les dispositifs à nos partenaires de Kayes ;*
- la CADRKF (instrument et structure de la société civile de Kayes en France) est l'organe de suivi de nos actions ici et là-bas.*
- on s'aligne sur des organes locaux sur place pour réaliser des actions communes ;*
- notre stratégie est locale qui privilégie les acteurs locaux afin de faire participer beaucoup de personnes à nos projets sur place ».*

La région Ile-de-France constitue un cadre privilégié de partenariat au niveau de l'appui institutionnel et du développement territorial de la région de Kayes. Les efforts en faveur des dispositifs de développement durable sont considérables de part et d'autre (*partenaires*) pour cette dynamique de reconstruction territoriale. Les éléments listés ci-dessus nous confirment la continuité d'un système de développement élaboré et diffusé par le partenaire détenteur des moyens financiers. Comment les spécificités territoriales ont été prises en compte dans ce processus de partenariat ? La collectivité territoriale (*Ile-de-France*) en tant qu'acteur institutionnel, privilégie et joue l'intermédiaire envers les principaux bénéficiaires des dispositifs de développement durable. A cet effet, qui participe et qui bénéficie les dispositifs proposés par le partenaire du Nord (*Ile-de-France*) ? En vue de répondre à cette question, la diversité de la société civile et la complexité des représentants locaux (*Région de Kayes*) nous intrigue à mettre l'accent sur les conditions d'accès à l'espace

public de participation et de prise de décision publique. Autrement dit, il y a un champ de partenariat élitiste (*seuls quelques représentants, élus locaux, notables...*) qui permet à certains notables de la région d'influencer. La société civile dans sa diversité est complexe. Certains acteurs se réclamant de la société civile sont susceptibles de s'accaparer aux ressources disponibles (*en raison de leur positionnement favorable*) au détriment de certaines classes.

La question d'équilibre de développement et de redistribution équitable des ressources est-elle traitée par ce cadre de partenariat au regard des attentes des populations locales ? Certes, les mesures et dispositifs tests de développement durable sont parfois mis en place. Mais, la question d'équilibre territorial au niveau de la réalisation des infrastructures à l'échelle régionale demeure suspendue à l'endroit de la corruption, du clientélisme local et des détournements des fonds publics. A cet obstacle, l'impact de ce partenariat se fait moins sentir par les populations ciblées par les dispositifs de développement durable. Notre classification des acteurs précédemment soulignée nous permet d'identifier certaines classes (*au sens de Karl Marx*) qui s'approprient mieux aux dispositifs (*le cercle des élus, les notables, les personnalités influentes...*) que d'autres classes (*la classe populaire non représentée, les illettrés...*). En pratique, ce cadre de partenariat privilégie la participation des populations dans une sphère institutionnelle (*entre collectivités territoriales*) sans véritablement exploiter certaines spécificités territoriales propices à l'équilibre de redistribution des ressources nécessaires. La vision de ce cadre de partenariat constitue un moyen de développement territorial à l'échelle régionale qui nourrit parfois, les sentiments d'abandon et de mépris de certaines réalités locales. Par exemple, pour les projets et programmes d'électrification de certains villages de la région de Kayes, la problématique (*participation, clientélisme local, détournement des fonds...*) d'équilibre et de redistribution équitable des projets demeure non résolue. Les intervenants extérieurs (*technicité et savoir-faire*) inspirés des modèles de développement venus de l'extérieur sont-ils en mesure de prendre en compte toutes les capacités et spécificités territoriales ? La complexité des attentes des populations locales remet en question l'interventionnisme de ces modèles de développement occidentalocentrés. Ce sont des logiques systémiques fondés sur les moyens techniques et financiers paradoxales aux réalités locales (*parfois, les projets ne sont jamais réalisés*) stagnantes face à la dynamique d'innovation sociale et le processus de reconstruction territoriale. L'action des réformes institutionnelles via le cadre de partenariat contribue à défendre des valeurs partagées et des normes sociales (*participation*). A cet effet, les différents processus de

développement, de reconstruction territoriale et d'innovation sociale à l'échelle de la région de Kayes, connaît un champ marqué par le déficit démocratique.

2.4 Commune de Montreuil

La commune de Montreuil constitue le second cadre de partenariat pertinent pour ce travail de recherche. Elle est une collectivité territoriale décentralisée de la république française qui a des liens historiques avec d'autres acteurs locaux de la région de Kayes. En tant que partenaire privilégié, elle demeure déterminante dans le cadre de l'appui et la mise en œuvre des dispositifs de développement durable. Nous avons effectué une rencontre avec le Maire-adjoint en charge des coopérations internationales qui a largement dégagé ses visions sur les dispositifs de développement durable. Selon lui (*Claude Rezinik. 2018*)³⁵⁷: « *le développement durable, c'est un certain nombre d'objectifs. Les acteurs ont mis en avant, cette idée pour l'intérêt général auprès des décideurs politiques. Aussi par l'action des associations qui défendent petit à petit les causes de l'environnement, de l'équilibre social et économique entre les penseurs du milieu universitaire et l'influence des pays développés, le développement durable a pris l'ampleur dans tous les sens. En dehors de cela, il y a eu des événements (comme Rio, Kyoto...) auxquels les politiques ont récupéré la notion pour des fins politiques. En ce qui nous concerne ici à Montreuil, l'ancien maire Jean-Pierre BRARD, a su intégrer dans ses politiques municipales de coopération décentralisées avec ses partenaires extérieurs du Mali notamment, le cercle de Yélimané. C'est ce qui a donné naissance au PADDY comme instrument de travail de développement durable entre nous et nos partenaires de Yélimané. A savoir que cette notion n'était pas bien développée sur le territoire de Montreuil* ».

Ce témoignage du maire montre que la ville de Montreuil constitue un des acteurs pionniers des processus de développement territorial à Yélimané. Elle a émergé l'action des politiques publiques de développement auprès de ses partenaires comme Yélimané dans la région de Kayes. Cette action collective a mis en place des normes et d'objets de développement (*projets, programmes...*) développés autour des valeurs partagées (*protection de l'environnement, développement territorial etc.*). L'action collective demeure aujourd'hui, un cadre de référence pour beaucoup d'acteurs externes intervenant dans ce territoire.

357. Rezinik. C, (2018), «Interview avec le Maire-adjoint de Montreuil sur la mise en œuvre du PADDY », Montreuil.

Ce cadre de partenariat de Montreuil permet d'identifier ses valeurs, ses normes et ses règles dans la dynamique de reconstruction territoriale. Le partenariat de Montreuil intègre la reconstruction d'un système d'action locale intégrant des dimensions exogènes à l'heure où les initiatives de développement sont accompagnées et imposées par les organismes extérieurs. Cet environnement extérieur (*ville de Montreuil*) joue un rôle important dans la définition, la diffusion des dispositifs de développement durable et la mobilisation des ressources nécessaires. En parallèle, l'approche des spécificités territoriales comme environnement interne, mérite dans ce cas présent à tenir compte du système d'action locale et à contextualiser les relations sociales. Ce partenariat émerge un ensemble des systèmes des représentations sociales complexes (*économique, social, environnement, acteurs publics privés...*) pour les populations locales et les autorités locales. Ce cadre de partenariat constitue une gouvernance externe qui émerge des rencontres, des échanges et des conflits de tout genre dont la principale finalité est de faire participer tous les acteurs et parvenir à l'effort de développement territorial. Ce système d'action locale est marqué par la présence d'acteurs d'élus et d'acteurs de la société civile formant l'identité du territoire donné. Les relations sociales qu'ils entretiennent visent la dialectique, la participation comme norme sociale du système. Cette norme sociale par la participation permet de déconstruire la « *configuration développementiste* » proposée par Jean Pierre Olivier De Sardan.

En effet pour lui, la « *configuration développementiste* » désigne « *cet univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chefs de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou gèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables* »³⁵⁸. Cette définition caractérise le cadre de partenariat actuel entre la commune de Montreuil et le cercle de Yélimané. En considérant cette définition qui englobe un tout, on peut constater que les spécificités locales et certains acteurs locaux sont exclus de la conception à la mise en œuvre des dispositifs de développement durable. C'est ainsi qu'on propose « *une configuration locale* » à partir des réalités vécues, intégrant le changement social (*lutte contre la pauvreté*), l'innovation sociale dans le processus de développement territorial. Chaque milieu social dispose sa propre configuration sociale et territoriale susceptible de déconstruire les modèles de développement dominants et endogènes.

358 Olivier De Sardan, J-P., 1995, op.cit.

2.5 L'Agence de développement territorial de Diéma

Des organismes indépendants se professionnalisent de plus en plus dans l'analyse et la recherche des questions relatives aux différents processus de développement territorial. C'est le cas de nos enquêtes menées auprès d'un autre type d'acteur de développement qui a pu apporter son regard, ses représentations sur les dispositifs de développement durable. Il s'agit de l'agence de développement territorial de Diéma qui a consacré un moment d'interview avec nous. En tant qu'ancien maire et agent de développement local, il a développé ses visions suivantes.

Selon lui (N'tji Keita 2010)³⁵⁹: « *le développement soutenable ou durable, c'est pareil ! On a été inondé de ça ! Au retour de France de mes études, j'ai su que c'est un concept venu d'ailleurs. Si on regarde le Cercle de Diéma que je connais dont l'activité principale est l'agriculture, il y a une réelle menace, voir la dégradation grandissante de l'environnement. Qu'est-ce qu'on doit faire ? On regarde comme ça pour ne rien faire ! Je pense qu'il y a un besoin crucial pour y faire face. Nous sommes en démocratie et il y a certaines choses qui ne sont pas appréciables par les populations locales. Avec l'UE, on a eu l'idée d'élaborer cette notion. Il faut le faire comprendre aux populations locales. Le projet du PRECAD est financé par l'UE et s'inscrit dans sa vision. Il parle de pauvreté, environnement et implication des acteurs. Je pense que si on arrive à impliquer les acteurs dans leur propre développement, on sortira avec les trois piliers du développement durable. Il suffit de regarder un peu les périmètres maraîchers pour qu'on génère des ressources dans les affaires locales. Par exemple avec les périmètres maraîchers, il faut absolument faire les haies-vives pour qu'on ait les trois piliers de développement durable ».*

En s'approchant de la vision normative du développement territorial (*la participation de tous les acteurs...*), on peut constater la présence des logiques institutionnelles (*modèles de développement externes*) et logiques non-institutionnelles (*les savoir-faire locaux menés par les populations locales*) qui s'affrontent dans les champs de développement territorial. Les acteurs en situation de comprendre les processus de développement (*comme le cas du directeur de l'agence de développement territorial de Diéma*) se projettent dans des logiques d'appropriation et de compréhension des dispositifs de développement endogènes (*encourager les cultures maraichères pour l'agriculture biologique, les haies vives...*).

359. Keita N'tji, (2010), « Interview avec le directeur de l'agence de développement territorial et ancien maire », Diéma.

Cette vision et démarche dégagée par le directeur de l'agence de développement territorial de Diéma, essaye de dépasser le cadre d'interventionnisme des organismes extérieurs de développement, des logiques institutionnelles et l'imposition des modèles exogènes de développement. Il tente de mettre en relation, les savoir-faire locaux de développement (*haie-vive, maraichage...*) pour l'accompagnement et l'autonomisation des populations locales dans les processus de développement territorial.

Le directeur apporte un ensemble de représentations sociales visant les initiatives de développement. C'est une action collective de politique publique considérée comme condition de mobilisation émergente qui fait face à des problèmes sociétaux, environnementaux, culturels, économiques impliquant les multiples acteurs. Nous avons rencontré un agent de développement qui a pu montrer une action collective émergente. Cette action collective a ses propres spécificités dans les territoires concernés au sahel. C'est ainsi que pour lui : *« ce concept a trouvé des usages et pratiques coutumières chez nous. Par exemple, il est toujours interdit dans certaines localités de couper des arbres pour le bois de chauffage, de tuer certains animaux ou de pêcher pendant la nuit sans ordre. Tout ça, c'est pour protéger l'environnement. C'est un concept importé et imposé, bien entendu, il ne faut pas l'imposer chez nous. Je suggère de partir ou prendre en compte des réalités de chez nous »*. L'objectif recherché dans les dispositifs de développement durable ne réside pas seulement aux moyens et techniques proposés par les modèles de développement exogènes. C'est plutôt les relations sociales situées et construites à partir des réalités locales que les différents processus de développement territorial intègre tous les acteurs et trouvent le sens des dispositifs de développement durable.

II - Les représentations des acteurs informels sur les dispositifs de développement durable dans la région de Kayes.

En se référant à notre tableau de classification des différents acteurs, nous avons des acteurs informels qui mènent des actions de développement durable au niveau de notre terrain de recherche. Ce sont les acteurs issus de la société civile que nous avons rencontré sur le terrain en France et au Mali. A cet effet, nous nous sommes rapprochés de quelques ONG et associations de développement territorial. Dans un premier temps, on souligne les ONG puis dans un second temps, on souligne les représentations de quelques associations de développement territorial.

1 Les ONG en charge de mise en œuvre des projets et programmes de développement durable

La question de développement durable est largement évoquée par les ONG en charge de la mise en œuvre des dispositifs de développement durable dans la région de Kayes. A cet effet, nous avons pu interviewer deux ONG (PRECAD et KARED) phares à Nioro du Sahel. Il a été souligné dans les paragraphes précédents que les ONG constituent les acteurs intermédiaires entre les populations locales et les acteurs institutionnels initiateurs des dispositifs de développement durable. Les deux types d'ONG que nous soulignons ci-dessous, étaient chargés d'appliquer les programmes relatifs aux dispositifs de développement durable.

1.1 Le PRECAD

Le PRECAD est le projet de renforcement des capacités des collectivités locales pour les cercles de Nioro et Diéma. C'est un dispositif qui consiste à renforcer les capacités des collectivités locales via aux relations de partenariat sur les cercles de Diéma et Nioro. Ces deux localités représentent à peu près, les mêmes difficultés de développement à l'échelle régionale. Autrement dit, les cercles de Diéma et Nioro du Sahel, ont des caractéristiques similaires liées à la pauvreté très élevée dans les deux cercles à l'échelle régionale. L'ONG en charge d'appliquer les dispositifs était composée d'un directeur et deux conseillers de Cercle qui représentent, chacun un Cercle. Elle a à peu près la même mission et objectifs de développement que le PDESC (*Programme de Développement Economique, Social et Culturel*) comme instrument de développement territorial pour les collectivités territoriales au Mali. La PRECAD représente les dispositifs de développement durable à travers les points de

vue suivants du directeur que nous avons rencontré. C'est la personne en charge de la mise en œuvre des dispositifs de développement durable (*Sylla Aboubacar 2010*). Selon lui : « *j'ai tout temps entendu ce mot et je travaille même pour orienter les choses sur un développement vraiment durable. C'est une sorte de développement qui veut changer les choses. Depuis une longue date, on en parle partout. Même nous dans nos projets on fait tout temps usage à ce concept. J'étais même en France au mois de juin dernier (2010) pour un forum mondial sur le thème de développement durable. J'ai appris beaucoup de choses sur cette notion. Vous et moi on s'était vu non ? Donc, c'est une autre vision qui veut aller vers la réalité* ». La vision de l'ONG PRECAD est de mettre en action, les politiques locales de développement durable soutenues par les collectivités territoriales de Nioro, Diéma et leurs partenaires de l'UE. Sans trop répéter, nous avons déjà signalé que les ONG font l'intermédiaire entre acteurs différents et émergent les logiques d'action publique locale. Ce sont des systèmes d'action qui permettent de diffuser les manières de faire le développement universaliste imposé à d'autres acteurs considérés être dans les besoins de développement. C'est dans ce sens que la PRECAD mobilise les outils mis à sa disposition permettant de diffuser les valeurs liées au processus de développement dans les localités concernées. Cette démarche fait émerger les manières et les concepts de développement durable venus de l'UE comme principal bailleur et initiateur des dispositifs de développement durable. C'est ainsi que le cadre de partenariat est largement accentué par l'ONG pour mettre en contact plusieurs acteurs (*collectivités territoriales, société civile...*) afin que les objectifs recherchés soient atteints en matière de lutte contre la pauvreté.

1.2 Le KARED

En vue de mieux s'imprégner dans les réalités vécues du terrain, nous avons continué notre recherche de terrain avec la deuxième ONG en charge d'appliquer les dispositifs de développement durable. Il s'agit de l'ONG KARED dont le siège est à Nioro du Sahel. Elle appuie les initiatives et projets locaux portés par les femmes dans trois cercles de la région (*Nioro, Diéma et Bafoulabe*). Au niveau de ses missions sur le terrain, elle a des similitudes que la précédente. Elle est organisée au niveau local avec quelques unités de représentations villageoises créées en janvier 1998 juste après le départ du GRDR (*Groupe de Recherche pour le Développement Rural*) dans la zone. D'abord, les bailleurs ont créé le PACDEL1 pour trois ans (de 2000 à 2003). Après, il y a eu PACDEL2 pour 3 ans (de 2005 à 2007). Ce programme intervenait spécialement sur le développement local dans les cercles de Diéma et Nioro. Selon le directeur du KARED (*Diallo Aboubacar 2010*), les dispositifs qualifiés de

développement durable portent sur plusieurs dimensions. Ainsi, ses points de vue sont les suivants : « nous dans notre domaine d'intervention dans les cercles concernés, c'est créer des emplois durables. On mène des actions pour l'emploi et faire en sorte qu'elles soient profitables aux populations locales. Dans notre démarche, c'est de faire en sorte que les actions restent sur les terroirs locaux. J'entends ce concept de développement durable surtout avec les intervenants extérieurs. Il est bien employé ce dernier temps pour recadrer les actions ou réorienter nos politiques de gestion. A mon avis, c'est un concept importé et imposé par les bailleurs qui donnent certaines orientations. Il est bien venu de l'étranger. C'est difficile de voir comment le citoyen va devoir prendre sa place et, bien comprendre de tout ce qui se passe auprès des techniciens. Nous avons à peu près, les mêmes éléments croisés que le PRECAD. Les points de vue suivants montrent que nous sommes dans la même logique et « configuration universalité du développement » venues de l'extérieur. Le directeur du KARED montre que cette action publique locale qui valorise les territoires considérés comme prioritaire en matière de lutte contre la pauvreté. L'action visée est de générer des ressources par l'emploi. Ce sont des normes sociales qui émergent des contacts et des rencontres. C'est un cadre de partenariat qui noue des relations sociales entre acteurs différents dans un contexte donné. En tant qu'acteur intermédiaire entre populations locales et bailleurs de fonds (UE, L4Etat malien...), l'action constitue un système qui permet d'intégrer une diversité d'acteurs potentiels pour les territoires concernés. Elle crée des sous-systèmes à partir des unités placées au niveau des villages afin que les logiques ou les manières de faire les dispositifs de développement créent des ressources liées à l'emploi. Cette démarche dans les trois cercles a-t-elle d'impact sur la lutte contre la pauvreté et sur les réalités vécues ? A en croire que l'action publique locale constitue un cadre privilégié pour les ONG. En tant qu'acteur de la société civile, elle fait l'intermédiaire en vue d'appliquer et diffuser les mesures dictées par les bailleurs de fonds. Son impact en termes de lutte contre la pauvreté reste à déterminer au niveau des relations sociales nouées. Il s'agit des relations sociales fabriquées par les acteurs influents et les acteurs non-influents dans les territoires concernés. Autrement dit, vu le contexte d'influence et de domination qu'engendrent les systèmes et les sous-systèmes d'action collective, on s'intéresse à identifier les processus participatifs liés à la création des ressources d'emploi. Cela montre que les dynamiques des relations sociales dans le cadre de partenariat entre acteurs multiples nous intriguent à mesurer l'aspect d'équité d'accès aux ressources et de participation des acteurs à la prise des initiatives. Face au phénomène de la corruption locale, le clientélisme (*personnes ressources, techniciens, notables, élus locaux...*), les actions affairistes, les dispositifs pour l'emploi

demeurent complexes dans les territoires locaux. Les mesures du modèle de développement endogène véhiculées par l'ONG se croisent aux spécificités territoriales qui sont moins considérées dans ce système complexe des processus de développement. A cet effet, les dispositifs de développement durable liés à la création d'emploi demeurent complexes vis-à-vis des spécificités territoriales qui ne sont pas intégrées dans les processus de développement inspirés des modèles dominants de l'occident.

2. Les associations de migrants en charge de développement local

La société est largement caractérisée par l'émergence d'associations. Dans le contexte de notre recherche, nous nous sommes intéressés aux associations considérées comme acteurs de terrain. La région de Kayes est caractérisée par la dynamique associative à travers l'exemple des associations des migrants originaires résidant en France. Au niveau du terrain, nos enquêtes ont été menées auprès de quelques associations intervenant dans les villages originaires des migrants vivant en France. En effet, c'est grâce aux actions et aux efforts de changement inspirés de ces migrants installés en France que les questions de développement territorial sont largement traitées par les instances associatives. Nous avons les représentations de ces associations telles que : l'ACDS (*Association des Communes du Diombougou et Séro*) et de l'ADCYFOSI (*Association pour le Développement du Cercle de Yélimané en France et les Organisations de la Solidarité Internationale*). Nous soulignons quelques représentations de celles-ci.

2.1 L'ACDS (*Association des Communes du Diombougou et Séro*)

Cette structure associative a été créée en 2010 à l'initiative des ressortissants de six communes résidant en France. Elle représente l'intercommunalité en vue de conjuguer les efforts de développement territorial. C'est une association qui est régie par la loi 1901 en France. Elle a mené des actions dans le domaine du développement territorial notamment, la réalisation des projets d'adduction d'eau potable dans les différentes communes de la région de Kayes. Lorsque nous avons rencontré son président (*Diakité Sadio 2018*), il a largement donné ses visions sur le développement durable. Selon lui, le développement durable est associé à plusieurs défis à relever tels que l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire etc. Il montre ses points de vue suivants : « *je trouve que nous avons notre propre développement durable. Mais de façon générale, l'origine de ce phénomène a été importée par les européens dans le cadre de leurs coopérations avec nos pays. Chez nous, la notion de durabilité et le développement ne peuvent pas se faire d'un seul côté. Je trouve que la notion de*

développement durable n'est pas bien saisie et parlé par nos populations. C'est quelque chose qui nous est imposée par nos partenaires. On a l'impression que c'est quelque chose qui est décidée d'ailleurs et par quelqu'un d'autre. Par conséquent, il est importé et appliqué chez nous dans le cadre institutionnel notamment l'appui institutionnel de la décentralisation au Mali, la démocratisation des institutions etc. ». Nous sommes dans la dynamique d'appropriation des dispositifs de développement face à des réalités vécues par les associations comme l'ACDS. La reconstruction territoriale et l'innovation sociale sont des facteurs auxquels les associations montées par les migrants originaires de la région de Kayes contribuent considérablement aux efforts du changement territorial. Elles contribuent également à la déconstruction des perspectives trompeuses des modèles de développement exogène. Les systèmes d'action institutionnels sont parfois complexes et difficiles à distinguer certaines logiques. Autrement dit, les bénéficiaires des dispositifs s'adaptent et s'approprient difficilement. Mais, le cadre associatif permet grâce aux relations sociales de s'adapter à des situations difficiles.

Les dispositifs de développement durable sont placés dans un contexte d'extériorité et d'étrangéité venant d'ailleurs. L'ACDS montre cette situation à travers les points de vue du président que le développement durable comme action sociale demeure dominé par les structures et dispositifs extérieurs. Qu'en est-elle de l'appropriation de ces dispositifs pour les populations locales et les spécificités territoriales ? Les associations étant très proches des populations locales constituent l'intermédiaire privilégié pour les populations concernées. Elles déploient des moyens endogènes qui contredisent les dispositifs de développement durable intégrés par le cadre de partenariat considéré parfois déficitaire en termes de participation politique. Autrement dit, les dispositifs de développement exogène demeurent méconnus et inappropriés par les populations bénéficiaires. La reconstruction territoriale et l'innovation sociale (*les biens d'équipements réalisés par les associations*) sont des facteurs construits à partir des interactions et des relations sociales. Avec celles-ci, les spécificités territoriales permettent aux partenaires techniques d'adapter leurs logiques institutionnelles et les dispositifs de développement exogène à certaines réalités de ces territoires (*illettrisme, déficit de participation, pauvreté...*). C'est ainsi que le cadre associatif constitue une spécificité territoriale qui participe à la reconstruction et à l'innovation sociale de ces territoires de Kayes (*l'exemple des infrastructures de base telles que centre de santé, barrages, écoles, adduction d'eau potable...*). Les représentations des associations sur les dispositifs de développement sont intrinsèquement liées à l'usage de leurs projets et aux

domaines d'intervention. Chaque association en tant qu'acteur de la société civile dispose ses propres représentations et domaines sur les dispositifs de développement durable.

2.2 L'ADCYFOSI (Association pour le Développement du Cercle de Yélimané en France et les Organisations de la Solidarité Internationale).

Nous avons rapproché nos enquêtes auprès d'une deuxième association qui incarne certains éléments pertinents permettant de mieux appréhender des logiques associatives dans les processus de mise en œuvre des dispositifs de développement durable. L'ADCYFOSI est une association régie par l'esprit de la loi 1901, créée en 1994 à l'initiative des ressortissants de Yélimané résidant en France. Elle était créée dans le but de promouvoir des actions de développement durable dans le cercle de Yélimané. C'est un acteur de la société civile en charge des questions relatives au développement territorial du cercle de Yélimané. Dans le cadre de nos recherches de terrain, nous avons pu rencontrer le président (*Baradji Cheickna 2018*) pour nos interviews. C'est un ressortissant originaire du cercle de Yélimané. Il est âgé d'une quarantaine d'année et est sans diplôme. Notre interview avec lui s'est déroulée dans la langue locale. Il est actif dans le monde associatif et dispose d'une expérience appréciée dans les champs de développement de son lieu d'origine. Selon lui le développement durable doit se concentrer sur le territoire maîtrisé. Il souligne ses points de vue suivants sur les réalités territoriales de Yélimané et les besoins réels des populations concernées³⁶⁰.

Selon lui : *« le développement durable, c'est trouver des solutions pour nos enfants qui quittent nos territoires et se jettent dans la mer pour immigrer vers l'Europe! Cela implique une réponse immédiate et faire des investissements, faire venir les entreprises sur les territoires de ces migrants. En plus, il faut des bonnes routes dans nos territoires pour qu'il ait un développement durable. C'est mettre des emplois de continuité comme le PADDY proposé sur le territoire de Yélimané. On a mis un projet entre Yélimané et le Brésil pour le reboisement et beaucoup des moyens techniques relatifs à la protection de l'environnement mais, rien n'a marché correctement. En fait, pour vous parler de l'origine du développement durable je n'ai pas assez à dire. Vous savez déjà que je n'ai jamais été à l'école ! Juste je me débrouille avec mon expérience associative. Le développement durable, nous on entend*

360. Baradji Cheickna (2018), Président ADCYFOSI (*Association pour le Développement du Cercle de Yélimané et les Organisations de la Solidarité Internationale*), « Interview sur la mise en œuvre du PADDY dans le Cercle de Yélimané ».

toujours avec nos partenaires de la France notamment tels que nos partenaires de la ville de Montreuil. C'est surtout dans nos coopérations avec eux, qu'on entend parler beaucoup de développement durable ». Nous avons l'analyse du président de cette association qui montre que chaque acteur engagé dans les champs de développement n'a pas systématiquement lié à des conditions sociales. Ce président de l'association ADCYFOSI n'a jamais été à l'école, mais, parvient à nous analyser ce que représentent les dispositifs de développement durable. Ses points de vue montrent que les mêmes similitudes se répètent dans les processus de développement que nous avons précédemment souligné. Les mêmes logiques institutionnelles sont identifiables dans cette analyse donnée. Autrement dit, les différents partenariats qui existent entre la ville de Montreuil et certaines associations, construisent des liens humains historiques de l'immigration, des relations sociales et interactions entre acteurs. A partir de facteurs sociaux, nous avons les spécificités territoriales du cercle de Yélimané qui sont identifiées dans un cadre associatif et partenarial. Le développement endogène à partir des liens sociaux et spécificités territoriales se nourrit des relations sociales informelles et des contacts noués entre acteurs. Ces derniers relèvent de l'historicité d'un territoire ou des personnalités qui ont le savoir-faire local dans un espace donné. Les caractéristiques du territoire de Yélimané (*la diversité d'associations engagées dans le développement territorial*) et celui de Montreuil se rejoignent sur le volet partenariat qui vise à construire des projets. Ce cadre partenariat peut émerger deux formes d'organisations au plan interne et externe. Au plan interne, nous avons les associations locales sur le territoire organisées dans des logiques informelles liées aux spécificités locales. Au plan externe, on remarque l'interventionnisme des organismes extérieurs apportant des logiques institutionnelles relevant des savoir-faire techniques liés aux modèles de développement exogènes. C'est le cas de ce président de l'ADCYFOSI qui tend à apporter une dimension réelle de son territoire. Grâce à son positionnement social (*expériences, savoir-faire relationnel...*), on constate que certaines spécificités locales tendent à défier certains facteurs considérés comme inaccessibles aux associations engagées dans les processus de développement local. C'est pourquoi, la question de l'immigration est intégrée dans ces processus de reconstruction territoriale et d'innovation sociale comme enjeu de développement durable. Cette thématique de l'immigration est l'ancrage social qui construit en grande partie, plusieurs objectifs de développement entre acteurs engagés pour la reconstruction territoriale et l'innovation sociale (*projets, programmes de développement tels que : centre de santé, écoles, barrages, adduction d'eau potable etc.*).

Section 2

Réalités des territoires et manque de performativité des dispositifs de développement durable dans la région de Kayes.

Un peu partout dans les localités où les acteurs sont engagés dans les processus de développement territorial, on s'interroge sur l'impact et les capacités des dispositifs de développement engagés par les acteurs. C'est surtout au niveau du postulat qui remet en question, des modèles de développement exogènes nourris par des sentiments d'échecs et de faiblesses des dispositifs de développement durable. C'est pourquoi dans cette section, on cherche à identifier les points qui décrivent d'une part, les réalités territoriales et d'autre part, le manque de performativité des dispositifs de développement durable. A cet effet, on met l'accent sur les réalités socioculturelles et contraintes de développement territorial de la région d'une part et d'autre part, on traite les approches endogènes des acteurs engagés dans des processus de développement durable.

I – Les réalités socioculturelles et contraintes de développement territorial de la région

Nous soulignons quelques points liés à l'illettrisme comme obstacle à la mise en œuvre des dispositifs de développement durable dans la région.

1. Illettrisme dans la région : un obstacle pour le développement durable

Les processus de développement sont confrontés au phénomène de l'illettrisme qui constitue une problématique réelle de la région. Ce problème est indexé comme un des facteurs qui fait obstacle à l'émergence des processus de reconstruction territoriale et d'innovation sociale de la localité. Dans ce contexte, nous avons souligné les points de vue de certains acteurs directs en charge de la mise en œuvre des dispositifs de développement durable. L'objectif est d'appréhender davantage et décrire les réalités territoriales liées à ce phénomène. Avec ce volet d'illettrisme, nous nous sommes rapprochés de certaines catégories d'acteurs concernés qui ont apporté un éclairage sur ce problème. Il s'agit des acteurs suivants : *les élus, les techniciens, les associations, les ONG etc.*

Ce facteur d'illettrisme peut être placé dans divers sens. D'une part, il est considéré comme facteur qui n'empêche pas les acteurs déterminés à soutenir leurs territoires donnés. C'est-à-dire, l'illettrisme ne peut pas être un prétexte qui empêche les acteurs à faire leur propre développement territorial. D'autre part, il est considéré comme obstacle qui constitue

le moteur de toutes les actions de développement. Selon le maire-adjoint de Montreuil³⁶¹, c'est dans sa commune (*Montreuil en France*) et à Yélimané (*Mali*) que les dispositifs de développement durable ont été introduits (*l'exemple du PADDY qui fait du maraichage, l'élevage par l'embouche, les haies-vives...*). Nous avons également beaucoup d'efforts menés par les femmes (*l'exemple de la maison des femmes de Yélimané*) qui n'ont jamais été à l'école mais, leurs actions rentrent dans la logique des dispositifs de développement durable. En effet, les femmes de Yélimané sont regroupées en coopérative avec des techniques de faire le maraichage. Selon le Maire-adjoint : « *avec la maison des femmes de Yélimané et leurs actions réalisées, il faut savoir par-là, qu'on n'a pas forcément besoin d'être instruit pour faire du développement durable. Par contre, s'il faut creuser des puits ou planter les gibiers, il faut un technicien. D'ailleurs, ce sont les femmes surtout qui ont le courage de faire de l'agriculture péri-urbain à Yélimané que les hommes. Cet élan de courage a fait émerger le développement durable. Elles ont appris désormais à faire par elles-mêmes, beaucoup des choses dans la perspective du développement durable (maraichage, maison des femmes, reboisement...).* En milieu sahélien comme Yélimané, l'urgence est là. Il s'agit d'engager des moyens accompagnés par les techniques nécessaires. On peut y arriver à faire des actions sans être à l'école. Comme vous le savez déjà qu'à Yélimané, il y a beaucoup des gens qui n'ont pas été à l'école mais, il y a la détermination derrière leurs projets ambitieux à mettre en œuvre... ».

Cette perspective de mise en œuvre des dispositifs de développement (à travers la *maison des femmes*) menés par les femmes montre que l'illettrisme est un obstacle au développement. Mais les conditions sociales et culturelles du territoire de Yélimané peuvent être vues comme l'historicité au sens d'Alain Touraine. Il définit « *l'historicité* » comme : la « *capacité d'une société de produire ses orientations sociales et culturelles de sa pratique, ou l'action de transformation de la société sur soi* »³⁶². Les acteurs qui n'ont pas été à l'école ont la détermination de faire leurs propres processus de transformations sociales et territoriales. La volonté affichée par les femmes de Yélimané est un acte d' « *historicité* ». Cette position des femmes intrigue les différents partenaires institutionnels engagés dans les processus de développement territorial. Il s'agit du Conseil Régional d'Ile-de-France qui intervient incessamment auprès des structures locales pour l'appui technique et financier. Le chargée de

361. Rezinik, C, (2018), «Interview avec le Maire-adjoint de Montreuil sur la mise en œuvre du PADDY », Montreuil

362. A. Touraine (1973), « Production de la société », Seuil.

mission de la région d'Ile-de-France nous montre que³⁶³ : « *dans notre domaine, peu-importe celui qui se trouve en position de lire/ écrire ou n'est pas l'être !!! De même, s'il y a un élu qui sait écrire ou lire ou pas, cela n'empêche pas notre domaine d'engagement. Ainsi, nous on travaille sur l'alphabétisation des personnes dans la région grâce à certains programmes. On finance déjà des projets locaux pour lutter contre l'illettrisme dans la région. Par exemple, on a des programmes d'alphabétisation pilotés par Essonne Sahel dans la région de Kayes. On travaille également sur une plateforme* ». Cette représentation sur l'illettrisme inspire les transformations sociales, l'innovation sociale grâce à des conditions humaines par l'alphabétisation. En science sociale, cette condition sociale est considérée comme l'accumulation des ressources humaines. L'alphabétisation peut être vue au sens de Pierre Bourdieu comme capital social et culturel³⁶⁴. Le capital social ou culturel est une position sociale construite à partir des processus d'alphabétisation comme condition sociale et culturelle permettant d'intégrer dans les groupes sociaux et culturels. Les processus de développement sont vus au sens de Bourdieu comme champs de domination entre ceux qui accèdent à ces conditions sociales et ceux qui sont dépourvus de ces conditions. C'est pourquoi il définit le capital social comme : « *l'ensemble des ressources réelles et potentielles liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance et de reconnaissance mutuelles* ». Dans la mise en œuvre des dispositifs de développement durable, le capital social et culturel par l'alphabétisation peut être l'objet de domination entre les acteurs. C'est le cas des techniciens, des élus, des notables qui disposent des privilèges considérés comme moyen de domination légal dans les rapports sociaux. C'est ainsi que les spécificités territoriales sont vues comme réalités vécues des territoires locaux.

Dans ce sens des spécificités territoriales, le secrétaire général du conseil régional de Kayes Sissoko Founké (2010) montre que : « *En termes des difficultés liées à l'illettrisme dans la région, on ne sent pas directement. Ce sont les communes qui sont nos partenaires chargées de mettre nos programmes en œuvre. On a fait l'ingérence alphabétique qui consiste à vulgariser les modules. A l'heure actuelle au Mali, la loi électorale a changé ainsi que beaucoup des dispositifs régissant les collectivités territoriales. L'exemple est qu'on ne peut*

363. Huré Arnaud, (2017), « Interview sur les coopérations décentralisées entre la région de Kayes et la région Ile de France », Paris.

364. Selon P.Bourdieu, (1980), il définit que « le capital social est l'ensemble des relations personnelles qu'un individu peut mobiliser dans son intérêt tandis que le capital culturel, est l'ensemble des ressources culturelles dont dispose un individu », Le capital social, Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 31, janvier 1980.

plus être maire sans savoir lire et écrire ». L'évolution des dispositifs institutionnels au Mali prend conscience de la situation de cette problématique d'illettrisme qui freine le développement territorial. Les collectivités territoriales de la région montrent cette réalité et indexent l'illettrisme comme premier obstacle du développement durable.

A l'échelle communale, nous avons les points de vue de quelques élus. Selon le Maire de la commune rurale de Diafounou-Tambacara (Doucouré Ibrahim 2010) ³⁶⁵: « *Tout à fait !!! Ici, les populations sont moins alphabétisées. Dans cette position, il y a un manque de ressources humaines. La place des techniciens devient très importante. Cela demande un grand travail pour expliquer le concept dans les dialectes pour que tout le monde comprenne. Nous avons mené des ateliers de formation dans ce contexte pour que les gens comprennent mieux nos actions avec moins des difficultés. Le concept est bien clair dans les actions que font les populations elles-mêmes. Si vous prenez l'exemple des périmètres irrigués et la protection de l'environnement, les populations trouvent un intérêt dedans. C'est vrai que les techniciens maîtrisent mieux les choses que ceux qui n'ont pas été à l'école du coup, la domination est là !!! Sachez quand même que les choses ne sont pas faites sans elles, chacun contribue et participe pour un vrai développement. Le concept est venu de leur expérience dans tout le sens. Le plus important est de marier les savoirs existants de part et d'autre. C'est pourquoi, les techniciens en la matière élaborent des fiches techniques pour la conduite du programme. On a des grosses difficultés d'élaborer ces fiches et d'autres outils* ». Dans la même perspective, les structures de l'Etat soulignent le même obstacle qui freine le développement de la région. Nous avons le directeur régional des eaux et forêts (Keita Bemba 2010) qui montre ses points de vue sur l'illettrisme. Il voit ainsi : « *Oui..., c'est notre plaie ça dans ce pays !!!! Il faut des responsables qui savent analyser pour comprendre les enjeux. Le développement durable passe d'abord par les élus, et il faut que ces responsables sachent lire et écrire aux côtés de leurs populations. Si les acteurs n'arrivent pas à comprendre, c'est un véritable problème. Nous dans notre domaine, on intervient dans les collectivités et on leur donne les manuels et beaucoup d'outils pédagogiques, ils ne prennent même pas le temps de les lire. Comment vous pouvez comprendre ce phénomène ? On produit des outils et les gens ne savent pas comment faire !!! Je pense qu'ensemble, on doit faire face à ces problèmes* ». Dans le même contexte, le maire de Nioro du Sahel soulève le même problème. Selon lui³⁶⁶ :

365. Doucouré Ibrahim (2010), Op.cit.

366. Diakité. Ibrahim (2010), Op.cit.

«il faut retenir que chez nous, plus de quatre-vingt pour cent (80%) des populations sont analphabètes. Beaucoup parmi les élus sont analphabètes. C'est vraiment un grave problème de chez nous. On ne peut pas avancer dans les processus de développement étant dans des situations pareilles !!!! Pour moi en tant que maire, je me vois confié une responsabilité à accomplir. C'est la confiance qui fait le développement durable. Les élus analphabètes ont la confiance de leurs populations qui est une sécurité. On a introduit les langues locales pour pallier certaines difficultés liées à ce problème d'alphabétisation des élus afin d'atteindre certains objectifs de développement. Maintenant, il faut de garde-fous, il faut des intellectuels pour la destinée de nos populations ». L'ensemble de ces réalités vécues du territoire de la région de Kayes montre qu'une norme sociale ou un symbole de socialisation manque dans les différents processus de développement territorial. Il s'agit de l'alphabétisation considérée comme capital social et culturel. C'est l'action collective considérée comme ensemble des mesures sociales et culturelles qui se rejoignent à un ensemble une norme sociale standardisée et universelle. L'envi d'alphabétiser les populations locales vise à atteindre des normes ou manières de faire les modèles de développement dominant conduits par les intervenants extérieurs ou les bailleurs de fonds.

Ces réalités vécues sur les territoires sahéliens sont soulignées par deux ONG (KARED et PRECAD) qui montrent respectivement l'illettrisme comme facteur qui handicape les actions de développement territorial. C'est ainsi que le directeur de l'ONG KARED montre ses points de vue suivants sur cette problématique³⁶⁷ : « pour que le développement soit durable, il faut d'abord apprendre aux gens les concepts clés liés au développement. Si les populations ne saisissent pas les concepts, nous, nos projets ne sont pas pérennes !!! Les localités où nous intervenons (Nioro et Diéma), le taux d'alphabétisation est très faible. Avec cet handicap, le développement n'est pas durable !!!! Sans l'éducation à la base et avec laquelle on fait apprendre certains aspects à tout le monde, je ne vois pas comment on va s'en sortir. L'école et la formation sont avant tout pour qu'on ait un développement durable. Si à l'époque le taux d'alphabétisation était réduit, aujourd'hui ça beaucoup changé ». Cette perspective d'illettrisme concerne les bénéficiaires des dispositifs de développement durable. Les populations locales sont parfois instrumentalisées de ne pas être dans des conditions sociales (*instruites*) requises pour booster les processus de développement. Cela montre que les collectivités territoriales placent le capital social et

367. Diallo. Adama (2012), Opt.cit.

culturel comme symbole ou conditions humaines que tout acteur doit s'en procurer afin de pouvoir participer à l'action publique. Selon le directeur du PRECAD Sylla Boubacar (2010)³⁶⁸ : « dans ce cas précis d'illettrisme, il faut clairement dire que les gens qui sont dans cette situation est un sérieux problème !!!! Quelqu'un qui ne sait pas lire et écrire, comment tu vas lui parler de développement durable ? L'illettrisme est un véritable problème ici. Mais il y a une manière de faire avec les gens qui sont dans cette situation. Si on explique bien aux gens, ils arrivent à mieux comprendre le contenu. La traduction de ce concept dans les langues locales permet de mieux comprendre les choses. De toute façon, les acteurs commencent à s'impliquer davantage. C'est le cas du PADDY !!! Il faut être prudent avec les choses ».

Au regard de ces représentations ci-dessus soulignées à partir des réalités vécues des acteurs, on constate que, l'illettrisme est un problème commun pour toute la région de Kayes. A cet effet, les partenaires de la région sont déterminés à mettre en action les dispositifs de développement sur place. Ce cadre de partenariat constitue une logique et un système d'action auquel les acteurs s'intègrent pour conduire les normes universalistes ou les manières de faire les différents processus de développement. Les manières de faire le développement sont conditionnées par des privilèges sociaux considérés comme symboles de domination entre acteurs. Il s'agit de l'alphabétisation (*conditionnée dans les champs de développement territorial*) comme capital social et culturel. Chaque citoyen doit accéder à cette condition sociale sans laquelle, la participation à la mise en œuvre des dispositifs de développement durable est inaccessible. Dans la mise en œuvre des dispositifs de développement durable, l'illettrisme est bel et bien un handicap pour le développement mais, les spécificités territoriales constituent l'« historicité » capable de déconstruire les déficits participatifs et reconstruire les dynamiques territoriales et l'innovation sociale.

368 . Sylla. Aboubacar (2010), Op.cit.

2. Rôle des acteurs dans les perspectives d'émergence des dispositifs de développement durable.

Dans les différents champs de développement territorial, il y a plusieurs acteurs qui se croisent et chacun joue un rôle spécifique. A cet effet, les collectivités territoriales au Nord (France) intervenant dans la région de Kayes, jouent un rôle déterminant dans l'émergence actuelle des dispositifs de développement durable. Elles sont au carrefour des processus de développement territorial. Au niveau de la région de Kayes, l'ensemble des acteurs (*société civile, les collectivités territoriales, les entreprises, les ONG etc.*) collaborent dans ces différents processus.

Concernant le rôle des collectivités territoriales, les élus s'intéressent aux dispositifs de développement durable comme enjeu d'avenir de leurs territoires et indicateurs d'accès aux ressources nécessaires. C'est dans ce sens que les acteurs de chaque côté cherche à jouer un rôle déterminant pour renforcer leurs compétences. C'est ainsi que l'élue de Montreuil (*partenaire avec le cercle de Yélimané*) montre qu'³⁶⁹ : « *à travers nos rôles, beaucoup d'actions ont été réalisées en permettant de traverser la crise malienne. C'est surtout les préoccupations des populations locales qui font jouer nos rôles. Lors des préparatifs du cop21, on a vu le poids et le rôle des collectivités territoriales. Exemple, la ville de Los-Angeles avait dit à Donald TRUMP (Président des Etats-Unis d'Amérique), qu'elle va rester dans le cadre du coop21. En tant qu'élue, je vois le rôle déterminant des collectivités locales dans le domaine du développement durable* ». Dans ce contexte des rôles, à jouer par les collectivités territoriales, les dispositifs de développement durable se focalisent sur des facteurs comme : *environnement, économie, social et culturel*. Avec ces facteurs, chaque acteur cherche à jouer un rôle déterminé. Par exemple dans le cadre de partenariat Nord/Sud, la région Ile-De-France a mis en place, une pratique respectueuse de l'environnement à travers des pratiques comme le maraichage, agroforestier, commerce équitable, gouvernance locale socialement responsable (*projet de développement d'une filière équitable farine*) au bénéfice des acteurs locaux de Kayes. Elle s'identifie comme responsable écologique dans la gestion de ses marchés et dans beaucoup des domaines sociaux. Ce positionnement de la région d'Ile-de-France est confirmé dans l'action locale et institutionnelle de son agenda 21 local au moyen duquel, elle joue quelques rôles. Les exemples des pratiques citées ci-dessus,

369. Rezinik. C, (2018), Op.cit.

rentrent dans les référentielles semblables à l'agenda 21 local mais méconnus pour bon nombre des bénéficiaires de la région de Kayes.

Dans ce domaine des rôles à jouer au niveau des processus de développement territorial, certains acteurs ont des difficultés à jouer pleinement leurs rôles. C'est le cas des acteurs informels (*associations, les populations locales...*) qui ont du mal à maîtriser des concepts et des techniques standardistes liés à l'esprit du développement durable. Cette situation de méconnaissance des rôles à jouer est confirmée par le président du PRECAD qui montre un exemple d'expérimentation des pratiques. Selon lui : « *nous dans notre programme, on capte pour conscientiser les acteurs locaux afin d'élaborer des projets de collectivités locales. Dans nos formations, on a une fois demandé aux collectivités locales de nous présenter quelques projets de développement durable. Le retour de ces demandes n'était pas satisfaisant. Beaucoup d'entre eux avaient souhaité que leurs partenaires leur épaulent à instaurer une station radio et station de télévision. Pour eux, posséder ces infrastructures est déjà un projet de développement durable. Aucun acteur n'a présenté un projet d'aménagement territorial sur lequel le développement peut être véritablement viable. Ainsi, peut être les gens ont compris dans un autre sens, mais ils n'ont rien saisi quant à leur rôle d'acteur local à jouer. On demande un projet de développement durable et ils font le contraire !!!* »³⁷⁰. Cette procédure des acteurs locaux montre que certains ont du mal à jouer leur rôle dans la mise en œuvre des dispositifs de développement durable. D'où vient ce paradoxe des pratiques ? En effet, les manières de faire les modèles de développement exogène tels que les pratiques de développement durable initiées par les partenaires du Nord, demeurent toujours inappropriées pour à beaucoup d'acteurs du Sud. Cette situation floue à partir des réalités vécues du territoire local, confirme que les logiques institutionnelles et l'ensemble des systèmes d'action sont à revoir dans les conduites sociales. Autrement dit, il s'agit de revoir les formes de participation politique, de concertation locale, de négociations et de proposition des appels à projets destinés aux bénéficiaires. Nous avons déjà soulevé ce déficit participatif au niveau de l'initiative des dispositifs de développement durable initiés par les partenaires du Nord, détenteurs des ressources financières et des modèles de développement exogène. Ce déficit participatif est d'ordre institutionnel lié parfois aux formes des décisions à prendre (*visions néocolonialistes, visions liées à la mondialisation du marché dominant...*) et les rapports d'imposition des modèles de développement à intégrer.

370 Sylla. Aboubacar (2010), Op.cit.

3. Innovation sociale et performativités des dispositifs de développement durable

Tout d'abord, on montre que l'innovation sociale constitue donc la dimension qui apporte des réponses nouvelles à des besoins sociaux peu ou mal satisfaits. Par exemple, la réalisation des infrastructures de base (*écoles, centre de santé, adduction d'eau potable, électrification...*) par les migrants originaires de Kayes, constitue un cas d'innovation sociale. En effet, on peut utiliser le changement en termes d'innovation sociale à travers la création de certaines structures. Par exemple, le Maire de Montreuil montre quelques changements en termes d'innovation sociale : *« nous avons construit la maison d'amitié à Yélimané, le syndicat inter-collectivité MERAGUEMOU. Pour la construction de ces édifices, nous avons formé les maçons (les jeunes originaires de Yélimané) pour fabriquer de banco stabilisé. Pour la construction de la maison des femmes de Yélimané, douze élus ont participé à la construction. Les jeunes formés par les techniciens ont pu réaliser la construction de cette maison. Donc, vous voyez deux choses importantes !!! Pour nous, c'est une démarche qui a apporté l'innovation sociale avec la construction de la maison des femmes et la création du syndicat ».*

L'action d'innovation sociale constitue la manière de promouvoir l'autonomie, la participation et l'accompagnement des acteurs à bénéficier d'avantage aux dispositifs de développement durable. La démarche consiste aux acteurs de se prendre en charge dans ce processus de décentralisation. Les actions des structures associatives ont été accompagnées par les actions citoyennes et endogènes. Les associations apportent quelques résultats grâce aux efforts engagés par la diversité d'acteurs du territoire. Par exemple, lors de la dernière élection municipale de 2016, l'appui institutionnel de la décentralisation a pu apporter quelques innovations sociales. C'est le cas de la victoire inédite des femmes élues dans le cercle de Yélimané. Les chiffres de cette victoire étaient encourageants car, sur les 112 élus du cercle, 6 sont des femmes. Actuellement, il y a 52 élus dans le cercle dont une femme Maire et une première adjointe. Cette action est jugée nécessaire et inédite comme innovation sociale et révolution sociale dans ce cercle grâce aux efforts du PADDY. La commune de KIRANE (femme Maire) et Krémis (première adjointe) sont à la tête de cette révolution et avancée sociale.

La plus part des projets mis en place dans les villages de Kayes, sont les fruits d'investissement et d'innovation sociale des associations des migrants résidant en France. C'est un processus de développement endogène qui rentre dans le domaine d'innovation sociale (*école, centres de santé, coopératives agricoles...*). Les acteurs doivent agir dans ce sens pour sensibiliser les gens et leur permettre d'avoir des emplois dans le domaine de l'environnement. Par exemple, recycler, ramasser des déchets plastiques, peut générer beaucoup d'emplois pour les populations locales. La sensibilisation et la participation sont des domaines qui interpellent le cadre institutionnel renforcé des partenariats exercés par les collectivités territoriales du Nord et celles du Sud. Les faiblesses de ces partenariats se situent au niveau des conséquences et aléas sur l'environnement qui demeurent méconnus par les populations locales. D'autres pratiques sont à déconseiller, telles qu'éviter de brûler du plastique qui dégrade l'ozone, la déforestation etc. En bref, il y a autant des choses liées à l'environnement qui rentrent dans les processus participatifs et d'appropriation.

Dans ce contexte d'innovation sociale par l'environnement, il y a des projets et pratiques menées par l'AJEP en partenariat avec l'AEDD menées dans certains villages pour produire du biogaz. Ces actions permettent aux maraîchers et aux paysans d'augmenter leurs revenus d'activité. C'est également une opportunité de création d'emplois au niveau local. L'ensemble de ces efforts permettent d'engendrer le changement, l'innovation sociale dans la région. Le partenaire du Nord comme la région Ile-de-France, vise des volets comme l'emploi et la priorité accordée à la protection de l'environnement. Le cadre de partenariat avec Ile-de-France se distingue comme partenaire qui fait mieux dans le domaine de l'innovation sociale et dans plusieurs domaines. Par exemple, elle a réalisé des actions considérées comme processus d'innovation sociale réalisée dans certains villages de Kayes. Il s'agit des dispositifs suivants :

- le programme de fonio (*dans le contexte de l'économie sociale et solidaire*) ;
- le volet gouvernance locale (*volet de formation et d'alphabétisation*) ;
- l'émergence des coopératives locales pour éviter l'isolement social ;
- la CADERKAF est associée à nos actions sur le terrain pour un impact local (électrification de 130 centres de santé communautaires CSCOM) en mobilisant tous les acteurs locaux de la région ;
- la CADERKAF a mobilisé le territoire et fait l'innovation sociale dans les territoires pauvres.

A travers les coopératives montées à l'échelle régionale, l'innovation sociale est largement soulignée. C'est surtout le secteur de l'économie sociale et solidaire qui a été soutenu. Il y a d'autres structures comme AMASSA Mali (*pour la souveraineté alimentaire*) et (Afrique Verte, basée à Montreuil) qui font de l'innovation sociale en matière de développement durable. Les coopératives locales réalisées font la transformation des céréales sur place permettant de générer des emplois locaux. Les ateliers de teinture et de savonnerie sont animés par les femmes (*à Yélimané et dans d'autres localités*). Le domaine d'intervention de l'ACDS (*Association des Communes du Diombougou et Séro*) à travers la réalisation de ses projets de forages et des puits à grand diamètre dans les communes concernées, constitue des processus d'innovation sociale. Cette association intervient pour réparer les souffrances des populations locales (*manque d'eau*). Dans ce sens, les acteurs associatifs sont dans l'innovation sociale (*l'accès à l'eau potable pour tous en milieu rural*). Ils sont également dans le domaine d'aménagement du territoire à travers l'agriculture (*les activités liées aux maraichers*), la réalisation des barrages pour les populations locales. Dans ce sens, l'agriculture (*barrages, maraîchers...*) génère des revenus pour les populations locales et est considéré comme secteur clé pour l'innovation sociale.

4. Apports des dispositifs de développement durable dans la région

Parler des dispositifs de développement durable est-il un bouc-émissaire aux yeux des acteurs ? C'est-à-dire, qu'est-ce que l'usage des dispositifs de développement durable rapporte comme avantage aux populations locales ? L'usage des dispositifs de développement durable est bien ancré dans plusieurs domaines (*ressources humaines, financières et techniques*) ? En termes de développement durable, plusieurs critères nous montrent l'engagement des acteurs. C'est-à-dire, chaque acteur tient un discours qui décrit son engagement et sa façon de représenter les dispositifs de développement durable. Dans le cercle de Yélimané, il y a deux associations de migrants qui travaillent exclusivement sur la problématique du développement durable. Il s'agit de : DKGF et ADRS avec comme objectif de lutter contre la déforestation dans le cercle de Yélimané. Si on regarde leurs actions de développement durable réalisées, elles parlent moins de prévention, de risques et d'anticipation de développement. A ce niveau, elles s'intéressent à l'action communicationnelle des dispositifs de développement durable sans véritablement mettre des actions concrètes comme le fait de planter des arbres ou recycler des déchets plastiques.

Dans le domaine communicationnel, promouvoir ou sensibiliser autour des dispositifs de développement durable, permet d'accéder aux ressources de financements pour des fins multiples pour certains acteurs (*associations, ONG, collectivités territoriales, Etats...*). Dans ce sens, il y a plusieurs inconvénients au niveau de l'utilisation des supports informatifs sur les dispositifs de développement durable. Le PADDY est un vaste programme investi dans le territoire de Yélimané en partenariat avec la ville de Montreuil, l'Etat malien, la FAO, les migrants, le Brésil, le Viêt-Nam. Aujourd'hui, les attentes des populations sont énormes en termes des besoins fondamentaux. Dans tous les secteurs où les acteurs ont mis des investissements, il y a quelques résultats peu satisfaisants. On peut constater que seuls les périmètres maraichers réalisés pour les femmes ont véritablement marché car, elles s'y intéressent bien. A l'heure actuelle, le PADDY1 constitue un échec dans son ensemble et pour plusieurs raisons. D'abord, certains acteurs n'ont pas honoré leurs engagements financiers tels que l'Etat malien et d'autres bailleurs des fonds qui ont déjà promis de financements. Certains acteurs comme la ville de Montreuil qui a financé à hauteur de 95%. L'engagement du Brésil n'a pas bien fonctionné avec les déchets liés à l'environnement. Les Vietnamiens ont permis d'introduire des techniques innovantes dans le domaine de l'agriculture et l'élevage d'embouche.

En ce qui concerne le PADDY2, les acteurs ont mis une approche qui privilégie la constitution des petits projets innovants. Avec ces nouvelles méthodes et outils, on constate que les dispositifs de développement durable sont des moyens permettant de lutter contre la pauvreté à travers certaines techniques dans le domaine de la riziculture. Ce domaine du maraichage a un peu réussi à Yélimané. Il s'agit des efforts formidables effectués par les femmes du cercle.

Dans ces démarches multiples, il y a également un certain nombre d'objectifs qui ont été fixés par la région d'Ile-de-France. Selon le chargé des coopérations internationales, il y a plus *«d'impacts de développement durable sur le territoire de Kayes, et je m'assure que :*

- *cela répond aux besoins des populations cibles ;*
- *que l'engagement de tous les côtés est acquis ;*
- *qu'une contribution des acteurs aux différents projets existe ;*
- *que les pratiques de la bonne gouvernance existe dans les démarches ;*
- *que le bénéfice existe au profit des populations cibles ».*

On constate que les démarches menées par les partenaires consistent à mobiliser toutes les énergies possibles de la région. C'est le cas de la mobilisation menée par la CADERKAF. Ces actions communes sont des avantages partagés pour la viabilité des projets sur place. Le cas de la gouvernance locale ou l'appui institutionnel prend du temps pour mesurer l'impact sur le territoire et sur les attentes des populations locales.

Le partenaire d'Ile-de-France nous fait savoir qu'avec les dispositifs techniques, il y a l'innovation introduite par certains éléments dans *l'agro-écologie et agro-forestier telle que goutte à goutte, des filtrages, des retenues d'eau, des compostages etc.* Il y a également des clauses, des expérimentations dans les écoles pour la sensibilisation dans le domaine du développement durable. La maison de l'amitié construite par les partenaires à Yélimané est un signe dans ce sens. En matière de lutte contre la pauvreté, les dispositifs de développement durable jouent un rôle central à travers les opportunités d'emploi et les techniques écologiques créées. Dans le domaine de l'environnement, les pratiques locales ont apporté beaucoup des choses à travers les actions qui sont citées précédemment.

Les associations des migrants intervenant dans la région ont un apport fondamental, au niveau des ressources humaines et financières. Par exemple le fait qu'il manque des gens qualifiés, les migrants arrivent à gérer des projets répondant aux besoins directs des populations locales en matière des pratiques de développement durable. A cet effet, les ressources humaines et les ressources financières sont des facteurs indispensables pour les dispositifs de développement durable. Nous avons constaté quelques avantages des actions menées par les associations telles que *les barrages construits pour la retenue d'eau, les actions d'adduction d'eau potable, l'accès facile aux femmes d'accéder à l'eau potable.* Enfin, ce sont des avantages dans le domaine d'innovation sociale permettant d'accéder aux services de base (*eau potable*) qui procure et consolide la santé des populations locales. Aujourd'hui, les associations jouent un rôle important pour la mise en œuvre des dispositifs de développement durable prévus pour lutter contre la pauvreté dans la région.

II – Les approches endogènes des acteurs sur le développement durable dans la région

Dans ce volet, il s'agit de souligner les différents points qui montrent les pratiques endogènes ou territoriales qui ont été instauré par les populations elles-mêmes en matière de développement durable dans la région.

1. Participation des acteurs à la mise en œuvre des dispositifs de développement durable

Au Mali, il y a un instrument consensuel qui retrace le principe et la pratique de la participation pour tous les acteurs engagés dans les différents processus de mise en œuvre des dispositifs de développement territorial. Il s'agit du PDSEC (*Programme de Développement Economique Social et Culturel*) comme instrument de référence avec lequel toutes les couches sociales participent. Au niveau de la région, nous privilégions cet instrument (PDSEC) comme cadre légitime des actions de développement territorial permettant à toutes les couches sociales de la région de participer.

Le PADDY comme dispositif de développement durable intègre le principe de la participation des populations locales à plusieurs niveaux territoriaux (*cercle, commune, village, syndicats, association...*). L'objectif est de faire participer les bénéficiaires des dispositifs à l'élaboration et à la mise en œuvre. Par exemple, c'est à travers l'intercommunalité « *Meraguemou* » et la construction de la maison des femmes à Yélimané que, les populations sont sollicitées à participer à la mise en œuvre des dispositifs. Plusieurs acteurs sont concernés par ce principe de la participation. Concernant les actions du PADDY, les associations de jumelage (*du cercle de Yélimané en France*), participent toujours à la mise en œuvre des dispositifs. Les modes de participation sont les ateliers, les séminaires, les réunions de travail organisées par les parties concernées. Dans ce domaine participatif, qui participe de manière effective à la mise en œuvre des dispositifs techniques du PADDY ? Afin de répondre à cette question, nous tenterons de souligner quelques points à partir des associations des migrants qui contribuent un cadre de développement endogène dans la région.

Le principe de la participation au niveau des organismes de développement constitue un indicateur d'inégalités entre acteurs. En effet, il indique qu'il y a toujours des gagnants et des moins gagnants lorsque les enjeux sont mis en œuvre. Autrement dit, il y a toujours les petits et les grands en présence qui s'affrontent dans les champs de développement et par la fin, les grands finiront comme vainqueurs. C'est-à-dire, tous les acteurs n'ont pas les mêmes

niveaux de participation. C'est un principe qui est qualifié d'un juste mot car, il y a ceux qui sont mieux placés (*en fonction de leur positionnement socioprofessionnel et économique*) à participer et d'autres qui éprouvent des difficultés (*en fonction de leur statut défavorable*) à participer à la mise en œuvre des dispositifs de développement durable. Avec ce dispositif institutionnel, chacun a sa manière de faire les choses comme il le juge nécessaire. C'est ce que montre le président de l'association ADCYFOSI à propos de la participation. Selon lui³⁷¹ : « *dans les villages de chez nous, je sais que tout le monde est concerné. C'est mieux encore avec nos propres façons de faire les choses. Je sais que nous, nos projets sont construits par tout le village. Si vous demandez l'équité entre tout le monde, au niveau de la prise de décision, je trouve que cela n'est pas le cas pour nos projets. Comme je vous ai dit, il y a toujours les grands qui dominent les petits. Dans mon village dès qu'il y a un projet, on associe toutes les couches sociales au projet pour son exécution. Mais, il faut retenir que chez nous, personne ne peut récupérer la place du chef de village. Chacun va jouer son rôle et chaque acteur prend ses responsabilités vis-à-vis des actions à faire* ». Il y a une contradiction notoire entre le dispositif institutionnel prévoyant la participation et les réalités socioculturelles de la région. Si la participation demeure le cadre légal et légitime, les pratiques socioculturelles placent les acteurs dans leur statut social. Autrement dit, chaque catégorie sociale joue un rôle spécifique et le cadre institutionnel de la participation demeure le principe. Les pratiques et le principe de la participation se contredisent. Les dispositifs institutionnels de la participation prévoient plusieurs volets. Au plan institutionnel, il s'agit de capitaliser, participer et impliquer d'avantage les collectivités territoriales afin de participer à leur tour, les villages et les populations locales, les élus. Au niveau territorial, les couches sociales déterminent leur mode de vie et des réalités différentes aux dispositifs de développement exogènes. Ces couches sociales représentent les groupes sociaux de base participant aux initiatives de développement territorial. Nous avons déjà souligné que le principe participatif est une notion inventée par les organismes internationaux. C'est à partir de la gouvernance locale et territoriale que ce principe trouve place et fait écho dans l'arène politique. Soutenu par les institutions internationales, nationales et les bailleurs des fonds, la participation est devenue une conditionnalité de développement et d'accès aux ressources financières et techniques. La formulation d'approche du développement endogène nous est parvenue à partir de l'avancement de la recherche et des informations fournies par les enquêtes de terrain.

371 Baradji Cheickna (2018), Op.cit.

Les approches endogènes à partir de la participation des acteurs représentent des points théoriques et empiriques mais, constitue une unité d'analyse et d'action pour la compréhension des territoires. Avant d'en dire plus, il est nécessaire de préciser le contexte des approches endogènes composées des concepts particuliers à résonance théorique spécifique et définir le concept. Le développement endogène est une conception du développement basé sur les ressources disponibles localement, notamment *les savoirs, les expériences, les cultures et le leadership local*. Il prend en compte la manière dont les populations se sont organisées localement et ont appris à vivre dans leur environnement, avec l'ouverture nécessaire pour intégrer les connaissances et les pratiques extérieures. Il inclut les systèmes d'apprentissage et d'expérimentation historiques générés localement, en vue de la satisfaction des besoins ressentis par les populations, et projette de construire des économies locales et suffisamment ouvertes pour permettre d'y retenir l'essentiel des bénéfices. Dans les pays qui ont été soumis à la colonisation comme le Mali et auparavant à la traite des esclaves, les formes de cohésion sociale ont été durement éprouvées, voire réprimées au profit de modes de vie exogènes. Dans le contexte actuel de la mondialisation, cette surimposition de valeurs de vie sociale exogène est aggravée par la domination de l'économie de marché et des politiques néolibérales (*modèles de développement durable*). Ces différentes forces contribuent dans un mouvement d'ensemble, à l'extraversion des économies locales, à l'affaiblissement de savoirs et d'expériences millénaires. C'était sous diverses formes de violation des droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels auxquels tous les gouvernements ont souscrits.

En effet, face aux enjeux actuels de gouvernance, de circulation des savoirs, de l'information et à l'explosion des outils de TIC (*Technologie de l'Information et de la Communication*), les stratégies liées aux dynamiques de développement territorial se tournent vers la sélection des modèles de développement conduits par les organismes extérieurs. Ces stratégies vers les approches endogènes de développement facilitent la prise des décisions pour la diversité des acteurs engagés. Dans un environnement marqué par des rapports sociaux de plus en plus concurrentiels, l'approche endogène du développement par la participation permet de maîtriser les flux des informations pour les citoyens locaux comme gage de démocratie participative. Par ailleurs, cette démarche s'est de plus en plus ouverte avec l'apparition de la décentralisation au Mali pour les collectivités territoriales. C'est en ce sens que des notions comme la coopération décentralisée (*Nord/Sud, Sud/Sud*), gouvernance territoriale émergent mais, nous n'allons pas détailler ces notions ici. Dans ce cadre de la

décentralisation au Mali, les approches endogènes de développement territorial par la participation est perçue comme le prolongement de la politique nationale de développement local. Dans ce sens, le territoire dans ses approches endogènes du développement local est considéré comme un échelon et un espace d'application des normes sociales et économiques respectueuses de l'environnement. Dans ces processus de développement territorial à partir de ces approches endogènes liées à la participation des acteurs du territoire, les bénéficiaires des dispositifs de développement durable ne sont plus considérés comme de simples acteurs et spectateurs aux politiques de développement territorial.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, d'articulation du local et du global, ce sont les approches endogènes du développement des territoires locaux à partir de la participation des acteurs qui trouvent une place adéquate aux attentes des bénéficiaires des dispositifs de développement durable. La proximité relationnelle est considérée à ce titre comme le véhicule de la performance sociale, économique et environnementale des territoires qui s'inventent avec les acteurs clés de leur propre développement. Evoquant l'efficacité des relations dans les nouvelles formes de gouvernance locale, Pierre Veltz affirmait que « *l'écosystème relationnel est devenu le facteur clé de performance* ³⁷² » des territoires et des acteurs locaux. Le territoire produit des relations sociales et offre un cadre réglementaire à leur évolution. Les approches endogènes du territoire à partir de la participation des acteurs locaux, permet ainsi la création, le développement et la protection de ce tissu relationnel et fait du territoire « *un espace de valorisation de ressources construites selon une logique endogène et favorise le partage de l'information selon une logique coopérative* ».

En outre, les approches endogènes sont des spécificités territoriales qui constituent un espace de relations sociales construites et un système ouvert au monde en valorisant leur cohérence interne. Les spécificités territoriales sont endogènes et créent un effet de proximité sur tous les plans et favorisent l'émergence d'un sentiment d'appartenance nécessaire pour co-construire des projets et des initiatives communes. Cette dimension sociale de la proximité est essentielle pour que les acteurs locaux, aussi divers qu'ils puissent être dans leurs actions dans l'imaginaire du territoire. Ils s'approprient collectivement leurs ressources et s'inscrivent dans une démarche de partage et de transfert de ressources informationnelles et de compétences. Les approches endogènes du développement ou spécificités territoriales,

372. VELTZ. P., (2002), « *Des lieux et des liens, politiques du territoire à l'heure de la mondialisation* », Paris, Edition de l'Aube.

deviennent à ce titre une stratégie de développement viable. Elle s'appuie sur des projets locaux appropriés, maîtrisés, et émerge des modalités de coordination et de gouvernance territoriales dans un souci de préserver le « *bien-être* » des populations locales.

2. Compréhension des acteurs et appropriation des dispositifs de développement durable.

Qu'en est-il de l'état de compréhension des dispositifs de développement durable auprès des acteurs concernés ? Après le dépouillement de nos matériaux, nous avons identifié les domaines de l'agriculture et de l'environnement auxquels, les populations locales ont saisi certaines pratiques (*reboisement dans les villages, interdiction de couper des arbres, retenue d'eau, construction de barrages pour le maraichage, biogaz, compostage...*). C'est grâce à l'engagement collectif des acteurs et surtout, la mobilisation de la société civile à travers l'appui conseil mené par les techniciens de certains services (*Etat, Collectivités territoriales, ONG, associations...*) que l'état d'esprit de compréhension et d'intéressement aux pratiques de développement durable se fait sentir. A cet effet, on a l'impression que beaucoup d'acteurs ont plus ou moins compris le concept de développement durable à travers les pratiques endogènes réalisées dans les territoires concernés. C'est ce que montre le directeur régional des eaux et forêts de Kayes (Keita Bamba 2010) : « *Les collectivités locales nous sollicitent à tout moment pour sensibiliser et conseiller les habitants. L'exemple est que cette année pour la campagne de reboisements, les villages et collectivités sont venus acheter eux-mêmes les pots d'arbres à planter dans leurs localités. Je pense qu'il y a un message qui est en train de se transmettre aux populations locales sur les pratiques du développement durable* ».

Dans ce sens de compréhension des pratiques de développement durable, les relations entre acteurs publics et privés s'affirment de plus en plus dans certaines collectivités territoriales. C'est le cas du Conseil Régional de Kayes avec ses dispositifs de développement durable à l'échelle régionale. Le secrétaire général de l'instance régionale montre que certains dispositifs et pratiques réalisées rentrent dans un état de compréhension. Selon lui³⁷³ : « *Nous dans nos programmations régionales, nous veillons en sorte que les populations locales ne se sentent pas exclues. A cette occasion, nous avons mis en place deux dispositifs qui consistent à aider les Conseils de cercle et les Communes pour aller dans la même direction que la Région. Donc par-là, c'est une sorte de partage de pouvoir sur les affaires régionales et pour*

373. Sissoko. Founéké (2010), « Interview avec le secrétaire général du Conseil Régional de Kayes », Kayes.

une démocratie juste ! ». La région se lance dans la démarche participative et d'accompagnement des dispositifs de développement auprès de ses partenaires (*communes, cercles*). A travers ce cadre de partenariat, les collectivités territoriales manifestent un état d'esprit de compréhension des dispositifs de développement durable auprès des populations locales.

C'est dans ce cadre de partenariat que l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) cale ses dispositifs de développement durable auprès des collectivités territoriales en vue d'intégrer un maximum d'acteurs. L'objectif est de viser les populations locales à saisir les dispositifs de développement durable. Il a mis ses propres dispositifs (*supports informatifs et de sensibilisation*) pour essayer de fournir des efforts de compréhension auprès des collectivités territoriales en particulier, dans les zones vénérables comme le sahel afin que les gens comprennent. Dans cette perspective de compréhension, le directeur de l'AEDD nous livre ses appréciations sur les dispositifs en place. Selon lui³⁷⁴ : « *on a fait et on a vu dans certaines communes que le développement durable est compris par les populations locales. Les besoins sont présents et nous au niveau de l'AEDD, on les sent vraiment et d'ailleurs, on tente de répondre en fonction de nos moyens limités. Les gens ont vraiment envie de faire du développement durable à travers les petites expériences que nous faisons sur le terrain mais, les moyens financiers manquent !* ».

Dans le domaine des pratiques traditionnelles qui montrent l'état de compréhension des démarches de développement durable, les ONG interviennent constamment pour accompagner les acteurs de terrain à faire certaines expériences. C'est le cas de l'ONG PRECAD qui mène des activités de développement durable dans le sahel auprès des acteurs directs (*collectivités territoriales, associations, populations locales...*). Le PRECAD mène des formations auprès de la société civile pour que les gens s'impliquent davantage dans leur propre développement. Il y a des pratiques qui ont été expérimentées pour que les gens saisissent l'intérêt. Cela joue un rôle de sensibilisation de tous les acteurs. Avec la création des associations, la société civile s'est impliquée sous l'appui des formations menées par le PRECAD. Ce contexte de compréhension du développement durable est lié aux pratiques locales. C'est ce que le maire de Nioro du Sahel montre³⁷⁵ : « *nous avons eu à organiser des*

374. Konaré. Bandjougou (2018), « Interview avec le directeur de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable du Mali, AEDD », Bamako.

375. Diakité. Kalilou (2010), Op.cit.

jours de salubrité autour des questions liées à protéger l'environnement. On s'est aperçu qu'avant cette expérimentation, les citoyens jetaient des ordures dans la rivière sans se rendre compte des préjudices portés à l'environnement. Aujourd'hui avec nos démarches, c'est rare de voir ça !!! Ce geste montre que nos formations ont apporté leurs fruits dans le domaine de sensibilisation et de l'éducation à l'environnement. Toujours, il faut continuer à sensibiliser les citoyens à prendre certaines directives pour un avenir meilleur ». Ce sont des pratiques basées très généralement sur la sensibilisation et l'information donnée aux citoyens qui contribuent à la compréhension des dispositifs de développement durable. Les collectivités territoriales conduisent des logiques partenariales intégrant les citoyens et les savoir-faire local dans la dynamique de reconstruction territoriale et d'innovation sociale. Ce processus se décline vers les pratiques endogènes du développement durable.

Par contre, tous les acteurs ne partagent pas le même avis sur l'état de compréhension des dispositifs de développement durable. Autrement dit, certains acteurs éprouvent des difficultés de compréhension de dispositifs de développement durable. L'exemple du PADDY est identique. Les actions de développement sont comprises par les populations locales lorsqu'elles sont directement impliquées dans des actions. Le président de l'association ADCYFOSI ne partage pas du même avis que les collectivités territoriales qui jugent positif. Il montre le contraire par rapport aux collectivités territoriales³⁷⁶ : *« chez nous, je pense que les gens n'ont pas compris le sens du développement durable. Ceux qui interviennent chez nous, ils ont tendance à se mettre à notre place et du coup, on ne peut pas prétendre de mieux le comprendre. Dans tous les villages, c'est la même situation qui prévaut. Les villages ont leur façon de faire le développement durable. Pour moi, rien n'est compris chez-nous !!! Je vous donne l'exemple, pourquoi les projets et programmes sont parfois en échec ? Pourquoi, ils ne sont pas pérennes au long terme ? Parce que, ce qu'on nous propose comme développement, ne regarde pas tout le monde !!! » En fait, je ne comprends pas!!!*

Au niveau des démarches, tous les acteurs concernés (*programmes, projets...*) n'ont pas le même niveau de compréhension de l'état des choses. Par exemple, les experts qui interviennent et les bénéficiaires au niveau des villages, font des pratiques sur place et n'ont pas équitablement le même niveau intellectuel. Les pratiques traditionnelles effectuées par les populations locales dans le domaine du développement durable, sont qualifiées d'endogènes. Par contre, les techniciens voient certaines pratiques traditionnelles contraires aux valeurs ou

376. Baradji Cheickna (2018), Op.cit.

normes environnementales ou non conformes à la réglementation en vigueur d'un Etat. Certaines pratiques traditionnelles peuvent être qualifiées des normes sociales dégressives du fait de leurs caractères ethnocentriques (*chasse locale, pêche locale, cultures de contre-saison...*). Cet état d'incompréhension et des pratiques contradictoires est source des conflits entre plusieurs acteurs engagés dans les processus de mise en œuvre des dispositifs de développement durable. C'est ainsi que le principe de la participation à partir des pratiques endogènes du développement durable est placé comme alternatif d'anticipation des conflits sociaux liés à cet état d'incompréhension. En effet, faire participer les populations locales aux prises de décisions, revient à s'engager d'abord puis, comprendre l'interaction avec le milieu et l'objet d'action de politique publique. Il faut apprendre aux gens à comprendre les objets à mettre en œuvre derrière ces difficultés d'incompréhension.

3. Les difficultés de mise en œuvre des dispositifs de développement durable

Comment reconnaître les difficultés de mise en œuvre des dispositifs de développement durable dans les processus de reconstruction territoriale et d'innovation sociale ? En effet, pour chaque acteur intervenant dans notre zone de recherche (*collectivités territoriales, associations, ONG...*), il y a des facteurs qui sont soulignés par ces derniers en matière des difficultés. Dans ce contexte, on a quelques témoignages donnés par certains acteurs. C'est le cas du maire-adjoint de Montreuil qui montre que³⁷⁷ : « *Nous avons beaucoup des difficultés au niveau de nos objectifs à réaliser à court et à long termes. L'échec de nos objectifs vient du manque de financement !!! Sur les difficultés que nous rencontrons, il y a l'aménagement qui fait un grand défaut qui doit être réalisé comme nous le souhaitons. On a beaucoup d'objectifs au niveau de l'aménagement du territoire qui n'ont pas été respectés* ».

Les collectivités territoriales sont les premiers acteurs qui soulèvent des difficultés de mise en œuvre des dispositifs de développement durable. Il y a également, les services de l'Etat, les agences de développement, les ONG et les associations qui déclarent des difficultés rencontrées. A cet effet, les ONG soulèvent généralement les difficultés liées à l'accompagnement de leurs projets et programmes auprès des populations locales qui n'ont jamais été à l'école. De même, la compréhension auprès des élus locaux (*ceux qui ne savent ni lire et écrire*) pose des contraintes de mise en œuvre des dispositifs de développement durable. Le fait que beaucoup d'élus sont illettrés, cela handicap le fonctionnement

377. Rezinik, Claude (2017), Op.cit.

d'autonomie locale et la transformation territoriale à tous les niveaux de développement. D'autres difficultés se situent au sein de la société civile qui n'arrive pas à s'organiser et à s'approprier des dispositifs de développement durable. A cela, les matériaux de notre enquête de recherche révèlent plusieurs difficultés constatées auprès de tous les acteurs rencontrés. Il s'agit des contraintes comme :

- le manque de ressources financières ;
- le manque de ressources humaines qualifiées ;
- le manque de diagnostic et de suivi des actions sur le territoire ;
- le problème d'enclavement de la région dans son ensemble pendant certaines périodes de l'année notamment, le manque d'infrastructures aménagées ;
- le mode de scrutin de certaines échéances fait partie des difficultés devant relever certains défis du déficit démocratique dans les champs de développement territorial.

L'ensemble de ces difficultés énumérées font que beaucoup des collectivités territoriales n'arrivent plus à réaliser des objectifs de développement durable prévus au niveau de leurs territoires donnés. La principale cause de ces difficultés est liée au manque des ressources financières et humaines. Tous les acteurs sont confrontés à ces difficultés. En effet, les structures de collectivités territoriales et les ONG, sont largement concernées par ce manque des moyens financiers et humains. De même, les structures de l'Etat sont concernées avec les restrictions budgétaires imposées. C'est ainsi que le directeur de l'AEDD montre que³⁷⁸ : *« il nous manque des ressources nécessaires pour bien mener nos dispositifs de développement durable sur les territoires concernés. Tant que nous n'avons pas les moyens nécessaires, on ne peut pas faire grand-chose sur nos projets de développement durable. On intervient dans toutes les régions et on a priorisé nos actions dans le domaine de l'environnement. On a des difficultés de sensibilisations et de transmission de nos actions. C'est pourquoi nous avons fait dans la région de Kayes, la traduction de nos actions en bambara (langue nationale) comme langue de sensibilisation et de transmission du développement durable »*. Certes, les projets et programmes initiés par les acteurs multiples (*Etat, bailleurs, collectivités territoriales du Nord et celles du Sud*), contribuent au désenclavement de la région. Mais, divers domaines posent encore des difficultés au niveau de la sensibilisation, du financement, des ressources humaines, du suivi d'évaluation des projets et de participation de la population locale aux actions.

378. Konaré. Bandjougou (2018), Op.cit.

Section 3 :

Etude de cas des balades urbaines du « *Petit Mali à Paris* » : une spécificité de développement socioculturel et participatif d'« ici et là-bas ».

1. Les balades urbaines : un nouveau paradigme de la sociologie urbaine

Les balades urbaines demeurent aujourd'hui l'univers social dans lequel les acteurs évoluent, découvrent et constatent les réalités socioculturelles et économiques d'un groupe social et d'un territoire donné. Cette découverte sociale s'inscrit dans le temps et dans l'espace à travers la présence sur un lieu d'histoires, des parcours socioculturels et la rencontre entre différentes cultures. En gros, la balade démontre combien l'espace urbain peut constituer un objet sociologique et faire œuvre d'un sociologue permettant de décrire les réalités de la société.

La balade urbaine est une activité sociale qui permet de comprendre l'évolution de la ville au cours du temps et la société elle-même, de son histoire, de son économie, de son contexte politique et social. C'est un moment de rencontre entre visiteurs, habitants, guides ou passeurs de cultures différentes sur un lieu géographique adapté pour un contexte sociohistorique. Cet univers social de la balade urbaine est une occasion aux groupes humains d'apprendre à comprendre leur contexte de vie. La balade urbaine permet à ces groupes humains de regarder, de décrypter les indices de la ville pour comprendre son fonctionnement actuel et se projeter encore sur l'avenir. Les territoires d'accueil de ces balades urbaines voient un moyen de revalorisation et de promotion du patrimoine historique, social et culturel de leurs territoires. Par exemple, il y a des villes comme Paris qui ont un patrimoine culturel très visité et convoité par les balades urbaines qui sont traditionnellement orientées sur les formes physiques et les usages de la ville. Dans ce contexte, il convient de se demander la place qu'occupent les groupes humains dans cette pratique de visites guidées dans le développement territorial des quartiers, des villes, des villages etc.

La pratique du « *Petit Mali à Paris* » est une forme du tourisme de proximité contraire aux formes traditionnelles et historiques du tourisme dominant. Cette balade s'identifie comme activité ou visite guidée par la structure associative des jeunes qui cherche à rapprocher les acteurs aux réalités socioculturelles, historiques, patrimoniales, économiques et géographiques d'un groupe social donné. L'inspiration du « *Petit Mali à Paris* » place l'humain au centre du voyage virtuel et s'inscrit dans une logique de développement des

territoires. Il s'agit ici d'un lieu choisi à Paris (*le site du marché de château rouge*) où les visiteurs, associations, habitants, commerçants et artistes participent tous à la vie du quartier. Les balades organisées par le « *Petit Mali à Paris* » génèrent des bénéfices sociaux économiques et culturels pour l'association de jeunes organisatrice.

Visant la proximité et la participation, la balade du « *Petit Mali à Paris* » est organisée par l'association (AJOMDF.DL) des jeunes originaires de Maréna Diombougou (*village situé dans la région de Kayes au Mali*) qui œuvre pour le développement local de ce village. Elle est partenaire avec BÂSTINA voyage (*agence de tourisme solidaire et tour opérateur français basé dans la région parisienne*). Les deux associations ont initié ensemble en 2012 afin de mettre en place, ce projet d'activité de balade basée sur le tourisme solidaire et de proximité. L'objectif de cette balade est de faire autrement le tourisme solidaire dans les quartiers défavorisés qui sont parfois victimes des clichés négatifs de la société. La finalité pour les visiteurs est de faire le tourisme au plus près de leur résidence « *ici et là-bas* » dans le domaine solidaire (*aider les acteurs locaux sur place*) sans prendre un billet d'avion pour aller très loin.

Désormais, cette façon de faire le tourisme solidaire semble être mieux appropriée et appréciée par les citoyens ordinaires. Faire le pas vers cette façon de faire le tourisme constitue un grenier social et une offre de l'économie sociale et solidaire. Cette visite va contribuer au financement des projets du village (*école, marché...*). Les passeurs de cultures (*guide de l'association*) tentent de montrer que la présence de visiteurs est une contribution pour le renforcement de cette solidarité non seulement pour le quartier (*château rouge*), mais aussi pour leurs projets villageois. Par exemple, le guide montre que le tourisme dominant se concentre essentiellement sur les sites très prisés de Paris : (*Tour Eiffel, les Champs Elysées, Musée du Louvre etc.*). En ce qui concerne la balade du « *Petit Mali à Paris* » organisée ici à château rouge, elle constitue un acte citoyen accompli. Cela permet de revaloriser le quartier et aller vers d'autres gens qui sont victimes par les clichés médiatiques et d'autres formes de discrimination sociale. Le tourisme solidaire est entendu dans ce sens comme moyen de promouvoir et partager des valeurs patrimoniales liées aux regards croisés et tisse l'interculturalité entre habitants, commerçants, visiteurs et usagers du quartier.

Sur le plan économique, le passeur des cultures (*le guide*) fait savoir aux visiteurs que leur présence auprès des commerçants du quartier est rentable car, ils y gagnent avec quelques achats effectués sur place. C'est à ce point que les balades du « Petit Mali » contribuent à générer l'économie locale du quartier. Les habitants et les commerçants sont tous satisfaits de voir des usagers inhabituels et quelques catégories sociales visiter leur quartier. C'est quelque chose de revalorisant sur le plan culturel et pour la vie du quartier. Ce moment de partage culturel est un moyen de renouer une dynamique partagée de part et d'autre. Le guide montre aux visiteurs que la solidarité et la proximité caractérisent l'ambiance du quartier et sa diversité culturelle. Les retombées de cette balade permettent de financer les projets de l'association de jeunes dans leur village d'origine au Mali. Par exemple à cette occasion, l'association de jeunes a financé quelques projets pour l'équipement sportif et le soutien de l'école du village. C'est une activité qui est légitimement acceptée et soutenue par la plus part de participants aux balades.

2. Les itinéraires des balades urbaines du « *Petit Mali à Paris* » : des parcours migratoires pour le développement territorial d'« *ici et là-bas* ».

Qu'en est-il de la visite ou la balade du « *Petit Mali à Paris* »? La visite du « Petit Mali à Paris » est une balade de voyage virtuel organisée dans le marché de château rouge du 18^{ème} arrondissement de Paris. Cette balade permet de découvrir un ensemble de patrimoine relatif aux parcours sociohistoriques des migrants originaires d'Afrique. Ces parcours migratoires sont parfois liés aux usages quotidiens (*courses, travail, visites...*) effectués dans le quartier. Le site choisi (*Château rouge*) regorge d'énormes potentialités culturelles favorisant la diversité culturelle entre les peuples. Cette richesse culturelle constitue un patrimoine immatériel basé sur plusieurs variétés. Ces balades urbaines contribuent au développement territorial d'« *ici et là-bas* » en termes d'économie sociale et solidaire et de patrimoine vivant des parcours migratoires.

Dans le quartier de Château rouge, plusieurs nationalités se croisent et tissent des liens culturels à travers le commerce, l'artisanat, la culture etc. Donc, le *Petit Mali* est un projet qui propose de découvrir cette diversité des domaines existants. C'est-à-dire, il n'est pas seulement destiné pour les maliens qui vivent et viennent faire leurs courses dans le quartier. Le choix du « Petit Mali à Paris » est un contexte particulier choisi dans la généralité. Cela montre qu'on y découvre la présence de toute l'Afrique dans ce quartier de Paris avec des variétés des produits commerciaux à découvrir. Par exemple, on peut rencontrer autant des

maliens à Montreuil comme habitants alors qu'à Château rouge, ce sont des usagers qui viennent faire le commerce ou les courses. La plus part des gens qui viennent faire leurs courses, n'habitent pas forcément dans le quartier. Ils viennent un peu partout d'ailleurs. « Le Petit Mali à Paris » est un ancrage particulier qui pilote cette diversité culturelle, la variété des biens culturels à découvrir, les regards sur le savoir-faire culturel des artistes africains et plus particulièrement, les maliens qui vivent dans le quartier.

Les itinéraires sont exposés à travers onze étapes de la visite du quartier qui ont lieu pendant deux heures de temps et sur certaines variétés de commerces et des services implantés dans le quartier. La spécificité ce marché ou quartier est qu'il y a autant des produits qui viennent un peu partout dans le monde. C'est pourquoi, les gens s'accrochent davantage à ce quartier car, il répond aux besoins locaux et culturels de leur pays d'origine. Donc, les migrants préfèrent acheter les produits qui sont acheminés sur ce marché pour diverses raisons.

Les types de commerces sont ; *la téléphonie mobile, les boutiques exotiques, les coiffures, les cosmétiques, les boucheries, les poissonneries, les discographies, les pharmacopées, les bijouteries, les restaurants et les fameux tissus africains.* Il y a également des services comme *le transfert d'argent, les agences de voyage, les marabouts etc.* Nous avons également deux lieux de culte comme la mosquée et l'église Saint Bernard qui animent la vie spirituelle du quartier où les migrants fréquentent. Parfois, les migrants viennent visiter le quartier juste pour ces deux lieux de culte. La balade est organisée autour de quelques itinéraires avec des étapes bien précises. Au niveau de chaque étape, on prend quelques minutes pour expliquer quelques récits, témoignages de riverains, usagers pour les courses et commerçants du quartier. Chaque étape ou élément présenté explique un contexte historique en lien avec le quartier et les biens patrimoniaux. En effet, la description de toutes les étapes est placée dans l'encadré ci-dessous :

1°) Séance participative de tout public à la balade du « Petit Mali à Paris » à château rouge



2°) Participation des migrants à la balade « Petit Mali à Paris » à Château rouge



La description de onze étapes de la balade urbaine du « *Petit Mali à Paris* » : parcours sociohistoriques des migrants et processus participatifs au développement territorial d' « *ici et là-bas* ».

1^{ère} ETAPE : La sortie du Métro Château rouge

Le guide montre que nous sommes devant la sortie du métro château rouge qui est le point de départ de la balade. C'est à partir de là que les migrants s'offrent le voyage virtuel et se dirigent vers le centre du marché. Le passeur des cultures (guide) prend la parole et dit ceci : « *Oh là-là, j'ai l'impression que nous sommes déjà au pays ou qu'est-ce qui se passe ici ?* ». L'idée du guide est de montrer que le marché se ressemble à celui du grand marché d'Afrique. La manière dont les gens sortent à partir de ce point de sortie du métro, explique la physionomie d'un milieu africain. Le guide est étonné de voir ces gens sortir en grand nombre en plein cœur de Paris. Ces gens d'origines africaines sont là soit pour visiter le marché soit pour faire leurs courses du mois ou la semaine. L'animation du marché est danse à la sortie du métro car, les gens proposent des tracs soit pour les diriger chez le coiffeur soit pour consulter les marabouts qui viennent dans le marché (*les armateurs qu'on y trouve au bord du boulevard distribuent des flyers pour proposer des services de marabouts aux passants*).

Etonnement à la sortie du métro, on voit alignés des commerçants ambulants qui vendent leurs business à la sauvette (*ils forment des comptoirs en carton et exposent leurs marchandises*). Par exemple, pendant l'été, il y a les vendeurs de tige de maïs et d'arachide étalés à même le sol. Un autre phénomène émergent caractérise le long du boulevard Barbès notamment, avec une forte présence des commerçants de la téléphonie mobile embarrassant les migrants subsahariens. Les migrants viennent dans ce boulevard car, les prix de la téléphonie mobile sont abordables avec une grande variété des téléphones. C'est pourquoi pendant le week-end notamment le samedi, on constate une forte présence des migrants venus de partout pour effectuer leurs besoins dans le quartier.

2^{ème} Etape : L'agence d'échanges de billets.

Les migrants interviennent à château rouge en espérant satisfaire leurs besoins nécessaires. C'est un lieu où on espère retrouver tout ce dont ils en ont besoin. Dans ce voyage virtuel, notre guide nous fait savoir que les migrants viennent de partout en Europe pour faire leurs courses à Château rouge. Il s'agit surtout des primo-arrivants et même les anciens qui échangent quelques billets de leur pays d'origine contre l'euro. Parfois, on croise devant l'agence d'échange, des migrants, des étudiants pour envoyer ou recevoir de l'argent. C'est

le cas de beaucoup d'étudiants qui reçoivent de l'argent pour les frais d'études. Le construit imaginaire qu'éprouvent beaucoup de migrants est qu'il y a tout ici comme service. L'imaginaire d'un voyage virtuel érige le quartier comme un carrefour incontournable. Le passeur de culture montre qu'envoyant ces usagers, on se rend compte que nous sommes là dans ce pays pour des raisons diverses. Il prend l'exemple sur lui en disant ceci : « *quand je reviens de vacances au pays, je ramène parfois quelques billets pour échanger dans cette agence et je trouve mieux que l'agence est présente dans le quartier* ». Il montre toutefois qu'il y a autant d'agences implantées dans le quartier répondant pertinemment aux besoins financiers de migrants. On peut envoyer tout comme on peut recevoir de l'argent à destination et depuis le pays où l'on vient.

3^{ème} Etape : Les Boutiques Bazar (Bd Barbes chez les indiens ou pakistanais)

En continuant notre itinéraire de la balade, le guide nous présente quelques boutiques de bazar qui nous donnent l'image d'un marché africain comme au Mali. Selon lui, quelques caractéristiques se font voir visiblement devant les boutiques. Par exemple, les commerçants placent leurs articles devant les boutiques pour attirer la clientèle. C'est une manière de montrer aux gens qu'ils vendent tels ou tels articles. Devant une boutique où on a observé un arrêt, il nous montre quelques articles tels que : *les pillons, les petits mortiers, les éponges pour la douche, les bouilloires pour les toilettes, les louches en plastique, les nattes etc.* Ce sont des articles qui représentent directement la culture africaine. Les familles qui ont de cérémonies (*mariage, baptême...*) viennent dans ce genre de boutiques pour leurs courses. Les migrants qui viennent devant ces boutiques ont une imagination d'être dans son pays d'origine. Ce sont des boutiques qui offrent le voyage virtuel. Connaissant la ville de Paris, on peut faire une comparaison entre les boutiques de château rouge et celles qui sont sur les Champs-Élysées. Cette comparaison s'inscrit dans le cadre de l'ethnologie d'un quartier montrant plusieurs visages de l'espace urbain et la disparité territoriale constamment constatée dans les grandes métropoles comme Paris. Les disparités territoriales sont des facteurs qui placent certains quartiers dans les disputes sociales et politiques. La juxtaposition du marché de château rouge et celui des champs Élysées dans la ville de Paris permet de s'interroger sur l'usage d'un voyage solidaire et de proximité par rapport au tourisme habituel et dominant dans tous les quartiers.

4^{ème} Etape : L'Agence de voyage Goutte-d'Or et la boutique de voyage

Nous sommes devant deux commerces qui ont profondément marqué la vie du quartier et joué un rôle important dans les parcours migratoires. Le guide montre que beaucoup des

migrants viennent faire leurs courses dans ces boutiques à la recherche des articles liés au voyage (*billets, valises, tapis, vêtements...*). Il montre que lui-même, est déjà un usager de ces boutiques. L'agence de voyage sert de l'économie sociale et solidaire dans le quartier à travers le système de tontine. C'est un système d'épargne social et solidaire entre plusieurs membres à but économique. La tontine est considérée comme une association entre plusieurs membres avec laquelle les adhérents cotisent individuellement chaque mois et permet aux membres (*bien entendu à tour de rôle*) de toucher le total cotisé à chaque échéance pour financer son projet. Ce système de cotisation tourne entre les différents membres associés. C'est particulièrement les femmes qui sont bien engagées dans cette structure sociale pour épargner et financer les projets de grande taille. Par exemple, lorsqu'on a le projet d'aller faire les vacances au pays et grâce à l'adhésion à une tontine, l'agence de voyage peut accepter de réserver plusieurs billets en avance sans payer immédiatement. L'adhésion à ce système de regroupement social est considérée comme une certaine garantie pour financer les projets coûteux. C'est-à-dire, on peut réserver autant de billets qu'on souhaite. Il y a également la possibilité de rembourser petit à petit ou régler la totalité lorsque la personne adhérente souhaite. Par définition, la tontine est une association à caractère d'épargne, solidaire et économique entre un groupe de personnes pour financer les projets. En général, les femmes africaines s'intéressent à ce système de regroupement social pour diverses raisons.

A côté de l'agence de voyage de « goutte d'or », on y trouve une boutique qui vend des articles de voyage. Dans cette boutique, les migrants viennent nombreux pour les besoins répondant à leurs attentes (*projet de mariage, baptême et autres cérémonies culturelles*). Cette boutique constitue un des premiers commerces du quartier très pertinent pour les migrants. Ce commerce a servi plusieurs générations selon les parcours migratoires depuis les années 70, 80 et 90. Quand un migrant rentre au pays, il s'offre d'abord un voyage virtuel pour acheter des malles, vêtements, chaussures, bijoux et autres cadeaux destinés à la famille restée au pays. Par exemple, ceux qui vont se marier pour la première fois viennent acheter des malles pour mettre les affaires du mariage. La plus part des articles viennent directement des pays où sont originaires les migrants. Nous sommes face à un pléonasmisme de commerce où les articles transitent à plusieurs niveaux (*les marchandises vont de l'Asie notamment la Chine, en passant par l'Europe puis, en Afrique*). Parfois, les articles viennent de l'Afrique par les commerçants à destination de l'Europe puis, les clients (les migrants) les achètent à destination de l'Afrique comme cadeaux à offrir aux familles. Une fois les migrants arrivés au pays, ceux ou celles qui reçoivent ces articles comme cadeaux sont très satisfaits du fait de

leur provenance (France) comme valeur ajoutée.

5^{ème} Etape : Place de la mosquée (rue poissonnière).

Dans le marché, nous avons deux lieux de culte qui jouent énormément un rôle important dans la vie spirituelle des migrants. Il s'agit de la mosquée située rue poissonnière et l'église Saint Bernard à côté du square Léon où la ballade se termine. Ces deux lieux de culte remplissent les parcours sociohistoriques du quartier à travers les cultures qui s'expriment dans divers secteurs (*commerces, services, résidents...*)

Concernant la mosquée, beaucoup des migrants viennent, soit pour faire leurs prières, soit pour faire des cérémonies (*baptême, fiançailles etc.*) religieuses ou déposer des offrandes (*ce sont des savoir-faire occultes, du dogme,... dictés par les voyances*). Certaines personnes viennent pour les sacrifices personnels dictés par le marabout (*professionnel qui pratique les savoir-faire relevant des esprits...*). C'est-à-dire, lorsque le migrant consulte un marabout, il peut lui conseiller de faire des offrandes (*lait, sucre, poulet vivant ou de l'argent*) déposées dans la mosquée. Ce lieu a connu quelques évènements avec lesquels les politiques, les religieux, les riverains avaient un différend (la place où il y avait la mosquée) avec les occupants du site entre 2007 et 2010 à cause de l'occupation de l'espace public. La rue est occupée le vendredi (*considéré comme jour de rassemblement de la communauté musulmane pour la prière collective*) par les musulmans. Les gens viennent massivement et la mosquée se déborde. Les fidèles font leurs prières dans la rue et empêchent parfois, les riverains à accéder leur domicile. Avec ces conflits, les pouvoirs publics et locaux, l'association de la mosquée ont trouvé la solution de détruire l'édifice et la reconstruire (*celle-ci deviendra l'Institut des cultures d'Islam*) sur le même lieu. En attendant la reconstruction, les gens font leurs prières dans une ancienne caserne des sapeurs-pompiers. Malgré l'absence de la mosquée, les gens continuent à venir pour leurs besoins personnels ou pour d'autres raisons diverses. Le site de la mosquée reste un symbole important pour les migrants qui viennent ici à château rouge.

Pour l'Eglise Saint Bernard, elle constitue la deuxième niche sociale pour les migrants. C'est-à-dire, elle est devenue le lieu d'espoirs pour les sans-abris et les sans-papiers qui cherchent les moyens nécessaires à se protéger. Elle a joué un rôle très important dans les différents parcours migratoires et au niveau de leur intégration. Il y a eu quelques années très marquées par les parcours sociohistoriques des migrants. Par exemple, l'église a été prise par les sans-papiers en vue de réclamer leurs régularisations. Ce fut le cas dans les années 70, 80, 90 et 2008 pour réclamer leur régularisation.

En outre, elle s'occupe de l'accueil et l'assistance des primo-arrivants dans le quartier. Elle mène un combat pour l'assistance de ces catégories de migrants dans le quartier qui sont parfois orientés vers le quartier. Elle offre des moments heureux aux migrants pendant les fêtes de fin d'année, les fêtes de Ramadan et Tabaski.

Les deux sites demeurent toujours des lieux importants pour les migrants qui viennent dans le quartier dans les rapports liés à leur spiritualité, leur protection sociale ou leur communauté de vie avec d'autres personnes. Le quartier offre un volet important à travers les deux sites. Le guide du « Petit Mali à Paris » a montré ces sites comme une des étapes à découvrir dans le quartier comme parcours migratoires.

6^{ème} Etape : Les Boutiques de tissus africains (rue poissonnière)

Le tissu africain constitue une des variétés du commerce africain dans le marché. Ce fameux tissu africain est très prisé par les migrants. C'est le commerce de ce produit qui attire plus les usagers (*la plus part de ces clients sont les femmes*) à visiter le marché. A travers le guide, nous avons effectué une étape où beaucoup des migrants viennent uniquement pour effectuer le voyage virtuel à château rouge pour ces tissus africains pour des fins diverses.

Du point de vue sociétal, que représente-t-il ce tissu africain dans les parcours des migrants ? C'est un produit esthétique à usage vestimentaire mais, très représentatif dans la société africaine. C'est un produit qui a une longue histoire à travers les générations et les événements. Le tissu africain joue un rôle très important entre l'individu et sa société. Il communique et représente un personnage, un événement ou une communauté donnée. Il peut jouer l'intermédiaire entre la personne et une histoire donnée ou un événement d'une communauté de vie. Par exemple, les communautés religieuses ou les partis politiques font l'usage de ce produit en vue de leur représentation communautaire. Le tissu africain constitue un objet social qui lie l'humain à sa communauté ou un symbole sociétal (*événement, mariage, baptême...*). C'est également un objet qui procure le sentiment de joie à l'individu qui se le procure pour l'usage esthétique. Le tissu africain joue l'appartenance sociale (*cérémonies, pratiques culturelles...*) et géographique dans un environnement communautaire. C'est-à-dire, les gens qui portent le même tissu montrent l'appartenance communautaire et la provenance géographique des usagers.

En la matière, le tissu africain constitue une collection de trois variétés à base du coton et de la laine. Il s'agit du *Bazin, Bogolan, du wax, Indigo et du brodé*. L'ensemble de ces matières est ancré dans les valeurs culturelles notamment, les événements culturels (*mariage, baptême...*). Dans la communauté de migrants, chacun préfère voir organiser sa cérémonie à

travers l'identité du tissu africain.

Le Wax

C'est un mot anglais qui signifie « *cire* ». C'est un batik industriel aux motifs colorés imprimés sur une toile de coton (*Batik, réalisation des motifs par impression de cire avant la teinture*). C'est la matière qui est caractérisé par plusieurs couleurs à base du coton avec plusieurs motifs. Notre guide nous mène dans la boutique où sont étalés plusieurs rangés de wax indiquant les différentes communautés et les provenances géographiques des migrants qui achètent. Par exemple, les maliens et les sénégalais achètent très généralement, le même wax. Quant aux autres rangés dans la boutique, on peut facilement repérer les communautés qui achètent et leur provenance. Par exemple, les congolais et le gabonais ont une identification à travers une variété de wax. C'est le même cas pour d'autres communautés comme les togolais, les ivoiriens, les béninois, les ghanéens qui achètent un tissu spécial désignant les rituels, les pouvoirs, le savoir-vivre et l'appartenance de leur communauté. Notre voyage virtuel dans la boutique montre un carrefour des cultures et des communautés à cause du tissu africain. On arrive à distinguer les différents usagers et les orientations commerciales grâce au tissu africain.

C'est un produit d'origine européenne. Il fut élaboré en Hollande il y a plus de 150³⁷⁹ ans puis, exporté par les entreprises européennes pendant la colonisation pour la première fois en Indonésie. Actuellement, ce produit est valorisé et fabriqué par les entreprises anglaises, hollandaises, et leurs filiales africaines, et en même temps une étoffe typiquement africaine aux yeux des Occidentaux. Il est également revendiqué par les africains notamment, toute l'Afrique subsaharienne comme un élément de leur culture, un symbole de l'identité africaine en Europe. Dans un contexte de mondialisation, d'autres pays comme la Chine, la Turquie... fabriquent également le wax avec un marché très abordable et les rapports qualité prix sont visibles. Malgré la diversité des unités de fabrication, l'Afrique demeure le centre principal de consommation du wax. Les migrants qui viennent à château rouge sont des consommateurs du wax comme identité. Les boutiques de tissu africain sont très visibles à travers l'exposition du wax qui attire la clientèle. C'est un symbole qui est au cœur du voyage virtuel effectué par la balade du « Petit Mali à Paris » et s'associe aux liens sociaux culturels entre plusieurs personnes. L'effet attractif du wax est le côté coloration qui renvoie l'individu sur plusieurs dimensions sociales et culturelles. Nous avons le côté esthétique de la couleur du wax, la qualité, le motif, l'aspect revendicatif etc. qui sont autant des facteurs qui

379 BULJAT Stefan, (Tour opérateur Mygran Tour européen), Bastina voyage,2018.

accompagnent l'individu dans sa vie en communauté. Ces facteurs demeurent un aspect culturel auquel les visiteurs du marché de château rouge sont attachés la densité de ce produit en plein cœur de Paris. Le wax demeure le produit phare du tissu africain qui a tant marqué les temps et les générations, les événements culturels et consolide les identités qui se l'approprient.

Le BAZIN

Les événements culturels (festival), les cérémonies etc., nous rappellent de l'usage du Bazin qui est visible dans la boutique du tissu africain. Le Bazin est une des variétés du tissu africain qui demeure très prisé par les migrants qui viennent dans le marché. Le Bazin est une gamme hautement appréciée par beaucoup de personnes. Qu'en est-elle de la matière du Bazin ? Comment les uns et les autres s'identifient du Bazin comme identité culturelle et matière attractive d'une communauté donnée? C'est une pièce de coton damassée, en provenance d'Autriche, d'Allemagne ou de Chine. Etoffe industrielle, le Bazin est teinté en Afrique de façon artisanale donnant une sensation. Les motifs sont réalisés par différentes techniques de réserves, qui sont parfois combinées entre elles : broderies, ligatures, réserves cousues à la machine, application de tampons de cire, pochoirs, « cracking », etc. Le Bazin teinté est ensuite apprêté : amidonné et frotté d'un pain de cire, il est confié à des « tapeurs » qui le martèlent avec des maillets en bois. Cela rend l'étoffe rigide et lui donne son aspect brillant.

Le Bazin est un tissu prestigieux, aux qualités variées. Il est le symbole de l'élégance et signe de réussite sociale en Afrique. Le Bazin nous permet de distinguer les classes sociales à travers les différentes qualités que les gens se l'approprient. La forme et l'usage du Bazin sont autant des facteurs qui renvoient aux identités, aux événements et les communautés qui viennent au marché notamment, les personnes issues de l'immigration. A travers la balade du « Petit Mali à Paris », on peut constater que cette catégorie de tissu africain est signe de révélateur de discrimination sociale à travers les gens aisés et ceux défavorisés. Le Bazin représente la communauté élitiste en Afrique. Cela est visible à travers les cérémonies organisées en Europe par certaines communautés africaines (maliennes, sénégalaise, mauritanienne, guinéenne...). Le Bazin comme signe de réussite sociale contribue au rayonnement de ce quartier de Paris qui connaît quelques inégalités socioéconomiques dans la ville de Paris. Cette situation à travers l'image de Bazin laisse à réfléchir sur certains privilèges laissés au sein des communautés qui fréquentent le marché. Le guide montre

comment certains migrants viennent se procurer de ce produit et l'expédier par la suite au Pays. Le Bazin par la suite devient le produit qui creuse le fossé entre les gens d'une même famille. Par exemple, le migrant qui offre ce produit à sa famille peut devenir source de conflit social, de jalousie entre les mêmes proches. En poursuivant notre balade, on découvre d'autres variétés du tissu africain qui revendiquent l'identité africaine que les précédents produits. Mais le Bazin demeure le produit non accessible pour tous à cause de sa cherté au marché.

BOGOLAN

En poursuivant notre balade avec le guide, on découvre dans une boutique une autre variété de tissu africain qui s'appelle le « Bogolan ». Que peut-on savoir de ce produit artisanal ? C'est un Tissu originaire du Mali décoré avec des plantes et de l'argile. Le vocable « *bogolan* » signifie « fait avec la terre » en langue Bambara. C'est une étoffe totalement artisanale : elle est tissée en coton filé au fuseau, et teintée avec des pigments naturels d'origine végétale ou minérale, et sur des supports. Les motifs sont réalisés à main levée ou au pochoir. Traditionnellement en milieu rural au Mali, le pagne en Bogolan constituait un moyen de protection lors de pertes de sang (*guerres, conflits, cérémonies de tristesse etc.*). Son pouvoir se situait dans la symbolique des motifs. Rendu célèbre par Chris Seydou, créateur de Haute Couture d'origine malienne, le Bogolan est aujourd'hui représentatif de l'identité malienne. Notre guide nous a montré ce patrimoine auquel certains maliens s'identifient pendant les cérémonies. A travers la balade, on découvre que cette variété de tissu africain constitue une richesse culturelle qui dépasse même les frontières culturelles. C'est-à-dire, ce n'est pas seulement les maliens qui se l'approprient mais, nous avons d'autres personnes notamment, les occidentaux s'intéressent à cette variété. Le tissu africain à travers le Bogolan peut être un instrument de dialogue culturel et social. De même, les événements culturels sont révélateurs de cette richesse culturelle et sa demande croissante au marché. La balade du « Petit Mali à Paris » est révélatrice de cette opportunité culturelle à travers le Bogolan dans le marché de château rouge. La sociologie de la balade urbaine touche à tout pendant l'itinéraire en décrivant tous les aspects socioculturels des usagers. Le tissu africain peut seul décrire cette sociologie qui identifie les différents acteurs qui viennent dans le marché. Les couches sociales qui utilisent le tissu africain sont bien identifiées à travers les migrants qui viennent acheter le tissu dans le marché.

INDIGO

La sociologie qui décrit la balade urbaine du « Petit Mali à Paris » est riche à décrypter des

faits sociaux au sens de P. Bourdieu. Cela montre qu'il y a autant des choses dans le marché à découvrir exportés par les commerçants du marché qui font l'objet d'analyse socioculturelle. En poursuivant la balade avec notre guide, nous avons découvert des objets (*les variétés de tissu*) qui décrivent la sociologie, l'ethnologie d'un quartier, d'un groupe humain qui se manifeste dans la boutique du tissu africain. Comme dernier élément à découvrir dans la boutique, notre guide de la ballade nous a montré une dernière variété du tissu africain. Il s'agit de l'indigo qui est typiquement traditionnel. Qu'est-ce que l'indigo ? L'indigo est la première plante tinctoriale d'Afrique de l'Ouest, et la plus répandue. Il caractérise ce bleu intense et profond, qui sera décliné dans différents motifs selon les peuples d'Afrique de l'Ouest. C'est une étoffe traditionnelle, totalement artisanale : la teinture végétale est appliquée sur des toiles tissées en coton filé au fuseau. Les motifs sont réalisés par réserve : il s'agit de ligaturer ou coudre avec un fil de coton, de raphia ou les fibres plastiques d'un vieux sac de riz, les zones où seront révélés les motifs. Aujourd'hui, les teintures à l'indigo sont également appliquées sur des pagens en Bazin. Sur le plan ethnosociologique, l'indigo est la variété de tissu africain qui renvoie l'usage de certaines communautés (*Touareg, Dogon, Soninké...*) qui revendiquent leur culture à travers la tenue vestimentaire. Certains événements culturels (*festival, mariage, circoncision, initiation sociale...*) rentrent également dans ce processus d'identification culturelle grâce à l'usage de l'indigo. La balade du « *Petit Mali à Paris* » nous permet de découvrir dans le marché des faits sociaux (*au sens de Bourdieu*) qui ont trait sur la culture des groupes humains. Ceux qui viennent chercher l'indigo comme symbole culturel de leur identité, constitue un acte qui anime la vie de ce quartier et profitable pour les commerçants.

6^{ème} Etape rue Dejean (boucheries, poissonneries, primeurs, marchands ambulants...).

Comme dit notre guide : « dans cette rue, tout se joue et on voit tout !!! ». Ceci dit qu'on peut voir à la fois, des choses formelles et informelles dans la même rue. Etant donné que la rue est très prisée, les commerçants reçoivent toute sorte des clients qui viennent pour des motifs différents. C'est la rue où l'on retrouve la majeure partie de l'ambiance du marché. Les gens viennent majoritairement pour fréquence et l'abondance des affaires spécifiques aux besoins des migrants. On rencontre des gens venus de partout d'Europe (*en général le samedi*) pour s'effectuer d'un voyage virtuel (*ici et là-bas*) à travers ce patrimoine vivant des parcours migratoires (*les biens commerciaux, les couleurs, l'ambiance, les odeurs et autres articles exposés dans cette rue*). Par exemple avec un adage très connu des usagers de ce quartier, les gens disent souvent : « *venir à Paris sans faire un pas dans cette rue, c'est comme si vous*

n'êtes pas venus à Paris ». Cela montre l'importance de cette rue très fréquentée par un public déterminé. Autrement dit, la rue Dejean est très réputée du milieu africain car, les gens viennent le week-end un peu partout de l'Europe (*Belgique majoritairement, Suisse et l'Italie, la province et la banlieue parisienne*) pour faire leurs courses. Le voyage virtuel « *ici et là-bas* » signifie que les usagers se projettent dans une épreuve qui répond à leurs besoins en étant restés en France mais aussi, de se procurer des biens socioculturels et commerciaux de leurs pays d'origines sans se rendre là-bas.

La première impression que nous avons dans cette rue du point de vue caractéristique, est l'occupation sauvage par les marchands ambulants. C'est-à-dire une fois arrivée au beau milieu de la rue, les gens installent leurs marchandises pour bloquer les passants. C'est dans cet état d'embouteillage que les malfaiteurs s'inclinent entre les gens pour dérober les affaires d'autrui. Ils vendent des bijoux, des vêtements, des produits cosmétiques et parfois des fruits et légumes du pays tels que les « *safou du Cameroun ou Gabon*», *aubergine-cœur du Mali, arachides fraîches ou grillées du Togo, etc.* ». L'occupation de la rue par les marchands ambulants gêne énormément les passants. Ils sont fréquemment pourchassés par les forces de l'ordre et sont toujours prêts à courir dans tous les sens avec leurs affaires en main. Ils sont sanctionnés par ce dernier avec des amendes, perquisition des biens ou jetés dans la poubelle. Dans cette rue ambiante, on y trouve plusieurs variétés de commerce (*boucheries, poissonneries, produits exotiques, primeurs...*).

Les boucheries de la rue Dejean constituent une des premières variétés commerciales de Château rouge. Elles sont tenues en général, par les maghrébins comme propriétaires de ces commerces et la majorité des clients ou ouvriers travaillant à l'intérieur sont des subsahariens. Au sein de ces boucheries, on trouve beaucoup de nationalité (*très souvent maghrébins, maliens, sénégalais, guinéens...*) avec une belle ambiance à l'intérieur. Les gens vont vers ces boucheries parce que, les prix sont abordables et les manières dont les viandes sont préparées (*pré-grillées, têtes de mouton, trippes...*) attirent plus les africains. Par exemple, les têtes de mouton, le tripe, les pâtes de vaux et autres sont très convoités par les clients.

Les poissonneries exposées en plein air dans la rue Dejean font partie des premiers commerces de la rue. Avant et maintenant, les gens viennent parce que, ce sont des poissons qui viennent directement du Pays (*il s'agit un peu partout de l'Afrique ou aux Antilles*). Ce sont des poissonneries tenues par plusieurs nationalités différentes (*africaines, européennes et asiatiques*). Les poissons du coin sont agréables et coûtent très moins cher qu'ailleurs

(témoignage d'un client). Notre guide prend la parole et relate ainsi : « *c'est ça la spécificité de la rue Dejean* ». « *Moi-même, je viens faire mes courses de temps en temps pour bien profiter de l'ambiance de la rue et de la chaleur humaine* ». En s'approchant d'une commerçante (*Européenne d'origine bretonne*), on trouve un animateur (d'origine sénégalaise) qui attire les clients à acheter les bons poissons venus de différents pays. Il relate ainsi : « *ici, il y a des poissons frais venus d'Afrique dans les eaux douces, d'Europe, d'Asie et des Antilles* ». Il nous montre ainsi, tels ou tels sont mieux pour tel plat cuisiné ! Par exemple, le thioff du Sénégal c'est mieux pour le plat du tiéb (plat convoité en Afrique). Il y a également, les mâchoires du Nil, les capitaines, les tilapias les plat-plat et les capitaines du Sénégal qui sont tous adaptés pour des plats spécifiques à la cuisine africaine.

Enfin, si la rue Dejean, constitue la centralité africaine dans le « *Le Petit Mali* » qui englobe toute l'Afrique, elle est boudée par d'autres personnes du fait de sa fréquentation par des malfaiteurs. C'est-à-dire, on peut rencontrer beaucoup des nationalités dans cette rue opérant leurs courses parmi lesquelles, il y a des malfaiteurs qui dérobent les biens d'autrui. Cette situation de la rue est mal vue par d'autres personnes qui vivent hors du quartier. Cela fait partie des clichés néfastes qui pèsent sur le quartier dans la ville de Paris. A la sortie du métro château rouge, on tombe directement sur la rue Dejean où sont proposés des services (*coiffures, marabout...*) par des rabatteurs. Cela donne une première impression aux visiteurs que le quartier est fréquenté par des gangs. C'est un carrefour où on y trouve les migrants qui s'offrent un voyage virtuel pour des raisons diverses.

7^{ème} Etape : Rue Poulet (*Les boutiques exotiques : légumes, boîtes de conserve...*)

Les boutiques exotiques constituent la vitrine du marché et font l'objet de beaucoup de convoitises pour les populations migrantes qui viennent faire leurs courses. A la sortie du métro, on prend la rue poulet à droite qui descend vers le carrefour où beaucoup des migrants se rencontrent. Tout au long du trottoir de cette rue, on voit les boutiques exposant des produits exotiques devant les battantes de leurs portes et fenêtres. C'est une des variantes commerciales de Château rouge. Pensez que dans cette rue, c'est l'aspect culinaire qui attire du monde vers ces produits qui viennent du terroir des migrants. C'est-à-dire, pour faire la cuisine africaine, c'est par là qu'il faut faire les courses. Les produits sont des légumes frais et secs majoritairement venus du pays et d'ailleurs (*Afrique, Asie, Antilles et parfois en Europe*). On y trouve également, les boîtes de conserve pour la cuisine. Notre guide nous montre qu'à l'intérieur de la boutique, tout est alimentaire. Ce qui caractérise ces commerces exotiques, ils sont généralement tenus par les chinois, les maghrébins et quelques africains.

Dans chaque boutique, vous avez un ou plusieurs animateurs qui donnent des informations sur les produits et orientent les clients sur les tarifs et la provenance des produits. La satisfaction qu'éprouvent les clients est que beaucoup des produits viennent directement de leurs pays d'origine et sont en grande partie «bio». Les produits exotiques viennent en France par cargo, par fret ou à des circuits courts informels (*quelques particuliers approvisionnement*) pour approvisionner le marché de château rouge. En poursuivant notre balade, quelques animateurs dans les boutiques exotiques nous montrent comment ces produits sont transformés dans les restaurants du quartier. Notre guide nous a montré de les déguster dans le restaurant qu'on va vous montrer à la fin de la balade.

8^{ème} Etape : Les boutiques cosmétiques (rue Poulet).

Nous avons une autre variété de commerces dans le quartier qui attire du monde. Ce sont des boutiques tenues par les asiatiques (*pakistanaïes, indiens, Sri-Lankais et parfois, les africains*) dont l'usage reste majoritairement la communauté afro-antillaise. Ces commerces sont très convoités par les femmes afro-antillaises où on y trouve des produits de beauté, des soins pour la peau et les cheveux. C'est ainsi, qu'on y trouve majoritairement les femmes africaines aux abords de cette rue en grand nombre pour des raisons diverses. Plus précisément, à côté des boutiques cosmétiques, on voit du monde sur le trottoir proposant des affaires très lucratives (des bijoux, produits cosmétiques de toute sorte à des prix abordables etc. Ce sont les vendeurs ambulants qui tissent des liens étroits avec les clients qui sont intéressés de ces biens visibles.

Nous voyons des produits illicites à la consommation dont l'usage vise la dépigmentation de la peau et le changement des hormones (*parfois, il y a une clientèle qui demande des produits susceptibles de rendre volumineux le corps tel que les fesses*). Ces femmes d'origine afro-antillaises qui vendent à la sauvette et consomment ces produits cosmétiques dont l'usage est interdit, prennent les risques sanitaires, sécuritaires, identitaires etc. Notre guide nous montre que certaines situations socioéconomiques et culturelles expliquent ce phénomène évolutif dans le quartier. On peut retenir des difficultés liées aux conditions d'accès à l'emploi, le problème d'intégration dans la société d'accueil et d'autres problèmes socioculturels qui touchent les migrants. Sans emploi (*parfois confrontées à des difficultés socioéconomiques*), ces femmes viennent dans ce marché de château rouge le samedi et se donnent à cet usage de commerce informel afin de gagner leur vie.

Ces commerces cosmétiques sont caractérisés par deux phénomènes (*les commerces formels ou officiels et les commerces informels ou ambulants*) qui se développent de plus en plus. Il y

a deux conséquences qui sont liées, à la fois sanitaire et identitaire dans le quartier. Les deux types de commerce sont visibles dans la rue poulet. Les commerçants sont dans leur logique de profit qui nuit sur la santé des usagers. Du point de vue identitaire, ceux qui vendent et consomment les produits qui dépigmentent la peau constitue une atteinte à une communauté déterminée. La crise identitaire est liée au changement de la peau noire qui est blessant pour une population déterminée qui est déjà. C'est ainsi que nous avons dans ce quartier, quelques associations qui luttent contre ce phénomène de la dépigmentation qui est d'ailleurs interdit par les pouvoirs publics. Dans ce système, tant pis pour les consommateurs. C'est pourquoi, certaines associations sont implantées dans le quartier pour lutter contre ce fléau qui touche la communauté noire à Paris.

9^{ème} Etape : Les discographies (rue Poissonnières).

Dans ces boutiques, on retrouve des œuvres des artistes maliens (*musiciens, comédiens, chanteurs, danseurs...*). Ce sont les boutiques tenues par les maliens en vue de revaloriser la culture malienne exportée à Paris et répondre aux besoins des consommateurs. Lorsque vous cherchez l'œuvre d'un artiste et que vous avez du mal à le retrouver, ce sont les deux boutiques qui sont en mesure de vous fournir. Par exemple, il arrive souvent qu'on a du mal à retrouver l'œuvre de tel ou tel artiste mais dès que vous êtes ici, vous l'avez facilement. Ces discographies participent aux différents parcours migratoire en instituant le voyage si proche et solidaire. C'est l'idée du voyage de proximité car, le migrant est servi sur place sans se déplacer pour le pays. Le fait même de venir voir ces boutiques, constituent un grand plaisir pour certains migrants car, l'ambiance est palpitante à l'intérieur et on y rencontre des gens perdus de vue.

10^{ème} Etape : Boutique des sapeurs dans rue «PANAMA » : entre vie associative et pratique culturelle d'« ici et là-bas » chez « JA le Bachelor ».

Nous avons rencontré le propriétaire de la boutique. Il s'appelle Jocelyn Armel BINDICKOU dit « JA Le Bachelor », il est le fondateur de la marque Connivences Paris. Il se présente en tant que la personne qui a « l'art de faire chanter les couleurs ici et là-bas ». C'est-à-dire, pratiquer la culture de son pays d'origine (Congo) à Paris et être dans les processus associatifs de son quartier. Jocelyn Armel BINDICKOU a créé la marque Connivence Paris en 2005. Enfant du quartier, c'est tout naturellement qu'il décide d'installer sa boutique Sape and Co à la Goutte d'Or. Avec des pièces toujours plus colorées, le Bachelor s'inspire de ses origines congolaises pour créer des vêtements chics et colorés en accord avec le mouvement de la SAPE.

Au plan historique, il nous décrit que la sape vient du Congo-Brazzaville. Elle est née à la fin des années cinquante, après l'indépendance du pays. C'est un mélange entre les vêtements de l'époque du jazz et les habits du dimanche pour aller à la messe. C'est une rue très réputée chez les gens d'Afrique centrale (*congolais majoritairement*). Ils viennent partout d'Europe, de la province et parfois de l'Afrique. Ce sont les grandes célébrités qui y viennent acheter et faire pratiquer le rituel « *sapologie, terme inventé par son milieu culturel* ». C'est une pratique culturelle dans la tenue vestimentaire et dans l'élégance. Pour montrer la vitalité de la culture africaine notamment d'Afrique centrale, c'est l'endroit où se connectent les amateurs de cette pratique. Ils font chaque fois des défilés des modes dans la rue ou même spontanément, dans les boutiques. C'est une véritable figure africaine sur la mode.

Dans le domaine associatif, c'est en 2011 que le constat était fait sur de nombreux professionnels établis à la Goutte d'Or travaillant dans les secteurs du textile, de la mode et du design. Certains d'entre eux se réunirent et décidèrent de créer l'association, en vue de mutualiser toute action susceptible de favoriser le développement économique et local de l'emploi dans ces secteurs jugés porteurs pour la Goutte d'Or (*et donc pour Paris !*). C'est un véritable partenariat public privé puisque la Mairie de Paris soutient activement le projet depuis le début, avec comme enjeu notamment la résorption du travail informel, récurrent dans le quartier où les migrants fréquentent en grand nombre. Un dialogue régulier permet de construire conjointement et progressivement le modèle économique et social du Pôle. La Région Ile-de-France et l'Etat soutiennent également le projet.

En 2014 l'association fut labellisée PTCE (Pôle Territorial de Coopération Economique), l'enjeu étant de susciter toute collaboration utile entre tous types d'acteurs présents dans un même quartier. A ce titre elle reçut pour mission de créer la coopérative, avec un financement spécifique de la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi est née La Fabrique de la Goutte d'Or, fondée par certains adhérents couturiers de l'association.

Désormais les deux entités forment le Pôle des Gouttes d'Or de la Mode et du Design. L'association continue d'assister la coopérative dans son développement, celle-ci étant en retour l'outil central du modèle économique en gestation. En 2019 elle a inauguré son atelier mutualisé, destiné à travailler en réseau avec un nombre croissant d'ateliers du quartier. Quant à l'association, elle restera à terme sur sa mission de communication et de mise en réseau. C'est pourquoi la boutique demeure la vitrine de l'association avec le convoitise de tout acteur confondu et de toutes les origines sociales.

11^{ème} étape : La Boutique « Pharmacopée » : tradi-thérapeute ou vendeur des médicaments

traditionnels.

Cette boutique est caractérisée par les produits rituels qui rentrent dans les représentations sociales. Ce sont des produits à base des plantes médicinales. Les migrants restent très attachés à cette boutique car, c'est vital pour la santé. C'est typiquement culturel, imaginaire et basé sur les représentations sociales. Par exemple, lorsqu'on certains tombent malade, ils viennent s'en procurer des médicaments dans la boutique. Les représentations sociales des usagers placent ces médicaments étant plus efficaces que la médecine ou les molécules modernes fabriqués scientifiquement. Dans l'imaginaire des migrants et leurs parcours historiques du quartier, on retrouve ce construit imaginaire qui fabrique des réalités de distance « ici et là-bas » comme culture malienne exportée et l'interaction entre l'homme et la nature. Pour certains, la nature (*à travers ces plantes médicinales*) offre le réel pour s'offrir d'une bonne santé. L'interaction qui s'installe entre les acteurs et l'objet (médicaments) construit un intérêt accordé à la société d' « *ici et là-bas* ». La boutique constitue un symbole des parcours migratoires et constitue un lien des rapports sociaux entre l'individu, la nature et son milieu d'origine.

La balade constitue un mode de participation aux processus de valorisation culturelle, de découverte, de contacts et des liens sociaux construits. Un usager de la balade montre qu'il est rare de trouver ces genres de boutiques en Europe et dans des villes comme Paris. C'est grâce au « *Petit Mali à Paris* » qu'il a pu découvrir, la phase d'un autre monde. Selon on essaye de démontrer du réel à ceux qui n'arrivent pas à croire que la pharmacopée, c'est du n'importe quoi. C'est une façon de montrer que les migrants ont exporté une activité culturelle et réelle en plein cœur de Paris et qui répond au besoin utilitaire d'un public donné. Les éléments constitutifs de la boutique pharmacopée offre une large variété des produits qui guérissent plusieurs maladie dont les populations parisiennes et de la région en ont besoin. Les médicaments, peuvent être en *poudre, en attaché des feuilles d'arbre, en écorce, en racine ou même parfois, des organes d'animaux qui ont un côté sacré*. Vous avez parfois, des objets métalliques qui entrent dans la guérison de certaines maladies basiques telles que les migraines et les maux de tête. Par exemple, *les bacs et les bracelets*, sont des objets auxquels les femmes restent attachées pour s'embellir et se mettre à l'abri contre les mauvais esprits.

Conclusion de la troisième partie

Dans cette dernière partie du travail, on s'est intéressé de savoir si on est dans la dynamique de reconstruction territoriale ou plus tôt dans des processus d'uniformisation des modèles de développement véhiculés et imposés aux populations locales. De cet fait, cette partie a révélé les problèmes liés aux processus de développement territorial marqués par l'inadaptabilité des dispositifs de développement (*projets, programmes*), les difficultés pour les populations locales de s'approprier aux logiques du développement durable, l'évincement des cultures et pratiques locales au profit des valeurs universalistes de développement et l'insuffisance des moyens financiers. Et pourtant, les spécificités territoriales (*facteurs endogènes*) à travers l'implication et la participation des populations locales sont au centre de la démocratie participative. La mise en œuvre des dispositifs de développement durable est au centre des processus d'autonomisation et d'accompagnement social. Les spécificités territoriales sont en contradictions aux modèles dominants et universalistes qui tendent à uniformiser les pratiques locales de développement territorial. A cet égard, la troisième partie de ce travail apporte une argumentation, un éclairage qui dénonce les modèles dominants et l'uniformisation des pratiques multiformes de développement territorial. Cette partie situe le citoyen au cœur des pratiques de développement territorial. Elle valorise le point de vue de la démocratie participative dans les processus complexes de décentralisation et de coopérations décentralisées au Mali. Nous avons essayé de contribuer le cadre qui apporte un complément visant à promouvoir les savoir-faire locaux de développement endogène plus participatif auprès des populations locales (*bénéficiaires des projets et programmes*).

Dans ce travail, nous avons cherché à mettre en parallèle, les paramètres qui contredisent les modèles dominants (*discours, pratiques...*) de développement durable. Les parties précédemment évoquées montrent que les manières ou les modèles de développement exogène auxquels les organismes extérieurs inspirent dans les champs de développement territorial, ne tiennent pas suffisamment compte des spécificités ou des réalités sociales des populations locales en difficulté (*illettrisme, pauvreté, représentations sociales, logiques d'action...*). Cela implique l'intégration des acteurs divers, les processus de participation politique et la prise en compte des savoir-faire sociaux de base permettant aux populations locales d'appréhender et de s'approprier des dispositifs dominants véhiculés dans les champs de développement territorial. Il s'agit d'accompagner les populations locales en difficulté d'appréhension, d'adaptation et d'appropriation face aux dispositifs émergents et face aux nouveaux défis actuels (*mondialisation, du local au global, changement climatique...*) des

processus de développement territorial. Dans ce sens participatif, c'est l'insuffisance de la démocratie participative qui est soulignée au niveau des initiatives et de mise en œuvre des dispositifs de développement durable dans cette troisième partie. Certes, nous avons souligné quelques modèles participatifs endogènes (*balades, projets menés par les migrants en termes d'innovation sociale et de reconstruction territoriale...*), mais l'équité d'accès aux ressources de développement à travers les logiques d'action institutionnelles, l'équilibre social et les partenariats face aux techniques et ressources humaines (illettrisme), constituent des contraintes et des facteurs d'inégalité dans les champs de développement territorial.

Après avoir distingué les différents acteurs (*acteurs institutionnels et acteurs non-institutionnels*) dans les champs de mise en œuvre des dispositifs de développement durable, nous avons mis l'accent sur les logiques d'acteur et les systèmes institutionnels dans les processus de développement territorial. A cet effet, l'approche de développement endogène à partir de la participation des populations locales est mise en perspective pour déconstruire les insuffisances des logiques et des systèmes d'action instaurés. Les spécificités territoriales à partir des réalités sociales vécues, constituent un cadre des logiques sociales et culturelles dans les processus de développement territorial. Par essence, cette approche permet de construire la légitimité des projets et programmes de développement intégrés dans les champs de développement territorial. C'est ainsi que les méthodes de la culture participative sont considérées dans ce travail comme dispositifs d'enseignement à prendre en compte. Les moyens permettant aux citoyens de participer favorablement à l'exercice démocratique, manquent dans les champs de développement territorial. Ces moyens sont tributaires à la reconstruction de l'espace public citoyen. Il s'agit des moyens comme les techniques de participation, les méthodes du savoir-faire et les moyens matériels qui déterminent la position sociale des populations locales dans les champs de mise en œuvre des dispositifs de développement territorial.

Dans ce sens de déconstruction des modèles dominants des processus de développement territorial, les spécificités territoriales ont été soulignées comme cadre alternatif aux défis actuels. De ce fait, l'approche endogène de développement est soulignée comme cadre qui contredit et substitue les méthodes technocratiques fermées aux citoyens ordinaires à partir de l'approche territoriale du développement durable. Cela implique de mettre en œuvre, les spécificités culturelles comme accompagnement social et alternatives aux méthodes technocratiques dans la mise en œuvre des dispositifs de développement durable (*projets et programmes*). L'accompagnement social se relie à l'éducation du citoyen

dans les processus de développement territorial. Cette posture est renforcée à partir des réalités sociales, des spécificités territoriales auxquelles, les populations locales vivent dans la région de Kayes. Cela implique de mettre en exergue, certains moyens nécessaires qui accompagnent les populations locales de la région de Kayes dans leurs processus de développement territorial. L'accompagnement social est le processus d'autonomisation des structures locales dans les actions économiques, sociales, environnementales et culturelles. Il s'agit de promouvoir des acquis sociaux de base du citoyen à travers ses savoir-faire locaux utiles à l'innovation sociale et à la reconstruction territoriale. Les spécificités territoriales, l'éducation du citoyen dans les processus de développement territorial, implique non seulement de promouvoir les initiatives locales de la société civile mais, recadrent les politiques publiques des acteurs institutionnels. Il s'agit d'apporter l'innovation sociale et la reconstruction territoriale face à certaines limites (*en termes de déficit démocratique, de manque de moyens financiers, de domination des modèles, d'injustice sociale et d'inégalité d'accès aux ressources proposées par les processus de développement territorial*).

CONCLUSION GENERALE

Cette conclusion générale conclue les idées qui ont construit ce travail tout en soulignant les principaux résultats de recherche présentés dans les trois parties. L'objet et le problème de ce travail de recherche portant sur les processus de développement territorial dans son approche durable, ont été au centre d'intérêt des représentations sociales, de constructions sociales, des interactions, des relations sociales, des logiques d'acteurs, les systèmes institutionnels et les réalités sociales construites. L'élaboration de ce travail a été marquée par quelques notions et concepts clés ayant guidé des orientations théoriques et épistémologiques : (*développement durable, décentralisation, coopération décentralisée, territoire, action, acteurs, citoyens, politiques publiques, participation...*) A cet effet, le prisme de dynamiques de reconstruction territoriale et d'innovation sociale par la participation citoyenne et les spécificités territoriales sont placés au cœur de l'analyse. Dans ce sens, quelques enseignements, bilan et perspective de recherche ont été soulignés.

Aujourd'hui, les processus de développement territorial à partir de l'approche territoriale du développement durable sont des actions à la « *mode* » et suscite de grands espoirs. Il s'agit d'un cadre de gestion inspiré des théories, des pratiques et des modes de gestion transversaux. Nous avons vérifié tout au long de ce travail avec les matériaux d'enquête si l'approche territoriale du développement durable est appréhendée par tous les acteurs concernés et comment elle est appropriée et mise en œuvre à travers les dispositifs (*projets et programmes*). Pour cela, nous avons choisi l'approche territoriale comme angle d'action et d'intervention des politiques publiques. C'est le cas particulier de la région de Kayes en matière de décentralisation et de coopération décentralisée, dont l'histoire est marquée par des défis transversaux et complexes : *émergence des nouveaux acteurs dans l'espace public, la pauvreté chronique, le départ massif des jeunes à l'immigration, la dégradation de l'environnement, l'illettrisme des populations locales, l'abandon des territoires locaux par les pouvoirs publics, l'échec et de demi-succès des politiques de développement menées jusqu'alors*. Dans cette thèse, nous avons mis en évidence l'interdépendance entre ces défis socioculturels, économiques, institutionnels, politiques (*gouvernance participative, cadre institutionnel, société civile...*).

Plus précisément, ce travail de recherche doctoral s'est intéressé à plusieurs paramètres (*représentations sociales, construction des imaginaires sociaux dans les champs de développement territorial, définitions des modèles développement, modes d'appropriation, pratiques multiformes des acteurs...*) afin de rendre explicite le contexte de l'approche territoriale du développement durable dans la région de Kayes au Mali. Comment les acteurs représentent, appréhendent et s'approprient les différents dispositifs (*projets et programmes*) de développement durable et qui participe à la mise en œuvre ? Dans cette conclusion générale, nous n'apportons pas des réponses tranchées à la question posée. Nous ne livrons pas des recommandations précises. Nous nous contentons de proposer une diversité d'éléments de réflexion, suscitant de nouvelles interrogations.

Dans la première partie, nous avons choisi de faire les perspectives sociohistoriques et institutionnelles du développement territorial au Mali. A cet effet, nous avons présenté le Mali de façon générale et la région de Kayes avec quelques particularités comme objet de notre étude dans les cercles où nous avons menés les enquêtes. Nous avons également montré l'émergence de la décentralisation, la coopération décentralisée et le développement durable avec quelques aspects généraux sur le contexte institutionnel du Mali.

- Le premier chapitre de cette première partie s'est penché sur les processus de développement territorial et quelques traits historiques, géographiques et des aspects généraux en présentant le Mali dans son ensemble et plus particulièrement, la région de Kayes où les recherches sur les dispositifs de développement durable ont eu lieu.
- Le second chapitre traite l'euphorie de développer les territoires à l'épreuve des réformes de la décentralisation à travers le cadre institutionnel au Mali en présentant les aspects généraux et historiques. L'objet de cet ordre institutionnel concerne l'émergence de la société civile à travers la décentralisation, la coopération décentralisée, le développement durable.
- Le troisième chapitre traite la coopération décentralisée à l'épreuve de la décentralisation malienne.
- Le quatrième chapitre a trait sur la mise en œuvre des dispositifs de développement durable.

Au plan historique, nous avons montré dans cette première partie que le cadre institutionnel de la décentralisation et de la coopération décentralisée au Mali, est la conséquence des bouleversements socioéconomiques et politiques des années 80 et début des années 90. A la suite de ces événements, l'approche territoriale du développement durable est devenue un

cadre parmi les instruments de politiques publiques les plus convoités dans la conduite de l'action publique. Afin d'appréhender ce contexte, nous avons mis en exergue différents paramètres (*représentations, définitions, constructions sociales...*) qui font émerger le cadre sociohistorique, anthropologique et institutionnel de la société civile. L'approche territoriale du développement durable est de ce fait prise en compte dans le cadre de la décentralisation malienne, comme instrument de lutte contre la pauvreté sans être explicite et appréhendé par toutes les parties concernées par les dispositifs (*projets et programmes*) de développement territorial.

Quant au cadre institutionnel, il est engagé par les politiques publiques (*décentralisation, coopération décentralisée, développement durable...*) comme solution aux problèmes. Par contre, certains acteurs de la société civile éprouvent des difficultés d'appréhender la notion de développement durable qui demeure aujourd'hui méconnue pour bon nombre des bénéficiaires (*populations locales*) de ces dispositifs (*projets et programmes*) de développement durable. Les spécificités territoriales (*les situations socioéconomiques, politiques et culturelles...*) de ces populations locales ne sont pas prises en compte au regard de certaines limites d'ordre institutionnel (*déficit démocratique*), financier et culturel. L'approche territoriale du développement durable dans ses différents paramètres (*décentralisation, coopération décentralisée...*), est conçue par les politiques publiques pour faire face aux difficultés sociétales et résoudre les problèmes et limites multiformes des territoires.

Dans la deuxième partie, nous avons apporté quelques éléments de réflexion sur la théorie et la faisabilité des pratiques de la décentralisation, de la coopération décentralisée avec la perspective d'intégration de l'approche territoriale du développement durable par les acteurs. Elle nous a permis d'ouvrir la recherche à plusieurs apports théoriques tout en respectant une certaine cohérence méthodologique et paradigmatique. A cet effet, nous avons intégré les apports de l'interdisciplinarité (*sociologie, anthropologie, philosophique, science politique...*) et l'interactionnisme entre les travaux des auteurs (*Jean Pierre Olivier De Sardan, Serge Latouche, Syvie Brunel, Jean Copans, Bertand Badie, Crozier, Max Weber, François Macebo etc.*). L'objet de recherche et notre détermination en tant que chercheur en sciences sociales ont guidé notre volonté d'apporter un maximum des réponses pertinentes aux questionnements soulevés par la problématique. Pour ce faire, nous avons choisi de travailler sur un terrain de recherche (*dans la région de Kayes et une partie en France*) où des

actions et processus de développement territorial étaient menés par les acteurs multiples depuis des décennies.

Au-delà de l'aspect théorique, le premier chapitre de cette deuxième partie était consacré sur les origines idéologiques du développement durable (*l'historique du cadre institutionnel, l'opérationnalisation et le mécanisme de mise en place des structures*). Nous avons présenté le contexte historico institutionnel de la décentralisation malienne selon les périodes respectives suivant les perspectives d'intégration de la dimension du développement durable dans les nouveaux territoires créés par les réformes institutionnelles. Nous avons vu que l'opérationnalisation de la décentralisation à Kayes suivait une démarche basée sur des acquis propres de la société civile, à travers notamment, les expériences des associations de migrants basées dans certaines communes. C'est le cas de la commune rurale de Maréna Diombougou qui a su montrer des processus de développement territorial (*les projets de développement intégrés opérationnalisés*) avant la mise en place des collectivités territoriales de 1999.

Le second chapitre a présenté les résultats des enquêtes portant sur l'approche territoriale du développement durable face à la réalité empirique des projets et programmes. Cette notion est démontrée comme alternative de la décentralisation avec des liens de complémentarité, des éléments de réflexion sur la notion de développement en général. Les résultats ont été regroupés avec des caractéristiques de la coopération décentralisée. Nous avons souligné le contexte complexe et superflu de la notion de développement durable qui est difficilement appréhendée et appropriée par les bénéficiaires des dispositifs dans la région de Kayes. Nous avons également souligné les acteurs multiples, les définitions multiformes essentiellement tournées sur la vision néocolonialiste de la France, l'avancement d'un marché libre et moderne débouchant sur les modèles et les manières de faire le développement territorial universaliste (*à travers les coopérations décentralisées dans la région de Kayes*).

Quant à la troisième partie, nous nous sommes interrogés sur la reconstruction territoriale et les processus d'uniformisation des modèles de développement exogène. Ceci met l'accent sur l'accompagnement des populations locales, les savoir-faire locaux et la participation politique aux processus de mise en œuvre des dispositifs de développement durable. Les spécificités territoriales sont considérées comme dynamique sociale et facteur à prendre en compte dans les différents processus de développement et dans les modes de gouvernance. Les projets et programmes de développement durable sont caractérisés par les

techniques et les savoir-faire divers. Ces facteurs dominent et influencent certains acteurs locaux dans les champs de développement territorial. Ce sont les bénéficiaires de dispositifs (*projets et programmes*) de développement territorial qui vivent dans des réalités sociales propres à leurs cultures locales. Ces réalités socioculturelles sont des logiques sociales, un ensemble de constructions sociales susceptibles d'engendrer le changement, l'innovation sociale et la reconstruction territoriale. Nous avons montré que grâce à la participation de la société civile, ces spécificités territoriales méritent un accompagnement des politiques publiques en vue de faire face aux limites, aux déficits et aux échecs engendrés par les différents mécanismes et les modèles de développement dictés par les organismes extérieurs ou les bailleurs de fonds. Ce cadre s'appuie sur l'éducation du citoyen à intégrer dans les processus de développement territorial permettant d'assurer un développement soutenu et participatif.

Afin de mieux conclure ces trois parties et comprendre tous les mécanismes, nous avons opté une approche qualitative utilisant l'enquête de terrain comme méthode d'investigation. L'outil principal utilisé pour la collecte des informations a été l'entretien semi-directif (*à l'aide d'une grille d'entretien élaboré*) complété par des observations, la participation directe dans les réunions d'associations, les balades urbaines organisées par les associations (*à Paris autour des parcours migratoires à travers les patrimoines vivants de l'immigration*) et l'exploration documentaire. Ces sources d'informations ont permis de se compléter entre-elles et diversifier les informations recueillies pour mieux analyser le travail. Les matériaux réunis ont permis de traiter le travail et extraire des thématiques ayant élaboré les différentes parties du travail. La diversification des sources d'informations a été un moyen de rendre fiable et compléter les données. En prenant appui sur les données de nos enquêtes, nous nous sommes inscrits dans une démarche de co-construction de la connaissance scientifique en faisant ces enquêtes auprès des acteurs qui vivent dans des réalités vécues. Cette posture de chercheur nous a permis d'être dans une démarche de construction des relations sociales et d'interactions entre acteurs.

Les principales conclusions apportent des éléments de réflexions concrets sur la faisabilité des dispositifs de développement durable dans le contexte des processus de développement territorial (*décentralisation et coopération décentralisée*). Les principaux résultats placent le contexte de l'étude dans une configuration de système d'action local et des relations sociales construites entre acteurs dans les champs de développement territorial. Dans ce sens, nous avons cherché à mettre en lumière, des nombreuses interrogations formulées sur

les modes de représentations, d'appropriations, de définitions et de participation autour des dispositifs de développement durable (*projets et programmes*). Nous avons procédé en deux étapes, en examinant d'abord les modalités pratiques (*les objectifs, normes et relations construites*), ainsi l'opérationnalisation des règles ou normes (*instruments*) puis, les aspects de participation des acteurs bénéficiaires aux dispositifs (*projets, programmes...*). Les principales conclusions de ce travail sont basées sur quelques caractéristiques (*objectifs, logiques d'action locale et configuration des systèmes*) formant trois niveaux dans ce travail.

Le premier niveau concerne les logiques d'acteurs institutionnels (*organismes intérieurs et extérieurs au territoire concerné*), d'acteurs intermédiaires et d'acteurs non-institutionnels présents dans les champs d'opération de développement territorial. Il s'agit des processus de développement durable, des processus de décentralisation et coopération décentralisée au Mali. Ces logiques d'acteurs sont centrées sur le changement, l'innovation sociale, la reconstruction territoriale et la satisfaction des besoins humains face à la complexité des défis énormes (*la pauvreté, l'environnement, l'immigration, l'autonomie des territoires etc*). Les actions sont identifiées dans les processus de développement territorial (*projets, programmes...*) considérées comme logiques d'acteur visant des objectifs de développement durable.

Le deuxième niveau concerne l'ensemble des acteurs présents formant des normes, des relations sociales construites ou règles de procédures et d'opérationnalisation qui guident les projets et les programmes. Ces règles ou constructions sociales autour des dispositifs, sont en constate relation autour des valeurs et de représentations sociales propres aux réalités anthropologiques de chaque acteur présent (*populations locales*). Ces sont des relations sociales construites ayant engendré des tensions et conflits permanents face aux échecs et manque d'objectifs non atteints et promis à l'endroit des bénéficiaires de dispositifs de développement durable.

Le troisième niveau constitue l'instrument régulateur des politiques publiques qui s'intéressent au sens du développement durable comme l'épicentre des intérêts divergents. L'approche territoriale du développement durable constitue l'espace local et global de citoyenneté et de gestion des politiques publiques avec le rapprochement entre acteurs divers et usages multiples. Il faut chercher à associer ces enjeux, ce cadre de souplesse et de diversité en faisant appel à un processus des négociations entre acteurs à la lumière de la démocratie participative.

Ce dernier niveau montre que face à l'incertitude des résultats des actions engagées dans les champs de développement territorial et les tensions entre les acteurs ; l'approche territoriale du développement durable est considérée (*par les représentations et les perceptions des organismes de développement engagés*) comme instrument en mesure de répondre aux attentes. En effet, les populations locales (*bénéficiaires de dispositifs*) qui sont ciblées par la vision constructiviste des acteurs institutionnels ; se heurtent à l'idéologie, à la domination des discours politiques, et à l'imposition des modèles de développement occidental-centré. Cette situation se reproduit et montre la phase des réalités sociales vécues par les populations locales de la région de Kayes au Mali. A cet effet, les processus de développement territorial (*à travers les dispositifs de développement durable*) exposent non seulement une situation d'inadéquation de perceptions entre acteurs (*Nord/Sud*) mais également, une situation d'inadéquation entre discours et modèles de développement (*Nord/Sud*) à conduire. Ce niveau d'incompatibilité des facteurs est générateur des problèmes, des échecs et de blocages sur les dispositifs de développement territorial expérimentés dans la région de Kayes au Mali. Pour nous jeune chercheur en sciences sociales, les réponses à cette problématique se trouvent dans les relations sociales construites autour des dispositifs de développement territorial.

Au regard de ces différents niveaux caractérisant le contexte général de la conclusion de ce travail, nous sommes à la conclusion qui démontre que d'autres formes de blocage et manque d'infrastructures de base sont visibles. Les réalités vécues de populations locales montrent cette pauvreté chronique. Cette situation des acteurs locaux dans la pauvreté semble être en inadéquation avec les ressources et les dispositifs de développement injectés dans les territoires locaux de Kayes depuis des décennies. Les ressources injectées dans les territoires locaux, les privilèges sociaux présents dans les champs de développement semblent devenir un domaine de business territorial. Certains individus se mobilisent autour de ces ressources et forment des clans dans l'action collective des coopérations *Nord/Sud* depuis des décennies. Ils cherchent à asseoir leur positionnement à la fois politique, économique, de notoriété locale (*les notables villageois*) et jouir de certains privilèges au nom du développement territorial. Certains dispositifs de développement territorial montrent des exemples concrets à travers les détournements d'objectifs et de fonds disponibles qui sont autant d'échecs et de blocages de développement territorial.

Face à l'ensemble des problèmes soulevés, des solutions ont été proposées comme des innovations nécessitant l'émergence d'un processus de négociations ou système d'action locale entre tous les acteurs concernés. Cette négociation pourrait aider à l'émergence de toutes les spécificités locales, toutes les identités exclues dans l'espace public. Autrement dit, ce cadre des spécificités territoriales est l'angle permettant aux populations locales de maîtriser leur propre processus de transformations sociales et leur propre développement local. A cet effet, nous avons formulé une approche basée sur la pluridisciplinarité. Cela montre l'importance d'une réelle collaboration entre chercheurs de diverses disciplines au sein même d'une équipe ou différentes équipes et laisse le champ ouvert à des recherches ultérieures. Au cours de ce travail, l'interdisciplinarité représente une richesse et nous avons maintes fois côtoyé d'autres sciences en vue de comprendre les caractères multidimensionnels du développement. Cependant, nous n'avons fait que citer la littérature des points de vue et de poser diverses hypothèses et questions sans être en mesure de répondre toutes les questions et d'analyser les phénomènes sur le terrain. Il en est ainsi de l'anthropologie pour tout chercheur confronté à un sujet qui concerne l'Afrique comme selon une expression de Weber et Revéret (1993), « *aux relations entre les hommes à propos des choses* ». L'anthropologie nous avait beaucoup aidés à approfondir de nombreux faits observés sur le terrain mais, l'appel à cette discipline a permis de mieux restructurer les données au retour du terrain au Mali pour des raisons de transcription et des difficultés liées au temps. Vu que la thématique du développement durable fait référence à l'environnement, des points importants ont également été laissés de côté, tels que des aspects environnementaux, de la biodiversité, de l'écosystème, de la géographie etc. appartenant aux représentations des acteurs et aux modes d'appropriation. Il en est de même pour les sciences biologiques, fondamentales pour tout chercheur confronté au développement durable, les ressources renouvelables, la biodiversité, des nombreuses questions sur ces aspects restent en suspens. De plus, la question principale et les hypothèses formulées, englobaient des aspects que nous n'avons pu analyser sur le terrain faute de temps et manque des moyens logistiques. Par ailleurs, nous avons pu constater la très grande complexité de la réalité locale analysée, où interviennent la multiplicité des facteurs et d'acteurs en interaction avec des objectifs communs de développement territorial et des réalités différentes et complexes.

Afin de pouvoir déterminer notre problématique, nous avons choisi la sociologie du développement local (*Jean Pierre Olivier De Sardan, M. Weber...*) et de l'action (*M. Crozier...*) sur plusieurs paramètres. Au-delà des représentations, des relations sociales et de constructions sociales autour des projets et programmes de développement durable, nous soulignons l'hypothèse autour des points précis. C'est pourquoi, nous concluons que les dispositifs de développement territorial prônés par les acteurs intervenant dans les territoires concernés, demeurent incompréhensibles et inappropriés pour certaines catégories des populations locales (*les populations bénéficiaires qui ne savent ni lire ni écrire...*). L'hypothèse nous permet de repenser sur l'approche des *modèles de développement occidental-centré et exogène* contraire aux réalités locales de Kayes. Cette hypothèse centrale montre que certaines catégories d'acteurs rencontrés, identifiés et interviewés lors de nos enquêtes dans les territoires de la région de Kayes, ne sont pas en mesure d'appréhender la panoplie des modèles de développement (*développement classique, développement durable*) inspirés de l'Occident et des pratiques liées. Cette hypothèse centrale est explicite dans deux points:

- l'incompréhension et la non-appropriation des logiques et techniques de mise en œuvre des dispositifs (*projets, programmes...*) par certaines catégories d'acteurs (*populations locales*) constituent un modèle de développement non durable pour les territoires concernés ;
- le déficit démocratique de faire participer certaines catégories d'acteurs locaux (*les populations qui ne savent ni lire et écrire...*) à l'initiative et à la mise en œuvre des dispositifs, engendre des problèmes de légitimité et de transparence sur l'action publique.

Dans cette perspective, nous avons constaté que la conclusion ne peut aborder tous les aspects concernés par notre travail mais, débouche toujours sur des questions et des nouveaux sujets suscitant des réflexions. A cet effet, nous concluons le travail sur deux points importants. Il s'agit de souligner d'une part, la mise en réseau imposée aux acteurs avec des dispositifs (*projets et programmes*) inachevés et d'autre part, la circulation des savoirs liés à l'objet de développement durable. Notre hypothèse centrale explicite ces deux points qui déterminent la conclusion de ce travail.

1°) Une mise en réseau imposée et des objectifs de développement territorial inachevés.

L'émergence des projets et programmes de développement véhiculés sous le vocable du développement durable sont des instruments imposés aux acteurs et mis en réseau avec des objectifs inachevés. A chaque fois qu'un instrument des politiques publiques émerge dans l'espace public, il est mis en réseau et envisage les changements, les mutations de l'ordre public établi par la société. Avec le développement durable, des définitions nouvelles, des stratégies, des objectifs et des pratiques sont mises en perspective et débouchent sur un cadre accepté par tous les acteurs (*les projets et les programmes de développement durable sont généralement montés entre bailleurs, intermédiaires, exécutants et bénéficiaires*) du Nord comme au Sud. C'est une procédure de mise en réseau imposé sur tous les acteurs confondus.

Dans un premier temps, les acteurs conduisent les projets et programmes sous plusieurs représentations et perceptions (*développement durable, développement soutenable, développement intégré, coopération décentralisée, co-développement...*) qui montrent la diversité et la mise en réseau de ceux qui décident. Les réseaux des élus de l'intercommunalité « *Meraguemou* » du cercle de Yélimané illustre cette mise en réseaux (*des bailleurs de fonds, des associations villageoises, de jumelages et l'appui institutionnel de l'Etat, des scientifiques...*) articulée et imposée par une diversité d'acteurs. Cette mise en réseau imposée va finalement se traduire en normes juridiques sur le terrain (*Loi d'orientation des projets et programmes dans les collectivités territoriales*) par la législation. Le PADDY est un projet qui a non seulement construit les relations sociales mais aussi, il a mis en place un cadre partenarial qui a pu associer une multiplicité d'acteurs autour d'objectifs communs.

Dans un deuxième temps, on remarque l'arrivée de l'approche territoriale de développement durable auquel, tous les acteurs se l'approprient pour la conduite de leurs projets et programmes. A chaque fois que ce contexte de réseau d'acteurs multiples autour des pratiques de développement durable est mis en place, chacun apporte ses manières de dire et de faire, ses arguments, ses moyens de mise en œuvre. Ce processus est la confrontation qui permet à chaque acteur de recomposer son savoir, d'innover, de proposer des nouvelles idées et enfin, de trouver des solutions, de sortir de l'impasse des territoires et des actions proposées. Les dispositifs de développement durable sont toujours un ensemble de projets perpétuels pour les sociétés concernées. Ils sont toujours des projets inachevés, chaque étape de leur évolution constitue un espace des représentations, des perceptions, des définitions, d'appropriation et des discussions sur les modes de participation de mise en œuvre des actions.

Devant des acteurs multiples, des attitudes, des habitus, des procédures et des façons de penser font émerger la vision de construire l'édifice de développement territorial concernée par les projets et programmes. Les missions et les objectifs de développement durable (*développement local des territoires, générations futures, lutte contre la pauvreté, protection de l'environnement...*) imposent une logique floue et des contradictions entre logiques institutionnelles (*organismes de développement*) et les spécificités territoriales des populations locales.

2°) La circulation des savoirs intégrés par les dispositifs de développement territorial

Au cours de cette recherche, nous avons pu montrer la pluralité des savoirs et de savoir-faire élaborés autour des dispositifs de développement durable (*projets et programmes*) dans la région de Kayes. L'analyse des discours et des pratiques de nos recherches, montre la variété de leurs relations entre acteurs multiples, aux projets et programmes. Dans ces relations sociales construites et interactions entre acteurs sociaux, il convient de distinguer des savoirs d'action (*ceux qui exécutent les projets et programmes sur place tels que : les chargés de mission, employé de terrain...*), les savoirs d'initiateur (*ceux qui décident et créent les projets ou programmes pour les territoires tels que les élus, les bailleurs de fonds...*) et les savoirs de conception ou savant sur l'objet de développement durable (*ceux qui créent, inventent, innovent, proposent des nouvelles idées tels que : les économistes, les biologistes, les sociologues, les philosophes, les juristes...*). C'est encore la confrontation entre les acteurs et de leurs savoirs et pratiques qui imposent une logique d'acteur et un fonctionnement sur l'émergence des processus de développement territorial.

Les savoirs sont également identifiés et repérés dans les structures locales (*spécificités territoriales, les pratiques locales de développement durable expérimentées par le PADDY, celles expérimentées par le CADERKAF...*) et sont considérés comme des savoirs empiriques. Par exemple, les pratiques de l'agriculture maraichère dans les zones rurales et les techniques locales de botaniques sont parfois, enrichies de ces savoirs locaux. Les collectivités territoriales et les associations villageoises, émergent des logiques d'action autour des savoirs pragmatiques associant tous les acteurs confondus. Dans le cas du PADDY, l'échange de ces savoirs locaux s'est construit et opéré à plusieurs étapes de mise en œuvre du programme. Ces différents savoirs (*empiriques, initiateurs, savants et techniciens*) sont construits les uns comme les autres. Chaque savoir joue un rôle donné dans la mise en œuvre des actions.

Nous avons d'une part, les savoirs d'action (*on peut l'appeler savoir juridico-administratif*) qui suivent la mise en œuvre des actions (*lois, règlements, projets, programmes*), les savoirs d'initiateurs évaluent et conduisent les actions conformément aux textes et lois. Ils sont considérés comme les gestionnaires qui ont une meilleure connaissance du droit et des règlements. D'autre part, nous avons les savoirs savants ou de conception (*les anthropologues, les sociologues, les géographes, les techniciens, élus, bailleurs...*) qui décident des actions à entreprendre et donnent des nouvelles orientations. Les savoirs savants font des observations, des inventaires, des études sur la dynamique de la population, des études d'impact sur les territoires et procèdent aléatoirement la codification des choses sur l'action publique. Il y a la proximité entre ces différents savoirs qui véhiculent les représentations, les perceptions, les définitions et les actions sociales à conduire autour des projets et programmes de développement territorial. Ces différents savoirs circulent et partagent les mêmes références pour la vulgarisation des modèles de développement durable dans un cadre normatif fondé sur des lois et règlements. Les connaissances traditionnelles et savoir-faire inspirés des populations locales font souvent appel à des expertises voir mêmes à des recherches scientifiques calquées sur les modèles extérieurs de développement endogène.. Parfois, la coopération et l'accompagnement constituent des facteurs inévitables, voir même nécessaire entre ces différents savoirs qui circulent entre acteurs juxtaposés.

De ce fait, des tensions et des conflits naissent entre ces différents acteurs qui ont souvent les mêmes références communes et les mêmes objectifs (*lutte contre la pauvreté, développer les territoires...*) cherchant à répondre aux besoins de développement territorial. Les savoirs savants relèvent du milieu universitaire et se développent dans les laboratoires de recherches. Ces derniers (*savoirs savant*) demeurent parfois restreints, voir fermés envers des savoirs traditionnels ou locaux caractérisés par un contexte limité. Les savoirs savants relevant des dispositifs de développement durable sont difficilement transmissibles aux acteurs locaux et éprouvent des difficultés à les mettre en œuvre. La participation des acteurs locaux à l'usage de ces savoirs savants est limitée dans l'action publique. Ce sont des difficultés constatées auprès de certains enquêtés de pouvoir définir, d'appréhender et de s'approprier des dispositifs de développement durable. C'est un déficit de coopération et de co-construction sociale entre *savoirs savants, savoirs d'action, savoirs d'initiateurs* et savoirs traditionnels ou spécifiques (*les praticiens sur le terrain ou les bénéficiaires des dispositifs*). Les populations locales (*très souvent ceux qui ne savent ni lire ni écrire...*) sont exclues des attributs et des privilèges des savants et scientifiques (*démocratie participative*) pour un

accompagnement social juste et équitable dans la gestion des dispositifs de développement territorial. Cependant, la coopération entre savoirs scientifiques, savoirs empiriques et savoirs traditionnels constitue un moyen rationnel qui facilite la mise en œuvre des dispositifs visant les objectifs communs de lutte contre la pauvreté dans les territoires concernés.

Enfin, cette thèse pourrait être un début de réponse avec l'exemple des processus de développement territorial de la région de Kayes au Mali. Mais il est évident que des recherches plus approfondies doivent être menées de manière à fournir des cadres de réflexions et d'action aux décideurs souhaitant participer à l'émergence du tissu économique, social, culturel et préserver un environnement viable pour les générations actuelles et futures. Notre intention particulière est de nous inscrire dans cette dynamique de recherche (*post-doctorat ou projet de recherche*) en projetant de mener des études après la thèse sur le thème de la gouvernance territoriale et l'analyse des politiques de développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

I – OUVRAGES ET ARTICLES.

1-Références sur les notions de développement

- ANDRE.A, (2003), *L'évaluation des impacts sur l'environnement, processus, acteurs et pratique pour un développement durable*, Presses internationales polytechniques, 2003, 2ème éd., 519 p.
- ANNE-SOLANGE Muis (2011), *L'application territoriale du développement durable : de la stratégie à l'action*, Berger-Levault, Paris.
- BADIE.B (1994), *Le développement politique*, Economica, Paris.
- BALLETJ, DUBOIS.J-L, MATHIEU.F-R (2005), *L'autre développement : le développement socialement soutenable*, l'Harmattan, Paris.
- BARBAULT.R, (2000), *L'écologie générale : structure et fonctionnement de la biosphère*, Dunod, 2000, 5ème éd., p.326.
- Berger. P, Luckmann. T, (1996), *La construction sociale de la réalité*, Masson/Armand Collin, Paris.
- BONNIE.C, (1999), *La mondialisation : contribution au dictionnaire et petite encyclopédique des droits humains*, UQAM, p.1.
- BLATRIX.C, TAPIE-GRIME.M, MOQUAY.P, (2007), *Développement durable et démocratie participative : la dynamique participative*, PUCA.
- BRUNEL. S (2008), *A qui profite le développement durable*, Larousse, Paris
- BRUNEL. S (2004), *Le développement durable*, PUF, Paris, in VEYRET Yvette (dir.) : *Le développement durable : approches plurielles*, Hatier, Paris, p.29.
- CHARILLON.F (2006), *Les relations internationales*, Les notices de la documentation française, La Documentation française, Paris, p.63.
- COPANS.J (2006), *Le développement mondial et mutations de sociétés contemporaines*, Paris, Armand Colin.
- COPANS JEAN, (2010) : *Domaines et approches : sociologie du développement*, Armand Colin, Paris.
- COPANS.J (2010), *Sociologie du développement*, Paris, 2e éd. refondue, A. Colin (coll. 128)
- COPANS.J (2009), *Un développement sans acteurs mais non sans politique. La difficile empiricité d'un engagement anti-impérialiste*, *Journal des Anthropologues* « Dossier Claude Meillassoux », 118-119, pp. 65-88.

DEFOURNY J., DEVELTER P. et FONTENEAU B. (1999), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles, De Boeck Université, pp. 25-28.

DELBARD.O (2014), *Par-delà le développement durable*, Nature, cultures et coopérations, Editions Le Bord de l'Eau, Lormont, p.89.

DENIEUIL Pierre-Noël, Houda LAROUCI (2005), *Le développement social local et la question des territoires*, L'Harmattan, p.218.

DIAKITE. T (2002): *L'Afrique et l'aide ou comment s'en sortir ?* Paris, L'Harmattan, p.155.

DORST Jean, (1965) *Avant que nature meure*, Neuchâtel, Paris, p.451.

DOZON. J-P et G. PONTIE (1985), *Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique noire*, in P. BOIRAL, J.-F. LANTERI, J.-P. OLIVIER DE SARDAN, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire : sciences sociales et développement rural*, CIFACE KARTHALA, Paris, p.67.

EYENE MBA Jean-Rodrigue-Elisée : (2003), *L'Afrique sur le chemin de la croissance et de l'évolution : les défis du NEPAD*, L'Harmattan, Paris.

FAUCHEUX Sylvie, MAURICE Joël : (2000), *Le développement durable : recherche économique et développement durable*, Les mardis de 4d, décembre, Paris, p. 151.

FELLI, R. (2005), *Développement durable et participation : la démocratie introuvable*, Belgeo, Revue belge de géographie, 4, pp. 425-434.

FELLI, R. (2008), *Les deux âmes de l'écologie. Une critique du développement durable*, L'Harmattan, Paris.

FIALAIRE J. (2008) : *Les stratégies du développement durable*, l'Harmattan, Paris, p.35.

FORNEL, M., QUERE, L. (dir), (1999), *La logique des situations : nouveaux regards sur l'écologie des activités sociales*, Paris, Collections Raisons Pratiques, Editions de l'E.H.E.S.S., 360p.

FUKUYAMA, F., (2004), *State-building : governance and World in the 21 st Century*, Cornell University Press.

FROGER. G, MAINGUY. C, BROUJ, GERADIN.H : (2005), *Quels acteurs pour quel développement ?*, CEMDEV Karthala, Paris.

GALOCHET M., Longuépée J., Morel V., Petit O. (dir.), (2008), *L'environnement : discours et pratiques interdisciplinaires*, Arras, Artois Presses Université.

GARDNER K. et LEWIS D. (1996), *Anthropology, development and the post-modern challenge*, Pluto Press, Londres, p.110-116.

HAECKEL. E, HEINRICH. P.A, *The History of Creation or the Development of the Earth and Inhabitants by the Action of Natural Causes*, D. Appleton, 1901, 2 vol.

HERSTRICH.V et Keita. S (2003): *Question de population au Mali*, Figuier, Bamako, p.13.

IGNACY. Sachs, (1980), *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Les éditions ouvrières, p.140.

JOLLIVET.M (2001): *Le développement durable, de l'utopie au concept*, Editions scientifiques et médicales ELSEVIER, Paris, p.281.

LAMY. M, (2001) : *Introduction à l'écologie humaine*, Ellipse, p. 270.

LÊ THANH KHÔI, (1992), *Culture, créativité et développement*, L'Harmattan, Paris, p.14.

LIVET.M (2001): *Le développement durable, de l'utopie au concept : Des nouveaux chantiers pour la recherche*, Elsevier, Paris.

MANCEBO François : (2006), *Le développement durable*, Armand Colin, Paris.

MAX, DURKHEIM, WEBER et leurs rapports avec le développement, voir TIMMONS ROBERTS J. and HITE A., *Introduction Milton Keynes*, in TIMMONS ROBERTS J. and HITE A. (eds.), *From Modernization to Globalization, Perspectives on Development and Social Change*, Oxford, Blackwell, 2000.

OLIVIER DE SARDAN-J.P. (1995), *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Karthala, Paris.

PECQUEUR B., (2000), « *Le développement local* », Syros, Alternatives économiques, 2e édition, Paris, p. 129.

PECQUEUR B., (1992), « *Le développement local* », Paris, Syros, Alternatives.

PEEMANS J.P., (2002), *Le développement des peuples à la modernisation du monde : les théories du développement face aux histoires du développement réel dans la seconde moitié du XXème siècle*, L'Harmattan, Bruxelles, p.477.

PERROUX, F., (1962),. *L'économie des jeunes nations*. Paris, PUF.

REED.DAVID, (1999), *Ajustement structurel, environnement et développement durable*, L'Harmattan, Paris, p.4.

SANCHEZ-ARNAU. J-C et D. DESJEUX, (1994), *La culture clé du développement*, l'Harmattan, Paris, p.16.

SCHUERKENS.ULRIKE (2000), *Le développement social en Afrique contemporaine: une perspective de recherche inter-et-intra sociétale*, L'Harmattan, Paris.

SLOW Robert M., (1999), *An Almost Pratical toward Sustainability*, in Wallace E. Oates (dir.) *The RFF Reader in Environmental and Resource Management, Resources for the future*, Washington DC, p. 25.

SUMMER. C, (1997), *The Decline of Social Control and the Rise of Vocabularies of Struggle*, London, Sage Publications, p.144-145.

TAPIE-GRIME.M, BLATRIX.C, MOQUEY.P (2007) : *Développement durable et la démocratie participative : La dynamique performative locale*, LUCA, Paris.

TOURAINÉ. A., 1973, *Production de la société*, Paris, Editions du Seuil, p. 10.

TINTURIER.J (2000), *De la coopération à l'aide au développement en Afrique*, Paris L'Harmattan, p.49.

VACHON B., (1993), « *Le développement local : théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique de développement* », Gaëtan Morin, p. 74 (331 p).

VELTZ. P., (2002), « *Des lieux et des liens, politiques du territoire à l'heure de la mondialisation* », Paris, Edition de l'Aube.

VEYRET Yvette : (2005), *Le développement durable : approches plurielles*, HATIER, Paris.

VIVIEN. F-D: (2005), *Le développement soutenable*, La Découverte, Paris.

VIVIEN F-D : (2000), *Le développement durable en débats*, 4D, Paris, décembre, p.156.

WALKER. M., *The Cold War and the Making of the Modern World*, London, Fourth Estate, 1993.

WINTER. G., (2002), *L'impatience des pauvres*, Editions PUF.

WORSLEY P., *Marx and Marxism*, Milton Keynes, Open University Press, 1982.

ZUIDEAU.B, (2010), *Développement durable et territoire*, Presse Universitaire du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, p.38.

2-Références : Etat, démocratie/décentralisation/coopération décentralisée

ACQUAVIVA Jean-Claude, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 15e édition, Gualino, 2012-2013, Paris, p.55.

AMZAT. Boukari-Yabara, (2014) : *Mali : histoire, société, politique, économie, religion et culture...L'ouvrage clé pour comprendre l'actualité du Mali*, De Boeck, Louvain-la-Neuve, p.82.

ANSELME Michel (2000), *La scène politique des cités*, Editions de l'Aube.

ARENDRT.H, (1994). *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calman Lévy, Coll. Agora Pocket.

BADIE.B (1992), *L'Etat importé*, Fayard, Paris.

BALANDIER GEORGES, « *Sens et puissance: les dynamiques sociales*», PUF, Paris, 1981.

BATHILY Abdoulaye (2000): *Les Portes de l'Or, le Royaume de Galam (Sénégal) de l'ère musulmane au temps des négriers (VIIIè- XVIIIè Siècle)*, L'Harmattan, Paris.

BAZIN.J (2008), *Des clous dans la Joconde*, Anarchis, p.165-181.

BEKKOUCHE.A et GALLET.B. *Annuaire Français de Relations Internationales*, AFRI 2001, Volume II, Ed Bruylant, Bruxelles, La coopération décentralisée. L'émergence des collectivités et des autorités territoriales sur la scène internationale, p. 379.

BLONDIAUX, L. et al., (1999), *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF.

BLONDIAUX. L, (2004), *L'idée de démocratie participative : enjeux, impenses et questions récurrentes*, IEP de Lille CERAPS, Lille II.

BONVIN, J-M (2005), *La démocratie dans l'approche d'Amartya Sen*, L'Economie politique, vol.3, n°27, p.24-37.

CALLON. M., LASCOUMES. P. et de BARTHE.Y, (2001), « *Agir dans un monde incertain* » : essai sur la démocratie technique, Seuil, Paris.

CHAUVEAU.J-P. (1994), *Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement*, in Jacob, Lavigne Delville (éd.) (1994), p.28-29.

CLAISSE.F, LAVIOLETTE.C, REUCHAMPS.M et RUYTERS.C., (2013), *La participation en action*, Collection méthode participative appliquées N°4, P.I.E. Peter Lang, Editions scientifiques internationales, Bruxelles, p.44.

COHEN. G. A, (1993), *Equality of What? On Welfare, Goods and Capabilities*, in Nussbaum, M. et SEN, A. (dir.), *The Quality of Life*, Oxford, Clarendon Press, p. 9-29.

COPANS.J (2010), *Un demi-siècle d'africanisme africain : terrains, acteurs et enjeux des sciences sociales en Afrique indépendante*, Paris, Khartala.

COPANS.J (1998), *La longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels, démocratie*, Paris, Éd. Karthala, 2e éd. revue et complétée [1e éd. 1990]. 373 p. (Les Afriques).

ROZIER.M, FRIEDBERG.F, (1977), *L'Acteur et le système*, Paris, Seuil (1ere partie, chap. I, III, La démarche stratégique, pp. 45-49).

COURSIN.F (2003), *L'action internationale des collectivités locales, engagement citoyen et mondialisation, Troisièmes assises de la coopération décentralisée, 26-27 novembre 2001*, Paris, La Documentation Française, 2003.

DUMONT René, (1991), *Démocratie pour l'Afrique*, Seuil, Paris.

DUMONT. René, (1962), *L'Afrique Noire est mal partie*, Seuil, Paris.

DIARRAH. Cheick Oumar, (1996) : *Le défi démocratique au Mali*, L'Harmattan, Paris.

FAY.C, KONE. Y.F, et QUIMINAL.C : (2006), *Décentralisation et pouvoirs en Afrique : En contrepoint, modèles territoriaux français*, IRD éditions, Paris.

MERRIEN. F-X (1997), *L'Etat-providence*, Paris, PUF, collection Que sais-je, p.3-4.

GABAS.JJ (2002) : « *Nord-Sud : l'impossible coopération ?*, PUF, p.17.

GAUTIER.C (1983), *Invention de la société civile*, PUF, Paris.

GEAMSCI A. (1977), *Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le principe moderne*, in RICCI F. (sous la dir. de), *Gramsci dans le texte*, Paris, Editions Sociales, pp. 524-536.

Gilbert ABRAHAM-FROIS et Brigitte DESAIGUES (2003), « Du consensus de Washington au consensus Stiglitzien », *Revue d'économie politique* (2003, vol. 113, p. 1 à 13).

GONIN.P ; KOTLOK .N. ; PEROUSE DE MONTCLOS.M-A (2013): *La tragédie malienne*, Vendémiaire, p.34.

GROSGOUEL RAMON, *Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global : transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale*, Multitudes, N°26, automne 2006, pp.67.

GUILLAUD. G (2005), *La coopération décentralisée : trois partenariats entre le Nord et le Sud*, l'Harmattan, Paris.

GUYORA. Binder, (1993), *The end of history and the last man by Francis Fukuyama Civil Society and Political Theory by jean L. Cohen and Andrew Arato*, dans *Michigan Law Review*, Vol. 91, No.6.

HABERMAS.J (1997), *Droit et démocratie : entre faits et normes*, Gallimard, Paris, p.394.

JOLHABERMAS.J. (1993), *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

KALINOWSKI.W (2008), *Chronique de la gouvernance*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, p.229.

KASSIBO.B (1997), *La décentralisation au Mali état des lieux*, APAD Bulletin n°14 décembre 1997 Bamako.

KAZANCIGIL.A, (2003), *Apprivoiser la mondialisation dans Démocratie et gouvernance mondiale. Quelles régulations pour le XXIe Siècle – sous la direction de C. Milani, C. Arturi, G. Solinis*, Edition UNESCO, Karthala, p.51.].

LATOUCHE. S, (2004), *Survivre au développement : de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et Une Nuits.

LATOUCHE S. (1986), *Faut-il refuser le développement ?*, Paris, PUF.

Le Berre M., (1992), « *Territoires*, in Bailly A., Ferras R., Pumain D., *Encyclopédie de Géographie* », Economica.

LECLERC-OLIVE.M, (2006), dir. *Affaires locales, De l'espace communautaire à l'espace public politique*, Paris, KARTHALA-GEMDEV, p.23, 234.

LECLERC-OLIVE. M : (2008), *State building ou refondation de l'Etat ? Enjeux théoriques et politique dans la gouvernance démocratique : un nouveau paradigme pour le développement ?* Karthala, p.154.

LECLERC-OLIVE. M, (2005), *Coopération au développement : concepts et enjeux*, in Gh. Gobin (dir.), *Dictionnaire de la mondialisation*, A. Colin, Paris.

LECLERC-OLIVE. M, (2003), *Les nouvelles collectivités territoriales, entre aide internationale et pouvoirs locaux : légitimité instrumentale ou légitimité politique ?*, in Y. Lebeau, B. Niane, A. Piriou, M. de Saint Martin, (dir.), *Etat et acteurs émergents en Afrique*, Karthala.

LECLERC-OLIVE. M, (2001). *Décentraliser : enjeux théoriques et politiques*, in M. Leclerc-Olive et A. Rochegude (dir.), *Décentralisations : entre dynamiques locales et mondialisations*, Les cahiers du GMDEV.

LEVY Pierre Guillaume (2001), *Association de développement, chefferies villageoises et décentralisation : le cas exemplaire de la commune de Maréna Diombougou (région de Kayes, Mali)*, in *La décentralisation en Afrique de l'Ouest : entre politique et développement*, sous la dir. TOTTE Marc, Karthala, Paris, Paris, p.78.

LECLERC-OLIVE.M, *Territorialités des migrants*, L'Homme et la Société, (« Compétences pour résister »), 143-144, 2002.

LUCHAIRE.Y, B. DOLEZ, A. VANTROYS : « *Les relations extérieures des régions françaises avec les collectivités publiques étrangères* », DGCL, La Documentation française, 1992, p.22.

MAEE, (2008), *La gouvernance démocratique : Un nouveau paradigme pour le développement ?*, (dir.) Bellina.S, Magro. H, Villemeur. V, Karthala, Paris.

MAGASSA (H) : *Décentrer ou décentraliser : un dilemme au Mali*, Alternative Sud, vol IV 1997, pp. de2 à 3.

MANIN. Bernard, (1985) *Volonté générale ou délibération ? (esquisse d'une théorie de la délibération politique)*, *Le Débat*, Paris, n°33, p 72-93.

NACH Mback C., 2003, « *Démocratisation et décentralisation : Genèse et dynamique comparés des processus de décentralisation en Afrique subsaharienne* », Paris, Karthala ; Cotonou, Bénin : Programme de développement municipal, 528p

NEVEU, C. (dir), (1999), *Espace public et engagement politique*, Paris, l'Harmattan.

PETITEVILLE.F, (1995), *La coopération décentralisée : les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud*, Paris, L'Harmattan.

POUJOLLE.T (1994), *L'Afrique noire : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Flammarion, Paris, p.98.

RAWLS.J (1971) : *Théorie de la justice*, Points.

SCHAPIRA.P, *Rapporteur au nom de la commission du développement sur les collectivités locales et la coopération au développement (2006/2235-INI)*, Débats du 15 mars 2007, Journal officiel.

SCHUERKENS.ULRIKE (2000), *La colonisation dans la littérature africaine : essai de reconstruction d'une réalité sociale*, L'Harmattan, Paris.

TASSIN.E. (2001), *Du village à la cité : la vertu politique et démocratique de l'espace public*, Cahier du GEMDEV, Paris, n°27, octobre, pp17-27.

TASSIN.E. (1991), *Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité*, Paris, Hermès, n°10, pp.23-37.

TOTTE. Marc, (2003), *La décentralisation en Afrique de l'Ouest : entre politique et développement*, Karthala, 2003.

TOTE. Marc, (2001), *La bonne gouvernance selon l'Union européenne : entre accords commerciaux et coopération décentralisée*, in « *La décentralisation en Afrique de l'Ouest : entre politique et développement*, Karthala, Paris, Paris, p.78.

TULARD. M-J : *La coopération décentralisée*, Paris, LGDJ, 2006, p.43.

ZARECKY-WEINBERG.B, (2006), *Les instruments juridiques de la coopération décentralisée*, publication de Cités Unies France, mai 2006, p.8.

3 – Références sur les migrations :

DIANGITUKWA.FWELEY, (2008), *Migrations internationales, codéveloppement et coopération décentralisée*, Préface de Mohamed SAHNOUN, L'Harmattan, Paris, p.99.

JACOB J-P, DELVILLE P L., (1994), « *Les associations paysannes en Afrique* », APAD, p. 258-259.

JOVELIN, Emmanuel, MEZZOUJ. Fatima (2010), « *Sociologie des immigrés âgés d'une présence (im)possible au retour (im)possible* », Editions du Cygne.

RODET. Marie, (2009) : *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal (1900-1946)*, Paris, Karthala.

TIMERA. Mahamet (1996) : *Les soninké en France : d'une histoire à l'autre*, Karthala Paris.

SY. Yaya (1999) : *Les associations villageoises soninkés en France : leur rôle dans la dynamique associative africaine en France et le développement des villages d'Afrique*, Atelier national de reproduction de thèses, Lille. Disponible Paris SORBONNE BIU, côte TMC 6787.

QUIMINAL C., 1991, *Gens d'ici, gens d'ailleurs. Migrations soninké et transformations villageoises*, Paris, Christian Bourgeois, p.223.

II – REVUES ET AUTRES SOURCES.

I. LES REVUES

BAUDOUX.M, *La gouvernance dans sous états. Economie de la connaissance, coopération décentralisée et développement local*, Revue marocaine d'audit et de développement, décembre 2004, pp.181-188.

BRENNIER R., *The Economics of Global Turbulence, Special Report on The World Economy, 1950-1998*, New Left Review, 229, 1998, pp. 41-42.

BOUTAUD A. (2002), *Développement durable : quelques vérités embarrassantes*, *Economie et humanisme*, n° 363, décembre, reproduit in *Problèmes économiques*, n° 2800, 12 mars 2003.

CAMARA Youssouf, « Répertoire des industries au Mali en 2006 », L'Indépendant du 26/02/2007.

CONNAN. C, [In Zaynab TERRA et Astrid FREY : « Migrations et collectivités territoriales, la coopération décentralisée, une réponse à la question du codéveloppement », Cités Unies France, 2008, p.20]

CARRASO. G, : « Accueillir, migrations, coopération et développement », Revue SSAE, N°244, décembre 2007, p.20.

CEFAÏ, D., (1996), *La constitution des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques*, Réseaux, 75 ? PP. 43-66.

CEFAÏ, D., TROM, D., (dir.), (2001), *Les formes de l'action collective. Mobilisation dans des arènes publiques*, Paris, Collection Raisons pratiques, Editions de l'E.H.E.S.S., 2001, 326p.

CISSE. Hamadoun Bocar, MAIGA. Souleymane Idrissa, BARTHOLOMEEUSSEN. Stan, *Liens entre la décentralisation et la coopération décentralisée au Mali*, Août 1999, in Document de réflexion n°6 publié par le centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM).

COTTEREAU, A. (dir), (1992), *Pouvoir et légitimité : figure de l'espace public*, Paris, Collection Raisons Pratiques, Editions de l'E.H.E.S.S.

- ELSTER, J., (1994), *Argumenter et négocier dans deux assemblées constituantes*, Revue française de sciences politiques, 44/2.
- FRANCOIS, B., NEVEU, E. (dir), (1999), *Espaces publics mosaïques : acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- FREYSS.J, *Dans liaison Franco-Africaine* n°54, septembre, décembre 2003.
- GENTIL D. et MERCOIRET M.-R, (1991), *Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique noire ?*, Revue Tiers-Monde, XXXII, n° 128, oct.-déc., p. 867-886.
- HATEM F. [1990], *Le concept de "développement soutenable"*, CEPII, Economie prospective internationale, La Documentation Française, n° 44, 4° trimestre, p. 101-117.
- HERMAN E. *Daly: Sustainable Development: From concept and Theory to Operational Principle*, Population and Development Review, Vol. 16, Supplement: Resources, Environment, and Population.
- HUSSON.B, (2000), *La coopération décentralisée, légitimer un espace public local au Sud et à l'Est*, CIEDEL, Revue grand public.
- JOSSELIN.C, Gazette de communes, 26 septembre 2006, p.21.
- KALINOWSKI.W (2008): *Chronique de la gouvernance*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, p.229.
- Kazancigil, « *Apprivoiser la mondialisation- dans Démocratie et gouvernance mondiale. Quelles régulations pour le XXIe Siècle* » sous la direction de C. Milani, C. Arturi, G. Solinis, Edition UNESCO, Karthala, p.51.].
- KECK M.E. et SIKKINK K., *Les réseaux de militants dans la politique internationale et régionale*, Revue internationale des Sciences Sociales, mars 1999, pp.97-110.
- LALOUPO. Francis, *Eclairage sur le Mali*, Afrique/Asie, n°175, Avril 2004.
- LEVY.M, *Répolitiser la coopération décentralisée*, Revue Territoires, Dossier: Pourquoi les collectivités françaises interviennent à l'étranger, avril 2007, P.20 à 32.
- MANIN. B, (1985), *Volonté générale ou délibération ? (esquisse d'une théorie de la délibération politique)*, Le Débat, Paris, n°33, pp72-93.
- MBEMBE.A : *Après la tournée africaine du président français*, Le messager de Douala, n°2425, 1er août 2007.
- PEZZEY.J (1989), *Economic analysis of sustainable growth and sustainable development*, World Bank, Environment Department Working Paper, n° 15.
- QUERE, L., (1996), *L'espace public comme lieu de l'action collective*, Mana, 2, pp235-265.

QUERE, L, (1992). *L'espace public: de la théorie politique à la métathéorie sociologique*, Quaderni, 18, automne, pp75-92.

ROSANVALLON.P, *La crise de l'Etat-providence*, Paris, Editions du Seuil-Point, 1992, p.115-117.

RIVERO (J.), *Fédéralisme et décentralisation : harmonie ou contradiction ?*, Pages de doctrine, LGDJ, 1980, p.213.

SALDOMANDO.A, (1999), *Coopération et gouvernance, une analyse empirique*, contribution présentée lors de la 9^{ème} conférence générale de l'EADI, GMDEV, Paris, 22-25 septembre 1999.

SEIDMAN Ann (1992), (*Towards a New Vision of Sustainable Development in Africa: Presidential Address to 1990 Annual Meeting of the African Studies Association*, African Studies Review, Vol. 35, No. 1 (Apr., 1992), pp. 1-15.

SEN. A., (2009), *The Idea of justice*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press.

SEN, A., *La démocratie des autres*, Rivages, 2006.

SIDIBE Nouhoun (2010), *Décentralisation des services sociaux de base et participation citoyenne. Le cas de six communes en République du Mali*, ISFRA, Editions Universitaires de Côte d'Ivoire.

SINTOMER, Y., (1999), *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, Paris, La Découverte.

RAYNAUT. CL, *L'opération de développement et les logiques du changement : la nécessité d'une approche historique. L'exemple d'un cas nigérien*, Genève-Afrique, vol. XXVII, n°2, 1989, pp.7-38.

ROQUEPLO P. (1997), *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*, INRA.

Thomas N. Gladwin, James J. Kennelly and Tara-Shelomith Krause: *Shifting Paradigms for Sustainable Development: Implications for Management Theory and Research*, The Academy of Management Review, Vol. 20, No. 4 (Oct., 1995), pp. 874-907.

UNNI Wikan (1995), *Sustainable Development Mega-City: Can the Concept Be Made Applicable?*, the University of Chicago Press, Vol. 36, No. 4 (Aug. - Oct., 1995), pp. 635-655.

SCHMITZ J., (1994), *Cités noires: les républiques villageoises du Fouta Tooro*, CEA, n° 133-135.

STIGLITZ J. [1974], *Growth with exhaustible natural resources: efficient and optimal growth paths*, Review of Economic Studies, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, p. 123-137.

WALZER, M., (1997), *Pluralisme et démocratie*, Editions Esprit, 220p.

WEBER, M., (2003), *Economie et société*, Paris, Pocket.

WILSON F.L., in *Les catégories d'intérêt sous la cinquième République. Test de trois modèles théoriques de l'interaction entre groupes et gouvernements*, Revue Française de Science Politique, vol. 33, n°2, avril 1983, pp.220-254.

[1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.

[1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.

[1999], *La soutenabilité, une question de valeur(s)*, Habilitation à diriger des recherches, Bordeaux,

[2002] *Richesse et valeur dans une perspective de soutenabilité*, Contretemps, « Critique de l'écologie politique », n°4, mai, p. 71-84.

[2002], « *La lourdeur insoutenable du développement capitaliste* », *La Pensée*, n° 331, juillet-septembre, p. 31-45.

2005], (avec BERR.E.), *Le concept de développement en débat*, Economies et Sociétés, Série « Développement, croissance et progrès », F, n° 43, 3, p. 463-476.

[1989], *L'occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte.

[2003], *Pour une société de décroissance*, Le Monde diplomatique, novembre in Faucheux Sylvie, Pearce David, Proops John, (ed.), *Models of Sustainable Development*, Cheltenham, Edward Elgar Publisher.

II - AUTRES SOURCES

1. ARTICLES, TEXTES OFFICIELS ET MANIFESTATIONS:

Action internationale des collectivités locales- Engagement citoyen et mondialisation, Troisièmes assises de la coopération décentralisée, 26-27 novembre 2001, Paris, La Documentation Française, 2003, p.359.

Constitution de la troisième République du Mali, adoptée le 12 juin 1992.

Constitution de la République du Mali du 12 juillet 1992.

Commission Européenne – DG Développement – Note aux services de la DG DEV et aux délégations dans les pays ACP-ALA-MED et PECO- 23 décembre 1999.

CNUED, (1993), *Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement. Action 21. Déclaration de principes relatifs aux forêts*, Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, New York, 256p.

Débats du 13 mars 2002, Journal Officiel.

Débats du 15 mars 2007, Journal officiel.

Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles et Rapport final, Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Mexico), UNESCO, 1982.

DJELFAT.A, *Actes du colloque des 22 et 23 novembre 2006, la coopération décentralisée change-t-elle de sens ?*, La Sorbonne, p.106-108.

DOCUMENT DU PARLEMENT EUROPEEN: « *Towards an EU approach to democratic local governance, decentralization and territorial development* », Background paper, project n°2007, 147439, version 1.

GALLET.B, Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 2006, à la Sorbonne: « *La coopération décentralisée change-t-elle de sens ?* », Collection Référence, Cités Unies France.

GUIDE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE, *Echanges et partenariats internationaux des collectivités territoriales*, Ministère des affaires étrangères, 2^{ème} édition, La Documentation française, 2006, p.10.

Guide de la coopération décentralisée au mali (2004), Coopération française, PAGL (programme africain de la gouvernance locale), p.12.

Histoire du Mali, Institut pédagogique national, Bamako, 1994.

Institut National de la Statistique du Mali : *recensement général de 2009* : http://www.instat-mali.org/contenu/rgph/raurb09_rgph.pdf

Loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République Française, article 131, Titre VI).

Loi N°2017-051 du 02 Octobre 2017 Portant Code des Collectivités Territoriales du Mali

Loi OUDIN SANTINI « autorisant le financement des actions en matière d'eau et d'assainissement sur le prix du service rendu à l'utilisateur, dans la limite de 1% des recettes sur le prix de l'eau.

Loi THIOLLIERE DU 2 février 2007 reconnaissant une compétence d'attribution aux collectivités locales en matière de coopération internationale et d'aide au développement.

LATOUCHE.S, [2006], *Imposture du développement*, Encyclopédie du DD, Association 4D.

MEILLASSOUX.C (2009), *Un développement sans acteurs mais non sans politique. La difficile empiricité d'un engagement anti-impérialiste*, Journal des Anthropologues, Dossier 118-119, pp. 65-88.

Orientations pour la coopération décentralisée - Ministère des Affaires étrangères - .2006

L'action internationale des collectivités locales- Engagement citoyen et mondialisation, Troisièmes assises de la coopération décentralisée, 26-27 novembre 2001, Paris, La Documentation Française, 2003, p.150.

Note du Secrétariat du GEMDEV, I. Bellier, J-J. Gabas, V. Geronimi, *Parcours de développement*, Novembre 2004, pour le DESS « Développement et coopération », Paris I Sorbonne.

Parcours de développement, Note du Secrétariat du GEMDEV, I. Bellier, J-J. Gabas, V. Geronimi, Novembre 2004, pour le DESS « Développement et coopération », Paris I Sorbonne.

P.S.D.R, de la région de Kayes (2011-2022).

SEN.A (2001), Point de vue, *Dix vérités sur la mondialisation*, Le monde diplomatique, juillet.

Vers une coopération de sociétés à sociétés, Livre blanc rédigé à l'occasion de la rencontre nationale des assises de la coopération et de la solidarité internationale, 17 et 18 octobre 1997, p.6.

WEBER.J et LATELTIN.E, (5-6 Février 2004) *Sciences sociales et biodiversité*, Prospective, Sociétés et Environnement, INSU, p.3.

WEBER.J, [1995], *Gestion des ressources renouvelables : fondements théoriques d'un programme de recherche*, Juin, pp. 5.

2. LES RAPPORTS :

ACDIL (*Association de coopération et de Développement des Initiatives Locales*), Rapport final : « Etude, Evaluation de la coopération décentralisée Montreuil Yélimané », 2016, Ouagadougou.

CMED, 1987, p.51).

Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, Brésil, 3-14 juin 1992.

GRDR, rapport de juillet 1996 sur ADD : Le rapport avait soulevé quatre points qui montrent le début de la crise d'ADD et le dysfonctionnement interne. Le centre de santé était l'objet sensible dans les villages concernés avec une perte de geste de 3.172.983 Fcfa avec une fréquentation de 8 personnes par jour.

BRUNTLAND [CMED, 1987, p.51]

Rapport C.MILHAUD sur : « l'intégration économique des migrants et la valorisation de leur épargne », publié par la Documentation française 2006.

PNUD 2003, « Rapport mondial sur le développement », Economica, Paris, p.32.

MAE 2007 : *Direction pour l'action extérieure des collectivités locales* – DGCID- Ministère des Affaires étrangères.

Ministère de l'Agriculture du Mali, (rapport 2008 sur le PADDY),: *rapport de monitoring externe national orienté vers les résultats*.

OIM 2009 : *Organisation Internationale de la Migration*, Genève.

UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) 1980, *Stratégie mondiale de la conservation*.

3. Sources O.N.G et autres organismes

« *Charte de la coopération décentralisée pour le développement durable* », AFCCRE, Cités Unies France, Comité 21. En version électronique : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article216>

ONG, ESSONNE-SAHÉL : *Evolution de la population de la région de Kayes entre 1976 et 2009*.

4. Les interviews réalisés, les rencontres avec les acteurs de terrain, les participations directes et observations indirectes aux réunions d'associations de migrants intervenant sur les questions de développement local, territorial.

BARADJI Cheickna (2018), Président ADCYFOSI (*Association pour le Développement du Cercle de Yélimané et les Organisations de la Solidarité Internationale*), « Interview sur la mise en œuvre du PADDY dans le Cercle de Yélimané ».

FOFANA. Braka (2017), « Interview sur les 10 ans des projets de développement réalisés par l'ACDS (*Association des Communes de Diombougou et Séro-Diamanou*), à la Courneuve, Novembre 2017.

FOFANA Aly (2010), directeur régional de l'agriculture de Kayes et coordinateur régional du PADDY, « Interview sur la gestion des politiques régionales de développement durable », Kayes.

DIAKITE. Kalilou (2010), « Intervention du Maire de Nioro du Sahel lors du Forum Mondial de Développement Durable du 24 au 26 juin 2010 à Marcoussis, France ».

DIAKITE. K (2010), « Interview avec le maire de la commune urbaine de Nioro du sahel 14 décembre 2010, Nioro du sahel.

DIALLO. D (2017), président de l'ACCMDF (*Association du Comité Communal de Maréna Diombougou en France*), intervention du Maire de Maréna et les ressortissants de la commune de Maréna en France, Assemblée Générale Communale du 19 novembre 2017 à Paris.

DIALLO. ADAMA (2012), « Interview avec le directeur-adjoint de l'ONG KARED de Nioro du Sahel ».

HURE Arnaud, (2017), « Interview sur les coopérations décentralisées entre la région de Kayes et la région Ile de France », Paris.

KANTE. D (2017), Intervention du président de l'Association de Développement du Village de Sabouciré-samballa (ADVS), Rencontre du 11 novembre 2017 avec le Maire de la commune de Maréna Diombougou à Boulogne-Billancourt.

KELEMA Daniel Siméon (2010), « Interview avec le directeur national de l'agriculture », Bamako.

KEITA N'TJI, (2010), « Interview avec le directeur de l'agence de développement territorial et ancien maire », Diéma.

KONARE. Bandjougou (2018), « Interview avec le directeur de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable du Mali, AEDD », Bamako.

MAIGA. I, (2010), « interview du 13 décembre 2010 sur la mise en œuvre du PADDY », Yélimané.

DIARRA. Ntji (2012), directeur de l'agence de développement territorial de Diéma et ancien maire.

DOUCOURE. Ibrahim, (2012), « Interview avec le Maire de Tambacara sur la mise en œuvre du PADDY », Tambacara (Mali).

REZINIK. C, (2018), «Interview avec le Maire-adjoint de Montreuil sur la mise en œuvre du PADDY », Montreuil.

SISSOKO. Founéké (2010), « Interview avec le secrétaire général du Conseil Régional de Kayes », Kayes.

SYLLA. Aboubacar (2010), « Interview avec le Président du programme PRECAD de Nioro du Sahel ».

TOUNKARA.S (2010), « Interview du 16 décembre avec le Maire de la commune de Diéma.

LES URBAINES, (*de 2011 à 2019*), « Le Petit Mali à Paris », Ballades organisées par l'association des jeunes migrants « AJOMDF.DL » et l'agence de tourisme « Bâstina

voyage » au cœur du marché de château rouge. (A consulter les événements de « Petit Mali à Paris », www.bastina.fr > voyage > paris-18eme > petit-mali-a-château-rouge-a-paris).

5. Thèses, Mémoires et Séminaires :

Thèse de Fatima Mezzouj, (2016), « *Parcours migratoire des personnes âgées immigrées : Trajectoires de vie et accompagnement social* », Thèse soutenue le 25 mars 2016, Université Grenoble, Alpes.

Thèse de Monsieur Bathily Abdoulaye (2008), « *L'impact de la décentralisation sur la politique et l'économie dans les cercles de Kati et Kita au Mali* », Thèse soutenue à l'Université Paris 8.

SENE Mamadou (2004), « Analyse des pratiques de coopération décentralisée franco-sénégalaise : cadre partenarial, domaines d'intervention, acquis et contrainte », mémoire de stage DESS, Ingénierie de projet de coopération, Université des sciences et Technologie de Lille, 2003-2004, p.57.

Mémoire de SANOGO (Mamadou) : *Bilan et perspective de la décentralisation au Mali*, ENA Bamako 1994.

Séminaires annuels animés par Monsieur JOVELIN Emmanuel, (du 14 Décembre 2016) à l'Université de Lorraine, site de Metz.

LISTE DES ABREVIATIONS :

A.C.P : *Afrique Caraïbes et Pacifiques*

ADEMA : *Alliance pour la Démocratie au Mali*

A.D.T.D : *Agence de Développement Territorial de Diéma*

A.E.D.D : *Agence de l'Environnement et du Développement Durable*

A.T.T : *Amadou Toumani Touré*

A.N.I.C.T *Agence Nationale d'Investissements des Collectivités Territoriales*

A.P.D : *Aide Publique au Développement*

A.R.K : *Assemblée Régionale de Kayes*

A.R.K.F : *Association des Ressortissants de Kalaou en France*

C.D.E.R.K.A.F *Coordination des Associations de Développement des Cercles de la Région de Kayes en France*

CAMSEL: *Coopérative Agricole Multifonctionnelle de Sélingué.*

C.C.C : *Centre du Conseil Communal*

C.C.F.D : *Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement*

C.G.L.U : *Cités et Gouvernements Locaux Unis*

CENAFOD : *Centre Africain de Formation pour le Développement*

C.I.C.I.D : *Comité Interministériel de la Coopération International et du Développement*

CAMIDE : *Centre d'Appui à la Micro-finance et au Développement*

C.M.D.T : *Compagnie Malienne pour le Développement du Textile*

C.N.C.D : *Commission Nationale de la Coopération Décentralisée*

C.N.R.D.R : *Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat*

C.R.I.D.D : *Centre des Ressources et d'Innovation pour le Développement Durable*

C.S.L.P : *Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté*

C.T.S.P : *Comité de Transition pour le Salut du Peuple*

C.U.F : *Cités-Unies-France*

D.G.C.I.D : *Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement*

DIAMA DJIGUI : *Espoir du Peuple en langue Bambara,*

D.R.A : *Direction Régionale de l'Agriculture de Kayes*

D.R.E.F : *Direction Régionale des Eaux et Forêts de Kayes*

D.R.I : *Développement Rural Intégré*

E.N.D.A : *Europe, Environnement, Développement, Action dans le tiers monde*

F.E.D : *Fonds Européens de Développement*

F.S.P : *Fonds de Solidarité Prioritaire*

G.E.M.D.E.V : *Groupe d'intérêt Scientifique pour l'Etude de la Mondialisation et du Développement*

G.R.D.R : *Groupe de Recherche et Développement Régional,*

GUIDIMAKA DJIKE : *L'Espoir du canton de GUIDIMAKA*

H.C.C.I : *Haut Conseil de la Coopération Internationale*

I.D.H : *Indice de Développement Humain*

K.A.R.E.D : *Agence du Kaarta pour l'Action et la Recherche Développement*

O.M.D.D : *Objectif du Millénaire pour le Développement Durable*

O.N.U : *Organisation des Nations Unies*

O.R.D.I.K : *Organisation Rurale du Développement Intégré de Kolimbiné*

4.D : *Dossiers, Débats, Développement Durable*

P.A.C.A.D : *Programme d'Appui aux Collectivités et d'Appui au Développement*

P.A.D.L : *Programme d'Appui au Développement Local*

P.A.D.D.Y : *Programme d'Appui au Développement Durable de Yelimané*

P.A.S.A.O.P : *Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes*

P.A.SEC.A : *Programme d'Appui pour la Sécurité Alimentaire,*

P.D.S.E.C : Programme de Développement Economique Social et Culturel

P.I.B : Produit Intérieur Brut

P.M.A : Pays Moins Avancés

P.N.I.R : Programme National d'Infrastructures Rurales

P.N.U.D : Programme des Nations Unies pour le Développement

P.P.T.E : Pays Pauvres Très Endettés

P.R.E.C.A.D : *Projet de Renforcement des Capacités des Collectivités Territoriales des Cercles de Diéma et Nioro du Sahel*

P.R.O.D.E.C : Programme Décennal de l'Education

P.R.O.D.E.S.S : Programme de Développement Sanitaire et Social

P.S.A : Programme d'Ajustement Structurel

P.S.D.R : Programme Stratégique du Développement Régional

SAANE : *C'est le nom d'une association qui veut dire « Etoile » en langue soninké*

U.D.P.M : Union Démocratique Pour le Mali

Z.S.P : *Zone de Solidarité Prioritaire*

TABLE DES MATIERES

Remerciements.....	2
Sommaire.....	4
Introduction générale.....	7
Perspectives problématiques du développement au Mali.....	14
Questionnement central et hypothèses.....	25
Méthodologie de recherche.....	29
Annonce du plan de travail.....	38

PREMIERE PARTIE :

PERSPECTIVES SOCIOHISTORIQUES ET INSTITUTIONNELLES DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL AU MALI	40
--	----

<i>Introduction de la première partie.....</i>	41
--	----

CHAPITRE 1 :

PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET TRAITS GENERAUX SUR LE MALI	42
--	----

<i>Section 1</i> : Présentation de quelques données générales sur le Mali en matière de développement territorial.....	43
---	----

I - Quelques données socio ethnologiques de la population du Mali.....	44
--	----

II - Quelques parcours sociohistoriques des anciens empires du Mali.....	45
--	----

III - Le Mali et sa situation politico institutionnelle instable.....	46
---	----

IV - Le Mali et sa situation économique fragilisée.....	47
---	----

<i>Section 2</i> : Processus de développement territorial de la région de Kayes.....	51
--	----

I -Vue cartographique et présentation des contextes sociohistoriques de la région de Kayes.....	51
--	----

II - Quelques données socio ethnologiques d'une région enclavée.....	54
--	----

III - La potentialité économique de la région peu profitable aux populations régionales.....	57
---	----

<i>Conclusion du premier chapitre</i>	60
---	----

CHAPITRE 2 :

L'EUPHORIE DE DEVELOPPER LES TERRITOIRES A L'EPREUVE DES REFORMES DE LA DECENTRALISATION AU MALI.....	61
---	----

<i>Introduction du deuxième chapitre</i>	61
--	----

<u>Section 1</u> : Le développement territorial dans les processus de décentralisation et coopération décentralisée.....	62
--	----

I - L'approche de développement local au Mali : processus sociohistoriques et institutionnels.....	65
--	----

II - L'approche institutionnelle de la décentralisation : les processus sociohistoriques au Mali.....	67
---	----

III - La coopération décentralisée : une approche sociologique du développement....	71
---	----

Définitions et émergence :... ..	71
----------------------------------	----

IV - L'approche territoriale du développement durable dans la perspective de décentralisation et de coopération décentralisée.....	73
--	----

<u>Section 2</u> : Les origines de la décentralisation au Mali.....	78
---	----

I - L'évolution historico-institutionnelle de la décentralisation malienne.....	78
---	----

1. Une décentralisation à double héritage.....	78
--	----

2. Les perspectives avant l'indépendance de 1960 : héritage et parcours des anciens empires précoloniaux.....	79
---	----

3 La décentralisation dans l'héritage du système colonial aux périodes d'indépendance de 1960.....	82
--	----

II - Les fondements opérationnels des années 1990 : perspectives et enjeux de développement.....	85
--	----

1. Les premières démarches de l'administration transitoire.....	86
---	----

2. La sensibilisation des populations.....	86
--	----

3. Les cellules de l'administration transitoire.....	91
--	----

4. Les collèges transitoires d'arrondissement (CTA).....	91
--	----

5. Les Equipes Mobiles d'Appui (E M A).....	92
---	----

III - La mise en place des structures décentralisées en 1999: l'ébauche d'une approche de développement durable.....	93
1. Aperçu du découpage administratif.....	93
2. La problématique du découpage communal.....	95
3. Le regroupement via le partage des ressources naturelles et secteurs d'activité.....	95
4. Le découpage des communes du bassin du lac « Magui » dans le cercle de Kayes : un exemple de découpage communal à plusieurs visages.....	98
5. Les critères constitutifs des communes.....	99
6. Les critères socioculturels et démographiques.....	100
7. Les critères économiques et géographiques.....	100
8. La constitution des communes : le cas de la commune de Maréna Diombougou..	102
IV Les communes à l'épreuve de développement : premières expériences des structures décentralisées de 1999.....	105
1. Les premières élections communales de 1999 : <i>le cas de la commune rurale de Marena Diombougou</i>	106
2. La faible mobilisation des élections dans la commune rurale de Marena Diombougou.....	107
3. Le conseil communal.....	107
4. Le démarrage des communes et l'épreuve des projets de développement.....	108
5. Le démarrage à Marena Diombougou.....	110

CHAPITRE 3 :

LA COOPERATION DECENTRALISEE A L'EPREUVE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KAYES.....114

Introduction du chapitre.....114

Section 1 : Les programmes de coopérations décentralisées et leurs fondements : des instruments non appropriés par tous.....116

I. Les territoires locaux : un champ d'intervention de coopération au développement.....117

1. La région de Kayes : une prise en compte des inégalités comme action située sur les territoires.....117

2. Les représentations sociales sur les OMD : (<i>Objectifs du Millénaire pour le Développement</i>) : instruments d'appui institutionnel aux collectivités territoriales ou simples discours des acteurs ?.....	119
II. Coopérer dans la mondialisation et réformes des collectivités territoriales.....	120
1. La coopération et l'échec de politiques d'aide au développement.....	123
2. Quelles sont les raisons de l'échec de politiques d'aide au développement ?.....	123
3. L'expression de développement en question et la quête d'un nouveau modèle....	125
III. Le développement, un cadre référentiel qui veut occidentaliser le monde.....	127
1. Les manières de faire le développement : la ligne directrice d'occidentalisation.....	127
2. La pensée réductrice du développement sur l'Afrique et les paradoxes du néocolonialisme.....	129
<u>Section 2</u> : L'émergence des acteurs multi-niveaux dans la coopération au développemen..	133
I. La fin de l'Etat-Providence : début de l'émergence des acteurs.....	133
1. Définitions de l'Etat-providence et la perspective de fin.....	134
2. La construction d'une nouvelle vision de coopération au développement.....	135
3. L'équilibre entre acteurs dans la coopération décentralisée.....	138
<u>Section 3</u> : Les interprétations et définitions multiformes de la coopération décentralisée....	140
I. Les origines et les visions de la coopération décentralisée.....	140
1. La vision de l'Union européenne.....	140
2. Cadre juridique et approches de l'Union européenne sur la coopération décentralisée.....	142
3. Les représentations politiques divergentes de l'Union européenne : le cas du débat parlementaire de 2001-2002.....	143
II. Le rôle complexe des acteurs locaux dans la coopération décentralisée ?.....	146
III. L'appui institutionnel de la décentralisation comme condition première de la coopération décentralisée.....	147
<u>Section 4</u> : La coopération décentralisée : une vision française du développement durable.....	149

I. La coopération décentralisée : l’approche d’appui institutionnel comme spécificité française.....	150
II. Les coopérations des collectivités locales françaises fondées sur les motivations et des pratiques différentes.....	155
III. Les avis et discours fondateurs de coopérations décentralisées : le cas des assises de 2001 sur les définitions, caractéristiques, points de vue et expériences vécues....	160
IV. La coopération décentralisée : une gouvernance sous tutelle.....	168
V. Les principaux dispositifs institutionnels de la coopération décentralisée en France.....	169
VI. Les nouvelles orientations de la coopération décentralisée.....	171
<i>Section 5</i> : La région de Kayes au cœur de la coopération décentralisée : la perspective d’un modèle de développement durable.....	172
I. Une coopération essentiellement liée à l’immigration comme facteur dominant du développement territorial de la région.....	172
II. La perspective de développement durable essentiellement tournée vers le mouvement migratoire et le Co-développement.....	174
III. La pluralité des pratiques de coopération dans la région : le développement durable et actions des migrants.....	178
IV. Des coopérations déséquilibrées sur l’ensemble du territoire régional par le mouvement migratoire.....	180
V. Des collectivités locales avec des moyens insuffisants dans les coopérations décentralisées.....	182
<i>Conclusion du chapitre 3</i>	182

CHAPITRE 4 :
LES PERSPECTIVES DE MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET SES PARADOXES.....185

Introduction du chapitre 4.....185

Section 1 : Les origines idéologiques du développement : un tournant historique.....188

I. Idéologies et représentations sur le développement189

II. Les constructions historiques et philosophiques du concept de développement....190

III. Les idéologies du développement : entre constructions économiques et sociologiques.....192

IV. Le développement, fondé sur l'idéologie de croissance et de modernisation des sociétés.....194

V. Le développement : un instrument pour répondre aux besoins essentiels des groupes humains.....195

Section 2 : Enjeux migratoires et perspectives de développement en Afrique198

I. Stratégie de développement et engagement associatif des migrants dans la région de Kayes.....200

1. La participation des associations locales dans le processus de développement et du bien-être général dans la région de Kayes.....203

II. Le rôle des associations dans la perspective de développement territorial205

1. Les associations des migrants maliens : acteur de développement et animateur de la vie sociale.....206

2. Les associations de migrants maliens en France : acteur et pilier dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.....208

III. Les actions des associations dans la région : une nécessité d'intérêt général.....210

1. La portée des actions associatives des migrants dans la région.....211

2. L'apport des actions associatives dans la lutte contre la pauvreté dans les territoires concernés.....212

IV. L'innovation sociale comme moyen de lutter contre la pauvreté dans leurs territoires.....213

V. L'éducation comme moyen de lutter contre la pauvreté.....213

VI. Difficultés des acteurs associatifs face aux politiques de développement.....215

DEUXIEME PARTIE

DE LA THEORIE AUX PRATIQUES DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	217
---	-----

<i>Introduction de la deuxième partie</i>	218
---	-----

CHAPITRE 1 :

LES ORIGINES IDEOLOGIQUES DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	219
---	-----

<i>Introduction du premier chapitre</i>	219
---	-----

<u>Section 1</u> : Les principes fondateurs du concept de développement durable.....	220
--	-----

I. Perspectives historiques de craintes et prise de consciences sur la révolution industrielle : un contexte pionnier des notions de développement durable.....220

II. La conférence de Stockholm en 1972 : un contexte désarticulé sur fond de différence des spécificités de développement entre pays développés et pays en voie de développement.....223

III. La conférence de Rio en 1992 pour les territoires et acteurs : un contexte pionnier et d'illusions du concept de développement durable.....224

IV. La conférence de Paris et Rio+20 : un état des lieux sur le développement durable et perspectives d'innovations.....225

V. Les origines idéologiques du développement en Afrique : Le cas du NEPAD (*Nouveau Partenariat pour le Développement*) comme illustration d'un cadre de développement.....227

1. Le NEPAD et ses origines idéologiques : un rêve de la renaissance africaine à l'épreuve du concept de développement.....228

2. Le NEPAD dans la controverse de la mondialisation et de la bonne gouvernance.....229

3. Les spécificités du développement durable dans le contexte africain : entre illusions développementalistes et application des modèles exogènes.....231

<u>Section 2</u> : Le cadre politico-institutionnel du développement durable	233
--	-----

I. Contenu institutionnel dans les six principes du concept.....234

1. *Le principe de coopération*.....234

2. *Le principe d'intégration*.....221

3. <i>Le droit de l'Homme à un environnement sain</i>	235
4. <i>Le principe d'équité</i>	235
5. <i>Le principe de participation</i>	236
6. <i>Le principe du pollueur-payeur</i>	237
II. Reformulation caractéristique des principes du concept de développement.....	237
1. <i>La transversalité</i>	237
2. <i>La territorialité ou spatialité</i>	238
3. <i>Temporalité</i>	239
4. <i>La gouvernance par le concept du développement durable comme référentiel</i>	239
5. Un constat critique sur les principes.....	240
III. Approche empirique et territoriale du développement durable	242
1. L'Agenda 21 Local : axe et ancrage.....	242
2. Les caractéristiques inspirées du Sommet de la Terre sur l'Agenda 21 Local.....	243
<u>Section 3</u> : Historique du concept de développement durable dans le contexte africain.....	245
I. Le contexte africain avant la déclaration de Rio.....	246
1. <i>Dans le domaine des législations nationales</i>	247
2. <i>Le domaine des conventions continentales et régionales</i>	247
3. <i>Dispositifs institutionnels et contraintes</i>	247
4. <i>Les contraintes institutionnelles</i>	248
II. La problématique du développement durable africain après la déclaration de Rio en juin 1992.....	249
1. La conférence de Brazzaville sur le concept de développement durable.....	249

<u>Section 4</u> : Les approches théoriques à l'œuvre du développement durable.....	250
I. Développement durable et soutenable : la difficile configuration conceptuelle.....	250
1. Durabilité et soutenabilité.....	251
2. La soutenabilité dans la recherche.....	252
3. La normativité de la soutenabilité.....	253
II. Les approches standardistes et contradictoires : les aspects économique, écologique et équité territorial.....	254
1. Approche économique et écologique du développement soutenable.....	255
1.1 L'approche faible de la soutenabilité.....	255
1.2 L'approche de la soutenabilité forte (strong sustainability, école de la Deep ecology).....	257
2. Juxtaposition des approches économique et écologique.....	258
3. Quel rapprochement entre l'Homme et son écologie (<i>entre conservation, droit et respect envers l'environnement</i>) ?.....	260
4. Quels fondements théoriques pour l'équité territoriale du développement soutenable ?.....	261
III. Approche interdisciplinaire du développement : pour quel cadre normatif face aux pratiques.....	265
1. Cadre normatif de l'interdisciplinarité du développement soutenable.....	265
2. Les limites scientifiques de l'interdisciplinarité.....	266
IV. Identification des acteurs, stratégies et logiques face au concept du développement durable.....	267
1. Pour quels acteurs agissant sur le concept ?.....	267
2. Quelles sont les stratégies de ces acteurs de développement ?.....	268
3. Représentations ou logiques sociales du concept de développement soutenable.....	269
3_1 Les logiques sociétales.....	270
3_2 Les logiques institutionnelles et organisationnelles.....	270
3_3 Les logiques d'acteurs dans la configuration développementaliste.....	271

CHAPITRE 2 :
LE DEVELOPPEMENT DURABLE FACE A LA REALITE EMPIRIQUE.....272

Introduction du deuxième chapitre.....272

Section 1 : Les domaines d'appropriation du concept de développement durable selon les acteurs.....274

I. La problématique d'une situation donnée (*facteur déclencheur de concepts de développement*).....274

II. Les choix stratégiques des acteurs (*indicateurs d'appropriation des actions*).....275

III. Les échelles d'intervention des acteurs.....277

1. *Du niveau local au régional.....277*

2. *L'échelle des réseaux transnationaux (des concepts sont de plus en plus utilisés).....278*

3. *L'appropriation du concept de développement soutenable dans le champ politique.....279*

4. *L'accès au champ politique : la configuration participative au développement durable.....280*

5. *Les logiques de décisions applicables aux projets/programmes : pour quelle modalité participative ?.....281*

Section 2 : Pratiques endogènes et exogènes du développement durable au Mali.....284

I. Les approches divergentes.....286

1. Stratégies et secteurs d'émergence du développement durable au Mali.....287

1.1 Contexte historique et caractéristiques.....287

1.2. Les échelles d'émergence du concept de développement durable au Mal.....289

Section 3 : L'opérationnalisation du Programme d'Appui au Développement Durable dans le cercle de Yélimané : PADDY.....293

I – Enjeux et contextes spécifiques du PADDY.....279

1. Les origines du PADDY.....294

2. Les objectifs du PADDY.....295

3. La composition du programme.....296

3.1 Le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des populations et la valorisation de leurs terroirs concernant les secteurs prioritaires tels que.....296

3.2 Le renforcement des capacités des structures décentralisées et déconcentrées qui vise principalement les domaines suivants.....	296
3.3 La coordination, la gestion et le suivi du programme.....	297
4. Le financement du programme.....	297
II - La mise en œuvre du PADDY pour la période 2006-2009.....	298
1. La mise en place de l'ADDY comme concrétisation du développement soutenable.....	299
2. La coopération Sud-Sud sur le PADDY: une expérimentation de développement soutenable.....	299
3. L'intervention de l'AFAK dans le programme.....	300
4. La mise en œuvre du PADDY pour la période de 2009 à 2015.....	301
4.1 <i>Le volet technique et opérationnel des opérations</i>	301
4.2 <i>Le renforcement des structures décentralisées et déconcentrées</i>	302
4.3 <i>Le renforcement des structures de la société civile</i>	303
III - Le caractère du développement durable et participatif dans le PADDY.....	304
1. Les difficultés de participation des populations locales dans la mise en œuvre du PADDY.....	306
1.1 <i>Difficultés de participation des acteurs</i>	306
1.2 <i>Les difficultés liées aux actions engagées par le PADDY</i>	312
2. Le PADDY et ses expériences agricoles, un échec de politiques de développement durable dans le cercle.....	317
<u>Section 4</u> : Emergence des pratiques de développement local par les associations : les cas de l'ADD et de l'ORDIK dans le cercle de Kayes.....	320
I – Le développement local par les associations pionnières dans le cercle de Kayes.....	320
1. Emergence de la dynamique associative de l'ORDIK et l'ADD en France	322
2. L'émergence historique de l'ORDIK et de l'ADD comme dynamique d'émergence de la société civile dans les villages.....	322
II - L'émergence des structures associatives comme embryon pour la décentralisation malienne dans le cercle de Kayes.....	326
1. La décentralisation et le programme de développement intégré de l'ADD (<i>actuelle commune rurale de Maréna Diombougou</i>).....	328

2. Les objectifs du programme de développement intégré de l'ADD.....	328
3. Les actions quantitatives et qualitatives engagées par le programme.....	329
<i>Conclusion de la deuxième partie.....</i>	<i>333</i>

TROISIEME PARTIE

RECONSTRUCTION TERRITORIALE PARTICIPATIVE OU PROCESSUS
D'UNIFORMISATION DES MODELES DE DEVELOPPEMENT ?.....337

<i>Introduction de la troisième partie.....</i>	<i>338</i>
Réalités locales et système d'action de développement.....	339

CHAPITRE 1 :

CLASSIFICATION DES ACTEURS DANS LES PROCESSUS DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT.....344

<i>Section 1 : Les acteurs institutionnels dans les processus de développement.....</i>	<i>345</i>
---	------------

<i>Section 2 : Les acteurs non-institutionnels ou acteurs à but non lucratif dans les processus de développement.....</i>	<i>348</i>
---	------------

CHAPITRE 2 :

RECONSTRUCTION TERRITORIALE PAR LA CULTURE PARTICIPATIVE ET
L'INFORMATION CITOYENNE.....353

<i>Section 1 : Les formes de participation citoyenne dans les processus de développement.....</i>	<i>355</i>
I - La concertation dans les projets et programmes de développement territoriaux...355	
1. Qu'est-ce que la concertation ?.....	356
2. Les différents niveaux de concertation.....	358

3. La concertation, un préalable juridique élaboré et conditionné par les bailleurs de fonds (<i>ONU, UE, FRANCE...</i>) pour l'accompagnement des territoires.....	359
4. Le cadre institutionnel de la concertation et de la participation politique au Mali.....	361
II - Les formes de participation politique dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement territorial	367
1. La maison de la femme construite par le PADDY: un enjeu de développement participatif.....	368
2. Les actions environnementales réalisées par le PADDY : un cas de participation politique	374
2.1 Le programme du PADDY comme axe prioritaire aux territoires locaux.....	375
3. Etat des lieux sur les expériences et acquis de développement durable du PADDY dans le Cercle de Yélimané.....	381
4. La valorisation des espaces aménagés.....	381
4.1. <i>Aménagement des espaces hydroagricoles</i>	381
4.2 <i>Intensification des systèmes de production et d'innovation prévus entre 2006 et 2011</i>	383
4.3. <i>Aménagements pastoraux et techniques d'innovation d'élevage</i>	385
4.4. <i>Protection et régénération du milieu naturel ('environnement)</i>	385
4.5. <i>Renforcement des capacités des associations villageoises et de formation</i>	387
5. L'appui et la valorisation de la gouvernance et à la gestion des ressources naturelles par les collectivités territoriales du cercle de Yélimané.....	387
III – Les moyens d'accès à la participation sociopolitique pour une démocratie constructive.....	390
1. Les différentes ressources indispensables à la participation sociopolitique.....	392
1-1 <i>Les ressources</i>	392
1-2 <i>Les capacités cognitives ou d'argumentation</i>	393
1-3 <i>Les moyens et capacités sociopolitiques</i>	394
1-4 <i>La participation dans son cadrage méthodologique</i>	396
2. La liberté, un gage de participer à la délibération	397

<i>Section 2</i> : Configuration culturelle des processus de développement et réalités culturelles des dispositifs de développement durable.....	399
Définition de la culture de développement par les sociétés modernes.....	401
I - La remise en cause de la rationalité « close » dans les sciences sociales par l'éthno-méthodologie	407
1. Substituer les processus de planifications technocratiques (projets, programmes) de développement par l'engagement citoyen.....	407
2. Changer les stratégies des projets et programmes de développement par la responsabilité citoyenne.....	411
3. Les enjeux de l'approche culturelle dans le contexte de développement durable.....	413
3.1 La culture et les spécificités territoriales comme forces vives de rejet face aux processus de changement imposé (développement endogène).....	414
3.2 Les méthodes de planification culturelle durable à adapter face aux dispositifs techniques de développement.....	416
II - L'approche territoriale par l'éducation du citoyen aux processus de développement durable	417
1. L'éducation citoyenne aux pratiques de développement pour l'équilibre social et territorial.....	419
1.1 Repenser aux propositions d'éducation faites aux citoyens dans les dispositifs de développement.....	420
1-2 Eduquer les processus de développement aux groupes locaux formant la société civile.....	421
1-3 Réarticuler les méthodes et techniques participatives aux processus de développement.....	422
2. Redynamiser l'auto-développement durable par le contrôle citoyen et les spécificités locales.....	423
3. Reconstruire l'approche territoriale de développement durable (viable) par les spécificités locales.....	426
3-1 Déconstruire les discours dominants de développement durable par l'aspect reconstruction territoriale et d'innovation sociale	427
3-2 Consolider la société civile par la prise en compte des spécificités locales (<i>appui aux institutions locales de décentralisation et de coopération décentralisée...</i>).....	431
3-3 Adapter un développement approprié par les initiatives locales de l'économie sociale territorialisée.....	435

CHAPITRE 3 :
SPECIFICITES TERRITORIALES, UN PARADOXE A L'UNIFORMISATION DES
MODELES DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....438

Section 1 : Les représentations des acteurs sur les dispositifs de développement durable, un paradoxe aux spécificités territoriales.....438

I – Les représentations des acteurs formels sur les dispositifs de développement durable.....	439
1. Les représentations de services déconcentrés de l'Etat sur les dispositifs de développement durable.....	440
1.1 La direction nationale de l'agriculture du Mali.....	440
1.2 La direction régionale de l'agriculture de Kayes.....	441
1.3 La direction régionale des Eaux et Forêts.....	444
2. Les représentations des collectivités territoriales et agences de développement territorial sur les dispositifs de développement durable.....	446
2.1 La commune de Nioro du Sahel.....	447
2.2 La commune de Diéma.....	448
2.3 Le Conseil Régional d'Ile-De-France.....	449
2.4 La commune de Montreuil.....	452
2.5 L'Agence de développement territorial de Diéma.....	454
II – Les représentations des acteurs informels sur les dispositifs de développement durable dans la région de Kayes.....	456
1. Les ONG en charge de mise en œuvre des projets et programmes de développement durable.....	456
1.1 Le PRECAD.....	456
1.2 Le KARED.....	457
2. Les associations de migrants en charge de développement local.....	459
2.1 L'ACDS (Association des Communes du Diombougou et Séro).....	459

2.2 L'ADCYFOSI (Association pour le Développement du Cercle de Yélimané en France et les Organisations de la Solidarité Internationale).....	461
<i>Section 2</i> :Réalités des territoires et manque de performativité des dispositifs de développement durable dans la région de Kayes.....	463
I – Les réalités socioculturelles et contraintes de développement territorial de la région.....	463
1. Illettrisme dans la région : un obstacle pour le développement durable.....	463
2. Rôle des acteurs dans les perspectives d'émergence des dispositifs de développement durable.....	469
3. Innovation sociale et performativités des pratiques de développement durable.....	471
4. Apports des dispositifs de développement durable dans la région.....	473
II – Les approches endogènes des acteurs sur le développement durable dans la région.....	476
1. Participation des acteurs à la mise en œuvre des dispositifs de développement durable.....	476
2. Compréhension des acteurs et appropriation des dispositifs de développement durable.....	480
3. Les difficultés de mise en œuvre des dispositifs de développement durable.....	483
<i>Section 3</i> : Etude de cas des balades urbaines du « <i>Petit Mali à Paris</i> » : une spécificité de développement socioculturel participatif d'« ici et là-bas ».....	485
1. Les balades urbaines : un nouveau paradigme de la sociologie urbaine.....	485
2. Les itinéraires des balades urbaines du « <i>Petit Mali à Paris</i> » : des parcours migratoires pour le développement territorial d'« ici et là-bas ».....	487
2.1 La description de onze étapes de la balade urbaine du « <i>Petit Mali à Paris</i> » : parcours sociohistoriques des migrants et processus participatifs au développement territorial d'« ici et là-bas »... ..	490
<i>Conclusion de la troisième partie</i>	505
Conclusion générale.....	508
Bibliographie.....	521
Liste des abréviations.....	538
Table des matières.....	541
Annexes.....	558
Annexe 1.....	559

Annexe 2.....	609
Annexe 3.....	644
Annexe 4.....	646
Résumé de la thèse.....	647

LES ANNEXES

1. Entretiens et observations participatives avec les acteurs de terrain

La réalité des pratiques de développement soutenable était menée sur quelques organismes en France et au Mali (*cercles de : Diéma, Kayes, Nioro, Yélimané et dans la ville de Kayes*). Ils étaient répertoriés pour les liens tissés avec la problématique posée. Au moyen du questionnaire, nous avons interviewé des acteurs variés afin d'obtenir un maximum d'informations. Ces secteurs du terrain ont été choisis pour plusieurs raisons distinctes. De plus, nous sommes en présence de deux groupes ethnographiques faisant les rapports de développement entre le Nord (France) et le Sud (Mali). C'est cet outil d'analyse sociologique qui a permis de rentrer dans la phase empirique de cette recherche. Les différents matériaux sont recueillis auprès des acteurs différents et des terrains de recherche distincts. C'est ainsi que les enquêtes étaient essentiellement centrées sur la culture de développement soutenable dans la région. Ces matériaux relèvent des services de l'Etat, des collectivités territoriales, des associations, des ONG et des agences de développement de la région. Ces travaux ne sont pas l'aboutissement des résultats précis ou des données statistiques sur l'état d'avancement de développement durable dans la région de Kayes. Ce sont par essence, des expressions et des représentations fournies par différents acteurs interviewés sur le sujet de développement durable dans la région.

Dans cette optique, nous avons répertorié deux terrains distincts et une variété d'acteurs. D'une part, nous avons constitué le terrain en France (*avec certaines collectivités locales, associations, ressortissants, responsables associatifs...*) et d'autre part, une bonne partie est constituée au Mali où beaucoup des acteurs ont été directement interviewés (*ce sont les collectivités, les services de l'Etat, les associations, les ONG...*). Ils dégagent leurs argumentaires, différents des uns et des autres sur la notion de développement soutenable.

ANNEXE 1:

Dans cette première partie, nous avons deux types de tableau qui représentent d'une part, les entretiens réalisés au Mali et d'autre part, ceux réalisés en France.

1°) Tableaux des entretiens et enquêtes réalisés au Mali

Liste des entretiens réalisés au Mali						
N°	Structures	Représentant	Statut/Domaine	Date	Lieu	Durée
1	Direction nationale de l'agriculture du Mali	Directeur national/ Kelema Daniel Siméon	Service public de l'Etat	2010	Bamako	40 mn
2	Direction régionale de l'agriculture de Kayes	Directeur régional/Aly Fofana	Service public/agriculture	2010	Kayes	2H
3	Direction régionale des Eaux et Forêts	Directeur régional/Keita Bamba	Service public de l'Etat	2010	Kayes	2H
4	Agence nationale de l'environnement et du développement durable	Directeur national/Konaré Bandiougou	Service public de l'Etat	2018	Bamako	1H
5	Conseil Régional de Kayes	Secrétaire général/ Sissoko Founeké	Collectivité Territoriale	2010	Kayes ville	1 H
6	Conseil de Cercle de Kayes	Secrétaire général/Doucouré Mahamadou	Collectivité territoriale	2010	Kayes ville	30 mn
7	Commune urbaine de Kayes	Secrétaire général/ Koné Sidy	Collectivité territoriale	2010	Kayes ville	30 mn
8	Commune de Tambakara	Le Maire/ Doucouré Ibrahim	Collectivité territoriale	2010	Tambacara	
9	Commune urbaine de Nioro du Sahel	Le Maire/ Diakité Kalilou	Collectivité territoriale	2010	Nioro du Sahel	40 mn
10	Commune de Diéma	Le Maire/ Tounkara Sadio	Collectivité territoriale	2010	Diéma ville	1 H
11	Agence de développement territorial de Diéma	Le Directeur/ Nji Diarra	Association	2010	Diéma ville	1 H
12	Coordination PADDY	Le coordinateur du programme	Programme	2010	Yélimané ville	30 mn
13	ONG KARED	Le Directeur/ Diallo Adama	ONG	2010	Nioro du Sahel	1 H
14	ONG PRECAD	Le Directeur/ Sylla Aboubacar	ONG	2010	Nioro du Sahel	1 H
15	GRDR	Le coordinateur/ Fofana Braka	ONG	2010	Kayes ville	30 mn
16	CADERKAF	Le président/ Siby Madiba	Association	2010	Kayes ville	30 mn
17	Particulier	Chef de famille/ Doucouré Mamoudou	Citoyen	2010	Tambacara	30 mn
18	Particulier	Animatrice/Radio rurale/ Bah Mali	Citoyenne	2010	Kayes	30 mn
<i>Total entretien au Mali : 18</i>			<i>Total de temps d'entretien au Mali : 13h20 mn</i>			

2°) *Tableau des entretiens et enquêtes réalisés en France*

<i>Liste des entretiens réalisés en France</i>						
N°	Structures	Représentant	Statut/Domaine	Date	Lieu	Durée
1	Conseil Régional Ile-De-France		Collectivité territoriale	2010	Bamako	1 H
2	Conseil Général de l'Essonne		Collectivité territoriale	2010	Kayes	2H
3	Mairie de Montreuil		Collectivité territoriale	2010	Kayes	2H
4	ACDS		Association	2018	Bamako	1H
5	ADCYFOSSY		Association	2010	Kayes ville	1 H
6	Particulier	Diawara Dama	Citoyen	2016	Montreuil	30 mn
7	Particulier	Kebe Sekou	Citoyen	2017	Créteil	30 mn
8	Amicale de Montreuil	Le Président/ Cissé Douga	Association	2015	Montreuil	30 mn
9	Particulier	Gandega Mamadou	Citoyen	2015	Pierrefitte	30 mn
10	Particulier	Marega Mamadou	Citoyen	20118	Montreuil	1 H
11	Chef de village Banaya/Maire de la commune de Maréna Diombougou	Le Maire et tous les ressortissants de Banaya en France	Commune/ village	2017	Paris	2 H
12	Chef de village Sabouciré/Maire de la commune de Maréna Diombougou	Le Maire et tous les ressortissants de Sabouciré en France	Commune/ village	2017	Boulogne	2 H
13	Chef de village Mogoyafra/Maire de la commune de Maréna Diombougou	Le Maire et tous les ressortissants de Mogoyafra en France	Commune/ village	2017	Saint-Denis	2 H
14	Chef de village Maréna Diombougou/Maire de la commune de Maréna Diombougou	Le Maire et tous les ressortissants du village de Maréna en France	Commune/ village	2017	Boulogne	2 H
15	Espace Diombougou	Le Président/ Diallo Seyba	Association	2018	Pantin	30 mn
<i>Total entretien en France : 15</i>			<i>Total de temps d'entretien en France : 18h30 mn</i>			

3°) Réponses aux entretiens formels réalisés avec transcription

3.1°) *Direction régionale de l'agriculture de Kayes*

FOFANA Aly : Directeur régional de l'agriculture 10/12/2010

1. Cultures de l'organisme en matière de développement soutenable (durable)

« Décentralisation et programmes de coopération décentralisée dans la région de Kayes : approche territoriale du développement soutenable ».

2. Comment vous vous présentez et votre organisme ?

Je m'appelle M. FOFANA Aly, directeur régional de l'agriculture, fonctionnaire de l'Etat en charge du service de l'agriculture régionale depuis longtemps. Nous sommes une structure déconcentrée de l'Etat, de la région jusqu'au village.

3. Qu'est-ce que vous faites concrètement ?

La DRA est un service de l'Etat en étroite collaboration avec les collectivités locales et villages. Nous dans notre domaine, on encadre et on mène l'appui conseil sur le terrain. En tant que structure étatique, on gère le plan de l'Etat dans le domaine de l'Agriculture avec des instruments comme le PDES (objectif de produire dix millions de tonne de céréales d'ici 2013). Nous associons avec l'ensemble des acteurs de la région pour mener une action commune. Avec les mesures d'accompagnement, on est sur plusieurs objectifs c'est-à-dire, atteindre une production suffisante pour conquérir la misère afin de soutenir les populations à l'échelle régionale.

4. Vous avez entendu le concept de développement soutenable dans vos démarches quotidiennes, est-ce que cela vous dit quelque chose ?

Le contexte change selon le temps. Pour moi, ce concept (développement soutenable/durable) est souvent le temps, les espaces, les acteurs du développement rural. Avec ce concept nouveau, chacun donne son avis. Chez nous, si je regarde bien les choses, ce concept n'est pas du tout nouveau à travers les vécus dans l'histoire. Le développement durable est un tout pour moi. En ce qui concerne notre domaine, la souveraineté alimentaire est l'objectif principal. C'est aussi une action du développement durable.

5. Le concept de développement soutenable comme tel, est-il selon vous un concept importé et imposé par les pays développés ?

Dans le cadre des ONG on entend très souvent ce concept. Les bailleurs sont là et ont la technicité, les moyens financiers pour faire le travail. Ce concept dans la région de Kayes, il y a les structures techniques dans le monde rural qui emploient ce terme. Si l'Etat n'a pas le moyen de faire un développement plus soutenable, les structures techniques qui sont dans le monde rural viennent pour en appuyer. Les coopérations entre collectivités de chez nous et celles des pays développés mettent les moyens pour diriger un développement durable. Donc à mon avis, et à travers l'intervention de ces acteurs, le concept est mis en action par ces

acteurs qui travaillent en commun (Etat, collectivité, ONG, associations). Pour le cas de la région de Kayes et surtout dans les localités des cercles du nord (Kayes, Yélimané, Diéma et Nioro), les associations de migrants ont mis beaucoup de projets villageois qui entrent dans ce cadre. Pour moi, ces associations ont inspiré de l'exemple de développement durable de pays développés pour développer leurs localités. Est-ce que leurs actions sont vraiment de développement soutenable ? Exemple, le fait de construire une très belle mosquée très coûteuse, n'entre pas dans le cadre d'un développement durable. On mène plus des actions dans l'agriculture, l'autosuffisance alimentaire par-là, il y a véritablement un développement soutenable. Nous, notre souhait est de faire des périmètres irrigués dans les cercles du nord car, ils sont très dépendants de ceux du sud. Il n'y a pas de production et il y a de déficit à revoir. C'est ainsi que l'Etat a créé des banques de céréales à moindre coup.

6. Comme vous savez que le Mali a un taux d'alphabétisation très réduit, autrement dit, beaucoup d'acteurs locaux ne savent pas lire et écrire, est-ce que le fait de s'approprier de ce concept technique (développement soutenable) ne vous semble-il pas un système d'imposition et de domination ?

L'Etat a mis en place certains dispositifs pour intégrer tout le monde dans ce cadre. Il y a le PDESC (programme de développement économique, social et culturel) qui engage tous les services et élaboré par le conseil communal, les élus, les personnes ressources, les représentations syndicales etc. On voit qu'au niveau local, il y a des ressources mais, le manque de compétences pose toujours problème. Pour la communication, les agents sur place font les nécessaires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets. Les agents sur place tels que les ONG, sont communicateurs et utilisent la langue locale pour faire comprendre aux acteurs.

7. Comment ce concept émerge dans vos projets et programmes de coopération ?

C'est à travers certains secteurs qu'on en parle. Nous, c'est surtout dans le domaine de l'aménagement de périmètres irrigués, de barrages en termes de captage d'eaux pour aider les paysans que la DRA utilise ce concept de développement soutenable. Les services de la DRA interviennent pour faire l'appui technique. Chaque structure a un rôle spécifique. Nous, notre rôle est de former et d'informer les usagers du monde rural afin de garantir la production.

8. A travers ces services, quelles sont vos idées personnelles vis-à-vis de ce concept de développement soutenable dans le cadre de la décentralisation malienne ?

C'est un bon concept. Mais, pour moi rien n'est soutenable ou durable lorsque l'ensemble des acteurs tels que ONG, société civile, collectivités, entreprises, Etat...ne font pas les actions ensemble. Ici au Mali, on voit très bien que chaque acteur qui intervient sur le terrain veut aider le paysan. Donc, il faut mettre ensemble les actions pour que le paysan bénéficie plus. Si les acteurs se mettent ensemble, c'est un gain pour aider la collectivité dans la décentralisation et pour tous. Avec ce concept de soutenir un développement réel, il faut que le paysan soit mieux informé dans son domaine. Sans communication, c'est un problème. De même si le paysan ne participe pas à l'élaboration d'un projet, c'est un problème. Pour moi, la contribution de chacun est valorisée, c'est un plus. Ce concept est bon, mais, il faut aller avec tous les acteurs.

9. Quel est le rôle de votre organisme dans l'émergence de ce concept ?

Toujours, c'est le même rôle. On mène des actions régaliennes de l'Etat. D'autres acteurs font les mêmes rôles que nous tels que l'appui conseil. Nous voulons que les services de l'Etat soient associés dans les actions et doivent les contrôler. L'Etat doit surveiller les autres actions même s'il n'a pas les moyens adéquats, sinon il n'y a pas de développement durable. On a vu que certaines ONG et projets qui ne font pas des actions inscrivant dans la durabilité et finissent de partir.

10. Les propositions que vous faites, tendent-elles à orienter les politiques de développement soutenable vers un partage de pouvoir entre tous les acteurs ?

Bien sûr ! Si vous regardez le PADDY par exemple, c'est un outil qui est venu pour que tout le monde partage les bénéfices. C'est un dispositif qui est destiné pour la population. Les autres acteurs tels que l'Etat a largement appuyé ce dispositif et contribue à soutenir. De même, il appuie les collectivités territoriales de faire en sorte que tous les acteurs locaux soient impliqués. Si vous partez à Yélimané, vous allez voir combien les collectivités territoriales sont intéressées à faire en sorte que tout le monde soit impliqué. En termes de partage de pouvoir, je ne peux pas vous dire que le pouvoir est partagé de façon équitable. Nous, dans le domaine de l'agriculture, on mène les actions auprès de tous pour que la production soit mieux partagée et par la suite, tout le monde en bénéficie.

11. Quels liens avez-vous avec la population et les chefs traditionnels ?

Bien avant la décentralisation, nous nous travaillons avec ces populations y compris le chef de village et son conseil. Nous, l'activité agricole qu'on mène sur le terrain n'épargne personne. Avec la décentralisation, on travaille avec d'autres acteurs tels que les communes, les ONG, les associations pour bien mener nos projets dans le domaine de l'agriculture.

12. Selon vous, ce concept de développement soutenable est-il un simple slogan (discours), un modèle de développement, une éthique, une simple déclaration ou un outil rénovateur valable pour toute action ?

Très souvent, j'entends ce concept dans les projets. On voit beaucoup d'acteurs qui s'approprient, surtout, dans le cadre des projets au niveau rural. C'est surtout, dans les projets de développement au niveau du village, financés par les migrants et leurs partenaires de pays du Nord. On en parle dans le cadre du réchauffement climatique, de la lutte contre la désertification. A mon avis, parler de ce concept fait partie des ressources venues de les uns et les autres partagent. Maintenant, le plus important est de le mettre en action et associer les collectivités et toutes les parties concernées. Les actions qu'ils mènent pour aider le paysan par exemple, doivent aider et être identifiées dans chaque localité. Le développement soutenable, c'est partager nos savoir-faire de façon mutuelle. Mettez en place une ressource à la demande des populations pour répondre à leurs besoins, me paraît tout juste.

13. Quant à vous, la prise en compte de ce dispositif (concept) est-elle une incitation à la mobilisation des ressources financières humaines, financières, techniques... ?

Cela me paraît tout à fait clair, car pour prétendre certains services aujourd'hui, il y a un certain nombre de choses qui sont demandées. Dans le domaine de l'agriculture, on interdit de faire usage de certains produits chimiques qui ont des effets néfastes sur la santé. Il y a le respect de certaines normes, sinon on ne peut pas prétendre à certains projets pour être financé. Dès que vous intégrez ce concept de développement durable dans vos projets, vous attirez l'attention de tout le monde. Donc, les ressources financières sont bien claires. Pour les ressources techniques, il est difficile de voir la réalité sur le terrain. Lorsque vous lisez les directives du millénaire pour l'agriculture, vous vous rendez compte que le transfert des techniques est une obligation de pays développés vers ceux en voie de développement. Comment vous pouvez juger cela ? Dans notre domaine, nous sommes en insuffisance de ressources humaines. Pour qu'il ait même une production céréalière en quantité suffisante, il

faut d'abord former les populations. Les techniques nous manquent énormément pour atteindre certains objectifs de production céréalière.

14. Votre organisme a-t-elle ses propres approches en termes de développement soutenable ?

Non ! Notre organisme ne distingue pas par rapport à d'autres pour s'approprier de ce concept. Nous dans le domaine de l'appui à l'agriculture, on a une approche qui s'appuie sur la concertation, le partage et de faire en sorte que tout le monde s'implique. *Le Programme de Développement Durable du Cercle de Yélimané (PADDY), ainsi formulé, s'insère dans les objectifs stratégiques du gouvernement malien notamment, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire et les conditions de vie des ruraux au Mali. Il renforce le processus de décentralisation en cours au Mali. Dans le cadre de la mise en œuvre de nos politiques agricoles et programmes de développement pour la sécurité alimentaire dans la région, l'Etat témoigne sa présence, sa primauté, sa volonté de soutenir le développement durable avec ses moyens techniques et de contrôle notamment le PADDY qui lutte contre l'insécurité alimentaire dans le cercle*

15. Existe-il des acteurs intermédiaires entre votre organisme et les populations locales ?

Tout à fait ! On avait eu des programmes auxquels on a délégué certaines ONG pour mener les missions sur le terrain. C'était surtout de faire l'appui technique et conseil auprès des populations locales. Les actions produites par l'ONG, sont évaluées par l'Etat.

16. L'intervention de certains acteurs intermédiaires, met-elle une confiance en termes de transparence financière et de gestion ?

Bien évidemment ! C'est surtout les ONG et la collectivité qu'on doit davantage établir ce lien de confiance à l'égard du citoyen.

17. Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez sur le terrain ?

C'est claire ici. Tout le monde sait que les moyens manquent pour atteindre nos objectifs. Bon..., nous sommes dans un Etat où tout est urgent à faire, car les moyens sont exprimés par l'Etat, les collectivités locales, la société civile etc.

18. Il y a-t-il des contraintes pour mener une vraie réflexion sur ce concept ?

Sur ce sujet, si les moyens nécessaires, je vais dire financiers, ne sont pas réunis, il est vraiment difficile de faire un vrai développement soutenable.

19. En quoi vous pensez que ce concept peut être porteur d'espoirs dans les pays du Sud, en particulier, dans certaines localités de la région ?

Vous savez le concept de développement durable, c'est d'un moment à un autre. Quand on prend l'exemple du cercle de Yélimané, on a un vaste programme comme le PADDY. C'est pourquoi faire concrètement avec ce dispositif ? Son implantation dans le cercle se justifie très bien. Un territoire comme le Cercle de Yélimané, a besoin d'une réponse urgente face à son fort taux d'émigration élevé. Le dispositif comme PADDY est là pour fixer les populations d'abord. Tant que les acteurs ne mettent pas des vraies politiques sur place, il n'y aura jamais un vrai développement soutenable. On fixe les migrants dans leurs villages pour que les localités soient viables et qu'il ait véritablement une production agricole. Le concept est venu dans ce contexte et c'est pour quoi, tous les acteurs sont prêts à financer ce vaste programme. Enfin, c'est un concept auquel chacun donne son avis.

3.2°) Direction régionale des Eaux et Forêts de Kayes

Bamba KEITA : Directeur régional : le 11/12/2010

1. En quelques mots, pourriez-vous me parler de votre structure et de vous-mêmes ?

Bien sûr avec plaisir ! Bon moi, je m'appelle KEITA Bamba, je suis le directeur régional des eaux et forêts de la région de Kayes. Notre service est un service déconcentré de l'Etat. Nous avons des représentants dans chaque Cercle et Commune de la région. C'est un service de développement, de reboisement et d'appui conseil. On s'appuie sur les activités du conseil et activités techniques. Ce n'est pas seulement un service répressif en faisant moins de contrôle dans ces services.

2. Comment voyez-vous le concept de développement soutenable ?

On en parle beaucoup aujourd'hui de ce concept et il est bien développé dans le monde. Pour un développement soutenable, c'est les actions qui comptent. Par exemple, planter des arbres, conserver les forêts. Chez nous, les paysans ont commencé à se poser des questions, car ils disent que les bois de chauffage est allé très loin. Il faut maintenant faire des kilomètres à la recherche du bois pour la cuisinier. Vous voyez bien les choses ? Ils ne posent jamais la question pourquoi le bois est allé loin ? Donc nous dans notre domaine, on intervient et on propose des solutions à ces paysans en vue d'un développement mieux soutenu.

3. Selon vous, d'où vient ce concept ?

Pas très longtemps qu'on parle de ce concept de développement soutenable. La dimension internationale a un poids important dans cette notion. Nous dans le domaine de l'environnement, on applique et on reçoit des dispositifs internationaux et nationaux auprès des acteurs de la région. Dans cette démarche, on comprend que le système vient de l'extérieur. Retenons de toute façon que c'est un terme nouveau. Mais dans l'évolution de nos actions, on fait toujours du développement soutenable.

4. Dans la région de Kayes très peu de gens ont été à l'école. Comment les populations analphabètes se saisissent de ce nouveau concept pour faire face à leur destin ?

Oui..., c'est notre plaie ça dans ce pays ! Il faut des responsables qui savent analyser pour comprendre les enjeux. Le développement soutenable passe d'abord par les élus, et il faut que ces responsables sachent lire et écrire aux côtés de leurs populations. Si les acteurs n'arrivent pas à comprendre, c'est un véritable problème. Nous dans notre domaine, on intervient dans les collectivités et on leur donne les manuels et beaucoup d'outils pédagogiques, ils ne prennent même pas le temps de les lire. Comment vous pouvez comprendre ce phénomène. On produit des outils et les gens ne savent pas comment faire. Je pense qu'ensemble, on doit faire face à ces problèmes. *Oui..., c'est notre plaie ça dans ce pays ! Il faut des responsables qui savent analyser pour comprendre les enjeux. Le développement durable passe d'abord par les élus, et il faut que ces responsables sachent lire et écrire aux côtés de leurs populations. Si les acteurs n'arrivent pas à comprendre, c'est un véritable problème. Nous dans notre domaine, on intervient dans les collectivités et on leur donne les manuels et beaucoup d'outils pédagogiques, ils ne prennent même pas le temps de les lire. Comment vous pouvez comprendre ce phénomène. On produit des outils et les gens ne savent pas comment faire. Je pense qu'ensemble, on doit faire face à ces problèmes. Il faut retenir que chez nous, plus de quatre-vingt pour cent (80%) des populations sont analphabètes. Beaucoup parmi les élus sont analphabètes. C'est vraiment un grave problème de chez nous. On ne peut pas avancer dans le développement dans cette situation. Pour moi en tant que maire, je me vois confié une responsabilité à accomplir. C'est la confiance qui fait le développement durable. Les élus analphabètes ont la confiance de leurs populations qui est une sécurité. On a introduit les langues locales pour pallier certaines difficultés liées à ce problème d'alphabétisation des élus afin d'atteindre certains objectifs de développement. Maintenant, il faut de garde-fous, il faut des intellectuels pour la destinée de nos populations*

5. Les dispositifs que vous proposez, comment vous les décidez avec les collectivités locales et autres acteurs ?

Tout ce que nous faisons sur le terrain n'est pas décidé d'en haut. C'est au niveau de chaque commune qu'on leur demande de nous proposer eux-mêmes les dispositifs. Donc vous voyez un peu, ça part d'en bas vers le haut. A partir de cette démarche, on fait le programme de chaque collectivité locale.

6. L'agent de forêt en tant que porteur d'armes, ne donne-t-il pas toujours une impression de peurs et répressions dans les processus de décentralisation ?

Non, c'est fini ça ! C'était les sentiments qui circulaient dans les villages bien avant la décentralisation. Maintenant, nous contrôlons les ressources naturelles avec eux. Malgré le contrôle, les gens ont quand même compris que nous sommes là pour eux. Je ne vois pas comment cela peut être un sentiment de peur.

7. Quelles idées que vous mettez derrière la notion de développement soutenable ?

Le développement soutenable ou durable est le moment de ressaisir les enjeux en urgence. Il faut arrêter de couper, détruire les ressources naturelles pour nous mettre en danger. Nous dans notre secteur, on a commencé le développement durable depuis longtemps. Il faut sensibiliser et conseiller les gens à ne pas détruire et surtout couper les arbres. Le développement durable est aujourd'hui une action concrète, et il faut l'apprendre envers les autres et envers soit même.

8. Comment vous définissez le rôle de votre structure dans l'émergence de concept ?

Notre rôle phare est de conseiller les acteurs du monde rural. On mène un appui conseil auprès des gens pour sauvegarder, conserver les ressources naturelles. De même, nous menons des actions de sensibilisation à travers nos ateliers et formation pour planter les arbres et éviter les catastrophes naturelles.

9. Est-ce que vous auriez des idées personnelles qui tendent à améliorer orienter les politiques de développement durable vers un partage de pouvoir avec tous ?

Il le faut dans ce sens-là ! Il faut faire appel aux autorités et agents pour conseiller afin d'entretenir les ressources naturelles. Dans le monde rural, il faut montrer aux gens que les ressources naturelles que nous protégeons sont pour eux-mêmes d'abord et pour tout le Mali.

Ce n'est pas un bien qui appartient à l'agent de forêt, c'est pour eux- mêmes. Cela demande une implication de ces gens dans leurs propres affaires. Pour moi, on doit partager ce message avec tout le monde sinon, on ne va pas s'en sortir. Vous voyez ici, l'environnement est fortement menacé avec l'avancée du désert.

10. Dans le cadre de la décentralisation malienne, souhaiteriez-vous que d'autres acteurs soient toujours en mesure d'avoir une compétence sur la gestion des ressources naturelles sans l'Etat ?

Aujourd'hui avec la décentralisation, il y a eu de changements. Ce changement a reculé le sentiment répressif des agents de l'Etat pour la gestion des forêts. Avant, l'Etat impose, mais aujourd'hui, il est acteur parmi d'autres. Ce sont les collectivités elles-mêmes qui viennent chercher les agents pour leurs aider à garder leurs ressources naturelles. Mais, il faut retenir que l'agent est acteur de développement de l'environnement qui a des difficultés. Si on prend compte de l'environnement, il y a beaucoup de difficultés financières. Nous agents de forêts, on prépare et on propose des programmes de développement à l'Etat. Enfin de compte, on n'est pas soutenu par l'Etat financièrement pour mieux appliquer nos programmes.

11. Dans la région, est-ce que vous avez des partenaires dans ce sens à l'échelle internationale ?

Non, on n'a pas des partenaires sur ce plan. Quand même, on a des programmes sur le « Bafing ». Même si l'Etat n'a pas les moyens dans ce sens, je pense que pour la meilleure solution est de nous mettre dans une dynamique de partenariat. Il faut faire appel aux bailleurs pour la sauvegarde de la faune et de la flore. Je remarque qu'ici, l'Etat n'a pas le souci de l'environnement. Ici au Mali, je pense que la priorité est donnée à l'éducation, la santé et l'économie. Or on n'arrive pas toujours à s'en sortir dans ces domaines.

12. Est-ce que vos programmes de développement durable sont mieux soutenus par l'Etat ?

L'Etat ne respecte pas ses propres engagements en matière de protection des ressources naturelles de l'environnement. Il y a eu beaucoup de nos programmes dont le financement n'a pas été à la hauteur. Par exemple pour le financement de nos programmes, un budget de 40 milliards était prévu pour financer les programmes nationaux, l'Etat n'a donné que 100 millions pour chaque région. Comment vous pouvez interpréter le non-respect de ces engagements ? Où est le reste de l'argent ? Donc, retenez tout simplement que l'Etat ne

soutient pas nos programmes et ne respecte pas ses propres engagements. Il est difficile qu'on aille vers un vrai développement durable dans ces difficultés financières.

13. Est-ce que ça vous paraît utile de donner plus de compétence aux collectivités locales afin de gérer leurs propres programmes sur ce plan ?

Tout à fait, pourquoi pas, si l'Etat n'arrive plus à financer nos programmes. Il est tout à fait normal de donner la compétence à ceux qui peuvent le faire. Les collectivités locales ont des partenaires et elles peuvent facilement avoir les moyens de faire plus que l'Etat.

14. Le concept de développement soutenable vous semble-t-il un simple slogan politique, un modèle de développement capable de résoudre les problèmes de pauvreté ?

Oui, souvent c'est du slogan ou discours politique ! On fait du slogan parce que chez nous il n'y a pas des actions concrètes. On ne peut pas faire du développement durable sans les moyens financiers. Moi, j'ai trop écouté ces politiques, mais concrètement, je ne vois pas des moyens derrière. En réalité, si on ne préserve pas nos ressources naturelles pour les générations futures, nous aurons tous des problèmes énormes pour vivre sur la planète. Pour votre question, cela me rappelle beaucoup des cas auxquels les gens pense qu'avec nos dispositifs de programmes on va y arriver. Non, il ne faut pas se tromper avec ces programmes ou les agents de forêt sans actions de financement important. Si on ne parvient pas à soutenir ces programmes, je ne vois pas comment on va s'en sortir dans ces crises environnementales et de pauvreté.

15. Pour vous, la prise en compte de ce concept dans le cadre de la décentralisation et de coopérations est-elle une incitation à la mobilisation des ressources naturelles ?

Les programmes que nous avons établis sont là pour protéger les populations et leurs ressources naturelles. Ce sont des instruments réels. On ne les met pas sur place pour faire du marketing. L'Etat se doit de ces dispositifs au bénéfice des populations locales. Je comprends de quoi vous parlez ! C'est vrai d'ailleurs même ! Certains le font pour attirer l'attention des investisseurs. Nous, c'est l'Etat et nous sommes là en tant que cellules techniques aux côtés de populations. Dans le cadre de la décentralisation, il faut transférer les compétences au niveau local pour qu'on gère mieux certaines actions en commun. Sinon, il est difficile d'impliquer les populations locales sur ces questions de protection de l'environnement.

16. Votre organisme a-t-il ses propres approches en termes et actions de développement soutenable ?

Notre approche est de faire en sorte que tout le monde soit impliqué dans les questions de protection des ressources naturelles. C'est aussi mettre nos programmes en action avec des financements importants. Il faut que chacun analyse ses problèmes. Tous les acteurs doivent analyser leurs propres préoccupations afin de trouver des solutions communes. Il faut surtout chercher les moyens financiers auprès de l'Etat et institutions internationales. Par exemple, la forêt classique de PAPARA à Keniéba n'est pas du tout soutenue durablement par l'Etat. Donc, les collectivités et villages qui sont là, ne peuvent pas seuls soutenir cette forêt.

« Déjà, un ensemble des projets et programmes de développement durable sont lancés et financés au Mali par les bailleurs de fonds (tels que les programmes de lutte contre la déforestation, le reboisement, la préservation de la biodiversité, le PADDY etc.) et particulièrement dans la région mais, le soutien financier que l'Etat doit apporter est toujours en retard et fait toujours débat et bloque notre mission de bien mener l'opérationnalité sur le terrain »³⁸⁰.

17. Existe-t-il des acteurs intermédiaires entre vous et les populations locales ?

Non ! Nous, on va directement dans les villages et collectivités locales, c'est sous les directives du Ministère de l'environnement. On contacte directement les populations locales. En cas de besoins spécifiques, on donne la mission à des bureaux d'études ou ONG.

18. Pouvez-vous énumérer quelques difficultés lorsque vous rencontrez les populations locales ?

Tout est déjà dit ! On a le manque de financement. Manque de ressources humaines et sur ce plan, j'insiste beaucoup. Pour une commune au Mali, il faut deux (2) agents pour mener les travaux. Or, sur le terrain il n'y a qu'un (1) agent pour deux ou trois communes. Comment on peut sensibiliser les gens sur ces questions. Sur ce point, on a énormément un problème de personnel qualifié. On est confronté aussi à des problèmes logistiques afin de mieux travailler. Pour finir, il est difficile de faire comprendre les paysans ici car, ils n'arrivent pas à voir clairement les choses.

380-Interview avec le directeur régional des eaux et forêt de Kayes (Bamba KEITA), du 10 décembre 2010, Kayes.

19. En quoi ce concept de développement soutenable peut être porteur d'espoirs pour le développement de la région ?

Le fait d'introduire des actions pour mieux gérer les ressources naturelles, me paraît tout à fait normal. C'est une innovation pour protéger ces ressources et surtout pour nos programmes de travail. En plus avec la décentralisation, on prend en compte le développement soutenable pour le bien être de sa propre collectivité. C'est aussi innover qui n'était pas jusque-là pris en compte. Je pense que pour le mieux, c'est permettre à ces collectivités de gérer leurs propres ressources naturelles.

20. Est-ce que les populations ont saisi le concept de développement soutenable ?

Oui, les populations locales ont saisi à travers l'appui conseil que nous menons sur le terrain. De mon sens, beaucoup ont compris le concept, car les collectivités locales nous sollicitent à tout moment pour sensibiliser et conseiller les habitants. L'exemple est que cette année pour la campagne de reboisements, les villages et collectivités sont venus acheter eux-mêmes les pots d'arbres à planter dans leurs localités. Il y a un message qui est en train de se transmettre aux populations.

21. Comment ces acteurs ont saisi le message ?

Ecoutez, regardez ce qu'ils ont fait cette année ! C'est surtout à travers les demandes faites par eux-mêmes. Ils viennent acheter les plantes et ils demandent conseils auprès de nous. A mon avis c'est presque saisi l'importance pour protéger l'environnement. *Les collectivités locales nous sollicitent à tout moment pour sensibiliser et conseiller les habitants. L'exemple est que cette année pour la campagne de reboisements, les villages et collectivités sont venus acheter eux-mêmes les pots d'arbres à planter dans leurs localités. Je pense qu'il y a un message qui est en train de se transmettre aux populations locales sur les pratiques du développement durable.*

3.3°) Conseil Régional de Kayes

Founeké Sissoko : secrétaire général 10/12/2010

I: Culture de l'organisme sur le développement soutenable :

1. Comment vous vous présentez et votre organisme ?

Je m'appelle Founéké Sissoko, originaire de Kayes. A l'origine, je suis juriste de formation de l'ENA mais aujourd'hui, je suis fonctionnaire de collectivité territoriale notamment secrétaire général de l'ARK en charge de la gestion.

La région de Kayes est la première région administrative du Mali. Elle compte environ deux millions d'habitants et avec, une superficie de 120 000 km². Avec la loi de décentralisation de 1993, la région est devenue une structure décentralisée dirigée par un Conseil régional. Il est composé des conseillers de cercle et un Président. C'est l'organe qui est non seulement chargé de la planification des services décentralisés de la région, mais aussi, du développement socio-économique de la Région. C'est aussi, appuyer les priorités de l'Etat sur la décentralisation. Il élit en son sein un président, un ou plusieurs vices présidents.

2. Que direz-vous sur la notion de développement soutenable ou durable ?

Le développement durable est pour nous la gestion rationnelle des services et des programmes.

3. Selon vous, d'où vient ce concept ?

Je pense que ce n'est pas un concept nouveau. Ben, nous voyons bien aujourd'hui qu'avec les multiples conséquences liées à l'environnement, le DD est devenu la gestion rationnelle de nos actions. En gros, c'est faire en sorte que nous venions à la raison.

4. Le système de développement soutenable est-il selon vous, un concept importé par les pays du Nord ? Au Mali, est-ce que cela repose sur l'idée de justice sociale entre les citoyens ? Si oui, comment ?

Aujourd'hui, le DD est une question concrète qu'on vit tout le jour. Ce concept fait partie des préoccupations de chaque citoyen et de l'Etat malien. Pour moi avec un développement durable, on contribue aux chances des citoyens à travers un ensemble de services. Je dirai

d'ailleurs que, même si c'est importé des pays du Nord, nous vivons des réalités qui impliquent un DD.

5. Au Mali, comme beaucoup d'acteurs de la scène publique locale ne maîtrisent pas la langue officielle (français), comment se joue-t-il l'émergence de cette notion ? Ceux qui maîtrisent la langue de communication officielle ne sont-ils pas en mesure d'imposer un système de politiques de développement importées ?

Par-là, il y a deux cas de figure. Qu'est-ce qu'on fait pour la population ? C'est vrai, ceux qui ont été à l'école peuvent imposer ce concept aux autres sans le savoir. Ce qui implique est que le pouvoir revient au peuple. C'est le peuple qui doit décider. *En termes de difficultés liées à l'illettrisme dans la région, on ne sent pas directement. C'est le Conseil Régional de Kayes qui est notre partenaire chargé de mettre nos programmes. On a fait l'ingérence alphabétique qui consiste à vulgariser les modules. A l'heure actuelle au Mali, la loi électorale a changé ainsi que beaucoup des dispositifs régissant les collectivités territoriales. L'exemple est qu'on ne peut plus être maire sans savoir lire et écrire.*

6. Le fait d'imposer à ceux qui n'ont pas été à l'école, est-ce que le peuple n'est pas en mesure d'être piégé ?

Je ne dirai pas non...mais, ce qui nous concerne est d'accompagner ce peuple à décider de ses propres initiatives.

5. Comment émerge-t-elle aujourd'hui dans vos projets et programmes de coopération, la notion de développement soutenable ?

Notre région partage des objectifs avec ses partenaires. Avec eux, on a des projets qui impliquent la rationalisation des actions d'où la notion de développement durable dans ces engagements.

7. Quelle idée mettez-vous derrière la notion de développement soutenable (durable) dans le cadre de la décentralisation malienne ?

Avec la décentralisation, cela est pour nous un excellent moyen pour programmer et planifier nos actions au quotidien. L'idée est dire tout simplement que c'est un outil de travail.

8. Comment est-ce que vous définiriez le rôle d'une ONG, association, Collectivité territoriale, dans l'émergence de politiques de développement dites durable ou soutenable ?

Dans nos missions, il y a divers types de rôle vis-à-vis de chaque collectivité qui dépend de notre ressort. Pour les Cercles et Communes, on intervient auprès d'eux pour élaborer leurs priorités sur les questions de développement local et durable. Dans ces démarches, on s'appuie sur les actions pilotes.

9. Ces actions sont-elles des actions de développement soutenable ?

Bien sûr ! Du moment qu'on intervient pour planifier et diriger les collectivités locales dans la bonne direction, on fait du développement soutenable.

10. Comment définiriez-vous votre rôle par rapport aux organismes qui interviennent dans ce secteur ?

Si notre rôle est de planifier, rationaliser les actions et accompagner les autres collectivités dans leurs propres initiatives, il y a aussi, d'autres partenaires qui interviennent dans ce sens. Il y a par exemple, le réseau ESSONNE SAHEL, les Sociétés minières et beaucoup d'autres partenaires qui nous appuient dans cette direction de développement soutenable.

11. Aujourd'hui au Mali, est-ce que vous auriez des idées personnelles pour améliorer ou comparer le fonctionnement de politiques de développement local avec d'autres formes de développement ?

Ce qui se passe avec nos partenaires aujourd'hui, est qu'on s'appuie sur nos outils de planification. C'est pour permettre à tous d'aller dans la même direction.

12. Est-ce que vos propositions personnelles tendent à orienter les politiques de développement soutenable vers le partage de pouvoirs entre populations locales ou entre institutions ?

En termes de propositions, c'est les populations locales qui sont les vrais décideurs. C'est pour renforcer le débat, la concertation locale. Dans nos démarches, on demande toujours l'implication de la société civile.

13. Est-ce que vous organisez directement des séminaires, forums, ateliers de formation avec les populations locales pour mieux réajuster vos politiques de développement soutenable ?

Nous dans nos démarches, nous intégrons ces instruments de partages et de dialogues à travers nos outils de planification destinés à l'échelle régionale, départementale et communale. On délègue ces démarches à nos partenaires opérationnels tels que : les associations, ONG et centres de formations etc.

II : Les relations partenariales entre acteurs du Nord et du Sud.

14. Votre organisme est-il jumelé avec d'autres acteurs du Nord ou du Sud ? Est-ce que vous avez fait de demandes de jumelage avec d'autres acteurs ?

Bien sûr !!! Au niveau international, notre région est jumelée avec d'autres collectivités locales. Dans la sous-région notamment en Afrique de l'ouest, on est jumelée avec la région de TEKINDOGO au Burkina-Faso et la région de TAMBA au Sénégal. En Europe, notamment en France, on est jumelée avec la région Nord-Pas-de-Calais et la région Île de France. C'est sur la base de besoin de chaque partenaire qu'on est jumelé.

15. Est-ce que vous travaillez avec un programme de coopération...Et avec quel type d'acteur ?

Avec tous nos partenaires, nous avons de programmes de travail. On réalise ces programmes en s'appuyant sur nos partenaires locaux notamment, les associations et ONG. Par exemple, à Nioro du Sahel, nous avons l'ONG PRECAD pour la mise œuvre d'un programme de développement durable.

16. Dans vos actions, est-ce que vous êtes accompagnés par l'Etat ou d'autres organismes locaux ?

Pour la mise en œuvre de nos programmes, on est appuyé par l'Etat, nos partenaires (bailleurs) les collectivités locales, les ONG et associations.

17. L'Etat apporte-t-il ses soutiens dans vos actions sur tout le plan ?

Oui !

18. Si vous dites oui, et comme vous le savez au Mali, les collectivités locales sont confrontées à un problème financier, est-ce que le soutien financier au votre est complètement assuré par l'Etat ?

Ah non ! De nos jours au Mali, les collectivités locales n'ont pas complètement leur autonomie financière à l'égard de l'Etat. Donc, nous sommes dans la même problématique que les autres collectivités locales. Peut-être, on peut l'espérer prochainement.

19. Avez-vous des relations partenariales dans la durée avec un acteur du Nord/Sud sur la thématique du développement soutenable ?

La région Ile de France et le Nord-Pas-de-Calais.

20. En quoi vous pensez qu'un jumelage pourrait être positif dans ce sens ?

En termes de développement soutenable, c'est surtout le transfert de compétences, de technologies, de méthodologies et de connaissances que je juge utile. Partager ces moyens avec nos partenaires est très important dans ce sens. Vous voyez bien, comment on peut accompagner un programme régional dans une région comme Kayes si les moyens adéquats ne sont pas réunis. Il est très difficile de faire un développement harmonieux, soutenable et profitable à tous sans ces conditions.

21. Pourquoi le choix de cette localité et, comment êtes-vous parvenues à choisir un tel acteur ?

Notre collectivité avait ses partenaires depuis une longue date. Bien avant la décentralisation, on partageait des liens de coopération avec certaines collectivités. Si je prends par exemple la région de Tambacounda, il y a des liens historico géographiques qui nous lient. Nous avons les mêmes spécificités à travers nos populations, la culture etc. Il y a d'autres raisons spécifiques qui déterminent le choix de d'autres partenaires.

22. Quels liens avez-vous avec la population et les chefs traditionnels ?

Nous collaborons étroitement avec les populations locales et pour faire en sorte que tout le monde participe. On consulte les populations locales et surtout, à travers la concertation pour que nous puissions construire ensemble les besoins.

23. Comment vos projets de développement ou programmes de coopération sont parvenus à s'inscrire dans une dynamique de développement soutenable ?

C'est avec nos partenaires que nous sommes parvenus à planifier nos projets de développement durable. De part et d'autre, les besoins identifiés nous mènent à inscrire ces projets dans une dynamique de développement durable.

24. Ce dispositif est-il un simple slogan (comme certains le pensent), un modèle de développement, une nouvelle éthique, une simple déclaration politique, un outil rénovateur, une activité valable pour toutes actions... ?

A mon avis, cela dépend de ce que les uns et les autres pensent. Ce n'est pas un slogan. C'est une réalité car, on le voit aujourd'hui à travers le réchauffement climatique, la sécheresse, la famine etc. On doit contribuer à un développement plus juste et rationnel. Ici, il y a des réalités qui montrent que le développement durable est un besoin de tout le monde.

25. La prise en compte de ce dispositif est-elle une incitation à la mobilisation des ressources humaines, financières, techniques... ?

Non !!! C'est une incitation publique à voir notre manière de vivre. Je ne dirai pas forcément une incitation pour les ressources financières mais, pour les moyens humains et techniques. Je sais que le développement durable veut dire beaucoup de choses et du coup, cela demande pas mal de choses sur tout le plan. Par exemple, si on souhaite protéger l'environnement, cela nous demande de mobiliser tous les moyens tant, humains, financiers que techniques.

26. Votre organisme a-t-elle ses propres approches de développement soutenable auxquelles ont accès vos projets de développement et programmes de coopération ?

Ah ! C'est ce qu'on souhaite surtout. Nous voulons avoir une approche de notre territoire pour mieux planifier nos programmes de développement régional. C'est surtout, à partir d'une échelle territoriale qu'on peut parvenir à mieux valoriser les ressources, et résoudre nos problèmes.

27. Quels sont les acteurs ciblés par vos projets ou programmes de coopération (Etats, collectivités, les plus pauvres de la population locale, société civile, entreprises...) ?

En tant que collectivité territoriale décentralisée, nous ciblons tout type d'acteur. Cela est important aujourd'hui car, on ne peut rien faire lorsqu'on est seul. C'est pourquoi, je dirai qu'il est si important d'avoir des partenaires pour s'accompagner afin de mieux développer un territoire. En ce qui concerne les populations locales, elles sont les acteurs que nous avons toujours ciblés. Le contact direct passe par les associations et les ONG de la région sur la base des projets.

28. *Existe-t-il des acteurs intermédiaires (collectivités, ONG, associations...) entre votre organisme et les populations locales ?*

S oui, lesquels ?

Bien sûr ! Depuis tout à l'heure je vous ai parlé. C'est ça la décentralisation qui se veut dire un partage de pouvoir entre tout le monde. Il s'agit bien des ONG, associations, collectivités locales, organisations professionnelles, syndicats. Nous collaborons avec ces acteurs pour mieux gérer le territoire régional et répondre aux aspirations des populations locales.

29. *L'intervention de ces intermédiaires entre vous et les populations locales met-elle une confiance en termes de transparence financière et de gestion... ?*

Déléguer une partie de nos projets ou tâches à ces acteurs consiste de mieux gérer les affaires régionales et établir la confiance entre tous. Je pense que la confiance est une des clefs de la réussite tant sur le financier que gestion et par conséquent, elle doit exister entre nous et les autres.

III : Les actions de l'organisme inscrites dans les projets ou programmes de coopération.

30. *Votre organisme a-t-elle pris des engagements politiques (délibérations, concertations, participation, adoption du plan...) concernant la mise en œuvre d'une politique de développement soutenable (durable) ?*

Dans ce sens, on a fait de programmations.

Si oui

30. *En quelle année ?*

En 2001, on a adopté le plan et, sur l'exercice 2007 du schéma régional.

31. *Qui décide de ces engagements politiques et comment ?*

Avec la décentralisation, c'est la région et les autres collectivités territoriales (Conseil de cercle et communes) notamment, par le conseil de chaque organisme.

32. *Existe-t-il des dispositifs qui évitent que les populations en majorité analphabètes se sentent exclues de la prise de décision ou de la seine publique locale ? Est-ce qu'il y a autant des gens qui maîtrisent la discussion, l'argumentation... ?*

A mon avis, les populations locales comme acteurs importants à ne pas marginaliser se situent au centre de gravité. Nous dans nos programmations régionales, nous veillons en sorte que les populations locales ne se sentent pas exclues. A cette occasion, nous avons mis en place deux dispositifs qui consistent à aider le conseil de cercle et les communes pour aller dans la même direction que la Région. Donc par-là, c'est une sorte de partage de pouvoir sur les affaires régionales et pour une démocratie juste.

33. Et est-ce que les intellectuels sur place, mettent un dispositif auquel ceux qui ne connaissent pas des nouveaux concepts importés (décentralisation, développement soutenable, coopération décentralisée...), arrivent par la suite à appréhender les enjeux ?

Oui ! C'est ce que je viens de vous citer en dessus.

31. Est-ce que tout le monde a accès de façon équilibrée, à la prise de parole publique? Dans la société traditionnelle par exemple au Mali, il n'est pas facile pour les femmes, les jeunes, les familles captives de prendre la parole en public... Cela pose justement, le problème d'équilibre d'un projet commun choisis par la population... ?

Cela m'étonne qu'il ait des personnes exclues dans l'arène. Nous sommes dans une société dans laquelle le rôle des gens sont définis. Mais, il faut savoir lorsqu'il s'agit d'une affaire publique, rien ne peut empêcher les gens à prendre la parole. Aujourd'hui avec la décentralisation, les tendances ont changé. Nous, dans nos séances tout le monde prend la parole.

33. Vous, est-ce que le développement soutenable vous a permis de faire de projets ?

On a fait des actions pilotes pour tester et faire comprendre aux populations locales les enjeux pour un développement durable. C'est à Keneiba, Kita, Yélimané et Kayes que nous avons mené ce test.

34. Quel est l'état d'avancement de ces projets ?

Principalement à Kéniéba, nous avons mis en place et soutenu un projet de développement économique notamment, le marché. Ce projet consiste à accroître les revenus des producteurs locaux face aux conséquences environnementales auxquelles la zone est confrontée. Avec ce projet, il s'agit de tirer les bénéfices environnementaux pour les populations locales. Pour une bonne gestion de ce projet, nous avons associé les femmes, les jeunes et d'autres catégories.

35. Comment décidez-vous des projets ? C'est les techniciens qui vous exposent les choses et vous décidez ensemble ?

Au départ, nos projets sont choisis soit par les techniciens soit par nous-mêmes. Les deux cas sont possibles. Il arrive souvent qu'on initie des projets à la demande des populations locales par l'intermédiaire d'une association, ONG, collectivité locale ou même une entreprise.

36. Est-ce-que la population choisit les projets et en parle par la suite aux techniciens, ou c'est les élus qui choisissent les projets et qui vont vers la population, qui en parle concrètement à la population ?

Oui c'est toujours possible dans les deux cas comme précité ci-dessus.

37. Le développement soutenable ou durable tel que nous l'entendons au sens large dans vos démarches, a-t-il vraiment facilité la perception et la prise en compte des problèmes de pauvreté ? Si oui, comment ?

Avec le développement durable, nous avons mis en place quelques actions pilote pour lutter contre les souffrances des populations locales notamment, la pauvreté qui touche à tout le monde. Dans ces actions on insiste beaucoup sur la volonté d'augmenter les richesses locales, préserver l'environnement, favoriser la démocratie locale au bénéfice de tout le monde. *Nous dans nos programmations régionales, nous veillons en sorte que les populations locales ne se sentent pas exclues. A cette occasion, nous avons mis en place deux dispositifs qui consistent à aider les Conseils de cercle et les Communes pour aller dans la même direction que la Région. Donc par-là, c'est une sorte de partage de pouvoir sur les affaires régionales et pour une démocratie juste !*

38. Il semble que le développement soutenable (durable) peut se décliner sur plusieurs champs de compétences (environnemental, économique, social et culturel) d'une collectivité. Quels sont parmi ces champs ceux que vous avez abordés ? Citez des exemples d'actions réalisées ?

Actions inscrites aux projets ou programmes :

<i>Champs de développement soutenable (durable)</i>	<i>Exemples d'actions menées</i>
1. Appui institutionnel à la décentralisation	oui
2- Aménagement du territoire (infrastructures)	oui
3. Développement économique	oui
4. Emploi	oui
5. Tourisme	oui
6. Développement social, équité, démocratie et prévention des incivilités	oui
7. Valorisation culturelle et diversité culturelle	oui
8. Énergie	Oui (Kita pour le charbon)
9. Conservation de la biodiversité et préservation des ressources naturelles	oui
10. Agriculture et gestion des forêts	oui
11. Santé	oui
12. Accès à la connaissance et l'éducation	oui
13. Coopération décentralisée et solidarité internationale	oui

39. *En termes de pilotage des projets de développement ou programmes de coopération, quel est l'organe chargé de la coordination du projet de développement durable ?*

C'est le Conseil régional qui est chargé de la coordination pour la gestion de tout type de projet.

40 – *Quelle est sa composition (nombre, genre, catégories de personnes...) ?*

S'il nous paraît nécessaire de gérer un projet adéquat, on crée une commission sur les conseillers régionaux.

41. *Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans la mise en œuvre de vos projets et programmes de coopération en termes de développement soutenable ?*

Vous-mêmes, vous savez que nous sommes dans une région enclavée où tout est prioritaire. Les programmes que nous avons initiés avec nos partenaires sont en route pour contribuer au

désenclavement de la région. Sur ce plan, nous sommes confrontés à d'énormes difficultés pour leur mise en œuvre de nos programmes. Il s'agit surtout de sensibiliser tout le monde et donner les données qui peuvent leur fait comprendre de nos actions.

42. *Quelles sont les contraintes ou obstacles pour mener une telle réflexion (développement durable) ?*

Ce n'est du tout facile et les contraintes sont bien réelles. Il s'agit des contraintes liées :

- Au financement du suivi de nos projets
- Les coûts
- L'enclavement

Au total, on a des atouts mais, les coûts ne sont pas du tout facile.

IV: Les attentes de l'organisme face à la problématique de développement des pays du Sud.

43. *Pourquoi le choix du développement soutenable (durable) dans vos projets et programmes de coopération décentralisée ?*

Les rapports avec nos partenaires européens tels que la région Îles de France et Nord-Pas-de-Calais, on a initié et intégré cette argumentation de développement durable dans nos projets.

3.4°) Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané

Ibrahim Doucouré : Maire de Tambakara et directeur du PADDY 13/12/2010
--

1. *Pouvez-vous brièvement parler de vous-mêmes, votre organisme et de son positionnement sur les notions de politiques actuelles de développement soutenable ou durable? Est-ce que ça vous parle aujourd'hui, la notion de développement soutenable ?*

Je m'appelle Ibrahim Doucouré, natif Du village de Tambacara. Je suis enseignant de profession notamment, professeur de français au second cycle. Je suis également Maire de la Commune rurale de Tambacara depuis les années de la décentralisation en 1999. Sous cette responsabilité depuis cette date, ce fut un honneur de me consacrer au développement de cette localité. C'est ainsi qu'on m'a confié la responsabilité de diriger le PADDY (*Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané*). C'est un vaste programme au niveau du cercle. Avant ce programme, on avait l'ADY (Agence de Développement de Yélimané). Mais avec une dynamique de partenariat entre plusieurs acteurs et d'objectifs, c'est devenu maintenant le PADDY.

Comme vous le savez, Yélimané est un cercle très pauvre, avec un taux de flux migratoire très élevé à l'espace régional et national. Chez-nous, c'est devenu une tradition de partir. La

décentralisation a permis de donner un poids sur cette question de pauvreté. Le PADDY est né dans ce cadre institutionnel. Il faut retenir que c'est le l'ADY qui a donné un socle à l'initiative car, dans sa composante on avait la société civile, les collectivités, nos partenaires et l'Etat. Le PADDY est devenu la continuité pour promouvoir une vraie dynamique au niveau du Cercle. C'est pourquoi un important dispositif de partenaires techniques et financiers est mis en place. L'Etat malien, la Mairie de Montreuil, le Vietnam, le Brésil, les collectivités du cercle, la société civile, les migrants sont tous mobilisés pour mettre ce programme en œuvre. Il y a un directeur et un coordinateur pour mettre en œuvre ce programme. L'axe prioritaire de ce programme est la sécurité alimentaire. Le programme vise à valoriser le territoire du Cercle car, l'immigration doit être freinée pour qu'il ait un vrai développement dans cette localité. Si tout le monde part, qui va développer ici ? Donc, on dit trouver des solutions urgentes à ce départ massif des hommes.

2. Selon vous, d'où vient le concept de développement soutenable ou durable ?

C'est un concept qui existe bien avant l'arrivée de ce programme. Avec ce concept, je pense qu'il faut créer toutes les filières possibles. Avec nos partenaires et à travers les médias, le cercle de Yélimané est énormément confronté à des problèmes multiples tels que l'agriculture, l'environnement, les complications climatiques liées au manque de pluies. Donc à mon avis, le développement durable est de régler d'abord ces problèmes qui menacent notre existence même.

3. Vous avez entendu ce concept avec qui ?

La plupart du temps, ce concept est introduit par les techniciens, nos partenaires et beaucoup par les médias et tout le monde. L'originalité même de notre programme réside dans cette vision de soutenir le développement de notre cercle. Le maître d'œuvre ou l'initiateur du programme est la Mairie de Montreuil. La position est de changer les visions sur certaines choses. Je pense qu'on va vers un développement qui prend en compte de tous.

4. Selon vous, ce concept de développement soutenable a-t-il été importé et imposé ?

C'est difficile de répondre sur ce point. Mais, il faut retenir que l'approche du PADDY a pris source du l'ADY qui était une structure participative. Dans cette structure, on avait toutes les organisations locales. A partir de réflexions collectives, le PADDY est née pour d'autres perspectives. Donc par rapport à votre question, même si c'est importé et imposé par les

techniciens, chacun de nous à apporter son fruit pour construire le PADDY. Donc pour moi, c'est un concept de concertation.

5. La particularité du Cercle est qu'il ait un taux d'alphabétisation très réduit, est-ce que cela ne vous paraît une difficulté pour saisir le concept ? Ceux qui maîtrisent mieux le français comme langue officielle ne sont-ils pas en mesure de dominer les analphabètes ?

Tout à fait ! Ici, les populations sont moins alphabétisées. Dans cette position, il y a un manque de ressources humaines. La place des techniciens devient très importante. Cela demande un grand travail pour expliquer le concept dans les dialectes pour que tout le monde comprenne. Nous avons amené des ateliers dans ce contexte et les gens comprennent avec moins de difficultés. Le concept est bien clair dans les actions que font les populations elles-mêmes. Si vous prenez l'exemple des périmètres irrigués et la protection de l'environnement, les populations trouvent un intérêt dedans. C'est vrai que les techniciens maîtrisent mieux les choses que ceux qui n'ont pas été à l'école du coup, la domination est là. Sachez quand même que les choses ne sont pas faites sans elles, chacun contribue et participe pour un vrai développement. Le concept est venu de leur expérience dans tout le sens. Le plus important est de marier les savoirs existants de part et d'autre. C'est pourquoi, les techniciens en la matière élaborent des fiches techniques pour la conduite du programme. On a des grosses difficultés d'élaborer ces fiches et d'autres outils. *Tout à fait ! Ici, les populations sont moins alphabétisées. Dans cette position, il y a un manque de ressources humaines. La place des techniciens devient très importante. Cela demande un grand travail pour expliquer le concept dans les dialectes pour que tout le monde comprenne. Nous avons mené des ateliers dans ce contexte et les gens comprennent avec moins de difficultés. Le concept est bien clair dans les actions que font les populations elles-mêmes. Si vous prenez l'exemple des périmètres irrigués et la protection de l'environnement, les populations trouvent un intérêt dedans. C'est vrai que les techniciens maîtrisent mieux les choses que ceux qui n'ont pas été à l'école du coup, la domination est là. Sachez quand même que les choses ne sont pas faites sans elles, chacun contribue et participe pour un vrai développement. Le concept est venu de leur expérience dans tout le sens. Le plus important est de marier les savoirs existants de part et d'autre. C'est pourquoi, les techniciens en la matière élaborent des fiches techniques pour la conduite du programme. On a des grosses difficultés d'élaborer ces fiches et d'autres outils.*

6. *Quelle idée ou sens que vous donnez à ce concept de développement durable ?*

C'est l'expression d'un développement continu qui va vers les populations locales. C'est sous forme d'un germe qui va être planté et chacun doit apporter sa contribution pour le nourrir. C'est le premier concept d'un co-développement irréversible. Nous, c'est un concept qui va nous aider à développer nos territoires et faire notre propre développement.

7. *Quelles sont les difficultés liées à la mise en œuvre des actions de développement durable ?*

Ici à Yélimané, il y a des potentialités dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage. Le maraîchage est le secteur le plus pratiqué auquel les femmes font beaucoup d'efforts mais, elles rencontrent des difficultés liées au problème de manque d'eau devenue de plus en plus une ressource rare car, le pompage manuel de l'eau et les puits à grand diamètre est difficiles pour les femmes. Avec un cheptel important que regorge Yelimané, la production laitière est difficile et il faut qu'on valorise ce secteur économiquement et rentabiliser l'élevage avec des moyens modernes. Il faut favoriser l'embouche et la production laitière. L'aviculture est aussi un domaine très important mais peu développé dans le cercle. Ici, on ne trouve pas de poulet et le prix est très élevé, il faut former les gens à valoriser ce secteur !!!

3.5°) Agence de développement territorial de Diéma

Ntji Keita : Président de l'Agence de Développement Territorial de Diéma 15/12/2010

1. Avant de commencer, je tiens à vous remercier d'avoir accepté de faire une brève interview avec vous. Comment vous vous présentez d'abord, ainsi que votre structure ?

Merci, moi je m'appelle Ntji Keita, ancien maire de DIANGUIRDE élu en 1999. Je suis directeur d'un centre de formation pour l'appui à la décentralisation dans le cercle de Diéma. Nous apportons un appui dans ce sens. J'ai fait ma formation en économie et gestion à l'ENA du Mali. En 2005, j'ai obtenu une bourse pour faire gestion de projet de coopération à l'Université de l'Ille 1. Aujourd'hui, on a fait une mutation à cette formation. C'est pourquoi, nous avons créé récemment l'agence de développement territorial de Diéma.

2. Je pense que le mot développement soutenable vous dit quelque chose, selon vous, d'où vient ce concept ?

Le développement soutenable ou durable, c'est pareil ! On a été inondé de ça ! Au retour de France, j'ai su que c'est un concept venu d'ailleurs. Si on regarde le Cercle de Diéma que je connais dont l'activité principale est l'agriculture, il y a une réelle menace, voir la dégradation grandissante de l'environnement. Qu'est-ce qu'on doit faire ? On regarde comme ça pour ne rien faire ! Je pense qu'il y a un besoin crucial pour y faire face. Nous sommes en démocratie et il y a certaines choses qui ne sont pas appréciables par les populations locales. Avec l'UE, on eu l'idée d'élaborer cette notion. Il faut le faire comprendre. Le projet du PRECAD est financé par l'UE et s'inscrit dans sa vision. Il parle de pauvreté, environnement et implication des acteurs. Je pense que si on arrive à impliquer les acteurs dans leur propre développement, on sortira avec les trois piliers du développement durable. Il suffit de regarder un peu les périmètres maraîchers pour qu'on génère des ressources dans les affaires locales. Par exemple avec les périmètres maraîchers, il faut absolument faire les haies vivent pour qu'on ait les trois piliers de développement durable. *Ce concept a trouvé des usages et pratiques coutumières chez nous. Par exemple, il est interdit toujours dans certaines localités de couper de bois, de tuer certains animaux ou de pêcher sans ordre. Tout ça, c'est pour protéger l'environnement. C'est un concept importé et imposé, bien entendu, il ne faut pas l'imposer chez nous. Je suggère de partir ou prendre en compte des réalités de chez nous.*

3. Le système de développement soutenable est-il selon vous un concept importé et imposé par les pays du Nord ?

Bien sûr ! Ce concept a trouvé des usages et pratiques coutumières chez nous. Par exemple, il est interdit toujours dans certaines localités de couper de bois, de tuer certains animaux ou de pêcher sans ordre. Tout ça, c'est pour protéger l'environnement. C'est un concept importé et imposé, bien entendu, il ne faut pas l'imposer chez nous. Je suggère de partir ou prendre en compte des réalités de chez nous.

4. On dit qu'au Mali le taux d'alphabétisation de la population est très réduit, comment se joue-t-il l'émergence de ce concept ? Ceux qui savent lire et écrire ne sont-ils pas en mesure de dominer les autres dans ce sens ?

L'illettrisme est un frein au développement. Je me plains pour qu'il n'y ait pas des illettrés dans certaines choses. Quand on est maire, on doit être doté des ressources, des capacités

d'analyser et d'anticiper. Il y a vraiment un handicap pour le développement. L' élu doit être capable de connaître les enjeux qui l'entourent. Le développement durable doit l'être.

5. Dans le cadre de la décentralisation malienne, quelle idée que vous mettiez derrière la notion de développement soutenable ?

Moi, la question est de dire comment on va faire un développement harmonieux. A cela, il ne faut pas mettre en tête qu'avec nos actions habituelles, on va détruire les ressources qui sont indispensables à notre vie. Il faut toujours prendre en compte, les aspects économiques, environnementaux et sociétaux. Je pense que c'est l'union de ces aspects dans une harmonie qui fait un vrai développement soutenable.

6. Quel est le rôle de votre centre de formation ou agence de développement territorial dans l'émergence de politiques de développement soutenables ?

Nous dans nos actions à Diéma ne consistent pas de mener des idées de développement durable. Notre idée et rôle, est d'accompagner et mener les collectivités territoriales à conduire leurs politiques de développement territorial. C'est aussi pour mener avec ces collectivités locales, à soutenir les autres acteurs à développer leurs actions. Le concept est bien là, sinon, ce n'est pas notre rôle de l'imposer aux collectivités territoriales.

7. Est-ce que vous avez eu de problèmes de compréhension sur lesquels vous souhaiteriez orienter ou améliorer ces politiques de développement soutenable ?

Non, je n'ai pas eu des problèmes de compréhension. Ici, il y a des gens qui rejettent de tout ce qui vient de l'extérieur. Et ce que j'ai constaté souvent, c'est un passage obligé pour avoir les subventions/financements. Nous, on souhaite se consacrer et se baser sur la notion de territoire qui est basé sur nos propres ressources.

8. Est-ce que ces propositions que vous donnez reposent sur l'idée d'un partage de pouvoir entre acteurs ?

Cela évoque la question d'implication et de participation de tout le monde. Le développement territorial veut organiser les atouts du territoire avec tous les acteurs.

9. Votre organisme est-il jumelé avec d'autres acteurs sur cette question ?

Ici à Diéma, on est une structure de coopération décentralisée avec d'autres acteurs. Il y a l'association CORENS, MAE, le Conseil général de Nord et d'autres intercommunalités en France.

10. Dans vos actions, est-ce que vous êtes accompagnés par l'Etat ?

Non, pas de façon directe. Souvent, les services techniques viennent en appui.

11. En quoi vous pensez qu'un jumelage pourrait être positif dans ce sens ?

Pour moi, de plus en plus, il faut aller vers le partenariat, les coopérations décentralisées et le développement durable. Dans le cadre de la décentralisation, il ne faut pas user les termes trop compliqués pour tous. Les coopérations décentralisées sont déjà un appui supplémentaire à la décentralisation. De même, le jumelage est un autre concept fondé sur l'amitié. Il faut se mettre dans le cadre de coopérations décentralisées. On est dans une perspective de face-à-face. Par exemple, la charte actuelle du développement durable avec les coopérations décentralisées n'est pas une obligation. Il faut que cela s'inscrive dans les besoins et réalité pour la collectivité demandeuse.

12. Ce dispositif de développement soutenable est-il selon vous un simple slogan, un modèle de développement ou une action qui rénove les politiques territoriales de développement ?

Pour moi, parler de développement soutenable est une nécessité. Mais, inscrire les actions sur le côté financier en vue de faire un développement durable peut être une action trompeuse. Je ne suis pas d'accord sur l'aspect financier. Les acteurs font du développement soutenable sans lequel ils n'ont pas de financements. Je ne comprends pas cela. Le Mali a signé des accords (Rio, Kyoto...) pour un développement durable, et doit les honorer. A mon avis, sans actions concrètes derrière, ça ne vaut pas la peine de parler de concept. Par exemple, on parle assez sur les OMD et on a longtemps entendu ce concept. C'est pareil pour le concept de développement durable.

13. Dans un contexte de pauvreté, la prise en compte de ce compte est-elle une incitation à la mobilisation des ressources humaines, financières et techniques ?

Bien sûr ! C'est un moyen de capter l'attention des autres comme je vous ai dit tout à l'heure. Dès qu'on parle de ça, on peut facilement avoir les subventions. C'est un concept qui est à la

mode. Pour les ressources humaines, cela contribue à faire apprendre aux gens les activités qui valorisent l'environnement. C'est le cas les activités maraîchères chez nous. Pour les ressources techniques, il faut donner les moyens adéquats aux populations locales pour un vrai développement de leurs territoires. Si on a réellement les techniques en la matière, il y aura sûrement quelque chose.

14. Quels sont les acteurs ciblés par votre agence ou centre de formation ?

Nous, on ne cible pas les couches socioprofessionnelles. On se limite dans nos démarches, au niveau communal. On cible principalement les élus, les collectivités territoriales pour les accompagner dans leurs projets.

15. Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans vos démarches ?

Beaucoup de difficultés sur le terrain ! Surtout, sur l'état de compréhension, amener les élus à saisir certaines choses. La raison de cette difficulté est que beaucoup d'élus sont illettrés. Il y a le manque de perspective de programmation des élus. L'autre difficulté se situe au sein de la société civile qui n'arrive pas à s'organiser pour mieux élaborer un programme. Toujours, nous sommes confrontés à un problème de manque de ressources humaines et financières pour beaucoup de collectivités.

16. Est-ce que vous pensez que la société civile a saisi l'importance de ce dispositif de développement soutenable ?

Je pense qu'à travers les activités menées par le PRECAD dans la localité, beaucoup ont déjà saisi ce qu'un développement soutenable. Pour nous, à chaque fois qu'il y a eu une formation dans une collectivité, l'essentiel a été donné sur ces questions. Je ne peux pas trop en juger. Mais ce qui me semble clair, un noyau dur notamment le secrétaire général de la collectivité a déjà saisi ce qu'un développement durable.

3.6°) Commune de Diéma

Sadio Tounkara : Maire de Diéma 15/12/2010

1. Dans le cadre de la décentralisation au Mali, comment vous présentez les politiques de développement soutenable de votre commune ? Et vous-mêmes, qui êtes-vous concrètement ?

Bon merci pour la question ! Ici, nous nous sommes ouverts envers tout le monde pour travailler. Je m'appelle Sadio Tounkara maire de la commune rurale de Diéma. C'est une commune rurale de 30144 habitants. Je suis un ancien migrant de France. J'ai contribué au développement de ma localité. Depuis que j'étais arrivée en France en 1972, j'ai contribué dans les organisations humanitaires. J'avais des relations avec le GRDR pour aider les migrants au retour dans les pays d'origines. Plusieurs associations ont collaboré avec le GRDR pour la formation et études de terrain de projet de migrants. J'avais des relations étroites avec certaines villes françaises. J'ai toujours contribué à la bonne conduite de ma commune qui a longtemps bénéficié des investissements allant plus d'un demi milliard ½ de FCFA par ses partenaires de France. La décentralisation fut un débouché, une dynamique pour nous, car des nouveaux décideurs ont émergé pour exprimer leurs besoins. Parallèlement on voit dans les dix dernières années, une dynamique de nos partenaires pour changer certaines choses. De même, vous avez le PRECAD financé par le MAE et le Conseil général de 91. Ce dispositif est le fruit de nos actions et s'inscrit dans le sens de développement soutenable. Voilà...avec nos relations, certains pensent que c'est dans un sens unilatéral sinon, il y a toujours des échanges. Ces échanges s'inscrivent dans un système réciproque dans lequel chacun gagne des valeurs.

2. Vous avez parlé tout à l'heure de développement soutenable, selon vous, ce concept est-il importé par nos partenaires ?

Selon le terme, c'est un concept importé. Sur les pratiques, les idéaux existaient déjà chez nous. Pour moi, les projets, les programmes doivent continuer dans le temps. Sinon chez nous ça existe dans tous les niveaux. Je pense que sur ces pratiques de développement soutenable, le manque de moyens fait défaut. Par exemple, vous avez dans certains projets comme la maison en dur, les projets d'adduction d'eau potable, les jardins maraîchers etc.

Selon lui, le développement durable est un concept importé. Cette action qui concerne les pratiques quotidiennes, les idéaux qui existent déjà chez nous. Pour moi, les projets et les

programmes de développement doivent continuer dans le temps. Chez nous ici, on trouve ce phénomène partout et à tous les niveaux. Je pense que sur ces pratiques de développement durable, le manque de moyens fait défaut. Par exemple, vous avez dans certains projets comme la maison en dur, les projets d'adduction d'eau potable, les jardins maraîchers etc.

3. L'analphabétisme est un problème au Mali, en quoi cela peut jouer sur les politiques de développement soutenable ? En plus, quelles sont les relations entre ceux qui sont lettrés et ceux qui sont illettrés dans l'émergence de ces politiques de développement soutenable ?

Vous savez que c'est un véritable obstacle. C'est un phénomène qui entrave notre parcours de développement. Dans ce domaine les gens sont en action, mais ils ne savent pas comment se programmer. Or, il faut absolument connaître certaines choses. Avec la décentralisation, il faut s'approprier des enjeux de sa commune pour s'en sortir de certaines difficultés .

L'assistance fait défaut car, il y a des phases et des évaluations. Le développement soutenable c'est dans le temps. Il faut évaluer dans ce temps. Ceux qui sont dans ces difficultés, constitue un handicap pour la décentralisation malienne. Le concept de développement durable est profitable à nos coopérations, car nos élus sont dans les besoins. Je pense qu'avec nos partenaires et bailleurs, il faut se doter des dispositifs tels que le centre de formation pour nos responsables. L'appui institutionnel est l'objectif principal tel que l'élaboration de PDESC sur le plan technique. C'est dans ce contexte que le PRECAD est arrivé pour nous appuyer. Je vois également que l'Etat ne joue pas pleinement son rôle. Dans ce contexte, l' élu doit être en position de contrôler les enjeux de développement de son territoire.

4. Quelles idées mettez-vous derrière la notion de développement soutenable ?

Mes idées sur le développement soutenable est de répondre aux priorités de ma commune. C'est mettre l'accent sur les ressources humaines de ma commune et améliorer son système éducatif. C'est ainsi que nos actions nous ont permis d'aller de neuf à dix écoles en plus, sur le secteur de la santé, nous avons réalisé deux CSCOM (centre de santé communautaire). Sur le plan de l'accès à l'eau potable, la commune est dotée de trois projets d'adduction d'eau potable. Dans le domaine de l'environnement, on mène des actions pour lutter contre la désertification en plantant des arbres pendant l'hivernage.

5. Parler de développement soutenable dans vos projets ou programmes de coopération, peut-il vous sembler un simple slogan, un modèle de développement à poursuivre ou une action de rénovation ?

Bien sûr, faire un dialogue sur ce concept ou faire seulement un discours sur le développement soutenable ne sert à rien. Sans réalisations concrètes derrière, je pense que ça ne vaut pas la peine d'en parler. Il ne faut pas se contenter de capter l'attention de bailleurs. Il faut impliquer les acteurs.

6. Impliquer quels acteurs ?

Ben tout le monde ! Les élus, les entreprises, les associations, les femmes, les jeunes etc. C'est difficile de réussir dans la commune sans tous ces éléments.

7. Comment vous élaborez la mise en œuvre de vos politiques de développement soutenable en terme de participation aux décisions politiques ?

La commune de Diéma dispose d'un certain nombre d'outils de travail. Elle dispose d'un schéma d'aménagement, d'urbanisme, de son PDESC et d'un dispositif de concertation. On dit aux quartiers de se consulter permanemment en vu de résoudre nos difficultés en commun. Il y a tous les processus, car on sensibilise, on mène la phase de consultation dans les quartiers et villages. Il y a un processus récapitulatif dans lequel chaque village participe, amende et propose au conseil communal. On fait appel aux différents services déconcentrés de l'Etat pour un appui technique, car souvent on juge nécessaire d'être avec tout le monde. Seulement ces services de l'Etat viennent pour l'appui conseil après l'adoption du programme et le renvoie à la tutelle pour adoption du programme.

8. Une telle procédure ne vous semble-t-il pas souvent, un peu stricte vis-à-vis de la présence de l'Etat ?

Non pas assez de difficultés ! Dans ces démarches, on n'a pas assez de problèmes car, c'est légitime. Il faut toujours avoir l'aval de tout le monde.

3.7°) Commune urbaine de Nioro du Sahel

Kalilou Diakité : Maire de la Commune urbaine de Nioro du Sahel [14/12/2010]
--

1. Après une prise de contact en juin 2010 en France, je souhaite que vous fassiez une brève présentation sur vous et votre Commune.

Avant tout, je tiens à vous remercier d'avoir choisi notre commune pour votre travail de recherche. Ok, moi je m'appelle Diakité Kalilou. Je suis natif de Nioro et professeur

d'histoire géographique au lycée de Nioro. Je suis élu maire de Nioro du Sahel en 2009 et pour finir mon mandat en 2014.

2. Est-ce que la notion de développement soutenable vous dit quelque chose ?

C'est une notion à la mode et intégrée dans les politiques de développement permettant de capter l'attention de tout le monde et les fonds. Cela permet de trouver de financement. C'est un concept qui est forcément utilisé par le monde politique et intégré dans nos politiques de développement territorial. Sur certains aspects, ce n'est pas un concept nouveau dans tous les sens. Mais, comment l'interpréter selon le temps et dans les sociétés ? Sinon, lorsque vous regardez bien dans nos sociétés, certaines choses montrent que ce n'est pas un concept nouveau. Mais dès j'utilise ce mot, je pense ailleurs.

Selon les représentations du maire de Nioro du Sahel (Diakité Kalilou 2010) :³⁸¹ « *C'est une notion à la mode et intégrée dans les politiques de développement permettant de capter l'attention de tout le monde et les fonds. Cela permet de trouver de financement. C'est un concept qui est généralement utilisé par le monde politique et est intégré dans nos politiques de développement territorial. Sur certains aspects, ce n'est pas un concept nouveau dans tous les sens. Mais, comment l'interpréter selon le temps et dans les sociétés ? Sinon, lorsque vous regardez bien dans nos sociétés, certaines choses montrent que ce n'est pas un concept nouveau. Mais dès que j'utilise ce mots, je pense ailleurs* ».

3. Selon vous, d'où vient ce concept ?

C'est un concept étranger, mais quand vous regardez bien le contenu, ce n'est pas étranger. C'est le mariage entre l'économie, le social et l'environnement. Il s'agit de préserver l'environnement, respecter le sol pour cultiver. Par exemple, on dit de ne pas pêcher la nuit pour permettre aux poissons de se reposer la nuit. Pour moi, le contenu a toujours existé, mais sachez quand même que le concept a été importé.

Selon lui : « *C'est un concept étranger, mais quand vous regardez bien le contenu, ce n'est pas étranger. C'est le mariage entre l'économie, le social et l'environnement. Il s'agit de préserver l'environnement, respecter le sol pour cultiver. Par exemple, on dit de ne pas*

³⁸¹ DIAKITE. K (2010), « Interview avec le maire de la commune urbaine de Nioro du sahel 14 décembre 2010, Nioro du sahel.

pêcher la nuit pour permettre aux poissons de se reposer la nuit. Pour moi, le contenu a toujours existé, mais sachez quand même que le concept a été importé »

4. Selon vous, le système de développement soutenable est-il un concept qui rend justice entre les peuples ?

Déjà, la notion d'un développement soutenable entraîne une idée de justice entre tous. Même l'homme et sa nature, on sent une idée de justice et d'équité. L'Homme est le principal décideur libre qui permet d'intégrer les femmes et les jeunes en tant que décideurs à part entier. A mon avis, faire un développement équitable entre tous, permet d'intégrer toutes les couches sociales. C'est du positif.

5. Comme vous le savez déjà en tant qu'enseignant et maire d'une commune urbaine que beaucoup de gens n'ont pas été à l'école. Est-ce que cela n'est pas un vrai handicap pour mettre de politiques de développement soutenables ?

Il faut retenir que chez nous, plus de quatre-vingt pour cent (80%) des populations sont analphabètes. Beaucoup parmi les élus sont analphabètes. C'est vraiment un grave problème de chez nous. On ne peut pas avancer dans le développement dans cette situation. Pour moi en tant que maire, je me vois confié une responsabilité à accomplir. C'est la confiance qui fait le développement soutenable. Les élus analphabètes ont la confiance de leurs populations qui est une sécurité. On a introduit les langues locales pour pallier certaines difficultés liées à ce problème d'alphabétisation des élus afin d'atteindre certains objectifs de développement. Maintenant, il faut de garde-fous, il faut des intellectuels pour la destinée de nos populations.

6. Comment ce concept émerge dans vos projets de développement soutenable ?

C'est le PDESC qui va conduire à émerger ce concept. Tout le monde met l'accent sur ce concept pour capter les politiques et les bailleurs de fonds. La notion de développement durable dans nos projets a une force politique.

7. Quelle idée mettez-vous derrière la notion de développement soutenable ?

C'est la résolution des problèmes actuels de nos populations dans une perspective de disparition des ressources naturelles. Il s'agit de faire en sorte que les gens respectent la nature. Cette vision de respecter l'environnement veut qu'on transmette la terre à nos enfants en bon état.

8. Quel est le rôle de votre commune dans l'émergence de politiques de développement soutenable ?

Le Cercle de Nioro est composé de 16 Communes et un Cercle. Nioro est au centre. La commune a une place prépondérante dans l'émergence de politiques liées au développement soutenable. La commune sert de modèle d'exemples en collaboration avec ses partenaires.

9. Avez-vous des propositions personnelles qui tendent à améliorer et orienter les politiques de développement soutenables vers un partage de pouvoir entre acteurs ?

Il faut chercher dans nos coopérations de ce qu'on fait avec l'UE et vous verrez bien ! Dans nos coopérations, les idées viennent de nos partenaires du Nord et de nos collectivités d'ici. Pour les fonds, il faut dire que ça vient de nos partenaires du Nord. Pour vous monter clairement, vous avez le PDESC qui est un outil propre de nos collectivités territoriales dont il est élaboré par toutes les couches. Toujours sur nos coopérations, les appels à projets viennent de l'UE, et jamais ceux qui viennent de nous-mêmes. Il y a un dysfonctionnement sur ce cas particulier, on doit revoir avec nos partenaires. Je pense que nos partenaires ne ciblent pas nécessairement nos spécificités. Toujours, il y a un virage de certains projets sur nos vrais besoins. Par exemple, chaque année l'appel à projet est basé sur certaines thématiques qui peuvent parfois ne rentrant dans le cadre de nos besoins. Il n'y a pas de vraies relations de partenariat sur ce point. Nous, notre commune est jumelée avec le Conseil général de l'Essonne et la commune de Limours, nous souhaiterions véritablement rentrer dans les vrais besoins de la collectivité.

10. Est-ce que vous avez un programme de coopération dans le domaine de développement soutenable ?

On a un programme pour la mise en œuvre des actions qui s'inscrivent dans le cadre de la sécurité alimentaire, des périmètres maraîchers, le secteur de la santé concernant notre CSCOM.

11. En quoi vous pensez qu'un jumelage pourrait être positif dans ce sens ?

Nous avons des liens de partenariat avec la Commune de Limours depuis les années 1980. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, nous avons été aidés pour réaliser des périmètres maraîchers pour aider les femmes. Des actions importantes ont été réalisées dans le domaine de l'aménagement du territoire. Aujourd'hui, on voit le riz cultivé dans nos bassins, la ville a

été électrifiée. Donc nos coopérations avec Limours, ont un bilan positif pour une population de 34400habitants. Il faut également rajouter les visites d'échanges interculturels entre nos deux villes qui constituent le renforcement de ces liens de coopérations.

12. Ce dispositif de développement soutenable dans vos projets est-il selon vous un simple slogan, un modèle de développement ou un exemple à suivre ?

Vu la concrétisation de nos actions avec nos partenaires, je pense que ce n'est pas un slogan. C'est une réalité d'autant plus que nous avons réalisées certaines actions qui valorisent l'environnement et répondre aux besoins de tous. La valorisation est que maintenant, on a certains produits viables à tout moment de l'année et les populations locales ont des revenus pour toute l'année. Même s'il y a une déclaration politique derrière ce concept, il montre quand même chez nous au sahel qu'il est intéressant de s'impliquer davantage dans le développement durable.

13. Votre commune a-t-elle ses propres approches en termes de développement soutenable ?

Lorsque j'étais en France, j'étais séduit toute suite par les agendas 21 de nos partenaires en France. Mais dans le contenu, je me suis rendu compte que nous avons le même dispositif qui est le PDESC. Je fais une remarque importante sur les deux dispositifs. Les agendas 21 locaux en France ne sont pas imposés aux collectivités locales. Par contre au Mali, nous avons à peu près le même dispositif (PDESC) qui est imposé. La preuve est qu'il y a une sanction financière. Si on ne le fait pas, on a pas de subventions derrière.

14. Existe-t-il des acteurs intermédiaires entre votre collectivité et les populations locales ?

Avec l'UE, nos relations font en sorte qu'il ait une obligation de partenariat entre nous et les autres. A cela, vous avez la PRECAD et le KARED qui font l'intermédiaire. C'est une manière de renforcer nos relations avec l'UE.

15. Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans la mise en œuvre de vos projets ?

On a des contraintes socioculturelles, financières et organisationnelles. Chez nous, les hommes dominent les femmes sur le champ politique. Beaucoup de contraintes font en sorte que les gens viennent moins dans voir ce que nous faisons sur le terrain. Par là, il faut clairement dire que les femmes et les jeunes participent moins à nos débats. J'ai été séduit par le dispositif de participation de certaines collectivités en France. Si on parvient à faire la

même chose, ça serait génial ! Pourquoi pas ? Donc faire intégrer tout le monde dans les affaires locales est enrichissant pour une collectivité.

Quand je suis allé en France, j'ai trop apprécié leurs agenda 21 locaux et surtout, leurs philosophies, l'organisation, les objectifs et les finalités. C'est très bien élaboré pour une collectivité territoriale et je souhaite réaliser pareil pour ma collectivité locale. Au Mali on a un autre outil qui est le PDSEC comme équivalent

16. En quoi ce concept de développement soutenable est-il porteur d'espoirs pour les territoires au sahel ?

C'est un dispositif qui est porteur d'espoir dans la mesure où cela s'intéresse à faire des aménagements dans nos territoires au Sahel. Avec les périmètres maraîchers dans le sahel, c'est un dispositif important pour mieux vivre dans nos territoires. A mon avis, si cela permet d'impliquer tout le monde dans ces activités, c'est une chance.

17. Est-ce vous pensez que les populations locales ont saisi les enjeux du développement soutenable ?

Je pense qu'avec le dispositif du PRECAD qui existe déjà à l'échelle du Cercle, il faut retenir que beaucoup ont saisi le sens. Le PRECAD a mené des formations auprès de la société civile pour que les gens s'impliquent davantage dans leur propre développement. Il y a des pratiques qui ont été expérimentées pour que les gens saisissent l'intérêt. Cela joue un rôle de sensibilisation de tous les acteurs.

18. Comment pensez-vous que la société civile a saisi l'importance ?

Certainement avec la création des associations, la société civile s'est impliquée sous l'appui des formations menées par le PRECAD. Chez nous à Nioro ville, nous avons eu à organiser des journées de salubrité autour des questions liées à protéger l'environnement. L'exemple est qu'avant, les citoyens jetaient des ordures dans la rivière sans se rendre compte de l'atteinte à l'environnement. Aujourd'hui, c'est rare de voir ça. Ce geste montre que nos formations ont apporté leurs fruits dans le domaine de l'éducation à l'environnement. Toujours, il faut continuer à sensibiliser les citoyens à prendre certaines directives pour un avenir meilleur.

3.8°) ONG KARED

Adama Diallo : Directeur adjoint du KARED 13/12/2010

1. Comment vous vous présentez et bien évidemment votre organisme ?

Je m'appelle Adama Diallo, je suis le directeur adjoint du KARED comme ONG siégeant à Nioro du Sahel. Nous, on appuie les projets locaux portés par les femmes dans trois cercles de la région (Nioro, Diéma et Bafoulabé). On a des représentations villageoises créées en janvier 1998 juste après le départ du GRDR. D'abord, les bailleurs ont créé le PACDEL1 pour trois ans (de 2000 à 2003). Après, il y a eu PACDEL2 pour 3ans (de 2005 à 2007). Ce programme intervenait spécialement sur le développement local dans les cercles de Diéma et Nioro. Mais avec la crise financière, on eu des difficultés pour la continuité de nos programmes. Un autre programme était entré en action regroupant trois cercles au Mali notamment Nioro, Diéma et Douentza. Maintenant les choses ont changé car, beaucoup de nos partenaires ne reçoivent plus de financements face à la politique actuelle du gouvernement français. C'est ainsi que notre partenaire ESSONNE SAHEL était obligé de faire une convention avec le Conseil général de l'Essonne pour accéder aux financements et assurer la continuité de nos programmes. Donc, nous sommes devenus en tant qu'intermédiaire technique.

2. Est-ce que le concept de développement soutenable vous en parle ?

Nous dans notre domaine d'intervention dans les Cercles concernés est de donner la priorité à créer des emplois durables. On mène des actions pour qu'elles soient profitables aux populations locales. Dans notre démarche, c'est de faire en sorte que les actions restent sur les terroirs locaux.

3. Selon vous, le concept de développement soutenable est-il un concept importé et imposé par les bailleurs ? Comment vous placez le citoyen dans l'émergence de ce concept ?

Ah !!! J'entends ce concept surtout avec les intervenants. Il est bien employé ce dernier temps pour recadrer les actions ou réorienter nos politiques de gestion. A mon avis, c'est un concept importé et imposé par les bailleurs qui donnent certaines orientations. Il est bien venu de l'étranger. C'est difficile de voir comment le citoyen va devoir prendre sa place et, bien comprendre de tout ce qui se passe auprès de techniciens.

4. Ici, on dit que beaucoup de citoyens ne savent ni lire ni écrire, est-ce que les choses ne se compliquent pas pour mener un véritable développement ?

Pour que le développement soit soutenable, il faut d'abord apprendre aux gens les concepts clés lié au développement. Si les populations ne saisissent pas les concepts, nous, nos projets ne sont pas pérennes. Les localités où nous intervenons, le taux d'alphabétisation est très faible. Avec cet handicap, le développement n'est pas durable. Sans l'éducation à la base et avec laquelle on fait apprendre certains aspects à tout le monde, je ne vois pas comment on va s'en sortir. L'école et la formation sont avant tout pour qu'on ait un développement durable. Si à l'époque le taux d'alphabétisation était réduit, aujourd'hui ça beaucoup changé. *Pour que le développement soit durable, il faut d'abord apprendre aux gens les concepts clés lié au développement. Si les populations ne saisissent pas les concepts, nous, nos projets ne sont pas pérennes. Les localités où nous intervenons (Nioro et Diéma), le taux d'alphabétisation est très faible. Avec cet handicap, le développement n'est pas durable. Sans l'éducation à la base et avec laquelle on fait apprendre certains aspects à tout le monde, je ne vois pas comment on va s'en sortir. L'école et la formation sont avant tout pour qu'on ait un développement durable. Si à l'époque le taux d'alphabétisation était réduit, aujourd'hui ça beaucoup changé.*

5. Comment émerge-t-il ce concept, dans vos projets et programmes de coopération ?

C'est une notion qui est plus ou moins importé par les cellules d'appui technique. L'émergence auprès de bailleurs est bien là. S'ils mettent leurs fonds, ils contrôlent et donnent de consignes ou de politiques de développement. Vous voyez bien que chaque année on a une évaluation, un rapport d'activité pour apporter certaine clarté à leurs fonds. Je vois aujourd'hui que n'importe quel acteur doit intégrer ce concept pour accéder aux financements et pour assurer la pérennité de ses actions. Maintenant, la question est de savoir si le développement durable consiste vraiment à avoir de vrais moyens, des impacts.

6. Quelles sont vos idées sur ce concept dans le cadre de la décentralisation au Mali ?

Il y a une perception particulière à retenir. Le réchauffement climatique qu'on sent chez nous et à travers les médias, font déjà une réalité. C'est un concept qui doit être soutenu et développé pour éviter les catastrophes naturelles. L'homme est responsable de tous, il détruit notre environnement et doit en retour, instaurer des actions concrètes et durables. A mon avis, ce concept n'est pas très développé chez nous. On doit faire en sorte que les citoyens saisissent de ce qui se passe actuellement dans le monde. Nous dans notre domaine, on

soutient et on implique les femmes dans les micros projets maraichers afin de saisir l'intérêt du développement durable. Vraiment....ce sont pour moi des actions qui favorise l'environnement.

7. Comment vous définissez le rôle de votre ONG dans l'émergence de politiques de développement soutenable ?

En tant qu'ONG, notre rôle est d'aider les acteurs locaux à s'impliquer davantage dans le développement local. On intervient pour informer, animer les actions, sensibiliser les gens dans le domaine de développement local. On fait également des actions de démonstration et d'accrochage. C'est un moyen par lequel chaque trouve son rôle joué, car on échange des idées avec tous.

8. A partir de vos expériences, est-ce que vous proposez des idées qui tendent à améliorer les politiques de développement local et d'autres formes de développement ?

Ben c'est clair!!! On a soutenu des actions dans le domaine local. Au Mali, le développement local cible les actions prioritaires. Il s'agit dans notre domaine, l'insécurité alimentaire, aménagement du territoire, et ici au sahel, l'accès à l'eau est une priorité. L'accès aux ressources est l'action principale de notre domaine. Dans ces démarches, il faut toujours continuer à renforcer les capacités locales. A travers les médias, les politiques de développement doivent s'inscrire dans les réalités de tous les jours. C'est-à-dire, on doit sensibiliser toujours les gens à travers les antennes de radios rurales. Dans les localités où nous intervenons, la seule force en matière de sensibilisation est les médias locaux.

9. Est-ce que vous avez un programme de coopération ?

Comme je disais tout à l'heure, depuis le début de nos actions, on a eu plusieurs programmes. Il s'agit du PAPVD qu'on menait avec le GRDR, et les trois PACEDEL (1, 2, 3). C'était de programmes triennaux.

10. Dans vos actions, est-ce vous êtes accompagnés par l'Etat et d'autres acteurs ?

Tout à fait ! On a eu le soutien technique et financier de l'Etat malien. En plus, il y a le Conseil général d'Essonne à hauteur de 60 millions, Ministère français des affaires étrangères 20 millions, le Comité de jumelage 20 millions. Ces acteurs reconnaissent l'utilité de nos actions sur le terrain en matière de développement local.

11. Avez-vous des relations partenariales avec d'autres organismes sur la thématique du développement soutenable ?

Oui ! On a le programme ZARESE (programme italien) qui intervient dans la même zone que nous et sur les mêmes problématiques. De même, vous avez le GRDR qui intervient dans le même cadre que nous.

12. En quoi vous pensez qu'un jumelage pourrait être positif dans ce sens ?

C'est intéressant de se coopérer avec ces acteurs, car c'est un échange d'expériences avec d'autres. Le partenariat est l'un des piliers du développement local. Aujourd'hui, la coopération donne de plus en plus des forces aux gens à développer leurs initiatives.

13. Quels liens avez-vous avec la population et les chefs traditionnels ?

Nous travaillons directement avec les communautés locales. C'est un ensemble des gens qu'on rencontre. On a des liens de coopération avec la population et les chefs traditionnels. Lorsqu'on envisage de mener des actions, il faut avoir l'aval du chef de village.

14. Selon vous, parler de développement soutenable dans vos actions, est-il un slogan, un modèle de développement, un discours ou un outil rénovateur de développement ?

Je pense que derrière tout ça, c'est la réalisation des actions concrètes qui intéressent les gens. Il faut des mesures d'accompagnement pour qu'on passe à des actions concrètes. Les gens veulent être dans le réalisme.

15. Parler de développement soutenable, est-elle une incitation à la mobilisation des ressources humaines, financières et techniques ?

Oui, à mon avis parler de développement soutenable permet de mettre une sorte de changement dans les actions. Plus qu'on en parle, les gens ont tendance de s'intéresser à l'action. J'ai l'impression qu'on fait face à une urgence. Je pense que ceux qui les mettent dans leurs projets, peuvent facilement trouver les ressources financières avec les bailleurs. C'est devenu une sorte de recommandations dans nos projets. Surtout avec l'environnement, il y a une dimension importante qui permet de capter les ressources à mobiliser.

16. Votre organisme a-t-il ses propres approches de développement soutenable ?

Le cœur même d'un développement soutenable est de répondre aux besoins de populations locales. Nous dans nos programmes, on s'intéresse à répondre prioritairement à ces besoins. C'est pourquoi on implique dans nos programmes, les populations locales afin qu'elles soient informées et sensibilisées sur certaines choses. Notre approche fonctionne sur ces actions liées aux besoins.

17. Existe-t-il des acteurs intermédiaires entre votre organisme et les populations locales ?

Nos partenaires sont Essonne Sahel et le Comité de jumelage. Nous sommes exécutant sur le terrain et on rencontre directement les populations locales. Sur le terrain, on associe avec les associations et les bureaux d'études.

3.9°) Programme (PRECAD)

Aboubacar SYLLA : Directeur adjoint du PRECAD 16/12/2010
--

1. Avant de rentrer dans les détails, je souhaite que vous vous présentiez d'abord et l'organisme que vous gérez.

Mon nom c'est Sylla Aboubacar. Je suis juriste de formation issu de l'ENA du Mali. Après les études, j'ai trouvé un programme financé par l'UE. C'était un appel à projet au départ, puis par la suite, c'est devenu un projet concret. C'est un dispositif qui consistait à renforcer les capacités de collectivités locales via aux relations de partenariat sur les Cercles de Diéma et Nioro. Ces deux localités représentent à peu près, les mêmes difficultés de développement à l'échelle régionale.

Le PRECAD est le projet de renforcement de capacités des collectivités locales sur Nioro et Diéma. Il est composé d'un directeur et deux conseillers de Cercle qui s'occupe chacun à un Cercle. On a à peu près la même mission que le PDESC de l'Etat.

2. Est-ce que ça vous parle aujourd'hui, la notion de développement soutenable ?

Si, si !!! J'ai tout temps entendu ce mot et je travaille même pour orienter les choses sur un développement vraiment durable. C'est une sorte de développement qui veut changer les choses. Depuis une longue date, on en parle partout. Même nous dans nos projets on fait tout temps usage à ce concept. J'étais même en France au mois de juin dernier pour un forum

mondial sur le thème. J'ai appris beaucoup de choses sur cette notion. Vous et moi on s'était vu non ! Donc, c'est une autre vision qui veut aller vers la réalité.

3. Selon vous, d'où vient ce concept ?

Je peux dire que ça c'est un concept ancien de chez nous. Il y a plein de choses qui montrent ce concept à travers les actions que nous menons ici. Mais, le développement de ce concept est relatif à nos partenaires. Je me rappelle encore, à l'arrivée de ce programme à l'époque, on a reçu deux étudiants qui parlaient de ce concept de développement durable. Forcément, cette notion a été introduite par nos partenaires. Sinon, je peux dire que la notion existe déjà dans nos pratiques. Même nos expériences de terrain avec les populations locales montrent que le développement durable a la même signification partout.

J'ai tout temps entendu ce mot et je travaille même pour orienter les choses sur un développement vraiment durable. C'est une sorte de développement qui veut changer les choses. Depuis une longue date, on en parle partout. Même nous dans nos projets on fait tout temps usage à ce concept. J'étais même en France au mois de juin dernier (2010) pour un forum mondial sur le thème de développement durable. J'ai appris beaucoup de choses sur cette notion. Vous et moi on s'était vu non ! Donc, c'est une autre vision qui veut aller vers la réalité. Aboubacar 2010) : « Nous dans notre domaine d'intervention dans les Cercles concernés est de donner la priorité à créer des emplois durables. On mène des actions pour qu'elles soient profitables aux populations locales. Dans notre démarche, c'est de faire en sorte que les actions restent sur les terroirs locaux. J'entends ce concept surtout avec les intervenants. Il est bien employé ce dernier temps pour recadrer les actions ou réorienter nos politiques de gestion. A mon avis, c'est un concept importé et imposé par les bailleurs qui donnent certaines orientations. Il est bien venu de l'étranger. C'est difficile de voir comment le citoyen va devoir prendre sa place et, bien comprendre de tout ce qui se passe auprès de techniciens.

4. Selon vous, cette notion a-t-elle été importée par les pays du Nord ?

Le développement durable est très récent comme notion. A Nioro beaucoup font le développement durable, mais, ils ne se rendent pas compte. Si vous regardez le regroupement de femmes qui font de périmètres maraîchers, c'est un développement durable. Seulement chez nous à Nioro à Diéma, on a une expérience qui n'est pas développée en la matière. Lorsque vous rencontrez un paysan dans son champ, souvent il fait de gestes qui sont durables

et de gestes qui ne sont pas du tout durables. Donc, comment on lui explique les choses pour qu'il se rende compte de ce qu'il doit vraiment faire et ce qu'il ne doit pas ? Seulement, l'expérience nous manque. Lorsque vous êtes au marché, vous allez voir que les gens jettent le sac plastique n'importe comment. Or, chacun doit changer son comportement. Ce sont des gestes qui n'entrent pas dans ce cadre de développement durable.

5. Comme vous le savez déjà qu'ici dans les Cercles de Niéro et Diéma, beaucoup ne savent ni lire ni écrire, est-ce que cela ne vous semble pas un sérieux problème ?

Dans ce cas précis, il faut clairement dire que les gens qui sont cette situation est un sérieux problème. Quelqu'un qui ne sait pas lire et écrire, comment tu vas lui parler développement durable ? L'alphabétisation est un véritable problème ici. Mais il y a une manière faire avec les gens qui sont dans cette situation. Si on explique bien aux gens, ils arrivent mieux à comprendre le contenu. La traduction de ce concept dans les langues locales permet de mieux comprendre les choses. De toute façon, les acteurs commencent à s'impliquer davantage. C'est le cas du PADDY. Il faut être prudent avec les choses. *Dans ce cas précis d'illettrisme comme, il faut clairement dire que les gens qui sont dans cette situation est un sérieux problème. Quelqu'un qui ne sait pas lire et écrire, comment tu vas lui parler de développement durable ? L'alphabétisation est un véritable problème ici. Mais il y a une manière de faire avec les gens qui sont dans cette situation. Si on explique bien aux gens, ils arrivent mieux à comprendre le contenu. La traduction de ce concept dans les langues locales permet de mieux comprendre les choses. De toute façon, les acteurs commencent à s'impliquer davantage. C'est le cas du PADDY. Il faut être prudent avec les choses.*

6. Dans le cadre de la décentralisation Mali, quelle idée que vous mettez derrière la notion de développement soutenable ?

Moi, je prendrai la définition classique qui est la conciliation de trois piliers : économie, social et environnement. Avant les gens n'avaient pas conscience de ce qu'ils font sur l'environnement. Maintenant, les gens ont compris que l'environnement n'est pas seulement le problème de sahéliens. Aujourd'hui dans nos quotidiens, on le prend de plus en plus en compte. Lorsque j'étais en Europe, j'ai vu que c'est une société de consommation, tout le monde ne peut pas réfléchir sur ce problème. Il y a quand même des actions qui montrent ce qu'un développement durable.

7. *Comment vous définissez le rôle de votre organisme face l'émergence de ce concept ?*

Nous dans notre programme, on capte pour conscientiser les acteurs locaux afin d'élaborer de projets de collectivités locales. Dans nos formations, on a une fois demandé aux collectivités locales de nous présenter quelques projets de développement durable. Le retour de ces demandes n'était pas satisfaisant. Beaucoup d'entre eux avaient souhaité instaurer un site de station radio ou télé. Pour eux, accéder à ces infrastructures est déjà un projet de développement durable. Aucun acteur n'a présenté un projet d'aménagement territorial sur lequel le développement peut être véritablement viable. Ainsi, peut être les gens ont compris, mais ils n'ont rien saisi. On demande un projet de développement durable et ils font le contraire. *Nous dans notre programme, on capte pour conscientiser les acteurs locaux afin d'élaborer de projets de collectivités locales. Dans nos formations, on a une fois demandé aux collectivités locales de nous présenter quelques projets de développement durable. Le retour de ces demandes n'était pas satisfaisant. Beaucoup d'entre eux avaient souhaité instaurer une station de station radio ou station de télévision. Pour eux, accéder à ces infrastructures est déjà un projet de développement durable. Aucun acteur n'a présenté un projet d'aménagement territorial sur lequel le développement peut être véritablement viable. Ainsi, peut être les gens ont compris, mais ils n'ont rien saisi. On demande un projet de développement durable et ils font le contraire.*

8. *Avez-vous des idées personnelles qui tendent à orienter ou améliorer les politiques de développement soutenable ?*

Le problème d'alphabétisation pose problème. Je pense qu'il faut passer beaucoup de temps à expliquer aux gens, et plus particulièrement à ceux qui sont en situation d'handicap. Le système de mandat des élus au Mali pose problème. Nous, on forme l'équipe municipale pendant leur mandat, et si celle-ci n'est pas conduite aux prochaines élections ; on doit former une autre. Cette démarche fait en sorte que le travail revient toujours à l'initial, et il faut encore du temps pour former les nouveaux arrivants. C'est un service technique qui galère, car il y a moins des responsables locaux qui sont allés à l'école.

Dans ces conditions, l'Etat doit prendre ses responsabilités. Il faut faire un programme pour tout le pays afin de pouvoir orienter de ce qu'on fait. L'Etat doit être derrière.

9. Quels liens avez-vous avec la population et les chefs traditionnels ?

Nous travaillons directement avec la population et les chefs de village. Notre structure intervient pour former les élus et la société civile. C'est pour les accompagner avec un appui technique. Souvent, nous menons les formations auprès des élus avec certains consultants.

10. Le développement soutenable est-il selon vous, un simple slogan, un modèle de développement ou une action rénovatrice ?

A l'échelle internationale et nationale, j'entends toujours cette notion. Dès qu'on fait référence à un projet de développement, les gens captent et mettent leurs actions dans une culture de développement durable. Si on regarde bien à l'échelle locale où nous intervenons, il n'y a pratiquement rien sur le terrain. A propos de l'exemple que je viens de vous donner tout à l'heure; c'est claire. On a demandé aux acteurs de nous présenter leurs projets de développement durable et ils font le contraire. A mon avis, on doit prendre compte de cette situation. A l'échelle locale, je ne vois aucun débat politique sur ce thème. Pourtant, les actions quotidiennes de certains, rentrent dans ce concept demeurent sur le terrain. Si le développement durable est uniquement appréhendé au niveau des instances suprêmes, j'ai du mal à comprendre à sa place et le rôle qu'on va donner au niveau local.

11. La prise en compte de ce dispositif est-elle une incitation à la mobilisation des ressources humaines ?

Moi, je vois dans ce concept, quelque chose qui est déjà chez nous depuis fort longtemps. Comme les gens n'ont pas donné un sens clair, les institutions et leurs usagers utilisent aujourd'hui pour signifier le bon chemin. A mon avis, ces institutions ont valorisé ce concept, et désormais, tout acteur est obligé de passer par là. C'est la raison pour laquelle, le développement peut mobiliser les ressources. Par exemple, pour avoir le financement de son projet, il faut le mettre sous l'étiquette de développement durable. Si on utilise le développement soutenable pour avoir de financements, je pense que cela n'a aucun intérêt. La réalité est que beaucoup le font aujourd'hui uniquement pour ça.

12. Votre projet a-t-il ses propres approches de développement soutenable ?

Nous, on n'a pas spécifiquement une approche, mais le plus important pour nous est de mettre un service à la disposition de la population. Il s'agit de permettre aux de mieux saisir le

développement soutenable. La sensibilisation doit être effectuée auprès des collectivités locales pour que les populations locales saisissent ce concept.

13. Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans la mise en œuvre de vos projets de développement soutenable ?

On est confronté à plusieurs difficultés ici. Il y a entre autre :

- difficultés financières, même si les bailleurs prennent une partie ;
- on a mis le projet en place sans tenir compte de tous les enjeux, car chacun bénéficiaire doit dégager sa côte part ;
- certains partenaires n'ont pas pensé aux réalités du terrain ;
- les élus ne saisissent pas l'enjeu de notre projet, car ils demandent toujours d'autres projets et programmes en dehors de notre projet.
- les élus ont du mal à faire face à notre projet

14. Est-ce que vous pensez que la population locale a saisi l'enjeu d'un développement soutenable ?

Je ne peux pas vous le dire à cent pour cent que les gens ont bien captés l'enjeu d'un développement durable. En termes de cible, ce n'est pas proportionnel et prévisible sur nos formations. Dans notre domaine, ceux qui ont déjà participé à nos formations, ont quasiment saisi ce qu'un développement soutenable. Pour le reste, je ne peux pas vous confirmer que tout le monde a saisi la signification d'un développement soutenable. *Nous avons eu à organiser des journées de salubrité autour des questions liées à protéger l'environnement. L'exemple est qu'avant, les citoyens jetaient des ordures dans la rivière sans se rendre compte des préjudices portés à l'environnement. Aujourd'hui, c'est rare de voir ça ! Ce geste montre que nos formations ont apporté leurs fruits dans le domaine de l'éducation à l'environnement. Toujours, il faut continuer à sensibiliser les citoyens à prendre certaines directives pour un avenir meilleur.*

ANNEXE 2 :

2. Enquêtes d'observations participatives et thématiques

1. PRESENTATION DE L'ORGANISME DE DEVELOPPEMENT

1.1 MAIRIE DE MONTREUIL, Claude REZINIK : Je m'appelle Claude REZINIK, maire adjoint en charge de coopérations internationales puis, les populations migrantes de la ville. J'ai été successivement élu en 2008 puis, en 2014 et je continue encore sous le mandat de la ville. Je suis né vers 1949 (*la première partie du siècle dernier le même jour que la révolution chinoise*) et j'ai toujours vécu dans cette ville.

1.2 CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE, EMELINE BIGOT : Je m'appelle Émeline BIGOT, je suis chargée de mission du développement durable au sein du Conseil Général de l'Essonne. Nous sommes une collectivité qui a des liens de coopérations avec la région de Kayes notamment, la ville de Kayes.

1.3 CR ILE DE France, HURE Arnaud : Je m'appelle Arnaud HURE, je suis chargé de missions sur les questions de partenariat et animation de coopérations entre la région et ses partenaires. J'ai 41 ans et je suis là depuis 2004 en charge des coopérations issues d'Afrique de l'Ouest (Dakar, Nouachotte, Kayes, bientôt Abidjan...).

1.4 DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE DU MALI, Daniel Siméon KELEMA : Je m'appelle Daniel Siméon KELEMA, Je suis le directeur national de l'Agriculture du Mali. Je suis également le responsable national du PADDY.

1.5 ADCYFOSI (Association pour le Développement de Communes de Yélimané) : Merci, moi je m'appelle BARADJI Cheickna, ancien membre de l'ADCYF depuis 2009 et actuellement, je suis le président de l'ADCYFOSI. Je suis élu président depuis le 28/08/2017. J'ai 44 ans j'avais fait l'école coranique quand j'étais enfant dans le village de Sabouciré dans le canton de Kagnaga dans le cercle de Yélimané.

1.6 ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou) : Je m'appelle Sadio DIAKITE ressortissant de Soro Diamanou dans la région de Kayes. Je suis un ingénieur agronome. J'avais fait l'IPR de Katibougou au Mali. D'abord j'ai été un ancien stagiaire du GRDR où j'avais soutenu en 2001 sur l'introduction des nouvelles techniques dans le monde paysan notamment dans les zones de Sandré, Sadiola, Diamou, Kénieba et Diboli. En 2001, l'IDF proposait des bourses aux étudiants de la région de Kayes et j'avais postulé.

Finalement, j'ai été retenu et c'est en fonction de cette opportunité que je m'étais orienté vers les sciences de l'éducation en commençant par une licence à l'Université Paris 8. Je m'étais finalement spécialisé dans les actions sociales et finalement, j'ai rencontré mon actuel employeur (OGIF, actuel Action logement). Donc, le développement c'est mon domaine surtout dans la région de Kayes. Actuellement je suis président de l'ACDS.

« Notre association a été créée en 2010 dans le but de combattre les problématiques de manque d'eau potable de nos territoires et combattre la pauvreté qui touche énormément les populations locales »

1.7 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali)

Je me nomme Mr Konaré Bandjougou. J'ai 47 ans et fonctionnaire de l'Etat. J'ai pris ma fonction dans cette agence de développement durable depuis à peu près six mois. Je suis originaire de Kayes précisément, dans le village de Ségala Ba. Dans ce département, on s'occupe de l'évaluation et du suivi des politiques nationales et internationales de développement durable. Il s'agit bien entendu, des programmes et les engagements internationaux auxquels le Mali est partie prenante. Nous sommes dans cette optique afin suivre et évaluer nos engagements vis-à-vis de nos partenaires internationaux.

1.8 Coordinateur du PADDY (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané)

Je m'appelle Ibrahim Maiga. Je suis le coordinateur du PADDY dans le cercle de Kayes. Je m'occupe des actions sur le terrain ici à Yaelimané. Le PADDY a un président auquel on travaille parallèlement sur l'ensemble des actions du programme. Moi, je suis plutôt sur le terrain avec les acteurs qui sont en action dans le cercle.

2. DEFINITIONS ET REPRESENTIONS DES ACTEURS SUR LA NOTION DE DEVELOPPEMENT DURABLE

2.1 MAIRIE DE MONTREUIL, Claude REZINIK Merci ! C'est la notion qui est extrêmement vagues plusieurs conceptions antagoniques. C'est l'accumulation de forces productives. Le développement durable (il y a trois questions différentes, économie, sociale, coopération) c'est faire des actions dans le cadre de la coopération décentralisation malienne notamment MERAGUEMOU et la ville de Montreuil. Le développement durable est comprise dans le cadre de la nécessité des actions qui existent entre les partenaires auxquelles les responsables politiques mettent en œuvre. *Le développement durable, c'est un certain nombre d'objectifs. Les acteurs ont mis en avant, cette idée pour l'intérêt général auprès des décideurs politiques.*

*Aussi par l'action des associations qui défendent petit à petit les causes de l'environnement, de l'équilibre social et économique entre les penseurs du milieu universitaire et l'influence des pays développés, le développement durable a pris l'ampleur dans tous les sens. En dehors de cela, il y a eu des événements (comme Rio, Kyoto...) auxquels les politiques ont récupéré la notion pour des fins politiques. En ce qui nous concerne ici à Montreuil, l'ancien maire Jean-Pierre BRARD, a su intégrer dans ses politiques municipales de coopération décentralisées avec ses partenaires extérieurs du Mali notamment, le cercle de Yélimané. C'est ce qui a donné naissance au PADDY comme instrument de travail de développement durable entre nous et nos partenaires. A savoir que cette notion n'était pas bien développée sur le territoire de Montreuil ».*ction.

2.2 CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE, EMELINE BIGOT : Moi, il a droit et solidarité avant tout. Je l'appelle développement car ici, le point de départ est de mettre l'humain au cœur de nos politiques publiques. C'est ça la couleur du CG. Le développement durable se traduit par la vision de la société pour permettre d'accéder aux droits. C'est mettre les liens entre acteurs, thématiques dans une perspective à long termes. Le développement durable n'est pas obligé. Aujourd'hui, le développement durable n'appartient pas à une seule collectivité. C'est pour tout le monde. On le fait parce que, la collectivité a une compétence de droit commun. Le développement durable est confus parce que c'est un domaine qui touche à tout. Aujourd'hui avec la réforme des collectivités territoriales, il y a un grand trou qui s'est creusé.

2.3 CR ILE DE France, HURE Arnaud : Le développement durable est défini par plusieurs piliers (économie, société, environnement). C'est la base de ces quatre piliers qui font du développement durable. Pour nous, c'est la gestion rationnelle des services et des programmes. Ce sont ces quatre piliers qui relèvent la potentialité d'un territoire. C'est valoriser le potentiel endogène d'un territoire. Il s'agit encore de valoriser les ressources d'un territoire y compris la région de Kayes qui se retrouve dans un besoin énorme.

2.4 DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE DU MALI, (directeur national de l'agriculture du Mali, Daniel Siméon KELEMA) : Pour moi, c'est tenir compte de la question de la bonne gestion et des pratiques de l'agriculture en protégeant l'environnement et les ressources. C'est tenir compte de la bonne gestion des produits chimiques en respectant l'environnement.

2.5 *ADCYFOSI (Association pour le Développement de Communes de Yélimané)* : Le développement durable, pour moi, c'est trouver des solutions pour nos enfants qui quittent nos territoires et se jettent dans la mer! Cela implique des investissements pour les entreprises dans notre territoire. En plus, il faut des routes dans nos territoires pour qu'il ait développement durable. C'est mettre des emplois de continuité comme le PADDY entre plusieurs acteurs. On a mis un projet entre Yélimané et le Brésil.

2.6 *ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou)* : Selon le terme, c'est un concept à géométrie variable. D'abord, nous sommes dans un pays sous-développé (le Mali), le développement durable a un sens. On veut donner quelque chose avec toutes les garanties nécessaires. C'est péjoratif tel que les environnementalistes. C'est apporter des nouvelles techniques, des apports financiers. *Je trouve que nous avons notre propre développement durable. Il a été importé par les européens dans le cadre de leurs coopérations avec nos pays. Chez nous, la notion de durabilité et le développement ne peuvent pas se faire d'un seul côté. Je trouve que la notion de développement durable n'est pas bien saisie et parlé par nos populations. C'est quelque chose qui nous est imposée par nos partenaires. C'est décidé ailleurs par quelqu'un d'autre. Par conséquent, il est importé et appliqué chez nous dans le cadre institutionnel notamment l'appui institutionnel de la décentralisation au Mali, la démocratisation des institutions etc.*

2.7 *AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali)*

Pour définir le développement durable, je vais citer quelques repères qui ont fondé le développement durable. C'est le cas de la conférence de Rio en 1992 et le Rapport Brundtland auquel le concept de développement durable est apparu et est largement définis dans plusieurs domaines. Je reviens sur la définition principale donnée par ce rapport selon lequel le développement durable est un développement pour satisfaire les besoins sans compromettre ceux des générations futures. Il s'agit de protéger l'environnement et préserver les biens sociaux et économiques.

2.8 *Coordinateur du PADDY (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané)*

Pour moi, c'est l'expression d'un développement continue qui vers les populations locales. Pour définir le développement durable, il y a une variété de définitions. Le développement durable est un germe qui va être planté. C'est le premier concept d'un écodéveloppement irréversible. Pour nous, c'est un concept qui permet de développer leurs territoires. Le

développement durable dans le cadre du PADDY, est un outil qui mobilise beaucoup de personnes. A Yélimané, c'est comme une édifice à laquelle, chacun devait apporter son fruit pour la construction. En gros, c'est un concept de concertation.

3. ORIGINES ET EMERGENCE DES PRATIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

3.1 MAIRIE DE MONTREUIL, Claude REZINIK:

Le développement durable, il y a eu un certain nombre de ont mis en avant auprès des décideurs politiques. Aussi par l'action des associations qui défendent petit à petit les causes de l'environnement, de l'équilibre social et économique entre les penseurs qui pays. En dehors de cela, il y a eu des événements (comme Rio, Kyoto) auxquels les politiques ont récupéré la notion pour des fins politiques. En ce qui nous concerne ici à Montreuil, l'ancien maire Jean-Pierre BRARD, a su intégrer dans ses politiques de coopération décentralisées avec ses partenaires du Mali dans le cercle de Yélimané. C'est ce qui a donné naissance au PADDY comme instrument de travail de DD entre nous et nos partenaires. A savoir que cette notion n'était pas bien développée sur le territoire de Montreuil. *« Le développement durable, c'est un certain nombre d'objectifs. Les acteurs ont mis en avant, cette idée pour l'intérêt général auprès des décideurs politiques. Aussi par l'action des associations qui défendent petit à petit les causes de l'environnement, de l'équilibre social et économique entre les penseurs du milieu universitaire et l'influence des pays développés, le développement durable a pris l'ampleur dans tous les sens. En dehors de cela, il y a eu des événements (comme Rio, Kyoto...) auxquels les politiques ont récupéré la notion pour des fins politiques. En ce qui nous concerne ici à Montreuil, l'ancien maire Jean-Pierre BRARD, a su intégrer dans ses politiques municipales de coopération décentralisées avec ses partenaires extérieurs du Mali notamment, le cercle de Yélimané. C'est ce qui a donné naissance au PADDY comme instrument de travail de développement durable entre nous et nos partenaires. A savoir que cette notion n'était pas bien développée sur le territoire de Montreuil*

3.2 CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE, EMELINE BIGOT :

A la base, le CG de l'Essonne avait son AG21. Vu l'importance de notre partenariat avec le cercle de Douanza au Mali, le président l'avait convoité pour son département. Il avait souhaité le mettre à fond. Les questions étaient posées autour de comment on fait et comment on est arrivé là en mobilisant surtout les populations. Mais au Mali, se posait la problématique de mobiliser la population et faire la concertation. Il n'est pas évident de faire de questionnaire chez eux comme chez nous sur les questions liées à l'AG21.

3.3 *CR ILE DE France, HURE Arnaud* : Le concept développement durable est arrivé l'événement de Rio en 1992. Le développement durable a été formalisé et rendu légal en France par l'administration territoriale décentralisée de France. Il prend la déclinaison locale pour les territoires. Derrière tout ça, il y a la question d'appropriation qui manque au sein des populations.

Il s'agit de (HURE Arnaud 2017)³⁸² et selon lui : « *Le développement durable est défini par plusieurs piliers (économie, société, environnement). C'est la base de ces quatre piliers qui font du développement durable pour la gestion rationnelle des services et des programmes. Ce sont ces quatre piliers qui relèvent de la potentialité d'un territoire. C'est aussi valoriser les potentiels endogènes d'un territoire. Il s'agit encore de valoriser les ressources d'un territoire donné y compris la région de Kayes qui a des besoins énormes. Le concept développement durable est arrivé lors de l'événement de Rio en 1992. Le développement durable a été formalisé et rendu légal en France par l'administration territoriale décentralisée. Il prend la déclinaison locale pour les territoires (avec l'outil de l'Agenda 21). Derrière tout ça, il y a la question d'appropriation qui manque au sein des populations. On a plusieurs critères à souligner et qui ont été si nécessaires pour nous à savoir :*

- *les bénéficiaires ne se sont pas appropriés ;*
- *on a financé des diagnostics ;*
- *le travail d'animations est le levier d'actions ;*
- *on a pas imposé à nos partenaires de Kayes ;*
- *la CADRKF (instrument et structure de la société civile de Kayes en France) est l'organe de suivi de nos actions ici et là-bas.*
- *on s'alligne sur des organes locaux sur place pour réaliser des actions communes ;*
- *notre stratégie est locale qui privilégie les acteurs locaux afin de faire participer beaucoup de personnes à nos projets sur place*

3.4 *DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE DU MALI, Daniel Siméon KELEMA* : Cela s'inscrit dans le contexte actuel lié surtout à la perspective du changement climatique un

³⁸² HURE Arnaud, (2017), « Interview sur les coopérations décentralisées entre la région de Kayes et la région Ile de France », Paris.

peu partout dans le monde. Chez nous, on peut le situer dans le cadre de l'agriculture, de nos pratiques. Pour le PADDY, il y a des pratiques culturelles de l'agriculture à Yélimané. Les pratiques culturelles de développement durable existaient déjà chez nous mais, on n'avait pas le concept. Sur les pratiques, ça n'a pas été importé. Nos pratiques traditionnelles montrent déjà l'existence du développement durable.

3.5 ADCYFOSI (Association pour le Développement de Communes de Yélimané) :

Moi, vous savez que je n'ai jamais été à l'école, juste je vais essayer de dire ce que je constate avec mon expérience associative. Le développement durable, nous on entend toujours avec nos partenaires de la France. C'est surtout dans nos coopérations qu'on en parle beaucoup.

3.6 ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou) :

Selon le terme, je trouve que nous avons notre propre développement durable. Il a été importé par les européens. Chez nous, la notion de durabilité et le développement ne peut pas se faire d'un seul côté. Je trouve que le développement durable n'est pas bien parlé par nos populations. C'est quelque chose qui nous est imposée. C'est décidé par quelqu'un d'autre. Par conséquent, il est importé.

3.7 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali)

Pour l'origine du développement durable, il faut se référer à l'œuvre des scientifiques qui ont inventé le CO2 notamment, le groupe d'expert sur le climat lequel ayant alerté l'humanité. Ce groupe nous informe d'un certain nombre d'inquiétudes telles que l'augmentation de la température dans le monde. Ce groupe en partenariat avec l'ONU, ont élaboré un rapport dans les années 1980 puis, à l'occasion de la conférence de RIO en 1992 au Brésil. Suite à cette conférence, les Etats ont adopté un instrument du développement durable qui s'appelle l'AGENDA 21 LOCAL qui a conduit certaines recommandations pour les Etats. Donc, l'origine du développement durable est là et la convention cadre de l'ONU dont le Mali a ratifié tous ces instruments.

3.8 Coordinateur du PADDY (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané)

Dans le cercle de Yélimané, le concept de développement durable a pris l'origine depuis l'arrivée du programme PADDY. Cet instrument prévoit de créer toutes les filières dans le cercle dans le but du développement territorial.

4. ILLETRISME DES POPULATIONS ET DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KAYES

4.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales): Chez nous ici à Montreuil et à Yélimané, les projets de développement durable ont été introduits dans le PADDY (maraichers...) par les femmes qui n'ont jamais été à l'école. Elles sont regroupées en coopérative avec des techniques de faire le maraichage. Il faut savoir par-là, qu'on n'a pas forcément besoin d'être instruit pour faire émerger l'ambition de faire du développement durable. Par contre, s'il faut creuser les puits pour planter les gibiers, il faut un technicien. D'ailleurs, ce sont les femmes surtout qui ont le courage de faire de l'agriculture péri-urbain à Yélimané. Cet élan des femmes a fait émerger le développement durable car, elles ont appris désormais à faire elles-mêmes à faire beaucoup des choses dans le cadre du développement durable. Pour moi, en milieu sahélien comme Yélimané, l'urgence est là, il faut seulement s'engager avec son projet accompagné des moyens nécessaires, on peut y arriver sans être à l'école. Comme vous le savez déjà qu'à Yélimané, il y a beaucoup des gens qui n'ont pas été à l'école mais, je trouve qu'il y a la détermination derrière avec des projets ambitieux. *Il faut savoir par-là, qu'on n'a pas forcément besoin d'être instruit pour faire émerger l'ambition de faire du développement durable. Par contre, s'il faut creuser les puits pour planter les gibiers, il faut un technicien. D'ailleurs, ce sont les femmes surtout qui ont le courage de faire de l'agriculture péri-urbain à Yélimané. Cet élan des femmes a fait émerger le développement durable car, elles ont appris désormais à faire elles-mêmes à faire beaucoup des choses dans le cadre du développement durable (maraichage, maison des femmes, reboisement...). En milieu sahélien comme Yélimané, l'urgence est là, il s'agit de d'engager des moyens accompagné des techniques nécessaires, on peut y arriver sans être à l'école. Comme vous le savez déjà qu'à Yélimané, il y a beaucoup des gens qui n'ont pas été à l'école mais, il y a la détermination derrière leurs projets ambitieux à mettre en œuvre.*

4.2 Conseil Régional ILE DE France, HURE Arnaud (chargé de mission coopérations internationales) :

Dans notre domaine, peu-importe celui qui sait lire ou écrire. De même, s'il y a un élu qui sait ou lire ou pas, cela n'empêche pas notre domaine d'engagement. Nous, on travaille sur l'alphabétisation des personnes dans la région. On finance déjà des projets pour lutter contre l'illettrisme de ces personnes-là. On a des programmes d'alphabétisation pilotés par Essonne Sahel dans la région de Kayes. On travaille également sur une plateforme. *Dans notre*

domaine, peu-importe celui qui sait lire ou écrire. De même, s'il y a un élu qui sait ou lire ou pas, cela n'empêche pas notre domaine d'engagement. Nous, on travaille sur l'alphabétisation des personnes dans la région. On finance déjà des projets pour lutter contre l'illettrisme de ces personnes-là. On a des programmes d'alphabétisation pilotés par Essonne Sahel dans la région de Kayes. On travaille également sur une plateforme ».

En termes de difficultés liées à l'illettrisme dans la région, on ne sent pas directement. C'est le CRK qui est notre partenaire chargé de mettre nos programmes. On a fait l'ingérence alphabétique qui consiste à vulgariser les modules. A l'heure actuelle au Mali, la loi électorale a changé ainsi que beaucoup des dispositifs régissant les collectivités territoriales. L'exemple est qu'on ne peut plus être maire sans savoir lire et écrire.

4.3 DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE DU MALI, (Daniel Siméon KELEMA, Directeur national de l'agriculture du Mali) :

Pour moi, le développement durable c'est la compréhension des uns et des autres. A chacun son niveau de compréhension. Dans le domaine de l'agriculture, c'est les paysans eux-mêmes qui sont acteurs. Ils ont déjà la notion de gestion durable pour leurs propres affaires dans le domaine agricole. Quand tu regardes le PADDY, on a fait des expériences de réboisement avec les paysans à Gnogoméra un village situé dans le cercle de Yélimané pour montrer à quel niveau les paysans ont compris le développement durable dans ce sens. Dans un autre village notamment à Gorry dans le cercle de Yélimané, on a fait la maîtrise de l'eau avec les paysans pour tester leurs comportements en matière de développement durable. Les paysans ont fini à capter et apprécier les techniques de la retenue d'eau.

4.4 ADCYFOSI (Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France):

L'illettrisme est un frein au développement dans notre région surtout dans le cercle de Yélimané. Quand tu regardes beaucoup de choses, c'est très compliqué. Tout ceci dit le manque d'instruction. Moi par exemple, je n'ai jamais été à l'école mais je me débrouille pour faire avancer les choses.

4.5 ACDS (Diakité Sadio, président de l'Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou) :

Toute personne doit avoir le savoir avant tout. Quand tu prends le cas de nos territoires, il y a beaucoup des difficultés auxquelles les moyens manquent pour lire et écrire. Mais quand tu regardes la tendance chez nous, l'école coranique a longtemps dominé dans notre région et joué un rôle de premier plan. Beaucoup comme moi, sont passés par l'école coranique et par la suite, ils n'ont pas fait l'école républicaine. Donc, c'est pour vous montrer que, beaucoup ici de notre région n'ont pas été à l'école de la république rejetée depuis longtemps par les méfaits de la colonisation. C'est ainsi qu'on se retrouve aujourd'hui dans ces difficultés. Aujourd'hui, nos projets sont confrontés par beaucoup de problèmes à cause de l'illettrisme qui freine nos projets. Sur le plan du genre, il suffit de voir le nombre des filles qui ne vont à l'école et qui ne vont pas faire des longues études. C'est énorme dans notre milieu. Donc, parler de la notion de développement durable est une notion d'ailleurs à côté de ces gens qui ne vont pas à l'école. L'illettrisme est un frein à combattre dans nos territoires. C'est pour quoi quand tu parles de développement durable, les gens n'y se retrouvent pas facilement !

4.6 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali)

Vous savez, le développement durable relève du domaine public ici au Mali. Je vais dire par là que nous sommes dans Etat où tous les documents officiels sont rédigés en français. On peut dire par là que les documents sont traduits dans les langues étrangères à la différence des langues nationales. Aujourd'hui, l'Etat du Mali est en train de faire des efforts pour que le développement durable soit transmis partout. C'est ainsi que vous avez le PAJED comme outil qui enseigne les notions de développement durable en milieu scolaire. Le Mali cherche des solutions aujourd'hui pour pouvoir diffuser cette notion. Donc, l'illettrisme est un grand frein pour nos actions de développement durable ici au Mali.

4.7 Coordinateur du PADDY (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané.)

Nous sommes dans un cercle où beaucoup des gens ne sont pas alphabétisés. Pour l'usage du développement durable par les techniciens, la meilleure solution est d'interpréter dans les dialectes. J'ai eu à faire des remarques importantes en collaboration avec les populations sur le terrain. Quand on interprète les notions de développement durable dans les langues locales, les gens comprennent facilement. Certains allaient dire même que le concept de développement durable est venu de leur expérience du passé dans le territoire concerné. Je

pense qu'il faut manier ce point qui me semble important. Les fiches techniques que nous élaborons en français, ont du mal à mettre les gens dans un processus très poussé.

5. ROLE DES INSTITUTIONS DANS LA PROMOTION DE POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

5.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, Maire-adjoint en charge des coopérations internationales) :

Je trouve que les collectivités territoriales au Nord comme au Sud ont un rôle déterminant à jouer dans le cadre de l'émergence actuelle du développement durable. L'ensemble des acteurs comme la société civile, les collectivités territoriales, les entreprises, les ONG etc. ont un rôle fondamental. Quant au rôle que nous en tant que responsable à jouer, est de prendre nos actions dans le domaine de développement durable comme préoccupation permanente à développer. C'est une nécessité de renforcer les compétences du cercle des élus et des agents du cercle. A travers nos rôles, beaucoup d'actions ont été réalisées en permettant de traverser la crise malienne. C'est surtout les préoccupations qui font jouer nos rôles. Lors des préparatifs du cop21, on a vu le poids et le rôle des collectivités territoriales. Exemple, la ville de Los-Angeles avait dit à Tromp, qu'elle va rester dans le coop21. En tant qu'élus, je vois le rôle déterminant des collectivités locales dans le domaine du développement durable. *En tant qu'élus, je vois le rôle déterminant des collectivités locales dans le domaine du développement durable.*

5.2 Conseil Régional ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales) :

Pour nous, le développement durable tourne autour des critères comme : (*environnement, économie, social et culturel*). Dans notre domaine, on a mis en place, une pratique respectueuse de l'environnement de maraichage, agroforestier, commerce équitable, gouvernance locale socialement responsable (*projet de développement d'une filière équitable farine*). On est responsable de l'achat de nos marchés et beaucoup des domaines. La région IDF est responsable avec son agenda 21 local. Dans mon cas, j'ai été toujours référent d'un agenda 21 de la région. J'ai aimé à partir des bonnes pratiques. A l'heure actuelle la région n'a pas d'agenda 21 local.

5.3 DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE DU MALI, (Daniel Siméon KELEMA, Directeur national de l'agriculture du Mali :

Un rôle d'appui conseil est nécessaire dans notre démarche d'accompagnement des producteurs. C'est surtout, au niveau de l'exploitation des ressources naturelles et le rendement de la fertilité des productions agricoles. Donc, nous notre rôle est nécessaire pour les producteurs et le monde paysan en termes de conseil.

5.4 ADCYFOSI (Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France :

Sur cette question de rôle, je ne peux malheureusement pas vous dire grand-chose la dessus car, je suis nouvellement élu à la tête de l'association. Quant à mon rôle personnel, j'ai fixé un objectif qui vise les jeunes en priorité en matière de développement durable dans nos territoires. Je souhaite que mon rôle mette l'éducation au centre des préoccupations que nous connaissons aujourd'hui. Par exemple, on est en train de donner des cours.

5.5 ACDS (Diakité Sadio, président de l'Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou):

Le rôle de notre organisme compte très peu dans l'utilisation de ce terme du développement durable. On intervient dans les domaines liés à cette notion tels que : l'assainissement, eau, agriculture etc. On a même construit deux barrages auxquels la notion s'y retrouve employé par certains. Pour moi, la notion est utilisée dans les actions que nous réalisons et par les acteurs sur le terrain. Les barrages que nous avons réalisés ont permis aux gens de sensibiliser d'autres acteurs sur les pratiques du maraichage qui vulgarise la notion de développement durable. Quant à mon rôle personnel en tant que responsable, c'est de discuter avec les populations du secteur, proposer des projets avec ces gens. Mon rôle consiste également à chercher des financements.

5.6 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali)

Nous au sein de notre structure rattachée au Ministère de l'environnement, nous avons le rôle de publication et de diffusion des outils de développement durable dans un contexte de développement. On coordonne la politique environnemental dans le cadre du développement durable et les accords internationaux ratifiés par le Mali.

En ce qui concerne mon rôle particulier au sein de la structure, je mets en place les outils de formation, des grilles d'analyse du développement durable. La stratégie de l'AEDD consiste à

promouvoir le développement durable auprès de toutes structures de l'Etat afin ce dernier soit pris en compte dans le pays.

5.7 Coordinateur du PADDY (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané.

6. INNOVATIONS SOCIALES ET PERFORMATIVITE DES PRATIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

6.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, Maire-adjoint en charge des coopérations internationales) :

Je crois qu'il y a changement dans ce processus d'innovation sociale à travers la création de certaines structures. Par exemple, nous avons construit la maison d'amitié à Yélimané, le syndicat intercollectivités « MERAGUEMOU ». Pour la construction de ces édifices, nous avons formé les maçons (les jeunes originaires de Yélimané) pour fabriquer de banco stabilisé. Pour la construction de maison de femmes de Yélimané, douze élus ont participé à la construction. Les jeunes formés par les techniciens ont pu réaliser la construction de cette maison. Donc, vous voyez deux choses importantes pour nous dans cette démarche, la construction de la maison de femmes et la création du syndicat. C'est une manière de promouvoir l'autonomie des acteurs concernés dans leur territoire et par la fin, ils se prennent en charge eux-mêmes dans ce processus de décentralisation.

Nous avons accompagné ces structures et nous voyons aujourd'hui les résultats grâce à nos efforts engagés sur le territoire. Par exemple, lors de la dernière élection municipale de 2016, nous avons des chiffres encourageants car, sur les 112 élus du cercle, 6 sont des femmes. Ce n'est pas mal comme résultat dans ce cercle. Maintenant, il y a 52 élus dont une femme Maire et une première adjointe. Donc, je juge nécessaire comme innovation sociale et révolution sociale dans ce cercle grâce aux efforts du PADDY. La commune de KIRANE (femme Maire) et Krémis (première adjointe) sont à la tête de cette révolution. *Nous avons construit la maison d'amitié à Yélimané, le syndicat inter-collectivité MERAGUEMOU. Pour la construction de ces édifices, nous avons formé les maçons (les jeunes originaires de Yélimané) pour fabriquer de banco stabilisé. Pour la construction de maison de femmes de Yélimané, douze élus ont participé à la construction. Les jeunes formés par les techniciens ont pu réaliser la construction de cette maison. Donc, vous voyez deux choses importantes pour nous dans cette démarche, la construction de la maison de femmes et la création du syndicat*

6.2 CR ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales) :

On a plusieurs volets qui montrent que nous faisons du mieux pour faire avancer le volet social. Par exemple entre autres :

- nous avons un programme de fonio ;
- le volet gouvernance locale ;
- l'émergence des coopératives locales pour éviter l'isolement social ;
- la KDRKF est associée à nos actions sur le terrain pour un impact local (électrification de 130 CSCOM) en mobilisant tous les acteurs locaux ;
- avec le KDRKF comme outil de gestion, nous avons mobilisé le territoire et fait l'innovation sociale dans le territoire.

A travers nos coopératives montées sur le territoire régional, nous constatons l'innovation sociale. Nous avons d'autres structures comme AMASSA Mali (*pour la souveraineté alimentaire*) et AFRIQUE VERTE (basée à Montreuil) qui font de l'innovation sociale. Les coopératives locales font la transformation des céréales sur place permettant de générer l'emploi local.

Dans ce processus, il faudrait que les populations soient capables d'assurer et piloter leur destin pour la souveraineté. Sur ce point, je m'incline à souligner le côté participation des populations aux affaires. Au-delà, il y a le volet institutionnel, il y a le volet diagnostics, des études et coopérations entre les acteurs concernés sur les projets liés aux centrales thermiques. L'enjeu pour nous, est d'associer les collectivités territoriales à des structures comme AMADER qui n'accorde pas une gouvernance territoriale favorable aux élus de la région. Par exemple, AMADER n'associe pas les maires sur les différents dispositifs.

En termes d'impacts de développement durable du territoire de Kayes, je m'assure que :

- *cela répond aux besoins des populations cibles ;*
- *que l'engagement de tous les côtés est acquis ;*
- *qu'une contribution des acteurs aux différents projets existe ;*
- *que les pratiques de la bonne gouvernance existe dans les démarches ;*
- *s'assurer également que le bénéfice existe au profit des populations cibles.*

6.3 ADCYFOSI (Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France :

C'est une clé de la vie, le développement durable pour moi fait lutter contre la pauvreté avant tout. Je m'intéresse beaucoup à la sensibilisation des uns et des autres afin qu'on puisse faire le changement. Nous, nous sommes majoritairement basés dans les foyers en France notamment à Montreuil, il faut aller à la rencontre des populations, les sensibiliser et les convaincre. Ce volet est très important pour moi. Je trouve que nos aînées ont fait beaucoup d'erreurs en matière de développement sur le territoire de Yélimané. Il ne faut pas répéter ces mêmes erreurs. Pour moi, l'autonomie de nos territoires passe par ce processus afin que chacun s'y engage. Pour que nos territoires puissent se développer d'avantage, je pense que chaque individu sache lire et écrire, éviter le mariage précoce pour les jeunes et éviter le départ massif à l'immigration.

6.4 ACDS (Diakité Sadio, président de l'Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou):

Notre association (ACDS) regroupant plusieurs communes du province de Diombougou au Mali travaille essentiellement sur les projets d'adduction d'eau potable. Notre domaine concerne les projets de forages et les puits à grand diamètre dans les communes où nous intervenons. Nous intervenons pour réparer les souffrances des populations locales. Dans ce sens, nous sommes dans l'innovation sociale (l'accès à l'eau potable pour tous). Nous sommes également dans le domaine de l'agriculture (*nos activités liées aux maraîchers*) à travers l'appui et la réalisation de barrages pour les populations locales. A mon sens, si on travaille dans le domaine de l'agriculture (barrages, maraîchers...) qui génère des revenus pour les populations locales est bel et bien l'innovation sociale.

6.5 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali)

La plus part de nos projets vont dans le domaine de l'innovation sociale. Les acteurs doivent agir dans ce sens surtout, sensibiliser les gens et leur permettre d'avoir d'emploi dans le domaine de l'environnement. Par exemple, recycler, ramasser le plastique génère d'emploi pour les populations locales. On doit également leur sensibiliser sur certaines conséquences de l'environnement telles que des pratiques à déconseiller comme le fait de ne pas brûler du plastique qui dégrade l'ozone. Il y a autant des choses qui doivent être au centre d'intérêt de tout le monde.

Dans notre secteur, on a des projets comme l'AJEP auquel l'AEDD travaille dans les villages pour produire du biogaz qui permet aux maraîchers d'augmenter leurs revenus. Cela permet de donner du profit aux agriculteurs avec les emplois. Je trouve que ces efforts permettent d'engendrer le changement, l'innovation sociale. Avec nos projets, on vise l'emploi comme priorité et protection de l'environnement.

7. APPORTS ET IMPACTS DE POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE SUR LES TERRITOIRES LOCAUX

7.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales).

Parler du développement durable est-il un bouc-émissaire aux yeux des acteurs ? Cela veut dire que l'utilisation du développement rapporte-t-il bien dans tous les domaines (*ressources humaines, financières et techniques*) ? En termes de développement durable, plusieurs critères nous montrent l'engagement des acteurs. C'est-à-dire, chaque acteur tient un discours qui décrit son engagement et sa façon de représenter le développement durable. Dans le cercle de Yélimané, il y a deux associations de migrants qui travaillent exclusivement sur la problématique du développement durable. Il s'agit de : DKGF et ADRS avec comme objectif de lutter contre la déforestation dans le cercle de Yélimané. Si on regarde derrière leurs actions de développement, elles parlent moins de prévention, de risques et d'anticipation de développement. A ce niveau, il y a un intéressement à l'action du développement durable sans sincèrement mettre des actions concrètes comme le fait de planter des arbres ou recycler des déchets plastiques. C'est une manière d'accéder à des financements pour des fins multiples pour certains acteurs (*associations, ONG, collectivités territoriales, Etats...*). Dans ce sens, il n'y a plusieurs inconvénients à l'utilisation du développement durable. Le PADDY est une grosse machine investie sur le territoire de Yélimané par la ville de Montreuil en collaboration avec l'Etat malien, la FAO, les migrants, le Brésil, le Viêt-Nam. Aujourd'hui, on n'a pas grand-chose en termes de résultats. Dans tous les secteurs où nous avons mis des investissements, on n'a pas par la suite des résultats convaincants. On peut constater que seuls les périmètres maraichers des femmes ont véritablement marché car, les femmes s'y intéressent bien. A l'heure actuelle, le PADDY1 constitue un échec dans son ensemble sur plusieurs aujourd'hui pour plusieurs raisons. Pourquoi, certains acteurs n'ont pas honoré leurs engagements tels que l'Etat malien et autres. Certains acteurs comme la ville de Montreuil a financé à hauteur de 95%. L'engagement du Brésil n'a pas bien fonctionné avec les déchets. Les Vietnamiens ont permis d'introduire des techniques

Avec le PADDY2, on est en train de le constituer et faire des petits projets. Avec ces outils, on croit que le développement durable est un moyen de lutter contre la pauvreté à travers certaines techniques dans le domaine de la riziculture. Dans le domaine du maraichage, c'est le secteur qui a reçu en prenant en compte les efforts formidables fournis par les femmes du cercle.

7.2 CR ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales) :

Dans nos démarches multiples sur le territoire de la région de Kayes, je dois m'assurer d'un certain nombre d'objectifs et de résultats afin de mesurer l'impact et les conséquences engendrées. Je m'assure que :

- cela répond aux besoins des populations cibles ;
- que l'engagement de tous les côtés est acquis ;
- qu'une contribution des acteurs aux différents projets existe ;
- que les pratiques de la bonne gouvernance existe dans les démarches ;
- s'assurer également que le bénéfice existe au profit des populations cibles.

Dans nos démarches, on peut souligner les forces de nos partenaires sur place qui mobilise activement toutes les énergies possibles. C'est le cas de la mobilisation menée par le CADERKF. Pour nous, nos actions communes sont des avantages partagés pour la viabilité de nos projets sur place. Le cas de la gouvernance prend du temps pour mesurer l'impact sur le territoire et sur les attentes des populations locales.

Dans le domaine des dispositifs techniques, nous avons introduit des éléments dans l'agro-écologie et agro-forestier telle que goutte à goutte, des filtrages, des retenues d'eau, des compostages etc. On a développé des clauses, des expérimentations dans les écoles pour la sensibilisation dans le domaine du développement durable. La maison de l'amitié à Yélimané est un signe dans ce sens.

En matière de lutte contre la pauvreté, le développement durable joue un rôle central à travers les opportunités d'emploi et les techniques écologiques créées. Dans le domaine de l'environnement, nos actions ont apporté beaucoup de choses à travers les actions qui sont citées précédemment.

7.3 ADCYFOSI (Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France :

Je ne suis en train de dire le contraire mais, je sais qu'il y a des organismes qui se militent et mobilisent des choses pour récolter de l'argent avec l'idée de faire le développement durable. En ce qui nous concerne nous ADCYFOSY, on ne mène pas nos actions associatives dans ce sens. En termes d'avantages et d'inconvénients, on a pas grand-chose à vous dire. Je sais que dans le cercle de Yélimané avec le PADDY1 et le PADDY2, n'ont pas abouti à nos souhaits. Je sais que les populations attendaient plus de ces deux phases du PADDY dans le cercle de Yélimané. En gros, je juge négatif les dispositifs du PADDY qui n'a pas apporté des attentes pour les jeunes. Avec le temps, je pense que les choses vont changer car, nous les jeunes actuellement, on a pas la même vision que nos aînés.

Il n'y a pas de dispositifs techniques pour lutter efficacement contre la pauvreté. Dans ce cas, il faut la volonté de tous avec des gens sérieux qui ont le souci du développement de leurs territoires sinon rien n'avance là-bas.

7.4 ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou)

L'apport de ressources est fondamental surtout, les ressources humaines et financières. Je montre l'exemple le fait qu'il manque des gens qualifiés capables de gérer nos projets et d'autres besoins dans le domaine du développement durable. Par-là, il faut des ressources humaines suivies de ressources financières pour mieux avancer dans nos projets.

Nous avons constaté plusieurs avantages de nos actions telles que les barrages construits pour la retenue d'eau, nos actions d'adduction d'eau potable ont tous permis aux femmes d'accéder à l'eau potable. Pour moi ce des avantages dans le domaine du développement. Cela a procuré et consolidé le domaine de la santé car, l'eau potable est le pilier pour promouvoir la santé dans la zone. Pour moi, tout processus de développement est source de bouleversement.

En ce qui concerne les inconvénients, on n'a pas véritablement des problèmes mais, nous sommes contre tout processus de développement par le tourisme sexuel, la technologie et ses effets pervers imposées. Les termes convoités (développement durable) par les discours politiques, les conflits villageois, d'autres modes de vie imposés depuis l'extérieur peuvent être source de tensions. Souvent les jeunes et les femmes viennent dans les réunions avec des idées mais, nos pratiques ne permettent pas à ces derniers de donner leurs avis. C'est pourquoi, il y a des échecs des projets.

Aujourd'hui, le rôle important que joue les actions de développement dans la lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, il faut changer les modes d'intervention et faire des études dans les milieux d'intervention.

Sur les questions environnementales, j'insiste sur certains points qui sont importants tels que :

- retenir l'eau pendant un certain temps pour la culture du décrue ;
- éviter les tensions autour de certains sites tels que les barrages dans les territoires convoités ;
- créer un cadre auquel les gens acceptent la gestion partagée de leur territoire fertile afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire.

7.5 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali)

Pour moi, avant de parler de mobilisation des ressources et des intérêts apportés par le concept de développement durable, c'est la question de sauvegarde environnementale qui est fondamentale. La question des ressources ou bailleurs vient en seconde position, il ne faut pas négliger l'environnement qui est menacé sous plusieurs aspects. L'éthique qui nous guide ici, est la préoccupation environnementale. Les ressources dont vous parlez, je pense qu'il y a plusieurs dimensions qui peuvent mobiliser les ressources.

Au sein de notre organisme, nous avons quelques outils techniques pour faire avancer les acteurs à se lancer dans une dynamique de développement durable. Avec ces dispositifs, on forme les acteurs sur le terrain afin de s'adapter à nos programmes et orientations de développement durable. Donc, le développement durable est un outil efficace pour lutter contre la pauvreté à travers les trois piliers (*économie, société et environnement*).

Sur le plan environnemental, nos dispositifs ont apporté des résultats. Si on prend dans le domaine technologique, certaines pratiques comme les bosquets qui permettent de réduire l'impact de certains risques environnementaux. Il y a d'autres techniques comme la jachère pour la protection environnementale. D'autres possibilités existent qui génèrent des activités dans le domaine environnemental.

8. LE DEVELOPPEMENT DURABLE REALITES OU ILLUSIONS SUR LE CAS DE LA REGION DE KAYES

8.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales).

C'est un concept réaliste qui a un début important et qui s'est forgé à partir des événements importants tels que la conférence de Rio en 1992 et bien d'autres. Nous avec le PADDY au début, il a été un peu compliqué mais aujourd'hui on s'adapte peu-à-peu. On est confronté à des problèmes de méthodes pour la mise en œuvre de nos dispositifs de développement durable. A cela, s'ajoute le problème de communication avec les ressortissants du cercle de Yélimané comme bénéficiaires de nos actions.

8.2 CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE, (Emeline BIGOT, chargée de mission AGENDA 21 local de l'Essonne 91)

Le développement durable est un consensus, les politiques publiques ont compris qu'il faut le prendre en compte. Qu'elles sont les valeurs qu'on met derrière ? Il y a surtout les valeurs de société. Le développement durable fait en sorte que l'homme se réconcilie avec la terre. C'est devenu un mode de développement, un projet de société. Tout le monde est convaincu aujourd'hui de ce processus.

8.3 CR ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales)

J'affirme avant tout que le développement durable est aujourd'hui un principe clair qui fait partie de notre quotidien. C'est quelque chose d'incontournable dans tous les aspects de la vie. Je ne pense pas s'il s'agit d'un simple slogan ou un outil pour faire tromper. C'est quelque chose de nécessaire pour l'humanité que nous devons tenir compte dans tous les sens. Nous au sein du Conseil régional, nous organisons des forums et des ateliers pour la mise en œuvre de nos dispositifs de développement soutenable dans l'espace régional. La CADERKAF a bien montré ses preuves dans ce sens.

8.4 ADCYFOSI (Association pour le Développement de Communes de Yélimané)

Moi, dès que j'entends le mot développement durable, il me paraît trop vague. Aujourd'hui, beaucoup des acteurs profitent sur le dos des autres en tentant de tromper avec des idées.

Comme je vous ai dit tout à l'heure, nous au sein de notre organisme, on souhaite faire le développement de nos territoires avec des méthodes différentes des pratiques anciennes faites

par nos aînés. Si vous regardez les vieux migrants ressortissants issus de Yélimané, ils travaillaient avec des méthodes anciennes qui ne répondaient pas pertinemment à nos attentes. On est une nouvelle équipe avec le temps, je pense qu'on va mieux faire avancer les choses. Sur les questions environnementales, on ne voit pas assez le changement et je pense que c'est un angle qui fait partie de nos priorités. Pour nos méthodes de travail, on fait fréquemment les réunions dans les foyers et parfois dans nos locaux pour discuter de développement durable.

8.5 ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou)

Je dis directement que ce terme est la mode. C'est comme la nourriture « Hallal » qui se vend très rapidement. Derrière le terme développement durable, il y a les groupes lobby comme les OMD et autres. C'est un concept qui fait vendre et fait la promotion du développement comme un marketing. Aujourd'hui, on constate que beaucoup d'acteurs s'intéressent à faire usage de ce mot et fait croire que ça permet de gagner quelque chose de précieux.

8.6 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali).

S'il y a les idées chez nous, les experts utilisent des choses qui ne sont pas de slogan. Je ne suis pas dans ce sens d'utiliser le mot développement durable pour un simple slogan. Le développement durable est là comme nécessité qui satisfait les besoins du présent et préserver ceux de générations futures.

Chez nous, on n'est pas dupé dans nos démarches de mise en œuvre de nos projets de développement durable. Je pense que chaque acteur doit respecter ses engagements car, un seul acteur ne peut rien faire aujourd'hui. Chacun doit travailler afin de bien changer les choses.

9. LES APPROCHES ENDOGENES DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

9.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales).

Dans le domaine de coopération décentralisée, nous travaillons avec nos partenaires sur des pratiques endogènes telles que les coopératives agricoles. C'est le cas par exemple sur la zone d'exploitation agricole du périmètre irrigué de Sélingué près de Bamako où nous avons expérimenté une coopérative basée sur les pratiques spécifiques. Cette expérimentation en

coopération avec la Mairie de Montreuil, n'a pas bien fonctionné pour faute de corruption par le chef du projet qui a détourné des fonds. En dehors des projets collectifs, il y a des individus qui font des pratiques du développement durable endogènes qui sont des pratiques de leurs inventions. Les pratiques endogènes dépendent de ce que fait chaque individu et selon sa façon de comprendre le développement durable. Il y a de plus en plus des pratiques et des résultats plus ou moins importants.

A notre nouveau, on n'a pas des pratiques de développement durable. Pour nous, tout est concentré dans nos projets. Sinon, on n'a pas spécialement des méthodes particulières. Je pense qu'il faut continuer à faire des pratiques de développement en éduquant les citoyens dans les pratiques endogènes de développement et former les jeunes dans ce sens.

9.2 CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE, (Emeline BIGOT, chargée de mission AGENDA 21 local de l'Essonne 91) :

Nous nous intéressons aux pratiques de développement durable et solidaire. C'est la marque de départ pour une telle pratique. Je trouve que la communication est la base de tout à l'usage des pratiques de développement durable qui ne doit pas seulement être appréhendé sous l'angle de l'environnement. On doit faire attention aux limites de la communication. Le CG est attentif aux méthodes et pratiques de faire du développement durable. Le principe de la participation est important dans le sens où les pratiques sont faites par les habitants. C'est une valeur importante qui cherche à placer l'homme au cœur des pratiques de développement durable. La croissance n'est pas l'action de départ de tout projet de développement durable.

9.3 CR ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales)

La vision personnelle que je peux donner est la suivante :

- chaque acteur doit engager des pratiques participatives ;
- impliquer les populations dans toutes les démarches de développement durable ;
- les manières de faire du développement durable ;
- faire la bonne gouvernance locale.

9.4 ADCYFOSI (Association pour le Développement de Communes de Yélimané)

Je ne peux malheureusement pas proposer grand-chose ici car, ma connaissance est limitée sur certaines choses. Du coup je suis désolé de ne pas répondre à cet effet. Je peux quand même proposer quelques éléments que je trouve intéressants en matière de protection de l'environnement. Il s'agit de faire :

- planter des arbres dans le cercle pour que tout le monde s'implique dans les pratiques de développement durable ;
- lutter contre l'avancée du désert avec des pratiques endogènes et d'autres techniques ;
- lutter contre le réchauffement climatique à travers la canicule ;
- trouver de l'eau à travers les techniques d'aménagement et la retenue d'eau de pluies.

Il y a d'autres éléments qui peuvent venir nous aider à valoriser l'environnement car, nous sommes situés dans un cercle où l'environnement est trop menacé. C'est dans ce sens qu'on peut éduquer les citoyens à faire du développement durable à travers la plantation des arbres partout. *Dans les villages de chez nous, je sais que tout le monde est concerné. C'est mieux encore avec nos propres façons de faire les choses. Je sais que nous, nos projets sont construits par tout le village. Si vous demandez l'équité entre tout le monde, au niveau de la prise de décision, je trouve que cela n'est pas le cas pour nos projets. Comme je vous ai dit, il y a toujours les grands qui dominent les petits. Dans mon village dès qu'il y a un projet, on associe toutes les couches sociales au projet pour son exécution. Mais, il faut retenir que chez nous, personne ne peut récupérer la place du chef de village. Chacun va jouer son rôle et chaque acteur prend ses responsabilités vis-à-vis des actions à faire.*

9.5 ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou).

Je peux certainement vous donner quelques éléments de témoignage avec nos partenaires notamment, la ville de Paris. Nous avons une fois perdu 100000€ pour faute de méthode, de procédure et d'incompréhension. Tout est lié à la façon de faire les dispositifs sur le terrain qui nous avait mis en désaccord. Moi, en tant que responsable associatif, je conduis une ligne d'autonomie et d'indépendance de l'association qui n'admet pas en aucune manière d'imposer des choses dans le sens du développement durable. Ma décision de ne pas accepter de nous imposer des instructions nous avait coûté à la perte de ce financement de 100.000€. Je les avais bien montré que l'ACDS n'est pas là pour suivre les ordres dictées par les bailleurs de fonds. Notre marque de travail est basée sur la concertation, la solidarité envers les villages auxquels on est voué à respecter cette ligne. C'est une sorte de justice sociale.

Dans le territoire de notre intervention, il y a des pratiques traditionnelles de développement durable qui menées par des organismes comme le GRDR.

Nous avons nos propres méthodes de faire du développement durable à travers :

- la concertation entre tous les acteurs du territoire et les partenaires concernés ;

- la solidarité envers les villages, envers nos partenaires et envers nous-même ;
- promouvoir la justice sociale entre nous tous.

Pour ma vision personnelle de faire du développement durable dans l'espace ACDS, je m'intéresse à recenser toutes les associations qui interviennent sur le terrain (Diombougou et Séro Diamanou) afin d'éviter de faire n'importe quoi. On se donne la main pour voir et maîtriser les interventions dans notre territoire. On a déjà fêté notre 10 ans de l'ACDS avec tous les acteurs afin d'évaluer quelques éléments intéressants.

A mon avis, on peut éduquer les citoyens dans ce sens afin d'éviter les problèmes.

9.6 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali).

Notre structure est une coordination de la politique de développement durable et d'environnement. Nous avons des pratiques et méthodes qui sont exécutées par nos partenaires des collectivités territoriales. C'est le cas de certaines communes (Yélimané, Nioro du Sahel, Nara, Diéma et Banamba). Avec ces collectivités territoriales, nous avons des instruments comme le PADEJO qui est exécuté sur Kayes, Dily et Nara dans le domaine de l'élevage pour favoriser le pâturage dans le sahel.

En tant qu'agent de l'Etat, je n'ai pas une vision personnelle. Je suis au service de l'Etat et assurer une mission de l'Etat. Je peux vous rassurer qu'avec nos outils sur le terrain, les gens apprennent à s'approprier de plus en plus. De même, ces outils engendrent un système d'éducation à l'environnement et au développement. Donc, l'éducation est une priorité dans ce sens.

10. CADRE DE COOPERATIONS ENTRE ACTEURS SUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

10.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales).

Certainement, nous avons des liens de coopération avec l'intercommunalité « MERAGUEMOU » de Yélimané.

10.2 CR ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales)

Nous avons bel et bien des liens de coopération dans le domaine des politiques de développement durable. Précisément, nous avons des partenaires comme le Conseil Régional

de Kayes, (CRK) et la Coordination des Associations de Développement des Cercles de la Région de Kayes en France (CADERKAF).

C'est la CADERKAF et la société civile de Kayes qui sont nos partenaires privilégiés sur le terrain.

10.3 ADCYFOSI (BARADJI Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France):

A l'heure actuelle, nous tissons des liens de coopération avec la ville de Montreuil comme officiel. En dehors de la ville de Montreuil, nous n'avons pas d'autre partenaire à l'échelle régionale et nationale.

En ce qui concerne nos directives de développement soutenable, nous avons les mêmes objectifs que la ville de Montreuil dans les domaines du reboisement, de l'assainissement et d'adduction d'eau potable. Nous sommes optimistes que nos actions sont fructueuses pour le territoire de Yélimané. C'est une démarche réaliste car, nous avons une nouvelle direction qui souhaite faire autrement le développement durable. Nous n'avons pas d'acteur intermédiaire afin d'exécuter nos projets et agir entre nous et notre partenaire.

10.4 ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou).

ACDS a deux types de partenaires : côté jumelage et côté financiers. Ce sont les communes Maréna et Koniakary qui ont des partenaires officiels en France. Pour nos partenaires financiers, vous avez Abbé Pierre, ADOMA, Ville de Paris, Grand Lyon et d'autres fondations qui interviennent dans le secteur de l'eau et d'assainissement.

Nous dans nos démarches avec nos partenaires, il n'y a pas d'acteurs intermédiaires qui agissent et exécutent les travaux. Nous agissons directement sur le terrain dans la zone de l'ACDS au Mali. A titre d'exemple, le GRDR voulait intervenir sur ce secteur mais, nous n'avons pas finalement accepté de collaborer avec l'ONG. Nous gérons notre propre compte.

10.5 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali).

Certainement, il y a les partenaires techniques et les partenaires financiers tels que : la Suède, le PNUD, les pays scandinaves. Nous au sein de l'AEDD au Mali, on doit collaborer avec tout le monde afin de mieux gérer nos actions de développement durable et surtout dans le domaine de l'environnement de plus en plus menacé partout.

10.6 Coordinateur du PADDY (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané.

Le PADDY est le fruit de plusieurs partenariats déjà. Vous avez l'Etat malien, le Cercle de Yélimané, la ville de Montreuil, ADCY, l'Etat malien, la France, Le Brésil et le Viêt-Nam qui coopèrent sur un objectif commun notamment, le développement durable du cercle de Yélimané.

11. ACTIONS DE DD REALISEES ET CONTRAINTES DE MISE EN ŒUVRE

11.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales).

Dans le domaine climatique, nous n'avons pas de données précises sur cet objet. Pour des informations concernant l'avancée du désert, je ne suis pas d'accord avec les informations qui sont données. Je suis persuadé que tu m'avais demandé que le nombre de pluies diminue au fur et à mesure et d'année en année.

En ce qui concerne les actions de lutte contre le réchauffement climatique, il y a des actions qui sont en cours telles que :

- Afrique verte comme structure basée à Montreuil qui intervient sur les questions climatiques dans le cadre de nos coopérations décentralisées.
- GRDR constitue une structure qui fait intervenir dans le cercle de Yélimané notamment sur les questions climatiques.
- Eau Vive est une ONG qui intervient pour promouvoir l'accès à l'eau potable dans les pays du sahel.

11.2 CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE, (Emeline BIGOT, chargée de mission AGENDA 21 local de l'Essonne 91)

Au sein du Département de l'Essonne, les élus avaient décidé de faire une labélisation du développement durable dans le but de faire un agenda pour le département de l'Essonne. Nous avons pu faire deux agendas.

1^{er} Agenda, nous avons fait 48 réunions/forums qui ont abouti à 582 propositions devant constituer le document final de notre agenda21 local.

2^{ème} Agenda C'est avec des forums organisés au sein du Département dont 81% des actions étaient réalisées avec les forums citoyens, des courriers et des réunions.

Le développement durable est un développement qui se veut intelligent, capitaliser et changer notre univers. Dans le domaine de la participation, la société civile a été plus participative dans l'élaboration de nos agendas 21 locaux que les communes qui avaient des positions politiques. Les entreprises avaient moins participé à l'élaboration de notre agenda.

Quant aux difficultés, nous étions confrontés à plusieurs points tels que :

- La mobilisation des acteurs autour du projet car nous avons 400 structures ;
- Pérenniser nos actions sur le terrain ;
- Difficulté de capitalisation et de mutualisation ;
- Faire le lien entre le social et le développement durable ;
- Mobilisation de tous les élus et de leur niveau sectoriel ;
- Les élus ne s'interrogent pas sur leurs politiques.

Pour les contraintes de mise en œuvre, nous n'avons pas la perception du développement durable que nos partenaires au Sud sur certaines questions comme l'environnement.

11.3 CR ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales

Oui, les énergies renouvelables et respectueuses à l'environnement et la promotion de photovoltaïques font partir de nos actions ciblées. De même, électrifier à partir de centrale hybride afin d'avoir l'énergie propre.

Les populations locales commencent à prendre une prise de conscience par rapport à certains signes tels que l'épuisement des ressources naturelles et mêmes le tarissement de certains cours d'eau. Il y a tout un état de questionnement chez les populations locales à propos des inquiétudes sur le changement climatique.

11.4 ADCYFOSI (Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France):

Bien sûr, le développement durable est une opportunité dans le domaine de l'avenir et est porteur d'espoir. Chez nous dans le cercle de Yélimané, l'environnement est très menacé avec l'avancée du désert. C'est pourquoi les populations locales prennent en compte le développement durable. Par contre, il n'y a pas des actions locales faites par les populations locales qui montrent l'expérience de ce développement durable.

Pour préparer l'avenir des générations futures, nous avons réalisé des actions dans ce sens au village. Nous avons construit un dispensaire, une pisciculture et une école avec la participation de la population locale qui est satisfaite pour l'avenir de tout le monde.

11.5 ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou).

Aujourd'hui, l'environnement est fortement menacé partout dans nos territoires. Cela est devenu inquiétant à tout le niveau dans les territoires sahéliens. La preuve est qu'il y a quelques années, on ne pouvait pas sillonner entre les villages en raison de l'abondance des arbres qui cachaient la forêt dans nos territoires. Mais aujourd'hui, les gens ont pris conscience de prendre en compte leur environnement menacé par l'activité humaine en faisant le reboisement dans tous les sens.

« lorsqu'on engage sur un projet, l'exécution des travaux est toujours faite par notre partenaire sur place au pays notamment le CPCD qui est l'association jumelle de l'ACDS. Nous privilégions toujours cette procédure afin que tous les partenaires techniques et financiers soient rassurés de nos engagements. Nous pensons que cette procédure est à poursuivre dans ce sens de partenariat »

11.6 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali).

Sur cette question, je trouve qu'il y a une différence entre toutes les populations du Mali. Il faut noter que les attentes de populations sont nombreuses en termes de protection de l'environnement et de viabilité du développement. Il faut savoir aussi qu'on ne peut pas répondre à toutes les attentes de ces populations en matière de développement durable. On ne peut pas agir avec tout le monde dans ce sens notamment, satisfaire les besoins de tous en matière de développement durable. Nous sommes une structure de l'Etat qui agit dans le sens de coordonner les actions ou les politiques de développement durable sur tout l'étendue du territoire national.

12. DECENTRALISATION ET APPORTS DE POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE.

12.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales).

Dans le domaine de la décentralisation et en matière de transfert de compétence, nous éprouvons un déficit de l'Etat malien qui n'apporte pas grand-chose aux collectivités

territoriales. Il y avait l'élue (Dominique VOYNET) qui avait fait deux voyages dans le cadre des compétences des collectivités territoriales. Montreuil fait du lobbying et on rencontre tout le monde afin d'apporter des efforts pour nos partenaires.

12.2 CR ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales

Dans le domaine de compétences, les collectivités sont faibles en matière d'ingénierie et d'animation de développement territorial. Les ressources financières et humaines font défaut au sein des collectivités territoriales. Il manque de cadre dans la région et cela rend difficile à nos partenaires de faire nos coopérations en matière de développement durable. La région est là pour appuyer à ses partenaires d'avoir accès à ces ressources nécessaires.

L'Etat malien nous a soutenus dans certains domaines dans le cadre de nos partenariats avec les collectivités territoriales maliennes.

- Sur le plan de la sécurité, l'Etat nous a soutenu ;
- On a été accompagné et suivi sur le plan de l'électrification de nos CSCOM ;
- L'Etat ne met pas en place un suivi technique et financier sur nos projets en terme de contrôle et de légalité ;
- Il ne met pas le contrôle sur les actes de légalité ;
- Il est concentré sur la déconcentration de fonds et sur les dons de Bruxelles ;
- Il n'est pas à la hauteur de l'hydraulique ;
- L'AMADER ne mène pas d'ingénierie et de suivi sur les actions d'électrification ;
- Dans le domaine de l'éducation, de la santé, et d'électrification, les collectivités territoriales n'ont pas les moyens.

12.3 ADCYFOSI (Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France):

Dans le domaine de la décentralisation, on ne voit pas franchement ce que vous demandez. Je ne vois pas de compétences transférées aux collectivités territoriales pour la gestion de ressources naturelles. Même pour les programmes et projets, les collectivités de chez nous ne sont pas capables de gérer tous. L'Etat ne soutient pas forcément les collectivités territoriales dans plusieurs domaines.

12.4 ACDS (*Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou*).

Tout ce que je peux vous dire par là, il faut retenir que les compétences financières manquent cruellement et les compétences techniques sont également absentes.

13. PARTICIPATION DES POPULATIONS LOCALES A LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE.

13.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (*Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales*).

Sur le PADDY, ce n'est pas les populations locales qui ont directement participé à construire et la mise en œuvre des actions. C'est l'intercommunalité « MERAGUEMOU » qui a joué le rôle de la participation à la place des populations locales. Concernant nos actions, les associations de jumelage du cercle de Yélimané en France, participent toujours à nos actions mises en place.

Les modes de participations sont les ateliers, séminaires, réunions de travail organisées par les parties concernées. *La maison construite est le fruit de partenariat entre la ville de Montreuil et Yélimané. Cette maison des femmes est un des projets phares du PADDY qui vise à accompagner les femmes vers l'autonomie, faciliter l'accès à la santé, à l'emploi et la formation professionnelle.*

13.2 CR ILE DE France, (*HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales*)

Au Mali, vous avez un instrument consensuel qui retrace le point de la participation de tous les acteurs. Il s'agit du PDSEC comme instrument de référence et à laquelle toutes les couches sociales participent. Au niveau de la région, nous privilégions cet instrument de PDSEC qui rend légitime nos actions avec partenaires de la région de Kayes.

13.3 ADCYFOSI (*Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France*):

La participation, il y a toujours de gagnants et de perdants lorsque les enjeux sont mis en place. Il y a toujours les petits et les grands qui s'affrontent et les grands finissent vainqueurs. Pour moi, la participation est un juste un mot car, il y a ceux qui sont mieux placés pour participer et ceux qui ne sont pas mieux placés.

Chacun a sa manière de faire les choses comme il le juge nécessaire. Dans les villages de chez nous, je sais que tout le monde est concerné mais avec nos propres façons de faire les choses. Je sais que nous, nos projets sont construits par tout le village. Si vous demandez l'équité entre tout le monde, au niveau de la prise de décision, je trouve que cela n'est pas le cas pour nos projets. Comme je vous ai dit, il y a toujours les grands qui dominent les petits. Dans mon village dès qu'il y a un projet, on associe toutes les couches sociales au projet pour son exécution. Mais, il faut retenir que chez nous, personne ne peut récupérer la place du chef de village. Chacun va jouer son rôle et chaque acteur prend ses responsabilités vis-à-vis des actions à faire.

13.4 ACDS (Association de Communes du Diombougou et Séro-Diamanou).

« Lorsqu'on a un projet, ça vient toujours des initiateurs de la commune concernée par l'ACDS. On procède au sein de l'association, une phase de présentation, d'étude puis, une phase de décision est engagée à partir de certains facteurs représentés par le projet du village concerné. L'ACDS s'engage après la décision du village, de la commune puis l'ACDS ou le CPCD ³⁸³».

13.5 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali).

Dans nos dispositifs, nous avons prévu plusieurs volets qui tendent de bien travailler sur la participation notamment à capitaliser, participer et impliquer d'avantage les collectivités territoriales afin de participer à leur tour, les villages et les populations locales, les élus.

13.6 Coordinateur du PADDY (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané).

Depuis que nous avons mis en œuvre quelques sites dans certaines localités à Yélimané, il y a eu des interrogations sur les choix de lieu d'implantation et bien d'autres projets. Certaines communes, villages, cantons ont pensé que c'est du favoritisme dans les différents choix au motif qu'ils ne se voient pas être représentés. Par exemple, le choix du village de Gnogoméra a suscité des interrogations. C'est une des difficultés liées auxquelles les gens n'ont pas compris. Le PADDY est là pour tout le cercle de Yélimané et aucun territoire ne vaut mieux que l'autre. Pour moi, il y a tous les enjeux derrière ces choix.

383 Interview avec le président de l'ACDS Diakité Sadio (2018) : (Association des Communes du Diombougou et Séro).

14. COMPREHENSION ET APPROPRIATION DES DISPOSITIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE PAR LES POPULATIONS LOCALES

14.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales).

Bien sûr, à mon avis les populations ont bien saisi l'intérêt de nos actions de développement durable à travers le PADDY. Je demande auprès de l'Etat malien à ce qu'il ait un équilibre dans la prise de décision au niveau de nos actions. Cela justifie que le poids de l'Etat doit être au même au niveau des collectivités territoriales et au niveau de la société civile.

14.2 ADCYFOSI (Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France):

Je pense que les gens n'ont pas compris le sens du développement durable chez nous. Ceux qui interviennent chez nous, ils ont tendance à se mettre à notre place et du coup, on ne peut pas prétendre de mieux le comprendre. Dans tous les villages, c'est la même situation qui prévaut. Les villages ont leur façon de faire le développement durable. Pour moi, rien n'est compris chez-nous. Je vous donne l'exemple, pourquoi les projets et programmes sont en échec chez nous et ne sont pas pérennes à long termes. La preuve est que ce qu'on nous propose comme développement n'est pas simplement compris.

Tous les acteurs concernés par les actions (programmes, projets...) n'ont pas le même niveau de compréhension de l'état des choses. Par exemple, les experts qui interviennent et les villageois n'ont pas le même niveau intellectuel. Je ne sais pas à l'heure actuelle s'il y a des pratiques traditionnelles de développement durable faites par les populations locales. Au niveau de l'appropriation, je ne sais pas également si les populations sont en mesure de s'approprier de leurs actions concernées. L'exemple est donné sur l'échec des projets et programmes. Pour mieux faire participer d'avantage les populations locales aux prises de décisions, il faut s'engager d'abord et comprendre l'objet. Il faut apprendre aux gens à comprendre. *Créer des entreprises dans le cercle de Yélimané pour donner du travail à nos jeunes frères restés là-bas, est notre combat de tous les jours. C'est grâce à la coopération entre Meraguemou, la ville de Montreuil, l'ONG SIAD et ADCYFOSI que nous avons lancé cette initiative. On constate une insuffisance des dossiers retenus ou candidats qui ont obtenu des financements. Il n'y a eu que 22 personnes retenues en trois ans sur 360 candidats. Quand on parle de Yélimané, les gens pensent qu'il y a l'argent avec les migrants alors qu'il*

n'y a rien là-bas. Je trouve que les gens ont des idées mais pour accéder aux financements, c'est le parcours du combattant avec un taux d'intérêt très élevé.

Dans les projets environnementaux, on n'a jamais pu fonctionner correctement du fait de l'incompréhension des populations locales. Parfois, on appelle les migrants en France pour qu'ils mettent la pression sur les migrants afin qu'ils s'impliquent davantage dans ces projets environnementaux. Chez nous, je pense que les gens n'ont pas compris le sens du développement durable. Ceux qui interviennent chez nous, ils ont tendance à se mettre à notre place et du coup, on ne peut pas prétendre de mieux le comprendre. Dans tous les villages, c'est la même situation qui prévaut. Les villages ont leur façon de faire le développement durable. Pour moi, rien n'est compris chez-nous. Je vous donne l'exemple, pourquoi les projets et programmes sont en échec chez nous et ne sont pas pérennes à long terme. Parce que ce qu'on nous propose comme développement n'est pas simplement compris par tout le monde

14.3 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali).

Oui avec nos dispositifs, nous avons fourni beaucoup d'efforts afin que les gens comprennent ce que nous sommes en train de faire sur le terrain. On a fait et on a vu dans certaines communes que le développement durable est compris par les populations locales. Les besoins sont présents et se sentent et l'AEDD répond en fonction de ses moyens limités. Les gens ont vraiment envie à travers les petites expériences que nous faisons sur le terrain mais, les moyens financiers manquent.

Pour les pratiques traditionnelles qui montrent l'état de compréhension de démarches de développement durable, les ONG interviennent massivement pour pratiquer certaines expériences.

15. DIFFICULTES DE MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUERS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

15.1 MAIRIE DE MONTREUIL, (Claude REZINIK, maire-adjoint en charge des coopérations internationales).

Si je regarde l'ensemble de nos actions réalisées sur le terrain, je ne regrette rien. Par contre, nos actions à réaliser me paraissent un échec aujourd'hui par rapport à nos attentes et nos visions de faire les choses comme on le souhaite. Nous avons beaucoup de difficultés au niveau de nos objectifs à réaliser à court et à long termes. L'échec de nos objectifs vient de

l'insuffisance des financements. Sur les difficultés que nous rencontrons, il y a l'aménagement qui fait un grand défaut qui doit être réalisé comme nous le souhaitons. On a beaucoup d'objectifs au niveau de l'aménagement qui n'ont pas été respectés.

15.2 CR ILE DE France, (HURE Arnaud chargé de mission coopérations internationales

Certainement, nous avons quelques difficultés sur le terrain au niveau de la mise en œuvre de nos dispositifs de développement durable. A cela, il faut retenir quelques difficultés telles que :

- Le temps de mieux gérer les actions sur le terrain ;
- Le manque de ressources financières ;
- Le manque de ressources humaines qualifiées ;
- Nous avons un manque de diagnostic et de suivi de nos actions sur le terrain ;
- Le problème d'enclavement de la région dans son ensemble pendant certaines périodes de l'année notamment, le manque d'infrastructures ;
- Le mode de scrutin de certaines échéances fait partie des difficultés devant relever certains défis de développement.

Ces difficultés font en sorte que nous n'arrivons pas à faire de ce nous souhaitons concrètement sur le terrain avec nos partenaires.

15.3 ADCYFOSI (Baradji Cheickna, président de l'Association pour le Développement de Communes de Yélimané en France):

De ce côté, on a pas mal de difficultés telles que l'investissement dans le village qu'on demande à nos partenaires et les ressortissants du village. Nous sommes également confrontés à des difficultés comme le manque des techniciens qui peuvent intervenir sur certains domaines. La difficulté de la main d'œuvre dans le village pose problème. A chaque fois que nous avons des travaux ou projets collectifs, les femmes sont très présentes sur le terrain par rapport aux hommes. Autrement dit, les femmes aident plus que les hommes pour la réalisation de nos actions dans le village.

15.4 AEDD (Agence de l'Environnement et du Développement Durable du Mali).

On est une structure de l'Etat qui dépend des moyens financiers et humains. Il manque ces ressources pour bien mener nos projets sur les territoires concernés. De même, les collectivités territoriales aussi sont confrontées à la même problématique. Tant que nous

n'avons pas les moyens, on ne peut pas faire grand-chose sur nos projets de développement durable. On intervient dans toutes les régions et on a priorisé nos actions. On a des difficultés de sensibilisations et de transmission de nos actions. C'est ainsi que nous avons fait dans la région de Kayes, la traduction de nos actions en bambara comme langue de sensibilisation et de transmission du développement durable. Beaucoup d'ONG interviennent dans ce sens pour nous aider à sensibiliser.

15.5 Coordinateur du PADDY (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané.

Vous savez que l'une des difficultés du programme est liée au manque de financement, nous avons les objectifs et les ambitions de réaliser le programme partout où il est prévu de faire quelque chose. C'est un vaste projet qui répond aux besoins de Yélimané mais, il demande beaucoup de financement pour réalisation effective de nos objectifs. Pour sauver le PADDY comme projet important, il faut réunir tous les financements promis par les acteurs.

ANNEXE 3 :

Observations aux réunions d'associations des migrants originaires de la région de Kayes en France

1°) *Participations d'observation aux réunions d'associations des migrants.*

Nous avons observé et participé les réunions de plusieurs associations de développement menées par les migrants. Ces associations œuvrent dans le domaine du développement local dont les ressortissants sont originaires de la région de Kayes. Ces observations participatives ont été menées entre 2011 et 2019. Il s'agit de l'AJOMDF.DL, ACCMDF, ACDS.

1. *AJOMDF.DL (Association des Jeunes Originaires de Maréna Diombougou en France pour le Développement Local). Nous indiquons les réunions dans les tableaux ci-dessous.*

<i>Les réunions AJOMDF.DL entre 2011 et 2019.</i>					
Années	Nb/Réunions	Thèmes/développement	Genres/participants	Public	Lieu
2011	3	Education	Filles/Garçons	Jeune	Paris
2012	7	Education/Sport	Filles/Garçons	Jeune	Paris
2013	5	Projet Marché	Filles/Garçons	Jeune	Paris
2014	3	Rénovation/Ecole	Filles/Garçons	Jeune	Paris/Ivry
2015	2	Projet Marché	Filles/Garçons	Jeune	Paris/Ivry
2016	3	Projet Marché	Filles/Garçons	Jeune	Paris/Ivry
2017	6	Projet Marché	Garçons	Jeune	Paris
2018	8	Projet Marché	Garçons	Jeune	Paris
2019	9	Projet Marché	Garçons	Jeune	Paris
<i>Total réunions: 45 (2 heures/réunion) soit 92 heures</i>					

2. ACCMDF (*Association du Comité Communal de Maréna Diombougou en France*).

<i>Les réunions ACCMDF entre 2018 et 2019</i>					
<i>Année</i>	<i>Nb/Réunions</i>	<i>Thèmes/développement</i>	<i>Genre</i>	<i>Public</i>	<i>Lieu</i>
2017	2	Rencontre avec le maire/Organisations féminines/ développement communal...	F/H	Tout	Paris/Ivry
2018	12	Désenclavement/Education/Eau potable/Société civile/Impôts...	H/F	Tout	Paris/Dran cy
2019	9	Désenclavement communal/Accès à l'eau potable/Santé/Education	H/F	Tout	Paris
<i>Total réunions: 23 (2 heures/réunion) soit 46 heures.</i>					

3. ACDS (*Association des Communes du Diombougou et Séro Diamanou*)

<i>Les réunions ACDS entre 2017 et 2019</i>					
<i>Années</i>	<i>Nb/Réunions</i>	<i>Thèmes/développement</i>	<i>Genre</i>	<i>Public</i>	<i>Lieu</i>
2017	1	Organisation des femmes ACDS	F	Tout	Paris
2018	8	Développement et Accès à l'eau potable	H	Tout	Paris
2019	9	Développement et Accès à l'eau potable	H	Tout	Paris
<i>Total réunions: 18 (2 heures/réunion) soit 36 heures.</i>					

Total général des réunions : 87 réunions

Total général de temps de participation : 174 heures

ANNEXE 4 :

Les ballades urbaines sur le « Petit Mali à Paris », (voir www.bastina.fr > voyage > paris-18eme > petit-mali-a-château-rouge-a-paris) quartier Château rouge organisées par BASTINA VOYAGE et l'association des jeunes migrants originaires de Kayes AJOMDF.DL

<i>Les ballades urbaines sur « Petit Mali à Paris » entre 2011 et 2019.</i>					
Années	Nb/Ballades	Thèmes/développement	Nb/Participants	Public	Lieu
2011	3	Diversité culturelle	10	Scolaire/Séniors	Paris
2012	5	Education des migrants au développement durable	18	Scolaire/Séniors /migrants	Paris
2013	6	Projet Marché	22	Scolaire/Séniors /migrants	Paris
2014	4	Rénovation/Ecole	37	Scolaire/Séniors /migrants	Paris
2015	5	Projet Marché	12	Scolaire/Séniors	Paris
2016	6	Tourisme solidaire et durable	73	Scolaire/Séniors /migrants	Paris
2017	3	Projet Marché	24	Scolaire/Séniors /migrants	Paris
2018	6	Projet Marché	85	Scolaire/Séniors /migrants	Paris
2019	7	Projet Marché	109	Scolaire/Séniors /migrants	Paris
<i>Total ballades urbaines: 45 (2 heures/ballade) soit 90 heures de temps de ballades</i>					
<i>Total participants : 390 personnes</i>					

RESUME DE LA THESE

1° Version française

Résumé :

Lorsqu'on se réfère à la période récente (*fin des années 1980 et début des années 1990*), on constate l'émergence d'acteurs (ONG, collectivités locales, programmes de coopération Nord/Sud, associations des structures villageoises, associations de migrants...) engagés dans la promotion du développement territorial au niveau local dans la région de Kayes au Mali.

Dans la même période, émerge sur la scène internationale la notion de développement durable. Dans cette perspective, beaucoup d'acteurs s'intéressent à l'usage de cette notion à l'épreuve des politiques publiques de développement territorial par les réformes institutionnelles de la décentralisation. L'usage de cette notion par les différents acteurs constitue un enjeu de recherche dans le domaine des sciences sociales.

L'objectif de ce travail est :

- . de comprendre l'articulation conceptuelle de ces notions de développement à travers les politiques de développement durable engagées dans la région de Kayes occasionnées par la décentralisation et les programmes de coopération décentralisée au Mali;
- . d'analyser comment les dispositifs de développement durable sont appropriés par tous les acteurs intervenant dans la région de Kayes.

Une attention toute particulière est attachée aux processus décisionnels (qui participe ? qui décide? selon quelles modalités ? sur quels enjeux ? etc.) et leurs effets sur les attentes des populations locales, les transformations de leur conditions de vie et leur citoyenneté.

2° Version anglaise :

Summary :

When referring to the recent period (*late 1980s and early 1990s*), the emergence of (*Ngos, local authorities, North/South cooperation programmes, association of village structures, migrant associations...*) involved in promoting territorial development at the local level in the Kayes region of Mali.

In the same period, the notion of sustainable development emerges on the international scene. In this perspective, many stakeholders are interested in the use of this concept as a test of public territorial development policies through institutional reforms at decentralization. The use of this concept by the various actors is a research issue in the field of social sciences.

The objective of this work is :

- . to understand the conceptual articulation of these concepts of development through sustainable development policies initiated by decentralization and decentralised cooperation programmes;
- . to analyse how sustainable development schemes are appropriate by actors in the Kayes region.

Particular attention is paid to the decision-making processes (who participates? who decides? according to what methods? on what issues? etc.) and their effects on the expectations of local people, changes in their living conditions and their citizenship.